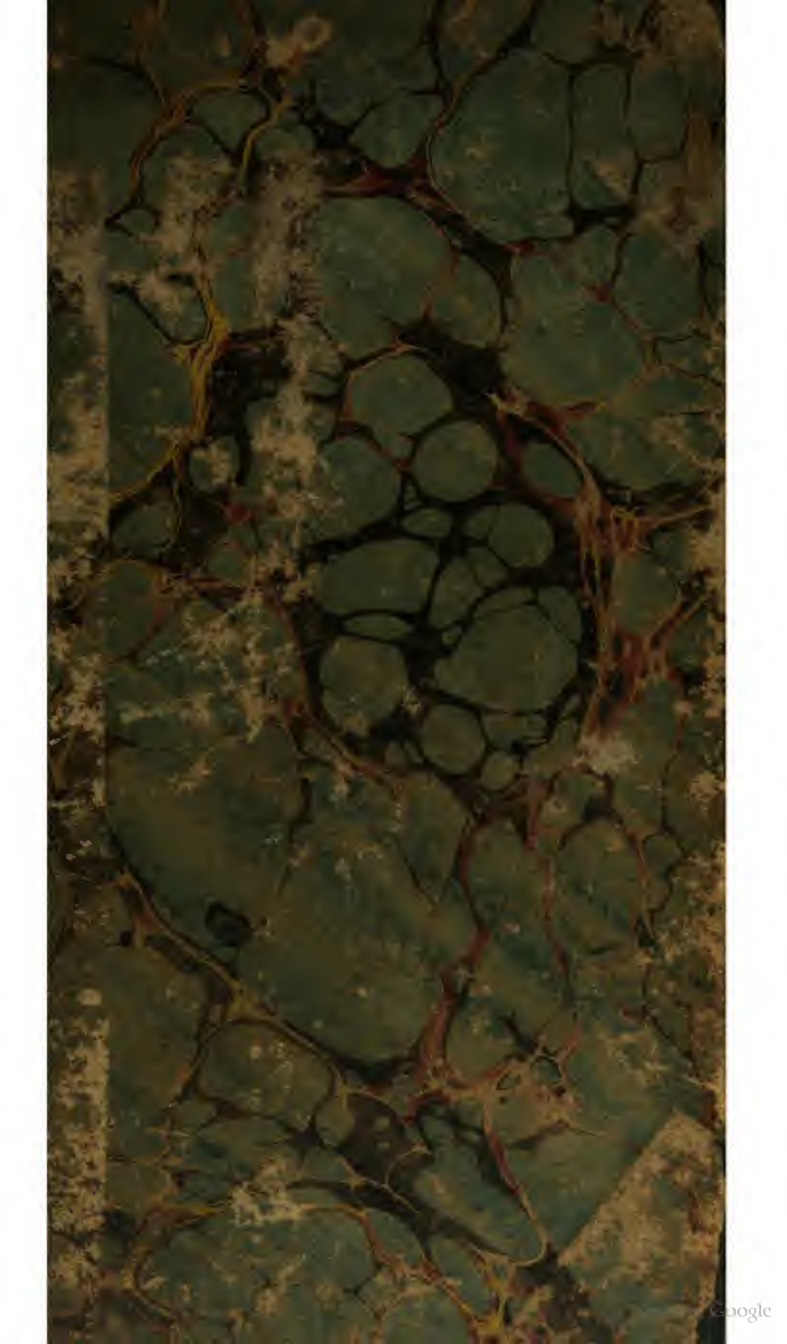


Juliette — Rue des Gobelins —

N.° 145

HISTOIRE

ABRÉGÉE

D'ANGLETERRE.

Paris. —Typographie de Firmin Didot frères, rue Jacob, 56.

HISTOIRE
ABRÉGÉE
D'ANGLETERRE,
DEPUIS LES TEMPS PRIMITIFS JUSQU'A NOS JOURS,

ORNÉE

D'UNE CARTE SPÉCIALE,

Dans laquelle on distingue

LES DIVISIONS SUCCESSIVES DU PAYS
AVEC TOUS LES NOMS DES LIEUX CITÉS DANS L'OUVRAGE;

PAR ÉM. LEFRANC,

AUTEUR D'UN COURS D'HISTOIRE, D'UN COURS DE LITTÉRATURE,
D'UN COURS D'ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE, ETC.

SECONDE EDITION,
REVUE ET CORRIGÉE.

LIBRAIRIE CLASSIQUE DE PERISSE FRÈRES,

PARIS,
RUE DU POT DE FER ST.-SULPICE, 8.

LYON,
GRANDE RUE MERCIÈRE, 33.

1844.



AVERTISSEMENT.

Dire qu'il existe sur les divers États européens un grand nombre d'abrégés historiques, mais que ces abrégés ne satisfont, ni par le fond, ni par la forme, au besoin des bonnes et saines études, c'est dire ce que tout le monde sait, ce dont tout le monde se plaint. Je n'en voudrais pour preuve que les nombreuses sollicitations qui m'ont été faites de donner à la jeunesse, comme complément de mon Cours, une série d'histoires particulières pour chaque peuple important du globe. De telles sollicitations avaient quelque chose de trop flatteur pour que je ne me fisse pas un devoir d'y céder. Au milieu des travaux plus sérieux [1] qui charment en les occupant, les loisirs de ma solitude, j'ai donc pris la plume pour répondre à un appel qui m'honore autant qu'il m'encourage. Après la France [2], l'Angleterre méritait sans contredit le premier rang, soit par sa propre

[1] Histoire critique des littératures anciennes et modernes, tant sacrées que profanes, 8 vol. in-12. Les 3 premiers ont paru ; le 4e est sous presse.

[2] L'Histoire de France, en deux volumes, fait partie de mon Cours d'histoire universelle.

importance, soit par son influence sur l'Europe et particulièrement sur notre patrie. La Bretagne a trouvé son grand historien dans le docteur Lingard ; nul guide n'était préférable à suivre. C'est aussi celui que j'ai choisi, et c'est une garantie suffisante sous le rapport des principes et de l'exactitude. Mais je ne me suis point attaché servilement à ses traces ; j'ai plutôt cherché à en reproduire l'esprit que la forme. C'était, du reste, le seul moyen de donner à cet abrégé une couleur originale et par conséquent intéressante. Les abréviateurs qui tiennent à conserver les expressions, les tournures et tout ce qu'il y a d'extérieur dans leur modèle, ne produisent jamais que quelque chose de froid, de traînant et de fastidieux ; défaut capital dans tout écrit, et qui, en dégoûtant du livre, dégoûte de l'objet qu'il traite. Aussi j'ai tâché que dans mon Abrégé l'intérêt ne se démentît pas un seul instant, et que le récit présentât une suite de tableaux animés non moins propres à frapper l'intelligence qu'à se graver d'eux-mêmes dans la mémoire. Pour y parvenir, à toutes les ressources de style que mes faibles talents ont mises à ma disposition, j'ai joint la division de chaque période ou de chaque règne en un certain nombre de groupes de faits formant chacun un ensemble et précédés d'un sommaire qui en indique les principaux détails. Je ne chercherai point à faire ressortir les avantages de cette distribution ; mais on voit tout de suite que chaque groupe ainsi présenté peut servir de matière à une lecture, de texte à une leçon, de programme à un examen, ou de *memento* à celui qui veut repasser ce qu'il a lu ou étudié.

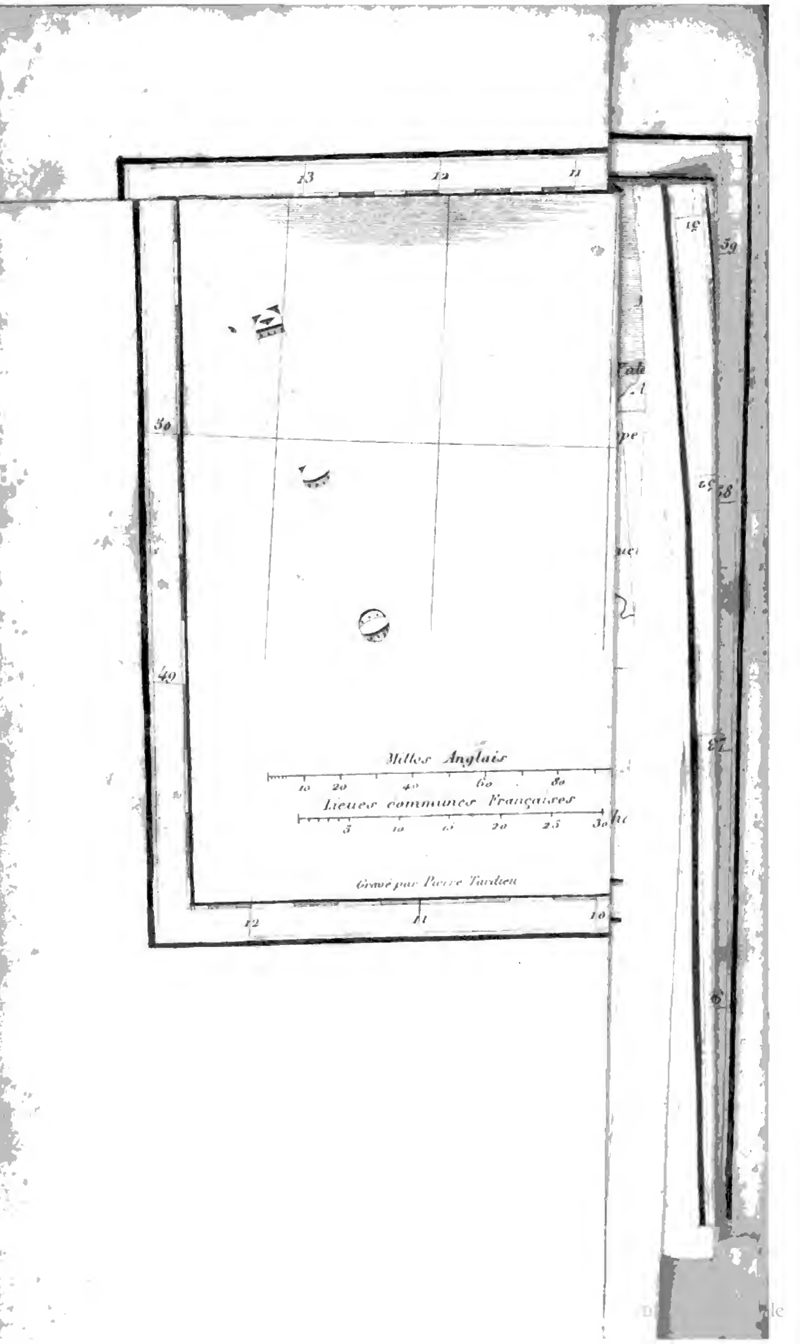
Dans un pays conquis par diverses races et qui n'est point, comme la France, sous la salutaire uniformité

de la loi salique, des tableaux généalogiques étaient surtout nécessaires. J'en ai placé un à l'avénement de chaque dynastie ou de chaque branche; et par là s'éclaircissent toutes les difficultés des successions royales, des prétentions contraires, des rivalités politiques, difficultés qui, laissées sans solution, embrouillent le récit et confondent les souvenirs.

Enfin, sachant que l'histoire perd de sa clarté sans la géographie, et que d'ailleurs la géographie ne s'apprend jamais mieux que par l'histoire, j'ai dressé moi-même, pour ce volume, comme je le ferai pour les autres, une carte spéciale où sont marquées les diverses et successives divisions territoriales de l'Angleterre, avec les noms de tous les lieux géographiques cités dans l'ouvrage.

Puissé-je avoir rempli dignement l'espèce de ministère dont la confiance publique a daigné m'investir! C'est mon vœu le plus cher, et ce sera la plus douce récompense de mes veilles.

Em. Lefranc.


13
12
11
50
49
Milles Anglais
10 20 40 60 80
Lieues communes Françaises
5 10 15 20 25 30
Gravé par Pierre Tardieu
12
11
10
59
58
57

HISTOIRE

ABRÉGÉE

D'ANGLETERRE.

INTRODUCTION.

§ 1er. — Noms primitifs de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande; leurs premiers habitants. — Leur manière de vivre; leur religion.

La grande île qui porte aujourd'hui le nom d'Angleterre et d'Écosse fut primitivement appelée la *contrée aux vertes collines*, puis l'*île du miel*, enfin l'île de *Bryt* ou *Prydain* (1), dénomination dont les Latins ont fait *Britannia*, Bretagne. La partie du nord, au delà du Forth et de la Clyde, se nommait *Al-ben*, c'est-à-dire région des montagnes. L'ouest portait le nom de *Kymru* * (Cambrie); l'est et le sud, celui de *Lloëgr* * (Logrie), d'après les *Kymris* ou *Cambriens* et les *Lloëgrys* ou *Logriens*, deux peuples distincts l'un de l'autre.

A l'arrivée des Cambriens, sortis des extrémités orientales de l'Europe, une partie des indigènes gagna l'île que ses habitants appelaient *Érin* * (Irlande); les autres se réfugièrent dans l'Al-ben et s'y maintinrent sous le nom de *Gaëls* ou *Galls* * (Gadhels, Gwyddils), qu'ils portent encore, et de *Calédoniens* *, qu'ils tirèrent du mot *Calyddon*, c'est-à-dire pays des forêts. L'époque où s'opérèrent

(1) Mot celtique, qui signifie *couleur produite par le tatouage*. Les habitants se teignaient en effet le corps en bleu, et traçaient sur leurs membres diverses figures d'animaux.

* Les astérisques renvoient au tableau comparatif des Iles Britanniques.

ces mouvements de population est incertaine; et ce fut dans un temps postérieur, mais également difficile à fixer, que les Logriens, partis des Gaules, mais appartenant à la même race que les Cambriens, vinrent débarquer au sud de l'île. Enfin, un troisième ban d'émigrés du même pays et issus de la même race, se fixa, sous le nom de *Brythons* ou *Bretons**, au nord des Cambriens et des Logriens, sur la frontière de la population gallique, entre les golfes de Forth et de Solway. C'est le nom de ces derniers venus qui, dans les langues étrangères, servit à désigner d'une manière générale tous les habitants de l'île.

Tout ce qu'on peut découvrir en fouillant les archives de ces temps reculés, c'est que ces peuples, farouches et sauvages, logeaient dans des cabanes couvertes de chaume, et vivaient, dans une indépendance absolue, du produit de leur chasse et de leurs troupeaux. Leur religion, composée de rites grossiers et de barbares superstitions, avait pour ministres ces druides qu'on retrouvait encore dans les forêts des Gaules; et comme les Gaulois (1), leurs voisins, les Bretons sacrifiaient des victimes humaines qu'ils faisaient brûler dans des idoles d'osier. Enfin les druides, en Bretagne comme en Gaule, étaient en même temps les chefs de la religion et de l'État, si l'on appelle de ce nom une multitude de principautés dont chacune reconnaissait un prince particulier.

§ 2. — Invasion des Coraniens ou Coritains et de Jules-César. — Conquêtes des Romains sous Claude. — Nouvelles conquêtes des Romains sous Néron. — Réduction de l'île entière par Julius Agricola. — Termes de l'invasion romaine; les murs d'Adrien et de Septime-Sévère. — La Bretagne sous Carausius, Allectus et Constance Chlore. — Introduction du christianisme dans la Bretagne et vicissitudes de ce pays sous divers empereurs. — Retraite des Romains; retour des Scots et leur alliance avec les Pictes.

Ces nations, de commune origine, furent visitées à diverses époques, soit pacifiquement, soit d'une manière hostile, par diverses peuplades étrangères, entre autres

(1) V. mon *Histoire de France*, nouvelle édition entièrement refondue, t. 1[er], p. 20.

les *Coraniens* ou *Coritains**, hommes de race teutonique, qui, chassés de la Flandre par une inondation, s'établirent le long de l'Humber et sur la côte de l'est, au milieu de la population logrienne. Enfin, vers l'an 53 avant Jésus-Christ, des légions romaines, conduites par *Jules-César*, descendirent à la pointe orientale du territoire qui porte aujourd'hui le nom de Kent. Elles furent accueillies, au débarquement, avec une résistance opiniâtre, par les Bretons-Logriens, retranchés derrière leurs chariots de guerre, sous la conduite de CASSIBELAN (Cassivellaunus), chef des tribus alliées; mais bientôt, grâce à la trahison des peuplades de race étrangère, et surtout des Coraniens, les Romains, pénétrant dans l'intérieur de l'île, achevèrent peu à peu la conquête des deux pays de Logrie et de Cambrie.

Cette conquête, interrompue depuis la mort de Jules-César jusqu'au règne de Claude (44 av. J.-C. — 43 de J.-C.), reprit sous ce prince. Encouragé par les succès du préteur *Aulus Plautius* que secondait Vespasien, l'empereur voulut paraître à la tête d'une armée, prit quelques forteresses par ses lieutenants, et triompha, sous le nom de *Britannicus*, pour cette apparition belliqueuse qui ne dura que seize jours. Plautius et son successeur *Ostorius Scapula* (51) poursuivirent la guerre avec succès. CARACTACUS, roi des Silures *, fait prisonnier, orna le triomphe de son vainqueur. Quand on lui fit parcourir les rues de Rome, à la vue de cette ville splendide : *Comment est-il possible*, s'écria-t-il, *qu'un peuple qui possède tant de richesses ait envié l'humble cabane de Caractacus?* Conduit devant l'empereur, il refusa d'implorer sa pitié, comme les autres captifs : *Si je n'avais fait aucune résistance*, dit-il, *on n'aurait parlé ni de ma fortune ni de ma gloire; vous n'auriez point été victorieux et je serais oublié. Maintenant, si vous épargnez mes jours, j'attesterai partout votre clémence.* De telles paroles méritaient un pardon généreux, et il l'obtint.

La guerre continua contre d'autres chefs, sous les or-

dres d'*Aulus Didius* et de *Véranius*. Sous *Néron* (61), *Suétonius Paulinus* conquit l'île de Mona*. *Boadicée*, veuve de PRASUTAGUS, roi des Icènes*, pour se venger d'outrages humiliants, excita dans l'île un soulèvement qui, dit-on, coûta la vie à quatre-vingt mille Romains. Paulinus, avec dix mille hommes, vainquit deux cent mille Barbares, et Boadicée s'empoisonna pour ne pas tomber entre les mains des vainqueurs.

Sous le règne de *Vespasien* (70), *Pétilius Céréalis*, qui venait de pacifier la Gaule, passa dans la Grande-Bretagne, où son bonheur le suivit; il soumit la puissante tribu des Brigantes*. *Julius Frontin*, auteur des *Stratagèmes* (1), subjugua les Silures, laissant pour successeur *Julius Agricola*, beau-père de l'historien Tacite, qui vainquit le célèbre GALLAWG ou GALGACUS, le grand chef des forêts du nord (Calyddon), et réduisit l'île presque entière (78-86).

Durant un séjour de quatre siècles, les Romains étendirent leur conquête et leur domination jusqu'au pied des montagnes septentrionales qui jadis avaient servi de rempart à la population aborigène contre l'invasion des Cambriens. L'invasion romaine s'arrêta aux mêmes limites que l'invasion bretonne, et le peuple des Galls resta libre, pendant que la domination étrangère pesait sur ses anciens conquérants. Plus d'une fois même, il fit reculer les aigles impériales, et son antique aversion pour les habitants du sud de la Bretagne s'accrut au milieu des guerres qu'il eut à soutenir contre les gouverneurs romains. Le pillage des colonies et des villes municipales, ornées de palais et de temples somptueux, redoubla, par un attrait nouveau, cette hostilité nationale. Chaque printemps, les hommes d'Al-ben ou de Calédonie passaient la Clyde dans des bateaux d'osier recouverts de cuir : devenus redoutables aux Romains, ils les forcèrent de bâtir, sous les empereurs *Adrien* et *Septime-Sévère*, aux extrémités de leur conquête, deux immenses murailles garnies de tours et prolongées

(1) V. mon *Histoire de la Littérature latine*, art. Frontin.

d'une mer à l'autre (1). Ces irruptions, de plus en plus fréquentes, acquirent aux habitants de l'Al-ben une célébrité terrible sous le nom de *Pictes** ou voleurs (*pictioch*, voler).

Après Agricola, la Bretagne resta dans la paix profonde de l'oppression romaine; mais au IIIe siècle, divers usurpateurs la choisirent pour le théâtre de leur puissance ou de leur lutte. *Carausius* y prit, en 286, le titre d'Auguste, qu'il conserva pendant huit ans. *Allectus,* son ministre, le tua par trahison (293), et se mit à sa place. A sa mort (296), *Constance Chlore* rétablit dans l'île l'autorité impériale. Il en fit sa résidence favorite : les insulaires jouirent, sous son règne, d'une équitable administration; et quand vint le temps des épreuves religieuses, la rigueur en fut singulièrement adoucie par le père de celui qui devait faire monter le christianisme sur le trône.

On ignore par qui le christianisme fut introduit dans la Bretagne; on l'y trouve dès le règne de Claude et de Néron. Plus heureux que sur le continent, il ne tarda guère à se porter d'un pas silencieux, mais ferme, jusqu'aux extrémités de l'île ; et tandis que le sang des chrétiens coulait dans les autres provinces de l'Empire, on laissait les Bretons pratiquer tranquillement leur nouvelle religion. La persécution de *Dioclétien* n'y fut que passagère. *Constantin* et ses fils lui donnèrent un demi-siècle de bonheur. Sous *Julien* (361) et *Valentinien* (368-370), *Lupicin* et *Théodose* repoussèrent les incursions des Galls, et rétablirent la province de Valentia* depuis longtemps abandonnée. Vers 383, *Maxime* prit la pourpre en Bretagne; mais *Théodose le Grand* le défit dans les Gaules, et la fleur de la nation britannique, qui l'avait suivi sous les ordres de CONAN, chef indigène, s'établit avec son chef dans l'Armorique. En 407, un simple soldat, nommé *Constantin,* pour soutenir son usurpation, épuisa de nouveau la Bretagne d'hommes propres à porter les armes: comme Maxime, il les mena dans les Gaules; mais son empire d'Arles dura peu. Sous *Honorius* (410), *Stilicon* rétablit

(1) Vallum Antonini, Vallum Hadriani, posteà Severi.

l'autorité romaine dans l'île; ce fut pour la dernière fois et pour peu de temps.

Les indigènes, que les Cambriens avaient forcés de fuir en Irlande, s'étaient maintenus dans cette île sous le nom de *Scots*, c'est-à-dire étrangers. Mais lorsque Honorius eut retiré les légions romaines de la Bretagne, les Scots revinrent dans leur patrie primitive, et, s'unissant aux Pictes, ils tombèrent sur les Bretons du sud dont les ancêtres avaient expulsé les leurs. Sur la demande des Logriens, Honorius renvoya dans l'île quelques troupes qui repoussèrent les agresseurs au delà du mur de Sévère; mais « les Césariens, disent les annales bretonnes, repar- « tirent bientôt pour la terre de Rome, afin de repousser « l'invasion de la horde noire (les Huns), ne laissant à leur « départ que des femmes et des enfants en bas âge, qui « tous devinrent Cambriens. »

§ 3. — Changements opérés par la retraite des Romains : les Bardes; état social des Bretons. — Le Penteyrn et Lon-din. — Invasion des Pictes et des Scots. — Wortigern appelle les Saxons. — Fondation de l'Heptarchie par les Saxons et les Angles. — Dévastation de la Bretagne. — Les Bretons réduits à l'esclavage. — Le Bretwalda, l'England et les Wales. — Le Wittena-Ghemote: partage de la nation en trois classes; lois saxonnes.

Après la retraite des légions romaines, les Bretons cessèrent de reconnaître le pouvoir des gouverneurs étrangers qui régissaient leurs provinces et leurs villes. La forme et le nom même de ces administrations périrent: à leur place se releva l'autorité des anciens chefs de canton ou de famille; on eut recours, pour les rétablir, aux antiques généalogies conservées soigneusement par les *Bardes*, poëtes religieux et guerriers des nations galliques. Les liens de parenté formant, chez les Bretons, la base de leur état social, tout Breton, pauvre comme riche, avait besoin d'établir sa généalogie pour jouir pleinement de ses droits civils et faire valoir ses titres de propriété dans le canton de sa naissance; chaque canton appartenait à une seule famille primitive, et nul ne possédait légitimement aucune partie du sol, s'il n'était membre de cette famille qui, en s'agrandissant, avait formé une tribu.

Au-dessus de cet ordre social bizarre, d'où résultait

une fédération de petites souverainetés, les Bretons, affranchis de l'autorité romaine, élevèrent, pour la première fois, une haute souveraineté nationale, un *Penteyrn*, un chef des chefs, un *roi du pays*, et ils le firent électif. Le siége de cette royauté centrale était sur le territoire logrien, dans l'ancienne ville municipale que les Bretons nommaient *Lon-din* (Londinium, London, Londres), c'est-à-dire la ville des vaisseaux. Les Cambriens, jaloux de cet avantage, réclamèrent le droit exclusif de fournir des candidats royaux; la dispute s'envenima, et toute la Bretagne tomba dans les discordes civiles.

Au milieu de ce désordre, les Pictes et le Scots forcèrent le passage des deux grands murs que les Romains avaient bâtis, et d'autres ennemis non moins redoutables fondirent sur les côtes maritimes. C'étaient des pirates venus des rivages et des îles de l'Océan Germanique, pour piller et retourner chez eux chargés de butin.

Vers le milieu du ve siècle, la Bretagne avait pour Penteyrn un homme de race logrienne, appelé GUORTEYRN ou WORTIGERN. Celui-ci, mal secondé des Logriens, prit, sans l'aveu des Cambriens, la résolution d'introduire en Bretagne une population de soldats étrangers qui, pour de l'argent et des terres, feraient, au service des Bretons, la guerre contre les Pictes et les Scots. Le hasard amena sur la côte de Bretagne trois vaisseaux de corsaires germains, commandés par deux frères, *Hengist* et *Horsa* (1) : ils abordèrent à l'orient du pays de Kent, sur la même pointe de terre où jadis avaient débarqué les légions romaines.

Les hommes des trois navires appartenaient à la nation des Jutes, affiliés à la grande ligue de peuples connus sous le nom de *Saxons* ou d'*hommes aux longs couteaux* (2). Sur la proposition de Wortigern, les deux frères amenèrent, sur dix-sept vaisseaux, une colonie de seize cents soldats, qui furent cantonnés dans l'île de Thanet *. Cette colonie militaire recevait des Bretons, ses hôtes,

(1) *Hengist* signifie étalon, et *horse*, cheval en général.
(2) *Sax*, *seax*, *sachs*, épée courte.

toutes les choses nécessaires à la vie : plusieurs fois, elle leva, contre les Pictes et les Scots, son étendard, où se trouvait peint un cheval blanc, espèce d'emblème conforme au nom de ses deux chefs; plusieurs fois elle brisa de ses grandes haches les frêles javelots des montagnards. Mais la bonne intelligence ne dura pas longtemps entre ceux qui faisaient la guerre et ceux pour qui la guerre se faisait. Il arrivait sans cesse de nouvelles bandes d'aventuriers, pour lesquelles il fallait de nouvelles terres et de nouvelles provisions. Le refus des Bretons donna le signal de la guerre. Wortigern, vaincu deux fois, céda la place à WORTIMER, son fils, jeune héros qu'une mort précoce ravit à ses concitoyens, au milieu des plus brillants exploits (455). Horsa périt en même temps. HENGIST resta maître du pays compris entre la Tamise inférieure et la Manche, et prit, en 477, le titre de roi de *Kent** (Kent-wara-rice), qu'il transmit à son fils *Oisca*. Les Bretons émigrèrent, les uns dans les montagnes de Galles et de Cornouailles, et les autres dans l'Armorique (Bretagne française), où leur langue s'est conservée jusqu'à nos jours.

Les insulaires adressèrent à *Aétius*, gouverneur de la Gaule romaine, une lettre ainsi suscrite : *Le gémissement de la Bretagne, à Aétius, trois fois consul.* Ils y disaient : « Les Barbares nous chassent vers la mer, et la mer nous « repousse vers les Barbares; il ne nous reste que le genre « de mort à choisir, le glaive ou les flots. »

Trente-cinq ans après le premier débarquement des Germains, en 490, un autre chef saxon, nommé ELLA, fonda le second État de l'HEPTARCHIE (1), c'est celui de *Sussex* (Sud-sex, Saxons méridionaux, Suth-seaxna-rice). KERDIC ou CERDIC, autre chef du même peuple, s'établit, en 516 ou 519, à l'ouest avec ses compagnons, et conquit l'État de *Wessex* (West-sex, Saxons occidentaux, West-seaxna-rice). Enfin, sept ans après, ERKENWIN forma, par un démembrement du royaume de Kent, celui d'*Essex* (Est-sex, Saxons orientaux, Est-seaxna-rice). Toutes ces

(1) De deux mots grecs qui signifient, l'un, *epta*, sept, et l'autre, *archè*, commandement.

conquêtes se firent aux dépens des seuls Logriens, premiers hôtes des envahisseurs.

Du moment que la ville de Londres fut prise, et que les côtes de la Logrie devinrent saxonnes, les rois et les chefs choisis pour tenir tête aux conquérants furent tous de race cambrienne. Tel était le fameux ARTHUR. Il vainquit les Saxons dans plusieurs batailles; mais, malgré les services qu'il rendait aux siens, il eut des ennemis parmi eux, comme en avait eu Wortigern. Le titre de roi lui fit tirer l'épée contre les Bretons presque aussi souvent que contre l'étranger, et il fut blessé à mort dans un combat livré à son propre neveu. On le transporta dans une île où il mourut de ses blessures; mais dans le tumulte de l'invasion, personne ne sut exactement les circonstances de la mort d'Arthur, ni le lieu où il fut enseveli. Cette ignorance attira sur son nom une célébrité mystérieuse : il y avait déjà longtemps qu'il n'était plus, et on l'attendait encore. Cette attente n'eut pas de fin : et durant plusieurs siècles, la nation qui avait aimé Arthur ne se découragea point d'attendre sa guérison et son retour.

Les *Angles* (Anghels, Anglen, Engla) ne tardèrent pas à suivre l'exemple des Saxons, voisins de la Germanie. En 547, leur population se mit tout entière en marche, sous la conduite d'IDA et de ses douze fils. Abordés entre les embouchures du Forth et de la Tweed, ils firent alliance avec les Pictes, et ces deux ennemis confédérés s'avancèrent de l'est à l'ouest, frappant les indigènes d'un tel effroi, que le roi des Angles reçut d'eux le surnom d'*Homme de feu* (Flamddwyn). Cependant URIEN, le chef du pays, remporta plusieurs victoires sur les envahisseurs: Ida périt même sur les bords de la Clyde; mais dans une bataille décisive, la cause bretonne fut à jamais vaincue. Les conquérants germains n'imposèrent point de noms à la contrée du nord; ils gardèrent les anciennes dénominations géographiques, et même s'en servirent pour distinguer leurs différentes colonies, suivant le lieu de leur habitation. Ils s'intitulèrent, par exemple, hommes du *Northumberland* (Nortan-humber-rice), de *Deïfr*, de

Brynich; ou, suivant l'orthographe latine, de *Northumbrie*, de *Deïrie*, de *Bernicie*. Le nom d'*Est-Anglie*, territoire des Angles, ne fut donné qu'à une petite partie de la côte orientale, où des hommes de cette nation s'établirent avec UFFA (571), prince dont les successeurs sont connus sous le nom d'*Uffingas*. Enfin treize après, CRIDA se fixa sur la frontière ou la *Marche* (Marck ou Merk, Myrkna-rice) des Cambriens, et donna par là naissance au royaume de *Mercie* (584). Ainsi fut complétée l'Heptarchie anglo-saxonne (1) :

Dates.	États.	Capitales.	Peuples.	Fondateurs.
455.	Kent avec l'île de Thanet.	Kenterbury.	Jutes sous des princes saxons.	Hengist.
490.	Sussex.	Chichester.	Saxons.	Ella.
516 ou 519.	Wessex.	Winchester.	Saxons.	Cerdic.
526.	Essex.	Londres.	Saxons.	Erkenwin.
547.	Northumberland.	York.	Angles.	Ida.
571.	Est-Anglie.	Norwich.	Angles.	Uffa.
584.	Mercie.	Lincoln.	Angles.	Crida.

Il faut entendre le moine contemporain *Gildas* gémir sur la ruine de la Bretagne (2) :

D'une mer à l'autre, dit-il, la main sacrilége des Barbares venus de l'Orient, promena l'incendie; ce ne fut qu'après avoir brûlé les villes et les champs sur presque toute la surface de l'île, et l'avoir balayée comme d'une langue rouge jusqu'à l'Océan occidental, que la flamme s'arrêta. Toutes les colonnes croulèrent au choc du bélier; tous les habitants des campagnes avec les gardiens des temples, les prêtres et le peuple, périrent par le fer et par le feu. Une tour vénérable à voir s'élève au milieu des places publiques, elle tombe : les fragments de murs, les pierres, les saints autels, les tronçons de cadavres pétris et mêlés avec du sang, ressemblaient à du marc écrasé sous un horrible pressoir... Quelques malheureux, échappés à ces désastres, étaient atteints et égorgés dans les montagnes; d'autres, poussés par la faim, revenaient et se livraient à l'ennemi pour subir une éternelle servitude, grâce signalée dans ce désastre; d'autres gagnaient les contrées d'outre-mer, et, pendant la traversée, chantaient avec de grands gémissements, sous les voiles : *Tu nous as, ô Dieu! livrés comme des brebis pour un festin; tu nous as* DISPERSÉS PARMI LES NATIONS.

Mais l'œuvre de la dévastation fut enfin arrêtée par des

(1) Les conquérants avaient créé dans l'île huit royaumes indépendants, c'est-à-dire une octarchie, quoique l'on n'en compte ordinairement que sept (heptarchie), attendu la fréquente réunion des couronnes de Deïfr et de Brynich (Deïrie, Bernicie) sur la même tête.

(2) *Epistola de excidio Britanniæ*. Gildas naquit en 493 ou 511.

vues d'intérêt personnel. Les conquérants exigèrent, pour leur usage, les demeures des Bretons, et le travail des captifs fut regardé comme nécessaire à la culture du sol. Ces captifs, sans distinction de rang ou de profession, de sexe ou d'âge, furent, ainsi que les terres, partagés entre les vainqueurs. Ils devinrent la propriété, les biens, les troupeaux d'un seigneur, sujets à son caprice et vendables à sa volonté. Pendant plusieurs générations, le même sort passa sur leurs descendants, et d'après le monument authentique du Doomesday-book (1), presque toute la population de Bretagne, jusqu'au XI[e] siècle, resta dans l'esclavage.

Les sept royaumes de l'Heptarchie, quoique indépendants, se réunirent par une espèce de confédération dont le chef portait le titre de *Bretwalda*. Le pays conquis changea le nom de *Bretagne*, d'abord pour celui de *Saxe-Transmarine*, ensuite pour celui d'*England* (Angleterre), sans doute parce que les Angles, mieux partagés que les Saxons, obtinrent sur eux la prépondérance; ce changement de dénomination s'étendit sur les conquérants qui, d'*Anglo-Saxons*, furent plus tard appelés *Anglais*. Les Bretons ou Kymris, cantonnés dans les montagnes souvent inaccessibles de l'ouest, conservèrent, avec leur liberté, leur langue nationale, et reçurent des envahisseurs l'insolente qualification de *Wales*, c'est-à-dire étrangers (2).

Les Anglo-Saxons de l'Heptarchie tenaient des assemblées appelées *Wittena-Ghemote*, c'est-à-dire réunion de sages. La nation se divisait en trois classes, savoir : la noblesse, composée des *éorls* et des *thanes;* les hommes libres (*céorls*) et les esclaves (*dewes*). Dès cette époque, on connut la division territoriale en *countys*, comtés, dont quarante conservent encore aujourd'hui leurs noms anciens. Les lois anglo-saxonnes ne connaissaient pas la peine de mort. Les injures et les crimes étaient expiés par le talion, par l'a-

(1) C'est-à-dire. le *livre du jugement*, dressé par l'ordre de Guillaume le Conquérant. Voy. plus loin.

(2) Ce nom est resté aux contrées que les descendants des Kemris habitent encore aujourd'hui, et que les Anglais appellent *Wales* et *Cornwales* ou *Cornwall*, noms corrompus par les Français en *Galles* et *Cornouailles*.

mende ou *fredum*, et par la composition ou *weregild* (argent de l'homme).

§ 4. — Les sept bretwalda, dont les trois premiers sont Ella, Céawlin et Éthelbert.— Les Angles et les Anges.—Le moine Augustin et le *pallium*. —Mellitus, premier évêque de Londres. — Laurentius, successeur d'Augustin au siége de Kenterbury.— Redwald, 4e bretwalda.— Destruction du monastère de Bangor.— Réunion des deux couronnes northumbriennes sur la tête d'Edwin. — Edwin, 5e bretwalda; les missionnaires Paulin et Félix. — Penda, roi de Mercie; division de la monarchie northumbrienne. — L'*année malheureuse*. — Oswald, 6e bretwalda. — Oswio, 7e bretwalda. — Double mariage et progrès du christianisme.— Mort de Penda. — La *peste jaune*. — Fin du titre et de l'autorité de bretwalda.

On compte sept bretwalda de 491 à 570.

A la tête des sept bretwalda, Bède le Vénérable(1) place Ella, fondateur du royaume de Sussex (491). Ceawlin, roi de Wessex et petit-fils de Cerdic (568), eut pour compétiteur Éthelbert, quatrième roi de Kent, qui, comme représentant d'Hengist, réclamait la dignité suprême de l'Heptarchie. Les armes décidèrent en faveur de Ceawlin. Il trimopha des Bretons à plusieurs reprises (571, 577, 584), et la mort de *Cissa*, fils d'Ella, lui permit de réunir Sussex à Wessex. Il mourut en 593, et son rival Éthelbert parvint au titre de bretwalda.

Conduits par la religion sanguinaire de Woden (Odin), les Anglo-Saxons s'étaient montrés impitoyables ennemis du christianisme, à tel point qu'au bout d'un siècle on n'en trouvait plus de traces que dans le pays de Galles. Un hasard, suscité par la Providence, changea la face religieuse de l'île sous le règne d'Éthelbert et sous le pontificat de *saint Grégoire le Grand*. De jeunes esclaves anglo-saxons avaient été exposés en vente au marché de Rome. Frappé de leurs beaux traits, le pontife s'informa de leur pays. On lui répondit qu'ils étaient *Angles*. « On devrait plutôt les appeler *angels* (2), répliqua-t-il en « jouant sur le mot : c'est bien dommage que le prince des « ténèbres ait une si belle proie, et qu'une si magnifique « enveloppe couvre une âme vide de la grâce et de la ju- « stice. » Et dès lors il conçut le pieux dessein d'arracher cette nation aux erreurs du paganisme.

(1) Voy. plus loin, p. 17.

(2) On comprend aisément qu'*Angles* signifie *Anglais*, et *Angels*, anges.

Éthelbert avait épousé *Berthe*, fille de Caribert (1), zélée chrétienne dont la piété commençait à faire sentir son heureuse influence, lorsque commencèrent les travaux apostoliques du moine *Augustin*. Envoyé par saint Grégoire avec quarante autres prêtres, il passa par la France, où les rois d'Austrasie, de Bourgogne et de Soissons lui firent un accueil favorable. Clotaire II même leur associa quelques prêtres franks pour leur servir d'interprètes. Ils arrivèrent, en 596, sur la côte de Kent, dont ils trouvèrent les habitants préparés à recevoir leurs saintes prédications. Éthelbert se soumit au baptême (597), et les conversions furent innombrables. Saint Grégoire, ravi de ce succès, envoya bientôt au conquérant spirituel le *pallium*, insigne du haut épiscopat, et Kenterbury (Cantorbéry) devint dès lors la métropole de l'Angleterre méridionale.

Le christianisme ne fut pas moins heureux dans l'Essex, où se convertit, vers l'an 600, *Sebert* ou *Saberct*, fils d'Erkenwin et neveu d'Éthelbert, par les soins de *Mellitus*, premier évêque de Londres.

Éthelbert régna cinquante-six ans. A sa mort (616), *Eadbald*, son fils, n'écoutant que ses passions, osa prendre pour femme la veuve d'Éthelbert, sa belle-mère, et lorsque les missionnaires l'exhortèrent à rompre cette union sacrilége, il aima mieux quitter une religion qui s'opposait à ses désirs; mais *Laurentius*, successeur d'Augustin, l'arracha par ses exhortations au double crime de l'inceste et de l'idolâtrie.

Cependant la dignité de bretwalda passait des Jutes aux Angles, dans la personne de REDWALD, second Uffinga de l'Est-Anglie.

Il s'opérait alors d'étranges choses dans le pays de Galles et dans la Northumbrie. *Edwin*, privé de la couronne northumbrienne par son beau-frère *Édilfrid* (Alfred), se réfugia chez *Cadvan*, monarque gallois. L'hospitalité du prince breton attira sur lui la vengeance de l'usurpateur.

(1) Fils aîné de Clotaire Ier et roi de Paris (561).

Les deux armées se rencontrèrent près de Chester. Au sommet d'une montagne voisine, Édilfrid aperçut une foule de gens sans armes; c'étaient les moines de Bangor qui, comme Moïse, espéraient décider, par leurs prières, du sort de la bataille. *S'ils prient*, s'écria le féroce païen, *ils combattent contre nous;* et il les fit tous égorger au nombre de douze cents. Cadvan fut défait, et l'immense monastère de Bangor, rasé jusqu'aux fondements (614).

Edwin, après diverses aventures, alla chercher un asile à la cour du bretwalda. Édilfrid l'y poursuivit; mais il périt dans un combat livré à Redwald (616). Les enfants de l'usurpateur se sauvèrent dans le nord de l'île, et les deux couronnes northumbriennes furent réunies sur la tête d'Edwin par les armes victorieuses de son protecteur.

Edwin parvint même au titre de bretwalda, dignité qu'il illustra par sa conversion. Il la dut au zèle du missionnaire *Paulin* qui fut promu, comme Augustin, aux honneurs épiscopaux, et c'est alors que York devint la métropole du nord, comme Kenterbury l'était du midi. La conversion de l'Est-Anglie, préparée par Edwin, fut consommée (629) par son frère *Sigebert*, auquel un heureux exil avait fait connaître l'Évangile en France. *Félix*, prêtre bourguignon, qu'il avait appelé dans ses États, y prêcha le christianisme, et le monarque y fonda les premières écoles saxonnes d'après le plan de celles qu'il avait vues sur le continent.

Edwin périt, avec son fils *Osfrid*, dans une bataille contre *Penda*, roi de Mercie, et *Céadwalla*, roi de Gwynez (Nord-Galles), tous deux jaloux de la suprématie northumbrienne. Cet événement divisa la monarchie des Northumbriens. *Éanfrid*, fils d'Édilfrid, revint d'Écosse avec ses deux frères, *Osric* et *Oswald*, pour prendre possession de la couronne bernicienne, son héritage paternel. Osric s'empara de la deïrienne, patrimoine de sa maison, mais auquel les fils d'Edwin avaient un droit plus juste. *Éanfrid*, l'aîné de ces princes, alla se rendre à Penda qui le fit traîtreusement égorger; les autres se retirèrent en France sous la protection du roi Dagobert.

Éanfrid et Osric, montés sur le trône, le souillèrent par une apostasie qu'ils payèrent de leur sang, le second par la valeur, et le premier par la perfidie de Céadwalla. La pieuse indignation des Northumbriens raya les noms de ces princes apostats de la généalogie royale, et l'époque de leur règne fut marquée dans les annales par l'épithète expressive de l'*année malheureuse*.

Oswald, élu bretwalda, eut à venger et sa famille et son pays. D'une part, il tua dans une bataille le meurtrier de ses frères, et de l'autre, il rétablit le christianisme dans les deux royaumes northumbriens. Ce prince, après avoir soumis les Scots et les Pictes à l'état de vassaux, périt, comme Edwin, en combattant contre Penda (642). La reconnaissance de ses sujets recueillit ses dernières paroles: *Que Dieu*, dit Oswald en tombant, *ait pitié des âmes de mon peuple*.

Oswio, frère d'Oswald, lui succéda dans la dignité de bretwalda. Dès la seconde année de son règne, effrayé par les prétentions rivales d'*Oswin*, fils d'Osric, il lui céda la Deïrie, pour le mettre à mort bientôt après. Toutefois il ne recueillit aucun fruit de sa cruauté. *Oidilwald*, fils de sa victime, parvint à se placer sur le trône déïrien par l'influence de Penda.

Oswio réussit à se ménager l'amitié du Mercien, par le mariage de son fils *Alchfrid* et de sa fille *Alchflède* avec *Cyneburge* et *Péada*, l'une fille, et l'autre fils de Penda, qui tous deux embrassèrent le christianisme. Oswio fut encore assez heureux pour faire adopter la nouvelle religion par *Sigeberct*, roi d'Essex.

Penda remuait toujours malgré ses quatre-vingts ans. Il avait fait périr trois rois des Est-Angles, et deux des Northumbriens; il voulut en finir avec la nation northumbrienne. Le désespoir ranima le courage d'Oswio. Penda perdit la bataille et la vie, près de Winwidfield, et l'Are (Air), alors débordée, engloutit plus de Merciens dans leur fuite qu'il n'en était tombé sous le fer ennemi (654).

Cette victoire ouvrit à l'ambition du Northumbrien une

carrière inattendue. Il parcourut rapidement la Mercie et l'Est-Anglie, subjugua les habitants stupéfaits, et par ces conquêtes il devint bretwalda dans le sens le plus étendu. La fin de son règne fut marquée par l'invasion de la *peste jaune*, qui, pendant vingt ans, désola tour à tour la Bretagne et l'Irlande.

Oswio mourut en 670. Avec lui disparurent le titre et l'autorité de bretwalda. La puissance de la Northumbrie baissait, tandis que le royaume de Mercie, créé par le génie de Penda, grandissait en forces, et que celui de Wessex réussissait, par des progrès lents mais sûrs, à préparer l'assujettissement des Bretons. Quant aux faibles États d'Essex, de Sussex, de Kent et d'Est-Anglie, quelquefois alliés, mais généralement tributaires ou vassaux de leurs voisins plus puissants, ils ne présentent point assez d'intérêt pour mériter une mention particulière et détaillée.

§ 5. — Northumbrie. — Egfrid. — Alfrid, ou le Roi lettré; anarchie effroyable et fin de la dynastie northumbrienne. — Bède le Vénérable et Alcuin.

Des mains d'Oswio, le sceptre de la Northumbrie passa dans celles d'Egfrid, son fils. Vainqueur des Pictes qui s'étaient soulevés, il envoya ravager l'Irlande. Les Irlandais, peuple doux et bienveillant, incapables de repousser la force par la force, appelèrent la vengeance du Ciel sur l'auteur de leurs maux, et leurs imprécations parurent exaucées, l'année suivante, par la mort d'Egfrid, qui fut tué dans une bataille contre les Calédoniens. Les Pictes, les Écossais et quelques tribus de Bretons en profitèrent pour recouvrer leur indépendance (686).

Alfrid, frère naturel d'Egfrid, et surnommé le *Roi lettré*, monta sur le trône, qu'il occupa dix-neuf années avec bonheur (686-705). L'histoire de ses successeurs n'offre plus qu'un spectacle continuel de perfidies, de trahisons et de meurtres, qu'il serait aussi long que fastidieux de raconter. Il suffit de dire que dans l'espace d'un siècle, quarante rois prirent le sceptre, et que, dans ce nombre, à peine en compte-t-on un seul qui soit mort en paisible possession de la royauté. Sept furent tués et six détrônés

par leurs sujets rebelles. Cet état de choses dura jusqu'au moment où les Danois éteignirent complétement la dynastie northumbrienne en 867.

Cette époque et ce pays ont du moins vu naître deux hommes illustres, bienfaiteurs de leur siècle et de leur patrie : *Bède le Vénérable*, auteur de plusieurs ouvrages, entre autres de l'*Histoire ecclésiastique de la nation des Angles*, et le savant *Alcuin*, dont les écrits consistent en poëmes, introductions à diverses sciences, traités théologiques et correspondance intéressante avec les personnages les plus célèbres du temps. On sait que ce dernier vécut longtemps à la cour de Charlemagne.

§ 6. — **Mercie.** — Wulphère ; fin de l'idolâtrie en Mercie. — Éthelred, Cœnred et Céolred. — Éthelbald, Offa et Egferth. — Cénulf, Kenelm, Céolwuff et Béornwulf.

Aux temps d'Egfrid régnait en Mercie le célèbre **Wulphère**, fils de Penda, qui ne fut pas moins heureux contre la Northumbrie que contre le Wessex (661). Grâce à ses soins, l'idolâtrie disparut de ses États ; les habitants de l'Essex, qui, pendant la fièvre jaune, étaient retournés au culte de Woden, furent rendus à celui du Christ, et le roi de Sussex, persuadé par Wulphère, se déclara chrétien.

A la mort de Wulphère (675), **Éthelred**, son frère, fut porté par la protection d'Egfrid au trône de Mercie, qu'il abdiqua, l'an 704, en faveur de son neveu **Cœnred**. Le règne de ce prince, qui ne dura que cinq ans, n'offre qu'un sujet stérile à l'histoire. Il résigna sa couronne à **Céolred**, fils d'Éthelred, qui la garda jusqu'en 716.

La place de Céolred fut remplie par **Éthelbald**, arrière-neveu de Penda, et qui, massacré dans une sédition (757), eut pour successeur **Offa**, prince du sang royal. Offa défit les deux rois de Kent et de Wessex, *Lothaire* et *Cynewulf*, assujettit les États du premier, et conquit en partie ceux du second ; mais tous ses glorieux succès furent ternis par le meurtre d'*Éthelbert*, roi des Est-Angles, et par l'usurpation de son royaume. Offa mourut dans les remords

(794). EGFERTH, son fils, ne régna que quelques mois, et peu de temps après l'assassinat d'Éthelbert, l'assassin et toute sa race avaient disparu pour toujours.

Le trône de Mercie fut ensuite occupé par CÉNULF, descendant collatéral de Penda. Ce prince déclara la guerre au roi de Kent, *Eadbert Pren*, le prit, le mutila et mit *Cuthred*, son propre frère, en possession de ce royaume. Cénulf fut massacré dans une révolte des Est-Angles (819). Le trône échut à son fils unique, KENELM, encore mineur, que sa sœur *Quendride* fit périr la même année pour se saisir du gouvernement; mais elle fut supplantée (821) par son oncle CÉOLWUFF, que BÉORNWULF détrôna trois ans après (824). L'usurpateur n'était pas du sang royal, et bientôt il dut céder au génie supérieur d'*Egbert*, roi de Wessex.

§ 7. — WESSEX. — Céawlin, Céolric, Céolwuff, Cynégils et Coinwalch. — Gouvernement aristocratique. — Æscuin, Centwin et Cœadwalla; le pape Sergius. — Ina et ses conquêtes. — Éthelheard, Cuthred, Sigebrycht, Cynewulf et Brithric; exil et rappel d'Egbert.

Nous voilà ramenés aux descendants de Cerdic, dont la fortune ou l'adresse, après trois siècles de débats, réunit toutes les nations anglo-saxonnes en une seule monarchie.

A cette maison appartenait le premier bretwalda, CÉAWLIN, dont le neveu CÉOLRIC, après cinq ans de règne (597-602), laissa la couronne à CÉOLWUFF, son frère. A la mort de ce dernier (611), CYNÉGILS, fils de Céolric, monta sur le trône, qu'il occupa vingt et un ans avec gloire. COINWALCH marcha sur les traces de son père, et mourut en 672. Le gouvernement de Wessex prit alors une forme aristocratique : les thanes les plus puissants se liguèrent pour leur commune défense, et quand survenait une guerre, ils conféraient à l'un d'entre eux le titre de roi (674).

Le premier de ces monarques élus, fut ÆSCUIN, descendant de Céolwuff. Il ne régna que deux ans. CENTWIN, frère de Coinwalch, en régna neuf. CŒADWALLA, son successeur, n'obtint pas le sceptre sans obstacle; mais il

devint un grand prince, c'est-à-dire, selon les idées du temps, qu'il fut entreprenant, guerrier et heureux. Il soumit le royaume de Sussex, marqua profondément ses traces dans celui de Kent, et termina sa vie par un pèlerinage à Rome, où le pape *Sergius* lui donna le baptême. Il y fut enterré dans l'église de Saint-Pierre.

INA, son successeur, hérita de ses vertus guerrières, auxquelles il en ajouta de plus précieuses encore, la justice, la sagesse et la prudence. Il conquit le Cornwall; mais il traita les vaincus avec une générosité jusqu'alors étrangère aux conquérants saxons. Il donna de bonnes lois à ses peuples, et son règne de trente-sept ans, quoique troublé par quelques fermentations intestines, peut être regardé comme l'un des plus fortunés et des plus glorieux de l'Heptarchie (728).

ÉTHELHEARD et CUTHRED, ses beaux-frères, possédèrent tour à tour le trône jusqu'en 754. La mort de Cuthred ouvrit le chemin de la puissance souveraine à SIGEBRYCHT, son parent. Le long règne de CYNEWULF, son successeur, ne fut marqué que par quelques victoires sur les Bretons et par une mort malheureuse (784). BRITHRIC s'empara de la couronne malgré l'opposition du véritable héritier, *Egbert*, qui, trop faible encore pour faire valoir ses droits, alla prendre service dans les armées de Charlemagne. C'est là qu'il acquit ce mérite supérieur qui, dans la suite, le fit régner avec tant d'éclat. Familiarisé avec les mœurs françaises, il porta dans son pays les vrais trésors de cette nation, la plus célèbre alors et toujours par sa valeur et son urbanité. Ce moment se fit attendre jusqu'à l'année même où son illustre protecteur ceignit la couronne impériale (800). Brithric mourut, et la noblesse s'empressa de rappeler au trône de ses ancêtres Egbert, unique rejeton des premiers conquérants de la Bretagne. C'est ainsi que les infortunes de la jeunesse deviennent souvent pour les princes la source de leur gloire et de leur prospérité.

Ici commence, à proprement parler, l'histoire d'Angleterre par la réunion en un seul des sept royaumes de l'Heptarchie sous Egbert (800-827). Depuis cette époque

jusqu'à nos jours, on y compte huit dynasties ou races, savoir :

1° La dynastie des *rois saxons* en deux périodes, l'une de 827 à 1017, et l'autre de 1041 à 1066 ;

2° La dynastie des *rois danois* (1017-1041) ;

3° La dynastie des *rois normands* (1066-1154), divisée en deux branches : celle de *Normandie* (1066-1135), et celle de *Champagne* (1135-1154) ;

4° La dynastie des *rois Plantagenets* ou de la *maison d'Anjou* (1154-1485), divisée en trois branches : des *Plantagenets* proprement dits (1154-1399), de *Lancastre* (1399-1461) et d'*York* (1461-1485) ;

5° La dynastie des *Tudors* (1485-1603) ;

6° et 7° La dynastie des *Stuarts* et celle d'*Orange* (1603-1714) ;

8° La dynastie de *Hanovre* (1714-1837).

Liste des rois des huit dynasties.

I. RACE SAXONNE.

Ire période.

Egbert,	800.
Ethelwulf,	836.
Ethelbald,	857.
Ethelbert,	860.
Ethelred Ier,	866.
Alfred le Grand,	871.
Edouard Ier l'Ancien,	900.
Athelstan,	925.
Edmond Ier,	940.
Edred,	943.
Edwy,	955.
Edgar le Pacifique,	959.
Edouard II le Martyr,	975.
Ethelred II,	978.

II. RACE DANOISE.

Seweyn ou Suénon,	1013.
Ethelred II rétabli,	1014.
Edmond II Côte de Fer,	1016.
Canut Ier le Grand,	1017.
Harold Ier Pied de Lièvre,	1036.
Hardicanut ou Canut II,	1040.

RACE SAXONNE.

IIe période.

Édouard III le Confesseur,	1041.
Harold II,	1066.

III. RACE NORMANDE.

Branche de Normandie.

Guillaume Ier le Conquérant,	1066.
Guillaume II le Roux,	1087.
Henri Ier Beauclerc,	1100.

Branche de Champagne.

Étienne de Blois,	1135.

IV. RACE ANGEVINE.

Plantagenets proprement dits.

Henri II,	1154.
Richard Ier Cœur de Lion,	1189.
Jean Sans Terre,	1199.
Henri III,	1216.
Edouard Ier,	1272.
Edouard II,	1307.
Edouard III,	1327.
Richard II,	1377.

Branche de Lancastre.

Henri IV,	1399.
Henri V,	1413.
Henri VI,	1422.

Branche d'York.

Édouard IV,	1461.
Edouard V,	1483.
Richard III,	1483.

V. MAISON DES TUDORS.

Henri VII,	1485.
Henri VIII,	1509.
Edouard VI,	1547.
Marie Tudor,	1553.
Elisabeth,	1558.

VI ET VII. MAISONS DES STUARTS ET D'ORANGE.

Jacques Ier,	1603.
Charles Ier,	1625.

Interrègne (1649-1652).

Ol. Cromwell, protecteur,	1652.
R. Cromwell, protecteur,	1658.

Restauration des Stuarts.

Charles II,	1660.
Jacques II,	1685.
Guillaume III d'Orange et Marie,	1689.
Anne Stuart,	1702.

VIII. MAISON DE HANOVRE.

George Ier,	1714.
George II,	1727.
George III,	1760.
George IV,	1820.
Guillaume IV,	1830.
Victoria,	1837.

A cette liste des rois d'Angleterre, nous joignons celle des rois d'Écosse, depuis Congall III, contemporain d'Egbert, jusqu'à Jacques VI, qui devint roi d'Angleterre en 1603 sous le nom de Jacques 1er.

Congall III,	819.
Dongall,	824.
Alpin,	830.
Kenneth II,	833.
Donald V,	837.
Constantin II,	838.
Eth,	874.
Grégoire,	878.
Donald VI,	892.
Constantin III,	903.
Malcolm Ier,	943.
Indulf,	958.
Duff,	967.
Culen,	972.
Kenneth III,	976.
Constantin IV,	984.
Grim,	988.
Malcolm II,	993.
Duncan Ier ou Donald VII,	1023.
Macbeth,	1040.
Malcolm III,	1047.
Duncan II ou Donald VIII,	1093.
Edgar,	1097.
Alexandre Ier,	1107.
David Ier,	1114.
Malcolm IV,	1143.
Guillaume,	1158.
Alexandre II,	1164.
Alexandre III,	1269.
Interrègne (1286-1306).	
Robert Bruce Ier,	1306.
David Bruce II,	1329.
Edouard Baliol,	1332.
David Bruce II rétabli,	1337.
MAISON DES STUARTS.	
Robert II Stuart,	1370.
Jean, dit Robert III,	1390.
Jacques Ier,	1406.
Jacques II,	1437.
Jacques III,	1460.
Jacques IV,	1488.
Jacques V,	1513.
Marie Stuart,	1542.
Jacques VI,	1587-1625.

Généalogie des rois Saxons depuis Egbert jusqu'à Edmond II
(827-1017).

CERDIC, tige des rois de Vessex, 516 ou 519.
| EGBERT, 800.
| ÉTHELWULF, 836.

- ETHELBALD, 858.
- ETHELBERT, 860.
- ETHELRED I[er], 866.
  - Ethelwald.
- ALFRED LE GRAND, 872.
  - Ethelwerd.
  - ÉDOUARD I[er] L'ANCIEN, 900 ou 901.
    - ATHELSTAN, 925.
    - EDMOND I[er], 940.
      - EDWY, 955.
      - EDGAR LE PACIFIQUE, 959, ép. 1° Elflède; 2° Elfride.
        - 1° ÉDOUARD II LE MARTYR, 975.
        - 2° ETHELRED II, 978, ép. Emma.
          - EDMOND II COTE DE FER. 1016-1017.
            - Edouard.
              - Edgar Etheling.
          - ÉDOUARD III LE CONFESSEUR. 1041.
          - Alfred, ép. Édith, fille de Godwin.
            - HAROLD II, 1065-1066.
    - EDRED, 946.

Ducs de Normandie.

Rollon ou Robert I[er], 1[er] duc de Normandie, 912.
| Guillaume Longue Épée, 920. Rocharis, 943.
| Richard I[er] sans Peur, 943.
| Richard II le Bon. 996. (sœur : Emma, ép. ETHELRED II.)

- Richard III.
- Robert II le Diable *ou* le Magnifique, 1027.
  - Guillaume le Bâtard *ou* le Conquérant, 1035. roi d'Angleterre, 1066.
  - Odo *ou* Odon.

TABLEAU

ILES BRITANNIQUES

hef-lieu

eau, on a
s ceux des
e par l'ad-
u lieu de
on dit or-
ire, etc.

CHAPITRE PREMIER.

DYNASTIE DES ROIS SAXONS.

I. Première période (800-1017).

[Consultez pour cette période le tableau généalogique de la page 22.]

§ 1er. — EGBERT (800-836).

Conquête et réunion des sept royaumes de l'Heptarchie, par Egbert.—La Grande-Bretagne s'appelle Angleterre. — Les Danois ou Normands. — Leur caractère et leur religion. — Leurs flottes, les rois de mer et la route des cygnes. — Diverses invasions des Danois en Angleterre.

EGBERT, d'abord roi de Wessex en 800, inaugura son règne par une victoire sur les Merciens, présage de ses conquêtes futures. A ce premier exploit succédèrent huit années de paix et de bonheur. En 809, il tira l'épée du fourreau pour ne l'y plus remettre. Les royaumes de Kent, d'Essex, d'Est-Anglie, de Sussex, devinrent tour à tour tributaires, puis sujets d'Egbert ; la Mercie perdit son indépendance et paya le tribut (812) ; enfin la soumission du Northumberland compléta la réunion des sept couronnes sur une seule tête (827).

Pour légitimer sa conquête, Egbert se fit couronner solennellement dans une assemblée générale, et voulut que tout le pays soumis à son autorité s'appelât *Angleterre*, de sorte qu'il en est regardé comme le premier souverain (1).

Le reste de son règne, heureux et paisible, ne fut troublé que par les invasions des pirates, partis à peu près des mêmes lieux d'où sortaient les conquérants eux-mêmes de la Bretagne.

(1) Lingard ne l'appelle que le huitième bretwalda.

C'étaient des Danois ou Normands (1), c'est-à-dire hommes du Nord. Ils descendaient de la même race que les Anglo-Saxons : ils parlaient même un langage intelligible pour ces peuples ; mais ce signe d'une antique fraternité disparaissait à leurs yeux devant le titre de chrétien, objet d'horreur pour ces fanatiques et sanguinaires adorateurs d'Odin. Ils n'étaient pas moins insatiables de gain que de sang.

Leurs flottes se composaient de barques à deux voiles. Les soldats de chaque flotte obéissaient en général à un chef unique, dont le vaisseau se distinguait des autres par quelque ornement particulier. On le saluait du titre de *roi* (kong, koning, king) ; mais il n'était roi que sur mer et dans le combat. Le *roi de mer* (sæ-kong, see-king) était partout suivi avec fidélité et obéi avec zèle, parce que toujours il était renommé comme le plus brave entre les braves. Égaux sous un pareil chef, les pirates danois cheminaient gaiement sur la *route des cygnes*, comme disent leurs vieilles poésies nationales. « La force de la tempête, « chantaient-ils, aide le bras de nos rameurs ; l'ouragan « est à notre service, il nous jette où nous voulions aller. »

Les invasions danoises, tentées à diverses reprises avant Egbert (787, 794, 799), recommencèrent plus terribles à l'avénement de ce prince ; mais il les suspendit par ses victoires, et les corsaires n'osèrent plus reparaître que peu de temps avant sa mort (835). Ils abordèrent, à cette époque, sur la côte de Cornouailles, dont les habitants, tributaires des Anglais, se joignirent aux pirates ; mais les hommes du Nord furent repoussés, et leurs alliés retombèrent sous le joug des Saxons. Ce fut le dernier exploit d'Egbert ; il mourut en 836.

§ 2. — ÉTHELWULF (836-858).

Lutte d'Éthelwulf contre les Danois. — Les Danois à l'île de Thanet ; bataille d'Okeley. — Pèlerinage d'Éthelwulf à Rome. — Argent ou cens de Rome et denier de saint Pierre. — Mort d'Ethelwulf.

Éthelwulf, fils d'Egbert, lui succéda. On a répété

(1) *North-menn.* C'est l'ancien nom national des Norwégiens.

souvent, d'après Hume, que ce monarque était plus fait pour porter le capuchon que le sceptre; mais les anciens annalistes, plus croyables sans doute qu'un philosophe du XVIIIe siècle, nous le présentent sous un tout autre jour. Compagnon des exploits paternels, il les renouvela plus d'une fois; mais, en 838, les Danois abordèrent, à l'est, en si grand nombre, que nulle force ne put les empêcher de pénétrer au cœur de l'Angleterre. Éthelwulf gagna des batailles, en perdit d'autres, et son opiniâtre résistance détermina, pendant dix ans, les redoutables corsaires à porter leurs ravages sur les côtes de la France.

A une nouvelle apparition, les Danois changèrent de tactique. Au lieu de se retirer après le pillage, et de ne laisser derrière eux, sur les côtes, que quelques postes militaires et de petits camps retranchés, pour protéger leur prochain retour, ils s'établirent à demeure fixe, d'abord dans l'île de Thanet, puis dans l'Angleterre même, comme maîtres du sol et des habitants, et partirent de ces quartiers pour brûler Londres et Kenterbury, pour tout dévaster jusqu'au cœur du Surrey. Toutefois ce ne fut pas impunément; Éthelwulf les défit à la bataille sanglante d'Okeley (852), bataille chantée par un vieux poëme dont il reste encore quelques fragments, et s'il ne put leur enlever le poste de Thanet, il les força du moins de respecter, pendant tout le reste de son règne, les côtes de la Bretagne. Pour rendre grâces à Dieu du succès de ses armes, il fit le pèlerinage de Rome, sous le pontificat de *Léon V* (855), et soumit chaque famille de ses sujets à payer au pape un tribut qui, nommé d'abord *argent de Rome* ou *cens de Rome* (Rom-feod, Rom-skeat), fut par la suite appelé *denier de saint Pierre* (1).

Éthelwulf mourut en 858, laissant à l'aîné de ses fils, *Éthelbald*, le royaume de Wessex; et au second, *Éthelbert*, celui de Kent, d'Essex et de Surrey.

(1) Voy. plus loin, p. 43.

§ 3. — ÉTHELBALD (858-860).

Mariage d'Éthelbald avec la veuve de son père; sa rupture; mariage de Judith avec Baudoin, comte de Flandre; Mathilde, femme de Guillaume le Conquérant.

ÉTHELBALD, à peine monté sur le trône, prit pour femme, au grand scandale des peuples, la veuve du monarque, *Judith*, fille de Charles le Chauve, qu'Éthelwulf avait épousée à son retour de Rome. Sur les représentations d'un évêque, Éthelbald rompit ce lien incestueux, et Judith donna sa main à *Baudoin*, grand-forestier de France, qui devint comte de Flandre. C'est de cette union que naquit *Mathilde*, femme de *Guillaume le Conquérant*, qui donna aux Anglais une longue race de souverains.

§ 4. — ÉTHELBERT (860-866).

Progrès des Danois. — Ragnar ou Regnar-Lodbrog et ses fils; sa mort; les petits du sanglier.

ÉTHELBERT, frère et successeur d'Éthelbald (860), quoique rempli de bravoure et de prudence, ne put parvenir à repousser les Danois, qui refoulèrent la race anglaise du nord-est vers le sud-ouest, comme celle-ci avait refoulé l'ancienne population bretonne de la mer de Gaule vers l'autre mer.

Les *rois de mer* qui attachèrent leur nom aux événements de cette grande invasion, sont *Ragnar* ou *Regnar Lodbrog* (1) et ses trois fils, *Hubbo*, *Ingvar* et *Alfden*. Pendant trente ans, Ragnar, toujours heureux dans ses entreprises, avait ravagé les côtes de la Baltique, de la Frise, de la Saxe, de la Gaule et de la Bretagne; mais à la dernière descente qu'il fit dans cette île (865), il fut défait et pris par *Ælla*, roi du Northumberland, qui le jeta dans un cachot rempli, disent les chroniques, de vipères et de serpents venimeux. On dit qu'il se consolait à ses derniers moments dans l'espoir que les *petits du sanglier* vengeraient sa mort. Il ne se trompa point : ses fils jurèrent de punir le meurtrier; les parents, les amis, les admirateurs

(1) *Lodbrog* signifie pantalon à poil de sanglier.

du chef malheureux rejoignirent leur bannière, et huit *rois de mer* et vingt *iarls* ou chefs du second ordre réunirent leurs forces pour venger le Sanglier (866).

§ 5. — ÉTHELRED Ier (866-872).

Vengeance des Danois. — La grande invasion danoise ; les huit rois de mer et les vingt Iarls. — Conquête de six royaumes par les Danois. — Mort d'Éthelred.

ÉTHELRED Ier, troisième fils d'Éthelwulf, venait de remplacer Éthelbert sur le trône de Vessex. La flotte du Nord, portant vingt mille guerriers, aborda sur la côte d'Est-Anglie. Là n'était point le meurtrier à punir. Les Danois se portèrent en 867 sur York, capitale de la Northumbrie, dont ils s'emparèrent. *Ælla*, vaincu, tomba vivant entre les mains des fils de Lodbrog, et expia dans des tortures inouïes le supplice infligé à leur père.

La vengeance était consommée ; mais alors une autre passion, celle du pouvoir, se fit sentir aux chefs confédérés. Ils firent du pays conquis un asile aux gens de tout état, qui viendraient des îles scandinaviques ; et le Northumberland cessant d'être un royaume saxon, devint le point de ralliement des Danois pour la conquête du sud de l'Angleterre. Après trois ans de préparatifs, la grande invasion commença (870). L'armée, conduite par huit *rois de mer* et vingt *ïarls*, descendit l'Humber, et prenant terre près de Lindesey, marcha directement du nord au sud, pillant les villes, massacrant les habitants et brûlant surtout avec une rage fanatique les églises et les monastères.

L'Est-Anglie, bientôt soumise, devint, comme le Northumberland, un royaume danois et un but d'émigration pour les aventuriers du Nord. Le roi saxon *Edmund* y fut remplacé par un *roi de mer,* nommé *Godrun.* La Mercie subit aussi le même sort, et, comme Essex, Kent et Sussex n'avaient plus, depuis un demi-siècle, d'existence indépendante, des huit États fondés primitivement par les Anglo-Saxons, il n'en resta plus qu'un seul, celui de Wessex, qui s'étendait alors de l'embouchure de la Tamise à celle de la Saverne.

Le roi de Wessex, Éthelred Ier, mourut à la suite d'un combat livré aux Danois qui venaient de passer la Tamise. Il laissait plusieurs enfants; mais le choix du pays se porta sur *Alfred le Grand*, jeune homme de vingt-deux ans, dont le courage et l'habileté militaire donnaient de grandes espérances.

§ 6. — ALFRED LE GRAND (872-900).

Origine du goût d'Alfred le Grand pour les lettres; les anciennes ballades et sa belle-mère; la flèche, l'épée nue et la proclamation nationale. — Fuite d'Alfred et sa retraite dans la cabane d'un pêcheur. — Conquête du royaume par les Danois. — Le comte Oddun de Devonshire et la bannière du Reafan. — Alfred au camp des Danois. — Défaite et baptême du Danois Godrun. — Invasion d'Hastings repoussée.—Caractère du règne d'Alfred; sa manière de compter et d'employer le temps. — Division du pays en comtés, en centuries et en décuries. — Administration d'Alfred. — Mort d'Alfred.

Deux fois, dans son enfance, ALFRED, frère d'Éthelred, que son courage et son génie ont fait surnommer LE GRAND, avait visité Rome et Charlemagne; mais il n'avait été instruit dans les lettres, ni en Angleterre ni sur le continent. Ce qui lui en inspira le goût, ce furent les ballades des anciens bardes anglo-saxons, que sa belle-mère, *Judith* de France, aimait à chanter, et dans lesquelles il apprit à lire. Plus tard il se fit instruire dans la langue latine et dans la musique. Plus savant qu'aucun de ses compatriotes, il eut le tort et le malheur de les mépriser. Aussi, lorsqu'en 878 il eut à repousser une formidable invasion des Danois, ce fut en vain qu'il envoya par les villes et les villages son messager de guerre, portant une flèche et une épée nue, et qu'il publia cette vieille proclamation nationale, à laquelle nul Saxon en état de porter les armes n'avait jamais résisté : « Que quiconque n'est « pas un homme de rien, soit dans les bourgs, soit hors « des bourgs, sorte de sa maison et vienne. » Peu d'hommes vinrent, et le roi lettré n'eut guère pour compagnons que les admirateurs de son savoir.

A la faveur de cette indifférence, l'ennemi s'avançait rapidement. Alfred, délaissé par les siens, à son tour les délaissa et prit la fuite. Il alla, se cachant par les bois et les déserts, jusqu'au Cornouailles, au confluent du Tone

et du Parret. Là se trouvait une presqu'île entourée de marais. Le roi saxon s'y réfugia, et habita, sous un faux nom, la cabane d'un pêcheur, obligé de cuire lui-même le pain dont la pauvre famille de ses hôtes voulait bien lui donner sa part. Peu de gens dans son royaume savaient ce qui était arrivé de lui, et l'armée danoise y entra sans résistance. Beaucoup d'habitants s'embarquèrent sur les côtes de l'ouest pour chercher un refuge, soit en Gaule, soit en Irlande; le reste se soumit à payer le tribut et à labourer pour les Danois.

Cependant Alfred, fortifié dans son île, y rassembla quelques amis, avec lesquels il tombait sur des partis ennemis qui marchaient isolés. D'un autre côté, le comte *Oddun* de Devonshire, assiégé dans son château de Kynwith, parvint, dans une sortie heureuse, à s'emparer de la bannière mystérieuse des Danois, nommée *Reafan*, c.-à-d. corbeau, que les trois filles de Ragnar-Lodbrog, d'autres disent de *Seweyn* (1), renommées pour leurs sortiléges, avaient tissue de leurs propres mains. Pendant le travail, disent les chroniques saxonnes, leurs chansons magiques lui avaient communiqué un charme particulier, qui le rendait le palladium de la nation danoise. Ce corbeau, brodé en noir sur un drapeau de soie blanche, déployait les ailes quand les Danois devaient vaincre, et restait immobile quand un malheur les menaçait.

Le léger succès d'Oddun détermina Alfred à se rengager dans la lutte : il rejoignit la petite armée victorieuse; mais, voulant connaître d'une manière précise les forces ennemies, il reprit le costume de berger, et, pourvu d'une harpe, il s'introduisit comme musicien dans le camp des Danois, à Éthandun, près de Sel-Wood ou le grand Bois. A son retour, il invita, par des messages, tous ceux qui voudraient s'armer et combattre à le venir joindre à la Pierre d'Egbert, sur la lisière orientale du grand Bois. Son appel fut entendu cette fois, et les Danois furent chassés de leur camp. Le roi de mer *Godrun*, pour échapper à une ruine certaine, accepta le baptême que lui proposèrent les

(1) V. plus loin, p. 37 et suiv.

Saxons, et, sous le nom chrétien d'*Athelstan*, il retourna régner dans l'Est-Anglie (879). Alfred fut proclamé comme libérateur et comme roi par toute la partie de l'Angleterre que les Danois n'occupaient point, et dès lors disparut pour jamais l'ancienne division du peuple anglais en plusieurs peuples, en autant de peuples qu'il y avait eu de bans d'émigrés partis des îles et des rivages de la Germanie.

Alfred avait espéré que les Danois, une fois attachés au sol qu'il leur laissait, s'opposeraient aux nouvelles entreprises de leurs compatriotes. L'événement parut l'accuser d'imprévoyance. De nouveaux Danois, qui venaient de porter la dévastation dans le sud de l'Europe, sous la conduite du fameux roi de mer *Hastings* (1), fondirent en 885 sur l'Angleterre. Les Danois du Northumberland et de l'Est-Anglie, reprenant leurs habitudes féroces, s'armèrent pour seconder l'attaque de leurs frères. Alfred les mit en déroute, détruisit l'armée d'Hastings, et fit pendre les prisonniers. Cet acte de sévérité maintint la paix.

Alfred comptait lui-même cinquante-six batailles ou combats auxquels il avait assisté. Ce prince, qui se montra guerrier toutes les fois qu'il s'agissait de la défense du pays, aimait à déposer le glaive pour gouverner avec le sceptre, cherchant sa récréation dans les livres et les travaux littéraires. Son temps était divisé en trois parties égales, qu'à défaut d'une horloge il mesurait en brûlant des cierges d'égale longueur et d'égale épaisseur. Six de ces bougies, successivement allumées, brûlaient pendant vingt-quatre heures. Chaque point correspondait à la soixante-douzième partie de la journée ou à vingt minutes. Un tiers des vingt-quatre heures était donné à la nourriture, au sommeil et aux exercices du corps, un autre tiers aux affaires, et le troisième aux études.

Redevenu paisible possesseur du trône, Alfred répara les désastres de la guerre. Des lois fermes et rigoureuses réprimèrent partout le brigandage : la police et la justice furent administrées avec autant de sagesse que d'équité. Alors reparut la division germanique du royaume en

(1) V. mon *Histoire de France*, t. I, p. 239.

comtés (*county*, *shires*), en centuries (*hundred*) et en décuries (*decennary*, *tything*). Londres, fortifiée, devint la capitale et l'arsenal maritime du royaume. Les navires construits dans son port servirent, soit à la défense des côtes, soit aux besoins du commerce. Les arts, les belles-lettres, les sciences, furent encouragés par un prince qui les cultivait lui-même. Des écoles se fondèrent partout; des savants étrangers y répandirent des lumières, et le clergé les accueillit avec empressement. Mais les grandes pensées d'Alfred ne lui survécurent pas, et l'émule de Charlemagne ne fut pas plus heureux que son modèle (1).

Alfred mourut en 900 ou 901, laissant deux fils, *Éthelwerd* et *Édouard*. Éthelwerd, le plus jeune, héritier du goût de son père pour les lettres, se dévoua au repos de la vie privée; Édouard, l'aîné, succéda à la couronne, sous le titre d'*Édouard Ier l'Ancien*, comme le premier monarque anglais de ce nom.

§ 7. — ÉDOUARD Ier L'ANCIEN (900 ou 901-925).

Trahison d'Éthelwald; sa défaite; victoire d'Édouard Ier sur les Danois; forteresses qu'il fait construire; sa mort.

Le droit d'ÉDOUARD Ier L'ANCIEN à la couronne lui fut contesté par son cousin-germain *Éthelwald*, qui la réclamait comme le représentant d'Éthelred Ier, frère aîné du dernier monarque. Le grand-conseil, indigné de cette prétention, prononça le bannissement d'Éthelwald. Celui-ci courut chez les Danois du Northumberland se faire païen et pirate avec eux. Ils le prirent pour chef contre ses compatriotes. Éthelwald envahit le territoire anglo-saxon; mais il fut vaincu et tué dans les rangs des étrangers (905). Alors Édouard Ier prit l'offensive contre les Danois; il reconquit sur eux les côtes de l'est, depuis l'embouchure de la Tamise jusqu'au golfe de Boston, et les enferma dans leurs provinces du nord par une ligne de forteresses bâties en avant du cours de l'Humber (905 à 924). Édouard Ier

(1) Voyez, pour plus de détails, la belle *Vie d'Alfred le Grand*, par le comte de Stolberg (chez Perisse frères).

mourut en 925, laissant trois fils qui tous trois montèrent successivement sur le trône, *Athelstan* ou *Éthelstan*, *Edmond* et *Édred*.

§ 8. — ATHELSTAN OU ÉTHELSTAN (925-940).

Histoire de Sightric et de ses fils. — Conquête du Northumberland par Athelstan; victoire des Anglais à Burnan-Burgh. — Les Cambriens du sud. — Érik, roi de Northumbrie. — Influence d'Athelstan sur le continent; ses trois pupilles et sa mort.

ATHELSTAN OU ÉTHELSTAN, fils aîné d'Édouard Ier, continua l'œuvre de son père. Il passa l'Humber, prit la ville d'York et força les colons de race scandinave à jurer, selon la formule consacrée, de vouloir tout ce qu'il voudrait. *Sightric* ou *Sithrik*, roi du Northumberland, en mourut de douleur. De ses deux fils, *Anlaff* ou *Olaf* parvint à se sauver en Irlande; l'autre, nommé *Godfrid*, fut conduit avec honneur dans le palais du roi saxon et admis à sa table; mais quatre jours de vie paisible suffirent pour le dégoûter; il s'enfuit, gagna la mer, et remonta sur un vaisseau de pirate, aussi incapable, dit l'ancien historien Malmesbury, de vivre hors de l'eau qu'un poisson (927).

L'armée anglaise s'avança jusqu'aux bords de la Tweed, et le Northumberland fut ajouté aux terres de la domination d'Athelstan qui, le premier, régna sur toute l'Angleterre. Dans l'ardeur de cette conquête, les Anglo-Saxons franchirent leur ancienne limite du nord, et troublèrent par une invasion les enfants des Pictes et des Scots, et la peuplade de vieux Bretons qui habitaient le val de la Clyde. Il se forma, l'an 934, une ligue offensive entre ces diverses nations et les Danois qui vinrent d'outre-mer pour délivrer leurs compatriotes. Olaf devint le chef de cette confédération. La rencontre des deux armées se fit au nord de l'Humber, dans un lieu nommé en saxon Burnan-Burgh ou le bourg des fontaines. La victoire se décida pour les Anglais qui forcèrent les confédérés à regagner péniblement leurs six cents vaisseaux. Cette journée fut nommée le *jour du grand combat*, et chantée dans des poëmes nationaux dont il reste quelques fragments.

Athelstan fit payer cher aux Cambriens du sud le secours que leurs frères du nord avaient donné à ses ennemis; il ravagea le territoire des Gallois, leur imposa des redevances et refoula les Bretons de Cornouailles jusqu'au delà de la Tamer, limite permanente de ce pays. Athelstan se vantait, dans ses chartes, d'avoir subjugué tous les peuples étrangers à la race saxonne qui habitaient l'île de Bretagne. Il donna un Norwégien pour gouverneur aux Anglo-Danois de la Northumbrie; c'était *Érik*, fils de *Harald-Haarfager,* vieux pirate qui se fit chrétien pour obtenir un commandement.

Avec la prépondérance sur l'île de Bretagne, Athelstan acquit de l'influence sur le continent. Trois princes, destinés à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe, furent élevés sous sa protection : *Haquin* ou *Haco le Bon*, frère d'Érik; *Alain de Bretagne,* fils d'Alain le Grand, et *Louis d'Outremer,* fils d'Edgève, sa sœur, et de Charles le Simple. Ces trois pupilles lui durent d'entrer ou de rentrer en possession de l'héritage de leurs pères. Il mourut en 940, regretté de ses sujets non moins qu'admiré des nations voisines.

§ 9. — EDMOND Ier (940-946).

Exploits d'Edmond Ier; sa fin tragique.

Edmond Ier, frère d'Athelstan, lui succéda. Son règne de six ans (940-946) se passa dans une lutte assez obscure contre les Danois de la Northumbrie qu'il parvint à dompter, et contre les Bretons de Cambrie qu'il plaça sous la dépendance de *Malcolm Ier*, roi d'Écosse. Un assassinat termina sa vie, lorsque ses deux fils, *Edwy* et *Edgar*, sortaient à peine de l'enfance. *Édred*, leur oncle, monta sur le trône.

§ 10. — ÉDRED (946-955).

Aventures d'Érik. — Division territoriale de la Northumbrie. — L'*iarl*, le *king* ou *kining*, etc. — L'ordre de Saint-Benoît en Angleterre; Dunstan, abbé de Glastonbury.

A l'avénement d'Édred, frère d'Edmond Ier, on vit re-

paraître le norwégien Érik. Il avait juré, le jour de son baptême, de garder et de défendre le Northumberland contre les païens et les pirates : de roi de mer, il était devenu roi de province; mais cette dignité trop pacifique cessant de lui plaire, il était remonté sur ses vaisseaux. Après quelques années d'absence, il revint visiter les Northumbriens qui le reçurent avec joie et le prirent de nouveau pour chef sans l'aveu d'Édred. Ce roi marcha contre eux, et les força d'abandonner Érik, qui, à son tour, pour se venger de leur désertion, vint les attaquer avec cinq chefs de corsaires du Danemark, des Orcades et des Hébrides; mais il périt dans le premier combat avec les cinq rois de mer, ses alliés (946).

Le territoire des Northumbriens, qui jusque-là avait conservé son ancien titre de royaume, le perdit alors et fut divisé, comme le reste de l'Angleterre, en comtés, districts et cantons. Les chefs northumbriens, sous l'autorité supérieure des rois anglo-saxons, conservèrent le titre danois qu'ils avaient porté depuis l'invasion : on continua de les appeler *ïarls* ou *éarls* (éorls, en saxon), dénomination appliquée par les Scandinaves à toute espèce de commandant, soit civil, soit militaire, qui agissait comme lieutenant du chef suprême, appelé *king* ou *kining*. Par degrés, les Anglo-Saxons introduisirent ce titre dans leurs territoires du sud et de l'ouest, où le nouveau titulaire eut la suprématie sur tous les magistrats locaux, sur les préfets des shires (*shire-gherefas* ou *reves*), sur les préfets des villes (*portreves*) et sur les anciens du peuple (*eldermenn*).

Ce fut sous Édred que la réforme opérée par l'ordre de *Saint-Benoît* se répandit en Angleterre. Les moines anglais s'attirèrent la vénération de la multitude par l'austérité de leur vie. Parmi ces moines se distinguait *Dunstan*, abbé de Glastonbury, qui devint le confesseur d'Édred, sans vouloir jamais accepter l'évêché de Winchester.

§ 11. — EDWY (955-959).

Désordres d'Edwy ; Éthelgive, et fermeté d'Odon, archevêque de Kenterbury.— Révolte des Merciens et mort cruelle d'Éthelgive. — Changement d'Edwy ; sa mort.

A la mort d'Édred (955), Edwy, l'aîné de ses neveux, prit possession de l'autorité royale. Le nouveau roi ne tarda pas à s'attirer l'inimitié des peuples par sa tyrannie, par ses exactions et par ses débauches. En vain Dunstan chercha-t-il, par ses conseils et l'autorité du sacerdoce, à réprimer la licence de sa conduite. Une femme, *Ethelgive*, qui l'avait captivé, le retint dans les liens de l'adultère et força le moine importun de s'enfuir en Flandre ; mais les bonnes mœurs trouvèrent un défenseur dans *Odon*, archevêque de Kenterbury, qui fit saisir Éthelgive comme courtisane et transporter en Irlande, conformément à cette loi d'Édouard Ier, aïeul d'Edwy : « Si l'on trouve une courtisane, en quelque lieu que ce « soit, il faut la chasser du royaume. » (*Leg. sax.* 38.)

A cette humiliation méritée se joignit la révolte des Merciens qui le détestaient comme roi et le méprisaient comme homme. Edwy marcha contre eux et se fit battre. Éthelgive, revenue d'Irlande, l'accompagnait dans sa fuite ; mais elle tomba, près de Glocester, entre les mains des vainqueurs, qui lui coupèrent les jarrets à coups d'épée, châtiment cruel usité dans ce siècle.

La guerre continua de part et d'autre avec rage. Après des succès divers, les Merciens, d'accord avec les Northumbriens, se donnèrent pour monarque *Edgar*, frère d'Edwy, qui fut forcé de le reconnaître. Il changea, dit-on, de conduite pour recouvrer l'affection de ses sujets ; mais une mort prématurée, sur laquelle les historiens ne sont pas d'accord, le ravit aux espérances de son repentir (959).

§ 12. — EDGAR LE PACIFIQUE (959-975).

Règne pacifique d'Edgar ; extermination des loups.

Edgar, frère et successeur d'Edwy, réunit toutes les couronnes de l'Angleterre sur sa tête. Il fit jouir ses sujets

d'une longue paix qui lui valut le surnom de PACIFIQUE (959-975). Ce n'est point par faiblesse ou par amour des plaisirs qu'il évita la guerre : une armée se tenait toujours prête à marcher contre le premier agresseur, et sans être obligé de tirer le glaive, il contraignit les souverains d'Écosse, de Galles et de plusieurs îles à lui jurer fidélité. Il n'eut à combattre que les loups, dont il purgea tout à fait l'Angleterre.

§ 13. — ÉDOUARD II LE MARTYR (975-978).

Mort tragique d'Édouard II.

ÉDOUARD II LE MARTYR, fils et successeur d'Edgar (975-978), dut ce surnom à la manière tragique dont il finit ses jours. Sa belle-mère, *Elfride*, le fit assassiner à la chasse, et le fils de cette princesse ambitieuse et sanguinaire, *Éthelred II*, recueillit innocemment le fruit du crime de sa mère ; mais aussi la paix intérieure, cimentée par les victoires d'Alfred le Grand et d'Athelstan, cessa tout à coup, et les Danois reparurent comme des instruments de la vengeance divine.

§ 14. — ÉTHELRED II (978-1016).

Nouvelles invasions des Danois. — Le Danegheld. — Olaf et Seweyn ou Suénon.— Établissement des Danois en Angleterre; mariage d'Éthelred II avec une princesse normande; massacre des Danois. — Vengeance de Seweyn, ou le grand Dragon et le Reafan.—Fuite d'Éthelred II auprès de Richard II, duc de Normandie. — Mort de Seweyn. — Canut, son fils. — Retour d'Éthelred.

ÉTHELRED II, fils d'Edgard, monta sur le trône en 978. Les habitants danois de l'Angleterre, soumis non sans regret à des rois étrangers pour eux, tournaient constamment leurs regards vers la mer, espérant que chaque brise leur amènerait des libérateurs et les chefs. Cette attente ne fut pas longue, et dès 980, les descentes des hommes du Nord en Bretagne, qui n'avaient jamais complétement cessé, reprirent alors un caractère menaçant. Sept vaisseaux de guerre abordèrent sur le rivage de Kent, et pillèrent l'île de Thanet (988); trois autres vaisseaux, se dirigeant vers le sud, ravagèrent les lieux voisins de Sou-

thampton, et des troupes de débarquement occupèrent sur plusieurs points la côte orientale. L'alarme se répandit jusqu'à Londres. Éthelred II, prince nonchalant et fastueux, au lieu d'employer le fer, voulut éloigner les Danois avec de l'or.

Il existait sous le nom de *Danegheld* (c.-à-d. argent danois) un impôt levé de temps en temps pour l'entretien des troupes qui gardaient les côtes contre les corsaires scandinaves. Ce fut cet argent même qu'on proposa, sous forme de tribut, aux nouveaux envahisseurs; ceux-ci n'eurent garde de refuser, et le premier payement fut de dix mille livres qu'ils reçurent sous la condition de quitter l'Angleterre. Ils partirent en effet, mais revinrent bientôt plus nombreux, afin d'obtenir une plus forte somme. On ne leur donna rien, et ils ravagèrent impunément les deux rives de l'Humber (994).

L'année suivante, une flotte de quatre-vingts vaisseaux parut dans la Tamise, conduite par deux rois, *Olaf* de Norwége et *Seweyn ou Suénon* de Danemark. En signe de prise de possession, ces deux rois firent planter une lance sur la rive, et en jetèrent une autre dans le courant du premier fleuve qu'ils traversèrent. Éthelred II, à qui la conscience de son impopularité faisait craindre de rassembler une armée, eut encore recours à l'or, et cette fois il n'en fut quitte que pour vingt-quatre mille livres (1002).

Un grand nombre de Danois s'établirent en Angleterre, et vécurent indistinctement avec les Anglais, mais non sans les opprimer. Éthelred II venait d'épouser, sous le nom d'*Elgive* ou *Alfghive* (présent des génies), *Emma*, fille de *Richard Ier*, duc de Normandie, lorsque, par une politique qui caractérise les princes lâches, il donna des ordres pour faire massacrer, le jour de la Saint-Brice (1003), tous les Danois de la dernière invasion. Avec eux périt une sœur convertie du roi de Danemark.

Afin de tirer vengeance de ce meurtre, et de punir ce qu'il nommait la trahison du peuple anglais, Seweyn reparut avec une armée beaucoup plus nombreuse que

la première, portée sur des vaisseaux de haut bord. Celui du roi, nommé le *grand Dragon*, avait la forme allongée d'un serpent, dont la tête avançait à la proue et dont la queue se recourbait à la poupe. A leur débarquement, les Danois déployèrent le *Reafan* (1), et ravageant tout sur leur passage, ils eurent conquis en peu de temps toutes les provinces du sud-est, depuis l'embouchure de l'Ouse jusqu'à la baie de Southampton. Éthelred II chercha pour la troisième fois son salut dans l'argent du peuple; mais le peuple, se lassant de payer pour un monarque sans courage et sans vertu, préféra, servitude pour servitude, la domination danoise, et bientôt Seweyn fut reconnu, sans opposition, roi de toute l'Angleterre (1013). Éthelred II n'eut alors d'autre parti que de s'enfuir auprès de son beau-frère *Richard II*, duc de Normandie.

Les Anglais ne tardèrent pas à regretter le règne de celui qu'ils avaient délaissé. Seweyn mourut à propos pour leur repentir (1014). Tandis que les Danois choisissaient pour succéder à leur chef son fils *Knut* ou *Canut*, les hommes du sud envoyèrent un message à l'exilé de Normandie pour presser son retour. Éthelred II se fit précéder de son fils *Édouard*, et lorsque le wittena-ghemote eut prononcé le ban contre tout Danois qui s'intitulerait roi d'Angleterre, il revint régner sur une partie de ses anciens États. Canut, mécontent de ce partage, arriva du Nord l'an 1015, et ayant débarqué près de Sandwich, il fit, dans un mouvement de colère, mutiler tous les otages que son père avait reçus. Cette nouvelle et inutile cruauté fut le signal d'une nouvelle guerre qu'Éthelred II soutint courageusement avec des chances diverses de succès et de revers. Il mourut l'année suivante (1016).

§ 15. — EDMOND II CÔTE DE FER (1016-1017).

Exploits d'Edmond II. — Histoire d'Ulf et de Godwin, fils d'un berger. — Trêve conclue avec les Danois; mort d'Edmond II.

A la mort d'Éthelred II (1016), les Anglais reconnurent

(1) V. plus haut, p. 29.

pour roi son fils Edmond II, qu'on surnommait Côte de Fer (Iren-Side), et qui plusieurs fois avait donné de grandes preuves de courage et d'habileté. Par sa conduite énergique, Edmond II releva la fortune du peuple anglais; il reprit Londres sur les Danois, et leur livra cinq grandes batailles.

Après une de ces batailles, perdue par les Danois, un de leurs capitaines, appelé *Ulf*, s'enfonça en fuyant dans un bois dont il ignorait les détours. Au point du jour il rencontra un jeune paysan menant un troupeau de bœufs. Ulf le salua et lui demanda son nom : *Je m'appelle Godwin, fils d'Ulfnoth*, répondit le berger; *et toi, si je ne me trompe, tu es de l'armée danoise.* Le Danois, contraint d'avouer, pria le jeune homme de lui dire à quelle distance il pouvait être encore des vaisseaux stationnés dans la Saverne, et par quel chemin il lui serait possible de les rejoindre. *Bien fou est le Danois,* reprit Godwin, *qui attend son salut d'un Saxon.* Ulf joignit à ses instances les promesses les plus capables de gagner un homme simple et pauvre; il tira même de son doigt un anneau d'or et le présenta au jeune Saxon qui le prit et le considéra avec curiosité, et, après un instant de réflexion, le rendit en disant : *Je ne veux rien de toi, mais j'essayerai de te conduire.*

Ils passèrent le jour dans la cabane du père de Godwin, et quand vint la nuit, au moment de se mettre en route, le vieux paysan dit au Danois : *Sache que c'est mon fils unique qui se livre à ta bonne foi; il n'y aura plus de sûreté pour lui parmi ses compatriotes, du moment qu'il t'aura servi de guide; présente-le donc à ton roi pour qu'il le prenne à son service.* Ulf promit de faire beaucoup plus, et tint parole; à son arrivée au camp danois, il fit asseoir le fils du paysan dans sa tente, sur un siége aussi élevé que le sien, le traitant comme son propre fils. Il obtint pour lui du roi Canut un grade militaire, et dans la suite le berger saxon parvint au rang de gouverneur de province dans la partie de l'Angleterre occupée par les Danois. Destinée bizarre! ce fut ce même homme qui, promu

par des étrangers aux premières dignités de son pays, contribua plus qu'aucun autre à la ruine de la domination étrangère.

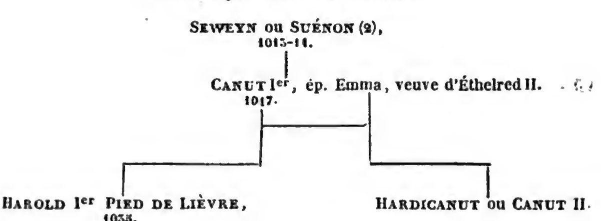
Cependant les victoires des Anglo-Saxons sur les Danois amenèrent un armistice et une trêve qui fut jurée solennellement, en présence des deux armées, par les rois Edmond II et Canut. Ils se donnèrent mutuellement le nom de frère, et d'un commun accord ils fixèrent à la Tamise la limite de leurs royaumes respectifs. Edmond ne survécut que quelques mois à ce pacte, et sa mort est restée un mystère (1017).

CHAPITRE II.

DYNASTIE DES ROIS DANOIS (1).

(1013, 1017-1041).

Généalogie des rois Danois.



§ 1er. — CANUT Ier LE GRAND (1017-1035).

Canut Ier reconnu roi de toute l'Angleterre. — Ses soupçons et ses cruautés. — Canut Ier épouse la veuve d'Éthelred II.—Adoucissement de son administration; la *Thinga-Manna*; le denier de saint Pierre.—Leçon de Canut Ier à ses courtisans. — Pèlerinage de Canut Ier à Rome; sa lettre à la nation anglaise.—Élévation du berger Godwin; conquêtes et titres de Canut Ier.— Mort de Canut Ier et élection d'Harold Ier.

A la mort d'Edmond II, CANUT Ier franchit la limite de la Tamise, qui devait être inviolable, et bientôt il fut reconnu pour roi de toute l'Angleterre. Canut jura en retour de se montrer juste et bienveillant, et toucha de sa main nue la main des principaux chefs, en signe de sincérité.

Malgré ses promesses et la facilité de son avénement,

(1) Cette dynastie est intermédiaire entre la première et la seconde période des rois Saxons.

(2) SEWEYN ou SUÉNON, qui régna de 1013 à 1014, passe pour le premier roi de la dynastie danoise; mais la courte durée de son règne, que suivirent le rétablissement d'Éthelred II et l'avénement d'Edmond II, explique pourquoi nous n'avons commencé la série des rois danois qu'à Canut Ier.

Canut Ier se montra d'abord ombrageux et cruel. Tous les partisans les plus distingués du pays et de la royauté saxonne furent bannis ou tués. Les parents des deux derniers rois, *Éthelred II* et *Edmond II*, furent proscrits en masse : les fils d'Éthelred II étaient alors à la cour de Normandie ; mais ceux d'Edmond II, restés en Angleterre, n'échappèrent point à la persécution. N'osant les mettre à mort sous les yeux du peuple anglais, Canut Ier les fit déporter chez son frère utérin, *Olaf*, roi de Suède, auquel il insinua ses desseins à leur égard ; mais celui-ci feignit de ne pas comprendre, et laissa ses prisonniers libres de passer en Allemagne. De là ils se rendirent à la cour de *saint Étienne*, roi de Hongrie, qui les accueillit avec honneur, et l'un d'eux épousa dans la suite une fille de l'empereur des Allemands.

Richard II, duc de Normandie, sentant l'impossibilité de rétablir ses neveux sur le trône d'Angleterre, et voulant jouir du bénéfice d'une alliance étroite avec ce pays, négocia avec Canut Ier, au détriment des fils d'Éthelred II. Il fit proposer au Danois de prendre en mariage la mère de ces deux enfants, qui (comme on l'a vu) était sa sœur. *Emma*, flattée de redevenir l'épouse d'un roi, consentit à cette seconde union, et laissa en doute, dit Malmesbury, qui d'elle ou de son frère se déshonorait le plus. Bientôt elle devint mère d'un nouveau fils, pour lequel elle oublia ses premiers-nés *Édouard* et *Alfred*. Quant à eux, retenus hors de leur pays natal, ils en désapprirent peu à peu les mœurs et jusqu'au langage ; ils contractèrent dans l'exil des habitudes et des amitiés étrangères : événement peu grave en lui-même, mais qui eut de fatales conséquences.

Une fois affermi sur le trône, Canut Ier s'humanisa par degrés. Les lois d'Alfred le Grand, si chères aux Anglais, furent remises en vigueur : les deux nations, admises aux mêmes faveurs, ne firent plus qu'un seul peuple, et pour montrer qu'il voulait régner plus par la justice que par la force, il ne garda, de tous ses compagnons de conquête et de travaux, qu'une troupe d'élite de quelques milliers d'hommes qui formait sa garde et qu'on appelait *Thinga-*

manna, c'est-à-dire, gens du palais. Le christianisme acheva d'adoucir la férocité du roi de mer : devenu zélé chrétien, il rebâtit les églises que son père et lui-même avaient brûlées, dota avec magnificence les abbayes et les monastères, et fit revivre l'institution de l'*argent de Rome*, suspendue par les invasions danoises, en lui donnant plus d'étendue et le titre de *denier de saint Pierre*. Cet impôt, payable à raison d'un denier en monnaie du temps, par chaque maison habitée, devait être levé, chaque année, *à la louange et gloire de Dieu-Roi*, le jour de la fête du prince des apôtres (1).

Les courtisans de Canut Ier ne cessaient de l'exalter comme le plus grand des rois, comme le maître des hommes et de la nature; mais le bon sens de ce prince méprisait cette basse flatterie. Dans l'une de ces occasions, comme il était assis sur la plage près de Southampton, il commanda à la mer de respecter son souverain; mais le reflux de la marée l'ayant forcé bientôt à se retirer, il profita de cette circonstance pour faire à ses flatteurs une leçon sur le néant des rois de la terre, alors qu'on les compare à l'Être suprême qui gouverne les éléments. Plein de cette pensée, on dit qu'à son retour à Winchester, il déposa sa couronne sur le grand crucifix de la cathédrale, et que, depuis ce jour, il ne la porta plus, même dans les cérémonies publiques.

Vers l'an 1030, Canut Ier, afin de couronner la réforme de sa conduite, résolut d'aller en personne à Rome pour visiter les tombeaux des apôtres. Il partit avec un nombreux cortége, portant une besace sur l'épaule et un long bâton à la main. A son retour, il se rendit en Danemark. C'est de là qu'il écrivit à toute la nation anglaise cette lettre célèbre que nous possédons encore, et dans laquelle on admire le merveilleux changement opéré par la religion dans l'esprit d'un guerrier féroce et sanguinaire.

Ce fut sous le règne de Canut Ier et à la faveur de longues guerres entreprises par ce prince pour réunir au Danemark

(1) Leges Cnuti, apud Johan. Brompton, p. 919.

les autres royaumes scandinaves, que *Godwin*, ce gardeur de troupeaux, s'éleva graduellement aux premiers honneurs militaires. Après une grande victoire remportée sur les Norwégiens, il obtint la dignité d'*éarl* du Wessex. Beaucoup d'autres Anglais servirent avec zèle le roi danois dans ses conquêtes en Norwége et sur les rives de la Baltique. Il employa la marine saxonne à détruire celle des petits rois du Nord; et les ayant dépossédés un à un, il prit le titre nouveau d'*empereur de tout le septentrion, par la grâce du Christ, Roi des rois* (1). L'histoire l'a surnommé LE GRAND.

Canut Ier mourut en 1035 et laissa trois fils, dont un seul, nommé *Hardicanut* (2), était né d'Emma la Normande : les autres étaient enfants d'une première épouse. Canut, en mourant, avait désiré que le fils d'Emma devînt son successeur; mais Hardicanut se trouvait alors en Danemark, et les Danois d'Angleterre, pressés d'avoir un chef pour être unis et forts contre les Saxons mécontents, firent roi un autre fils de Canut, *Harold* ou *Harald*, surnommé *Pied de Lièvre.*

§ 2. — HAROLD Ier, DIT PIED DE LIÈVRE (1035-1040).

Rivalité d'Harold Ier et d'Hardicanut. — Hardicanut soutenu par Godwin; triomphe d'Harold. — Retour d'Alfred en Angleterre et sa mort; exil d'Emma. — Ressentiment des Normands contre Godwin. — Mort d'Harold Ier.

L'élection d'HAROLD Ier trouva des opposants. Le nord se déclara pour lui, et le sud pour le fils aîné d'Emma, nommé *Édouard;* mais la lutte qui s'engagea sous ces deux noms ne fut en réalité que la lutte des vainqueurs et des vaincus.

Godwin, éarl de Wessex, favorisa, pour des motifs peu connus, *Hardicanut* dont il appela la mère dans l'ouest. Elle vint, accompagnée de quelques troupes danoises; Godwin s'en déclara le généralissime, et reçut pour son protégé les serments de tout le sud, tandis qu'Harold re-

(1) Ego imperator Knuto, à Christo Rege regum regiminis potitus. (*Diplomata Knuti*, apud Wilkins concilia.)

(2) Ou *Hardeknut*, c'est-à-dire, Knut le Fort ou le Brave.

cevait ceux du nord. Dans l'attente d'une collision terrible, la population intermédiaire émigra en masse dans les forêts et dans les marécages des quatre provinces de Cambridge, Huntingdon, Northampton et Lincoln; mais la guerre n'eut pas lieu, parce que l'absence prolongée d'Hardicanut découragea ses partisans. Emma même fit la paix avec Harold; Godwin et les autres chefs saxons de l'ouest lui jurèrent obéissance, et le fils de la Normande fut oublié (1037).

Vers le même temps, Édouard et son frère *Alfred* reçurent d'Angleterre une lettre qui les engageait à venir y faire valoir leurs droits. Cette lettre, écrite au nom d'Emma, partait-elle réellement de leur belle-mère, ou n'était-ce qu'un piége tendu par Harold aux princes dont il occupait le trône? On l'ignore. Quoi qu'il en soit, Alfred prit terre à Douvres avec une troupe de soldats normands et boulonnais; mais cette escorte d'étrangers ne plut ni à Godwin ni aux Saxons qui l'abandonnèrent à ses propres forces. Alfred fut pris avec tous ses compagnons, au nombre de six cents; on en massacra neuf sur dix, et le prince fut condamné à perdre les yeux comme violateur de la paix du pays. Emma ne fit aucune démarche pour le sauver de ce supplice dont il mourut. Elle n'en fut pas moins exilée quelque temps après, et de la Flandre, qu'elle choisit pour asile, elle invita Hardicanut à venger son frère maternel, le fils d'Éthelred le Saxon, assassiné, disait-elle, par Harold et trahi par Godwin.

La trahison de Godwin, tel fut le cri des Normands, qui, par un ressentiment aveugle, accusèrent plutôt les Saxons que les Danois du massacre de leurs compatriotes: telle fut la source de cette haine nationale qui ne put s'assouvir que par la conquête.

Harold Ier mourut en 1040. L'habitude qu'il avait d'aller à pied et la rapidité de sa marche l'avaient fait surnommer PIED DE LIÈVRE.

§ 3. — HARDICANUT OU CANUT II (1040-1041).

Avénement de Hardicanut ou Canut II ; procès de Godwin ; son absolution.— Avarice de Canut II ; le Danois et le Saxon ; les *têtes de loup*. — Mort de Canut II et rappel d'Édouard.

A la mort d'*Harold Ier*, les Anglo-Saxons, encore trop peu hardis pour choisir un roi de leur propre race, concoururent, avec les Danois, à l'élection d'HARDICANUT ou CANUT II. Pour premier acte de royauté, Canut II ordonna de déterrer le corps d'Harold, de le décapiter et de le jeter dans la Tamise; puis il fit commencer sur le meurtre d'*Alfred*, son frère maternel, une vaste enquête judiciaire. *Godwin* fut accusé le premier de tous ; il se présenta, selon la loi anglaise, accompagné de nombreux parents, amis et témoins, qui jurèrent avec lui qu'il n'avait pris aucune part à la mort du prince. Il acheva de se justifier par des présents d'une fabuleuse magnificence, et le roi lui rendit ses bonnes grâces.

Hardicanut était, en effet, plus avare que cruel ; son amour pour l'argent égalait et surpassait peut-être celui des pirates, ses aïeux. Aussi l'Angleterre fut-elle accablée de tributs ; le Danois, loin de payer des impôts, participait aux exactions du prince. Bien plus, la demeure du Saxon n'était qu'une hôtellerie gratuite : il y prenait à son gré le feu, la table et le lit; il y tenait la place d'honneur comme maître; il insultait à son plaisir l'épouse, la fille, la servante; et si quelque brave entreprenait de les défendre ou de les venger, ce brave ne trouvait plus d'asile : il était poursuivi et traqué comme une bête fauve ; sa tête était mise à prix comme celle des loups ; il devenait *tête de loup*, selon l'expression anglo-saxonne (1), et il ne lui restait plus qu'à fuir vers la demeure des loups, qu'à se faire brigand dans les forêts contre les conquérants étrangers et les indigènes qui s'endormaient lâchement sous le joug de l'étranger.

Hardicanut mourut subitement au milieu d'un festin de

(1) *Wulf-heofod.* C'était le nom donné par les Saxons aux hommes mis hors la loi pour quelque grand crime.

noces (1041), et toutes les souffrances du peuple, longtemps accumulées, produisirent enfin leurs fruits. Godwin et son fils *Harold* levèrent l'étendard pour la pure indépendance de leur pays, contre tout Danois, roi ou prétendant, chef ou soldat, et la race des oppresseurs fut chassée de l'Angleterre. Godwin, s'il l'eût voulu, pouvait se faire nommer roi des Anglais qui lui devaient leur délivrance; mais il aima mieux tourner les regards du peuple et les suffrages des grands sur le frère d'Alfred. D'après son avis, le grand-conseil envoya sur-le-champ un message national à *Edouard*, en Normandie, pour lui annoncer que toute la nation l'avait élu roi, mais sous la condition de n'amener avec lui qu'un petit nombre de Normands.

CHAPITRE III.

DYNASTIE DES ROIS SAXONS.

II. Seconde période (1041-1065).

N. B. Voyez le tableau généalogique de la page 22.

---

§ 1er. — ÉDOUARD III LE CONFESSEUR (1041-1065).

Mariage d'Édouard III et d'Édithe, fille de Godwin. — Caractère modéré de la restauration saxonne. — Affluence progressive des Normands en Angleterre, et ses résultats. — Résistance de Godwin et de ses quatre fils à l'influence normande; leur exil et leur retour; otages envoyés par Édouard en Normandie. — Haine des Normands contre la famille de Godwin. — Mort de Godwin et victoire de Tostig. — Guerre d'Édouard contre l'écossais Macbeth. — Origine du surnom d'Édouard. — Incertitude de la nation sur son successeur.

Édouard III, second fils d'Éthelred II, quitta, à la mort de *Canut II*, la Normandie, où il était resté depuis l'avènement de la dynastie danoise, et revint en Angleterre, mais avec peu d'hommes normands, suivant les intentions du grand-conseil. Après avoir été sacré par l'évêque de Winchester, il épousa la fille de celui qui l'avait fait roi. C'était *Edithe*, jeune personne belle, instruite, pleine de douceur et de bienveillance, en cela différente de son père et de son frère, dont le caractère avait quelque chose de fier et de sauvage. Aussi disait-on d'elle : « Godwin a mis au monde « Édithe, comme l'épine produit la rose (1). »

La restauration saxonne se fit sans violence. On fit revivre les bonnes lois d'Éthelred II, père d'Édouard : le Danegheld tomba de lui-même; on n'inquiéta point les Danois laborieux et paisibles, qui, jurant obéissance aux lois communes, se résignèrent à la simple existence de cultiva-

(1) Sicut spina rosam, genuit Godwinus Edhitam. (*Ingulf. Croyl.*)

teurs ou de bourgeois ; enfin l'égalité sociale confondit en peu de temps les deux races autrefois ennemies.

Mais sous cette apparence extérieure de paix et de prospérité, se développaient sourdement de nouveaux germes de trouble et de ruine. Édouard III, fils d'une Normande, élevé depuis son enfance en Normandie, était revenu presque étranger dans la patrie de ses aïeux. S'il n'avait amené d'abord qu'un petit nombre de Normands, il les laissa venir plus tard en foule ; il leur prodigua les charges civiles, les emplois militaires, les dignités ecclésiastiques. Quiconque sollicitait en langue normande n'essuyait jamais un refus; cette langue bannit même du palais la langue nationale. Tout ce qu'il y avait d'ambitieux parmi la noblesse anglaise parlait ou balbutiait dans leurs maisons le nouveau langage de la cour, comme le seul digne d'un homme bien né ; l'habillement, les repas, l'écriture, tout, jusqu'aux choses les plus indifférentes, fut imité des Normands ; c'était leur livrer d'avance l'Angleterre.

Godwin, qui le prévoyait, et quatre de ses fils, *Harold*, *Sweyn*, *Tostig* et *Gurth*, tous braves guerriers et jouissant tous de l'affection publique, résistèrent, le front levé, à l'influence normande, comme ils avaient tiré l'épée contre les conquérants danois, et le patriotisme en fit des rebelles (1048). Le grand-conseil les condamna sans les entendre. Forcés de s'exiler en Flandre, ils reparurent bientôt en Angleterre les armes à la main, et pénétrèrent par la Tamise jusqu'à Londres. De son bord, Godwin envoya sa soumission au monarque qui l'accueillit, après quelques difficultés que parvint à lever l'adresse de *Stigand*, l'un de ses chapelains. Les favoris étrangers prirent la fuite. Un arrêt du grand-conseil les proscrivit à leur tour ; Godwin et ses fils furent réhabilités. Le plus jeune d'entre eux, appelé *Ulfnoth* comme son aïeul le bouvier (1), fut remis avec un de ses cousins entre les mains d'Édouard III, comme otage de la paix jurée. Entraîné encore, dans ce moment même, par son fatal penchant d'amitié pour

(1) V. plus haut, p. 39.

les gens d'outre-mer, le roi les renvoya tous les deux en garde à *Guillaume le Bâtard*, duc de Normandie (1052).

Si la réconciliation d'Édouard III était sincère, si le peuple anglais s'affectionnait de plus en plus à Godwin, il n'en était pas de même dans les États de Guillaume. On ne l'y nommait jamais sans l'appeler traître, ennemi de son roi, meurtrier du jeune Alfred; et le duc, dans la prévision de l'avenir, ne manquait pas d'entretenir l'animosité de ses sujets contre la famille des Godwin.

Godwin ne survécut pas longtemps à son triomphe; il mourut subitement dans un banquet royal (1054), et son fils Harold lui succéda dans son comté. Tostig reçut le gouvernement de la Northumbrie; mais son despotisme y souleva bientôt une révolte dangereuse qu'Harold fut chargé d'apaiser. Harold, trouvant Tostig plus coupable que les rebelles, préféra la justice et le repos du pays à l'intérêt de son propre frère. Celui-ci, mécontent d'Édouard III, et surtout d'Harold qu'il croyait tenu de défendre sa cause, juste ou injuste, quitta l'Angleterre, la haine dans le cœur, et se rendit auprès du comte de Flandre, dont il avait épousé la fille (1064).

Sur ces entrefaites, Édouard III avait terminé la seule guerre étrangère de son règne, celle qu'il entreprit contre le fameux *Macbeth*, assassin de *Duncan*, roi d'Écosse, en faveur de *Malcolm III*, fils de la victime. Cette guerre se continua quinze ans sans résultat; enfin Macbeth périt à son tour, et la couronne fut rendue au légitime héritier.

Quel serait l'héritier d'Édouard? Édouard, lié par un vœu de chasteté qui lui valut le surnom de CONFESSEUR ou de SAINT, n'avait point d'enfants, et pour se donner un successeur de sa famille, il avait fait venir en Angleterre le fils exilé de son frère Edmond, appelé comme lui *Édouard*, qui mourut peu de temps après son arrivée. Restait son fils *Edgar*, qui n'avait ni talents ni gloire acquise, et qui, ayant passé toute son enfance dans un pays étranger, parlait à peine la langue saxonne. Un pareil candidat ne pouvait lutter de popularité avec Harold,

le brave, le riche, le destructeur de la puissance étrangère. Aussi le monarque, qui se mourait, déclara-t-il, avant d'expirer, aux chefs qui le consultaient sur le choix de son successeur, qu'à son avis, l'homme le plus digne de régner était Harold, fils de Godwin. Il mourut en 1066.

§ 2. — HAROLD II (1065-1066).

Harold, fils de Godwin, reconnu roi par les Anglais. — Les Normands d'outre-mer refusent de le reconnaître. — Aventure d'Harold en Normandie avant son avénement. — Message envoyé par Guillaume, duc de Normandie. — Le pape Alexandre II se déclare pour son bon droit. — Armement de Guillaume et son débarquement en Angleterre. — Invasion des Danois avec Tostig, et des Normands avec Guillaume. — Bataille d'Hastings; l'*abbaye de la Bataille*.

Dès le lendemain même de la pompe funèbre, HAROLD II, fils aîné de Godwin, fut reconnu par les chefs et sacré par l'évêque Stigand, au mépris des droits d'*Edgar Étheling* ou prince royal (1), dernier survivant de la ligne masculine de la race de Cerdic. Le petit-fils du bouvier se montra, dès son avénement, juste, sage, affable, actif pour le bien du pays, ne s'épagnant, dit le vieux Roger de Hoveden, aucune fatigue, ni sur terre ni sur mer. Il revint aux usages nationaux, abandonnés sous le règne précédent; mais, modéré dans l'exercice du pouvoir souverain, il laissa jouir de leurs droits civils tous les étrangers qu'on avait tolérés en Angleterre, malgré la loi qui les bannissait.

Les Normands d'outre-mer, qui comptaient bien régner après Édouard III, persévérèrent avec la ténacité qu'on leur connaît. Ils assurèrent qu'il avait désigné *Guillaume le Bâtard* (2), et celui-ci déclara cependant qu'il était prêt à plaider selon les lois de Normandie ou celles d'Angleterre. Un hasard singulier avait donné au duc normand une apparence de droit sur l'Angleterre et sur Harold.

Harold, avant son avénement, poussé par une tempête sur les terres du comte de Ponthieu, vassal de Guillaume, avait été livré par lui à son suzerain. Il était parti d'An-

(1) Petit-fils d'Édouard II. V. le tableau généalogique, p. 22.
(2) V. le tableau généalogique, *ib.*

gleterre pour redemander au duc de Normandie son frère et son neveu qu'il retenait comme otages. Guillaume le traita bien ; mais il ne le laissa pas aller si aisément. D'abord il le fit chevalier, et Harold devint ainsi son fils d'armes ; puis il lui fit jurer sur des reliques qu'il l'aiderait à conquérir l'Angleterre, après la mort d'Édouard III. Harold devait en outre épouser la fille de Guillaume, et marier sa sœur à un comte normand.

Après la mort d'Édouard III, Harold vit arriver un messager de Normandie qui réclama l'exécution de son serment et de sa promesse. Le fils de Godwin répondit que le serment n'avait pas été libre ; et quant à la promesse, loin d'en tenir compte, il sembla narguer Guillaume en prenant une autre femme. Alors Guillaume jura que dans l'année il viendrait exiger toute sa dette et poursuivre son parjure jusqu'au lieu où il croirait avoir le pied le plus sûr et le plus ferme.

Cependant, avant de prendre les armes, le Normand déclara qu'il s'en rapportait au jugement du pape *Alexandre II*, et le procès de l'Angleterre fut plaidé dans les règles au conclave de Latran. Quatre motifs d'agression furent allégués : le meurtre d'Alfred, trahi par Godwin ; l'expulsion d'un Normand porté par Édouard III à l'archevêché de Kenterbury et remplacé par un Saxon ; enfin, le serment d'Harold, et une promesse qu'Édouard III aurait faite à Guillaume de lui laisser la royauté. Les envoyés normands comparurent devant le pape : Harold fit défaut ; Guillaume gagna sa cause, et bientôt il reçut le diplôme de cession avec un étendard bénit.

L'invasion prenant ainsi le caractère d'une croisade, une foule d'hommes d'armes affluèrent de toute l'Europe près de Guillaume. Il en vint de la Flandre et du Rhin, de la Bourgogne, du Piémont, de l'Aquitaine, de la Bretagne. Il réunit ainsi soixante mille hommes, qui, portés sur trois mille vaisseaux, partirent de Saint-Valery le 30 septembre 1066, et débarquèrent deux jours après, sans obstacle, à Pevensey, sur la côte de Sussex.

Le succès de Guillaume était presque certain. Les

Saxons étaient divisés. Le frère même de Harold, *Tostig*, appela les Normands, puis les Danois, qui, en effet, attaquèrent l'Angleterre par le nord, tandis que Guillaume l'envahissait par le midi. La brusque attaque des Danois fut aisément repoussée par Harold, qui les tailla en pièces. Il en était occupé lorsque Guillaume débarqua (1). Il revint enfin avec des troupes victorieuses, mais fatiguées, diminuées, et, dit-on, mécontentes de la parcimonie avec laquelle il avait partagé le butin. Lui-même était blessé. Les deux rivaux se rencontrèrent près d'Hastings.

Les Normands employèrent la nuit à se confesser, tandis que les Saxons buvaient, faisaient grand bruit, et chantaient leurs chants nationaux. Le matin, l'évêque de Bayeux, *Odo* ou *Odon*, frère utérin de Guillaume, célébra la messe et bénit les troupes, armé d'un haubert sous son rochet. Guillaume lui-même tenait suspendues à son cou les plus révérées des reliques, sur lesquelles Harold avait juré, et faisait porter près de lui l'étendard béni par le pape.

Le combat s'engagea à l'aurore et dura jusqu'à la nuit. Les deux concurrents firent des prodiges de valeur. Enfin Harold tomba percé d'une flèche. Les Saxons découragés cédèrent, et la victoire demeura aux Normands (14 octobre 1066). Sur la colline où la vieille Angleterre avait péri avec le dernier roi saxon, Guillaume bâtit une belle et riche abbaye, l'*abbaye de la Bataille*, selon le vœu qu'il avait fait à saint Martin, patron des soldats de la Gaule. On y lisait naguère encore les noms des conquérants gravés sur des tables : c'est le livre d'or de la noblesse d'Angleterre. Harold fut enterré par les moines sur cette colline, en face de la mer. *Il gardait la côte*, dit Guillaume, *qu'il la garde encore*.

(1) Au moment où son pied touchait le sable, il fit un faux pas et tomba sur la face. Un murmure s'éleva. Des voix crièrent : *Dieu nous garde ! c'est mauvais signe !* Mais Guillaume se relevant, dit aussitôt : *Qu'avez-vous ? quelle chose vous étonne ? J'ai saisi cette terre de mes mains, et par la splendeur de Dieu, tant qu'il y en a, elle est à vous.* Cette vive répartie arrêta subitement l'effet du mauvais présage.

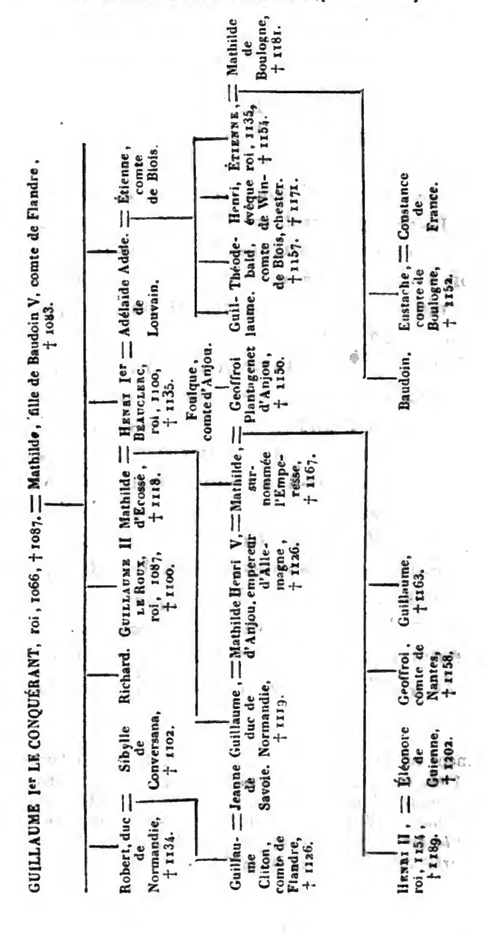
CHAPITRE IV.

DYNASTIE DES ROIS NORMANDS.

PREMIÈRE SECTION

DE LA DYNASTIE NORMANDE.

Branche de Normandie (1066-1135).



§ 1er. — GUILLAUME Ier, SURNOMMÉ LE CONQUÉRANT (1066-1087).

1. **Proclamation de l'Étheling Edgar; conduite adroite de Guillaume Ier le Conquérant. — Sentiment des Normands à l'égard des pays conquis; Guillaume Ier passe en Normandie. — Odon et Fitz-Osbern; conspiration des Anglais; massacre d'Exeter. — Insurrection générale; victoire de Guillaume Ier sur tous ses ennemis; le *Doomesday-Book*. — La *Forêt nouvelle*. — Tout n'est pas ôté aux vaincus. — Diverses mesures de Guillaume Ier.**

Londres, à la nouvelle de la mort d'*Harold II*, avait proclamé l'Étheling ou prince royal *Edgar*, sous la direction de *Stigand*, d'*Erwin* et de *Morkar*, les trois hommes les plus influents du pays. Mais, soit crainte, soit trahison, elle ouvrit bientôt ses portes au vainqueur. GUILLAUME Ier LE CONQUÉRANT s'y prit d'abord avec quelque douceur et quelques égards pour les vaincus. Il avait dégradé l'un des siens qui avait frappé de son épée le cadavre d'Harold; il prit le titre de roi des Anglais; il promit de garder les bonnes lois d'Édouard III le Confesseur; il s'attacha Londres et confirma les priviléges des hommes belliqueux de Kent. Il essaya même d'apprendre l'anglais, afin de pouvoir rendre bonne justice aux hommes de cette langue. Il se piquait d'être justicier, jusqu'à déposer son oncle d'un archevêché pour une conduite peu édifiante. Cependant il fondait une foule de châteaux et s'assurait de tous les lieux forts.

Peut-être Guillaume Ier n'eût-il pas mieux demandé que de traiter les vaincus avec douceur. C'était son intérêt : il n'eût été que plus absolu en Normandie. Mais ce n'était pas le compte de tant de gens auxquels il avait promis des dépouilles et qui attendaient. Ils n'avaient pas combattu à Hastings pour que Guillaume Ier s'arrangeât avec les Saxons. Il repassa en Normandie et y resta plusieurs années, sans doute pour éluder, pour ajourner, pour donner aux étrangers qui l'avaient suivi le temps de se rebuter et de se disperser.

L'évêque de Bayeux, *Odon*, frère de Guillaume Ier, et *Fitz-Osbern*, son compagnon d'enfance, avaient été chargés de gouverner la conquête en l'absence du nouveau roi; mais au lieu de suivre le système de conciliation

adopté par Guillaume I[er], ils accablèrent de vexations et de mauvais traitements les Anglais, qu'ils méprisaient comme un peuple asservi par la valeur normande. De leur côté, les Anglais ne pouvaient se persuader qu'ils eussent été vaincus sans retour. D'abord, une conspiration se trama pour massacrer tous les Normands, comme jadis les Danois, le mercredi des Cendres, au moment où les oppresseurs assisteraient au service divin, sans armes et dans un costume de pénitence, selon l'usage du temps; mais Guillaume I[er], averti du complot, revint à l'improviste et terrifia les vaincus par le massacre d'Exeter (1065).

La terreur se dissipe, et bientôt éclate une insurrection générale des provinces, qui prennent les armes sous les ordres des comtes Erwin et Morkar. L'Étheling Edgar est reconnu comme roi dans le Northumberland. Guillaume I[er] triomphe de tous ses ennemis, Anglo-Saxons, Écossais, Danois, Gallois, Irlandais. Inexorable envers les vaincus, il déposa tous les prélats, tous les abbés de race anglaise. L'Angleterre tout entière fut mesurée, décrite; soixante mille fiefs de chevaliers y furent créés aux dépens des Saxons, et le résultat en fut consigné dans le livre noir de la conquête, le *Doomesday-Book*, c'est-à-dire, le *Livre du Jour du Jugement*. Alors commencèrent ces effroyables scènes de spoliation dont nous avons une si vive et si dramatique histoire (1).

Là, le serf fut tout un peuple, et le servage approcha en horreur de l'esclavage antique ou de celui de nos colonies. Nul lien entre les vaincus et les vainqueurs; autre langue, autre race; l'habitude de tout pouvoir, une exécrable férocité, nul respect humain, nul frein légal; partout des seigneurs presque égaux du roi, comme compagnons de sa conquête; le seul *comte de Moreton* avait plus de six cents fiefs. Pour Guillaume, il s'adjugea tout ce qu'avaient possédé Édouard III, Harold II et sa famille; toutes les propriétés publiques et le haut domaine de toutes les villes, plus de quinze cents manoirs, toutes les grandes

(1) C'est celle de M. Augustin Thierry.

forêts d'Angleterre au nombre de soixante-huit, et comme si tout cela ne suffisait point à ses chasses, il fit mettre en bois, entre Salisbury et la mer, sous le nom de *Forêt Nouvelle*, un espace de trente milles, renfermant trente-six paroisses, qu'il détruisit et dont il chassa les habitants. « Il ordonna, dit une chronique contemporaine, que qui-« conque tuerait un cerf, une biche, un sanglier, même « un lièvre, eût les yeux crevés. Ce roi aimait les bêtes « sauvages comme s'il eût été leur père. »

Toutefois, il ne faudrait pas croire que tout fût ôté aux vaincus. Beaucoup d'entre eux conservèrent des biens, et cela dans tous les comtés. Un seul est porté pour quarante et un manoirs dans le comté d'York (1).

Ce n'était pas tout de spolier, il fallait assurer la spoliation. Pour y parvenir, Guillaume Ier bâtit des forteresses dans toutes les villes, désarma tous les habitants, établit l'usage du couvre-feu, proscrivit presque toutes les coutumes nationales, substitua la langue française à la langue anglo-saxonne, et pesa enfin sur le peuple conquis de tout le poids de la conquête (1068-1077).

II. Maux et utilité de la conquête.—Force de la nouvelle royauté. — L'*Escuage*. — Force de la nouvelle Église; Lanfranc, archevêque de Kenterbury. — Nouvelle ère pour l'Angleterre.

Quels qu'aient été les maux de cette conquête, le résultat en fut immensément utile à l'Angleterre. Pour la première fois, il y eut un gouvernement. Le lien social, lâche et flottant en France et en Allemagne, fut tendu à l'excès en Angleterre. Peu nombreux au milieu d'un peuple entier qu'ils opprimaient, les barons furent obligés de se serrer autour du roi. Guillaume Ier reçut le serment des arrière-vassaux comme des vassaux. Ce danger continuel où se trouva l'aristocratie normande lui fit supporter d'étranges choses de la part du roi. Dépositaire de l'intérêt commun de la conquête, défenseur de cette immense et périlleuse injustice, on lui laissa tout moyen de s'assurer que la terre serait bien défendue. Il fut le tuteur universel

(1) Hallam, *l'Europe au moyen âge*, t. III, p. 57.

de tous les mineurs nobles; il maria les riches héritières à qui il voulut. Tutelles et mariages, il fit argent de tout, mangeant le bien des enfants dont il avait la garde-noble, tirant finance de ceux qui voulaient épouser des femmes riches, et des femmes qui refusaient ses protégés.

Indépendamment du *Danegheld* levé partout, indépendamment des tailles exigées des vaincus, des non-nobles, Guillaume Ier tira de la noblesse même un impôt sous l'honorable nom d'*Escuage*. C'était une dispense d'aller à la guerre. Les barons, fatigués d'appels continuels, aimaient mieux donner quelque argent que de suivre leur aventureux souverain dans les entreprises où il s'embarquait. Et lui, il s'arrangeait fort bien de cet échange. Au lieu du service incertain et capricieux des barons, il achetait celui des soldats mercenaires, Gascons, Brabançons, Gallois et autres. Ces gens-là ne tenaient qu'au roi et faisaient sa force contre l'aristocratie.

Ainsi la royauté se constitua et l'Église à côté, une Église forte comme celle qui, sous Charlemagne, s'était formée en Saxe pour discipliner les anciens Saxons. Nulle part le clergé n'eut si forte part (1); on sentait que lui seul pouvait plus que les armes pour contenir les vaincus. Guillaume Ier mit à sa tête, comme archevêque de Kenterbury (1070), le fameux *Lanfranc* de Pavie, qui, d'abord moine à l'abbaye normande du Bec, devint, par son mérite, le conseiller et le confesseur de son souverain. C'est lui qui gouvernait l'Angleterre lorsque Guillaume Ier passait sur le continent.

Cette forte organisation de la royauté et de l'Église anglo-normande avait, il est vrai, coûté cher aux vaincus. Mais à la longue les villes se peuplèrent de la désolation des campagnes. Leur forte et compacte population prépara à l'Angleterre une destinée nouvelle. Le roi avait maintenu les tribunaux des comtés saxons et des *hundred*

(1) Encore aujourd'hui le revenu de l'Église anglicane surpasse à lui seul ceux de toutes les églises du monde mis ensemble; il est de 239,489,000 fr.; celui du clergé chrétien, dans le reste du monde, n'est que de 224,975,000 fr.

ou centuries, pour resserrer d'autant les juridictions féodales, qui, d'autre part, rencontraient par en haut un obstacle dans l'autorité souveraine de la cour du roi. Ainsi l'Angleterre, enfermée, par la conquête, dans un cadre de fer, connut l'ordre public, et c'est de la conquête qu'elle a pris l'essor vers ses éclatantes destinées.

III. Troubles dans la famille de Guillaume : ses trois fils ; première révolte, défaite et soumission de Robert. — Mort de Mathilde et tapisserie de Bayeux ; nouvelle révolte de Robert ; bon mot de Philippe Ier et ses résultats ; mort de Guillaume. — Funérailles du conquérant ; Asselin et la tombe. — La cour de l'Échiquier.

L'injustice était consommée ; mais, comme une punition providentielle, Guillaume le Conquérant trouva dans sa propre famille des sources de guerre, de discorde et de chagrins. Il lui restait alors trois fils, *Robert Courte-Heuse* (Courte-Jambe), *Guillaume le Roux* et *Henri Beauclerc.* Robert, d'un caractère ombrageux, croyant avoir à se plaindre de son père et de ses frères, s'enfuit à Rouen avec quelques-uns de ses partisans, et, secrètement aidé du roi de France, *Philippe Ier*, il essaya de se rendre maître du duché de Normandie. Guillaume le Conquérant parut sur le continent avec une armée d'Anglais, et le fils rebelle, refoulé dans les États de son allié, prit le parti de se soumettre aux armes victorieuses de son père.

A peine Guillaume le Conquérant était-il de retour en Angleterre, qu'il perdit sa tendre épouse, la princesse *Mathilde*, auteur, dit-on, de cette fameuse *tapisserie de Bayeux* (1), où se trouve retracée la conquête de l'Angleterre (1083). Un an après, Robert leva de nouveau l'étendard de la révolte. Furieux de sa résistance prolongée, Guillaume Ier méditait de s'en venger, à la première occasion favorable, sur Philippe Ier, son soutien. Une indiscrète et fade raillerie de Philippe acheva de le déterminer. Guillaume Ier était fort gros, et gardait le lit depuis quel-

(1) C'est une pièce de toile de lin de 19 pouces de haut sur 210 pieds 11 pouces de long, sur laquelle on a tracé des figures avec de la laine couchée et croisée. On l'appelle ordinairement dans le pays la *toilette du duc Guillaume ;* selon la même tradition, Mathilde l'aurait tissue avec ses femmes, pendant que son mari était à guerroyer ou à gouverner le royaume qu'il avait conquis.

ques jours. A cette nouvelle: *Quand est-ce que ce gros homme accouchera donc?* dit en riant *Philippe Ier*, roi de France. Le bon mot eut les suites les plus funestes. Guillaume Ier lui fit dire que *bientôt il irait faire ses relevailles à Notre-Dame de Paris, avec dix mille lances en guise de cierges*. Il se mit en campagne, assiégea Mantes et la brûla; mais il se fatigua tellement au siége de cette ville, qu'il en mourut quelque temps après à Rouen, le 9 septembre 1087.

Dès qu'il eut rendu l'âme, les médecins et les autres témoins de sa mort s'enfuirent au plus vite pour aller garantir leurs biens du pillage. Les domestiques pillèrent le palais, et le corps du défunt resta nu pendant trois heures; enfin l'archevêque ordonna de l'enterrer à Caen, dans la basilique de Saint-Étienne qu'il avait bâtie de son vivant. Mais ses fils, ses frères, tous ses parents s'étaient éloignés; aucun de ses officiers n'était présent; pas un seul ne s'offrit pour avoir soin de ses obsèques, et ce fut un simple gentilhomme de la campagne qui fit conduire le cadavre à ses propres frais. Quand on fut sur le point de descendre le corps dans la fosse, il s'éleva de la foule une voix terrible. C'était celle d'*Asselin*, fils d'un certain *Arthur*, que Guillaume avait dépouillé violemment de son terrain pour y bâtir l'église, et qui protestait contre l'inhumation du ravisseur. Telle fut l'oraison funèbre de Guillaume le Conquérant ou plutôt le Ravisseur de son duché, de son royaume et de sa tombe.

On attribue à Guillaume le Conquérant l'établissement de la cour de justice appelée *cour de l'Échiquier* (court of Exhequer), chargée d'administrer les revenus de la couronne et de juger tous les cas litigieux nés de la perception des impôts. Son nom vient du tapis dont on couvrait jadis la table de travail, et sur lequel étaient figurés plusieurs compartiments qui représentaient un échiquier et qui servaient à classer les diverses espèces de monnaies.

§ 2. — GUILLAUME II, SURNOMMÉ LE ROUX (1087-1100).

I. Avénement de Guillaume le Roux. — Prise d'armes de Robert; il part pour la croisade et cède la Normandie. — Intrépidité de Guillaume II. — Caractère de son règne. — Ses vices; ses prodigalités. — Le *Flambard*.— Spoliation des vaincus, des vainqueurs et de l'Église.

Le successeur du Conquérant, ce ne fut pas le frère aîné, *Robert Courte-Heuse*, déjà duc de Normandie. La royauté du bâtard Guillaume devait passer au plus hardi. Ce royaume volé appartenait à qui le volerait. Le Conquérant n'était pas encore expiré, que GUILLAUME II LE ROUX traversait déjà le détroit pour se rendre en Angleterre. A peine y connut-il la mort de son père, qu'avec l'aide de *Lanfranc*, archevêque de Kenterbury, il se fit élire par un conseil de prélats et de barons. Excité par son oncle *Odon* de Bayeux, ennemi personnel de l'archevêque, et par quelques seigneurs anglo-normands qui, possédant des terres dans les deux pays, ne voulaient pas obéir à deux maîtres, Robert prit les armes pour réclamer son héritage. Trompé dans ses efforts, il se jeta dans la croisade, et, pour subvenir aux dépenses de l'expédition, il prit le mauvais parti d'engager à son frère Guillaume II son duché de Normandie, pour la somme de dix mille marcs d'argent (1096).

Le *roi Roux* (ainsi le nomment les historiens du temps (1)) se rendit aussitôt sur le continent pour en prendre possession. Les Normands le reconnurent sans peine; quant aux Manceaux, ils le repoussèrent unanimement en faveur d'*Hélie*, neveu d'*Herbert*, leur dernier comte. Celui-ci ne put tenir contre Guillaume; mais, dès que le roi d'Angleterre eut regagné son île, Hélie reprit les armes et le Mans. Guillaume chassait quand il en reçut la nouvelle : *Que ceux qui m'aiment me suivent*, s'écria-t-il aussitôt; et, courant à la mer, il s'embarqua sur le premier vaisseau qu'il trouva. Le pilote lui fit observer que le temps était à la tempête : *Sois*

(1) *Li roi Ros* (Chroniques de Normandie); *the red king* (Robert de Glocester).

tranquille, lui répondit Guillaume, *les rois ne font jamais naufrage* (1). Hélie, surpris par cette apparition foudroyante, eut à peine le temps de se sauver; le roi ravagea son territoire, et revint en Angleterre aussi précipitamment qu'il en était parti.

C'est là qu'étaient ses plus grandes affaires. Sans parler de ses démêlés sanglants avec les Écossais et les Gallois (1093-1097), la position du roi Roux, roi de la conquête comme son père, était extraordinaire. Cette société toute nouvelle encore, bâtie de meurtres et de vols, c'est par lui qu'elle se maintenait, c'est en lui qu'elle avait son unité. C'est à lui que remontait ce sourd concert de malédictions, d'imprécations à voix basses. C'est pour lui que le banni saxon, dans la *Forêt Nouvelle* où le poursuivait le shériff, gardait sa dernière flèche; c'est contre lui, tout autant que contre les Saxons, que les barons, tels que *Robert de Mowbray* (Molbray), dans le Northumberland, se faisaient bâtir ces gigantesques châteaux, dont l'insolente beauté atteste encore combien peu on y a plaint la sueur de l'homme. Ce roi si détesté ne pouvait manquer d'être un tyran. Aux Saxons, il lançait des lois terribles, sans mesure et sans pitié. Contre les Normands, il y fallait plus de précautions : il appelait sans cesse des soldats du continent, des Flamands, des Bretons; gens à lui, d'autant plus redoutables à l'aristocratie normande, qu'ils se rapprochaient par la langue, les Flamands des Saxons, les Bretons des Gallois. Plusieurs fois entre autres, contre son frère Robert, il n'hésita pas à se servir des Saxons eux-mêmes; mais il y renonçait bientôt. Il n'eût pu devenir le roi des Saxons qu'en renversant tout l'ouvrage de la conquête.

Telle était la position de Guillaume II le Roux. Bouillant d'une tyrannie impatiente qui rencontrait partout sa limite; terrible aux Saxons, terrible aux barons, passant et repassant la mer; courant, avec la roideur d'un sanglier, d'un bout à l'autre de ses États; furieux d'avi-

(1) *Les reines ne se noient pas*, disait six siècles plus tard Henriette d'Angleterre, femme de Charles Ier.

dité, c'était, dit le chroniqueur (1), *un merveilleux marchand de soldats*, destructeur rapide de toute richesse, ennemi de l'humanité, de la loi, de la nature ; l'outrageant à plaisir, avide de voluptés, meurtrier, ricaneur et terrible. Quand la colère montait sur son visage rouge et couperosé, sa parole se brouillait, il bredouillait des arrêts de mort. Malheur à qui se trouvait en face !

Les tonnes d'or, surtout après la mort de Lanfranc (1089), passaient comme un shelling. Une pauvreté incurable le travaillait; il était pauvre de toute sa violence, de toute sa passion. Il fallait payer le plaisir, payer le meurtre. L'homme ingénieux et inventif qui savait trouver l'or, c'était *Ralf* ou *Renouf*, autrefois valet de pied du Conquérant, et qui s'était d'abord fait connaître comme délateur. C'était un homme d'esprit prompt, de mœurs dépravées et d'une insatiable ambition. Le roi Roux et Renouf se comprirent. Le délateur se fit prêtre, et devint le bras droit de Guillaume et son pourvoyeur. Mais c'était un rude engagement que de remplir ce gouffre sans fond. Pour cela, il fit deux choses : il refit le *Doomesday-Book*, revit et corrigea le livre de la conquête, s'assura si rien n'avait échappé. Il reprit la spoliation en sous-œuvre, se mit à ronger les os déjà rongés, et sut encore en tirer quelque chose. Mais, après lui, rien n'y restait. On l'avait baptisé du nom de *Flambard* ou torche dévorante. Les scrupules ne l'arrêtaient point. Grand-justicier, grand-trésorier, chapelain du roi encore (c'était le chapelain qu'il fallait à Guillaume), il suçait l'Angleterre par trois bouches. Des vaincus il passa aux vainqueurs ; d'abord aux prêtres, il mit la main sur les biens de l'Église. Ici se place un épisode digne d'être raconté comme le prélude de celui qui plus tard illustra Thomas Becket.

(1) *Mirabilis militum mercator et solidator.* (Suger, Vita Lud. Gross., ap. Scr. fr., XII, 12.)

II. Maladie de Guillaume le Roux; conseils d'Anselme; sa pauvreté et son courage : colère du roi contre Anselme.—Procès vainement intenté à Anselme. — Départ du prélat et bénédiction qu'il donne au roi. — Le *Gardien de bois* et le *Berger de bêtes fauves*. — La flèche de Gaultier Tirel et mort de Guillaume le Roux.

Guillaume le Roux était tombé dangereusement malade (1093), et ce roi, qui jusqu'alors avait défié toute justice, trembla devant la mort qui devait lui donner un juge. Le célèbre *Anselme* d'Aoste, abbé du Bec, se trouvait alors en Angleterre. Guillaume II le fit venir. Par ses conseils il rendit aux diverses églises les biens dont il les avait injustement privées, amnistia tous ceux dont il avait à se plaindre, promit de se réformer s'il guérissait, et scella cette promesse par l'élévation d'Anselme au siége de Kenterbury, vacant depuis la mort de Lanfranc. Avec la santé, Guillaume le Roux reprit tous ses vices et le Flambard tout son ascendant. Anselme et ses tenanciers furent pressurés, et sans la charité de l'abbé de Saint-Alban, l'archevêque de Kenterbury serait mort de faim. Malgré son indigence, il offrit pour sa promotion cinq cents livres qu'il avait levées avec peine et qui furent refusées avec mépris : *Disposez de moi comme d'un homme libre*, dit alors Anselme au roi, *et je me dévoue moi-même à votre service; mais si vous me traitez comme un esclave, vous n'aurez ni moi, ni rien de moi.* — *Va*, répliqua le Roux en fureur, *je n'ai besoin ni de toi, ni de rien de toi.* Anselme sortit, et distribua les cinq cents livres aux pauvres.

C'était l'époque où le pape *Urbain II* se voyait contester la tiare par Clément (1094); Guillaume le Roux, pour s'appliquer le revenu des évêchés vacants, ne reconnut aucun des deux compétiteurs; Anselme se soumit à l'obédience d'Urbain II. A cette nouvelle : *Anselme*, s'écria Guillaume le Roux, *répondra de son insolence devant les pairs.* La cour se réunit, et le digne archevêque y fut accusé de trahison. Il se leva de son siége : *Si quelqu'un*, dit-il, *prétend que j'ai trahi la foi que j'ai jurée au roi, parce que je ne veux pas me soustraire à l'autorité de l'évêque de Rome, qu'il se présente à moi, et il me trouvera pré-*

paré, au nom de Dieu, à lui répondre comme je le dois. Le défi ne fut pas accepté, et personne n'osa condamner Anselme.

La haine du roi n'en fut que plus vive. Il lui suscita tracasseries sur tracasseries, à tel point qu'Anselme sollicita la permission de se retirer à Rome. On lui fit entendre que s'il quittait le royaume, le roi saisirait immédiatement ses revenus. Le primat, entrant dans sa chambre, lui dit: *Sire, je pars; mais comme il est probable que c'est la dernière fois que nous nous voyons, je viens, comme votre père et votre archevêque, vous donner ma bénédiction.* Guillaume le Roux courba la tête, Anselme le bénit et partit (1100). Un siècle après, l'un des successeurs de Guillaume II fit assassiner l'archevêque de Kenterbury, qui s'opposait à ses spoliations.

Après le départ d'Anselme, Guillaume le Roux persévéra dans sa carrière de brigandage et de despotisme. Les Saxons, poursuivis par le roi Roux pour les transgressions aux lois de chasse encore plus vivement que par son père, n'avaient d'autre vengeance que de l'appeler, par dérision, *Gardien de bois* et *Berger de bêtes fauves*, et de répandre des contes sinistres sur les forêts réservées, où nul homme de race anglaise ne pouvait entrer armé sans péril de mort. On disait que le diable, sous des formes horribles y apparaissait aux Normands et leur parlait du sort épouvantable qu'il réservait au roi.

Ce présage ne tarda pas à se vérifier. Après avoir fait un grand repas avec ses amis au château de Winchester, il partit pour la *Forêt Nouvelle* avec *Henri*, son frère, et d'autres seigneurs, entre autres *Gaultier Tirel*, son ami le plus familier et son inséparable compagnon. Les chasseurs se dispersèrent, excepté le roi et Tirel. Tous deux se tenaient à leur poste, vis-à-vis l'un de l'autre, la flèche sur l'arbalète et le doigt sur la détente, lorsqu'un grand cerf, traqué par les batteurs, s'avança entre Guillaume le Roux et son ami. Guillaume tira; mais la corde de son arbalète se brisant, la flèche ne partit pas. Le roi fit signe à son compagnon de tirer; mais celui-ci n'en fit rien, soit qu'il ne vît

pas le cerf, soit qu'il ne comprît pas les signes. Alors Guillaume le Roux, impatienté, cria tout haut : *Tire, Gaultier, tire donc, de par le diable*. Et au même instant une flèche, soit celle de Tirel, soit une autre, vint le frapper dans la poitrine; il tomba sans prononcer un mot et expira. Gaultier courut à lui; mais le trouvant sans haleine, il remonta à cheval, galopa vers la côte, passa en Normandie, et de là sur les terres de France. Ainsi périt le successeur du Conquérant, dans des lieux où se consomma l'une des plus grandes injustices de la conquête (1100).

§ 3. — HENRI Ier, SURNOMMÉ BEAUCLERC (1100-1135).

I. Avénement de Henri Ier; son surnom de Beauclerc. — Caractère de Henri Ier; son discours aux principaux Saxons. — Charte de Henri Ier. — Son mariage avec Édithe ou Mathilde; la *bonne reine* et le comte de Meulan. — Retour de Robert et sa seconde renonciation au trône. — Nouvelle prise d'armes; bataille de Tinchebrai; prise, captivité et mort de Robert.

Le trône d'Angleterre appartenait encore une fois à *Robert Courte-Heuse*. Après le roi Conquérant, il était tombé aux mains du plus hardi; après le roi Roux, il passa au plus habile. Quand Guillaume Ier expirant donna la Normandie à son aîné, et souhaita l'Angleterre au cadet : *Et moi, mon père, que me donnes-tu?* lui dit vivement Henri, le plus jeune. — *Je te donne*, répondit le roi, *cinq mille livres d'argent de mon trésor*. — *Mais que ferai-je de cet argent, si je n'ai ni terre ni demeure? — Patience, mon fils*, dit le mourant, *tout te reviendra tôt ou tard*. Le plus jeune était aussi le plus avisé; on l'appelait *Beauclerc*, comme on dirait l'habile, le suffisant, le scribe, le vrai Normand. Après la mort de son père, il courut recevoir ses cinq mille livres au trésor royal; après celle de son frère, il s'empara du trésor tout entier, et, par-dessus, de la couronne, au détriment de Robert, qui n'était pas encore revenu de la Palestine, mais qui ne pouvait manquer de réclamer son héritage.

Autant Robert était léger et fantasque, mais en même temps généreux et loyal, autant Henri Beauclerc avait d'aptitude aux affaires et de penchant à la dissimulation. Suspectant la fidélité des Anglo-Normands, il résolut de se

créer en Angleterre une force indépendante de la leur, et d'exciter à son profit le patriotisme des Saxons. Il convoqua les principaux d'entre eux, et leur parla ainsi : « Mes « amis et féaux, natifs de ce pays, où je suis né, vous sa« vez que mon frère en veut à mon royaume. C'est un « homme orgueilleux et qui ne peut vivre en repos; il vous « méprise manifestement, vous traite de lâches et de glou« tons, et ne désire que vous fouler aux pieds..... Mais moi, « comme un roi doux et pacifique, je me propose de vous « maintenir dans vos anciennes libertés et de vous gou« verner, d'après vos propres conseils, avec modération « et sagesse. J'en ferai, si vous le demandez, un écrit « signé de ma main, et je le confirmerai par serment. « Tenez donc ferme pour moi; car si la bravoure des An« glais me seconde, je ne crains plus les folles menaces « des Normands. »

L'écrit promis par le roi, ou sa *charte*, comme on disait alors, fut en effet dressé (1101). On en fit autant de copies qu'il y avait de comtés normands en Angleterre, et on les déposa dans la principale église de chaque province; mais elles n'y restèrent pas longtemps; toutes, hors trois, furent enlevées quand le roi, dit le chroniqueur Matthieu Pâris, faussa impudemment sa parole.

En vertu de la même politique, et par les conseils d'Anselme, rentré dans son siége, Henri Beauclerc prit pour épouse une femme de race anglo-saxonne (1102); ce fut *Édithe*, fille orpheline de *Malcolm III*, roi d'Écosse, et de *Marguerite*, sœur de l'Étheling *Edgar*. On l'appela *Mathilde*, pour que ce nom sonnât mieux à l'oreille des Normands. La voix populaire la nomma la *bonne reine :* elle conseilla, dit-on, au roi d'aimer le peuple; mais les faits ne révèlent aucune trace de ses conseils ni de son influence. Henri Beauclerc était Normand dans le cœur, et son ministre favori, le *comte de Meulan*, se faisait remarquer, entre tous les autres dignitaires étrangers, par sa haine inplacable contre les indigènes.

Cependant Robert était arrivé dans son duché de Normandie. Appelé par un grand nombre de seigneurs anglo-

normands, il passa dans l'île, où bientôt son armée se grossit d'une foule de mécontents : les évêques, les simples hommes d'armes et les Anglais de naissance demeurèrent dans le parti du roi ; mais avant que les deux armées se rencontrassent, on s'entremit entre les deux frères, et Robert renonça pour la seconde fois à ses prétentions sur le royaume d'Angleterre, moyennant une pension annuelle de deux mille livres (1103), dont il fit don plus tard à sa belle-sœur *Mathilde* (1106).

Malgré l'abandon que Robert avait fait de ses droits et de sa pension, Henri Ier ne pensa qu'à le ruiner. Il fomenta les mécontentements que faisait naître son imprudente administration, et s'interposant d'abord comme médiateur entre les Normands et leur duc, il finit par se déclarer protecteur de la Normandie contre le mauvais gouvernement de son frère. Il somma Robert de lui céder la province en échange d'une somme d'argent : « Tu as le « titre de seigneur, lui mandait-il dans son message ; mais « tu ne l'es plus réellement ; car ceux qui doivent t'obéir « se moquent de toi. » Le duc, indigné de cette proposition, y répondit par un refus, et l'on prit de part et d'autre les armes.

Henri Ier, muni d'une grande somme d'argent qu'il avait fait lever sur les Saxons, partit pour la Normandie, vainquit le duc Robert, et le fit prisonnier à Tinchebrai, près de Mortain (1106). Parmi les captifs se trouvait le prince royal *Edgar*, qui fut ramené en Angleterre, où il vécut, d'une pension modique, au fond d'une campagne, dans l'isolement et l'obscurité. Quant à Robert, Henri Ier le garda bien logé, bien nourri, dans le château-fort de Cardiff, sur la côte méridionale du pays de Galles, où il vécut jusqu'à quatre-vingt-quatre ans (1134). Dès lors le duché de Normandie fut réuni véritablement au royaume d'Angleterre.

II. Guillaume Cliton, fils de Robert, à la cour de Louis le Gros; les deux guerres du roi de France en sa faveur; bataille de Brenneville. — Haine de Guillaume, fils de Henri Ier, pour les Saxons. — Son naufrage et sa mort. — Réflexion d'un contemporain. — Mort de Mathilde et nouveau mariage de Henri Ier. — Nouvelle guerre de Cliton et sa mort.—Mathilde l'*Emperesse;* Étienne de Blois et Geoffroi *Plante-Genest* ou Plantagenet. — Le *Fitz-Emperesse*. — Les *cours de comté* et le justicier errant. — Lutte de Henri Ier contre l'Église.

Guillaume Cliton, fils de Robert, fut soustrait à son oncle par un ami de son père, et conduit à la cour du roi de France. *Louis VI le Gros* l'adopta, le fit élever dans son hôtel, lui donna chevaux et harnais selon la coutume du siècle, et tenta deux fois de l'établir en Normandie. La première guerre ne dura que deux ans (1113-1115). A la seconde, Louis VI conclut une ligue où entrèrent *Baudoin*, comte de Flandre, et *Foulques*, comte d'Anjou. Pendant plus de trois années, la fortune sembla se jouer des deux partis; enfin la bataille de Brenneville, près de Noyon, bataille décisive, quoique peu sanglante, donna gain de cause au roi d'Angleterre (1119). Le pape *Calixte II*, qui se trouvait alors au concile de Reims, interposa son auguste médiation entre les deux monarques, et sous ses auspices un traité de paix fut conclu, par lequel Henri Ier obtint la Normandie pour son fils *Guillaume*, comme vassal du roi de France.

Ce Guillaume ne tenait rien de sa mère dans ses dispositions envers les Anglais. On l'avait entendu dire publiquement que, si jamais il venait à régner sur ces misérables Saxons, il leur ferait tirer la charrue comme à des bœufs; mais le Ciel ne permit pas l'accomplissement de cette menace inhumaine.

Henri Ier se préparait à repasser le détroit (1120) avec son fils Guillaume et les seigneurs anglo-normands, lorsqu'au moment du départ, un marin de Barfleur, nommé *Fitz-Stephen*, c'est-à-dire, fils d'Étienne, sollicita, pour un marc d'or, l'honneur de le conduire sur son navire appelé la *Blanche Nef*, et monté par cinquante habiles marins. Le roi répondit qu'il avait choisi le bâtiment sur lequel il voulait passer, mais qu'il confierait son fils, son cortége et son trésor à Fitz-Stephen. Le vaisseau qui devait porter Henri Ier

mit à la voile vers la chute du jour, et parvint heureusement en Angleterre. Un peu plus tard, sur le soir, partit l'autre navire; les matelots qui le conduisaient avaient demandé du vin au départ, et les jeunes passagers leur en avaient fait distribuer avec profusion. Les marins, troublés par la boisson, s'engagèrent parmi des rochers à fleur d'eau dans l'endroit appelé le Ras de Catte (Ras de Catteville); *la Blanche Nef* donna contre un écueil, s'entr'ouvrit, fit eau de toutes parts, et s'engloutit avec tous les passagers, au nombre de trois cents personnes. Deux hommes seulement se retinrent à la grande vergue qui flotta sur l'eau. Fitz-Stephen, apercevant leurs têtes: *Et le fils du roi,* leur dit-il, *qu'est-il arrivé de lui? — Il n'a point reparu, ni lui, ni personne de sa compagnie. — Malheur à moi!* s'écria le patron, et il se plongea sous les eaux. Des deux hommes, un seul fut sauvé le matin par un bateau pêcheur, et c'est de lui qu'on apprit les détails de l'événement.

Ainsi périt l'unique rejeton du roi d'Angleterre. « L'or- « gueilleux, s'écrie un contemporain (1), pensait à son rè- « gne futur; mais Dieu a dit: Il n'en sera pas ainsi, impie, « il n'en sera pas ainsi; et il est arrivé que son front, au « lieu d'être ceint de la couronne d'or, s'est brisé contre les « rochers. »

Selon les vieux historiens, on ne vit plus sourire Henri Ier depuis le naufrage de son fils. Mathilde, sa femme, était morte ne laissant qu'une fille, *Mauld* ou *Mathilde,* mariée à l'empereur d'Allemagne *Henri V,* et reposait à Winchester, sous une tombe dont l'épitaphe contenait quelques mots anglais; ce qui de longtemps ne devait reparaître sur la sépulture des riches et des grands d'Angleterre. Henri prit une seconde épouse, nommée *Adélaïde de Louvain,* hors de la race anglo-saxonne, maintenant retombée dans le mépris, parce que le fils du Conquérant n'avait plus besoin d'elle; mais ce nouveau mariage du roi fut stérile, comme si le Ciel ne voulait pas permettre qu'un

(1) Henric. Hundington, *Epist. de contemptu mundi*, Anglia sacra, t. II, p. 696.

descendant direct des oppresseurs montât sur le trône d'Angleterre.

Cependant Guillaume Cliton avait repris espoir à la mort de son cousin. Louis le Gros lui donna du secours, et de là naquit une nouvelle rupture. Henri 1er mit dans ses intérêts son beau-fils Henri V; mais à l'approche de l'armée française, l'empereur intimidé repassa précipitamment le Rhin, et le roi d'Angleterre fut contraint de demander la paix (1125). Au lieu de la Normandie, Cliton reçut l'investiture du comté de Flandre, devenu vacant par l'extinction de ses anciens princes, et qu'il pouvait réclamer comme représentant de son aïeule Mathilde, fille de Baudoin V; mais *Thierry* d'Alsace, élu par les Flamands révoltés, attaqua Guillaume Cliton qui, blessé au siége d'une ville, mourut peu de temps après, et Louis le Gros se vit obligé de reconnaître l'heureux compétiteur de son protégé (1128).

Vers le même temps, Mathilde, devenue veuve de l'empereur Henri V (1226), revint auprès de son père; malgré son veuvage, les Normands continuaient de la nommer l'*Emperesse*, c'est-à-dire, l'impératrice. C'est elle qu'il fit reconnaître pour son héritière, par tous les seigneurs normands des deux pays, rassemblés à son invitation; le premier qui lui prêta serment fut *Étienne*, fils du comte de Blois et d'*Adèle*, fille du Conquérant. Là se trouvait aussi le fils de Foulques, *Geoffroi*, surnommé *Plante-Genest* (Plantagenet), à cause de l'habitude qu'il avait de mettre, en guise de plume, une branche de genêt fleuri à son chapeau. Charmé de sa bonne mine, de ses manières élégantes et de son courage, il le créa son fils d'armes et lui fit épouser sa fille Mathilde l'*Emperesse* (1127), toutefois sans l'aveu préalable des seigneurs d'Angleterre et de Normandie, circonstance qui eut des suites fâcheuses pour la fortune des deux époux.

De ce mariage naquit, en 1133, un fils qui fut appelé *Henri*, comme son aïeul, et que les Normands surnommèrent *Fitz-Emperesse*, pour le distinguer de l'aïeul qu'ils surnommaient *Fitz-Guillaume-Conquéreur*. A la

naissance de son petit-fils, Henri Ier convoqua de nouveau ses barons, et les requit de reconnaître pour ses successeurs les enfants de sa fille, après lui et après elle. Ils y consentirent en apparence et le jurèrent. Le roi mourut deux ans après en Normandie, d'une indigestion de lamproie, croyant laisser sans contestation sa couronne à sa fille et à son petit-fils; mais il en arriva tout autrement, et les espérances de l'oppresseur furent encore une fois trompées.

Le règne du roi Beauclerc fut, comme celui du roi Roux, oppressif pour les Saxons. Il avait établi, pour les juger, c'est-à-dire, pour les condamner, des *cours de comté*. A ces cours présidait le vicomte de la province, que les Anglais appelaient *shériff*, ou un juge de tournée, un *justicier errant*, comme on s'exprimait en langue normande. La cour du comté, comme celle du roi, réservée aux causes des hauts barons, avait des sessions périodiques, et nul n'avait le droit d'y siéger, s'il ne portait l'épée, signe de la liberté normande, et de plus, s'il ne parlait français. On en écartait ainsi les Saxons, contre qui elles étaient instituées.

Henri Ier ne respecta guère davantage les immunités ecclésiastiques. Il laissa vacants plusieurs siéges épiscopaux, afin de s'en approprier les revenus; il exigea de tous les candidats à la prêtrise une redevance qu'ils ne pouvaient souvent payer; enfin, pendant presque tout son règne, il lutta contre le Saint-Siége, auquel il déniait le droit d'envoyer des légats; *Pascal II*, *Calixte II*, *Honorius II*, *Innocent II*, ne purent vaincre sa résistance, et tout ce qu'ils obtinrent, ce fut que le pouvoir laïque cesserait de donner l'investiture des bénéfices.

DEUXIÈME SECTION

DE LA DYNASTIE NORMANDE.

Branche de Champagne.

ÉTIENNE DE BLOIS (1135–1154).

1. Avénement d'Étienne de Blois. — Commencements heureux et paisibles de son règne. — Ligue des Écossais, des Anglais et des Gallois contre Étienne; découverte et punition du complot. — Invasion de David, roi d'Écosse; bataille de l'Étendard. — Invasion des Gallois; caractère de ce peuple.

Au premier bruit de la mort de *Henri Ier*, Étienne de Blois, son neveu, fit voile pour l'Angleterre, où il fut élu roi par les prélats, les comtes et les barons, qui avaient juré de donner la royauté à *Mathilde l'Emperesse.* L'évêque de Salisbury déclara que ce serment était nul, parce que le roi avait marié sa fille sans le consentement des seigneurs; d'autres dirent qu'il serait honteux pour tant de nobles chevaliers d'être sous les ordres d'une femme. L'élection d'Étienne fut solennisée par la bénédiction du primat de Kenterbury, et approuvée par une lettre du pape *Innocent II.*

Étienne de Blois était très-populaire auprès des Anglo-Normands, à cause de sa bravoure éprouvée et de son humeur affable et libérale. Il promit, en recevant la couronne, de ne point retenir les évêchés vacants ni les abbayes; de remettre la taxe annuelle du Danegheld; de rendre à chacun de ses barons la jouissance libre des forêts que Henri Ier s'était appropriée, à l'exemple des deux Guillaume; enfin, de leur permettre de bâtir sur leurs terres autant de châteaux qu'il serait nécessaire pour leur propre sûreté. Les premiers temps du nouveau règne furent heureux et paisibles, du moins pour la race normande. Le roi était prodigue et magnifique : il donna beaucoup à ceux qui l'entouraient; il puisa largement

dans le trésor que le Conquérant avait amassé, et que ses deux successeurs avaient encore accru. Il aliéna ou distribua en fiefs les terres que Guillaume Ier avait réservées pour sa part de conquête, et qu'on appelait le domaine royal; il créa des comtes et des gouverneurs indépendants dans les lieux administrés jusque-là, pour le profit du roi seul, par les préposés royaux. *Geoffroi Plantagenet* d'Anjou, mari de Mathilde, s'engagea à rester en paix avec lui moyennant une pension de cinq mille marcs, et *Robert de Glocester*, fils naturel de Henri Ier, qui d'abord avait manifesté l'intention de faire valoir les droits de sa sœur, prêta, entre les mains d'Étienne, le serment de foi et d'hommage; mais ce calme ne dura guère, et l'orage fondit de l'Écosse.

Depuis longtemps il arrivait en foule auprès des rois écossais, neveux du dernier monarque anglo-saxon, des émissaires du peuple anglais, les conjurant, par la mémoire d'*Edgar*, leur oncle, de venir au secours de la nation opprimée, dont ils étaient parents. Mais les fils de *Malcolm III* étaient rois, et, comme tels, peu disposés à se commettre, sans de puissants motifs, dans une révolte nationale. Il en fut ainsi tant que vécut Henri Ier, avec lequel ils avaient aussi quelques liens de parenté par sa femme *Mathilde*. Lorsque Henri Ier fit jurer aux chefs normands de donner, après sa mort, le royaume à la fille qu'il avait eue de Mathilde, *David Ier*, alors roi d'Écosse, lui prêta serment comme son vassal; mais, après que les seigneurs d'Angleterre, manquant à leur parole, eurent, au lieu de Mathilde, choisi le comte de Blois, le roi d'Écosse commença à trouver que la cause des Saxons était la meilleure. Il se trama, l'an 1137, un vaste complot entre les Anglais, les Écossais et les Gallois, pour détrôner Étienne et le remplacer par David. L'entreprise échoua, parce que des révélations ou de simples indices parvinrent au Normand *Richard Lenoir*, évêque d'Ély, qui s'empressa de communiquer sa découverte aux agents supérieurs de l'autorité; mais beaucoup de conjurés les prévinrent et s'enfuirent chez les Gallois, afin d'exciter ce peuple à la guerre contre les Normands. Ceux qui furent

saisis périrent en grand nombre par le gibet ou d'autres genres de supplice.

Alors David Ier envahit l'Angleterre, non pas au nom de la race saxonne, mais en celui de Mathilde, sa cousine, dépossédée, disait-il, par Étienne de Blois, usurpateur du royaume. Les populations les plus voisines des frontières, où se trouvaient beaucoup de Saxons, reçurent les Écossais comme des amis et se joignirent à eux. Bientôt les troupes de David Ier, nombreuses et peu régulières, eurent occupé sans résistance tout le pays compris entre la Tweed et l'Yorkshire. Cette contrée n'avait alors aucune de ces forteresses imposantes dont elle fut hérissée par la suite, et rien n'arrêta le passage des *fourmis écossaises*, comme les appelle Matthieu Pâris. Elles commirent d'affreux dégâts sur leur passage. Au milieu du désespoir général, l'archevêque d'York, *Toustain* ou *Thurstan*, pour ranimer les courages abattus des barons et de leurs vassaux, leva les bannières de trois saints de race anglaise, *saint Cuthbert* de Durham, *saint Jean* de Beverley et *saint Wilfrid* de Rippon. Ces étendards populaires furent transportés à Elfer-tun (Allerton), au nord d'York, où les chefs nomands résolurent d'attendre l'ennemi. On dressa sur quatre roues un mât de navire au sommet duquel fut placée une petite boîte d'argent qui contenait une hostie consacrée, et autour de la boîte furent suspendues les bannières qui devaient exciter les Anglais à bien combattre. Cet étendard occupait le centre de l'armée en bataille. On le déploya dès qu'on apprit l'approche des Écossais. *Gaultier* ou *Walter Espec*, l'un des chefs normands, harangua ses compagnons, et sur la fin de son discours, présentant la main à *Guillaume d'Albemarle,* il s'écria d'une voix éclatante : *Je te plége ma foi, vaincre ou mourir.* Ces paroles enflammèrent les chevaliers du même enthousiasme, et le serment fut répété dans tous les rangs avec la confiance du succès. Au signal donné, les Anglo-Normands s'agenouillèrent, et l'évêque de Durham, *Raoul*, substitut de Toustain, que son grand âge avait retenu malgré lui à York, monté sur le chariot de l'étendard,

prononça la prière d'absolution. Ils répondirent *amen* à haute voix, et se relevèrent pour recevoir le choc des Écossais. Il fut terrible au cri d'*Alben! Alben!* et les premières lignes des Anglais furent contraintes de se replier vers l'étendard. Là, rien ne put rompre leur phalange. Après deux heures d'efforts inutiles, les Galls, hardis et braves, mais peu faits pour les évolutions régulières, se dispersèrent du moment qu'ils se sentirent incapables d'entamer les rangs ennemis. Toute l'armée d'Écosse, obligée de faire retraite, rétrograda jusqu'à la Tyne. Les vainqueurs ne la poursuivirent point au delà de ce fleuve, et le Westmoreland, le Cumberland, le Northumberland, qui s'étaient insurgés à l'approche des Écossais, demeurèrent, malgré leur défaite, affranchis de la domination normande. Les traditions nationales et les chants populaires survécurent et se perpétuèrent au nord de la Tyne, et c'est de là que la poésie anglaise, anéantie dans les lieux qu'habitaient les Normands, redescendit plus tard sur les provinces méridionales. Telle fut l'issue, tels furent les résultats de la célèbre *journée de l'Étendard* (1138).

Cependant les Gallois, fidèles à leur promesse d'aider les Saxons dans leur grand complot de délivrance, commençaient sur toute la ligne de leurs frontières l'attaque des châteaux-forts bâtis par les Normands. Il n'y eut quartier pour aucun homme parlant la langue française : barons, chevaliers et soldats impatronisés sur les terres galloises, prêtres et moines intrus dans les églises et dotés sur les terres des Gallois, tous furent tués ou chassés des domaines qu'ils occupaient; terribles représailles contre les Anglo-Normands qui se vantaient, dit Orderic Vital, d'avoir déchiré les Cambriens avec des ongles de fer. Mais l'avantage obtenu par les Gallois ne pouvait être d'une grande importance, parce qu'ils ne poursuivaient point la guerre au delà de leurs montagnes et de leurs vallées. Suivant un proverbe national, ils souhaitaient que chaque rayon du soleil fût un poignard pour percer l'ami de la guerre; mais ils ne faisaient jamais de paix avec l'étranger, tant qu'il occupait leur territoire. Tel

était ce peuple célèbre : implacable contre les envahisseurs, il accueillait et fêtait avec empressement tous ceux qui venaient le visiter, comme simples voyageurs : on les admettait, dès le premier abord, dans l'intimité des familles; on leur faisait partager le plus grand plaisir du pays, la musique et le chant. Il y avait une harpe dans chaque maison, si pauvre qu'elle fût; et la compagnie, assise en rond autour du musicien, chantait alternativement des stances, quelquefois improvisées; on se donnait des défis, pour l'improvisation et le chant, d'homme à homme et quelquefois de village à village.

II. Invasion de Mathilde, veuve de l'empereur Henri V; affreuse guerre civile; Étienne tombe au pouvoir de Mathilde.— Révolte de Londres; fuite de Mathilde. — Lutte des deux partis. — Étienne rendu à la liberté. — La Normandie détachée de l'Angleterre. — Descente du fils de Mathilde en Angleterre. — Mort du fils unique d'Étienne. — Étienne adopte Henri d'Anjou. — Mort d'Étienne; mariage de Henri et d'Éléonore.

Etienne n'eut pas besoin de quitter sa résidence du sud pour marcher à la rencontre, soit des Écossais, soit des Gallois. Mais peu de temps après (septembre 1139), Mathilde l'Emperesse, appelée par ses amis d'Angleterre, se jeta dans le château d'Arondel, sur la côte de Sussex. Étienne crut, comme chevalier, devoir ouvrir passage à son ennemie et la laisser rejoindre Robert de Glocester à Bristol. Cet acte chevaleresque lui fut fatal. La plupart des chefs du nord et de l'ouest renoncèrent solennellement à l'obéissance d'Étienne et renouvelèrent le serment qu'ils avaient prêté jadis à Mathilde. On vit alors reparaître toutes les scènes de la conquête, massacres, incendies, spoliations. Étienne se porta d'abord sur Bristol qu'il ne put prendre; puis vers l'est, au camp d'Ély, dont il débusqua les troupes angevines. Moins heureux près de Lincoln, il vit son armée se débander, et lui-même tomba, malgré des efforts inouïs de courage, au pouvoir de Mathilde, qui le fit impitoyablement charger de chaînes et renfermer au donjon de Bristol (1141). Cette défaite ruina la cause royale. Les Normands du parti d'Étienne passèrent en foule du côté de Mathilde, et parmi ses adhérents

elle compta même l'évêque de Winchester, *Henri*, le propre frère de son captif.

Vraie fille du Conquérant, insolente, intrépide, elle choqua, elle brava tout le monde. Quoique fille d'une Saxonne, elle repoussa les marques d'empressement que lui donnèrent les bourgeois saxons, et la première parole qu'elle fit adresser aux gens de Londres, fut la demande d'un énorme taillage. En vain voulurent-ils alléguer leur détresse réelle, elle ne voulut entendre à rien. Alors, ne consultant que leur désespoir, ils s'insurgèrent au son de leurs cloches, et Mathilde, surprise avec ses barons angevins et normands, fut obligée de s'enfuir la nuit à pied, par la neige et sans ressources. Cependant les fugitifs trouvèrent des chevaux et gagnèrent Oxford.

Les partisans d'Étienne rentrèrent bientôt à Londres avec l'épouse du prisonnier. L'évêque de Winchester se déclara de nouveau pour son frère, dont il arbora la bannière sur sa maison épiscopale, espèce de château-fort. Robert de Glocester et les partisans de Mathilde vinrent en faire le siége; mais l'armée de Londres survint, prit Robert et dispersa le reste. Ceux-ci, poursuivis dans leur fuite, trouvèrent sur leur chemin d'autres ennemis, les paysans saxons; ils arrêtaient ces fiers barons et chevaliers, que, malgré leurs efforts pour se déguiser, on reconnaissait au langage, et les faisaient courir devant eux à grands coups de fouet (1142).

Peu de temps après, les deux partis conclurent un accord par lequel le roi et le comte furent rendus l'un pour l'autre (1142). Étienne reprit l'exercice de la royauté, mais seulement sur les provinces du centre et de l'est, où dominaient ses partisans. Quant à la Normandie, nul de ses ordres n'y parvint; elle s'était donnée, pendant sa détention, au comte Geoffroi Plantagenet, mari de Mathilde, qui lui-même la céda, de l'aveu des Normands, à son fils aîné Henri d'Anjou, depuis Henri II (1148). Le parti d'Étienne perdit ainsi l'espérance de se recruter outre-mer; mais comme il était maître des côtes, il eut le moyen d'empêcher que de semblables renforts ne parvins-

sent à ses adversaires, resserrés dans la contrée de l'ouest.

Cependant Étienne s'aliénait le clergé du royaume; il défendait d'enseigner le droit canon, il osait emprisonner des évêques. Alors le fils de Mathilde, qui, malgré son jeune âge, promettait déjà d'être à la fois habile politique et grand capitaine, fit une descente en Angleterre (1152). Cette guerre présenta le même caractère que la précédente; il y eut des châteaux pris et repris, des villes pillées et brûlées, mais point d'action décisive.

Sur ces entrefaites, le fils unique d'Étienne, nommé *Eustache*, qui s'était plus d'une fois signalé par son courage, mourut après avoir pillé un domaine consacré à Saint-Edmond, roi et martyr. Étienne, n'ayant plus de fils auquel il pût désirer transmettre la royauté, fit alors proposer à son rival, Henri d'Anjou, de terminer la guerre par un accord; il demandait que les Normands d'Angleterre et du continent le laissassent régner en paix durant sa vie, à condition qu'après lui le fils de Mathilde serait roi. Les Normands y consentirent, et la paix fut rétablie (1153). Cette transaction fut rédigée en forme de charte royale et attestée par les évêques, les comtes, les barons et les chevaliers des deux partis. Étienne mourut peu de temps après (1154), laissant l'Angleterre dans un état de dévastation et de misère pire encore que celui qui suivit l'invasion des Danois.

Henri, fils de Mathilde, avait épousé, quelques années auparavant, *Éléonore*, duchesse d'Aquitaine et comtesse de Poitou, répudiée par Louis VII; ce mariage devait bientôt réunir à la couronne d'Angleterre la moitié du midi de la France.

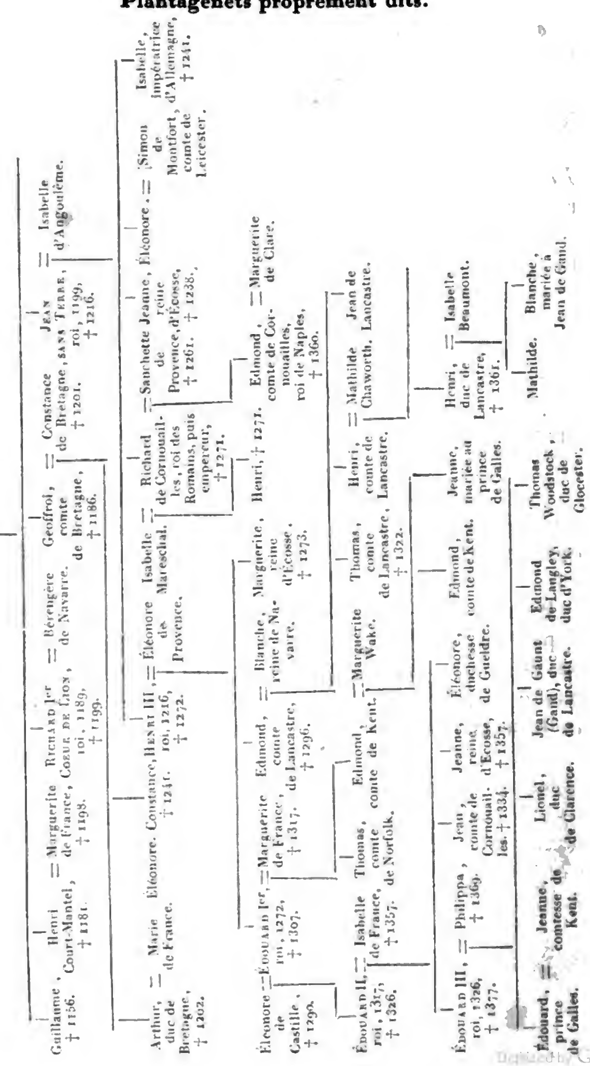
CHAPITRE V.

DYNASTIE DES ROIS PLANTAGENETS, OU DE LA MAISON D'ANJOU (1154-1485).

PREMIÈRE SECTION

DE LA DYNASTIE ANGEVINE.

Plantagenets proprement dits.



§ 1er. — HENRI II (1154-1189).

I. Avénement de Henri II; sa mauvaise foi; expulsion des Brabançons. — Espoir des vaincus en Henri II; caractère de ce prince.— Guerre de Henri II contre son frère Geoffroi. — Conquête d'une partie de la Bretagne. — Guerre de Henri II contre l'Aquitaine. — Traité de Montmirail.

Peu de temps après le mariage qui le fit duc d'Aquitaine, *Henri*, déjà maître du Maine et de la Normandie, devint comte d'Anjou par la mort de son père, mais sous la condition expresse de remettre cette province à son jeune frère *Geoffroi*, le jour où lui-même deviendrait roi. Il en prêta le serment avec un appareil lugubre sur le cadavre du mort; mais ce serment fut violé, et Henri garda le comté d'Anjou, lorsque les barons normands, plus fidèles que lui à leur parole, l'eurent appelé en Angleterre pour succéder au roi *Étienne de Blois*. Dès qu'il eut pris possession de la royauté sous le nom de Henri II, (1155), il qualifia Étienne d'usurpateur et s'occupa d'abolir tout ce qui s'était fait de son vivant. Il chassa d'Angleterre les Brabançons qui s'y étaient établis après avoir servi la cause royale contre *Mathilde l'Emperesse*. Il confisqua les terres que ces hommes avaient reçues en solde, démolit leurs châteaux-forts et ceux des partisans de son prédécesseur, fit rentrer les grands vassaux dans le devoir, et montra qu'il voulait régner au double titre de petit-fils du Conquérant et de roi par héritage.

Dès sa naissance, Henri II s'était trouvé environné d'une popularité singulière sans avoir rien fait pour la mériter. Son grand-père, Henri Beauclerc, était Normand, sa grand'mère Saxonne, son père Angevin. Il réunissait en lui toutes les races occidentales. Il était, ou du moins il semblait être le lien des vainqueurs et des vaincus[1], du Midi et du Nord. Les vaincus surtout avaient conçu un grand espoir; ils croyaient voir en lui l'accomplissement de la prophétie de Merlin, la résurrection d'Arthur et du peuple anglais. Henri II, de son côté, vit sans déplaisir des moines saxons, dans la dédicace de leurs livres, lui étaler sa généalogie anglaise, et sans faire mention ni de son aïeul Henri Ier, ni de son bisaïeul le Con-

4.

quérant, le louer d'être issu du roi Alfred. Mais, au fond, rien ne pouvait faire qu'il ne fût pas le représentant de la conquête. C'était encore un digne fils du Conquérant, jaloux de son autorité, plein d'orgueil, colère et vindicatif à l'excès, dissimulé, fourbe et sans respect pour sa parole.

La violation du serment qu'il avait prêté à son frère lui attira, l'an 1156, une guerre sur le continent. Geoffroi s'était mis en possession de plusieurs places fortes de l'Anjou. Henri II envoya contre lui une armée d'hommes de race anglaise. Les Anglais, par suite de l'antipathie qu'ils nourrissaient depuis la conquête contre les populations de la Gaule, poursuivirent vivement la guerre et firent triompher en peu de temps le frère ambitieux et injuste. Geoffroi vaincu fut contraint d'accepter, en échange de son comté, trois mille livres de pension, et bientôt après (1157), les Nantais, se détachant de la Bretagne armoricaine, le prirent pour leur comte; mais il ne survécut pas longtemps à sa dignité nouvelle.

A sa mort (1158), Nantes passa sous la suzeraineté de *Conan*, comte héréditaire de Bretagne et possesseur en Angleterre du château de Richemont: Henri II réclama la ville comme portion de l'héritage de son frère, traita Conan d'usurpateur, confisqua la terre de Richemont, vint forcer les Nantais à le reconnaître, occupa tout le pays compris entre la Loire et la Vilaine; puis, portant plus loin ses vues, il fiança, à l'âge de huit ans, *Geoffroi*, le plus jeune de ses fils, à la fille du Breton, *Constance*, alors âgée de cinq ans (1159). Les noces prématurées des deux époux se firent en 1166.

Cette année même, après une insurrection de la Bretagne, Henri II, dont Conan avait réclamé l'assistance, le força d'abdiquer le pouvoir entre ses mains. Les Bretons, indignés, s'entendirent avec les Manceaux et le roi de France; mais Louis VII promit plus qu'il ne fit: les barons insurgés furent vaincus, et payèrent cette prise d'armes par la ruine de leurs châteaux, la confiscation de leurs domaines et le déshonneur de leurs enfants (1166-1168).

Vers le même temps, il se forma contre Henri II, dans le nord de l'Aquitaine, une vaste conspiration sous la conduite des principaux seigneurs. Les conjurés poitevins se placèrent, comme avaient fait les Bretons, sous le patronage du roi de France; mais ils furent écrasés comme l'avaient été leurs modèles. Les plus considérables d'entre eux capitulèrent; les autres s'enfuirent sur les terres de Louis VII, qui, pour leur malheur, se lassait d'être en guerre avec Henri II et désirait conclure une trêve. Les deux rois se réconcilièrent en effet, à Montmirail, dans le Perche (1169). Il y fut décidé que Louis VII garantirait au roi d'Angleterre la possession de la Bretagne, et lui rendrait les réfugiés tant Bretons que Poitevins; mais qu'en revanche Henri II s'avouerait expressément vassal du roi de France, par la bouche de son fils aîné, qui fut institué duc de Bretagne, du Maine et d'Anjou, et qui résigna le duché breton à son jeune frère Geoffroi. Quant aux réfugiés, Henri II promit de les reprendre en grâce et leur donna même publiquement le baiser de paix, pour garantie de cette promesse; mais la plupart périrent dans les fers ou dans les supplices.

Une affaire bien plus grave, et dans laquelle il ne se montra ni moins perfide ni moins cruel, occupait alors Henri II, l'Angleterre, la France et tout le monde chrétien. Il s'agit de Thomas Becket.

II. Origine de Thomas Becket; son élévation; ses richesses. — Ligue contre le comte de Toulouse. — Becket devient primat du royaume.

Thomas Becket se trouvait, à l'avénement de Henri II, au service de *Thibaut* (Théobald), archevêque de Kenterbury. Il avait, par son influence, retenu ce prélat dans le parti de Mathilde et de son fils. Ayant reçu seulement les premiers ordres, n'étant ainsi ni prêtre ni laïque, il se trouvait propre à tout et prêt à tout. Mais sa naissance était un grand obstacle; il était, dit-on, fils d'une femme sarrasine qui avait suivi un Saxon revenu de la terre sainte. Sa mère semblait lui fermer les dignités de l'Église, et son père, celles de l'État. Il ne pouvait rien attendre que du

roi. Le roi le fit tout, d'abord précepteur de son fils, puis son propre chancelier. Comme tel, Thomas Becket soutint fortement les droits de son maître contre les barons; il les força de payer l'*Escuage*(1), malgré leurs réclamations et leurs cris. Puis, sentant que Henri II, pour être maître en Angleterre, avait besoin d'une guerre brillante, il le mena dans le midi de la France, à la conquête de Toulouse, sur laquelle Éléonore de Guienne avait des prétentions. Becket conduisait en son propre nom, et comme à ses dépens, douze cents chevaliers et plus de quatre mille soldats, sans compter les gens de sa maison, assez nombreux pour former plusieurs garnisons dans le pays (2).

Une vaste ligue s'était formée contre le comte de Toulouse, objet de la jalousie universelle. Le puissant comte de Barcelone, régent d'Aragon, les comtes de Narbonne, de Montpellier, de Béziers, de Carcassonne, étaient d'accord avec le roi d'Angleterre. Il ne s'agissait plus que de donner l'assaut sur-le-champ à Toulouse, sans lui laisser le temps de se reconnaître. Louis VII s'y était jeté et défendait à Henri II, comme suzerain, de rien entreprendre contre une ville qu'il protégeait. Ce scrupule n'arrêtait pas Becket, il conseillait de brusquer l'attaque. Mais Henri II craignit d'être abandonné de ses vassaux, s'il risquait une violation si éclatante de la loi féodale. Le belliqueux chancelier n'eut pour dédommagement que la gloire d'avoir combattu et désarmé un chevalier ennemi (1159).

Deux ans après, comme Henri II était encore sur le continent, l'archevêque Thibaut mourut, et le roi, pour mettre le clergé d'Angleterre et ses richesses entre ses mains, résolut de donner le siége de primat à un second lui-même, à son chancelier. C'était, il est vrai, un Saxon; mais le Saxon *Breakspear* venait bien d'être élu pape, sous le nom d'*Adrien IV*, précisément à l'époque de l'avénement de Henri II. Becket lui-même répugnait au titre d'archevêque : *Prenez garde*, dit-il, *je deviendrai votre*

(1) V. plus haut, p. 58.
(2) Lingard, t. II, p. 321.

plus grand ennemi. Le roi ne l'écouta pas et le fit élire primat, au grand scandale du clergé normand.

III. Changement dans la conduite de Becket. — Bulle d'Alexandre III et statuts de Clarendon. — Caractère spoliateur et subversif de ces statuts. — Ce qu'était Thomas Becket ; sa maison, son église et son tombeau. — Explication de l'hésitation et de la chute de Becket ; ses regrets ; son procès et dangers qu'il court. — Becket se retire sur le continent ; confiscation de ses biens ; proscription de sa famille.

Malgré l'avertissement de Becket, ce fut une grande surprise pour Henri II d'apprendre que son chancelier, sa créature, son joyeux compagnon, comme il l'appelait, prenait au sérieux sa dignité nouvelle. Le mondain, le courtisan Thomas oublia le monde et la cour ; il redevint Saxon et fit oublier sa mère sarrasine par sa sainteté. Il s'entoura des Saxons, des pauvres, des mendiants, revêtit leur habit grossier, mangea avec eux et comme eux. Désormais il s'éloigna du roi et résigna les sceaux. Il y eut alors comme deux rois, et le roi des pauvres, qui siégeait à Kenterbury, n'était pas le moins puissant.

Henri II, poussé par la jalousie, sollicita et obtint du pape *Alexandre III*, successeur d'Adrien IV, une bulle qui rendait indépendant de l'archevêque l'abbé du monastère de Saint-Augustin. Thomas, qui s'était dévoué tout entier au bien de son église dans la pensée de détruire les abus qui l'affligeaient, somma plusieurs barons de restituer au siége de Kenterbury une terre que leurs aïeux avaient reçue des rois en fief, déclarant qu'il ne connaissait point de loi pour l'injustice, et que ce qui avait été pris sans bon titre devait être rendu. Les prélats, plus barons qu'évêques, se déclarèrent la plupart pour le roi, et l'assemblée de Clarendon (1164) décréta plusieurs statuts, dont voici les principaux :

« La garde de tout archevêché et évêché vacant sera donnée au roi, et les revenus lui en seront payés. L'élection sera faite d'après les ordres du roi, avec son assentiment, par le haut clergé de l'Église, sur l'avis des prélats que le roi y fera assister. — Lorsque, dans un procès, l'une des deux, ou les deux parties seront ecclésiastiques, le roi décidera si la cause sera jugée par la cour séculière ou épiscopale. Dans le dernier cas, le rapport sera fait par un officier civil, et si le défendeur est convaincu d'action criminelle, il perdra

son bénéfice de clergie. — Aucun tenancier du roi ne sera excommunié sans que l'on se soit adressé au roi, ou, en son absence, au grand-justicier. — Aucun ecclésiastique en dignité ne passera la mer sans la permission du roi. — Les ecclésiastiques tenanciers du roi tiennent leurs terres par baronnie, et sont obligés aux mêmes services que les laïques.

Ce n'était pas moins que la confiscation de l'Église au profit du roi. Le roi percevant les fruits de la vacance, on pouvait être sûr que les siéges vaqueraient longtemps, comme sous Guillaume le Roux, qui avait affermé un archevêché, quatre évêchés, onze abbayes. Les évêchés allaient être la récompense, non des barons peut-être, mais des agents du fisc, des scribes, des juges complaisants. L'Église, soumise au service militaire, devenait toute féodale. Les institutions d'aumônes et d'écoles, d'offices religieux, allaient nourrir les Brabançons, les Cottereaux; et les fondations pieuses, payer le meurtre. Ce qu'il y avait de plus grave, c'était l'anéantissement des tribunaux ecclésiastiques et la suppression du *bénéfice de clergie*. Ces droits pouvaient donner lieu à quelques abus; mais quand on songe à l'épouvantable barbarie, à l'exécrable fiscalité des tribunaux laïques au XIIe siècle, on est obligé d'avouer que la juridiction ecclésiastique était une ancre de salut. Elle pouvait épargner quelques coupables; mais combien elle sauvait d'innocents! L'Église était presque la seule voie par où les races méprisées pussent reprendre quelque ascendant. Les libertés de l'Église étaient celles du monde! Thomas sembla les trahir un instant: il eut la faiblesse d'adhérer aux statuts oppressifs de Clarendon; mais il ne tarda pas à voir les conséquences de cette faiblesse, et il la répara solennellement par une opposition généreuse, qui le conduisit au martyre.

Il n'y avait pas qu'un Saxon, un paria dans Thomas Becket. L'archevêque de Kenterbury ne fut pas seulement le saint de l'Angleterre, le saint des vaincus, mais tout autant celui de la France et de la chrétienté. Son souvenir ne resta pas moins vivant chez nous que dans sa patrie. On montre encore la maison qui le reçut à Auxerre, et dans le Dauphiné une église qu'il y bâtit dans son exil.

Aucun tombeau ne fut plus visité, aucun pèlerinage plus en vogue, au moyen âge, que celui de saint Thomas de Kenterbury. On dit qu'en une seule année il y vint plus de cent mille pèlerins.

Dans cette grande lutte, Becket eut à soutenir toutes les tentations, la terreur, la séduction, ses propres scrupules. De là, dans les commencements, une hésitation qui ressembla à la crainte ou à la duplicité, et que, comme telle, on a mal jugée. Il succomba d'abord dans l'assemblée de Clarendon, soit qu'il eût cru qu'on en voulait à sa vie, soit qu'il fût retenu encore par ses obligations envers le roi. Cette faiblesse est plutôt digne de pitié que de censure dans un homme qui pouvait être combattu entre deux devoirs. D'une part, il devait beaucoup à Henri II; de l'autre, encore plus à son église de Kent, à celle d'Angleterre, à l'Église universelle, dont il défendait les droits. Dès l'instant qu'il eut pris son parti, il déploya pour les priviléges de son église une énergie qui porta l'irritation du roi à son comble.

L'extension du pouvoir royal, qui faisait le fond de la question, devint de bonne heure un objet secondaire pour Henri II. L'essentiel fut pour lui la ruine, la mort de Thomas; il eut soif de son sang.

Les gens zélés ne manquaient pas de tâcher de satisfaire son envie. On essaya dès 1164. L'archevêque fut contraint, malade et faible encore, de se présenter devant la cour des barons et des évêques. Le matin, il célébra l'office de saint Étienne, premier martyr, qui commence par ces mots: *Les princes se sont assis en conseil pour délibérer contre moi.* Puis il marcha courageusement, et se présenta revêtu de ses habits pontificaux et portant sa grande croix d'argent. Cela embarrassa ses ennemis. Ils essayèrent en vain de lui arracher sa croix. Revenant aux formes juridiques, ils l'accusèrent d'avoir détourné les deniers publics; puis d'avoir célébré la messe sous l'invocation du diable, et ils voulaient le déposer. On l'aurait tué alors en sûreté de conscience; le roi attendait impatiemment. Les voies de fait commençaient déjà; quelques-

uns rompaient des pailles et les lui jetaient. L'archevêque en appela au pape, se retira lentement et les laissa interdits. Tout le peuple attendait dans les larmes. Lui, il fit dresser des tables, appela tout ce qu'on put trouver de pauvres, et fit comme la cène avec eux. La nuit même il partit et parvint avec peine sur le continent.

Ce fut une grande douleur pour Henri II que sa proie eût échappé. Il mit au moins la main sur ses biens, il partagea sa dépouille; il bannit tous ses parents, les chassa tous, vieillards, femmes, petits enfants. Encore exigeait-on d'eux au départ le serment d'aller se montrer dans leur exil à celui qui en était l'occasion. L'exilé les vit en effet, au nombre de quatre cents, arriver les uns après les autres, pauvres et affamés, le saluer de leur misère et de leurs haillons. Par-dessus tout cela, lui arrivaient, de ceux-là même qui auraient dû faire cause commune avec lui, des lettres pleines d'amertume et d'ironie. Ils le félicitaient de la pauvreté apostolique où il était réduit; ils espéraient que ses abstinences profiteraient à son salut.[1]

IV. Résignation de Thomas Becket; les statuts de Clarendon condamnés par le pape. — Belle conduite de Louis VII envers Thomas. — Excommunication de six favoris de Henri II. — Entrevue inutile de Montmirail. — Sacre de Henri Court-Mantel. — Entrevue de Chinon. — La messe des morts. — Thomas Becket à Rouen et sa lettre au roi d'Angleterre. — Départ de Thomas pour l'Angleterre malgré l'avertissement qu'on lui donne.

L'archevêque accepta son malheur, et l'embrassa comme pénitence. Réfugié à Saint-Omer, puis à Pontigny, couvent de l'ordre de Cîteaux, il se soumit aux austérités des moines. De là il écrivit au pape, s'accusant d'avoir été intrus dans son siége épiscopal, et déclarant qu'il déposait sa dignité. Alexandre III, réfugié alors à Sens, condamna les constitutions de Clarendon, et lui écrivit qu'il le rétablissait dans sa dignité épiscopale.

Louis VII, prince doux et pieux, l'accueillit comme un martyr. Il accorda à Thomas et à ses compagnons d'infortune un secours journalier en pain et autres vivres; et quand le roi d'Angleterre lui envoya demander vengeance contre l'*ancien archevêque* : « Eh! qui donc l'a déposé?

« dit Louis. Moi je suis roi aussi, et je ne puis déposer « dans ma terre le moindre des clercs. »

Henri II ayant passé en Normandie, Thomas se rendit à Vézelai, et le jour de l'Ascension (1166), au milieu du plus solennel appareil, au son des cloches, à la lueur des cierges, il excommunia les défenseurs des constitutions de Clarendon, et les détenteurs des biens de l'église de Kenterbury. Il désignait nominativement six des favoris du roi; il ne le nommait pas lui-même, et tenait encore le glaive suspendu sur lui.

Cette démarche jeta Henri II dans le plus violent accès de fureur. Revenu un peu à lui, il écrivit et fit écrire au pape par le clergé de Kent, se montrant prêt à recourir aux dernières extrémites, priant et menaçant à la fois. Dans la rage de sa passion contre Becket, il s'humilia devant Louis VII, demanda sa fille pour son fils, et promit de partager ses États entre ses enfants. Le roi de France se porta donc pour médiateur; il amena Becket à Montmirail en Perche, où se rendit le roi d'Angleterre (1169). Des paroles vagues furent échangées, Henri II réservant l'honneur du royaume, et l'archevêque l'honneur de Dieu. On se sépara sans rien conclure.

Cependant le roi d'Angleterre, pour porter le dernier coup au primat, essaya de transporter à l'archevêque d'York les droits de Kenterbury, et lui fit sacrer son fils *Henri Court-Mantel*. Au banquet du couronnement, il voulut, dans l'ivresse de sa joie, servir à table lui-même le jeune roi, et ne sachant plus ce qu'il faisait, il lui échappa de s'écrier que *depuis ce jour il n'était plus roi;* parole fatale qui ne tomba pas en vain dans l'oreille du jeune roi et des assistants.

Le pape suspendit l'archevêque d'York pour usurpation des droits de Kenterbury, et il menaça le roi, s'il ne restituait les bien usurpés. Henri II s'effraya : une entrevue eut lieu à Chinon, entre l'archevêque et les deux rois (1170). Henri II promit satisfaction, montra beaucoup de courtoisie envers Thomas, jusqu'à lui tenir l'étrier. Au moment de la séparation, Thomas fixa les yeux sur Henri II d'une manière

expressive, et lui dit avec une sorte de solennité : *Je crois bien que je ne vous reverrai plus. — Me prenez-vous donc pour un traître?* répliqua vivement le roi. L'archevêque s'inclina et partit.

Ce dernier mot de Henri II ne rassura personne. Il avait refusé à Thomas le baiser de paix, et fait dire une messe des morts pour messe de réconciliation (1). Cette messe fut dite dans une chapelle dédiée aux martyrs. Un clerc de l'archevêque en fit la remarque, et dit : *Je crois bien, en effet, que l'Église ne recouvrera la paix que par un martyre.* A quoi Thomas répondit : *Plaise à Dieu qu'elle soit délivrée, même au prix de mon sang!*

Thomas et les siens s'acheminèrent vers Rouen. Ils n'y trouvèrent rien de ce que Henri II avait promis, ni argent, ni escorte. Loin de là, Thomas apprenait que les détenteurs des biens de Kenterbury le menaçaient de le tuer s'il repassait en Angleterre. L'archevêque, inébranlable, écrivit à Henri II qu'il connaissait bien son danger, mais qu'il ne pouvait voir plus longtemps l'Église de Kenterbury, la mère de la Bretagne chrétienne, périr par la haine qu'on portait à son évêque : « La nécessité me « ramène, infortuné pasteur, à mon Église infortunée. « J'y retourne par votre permission; j'y périrai pour la « sauver, si votre piété ne se hâte d'y pourvoir. Mais, « que je vive ou que je meure, je suis et serai toujours « à vous dans le Seigneur. Quoi qu'il m'arrive, à moi ou « aux miens, Dieu vous bénisse, vous et vos enfants! »

Cependant il s'était rendu sur la côte pour s'embarquer. Un clerc de Boulogne vint l'avertir de ne le point faire, parce que des troupes de gens armés se tenaient en observation sur la côte de l'Angleterre pour le saisir ou le tuer. « Mon fils, répondit Thomas, quand j'aurais la « certitude d'être démembré et coupé en morceaux sur l'au-« tre bord, je ne m'arrêterais point dans ma route. C'est « assez de sept ans d'absence pour le pasteur et pour le « troupeau. — Je vois l'Angleterre, dit-il encore, et

(1) On avait choisi cette messe, parce qu'on n'y donnait pas de baiser de paix à l'Évangile, comme aux autres offices.

« j'irai, Dieu aidant. Je sais pourtant certainement que « j'y trouverai ma passion. » La fête de Noël approchait, et il voulait, à tout prix, célébrer dans son église la naissance du Sauveur.

V. Arrivée de Thomas en Angleterre. — Paroles homicides de Henri II ; complot de quatre gentilshommes. — Arrivée des quatre satellites de Henri II. — Mort tragique et sublime de Thomas Becket.

Quand il approcha du rivage, et qu'on vit sur sa barque la croix de Kenterbury, qu'on portait toujours devant le primat, la foule du peuple se précipita pour se disputer sa bénédiction. Quelques-uns se prosternaient et poussaient des cris. D'autres jetaient leurs vêtements sous ses pas, et criaient : *Béni soit celui qui vient au nom du Seigneur !* Les prêtres se présentaient à lui à la tête de leurs paroisses. Cette foule intimida les Normands, qui étaient venus avec de grandes menaces, et qui avaient tiré leurs épées. Pour lui, il parvint à Kenterbury, au son des hymnes et des cloches, et, montant en chaire, il prêcha sur ce texte : *Je suis venu pour mourir au milieu de vous.*

Henri II était alors en Normandie. Il fut bien étonné, bien effrayé, quand on lui dit que le primat avait osé passer en Angleterre. *Quoi,* s'écria-t-il, *pas un des lâches que je nourris n'aura le cœur de me débarrasser de ce prêtre !* C'était la seconde fois que ces paroles homicides sortaient de sa bouche; mais alors elles n'en tombèrent pas en vain. Quatre des chevaliers de Henri II se crurent déshonorés si Becket ne mourait pas de leur main.

« Voilà donc, dit la chronique, que le cinquième jour après Noël, comme l'archevêque était vers onze heures dans sa chambre, et que quelques clercs et moines y traitaient d'affaires avec lui, entrèrent les quatre satellites. Salués par ceux qui étaient assis près de la porte, ils leur rendent le salut, mais à voix basse, et parviennent jusqu'à l'archevêque ; ils s'asseyent à terre devant ses pieds, sans le saluer, ni en leur nom ni au nom du roi.

Ils se tenaient en silence, le Christ du Seigneur se taisait aussi. »

Enfin *Renaud*, fils d'Ours, prit la parole : *Nous t'apportons d'outre-mer des ordres du roi. Nous voulons savoir si tu aimes mieux les entendre en public ou en particulier.* Le saint fit sortir les siens; mais celui qui gardait la porte la laissa entr'ouverte, pour que de dehors on pût tout voir. Quand Renaud lui eut communiqué les ordres, Thomas Becket, voyant qu'il n'avait rien de pacifique à attendre, fit rentrer tout le monde, et leur dit : *Seigneurs, vous pouvez parler devant ceux-ci.*

Les Normands prétendirent alors que Henri II lui envoyait l'ordre de faire serment au jeune roi, et lui reprochèrent d'être coupable de lèse-majesté. Ils l'accusaient encore de vouloir se faire roi d'Angleterre; puis, saisissant à tout hasard un mot de l'archevêque, ils s'écrient : *Comment! vous accusez le roi de perfidie! vous nous menacez, vous voulez nous excommunier tous!* Ils se levèrent alors en furieux, agitant leurs bras et tordant leurs gants. Puis, s'adressant aux assistants, ils leur dirent : *Au nom du roi, vous nous répondrez de cet homme, pour le représenter en temps et lieu. — Eh quoi!* dit l'archevèque, *croyez-vous que je veux m'échapper? Je ne fuirais ni pour le roi ni pour aucun homme vivant. — Tu as raison*, dit l'un des Normands, *et, Dieu aidant, tu n'échapperas pas.* Et ils partirent en tumulte avec de grandes menaces.

La porte fut fermée aussitôt derrière les conjurés. Renaud s'avança dans l'avant-cour, et, prenant une hache, il frappa contre la porte pour l'ouvrir ou la briser. Les gens de la maison, entendant les coups de hache, supplièrent le primat de se réfugier dans l'église qui communiquait à son appartement par un cloître ou une galerie; il ne le voulut point, et on allait l'entraîner, quand un des assistants fit remarquer que l'heure de vêpres avait sonné : *Puisque c'est l'heure de mon devoir, j'irai à l'église*, dit l'archevêque, et, faisant porter sa croix devant lui, il

traversa le cloître à pas lents, puis marcha vers le grand autel, séparé de la nef par une grille entr'ouverte.

Quand il entra dans l'église, il vit les clercs en rumeur qui fermaient les verroux des portes : *Au nom de votre vœu d'obéissance*, s'écria-t-il, *nous vous défendons de fermer les portes. Il ne convient pas de faire de l'église une bastille*. Puis il fit entrer ceux des siens qui étaient restés en dehors.

A peine avait-il mis le pied sur les marches de l'autel, que Renaud, fils d'Ours, parut à l'autre bout de l'église revêtu de sa cotte de mailles, tenant à la main sa large épée à deux tranchants, et criant : *A moi, à moi, loyaux servants du roi!* Les autres conjurés le suivirent de près, armés comme lui de pied en cap et brandissant leurs épées. Une voix cria : *Où est le traître?* Becket ne répondit rien. *Ou est l'archevêque? — Le voici*, répondit Becket, *mais il n'y a pas de traître ici; que venez-vous faire dans la maison de Dieu avec un pareil vêtement? Quel est votre dessein? — Que tu meures. — Je m'y résigne; vous ne me verrez point fuir devant vos épées; mais, au nom de Dieu tout-puissant, je vous défends de toucher à aucun de mes compagnons, clerc ou laïque, grand ou petit.* Dans ce moment il reçut un coup de plat d'épée entre les épaules, et celui qui le lui porta, lui dit : *Fuis, ou tu es mort.* Il ne fit pas un mouvement; les hommes d'armes entreprirent de le tirer hors de l'église, se faisant scrupule de l'y tuer. Il se débattit contre eux, et déclara formellement qu'il ne sortirait point, et les contraindrait d'exécuter sur la place même leurs intentions ou leurs ordres. Alors Renaud leva son épée, et, d'un même coup de revers, trancha la main d'un moine saxon et blessa Becket à la tête. Un second coup porté par un autre Normand le renversa face contre terre, et il fut asséné avec tant de violence que l'épée se brisa sur le pavé. Ainsi périt le martyr de l'Église du moyen âge (1170).

VI. Embarras de Henri II ; sa feinte douleur ; l'Angleterre déclarée fief du Saint-Siége. — Révolte des trois fils de Henri II ; son pèlerinage au tombeau de Thomas Becket. — Captivité du roi d'Écosse et fin de la révolte.

Le roi Henri II se trouva dans un grand danger ; tout le monde lui attribuait ce meurtre. Le roi de France, le comte de Champagne, l'accusèrent solennellement par-devant le pape. L'archevêque de Sens, primat des Gaules, lança l'excommunication. Ceux mêmes qui lui devaient le plus s'éloignèrent de lui avec horreur. Il apaisa la clameur publique à force d'hypocrisie. Les évêques normands, trompés par ces démonstrations, écrivirent à Rome que pendant trois jours il n'avait voulu ni manger ni boire : « Nous qui pleurions le primat, disaient-ils, nous « avons cru que nous aurions encore le roi à pleurer. » La cour de Rome les crut. Henri II jura qu'il n'avait nulle part à la mort de Thomas ; il offrit de se soumettre à la flagellation, sacrifia les constitutions de Clarendon, s'engagea à payer pour la croisade, à y aller même quand le pape l'exigerait, et déclara l'Angleterre fief du Saint-Siége.

Mais bientôt son fils aîné, le jeune roi Henri Court-Mantel, réclama sa part du royaume, et déclara qu'il voulait venger la mort de celui qui l'avait élevé, du saint martyr Thomas de Kenterbury. Il se rendit auprès de son beau-père, le roi de France ; deux de ses cadets, *Richard* de Poitiers et *Geoffroi* de Bretagne, vinrent l'y rejoindre et firent hommage à Louis VII. Déjà le bruit courait que Henri Court-Mantel allait passer le détroit avec une flotte et une armée du comte de Flandre, auquel il avait promis le comté de Kent. D'autre part, le roi d'Écosse, *Guillaume*, successeur de *Malcom IV*, devait envahir l'Angleterre. Le danger devenait grand. Pour le conjurer, Henri II pria le pape Alexandre III de défendre son royaume, comme fief de l'Église romaine. Il ne crut pas encore en avoir assez fait ; il se rendit à Kenterbury (1174). Du plus loin qu'il vit l'église, il descendit de cheval, et s'achemina en habits de laine, nu-pieds, par la boue et les cailloux. Parvenu au tombeau, il s'y jeta à genoux, pleurant et sanglotant. Puis il se déplouilla de tous ses vêtements, et

tout le monde, évêques, abbés, simples moines, fut invité à donner successivement au roi quelques coups de discipline. Tout le jour et toute la nuit il demeura en oraison auprès du saint martyr, sans prendre d'aliments. Il resta tel qu'il était venu; il ne permit pas même qu'on mît sous lui un tapis. Après matines, il fit le tour des autels et des corps saints; puis, de l'église supérieure, il redescendit encore dans la crypte, au tombeau de saint Thomas. Qnand le jour vint, il demanda à entendre la messe, il but de l'eau bénite du martyr, en remplit un flacon et s'éloigna plus joyeux de Kenterbury.

Il avait raison, ce semble, d'être joyeux : pour le moment, la partie était gagnée. On lui apprit ce jour même que le roi d'Écosse était son prisonnier. Le comte de Flandre n'osa tenter l'invasion. Tous les partisans du jeune roi en Angleterre furent forcés dans leurs châteaux. En Aquitaine, la guerre eut des chances plus variées. Les jeunes princes y étaient soutenus par le roi de France, et surtout par la haine du joug étranger.

VII. Caractère des Irlandais. — Leur conversion au christianisme. — Bizarrerie de leur état social. — Les O'Connors. — Projet de Henri II sur l'Irlande. — Simple acquiescement du pape Adrien. — Histoire de Dermot. — Conquêtes d'aventuriers gallois et normands sous Richard de Clare. — Résolution des Irlandais. — Richard cède ses conquêtes à Henri II. — Ce que Henri II y ajoute. — Traité de paix d'O'Connor avec Henri II. — Suite de la conquête anglaise. — Discordes des princes indigènes.

Après la mort de Becket, Henri II, pour détourner l'attention publique de cet événement, entreprit contre l'Irlande une expédition célèbre dont il est temps de parler.

Le peuple de cette île, frère des montagnards d'Écosse, offrait toutefois plusieurs des caractères physiques et moraux qui distinguent les races originaires du Midi. La majeure partie des Irlandais étaient des hommes à cheveux noirs, à passions vives, aimant et haïssant avec véhémence, prompts à s'irriter, et pourtant d'une humeur sociale. Ce fut au milieu de l'invasion saxonne que, d'abord indociles à la voix de *Palladius*, ils se convertirent (432-493) à celle de l'Écossais *Succath*, moine de Lérins,

dont le pape *Célestin* changea le nom en celui de *Patricius* (saint Patrick). La civilisation, fille du christianisme, valut à l'Irlande d'être surnommée *l'île des Saints* et *l'île des Savants.* La religion et la science y étaient l'objet de l'enthousiasme général, et nul pays ne fournit plus de missionnaires chrétiens ardents à propager les connaissances et la foi de leur patrie.

La facilité de mœurs s'alliait chez les Irlandais à un amour extrême de leur indépéndance nationale. Envahis à plusieurs reprises par différentes nations, soit du Midi, soit du Nord, ils n'avaient jamais admis de prescription pour la conquête, ni fait de paix volontaire avec les fils de l'étranger, et leurs vieilles annales contenaient des récits de vengeances terribles exercées, souvent après plus d'un siècle, par les indigènes sur les vainqueurs. Il ne restait aux envahisseurs que le parti de s'incorporer dans les tribus irlandaises, d'apprendre leur langue et de se soumettre à l'ancien ordre social établi dans l'île.

Cet état social avait quelque chose de bizarre. Les Irlandais étaient divisés en tribus ou clans, dont le simple nom leur servait de titre (1) : chaque clan avait son *canfinny* (chef); ces chefs, subordonnés entre eux, selon leur degré de puissance, reconnaissaient un *ardriagh*, grand roi ou roi du pays, qui, s'il ne l'exerçait, prétendait du moins à l'entière souveraineté de l'île. Le fils n'héritait point des dignités de son père; l'héritier présomptif, appelé *tanist*, était élu par les suffrages du clan, durant la vie même du chef qui gouvernait. De cette coutume, nommée *tanistry,* naissaient incessamment des querelles intestines, des guerres civiles, qui coûtèrent la vie à la plupart des rois et préparèrent tous les malheurs de la nation.

Au milieu de ces dissensions, les mœurs, même celles du clergé, se corrompirent. Ni le zèle de *saint Malachie,* ni les synodes des prélats irlandais (1140), ne purent arrêter les progrès de la corruption. L'invasion des Anglais l'acheva. A cette époque, la grande royauté du pays ve-

(1) Chaque clan avait un nom de famille commun à tous ses membres.

nait de passer des *O'Nials* aux *O'Connors*, rois du Connaught*, grande province occidentale de l'Irlande. Toute l'île était en rumeur, en discorde, et elle semblait plus n'attendre qu'un maître.

Le Conquérant et Beauclerc avaient pensé l'un et l'autre à conquérir l'Irlande; mais ce projet, qu'ils avaient abandonné, fut repris par Henri II, qui, pour justifier son invasion, imagina de mettre en avant que l'Irlande achèterait volontiers au prix de son indépendance la civilisation de ses mœurs et la réforme des abus que les malheurs des temps avaient introduits dans le clergé. *Jean de Salisbury*, savant moine qui devint évêque de Chartres, fut chargé d'obtenir l'approbation du pape à ce projet; il l'obtint, mais non sous la forme solennelle de bulle et de concession féodale, comme l'ont dit et répété les ennemis du Saint-Siége (1). Adrien IV ne donna qu'une simple lettre d'acquiescement, et il n'y accorde qu'une chose, c'est que Henri puisse entrer en Irlande et soit reconnu comme seigneur par les indigènes (2). D'abord l'opposition de l'impératrice-mère et des barons, puis la conquête de l'Anjou, la guerre contre les Bretons et les Poitevins, enfin la rivalité du roi de France, et surtout la longue et sérieuse querelle avec le primat de Kenterbury, ne permirent pas au monarque anglais d'entreprendre cette conquête, et la lettre papale resta oubliée dans les archives royales de Winchester (1156).

Quatorze ans après, quelques aventuriers gallois et normands débarquèrent en Irlande, à la sollicitation d'un prince indigène. *Dermot-Mac-Morrogh* (c.-à-d. Dermot, fils de Morrogh), roi de Leinster, avait précédemment enlevé *Dervorgil*, femme d'*O'Ruarc*, prince de Leitrim (1152). L'époux, pour venger son affront, réclama l'assistance de *Turlogh O'Connor*, roi du pays, et l'adultère fut obligé de rendre la fugitive (1153). Après de longues et sanglantes que-

(1) Entre autres Hume, Plowden, etc.

(2) Gratum et acceptum habemus ut pro dilatandis Ecclesiæ terminis, etc., insulam illam *ingrediaris*, et illius terræ populus *honorifice te recipiat et sicut dominum veneretur*.

relles, O'Ruarc détruisit Ferns, capitale du Leinster, et Dermot, chassé de l'île, alla mendier des secours étrangers. Les Gallois et les Normands qu'il prit à sa solde le rétablirent sur le trône et se fixèrent eux-mêmes dans le Leinster; mais cette colonie permanente alarma toutes les provinces voisines, et l'inimitié particulière contre Dermot se transforma en hostilité nationale. Il fut mis, comme ennemi public, au ban de la confédération irlandaise, et au lieu d'un seul roi, presque tous lui déclarèrent la guerre. Les nouveaux colons appelèrent de toutes parts d'autres aventuriers, normands, français et même anglais de race, et, dédaignant d'obéir à celui qui les avait accueillis, ils prirent pour chef *Richard de Clare,* comte de Pembroke au pays de Galles, et surnommé *Strongboghe,* c'est-à-dire, le Fort Tireur d'arc. Waterford, ville du Munster, succomba d'abord sous ses armes; Dyvlin ou Dublin, fondée comme Waterford par les corsaires danois, eut le même sort; une foule d'autres cantons subirent également le joug de ces étrangers, et des châteaux-forts, chose nouvelle en Irlande, leur en assurèrent la possession (1170).

Les Irlandais, attribuant leur malheur à la colère divine, crurent conjurer le fléau qui leur venait d'Angleterre, en affranchissant tous les hommes de race anglaise qui se trouvaient esclaves en Irlande. Cette résolution généreuse ne fit point tomber l'épée des mains du Fort Tireur. Maître du Leinster, sous le nom de Dermot, dont il épousa la fille et qui devint le vassal de ses anciens soldats à gages, le Normand pensait à conquérir tout le pays, lorsque Henri II, jaloux de ses succès, fit publier une proclamation menaçante, ordonnant à tous ceux de ses hommes-liges qui séjournaient présentement en Irlande, de rentrer en Angleterre sous peine de *forfaiture* ou confiscation de tous leurs biens. Richard de Clare, incapable de tenir tête à ce nouvel adversaire, prit le parti de lui céder Dublin et les meilleures villes de ses conquêtes. En retour, Henri II confirma aux Normands d'Irlande leurs possessions territoriales, pour les tenir de lui en fiefs, sous condition de foi et d'hommage. De chef souverain qu'il était, le

Fort Tireur devint sénéchal de Henri II en Irlande, et le roi lui-même se mit promptement en route pour aller visiter les nouvelles possessions qu'il venait d'acquérir sans aucune peine.

De Waterford, Henri II parvint sans résistance jusqu'à Cashell. Les populations limitrophes s'enfuirent dans les montagnes, au delà du Shannon, et les rois du sud furent par là contraints de lui jurer fidélité, de s'avouer tributaires. Les Normands partagèrent entre eux les terres des Irlandais fugitifs, et quand ces derniers revinrent poussés par la détresse, les vainqueurs les reçurent à titre de serfs sur la glèbe de leurs propres champs. Des garnisons normandes furent placées dans les villes, et des officiers normands remplacèrent les anciens chefs nationaux, à l'est comme au sud. Mais les O'Connors et les rois de l'Ulster refusèrent de venir faire hommage à la cour normande de Dublin, et la souveraineté nominale de Henri II resta bornée par une ligne tirée de l'embouchure de la Boyne à celle du Shannon (1172). Il abolit le code barbare qu'il trouva dans cette partie de l'île, pour y substituer les lois anglaises, et la soumit au denier de saint Pierre imposé sur chaque maison.

Le départ de Henri II pour l'Angleterre, où l'appelaient des affaires urgentes, permit aux Irlandais de reprendre l'avantage. Il ne restait plus aux Anglais que Waterford, lorsque le roi, pour rétablir son autorité, fit lire la lettre d'Adrien dans un synode d'évêques irlandais. Ces prélats reconnurent alors Henri II pour souverain légitime (1174), et l'année suivante, *Roderic O'Connor*, roi de Connaught, envoya l'archevêque de Tuam à Windsor pour y conclure un traité de paix.

Mais les traités ne pouvaient enchaîner les passions des indigènes ni celles des étrangers. On reprit les armes de part et d'autre, avec des succès divers. Dans ces conjonctures, Henri II obtint du pape Alexandre III une bulle qui lui permettait d'inféoder à *Jean*, son plus jeune fils, les seigneuries d'Irlande. Sous le gouvernement inhabile de ce jeune prince (1185), l'ascendant des Anglais baissa ra-

pidement ; leurs conquêtes se réduisirent aux districts maritimes de Down, de Dublin, de Wexford, de Waterford et de Cork, et il n'eût fallu aux indigènes que de l'union pour recouvrer leur indépendance. Mais *Murrogh*, fils de Roderic O'Connor, avait envahi les possessions de son père ; il fut pris, jeté dans les fers et privé de la vue. Ses amis le délivrèrent, et Roderic se retira dans un couvent ; puis, par une nouvelle révolution, les Anglais du Munster rétablirent le vieux roi. Son autre fils, *Connor Manmoy*, le força de rentrer dans le même asile. Bientôt il fut lui-même assassiné par un de ses frères qui tomba à son tour sous le poignard d'un de ses neveux, et le Connaught n'offrit qu'une scène horrible de carnage et d'anarchie, jusqu'à ce qu'un autre frère, *Cathal-à-la-Main-Sanglante*, par la ruine de tous ses compétiteurs, obtint la royauté du pays.

VIII. Désordres de Henri II. — La belle Rosamonde. — Esprit diabolique de la famille de Henri II. — Révolte de ses fils et des Écossais. — Batailles d'Alnwich et de Verneuil. — Captivité d'Éléonore. — Guerre du Midi.

Ce qui se passait en Irlande, dans la famille des O'Connors, se reproduisait presque dans celle de Henri II. Ce prince, une fois en possession de la dot d'Éléonore, la dissipa en fêtes scandaleuses données aux dames de sa cour, parmi lesquelles se faisait remarquer la belle *Rosamonde*, fille de *Walter-Clifford*, baron d'Herefordshire. La duchesse d'Aquitaine, passionnée et vindicative comme une femme du Midi, cultiva l'indocilité et l'impatience de ses fils. Ils se haïssaient les uns les autres, et leur père encore plus. Ils ne remontaient guère dans leur génération sans trouver à quelque degré le rapt, l'inceste ou le parricide. Leur grand-père, comte de Poitou, avait eu Éléonore d'une femme enlevée à son mari, et un saint homme leur avait dit : *De vous il ne naîtra rien de bon*. Éléonore elle-même avait eu des liaisons coupables avec le père de Henri II. On citait sur celui-ci le mot de saint Bernard : *Il vient du diable, au diable il retournera*. Cette origine diabolique était pour eux un titre de famille, et ils la justifiaient par leurs œuvres. Lorsqu'un clerc vint, la croix en main, sup-

plier Geoffroi, comte de Bretagne, de se réconcilier avec son père et de ne pas imiter Absalon : *Quoi ! tu voudrais*, répondit le jeune homme, *que je me dessaisisse de mon droit de naissance ? — A Dieu ne plaise, mon seigneur*, répliqua le prêtre, *je ne veux rien à votre détriment. — Tu ne comprends pas mes paroles*, dit alors le comte de Bretagne. *Il est dans la destinée de notre famille que nous ne nous aimions pas entre nous. C'est là notre héritage, et aucun de nous n'y renoncera jamais* (1).

Le *vieux roi* (c'est ainsi qu'on le désignait depuis le sacre de Court-Mantel) trouva sa punition dans ses enfants. Henri Court-Mantel, surnommé le *jeune roi*, avait, à l'instigation d'Éléonore et de concert avec ses deux frères Richard et Geoffroi, soulevé l'Aquitaine et l'Anjou contre son père. Jean, l'autre frère, surnommé *Sans-Terre* (Lackland), parce que, seul entre tous, il n'avait ni gouvernement ni province, ne put, à cause de son bas âge, prendre part à leur révolte; mais Louis VII, roi de France, et Guillaume, roi d'Écosse, embrassèrent le parti des rebelles. Le second tomba, après la bataille d'Alnwich, entre les mains des Anglais (1174), et ne recouvra sa liberté que par la cession de plusieurs comtés et l'hommage féodal de son royaume au roi d'Angleterre. Le premier prit et brûla Verneuil ; mais il se fit battre par Henri II. Éléonore fut surprise voyageant en habit d'homme, et jetée par son mari prisonnière dans un château-fort, elle qui lui avait donné tant d'États.

Cette dureté de Henri II fut une des causes de la haine que lui portèrent les hommes du Midi.

Tandis que Henri le Jeune et Geoffroi, représentants du Nord, faisaient à leur père une soumission momentanée, le Sud, qui soutenait Richard, s'indigna de cette trêve, et lorsque le rebelle eut trahi ses partisans, ils maintinrent contre Henri II la ligue nationale, à la tête de laquelle ils avaient placé son fils. Durant près de deux ans (1176-1178), les princes angevins et les barons d'Aquitaine se livrè-

(1) V. plus haut, règne de Guillaume le Roux.

rent bataille sur bataille, depuis Limoges jusqu'au pied des Pyrénées. Toutefois Henri II et Richard restèrent les maîtres, et le pays fut écrasé d'impôts ou décimé par des massacres.

IX. Nouveaux désordres de Henri II. — Mort de Henri le Jeune et de Geoffroi. — Révolte de Richard soutenue par Philippe-Auguste. — Entrevues du Grand-Orme et de Bonmoulins; traité humiliant de la Colombière. — Douleur de Henri II sur son fils Jean. — Malédiction prononcée par Henri II contre ses enfants. — Ses funérailles. — Rapprochement fait par un auteur contemporain.

D'autres guerres de famille signalèrent les années suivantes, et le vieux roi devint plus que jamais l'exécration de ses fils. Toujours avide de plaisirs, on le vit s'y plonger alors en désespéré. Tout vieilli qu'il était, grisonnant, chargé d'un ventre énorme, il variait tous les jours ses forfaits. Il outragea sa cousine *Alix*, héritière de Bretagne, qui lui avait été confiée comme otage; il outragea la fille du roi de France qu'il avait obtenue pour son fils Richard.

Cependant la fortune ou plutôt le Ciel ne cessait de le frapper. Il avait reposé son cœur dans le plaisir, dans la sensualité. C'est d'abord comme père qu'il fut puni. Il aimait surtout deux de ses fils, Henri le Jeune et Geoffroi; ils moururent (1183-1185). L'aîné avait souhaité du moins voir son père et lui demander pardon; mais la trahison était si ordinaire chez ces princes, que le vieux roi hésita pour venir, et il apprit bientôt qu'il n'était plus temps.

Il lui restait deux fils, le farouche Richard, le lâche et perfide Jean. Ce dernier était devenu son enfant de prédilection, parce que son âge l'avait empêché jusqu'alors de jouer un rôle dans les intrigues et les révoltes de ses frères. Les leçons ne lui manquaient pas, et Richard lui en donna une nouvelle. Le fils dénaturé trouvait que son père vivait longtemps; il voulait régner. Le vieux Henri refusant de se dépouiller, Richard, en sa présence même, abjura son hommage et se déclara vassal du nouveau roi de France, *Philippe-Auguste*. Celui-ci affectait, en haine du roi d'Angleterre, une intimité fraternelle avec le fils

révolté de ce prince. Ils mangeaient au même plat et couchaient dans le même lit. Il faut dire aussi que Henri II avait refusé de restituer le Vexin, dot de *Marguerite*, morte sans enfants.

La prédication de la troisième croisade suspendit à peine les hostilités entre le père et le fils. Le vieux roi se trouva attaqué de toutes parts à la fois, au nord de l'Anjou par le roi de France, à l'ouest par les Bretons, au sud par les Poitevins. Ne pouvant tenir la campagne, il parla de traiter, et les deux rois, Henri II et Philippe-Auguste, se virent entre Trie et Gisors, près du *Grand-Orme*, lieu ordinaire des conférences politiques (1188); mais ils se quittèrent sans avoir pu s'accorder sur aucun point. On reprit les armes, et bientôt encore les négociations. L'entrevue de Bonmoulins n'eut pas plus de résultat que celle du Grand-Orme. Malgré l'entremise du Saint-Siége, le vieux roi fut obligé d'accepter la paix que lui dictèrent Philippe-Auguste et Richard à la Colombière : il fallait qu'il s'avouât expressément vassal du roi de France et se remît à sa miséricorde; qu'il renonçât en outre à toute suzeraineté sur les villes du Berri; qu'il s'engageât à payer 20,000 marcs d'argent pour la restitution des conquêtes françaises; qu'il reconnût Alix, sœur de Philippe-Auguste, pour l'épouse future de Richard, qui devait l'épouser à son retour de la croisade (1); qu'il pardonnât à Richard ainsi qu'à tous ceux de ses sujets qui s'étaient armés contre lui, et qu'il laissât aux barons partisans de ce prince la faculté de choisir entre le père et le fils.

Henri II voulait déclarer Jean son héritier pour toutes ses provinces du continent; c'était le plus jeune de ses fils, et, à ce qu'il semblait, le plus dévoué. Quand les envoyés du roi de France vinrent le trouver, malade et alité qu'il était, il demanda les noms des partisans de Richard, dont l'amnistie était une condition du traité. Le premier qu'on lui nomma fut Jean, son fils. En entendant prononcer ce nom, saisi d'un mouvement presque convulsif, il se

(1) Richard devait s'y rendre avec le roi de France à la mi-carême.

leva sur son séant, et promenant autour de lui des yeux pénétrants et hagards : *Est-il bien vrai*, dit-il, *que Jean, mon cœur, mon fils de prédilection, celui que j'ai chéri plus que tous les autres, et pour l'amour duquel je me suis attiré tous mes malheurs, s'est aussi séparé de moi?* On lui répondit qu'il en était ainsi, qu'il n'y avait rien de plus vrai. *Eh bien !* dit-il en tournant son visage contre le mur, *que tout aille dorénavant comme il pourra ; je n'ai plus de souci, ni de moi, ni du monde.*

Henri II, sentant son mal s'aggraver, se fit transporter à Chinon, où la mort le saisit. A ses derniers moments, on l'entendit proférer des paroles sinistres : *Honte*, s'écriait-il, *honte au roi vaincu! Maudit soit le jour où je suis né, et maudits de Dieu soient les fils que je laisse!* Les évêques et les gens de religion qui l'entouraient firent tous leurs efforts pour lui faire rétracter cette malédiction contre ses enfants; mais il y persista jusqu'à son dernier soupir (1189).

Quand il eut expiré, son corps fut traité par ses serviteurs comme l'avait été celui du Conquérant (1). On l'enterra à l'abbaye de Fontevrault, sans autre ornement qu'un vieux sceptre et un anneau de peu de valeur. Faute de couronne, on coiffa le roi d'une espèce de diadème fait avec la frange d'or d'un vêtement de femme, et ce fut dans cet attirail bizarre que Henri II, roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande, duc de Normandie, d'Aquitaine et de Bretagne, comte d'Anjou et du Maine, seigneur de Tours et d'Amboise, descendit à sa dernière demeure.

Un auteur contemporain (2) voit dans les malheurs de Henri II un signe de la vengeance divine. Il rapproche cette mort misérable de celles de Guillaume le Roux, des fils de Henri Ier, des propres frères de Henri II et de ses deux fils aînés, qui tous périrent de mort violente ou à la fleur de leur âge, et il s'écrie : *Voilà le châtiment de leur règne illégitime.*

(1) V. plus haut, p. 60.
(2) Girald. Cambr., p. 58.

§ 2. — RICHARD Ier CŒUR DE LION (1189-1199).

I. Avénement de Richard Ier ; sa prodigalité ; son surnom de Cœur de Lion. — Départ de Richard Ier pour la troisième croisade.— Conquête de l'île de Chypre. — Appel de Saladin.— Valeur et cruauté de Richard Ier. — Les petits enfants et le cheval.—Inutile résultat de la croisade.—Trêve conclue par Richard Ier avec Saladin.

A peine RICHARD Ier eut-il appris la mort de son père, qu'il courut aux différents trésors royaux : il les fit assembler, inventorier et peser; il avait soif d'or, comme il avait eu soif de révoltes. A peine l'enfant prodigue eut-il en main l'héritage paternel, qu'il donna, vendit, perdit, gâta : *Je vendrais Londres*, disait-il à ses courtisans, *si je trouvais un acheteur*. Il voulait à tout prix faire de l'argent comptant et partir pour la croisade. Il trouva pourtant à Salisbury cent mille marcs, tout un siècle de rapines et de tyrannie. Ce n'était pas assez : il vendit à l'évêque de Durham le Northumberland pour sa vie. Il vendit au roi d'Écosse, pour dix mille livres, Berwick, Roxburg et cette glorieuse suzeraineté qui avait tant coûté à ses pères. Il donna à son frère *Jean sans Terre*, se croyant l'attacher, un comté en Normandie (celui de Mortain ou Mortagne), et sept en Angleterre : c'était presque le tiers du royaume. Il espérait regagner en Asie bien plus qu'il ne sacrifiait en Europe. La croisade le réclamait, et il y était poussé par cette valeur emportée qui l'avait fait surnommer CŒUR DE LION.

La France avait, presque seule, accompli la première croisade sous *Godefroi de Bouillon* (1096-1100). L'Allemagne avait puissamment contribué à la seconde, conduite par l'empereur d'Allemagne *Conrad* et le roi de France *Louis VII* (1147-1149). La troisième fut populaire, surtout en Angleterre. Mais Richard Ier n'emmena que des chevaliers et des soldats, point d'hommes inutiles comme dans les premières croisades. *Philippe-Auguste* en fit autant, et tous deux passèrent sur des vaisseaux génois et marseillais, tandis que l'empereur *Frédéric Ier Barberousse* prenait la route de terre. Dès la Sicile, les deux rois d'Angleterre et de France se brouillèrent. *Tancrède*, qui s'en était fait roi,

n'avait pour lui que la voix du peuple et la haine des Allemands, qui réclamaient au nom de *Constance*, fille du dernier roi et femme de l'empereur. Tancrède avait fait mettre en prison la veuve de son prédécesseur, qui était sœur du roi d'Angleterre. Richard I[er] voulait d'abord venger cet outrage. Déjà, sur un prétexte, il avait planté son drapeau sur Messine. Tancrède n'eut d'autre ressource que de gagner à tout prix Philippe-Auguste, qui, comme suzerain de Richard, le força d'ôter sa bannière. Il fallut que Richard se contentât de vingt mille onces d'or, que Tancrède lui offrit comme douaire de sa sœur; il devait lui en donner encore vingt mille, pour dot d'une de ses filles qui épouserait le neveu du Normand. D'un autre côté, le roi de France se récria contre la perfidie de son vassal, qui avait promis d'épouser sa sœur *Alix*, et qui avait amené en Sicile, comme fiancée, une princesse de Navarre, nommée *Bérengère*. Les deux rois s'accommodèrent pour dix mille marcs d'argent; mais les deux flottes n'en mirent pas moins séparément à la voile pour gagner l'Asie Mineure.

Le roi d'Angleterre fut plus heureux en Chypre qu'en Sicile. Le petit roi grec de l'île, *Isaac Comnène*, ayant mis la main sur un des vaisseaux de Richard où se trouvaient et sa mère et sa sœur, et qui avait été jeté à la côte, Richard ne manqua pas une si belle occasion. Il conquit l'île sans difficulté et chargea le roi de chaînes d'argent. Philippe-Auguste l'attendait déjà devant la ville d'Acre, refusant de donner l'assaut avant l'arrivée de son frère d'armes.

Même avant la jonction des deux rois, l'armée chrétienne était déjà si formidable, qu'un chevalier s'écriait : *Que Dieu reste neutre, et nous avons la victoire!* D'autre part, *Saladin*, le conquérant de Jérusalem, avait écrit au khalife de Baghdad et à tous les princes musulmans, pour en obtenir des secours : c'était la lutte de l'Europe et de l'Asie. Les efforts furent proportionnés à la grandeur du prix. Tout ce qu'on savait d'art militaire fut mis en jeu : la tactique ancienne et la féodale, l'européenne et l'asia-

tique, les tours mobiles, le feu grégeois, toutes les machines connues alors. Mais la plus terrible machine de guerre, c'était le roi Richard lui-même. Ce mauvais fils de Henri II, le fils de la colère, dont toute la vie fut comme un accès de violence furieuse, s'acquit parmi les Sarrasins un renom impérissable de valeur et de cruauté. Lorsque la garnison d'Acre eut été forcée de capituler (1191), Saladin refusant de racheter les prisonniers, Richard les fit tous égorger entre les deux camps. Cet homme terrible n'épargnait ni l'ennemi, ni les siens, ni lui-même. Il revenait de la mêlée, dit un historien du temps, tout hérissé de flèches, semblable à une pelote couverte d'aiguilles. Longtemps encore après, les mères arabes faisaient taire leurs petits enfants en leur nommant le roi Richard; et quand le cheval d'un Sarrasin bronchait, le cavalier lui disait : *Crois-tu donc avoir vu Richard d'Angleterre ?*

Cette valeur et tous ces efforts produisirent peu de résultats. La discorde régnait au camp des croisés. Il y avait deux rois de Jérusalem, *Gui de Lusignan*, soutenu par Philippe-Auguste, et *Conrad de Montferrat*, appuyé par Richard. Aigri déjà par un outrage public que Richard venait de faire à *Léopold*, duc d'Autriche, et ne pouvant supporter l'orgueil ou la gloire de son rival, Philippe-Auguste s'embarqua pour revenir en Europe. Richard, resté seul, ne réussit pas mieux; il choquait tout le monde par son insolence. Sa victoire d'Assur resta inutile; il manqua le moment de prendre Jérusalem, en refusant de promettre la vie à la garnison. Au moment où il approchait de la ville, le duc de Bourgogne l'abandonna avec ce qui restait de Français. Dès lors tout était perdu : un chevalier lui montrant de loin la ville sainte, il se mit à pleurer et ramena sa cotte d'armes devant ses yeux en disant : *Seigneur, ne permettez pas que je voie votre ville, puisque je n'ai pas su la délivrer.*

Lorsque Richard annonça sa résolution de partir, les grands du royaume lui demandèrent pour roi Conrad de Montferrat, prince de Tyr. La chose se fit; mais son protégé fut assassiné (1192) par deux émissaires du Vieux

de la montagne (1). *Henri de Champagne*, neveu de Richard, épousa la veuve de Conrad, et reçut, avec sa main, ses prétentions au royaume fictif de Jérusalem; Lusignan fut indemnisé par la cession de l'île de Chypre. Bientôt après, la retraite de Léopold obligea Richard de conclure avec Saladin une trêve de quatre ans, qui lui permit de s'embarquer à son tour pour l'Europe. Sa présence y devenait nécessaire. Philippe-Auguste, ne pouvant obtenir d'Éléonore la remise de sa sœur Alix, avait attaqué la Normandie; mais, repoussé de Rouen, il avait pris le parti de favoriser les projets d'usurpation de Jean Sans Terre, frère de Richard.

II. Départ de Richard de la Terre-Sainte; sa captivité en Allemagne. — Guillaume de Longchamps et réduction des rebelles d'Angleterre. — Batailles de Fretteval et de Gisors. — Mort de Richard au château de Chaluz. — Son épitaphe.

Qui savait si Cœur de Lion reviendrait? On pensait qu'il se ferait tuer ou prendre. Il fut pris en effet, mais par des chrétiens, en trahison. Ce même duc d'Autriche qu'il avait outragé, dont il avait jeté la bannière dans les fossés de Saint-Jean-d'Acre, le surprit passant incognito sur ses terres et le livra à l'empereur *Henri VI*. C'était le droit du moyen âge: l'étranger qui passait sur les terres du seigneur sans son consentement, lui appartenait. L'empereur ne s'inquiéta pas du privilége de la croisade. Il avait détruit les Normands de Sicile, il trouva bon d'humilier ceux d'Angleterre. D'ailleurs, Jean Sans Terre lui offrait autant d'argent que Richard en eût donné pour sa rançon. Il l'eût gardé sans doute; mais la vieille Éléonore, le pape *Célestin III*, les seigneurs allemands eux-mêmes lui firent honte de retenir prisonnier le héros de la croisade. Il ne le lâcha toutefois qu'après avoir exigé de lui une énorme rançon de 150,000 marcs; de plus, il fallut qu'ôtant son chapeau de sa tête, Richard lui fît hommage dans une diète de l'Empire. Henri VI lui concéda en retour le titre dérisoire du royaume d'Arles. Le héros revint chez lui

(1) C'était le chef d'une tribu de musulmans fanatiques, cantonnée dans les montagnes du Liban. Voyez, pour plus de détails, mon *Histoire du Moyen Age*, ch. des Croisades.

(1194), après [illegible] captivité de treize mois, roi d'Arles, vassal de l'Empire et ruiné.

Dès que Philippe-Auguste apprit sa délivrance: *Prenez garde à vous*, écrivit-il à Jean sans Terre, *le diable est déchaîné*. En effet, Richard revint comme un lion furieux ressaisir ses droits dans la Grande-Bretagne et défendre ses États sur le continent. Grâce à *Guillaume de Longchamps*, Normand d'obscure origine, qui devint successivement chancelier, évêque d'Ély, grand-justicier, légat du pape, Richard eut bientôt réduit les rebelles de l'Angleterre; et s'étant fait couronner à Londres pour la seconde fois, il se jeta sur le continent, où son frère vint le rejoindre dans l'espoir de rentrer en grâce par une trahison. Philippe-Auguste, battu à Fretteval, fut tour à tour vainqueur et vaincu à Gisors (1196-1197). Il se réconcilia l'année suivante avec Richard. Le roi d'Angleterre périt un an après (1199) au siége de Chaluz, château du Limousin, où, dit-on, il espérait trouver un trésor : la flèche de l'archer *Gourdon* abattit, comme le dit une épitaphe, le lion d'Angleterre (1). Avant de mourir, il fit venir le meurtrier et lui demanda de quel tort il avait voulu se venger : *Vous avez tué*, lui dit intrépidement Gourdon, *de votre propre main, mon père et mes deux frères, et vous aviez intention de me faire pendre; je suis en votre pouvoir, vengez-vous; mais je mourrai avec plaisir, après avoir délivré le monde d'un tyran.* Gourdon fut écorché vif. Le corps de Richard fut inhumé à Fontevrault, aux pieds de Henri II, comme si la mort seule avait pu rapprocher le père et le fils.

Une religieuse de Kenterbury fit à Richard cette épitaphe:

L'avarice, l'adultère, le désir aveugle, ont régné dix ans sur le trône d'Angleterre; une arbalète les a détrônés.

(1) TELUM LIMOGIÆ
OCCIDIT LEONEM ANGLIÆ.

§ 3. — JEAN SANS TERRE OU LACKLAND (1199-1216).

I. Avénement de Jean sans Terre; ruine pécuniaire du royaume. — Désharmonie de l'empire anglais. — Explication du règne de Jean sans Terre. — Rivalité de Jean et d'Arthur, son neveu; mort d'Arthur.—Philippe-Auguste, vengeur de cette mort; pertes de Jean sur le continent. — Négociations de Jean sans Terre avec les ennemis du roi de France.

Jean sans Terre monta sur le trône après son frère *Richard Ier*. L'État se trouvait alors dans une situation critique. Richard avait ruiné l'Angleterre dès son départ pour la croisade; d'une mer à l'autre, dit un contemporain, le pays s'était trouvé pauvre. Il avait fallu pourtant trouver de l'argent pour payer l'énorme rançon exigée par l'empereur. Il en avait encore fallu lorsque Richard, de retour, guerroya contre le roi de France. Tout ce qu'il avait vendu à son départ, il l'avait repris sans rembourser les acheteurs. Après avoir ruiné le présent, c'était ruiner l'avenir. Dès lors il ne devait plus se trouver un homme qui voulût rien prêter, rien acheter au roi d'Angleterre, et son successeur, bon ou mauvais, habile ou inhabile, se trouvait d'avance condamné à une pauvreté irrémédiable, à une incurable impuissance.

Cependant l'état des choses exigeait au contraire de nouvelles ressources. La désharmonie de l'empire anglais n'avait jamais été plus loin. Cet empire se composait de populations qui toutes s'étaient fait la guerre avant d'être réunies sous un même joug. La Normandie, ennemie de l'Angleterre avant Guillaume; la Bretagne, ennemie de la Normandie; et l'Anjou, ennemi du Poitou; le Poitou qui réclamait sur tout le Midi les droits du duché d'Aquitaine, tous maintenant se trouvaient ensemble, bon gré, mal gré. Sous les règnes précédents, le roi d'Angleterre avait toujours pour lui quelqu'une de ces provinces continentales. Le Normand Guillaume et ses deux premiers successeurs purent compter sur la Normandie; Henri II, sur les Angevins, ses compatriotes. Richard Cœur de Lion plut généralement aux Poitevins, aux Aquitains, compatriotes de sa mère Éléonore. Il releva la gloire des Méridionaux, qui le regardaient comme un des leurs; il faisait

des vers en leur langue, il les avait en foule autour de lui; son principal lieutenant était le Basque *Marcader* ou *Marchadée.* Mais peu à peu ces diverses populations s'éloignèrent des rois d'Angleterre; elles s'apercevaient que Normand, Angevin ou Poitevin, ce roi, séparé d'elles par tant d'intérêts différents, était en réalité un prince étranger.

Ces circonstances expliqueraient la violence, les emportements, les revers de Jean sans Terre, quand même il eût été meilleur et plus habile. Il lui fallut recourir à des expédients inouïs pour tirer de l'argent d'un pays tant de fois ruiné. Que restait-il après l'avide et prodigue Richard? Jean sans Terre essaya d'arracher de l'argent aux barons, et ils lui firent signer la grande Charte; il se rejeta sur l'Église, elle le déposa. Le roi d'Angleterre sentant son navire enfoncer, jeta à la mer la Normandie, la Bretagne. Le roi de France n'eut qu'à ramasser.

Ce déchirement infaillible et nécessaire de l'empire anglais se trouva provoqué d'abord par la rivalité de Jean et de son neveu.

C'était le fils de *Geoffroi*, frère aîné de Jean, et de *Constance*, héritière de Bretagne. Dès sa naissance, il avait été accepté par les Bretons comme un libérateur, comme un vengeur. Ils l'avaient, malgré Henri II, baptisé du nom national d'*Arthur*. Le droit de représentation, suivi dans les États féodaux, l'appelait à la couronne. Richard l'avait solennellement reconnu pour son successeur dans le cas où il trouverait la mort en Palestine. Malgré cette déclaration authentique, Jean sans Terre assura que Richard avait postérieurement annulé ces dispositions dans un testament fait en sa faveur; mais, quoiqu'il ne pût jamais produire cette pièce, il parvint à se faire proclamer roi dans Londres et duc à Rouen. La vieille *Éléonore* de Guienne tenait contre son petit-fils, pour Jean sans Terre, son fils, pour l'unité de l'empire anglais que l'élévation d'Arthur aurait divisé (1). Arthur, en effet,

(1) Au fait, l'Aquitaine était son héritage, et elle avait transféré ses droits à Jean.

s'inquiétait peu de cette unité, si difficile à maintenir. Il offrit au roi de France de lui céder la Normandie, pourvu qu'il eût la Bretagne, le Maine, la Touraine, l'Anjou, le Poitou et l'Aquitaine. Jean eût été réduit à l'Angleterre. *Philippe-Auguste* accepta volontiers, mit ses garnisons dans les meilleures places d'Arthur, et quand il n'espéra plus les défendre, il les démolit. Le neveu de Jean, mal servi par son allié, se tourna de nouveau vers son oncle; puis il revint au parti de la France, envahit le Poitou, et assiégea sa grand'mère Éléonore dans Mirebeau. Ce n'était pas chose nouvelle dans cette race de voir les fils armés contre leurs parents. Cependant Jean vint au secours, délivra sa mère, défit Arthur et le prit avec sa sœur *Éléonore*, surnommée pour sa beauté la *Rose de Bretagne*, et la plupart des grands seigneurs de son parti. Que devint le prisonnier? C'est ce qu'on n'a bien su jamais. Matthieu Pâris prétend que Jean, qui l'avait d'abord bien traité, s'alarma des menaces et de l'obstination du jeune Breton : « Arthur « disparut, dit-il, et Dieu veuille qu'il en ait été autrement « que ne le rapporte la malveillante renommée. » D'autres racontent que Jean prit Arthur dans un bateau, qu'il lui donna lui-même deux coups de poignard et le jeta dans la rivière à trois milles du château de Rouen (1203). Les Bretons rapprochaient de leur pays le lieu de la scène : ils la plaçaient près de Cherbourg, au pied de ces falaises sinistres qui présentent un précipice tout le long de l'Océan. Ainsi marchait la tradition, grandissant de détail et d'intérêt dramatique. Enfin dans la pièce de Shakspeare, Arthur est un tout jeune enfant sans défense, dont les innocentes et douces paroles désarment le plus farouche assassin.

La mort d'Arthur, de quelque manière qu'elle ait eu lieu, fit grand bruit, surtout chez les Bretons, qui la regardèrent comme une calamité nationale. Sur leur demande, Philippe-Auguste se porta pour vengeur et pour juge du crime. Il assigna son vassal à comparaître devant la cour des pairs. Sur son refus, on le condamna comme parricide et félon, et toutes les terres qu'il tenait du royaume de France furent déclarées *forfaites*. Jean leva une armée

en Angleterre et en Irlande, employant les dernières violences pour forcer les barons de le suivre, jusqu'à saisir leurs biens à ceux qui refusaient, et à d'autres le septième de leur revenu. Tout cela ne servit de rien : ils s'assemblèrent; mais une fois réunis à Portsmouth, ils lui firent déclarer par l'archevêque *Hubert* qu'ils étaient décidés à ne point s'embarquer. Jean s'adressa aussi au pape, accusant Philippe-Auguste d'avoir rompu la paix et violé ses serments. *Innocent III* se fit juge non du fief, mais du péché. Ses légats toutefois ne décidèrent rien, et Philippe-Auguste s'empara de la Normandie (1204). Jean lui-même avait déclaré aux Normands qu'ils n'avaient aucun secours à attendre. Il s'était plongé en désespéré dans les plaisirs. Ses envoyés de Rouen le trouvèrent jouant aux échecs, et avant de répondre, il voulut achever la partie. Il ne fit pas plus d'efforts pour conserver la Touraine, l'Anjou, le Maine et le Poitou. Il ne lui resta sur le continent que la Guienne. La Bretagne passa à la sœur d'Arthur.

Cependant s'il n'agissait point lui-même, il négociait avec les ennemis du roi de France. Il payait des subsides à l'empereur *Othon IV*, son neveu; il s'entendait d'une part avec *Ferrand,* comte de Flandre, de l'autre avec les seigneurs du Midi, et élevait à sa cour son autre neveu, fils du comte de Toulouse, tous ennemis de l'Église. Bientôt après, il se brouilla lui-même violemment avec le Saint-Siége.

II. Projet de Jean sans Terre contre l'Église; Étienne Langton, primat du royaume : expulsion des moines de Kenterbury. — L'interdit et l'excommunication; endurcissement de Jean sans Terre.—Nouvelle excommunication de Jean, ses fureurs; armement de Philippe-Auguste; soumission de Jean au Saint-Siége. — Réflexions sur l'hommage féodal.

L'archevêque de Kenterbury venait de mourir (1205). Jean sans Terre, en dépit de l'usage et du serment qu'il avait prêté de maintenir les immunités ecclésiastiques, voulut faire un primat de sa façon, pour en disposer à son gré. Mais les moines du couvent de Saint-Augustin réclamèrent cette élection, comme un droit inprescriptible de leur maison, métropole primitive du christianisme anglais.

Innocent III intervint dans ce conflit. Après avoir examiné la cause, il se déclara pour les moines (1206); puis, comme ceux-ci ne purent s'accorder sur le choix d'un candidat, il annula les premières élections, et après avoir vainement attendu l'autorisation du roi qu'il avait fait demander, il fit élire un archevêque par les délégués des moines à Rome. C'était un savant ecclésiastique, d'origine saxonne, comme Becket; il s'appelait *Étienne Langton*. Il avait été professeur à l'université de Paris, puis chancelier de cette université. Jean sans Terre n'apprit pas plus tôt la consécration de l'archevêque, qu'à l'instigation de *Jean de Gray*, évêque de Norwich, son confident intime et l'un des candidats évincés, il chassa d'Angleterre les moines de Kenterbury, mit la main sur leurs biens, et jura que si le pape lançait contre lui l'interdit, il confisquerait les propriétés de tout le clergé, et couperait le nez et les oreilles à tous les Romains qu'il trouverait sur sa terre.

L'interdit vint (1208), et l'année suivante, l'excommunication. Mais il se ne trouva personne qui osât en donner signification au roi. Il l'apprit pourtant, et sa colère fut terrible. L'archidiacre *Geoffroi* s'étant démis de l'échiquier, il le fit périr sous une chappe de plomb. De crainte d'être abandonné de ses barons, il avait exigé d'eux des otages; ils n'osèrent pas refuser de communier avec lui. Cet endurcissement de Jean faisait trembler; il semblait s'y complaire. Il mangeait à son aise les biens ecclésiastiques, outrageait ses otages, achetait des soldats, et se moquait de tout. De l'argent, il en prenait tant qu'il en voulait, aux prêtres, aux villes, aux juifs; il enfermait ceux-ci quand ils refusaient de financer, et leur arrachait les dents une à une.

Cette terreur, cette vie sans Dieu où les prêtres officiaient sous peine de mort, ne pouvait durer. Innocent III, quelle qu'y fût sa répugnance manifeste, eut enfin recours aux derniers coups de l'autorité alors reconnue au Saint-Siége par le droit européen (1213). Il délia les sujets de Jean sans Terre de leur serment de fidélité,

prêcha contre lui une croisade, et chargea le roi de France d'exécuter la sentence apostolique. Une flotte, une armée immenses furent rassemblées par Philippe-Auguste. De son côté, Jean sans Terre réunit à Douvres jusqu'à soixante mille hommes. Mais, dans cette multitude, il n'y avait guère de gens sur qui il pût compter. Le légat du pape, *Pandolfe*, qui avait passé le détroit, lui fit comprendre son péril. Jean se soumit, ratifia l'élection de Langton et fit hommage au pape. La cérémonie de l'hommage féodal n'avait rien de honteux. Les rois étaient souvent vassaux de seigneurs peu puissants, pour quelques terres qu'ils tenaient d'eux en fief. Le roi d'Angleterre avait toujours été vassal du roi de France pour la Normandie ou l'Aquitaine. Henri II avait fait hommage de l'Angleterre au pape Alexandre III, et Richard à l'empereur Henri VI. Mais les barons affectèrent de croire leur roi dégradé par sa soumission au Saint-Siége. Lui-même cacha à peine sa fureur. Un ermite avait prédit qu'à l'Ascension Jean ne serait plus roi; il voulut prouver qu'il l'était encore, et fit traîner le prophète à la queue d'un cheval qui le mit en pièces.

III. Guerre de Flandre.— Jean sans Terre s'adresse aux Mahométans.— Batailles de Bouvines et de la Roche-aux-Moines. — La grande Charte et la petite Charte. — Désespoir et fureur de Jean sans Terre; révolte de ses barons; abandon et mort de Jean sans Terre.

Philippe-Auguste eût peut-être envahi l'Angleterre malgré les défenses du légat, si le comte de Flandre ne l'eût abandonné. La Flandre et l'Angleterre avaient eu de bonne heure des liaisons commerciales; les ouvriers flamands avaient besoin des laines anglaises. Le roi de France tourna sa grande armée contre la Flandre et la ravagea. Dam fut pillée; Cassel, Ypres, Bruges et Gand furent rançonnées. Les Français assiégeaient cette dernière ville, lorsqu'ils apprirent que la flotte de Jean bloquait la leur. Ils ne purent la soustraire à l'ennemi qu'en la brûlant eux-mêmes.

Cet hiver même, Jean tenta un effort désespéré. Son beau-frère *Raymond*, comte de Toulouse, venait de per-

dre, dans la guerre des Albigeois, toutes ses espérances par la défaite de Muret et la mort du roi d'Aragon (12 septembre 1213). Le roi d'Angleterre se repentit d'avoir laissé vaincre par *Simon de Montfort* les hérétiques albigeois qui auraient été ses meilleurs alliés. Il en chercha d'autres en Espagne, en Afrique; il s'adressa, dit-on, aux mahométans, au chef même des Almohades, *Mohammed-el-Naser*, dont il voulait se reconnaître tributaire. Mais l'Arabe s'indigna de cette bassesse et chassa de sa présence les envoyés de Jean.

Cependant il achetait une nouvelle armée (la sienne l'avait encore abandonné à la dernière campagne); il envoyait des subsides à son neveu Othon IV et soulevait tous les princes de Belgique. Au cœur de l'hiver (vers le 15 février 1214), il passa la mer et débarqua à la Rochelle. Il devait attaquer Philippe-Auguste par le Midi, tandis que les Allemands et les Flamands tomberaient sur lui du côté du Nord. Le moment était bien choisi : les Poitevins, déjà las du joug français, vinrent en foule se ranger autour de Jean. D'autre part, les seigneurs du Nord et l'empereur, forts de cent mille hommes, se partageaient déjà la France en idée; mais la célèbre bataille de Bouvines déjoua leurs orgueilleuses espérances (27 août 1214). La veille, *Louis*, fils de Philippe-Auguste, avait battu dans l'Anjou, près de la Roche-aux-Moines, l'armée de Jean sans Terre. Celui-ci se tint heureux que le pape lui fît obtenir une trêve pour soixante mille marcs d'argent, et il repassa en Angleterre, vaincu, ruiné, sans ressources.

L'occasion était belle pour les barons, ils la saisirent. Au mois de janvier 1215, et de nouveau le 15 juin, ils lui firent signer les pactes célèbres connus sous le nom de *Grande Charte*, dite des libertés, et de *Petite Charte*, dite des forêts. Jean promettait aux barons de ne plus marier leurs filles et leurs veuves malgré elles; de ne plus ruiner les pupilles sous prétexte de tutelle féodale ou garde-noble; aux habitants des villes, de respecter leurs franchises; à tous les hommes libres, de

leur permettre d'aller et venir comme ils le voudraient; de ne plus emprisonner ni dépouiller personne arbitrairement; de ne point faire saisir le *contenment* des pauvres gens (outils, ustensiles, etc.); de ne point lever, sans le consentement des barons, l'*escuage* ou taxe de guerre, hors les cas prévus par les lois féodales; de ne plus faire prendre par ses officiers les denrées et les voitures nécessaires à sa maison; de rendre à l'usage commun les forêts plantées depuis le commencement de son règne. La cour royale des plaids ne devait plus suivre le roi, mais siéger au milieu de la cité de Londres, à Westminster. Enfin les juges, constables et baillis devaient être désormais des personnes versées dans la science des lois. Cet article seul transférait la puissance judiciaire aux scribes, aux clercs, aux légistes, aux hommes de condition inférieure. Ce que le roi accordait à ses tenanciers immédiats, ils devaient à leur tour l'accorder à leurs tenanciers inférieurs. Ainsi, l'aristocratie anglaise sentait qu'elle ne pouvait affermir sa victoire sur le roi qu'en stipulant pour tous les hommes libres. Dès ce jour, l'ancienne opposition des vainqueurs et des vaincus, des fils des Normands et des fils des Saxons, disparut et cessa.

Quand on lui présenta cet acte, Jean s'écria: *Ils pourraient tout aussi bien me demander ma couronne!* La grande Charte posait en effet l'insurrection en principe et constituait l'anarchie. Toutefois, il signa et tomba ensuite dans un horrible accès de fureur, rongeant la paille et le bois, comme une bête enfermée qui mord ses barreaux. Dès que les barons furent dispersés, il fit publier par tout le continent que les aventuriers Brabançons, Flamands, Normands, Poitevins, Gascons, qui voudraient du service, pouvaient venir en Angleterre, et prendre les terres de ses barons rebelles; il voulait refaire sur les Normands la conquête de Guillaume sur les Saxons. Il s'en présenta une foule. Les barons effrayés appelèrent les rois d'Écosse et de France, Alexandre II et Philippe-Auguste, demandant pour roi

le fils de ce dernier. Le jeune Louis descendit en Angleterre avec une armée. Tous les comtés de la Kentie, l'archevêque lui-même et la ville de Londres se déclarèrent pour les Français. Jean se trouva encore une fois abandonné, seul, exilé, dans son propre royaume. Il fallut qu'il cherchât sa vie chaque jour dans le pillage, comme un chef de routiers. Le matin, il brûlait la maison où il avait passé la nuit. Il passa quelques mois dans l'île de Wight, et y subsista de pirateries. Il portait cependant avec lui un trésor, avec lequel il comptait acheter encore des soldats. Cet argent périt au passage d'un fleuve. Alors il perdit tout espoir, prit la fièvre et mourut (le 16 juillet 1216), désignant son fils *Henri III*, âgé de dix ans, pour lui succéder.

§ 4. — HENRI III (1216-1272).

I. Avénement de Henri III; double défaite de Louis VIII, qui renonce à l'Angleterre. — Minorité de Henri III; son mariage avec Éléonore de Provence, et faveurs accordées aux Poitevins; caractère de Henri III. — Guerre de Henri III contre Louis IX; batailles de Taillebourg et de Saintes. — Restitution du roi de France au roi d'Angleterre.

A la mort de *Jean sans Terre*, la rébellion des seigneurs n'avait plus de motif; la tyrannie avait péri avec le tyran, et le jeune HENRI III, son fils, innocent des crimes paternels, fut proclamé par les soins du légat et de trois évêques anglais. Le nouveau monarque se déclara, comme son père, vassal du pape *Honorius III*, et on le mit, ainsi que le royaume, sous la garde ou protection du *comte de Pembroke*. Mais ce royaume était en quelque sorte à conquérir : Louis VIII, fils de Philippe-Auguste, y dominait presque partout; toutefois, il ne fallut que deux batailles perdues, l'une sur terre à Lincoln et l'autre sur mer à Douvres, pour le faire renoncer à l'Angleterre (1217). Il promit, dit-on, alors de restituer à son avénement quelques-unes des provinces que Jean sans Terre avait possédées sur le continent.

La minorité de Henri III se passa sous la garde de Pembroke jusqu'en 1219. Pembroke eut pour successeur le vainqueur de Douvres, *Hubert de Bourg*, grand-

justicier, dont l'administration vigoureuse, mais oppressive, fit jouir l'Angleterre d'une paix profonde pendant douze années (1232). Le Poitevin *Pierre des Roches*, évêque de Winchester, parvint à le supplanter, et des Poitevins envahirent les emplois; puis, lorsque Henri III eut épousé *Éléonore*, fille du comte de Provence (1236), toutes les faveurs se tournèrent aux Provençaux. Ce changement de favoris fit le malheur de son règne; il ne savait rien refuser à ceux qu'il aimait, et ses affections changeaient souvent d'objet. Facile et crédule, sans vices, mais aussi sans énergie, honnête homme, mais faible monarque, il porta, surtout dans la dernière moitié de sa vie, la peine des fautes inséparables d'un caractère nul, et, par dessus, celle des fautes de son père.

La mère de Henri III, non moins coupable que Jean sans Terre, avait épousé le comte de la Marche, après la mort de son mari. Aussi fière qu'elle était vicieuse, elle souffrait avec impatience la vassalité de son nouvel époux envers le comte de Poitiers, *Alphonse*, frère de saint Louis. A force d'intrigues, elle parvint à former une ligue puissante de tout le Midi (1240-41). Sur ses instances, le roi d'Angleterre s'y joignit. Mais les confédérés agirent maladroitement l'un après l'autre. L'un d'eux, *Raymond*, était réduit, quand les Anglais prirent les armes. Leur campagne en France fut pitoyable. Henri III avait compté sur son beau-père, le comte de la Marche et les autres seigneurs qui l'avaient appelé. Quand ils se virent et se comptèrent, alors commencèrent les reproches et les altercations. Les Français n'avançaient pas moins; ils auraient tourné et pris l'armée anglaise au pont de Taillebourg (1), sur la Charente, si Henri III n'eût obtenu une trêve par l'intercession de son frère *Richard de Cornouailles*, en qui *saint Louis*, fils de Louis VIII, révérait un héros de la Palestine (2). Henri III profita de ce répit pour décamper et se retirer

(1) Voyez, pour plus de détails, *Histoire de France*, t. I, p. 394 et suiv.

(2) En 1235, dans une expédition en Palestine, Richard de Cornouailles avait racheté plusieurs milliers de chrétiens.

vers Saintes. Louis IX le serra de près ; un combat acharné eut lieu dans les vignes, et le roi d'Angleterre finit par s'enfuir dans la ville, et de là vers Bordeaux (1242). Le comte de la Marche et sa femme, l'orgueilleuse *Isabelle de Lusignan*, furent obligés de céder.

Néanmoins, dix sept ans après, sans y être contraint, et seulement pour satisfaire aux scrupules de sa conscience, Louis IX, jaloux d'exécuter la promesse de son père, restitua au roi d'Angleterre le Périgord, le Limousin, l'Agénois et ce qu'il avait tant en Querci qu'en Saintonge, à condition que Henri III renonçât à ses droits sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou, le Maine et le Poitou (1259).

II. Influence des Méridionaux en Angleterre; mécontentement des barons. — Simon de Montfort; sa puissance et son procès. — Richard et Edmond; l'association des quatre-vingts; le grand-conseil. — Ligue des barons et soulèvement du peuple; le *parlement enragé;* statuts ou provisions d'Oxford. — Jugement arbitral de saint Louis. — Bataille de Lewes. — Les *conservateurs* de la loi et des priviléges de la nation. — Édouard, fils de Henri III, lève l'étendard royal; alliance de Leicester avec les Gallois. — Bataille d'Évesham et mort de Simon. — Départ d'Édouard pour la croisade. — Mort de Henri III et proclamation d'Édouard.

Henri III continuait, au grand dépit des seigneurs anglo-normands, à vivre sous l'influence des Méridionaux, qui, nourris dans les maximes du droit romain, étaient favorables au pouvoir monarchique, et naturellement ennemis des barons. Mais pour imposer à l'Angleterre l'esprit du Midi, il eût fallu des armées permanentes, des troupes mercenaires et beaucoup d'argent. Henri III ne savait où en prendre ; le peu qu'il obtenait de ses barons et de son peuple, les intrigants mettaient la main dessus, et c'était toujours à recommencer. Le peuple murmurait, les barons se lassaient, et de ces murmures, de cette lassitude, comme aussi du principe insurrectionnel de la grande Charte, il devait sortir une révolution. Mais à toute révolution il faut un homme ; ce fut *Simon de Montfort*, comte de Leicester.

Simon était le plus jeune fils du fameux *Montfort*, le conquérant du Languedoc, dans la guerre des Albigeois (1213-1218). Héritier, par la renonciation de son frère

Amaury, connétable de France, des biens de sa mère, *Amicia Leicester*, rapproché du trône par son mariage avec *Éléonore*, sœur de Henri III, il s'était attiré, quoiqu'étranger, la faveur populaire par son opposition constante aux exactions du roi. La politique ordonnait au monarque de le ménager; il n'en fit rien, et se plut même à l'irriter par des affronts. Il l'avait nommé, par lettres patentes, et pour cinq ans, gouverneur de Guienne. Simon s'y conduisit avec tant de dureté qu'il fallut le rappeler. Accusé de péculat et de despotisme, il comparut devant ses pairs; dans la chaleur des débats, Henri III prononça le mot de traître : *Traître!* s'écria le comte; *si vous n'étiez pas roi, vous vous repentiriez de cette injure. — Je ne me repentirai jamais*, reprit le roi, *que de vous avoir reçu et enrichi dans mes États*. Leurs amis communs les séparèrent. *Édouard*, fils de Henri III, fut nommé gouverneur de Guienne, et Simon se rendit en France; mais il se réconcilia dans la suite avec son souverain.

Henri III n'avait jamais été plus puissant en apparence, ni plus faible en réalité. Il s'imaginait qu'il pourrait acheter pièce à pièce les dépouilles de la maison impériale de Souabe. Son frère, Richard de Cornouailles, venait d'acquérir, argent comptant, le titre d'empereur, et le pape avait concédé à son fils *Edmond* celui de roi de Naples (1254-1256). Cependant l'Angleterre était pleine de troubles. On assassinait les courriers, les agents du Saint-Siége; une association de quatre-vingts membres s'était formée dans ce but, et, par le mystère comme par la célérité de leurs mouvements, ils parvinrent à persuader au peuple qu'ils étaient en bien plus grand nombre. De leur côté, les barons n'étant plus retenus par la présence de Richard, se liguèrent sous les auspices de Simon pour renverser le trône. Une disette générale leur vint en aide; le peuple se souleva pour eux. Henri III convoqua le grand-conseil de Westminster : le troisième jour, les barons y parurent armés de toutes pièces (2 mai 1258). A l'entrée du roi, ils tirèrent leurs épées : *Suis-je donc*

votre prisonnier? s'écria le monarque. On le rassura sur ce point; mais on lui déclara que, vu sa prodigalité pour les étrangers et la misère du peuple, le gouvernement devait être remis entre les mains d'un comité de vingt-quatre barons et prélats. Il fallut céder, et, le 11 juin, un *parlement* fut assemblé à Oxford. C'est la première fois que le grand-conseil prenait ce titre, et les annales d'Angleterre le désignent sous le nom de *Parlement enragé* (mad Parliament). Henri III y jura de nouveau l'exécution de la grande Charte; mais encore il y consentit à d'autres concessions importantes, connues sous le nom de *Statuts* ou *Provisions d'Oxford*. Le comte de Leicester fut mis à la tête du conseil suprême des vingt-quatre investis de toute l'autorité. Mais tout pouvoir usurpé devient bientôt oppression : Simon et ses complices exercèrent un despotisme sans frein pour se gorger de richesses. Le roi crut pouvoir violer un serment imposé par la force et qui n'avait tourné qu'au malheur public. Après six ans de débats et de guerres où l'avantage resta tantôt à la royauté, tantôt à ses ennemis, les deux partis invoquèrent l'arbitrage de saint Louis. Le pieux roi décida qu'il fallait obéir aux puissances, et annula les Statuts d'Oxford, déjà cassés par le pape. Henri III devait rentrer en possession de toute sa puissance, « sauf « les chartes et louables coutumes du royaume d'Angle- « terre antérieures aux Provisions (1264). »

Les confédérés ne prirent cette sentence arbitrale que comme un signal de guerre. Les hostilités recommencèrent, et les deux armées se rencontrèrent à Lewes. Le comte de Leicester essaya d'associer la religion à ses projets, et de faire de cette guerre une croisade. La veille de la bataille, il ordonna à chaque soldat de s'attacher une croix blanche sur la poitrine et sur l'épaule. La victoire se déclara pour lui, malgré la valeur d'Édouard et de Henri, son cousin; le roi tomba même en son pouvoir. Quelque temps après, Édouard servit d'otage à son père, et le malheureux Henri III recouvra la liberté, mais non la puissance.

Pour conserver cette puissance, Simon eut recours à des moyens extrêmes. Il intéressa les comtés et les villes à la guerre, en plaçant dans chaque shire un *conservateur* de la loi et des priviléges de la nation, et en faisant admettre, pour la première fois, au parlement, les députés des communes (1264). Mais ce nouveau parlement ne répondit point aux vues du comte, et le peuple, voyant qu'un changement de maître n'améliorait pas sa situation, demanda le rétablissement de la famille royale. Leicester, se faisant un mérite de la nécessité, rendit au prince Édouard la liberté sous de dures conditions pécuniaires, et l'entoura d'espions pour déranger tous les projets qu'il pourrait former contre sa puissance usurpée.

Leicester avait jusqu'alors partagé le pouvoir avec les comtes de *Glocester* et de *Derby :* son ambition qui ne voulait point d'égaux, leur orgueil qui ne voulait point de supérieurs, ne tardèrent point à les diviser. Les anciens complices de Simon s'armèrent contre l'oppresseur. A cette nouvelle, Édouard trompa la vigilance de ses gardiens, s'échappa par les soins du lord *Mortimer,* et leva l'étendard royal (1265). Leicester fit alliance avec les Gallois, dont le chef, nommé *Lewellyn* ou *Léolyn*, le reçut dans ses États. Bientôt il passa la Saverne et se dirigea vers Évesham. Son fils cadet, *Simon*, défait par Édouard, avait été forcé de s'enfermer au château de Kenilworth, et tous ses soldats étaient tombés avec leurs drapeaux au pouvoir de l'ennemi. Comme les royalistes portaient les bannières de leurs captifs, Leicester les prit pour la troupe de son fils; mais il ne reconnut sa méprise que lorsqu'il n'était plus temps de faire retraite : *Que le Seigneur ait pitié de nos âmes*, s'écria-t-il alors, *car nos corps sont au prince Édouard.* La bataille s'engagea, terrible, désespérée : *Point de quartier pour les traîtres;* tel était le mot d'ordre. Leicester combattit avec un courage digne d'une meilleure cause. *Henri de Montfort*, son fils aîné, qui ne voulut pas le quitter, tomba mort à ses pieds, et bientôt le cadavre de son père cou-

vrit le sien. La victoire fut complète, mais sanglante (4 août 1265). Parmi les partisans de Leicester, tous les barons, tous les chevaliers furent tués, à l'exception de dix, qui respiraient encore et qui guérirent de leurs blessures.

La victoire d'Évesham rendit la paix au royaume et le pouvoir au monarque. Le parlement de Winchester cassa tous les actes de Leicester, confisqua tous les biens de ses partisans, prononça l'exil perpétuel contre toute sa famille, et punit les habitants de Londres par la privation de leur Charte. Lorsqu'Édouard jugea l'autorité de son père assez bien affermie, il prit la croix, partit avec une armée et arriva sous les murs de Tunis, au moment où saint Louis venait d'expirer (1270). Néanmoins ce funeste événement ne changea point sa résolution, et il continua sa route vers la Terre-Sainte.

Tandis que ce jeune prince combattait les Infidèles, le vieux monarque anglais, dont la santé s'affaiblissait visiblement, se trouvant incapable de gouverner un peuple si turbulent, pressait instamment par ses lettres le retour d'Édouard ; mais il mourut privé de la consolation de le revoir. Avant de fermer sa tombe, le comte de Glocester s'avança, et, posant la main sur le corps du roi, jura fidélité à son fils. Tous les assistants suivirent son exemple, et le nouveau souverain fut immédiatement proclamé sous le titre d'*Édouard Ier*, roi d'Angleterre, lord d'Irlande et duc d'Aquitaine (1272).

§ 3. — ÉDOUARD Ier, DIT LONGUES JAMBES (1272-1307).

I. Retour et couronnement d'Édouard Ier. — Portrait et caractère de ce prince.— Projet d'Édouard Ier contre les Gallois ; caractère de leur résistance et de leurs guerres contre les Normands. — Invasion du pays des Gallois. — Mort de Lewellyn et de son frère David.— Édouard Ier donne aux Gallois un prince de Galles. — Conduite d'Édouard envers les Gallois et leurs bardes.

Après quelques exploits peu importants, *Édouard* conclut une trêve de dix années avec le sultan *Kelaoun*, et revint en Europe (1273). Il se rendit à Paris et fit hommage à *Philippe le Hardi*, successeur de Louis IX, pour les terres « qu'il tenait par le droit de la couronne de

France. » Les troubles de la Guienne l'appelèrent ensuite dans cette province, et il y resta jusqu'à la conclusion d'un concile général que l'on avait convoqué à Lyon (1274). De retour en Angleterre, il se fit couronner sous le nom d'ÉDOUARD Ier (1), avec sa femme, en présence du roi d'Écosse, *Alexandre III*, son vassal.

Édouard Ier avait, à cette époque, trente-six ans : il était de haute taille (d'où son surnom de LONGUES JAMBES) et redoutable par sa force corporelle. Ardent, irritable, impatient des injures, méprisant le danger, la soumission désarmait sa colère, et le succès semblait toujours justifier sa témérité. Ambitieux comme ses prédécesseurs, mais plus éclairé dans ses vues, au lieu d'épuiser ses efforts sur le continent, il aspira à l'unité de domination sur toute l'île de la Grande-Bretagne, et il parvint en effet à incorporer le pays de Galles à l'Angleterre. L'indépendance de l'Écosse ne trouva d'asile que dans ses marais, ses forêts et ses montagnes.

La résistance des Gallois contre les Normands, par la force et la ruse, était aussi opiniâtre que l'avait été celle de leurs aïeux contre les Anglo-Saxons. Ils faisaient une guerre perpétuelle d'escarmouches et de stratagèmes, se retranchant dans les forêts et les marécages, et ne se hasardant guère en plaine contre des cavaliers armés de toutes pièces. La saison pluviale était celle où les Cambriens étaient invincibles ; mais à la longue, la plus grande force l'emportait, et une nouvelle portion du pays de Galles se trouvait conquise.

Les chefs de l'armée victorieuse prenaient des otages, désarmaient les habitants, et les forçaient de jurer obéissance au roi et aux justiciers d'Angleterre ; ce serment prêté de force était bientôt violé, et le peuple gallois assiégeait les châteaux des barons et des juges étrangers. A la nouvelle de cette reprise d'hostilités, les otages emprisonnés en Angleterre, dans les forteresses royales, étaient or-

(1) Les Anglais ne comptent leurs dynasties qu'à partir des rois normands ; voilà pourquoi Édouard porte le titre d'Édouard Ier, quoiqu'il y ait eu déjà trois rois de ce nom.

dinairement mis à mort. Et quelquefois le roi lui-même les faisait exécuter en sa présence : Jean sans Terre en fit pendre en un jour vingt-huit, tous en bas âge, avant de se mettre à table.

Telles sont les scènes que présentait la lutte des Gallois contre les Anglo-Normands, lorsque Édouard I[er], prétextant le refus de *Lewellyn* (Léolyn) à lui rendre l'hommage féodal, franchit les hautes montagnes de la Cambrie septentrionale, qu'aucun roi d'Angleterre n'avait passées avant lui. Le plus haut sommet de ces montagnes, appelé en gallois *Craig-eiri* ou Pic neigeux, et en anglais *Snowdon*, était regardé comme sacré pour la poésie, et l'on croyait que quiconque s'y endormait devait se réveiller inspiré. Le dernier boulevard de l'indépendance cambrienne ne fut point forcé par des troupes anglaises, mais par une armée venue de Guienne et presque toute composée de mercenaires basques. Formés dans leurs montagnes à une tactique militaire presque en tout semblable à celle des Gallois, ils étaient plus propres à surmonter les difficultés du pays que la cavalerie pesante et l'infanterie régulière qu'on y avait menées jusque-là.

Dans cette lutte de cinq ans (1277–1282) périt Lewellyn, que ses compatriotes regardaient comme prédestiné à relever l'ancienne liberté bretonne. Il existait une vieille prédiction de Merlin, d'après laquelle un prince de Galles devait être couronné à Londres ; pour accomplir en dérision cette prophétie, Édouard I[er] fit placer sur une pique, au sommet de la tour de Londres, la tête de Lewellyn, coiffée d'une couronne d'argent. *David*, frère de ce malheureux prince, tenta de recommencer la guerre (1283) ; mais pris vivant par les soldats d'Édouard, il fut pendu et coupé en quartiers, et sa tête fut mise à côté de celle de son frère, sur les créneaux de la Tour, où le vent et la pluie les firent blanchir ensemble.

On dit qu'après sa victoire complète, Édouard I[er] assembla les principaux d'entre les vaincus, et leur annonça que, par égard pour leur esprit de nationalité, il voulait leur donner un chef né dans leur pays, et n'ayant jamais

prononcé un seul mot de français ni d'anglais. Tous furent en grande joie et firent de grandes acclamations. *Eh bien donc*, reprit le roi, *vous aurez pour chef et pour prince mon fils Édouard, qui vient de naître à Caërnarvon, et que j'appelle Édouard de Caërnarvon*: De là vient l'usage de donner le titre de *prince de Galles* au fils aîné du roi d'Angleterre (1).

Édouard Ier fit bâtir un grand nombre de châteaux-forts sur les côtes, afin de pouvoir en tout temps envoyer des troupes par mer; il fit aussi abattre les forêts de l'intérieur qui pouvaient servir de refuge à des bandes de partisans. S'il n'est pas vrai qu'il ait ordonné le massacre de tous les bardes gallois, ce fût lui du moins qui commença ce système de persécutions politiques dont cette classe d'hommes fut constamment l'objet de la part des rois d'Angleterre. Les principaux d'entre les bardes avaient péri en grand nombre dans les combats et les insurrections; ceux qui survivaient, privés de leurs protecteurs, après la ruine des riches du pays, et obligés d'aller chanter de ville en ville, furent mis sur la ligne des gens sans aveu par les justiciers anglo-normands. « Alors, comme le disait un de ces poëtes « guerriers, les Gallois eurent tout perdu, fors leur nom, « leur langage et leur Dieu. »

II. Projet d'Édouard Ier sur l'Écosse. — Nombreux prétendants à la couronne écossaise; jugement d'Édouard Ier en faveur de Jean Baliol, qui est couronné roi d'Écosse. — Condescendance de ce prince envers Édouard Ier; opposition des Écossais; révolte de Baliol.

Peu de temps après, la mort d'Alexandre III (1286), et celle de *Marguerite*, sa petite-fille, surnommée la *Vierge de Norwége* (1291), firent songer Édouard Ier à s'emparer de l'Écosse.

La royauté n'était point élective chez les Écossais, puisque tout leur ordre social se fondait sur l'état de famille; mais l'hérédité royale n'avait point de règles fixes, et le frère était préféré souvent au petit-fils, ou même au fils du roi mort. Alexandre III ne laissa ni fils, ni frères, mais

(1) La réunion définitive du pays de Galles à l'Angleterre n'eut lieu qu'en 1536, sous le règne de Henri VIII.

des cousins en grand nombre, la plupart d'origine normande ou française, du côté maternel, et portant des noms français, tels que *Jean Bailleul* (Baliol), *Robert de Brus* (Bruce), *Jean Comine* (Comyn), *Jean d'Eaucy*, *Nicolas de Solles* (Soulis), etc. Il y avait neuf prétendants, qui tous, à différents titres, se disaient héritiers du royaume. Ne pouvant s'accorder entre eux et sentant le besoin de terminer pacifiquement la dispute, ils prirent pour arbitre celui qui pensait à les dépouiller; ils croyaient ne voir dans Édouard Ier que leur suzerain. Édouard se déclara pour celui qui avait le meilleur titre, selon le droit héréditaire par primogéniture (1); c'était Jean Bailleul ou John Baliol, selon l'orthographe écossaise. Il fut couronné; mais le roi d'Angleterre, se prévalant de la déférence que les Écossais venaient de lui témoigner, voulut rendre effective, à leur égard, sa suzeraineté, jusque-là purement honorifique.

John Baliol, afin de gagner un appui contre les intrigues de ses compétiteurs, se prêta d'abord complaisamment aux vues d'Édouard; il donna à des Anglais

(1) Le tableau suivant le montre:

- David Ier, roi, † 1114.
  - Henri, prince d'Écosse.
    - Malcolm IV, roi, 1143.
    - Guillaume, roi, 1135.
      - Alexandre II, roi, 1214.
        - Alexandre III, roi, 1249.
          - Marguerite, = Éric, roi de Norwége.
            - Marguerite, dite la Vierge de Norwége.
    - David, comte de Huntingdon.
      - Marguerite, = Allan de Galloway.
        - Devorgild, = John ou Jean Baliol, lord de Galloway.
          - John Baliol.
      - Isabelle, = Robert Bruce.
        - Robert Bruce, comte d'Annandale.
          - Robert Bruce.
      - Ada, = Henri Hastings.
        - Henri Hastings, comte d'Abergavenny.
          - John Hastings.

la plupart des offices et des dignités du royaume, et se rendit à la cour de son suzerain pour lui faire honneur et recevoir ses ordres. Encouragé par cette condescendance, Édouard Ier alla jusqu'à lui demander, pour gage de sa *féauté* et de son *allégeance*, les forteresses de Berwick, d'Édimbourg et de Roxburgh, les meilleures de toute l'Écosse. Mais il s'éleva contre cette prétention une opposition nationale tellement forte, que John Baliol fut contraint d'y céder et de refuser l'entrée de ses forteresses aux gens d'Édouard (1296). Alors celui-ci le somma de comparaître à Westminster, pour y répondre de son refus; mais au lieu de se rendre à la sommation, Baliol renonça solennellement à son hommage et à sa foi comme vassal. A cette nouvelle, le roi d'Angleterre s'écria dans son français-normand : *Ah! le fol félon tel folie fait! s'il ne vient à nous, nous veindrons à ly* (1296).

III. Origine de la guerre entre Édouard Ier et Philippe le Bel.—Édouard Ier marche contre l'Écosse; défaite et prise de Baliol à Dunbar; la pierre de Scone. — William Wallace; ses succès; trêve de 1298; bataille de Falkirk et retraite de Wallace. — Nouvelle révolte des Écossais; soumission de leurs chefs, excepté Wallace. — Siége de Stirling et William Oliphant. — Mort de Wallace et oppression de l'Écosse. — Robert Bruce reprend les armes; ses aventures; les chefs et les barons des Basses-Terres. — Mort d'Édouard Ier. — Le *Justinien anglais*.

Une circonstance imprévue mit dans le même temps aux prises Édouard Ier et *Philippe le Bel*, successeur de Philippe le Hardi.

Deux matelots, l'un Anglais, l'autre Normand, s'étaient pris de querelle à Bayonne (1292). Le second périt frappé d'un coup de poignard. Pour venger leur compatriote, les Normands firent des courses sur mer; les Anglais les battirent, surprirent la Rochelle, la pillèrent et ravagèrent les campagnes d'alentour. Philippe le Bel envoya des députés au roi d'Angleterre pour lui demander satisfaction (1293). Édouard Ier n'opposa que de fiers refus à cette juste demande. Cité deux fois comme duc-vassal de Guienne, à la cour des pairs (1293-94), il n'y comparut point; il eut beau, pour conjurer l'orage, envoyer son frère *Edmond* comme négociateur; au terme de la citation, le roi confisqua la Guienne. Édouard Ier déclara la guerre à la France avec

l'empereur *Adolphe*, le comte de Flandre, le duc de Brabant et le comte de Savoie pour alliés. Baliol devint l'auxiliaire de Philippe le Bel.

Les hostilités eurent d'abord la Guienne pour théâtre; mais le comte de Richemont, *Jean II*, duc de Bretagne, qui s'était chargé de commander les Anglais, ne put tenir longtemps la campagne contre les troupes françaises. Édouard Ier était parti pour l'Écosse avec toute sa chevalerie d'Angleterre et d'Aquitaine, et des archers de race anglaise, tellement habiles qu'ils perdaient rarement une de leurs douze flèches, et disaient en plaisantant, qu'ils avaient douze Écossais dans leurs trousses. Malgré le courage et l'énergie patriotique des Écossais, la guerre fut malheureuse pour eux ; leur roi ne les soutenait point de bonne grâce, et se montrait toujours prêt à faire amende honorable au roi Édouard, pour la résistance qu'il avait entreprise, disait-il, par *mauvais et faux conseil.* Aussi fut-il défait et pris à Dunbar (1297). Édouard pénétra dans les plaines d'Écosse, s'empara de toutes les villes où il mit garnison, et fit transporter à Londres la fameuse *pierre de Scone* sur laquelle on couronnait les rois du pays. Ceux des Écossais qui ne voulurent point se soumettre à la domination étrangère, se réfugièrent dans les montagnes du nord et de l'ouest, et dans les forêts qui les avoisinent.

C'est de là que sortit le célèbre *William Walleys* ou *Guillaume Wallace*, fameux dans les annales du pays. C'était un gentilhomme campagnard, d'une taille gigantesque, d'une force prodigieuse et d'un courage à toute épreuve. Il fit la guerre aux Anglais, d'abord en partisan, ensuite à la tête d'une armée. Les conquérants le qualifiaient de voleur de grand chemin, de meurtrier et d'incendiaire. Nommé régent, il chassa les Anglais du royaume; mais lorsqu'Édouard eut conclu la trêve de 1298 avec Philippe le Bel, par la médiation de *Boniface VIII* (1), la bataille de Falkirk, perdue

(1) Le pape proposa le mariage d'*Édouard Ier* avec *Marguerite* de France, sœur de Philippe le Bel, et celui de son fils *Édouard II* avec *Isabelle*, fille du monarque français.

par les Écossais, livra de nouveau leur pays à l'oppression du vainqueur, et Wallace retourna dans ses forêts pour y préparer de nouveaux moyens de défense.

Édouard Ier revint en Angleterre après sa victoire. Tandis qu'il s'occupait de son mariage avec *Marguerite de France*, Robert Bruce et John Comyn le Jeune formèrent, au nom de Baliol captif à la Tour de Londres, un conseil de régence, prirent l'importante forteresse de Stirling, entamèrent ensuite des négociations, et, lorsque Wallace les eut rejoints, fondirent sur les Anglais qu'ils mirent en déroute (1303). La même année, la trêve de 1298 fut changée en une paix définitive qui rendit la Guienne au roi d'Angleterre. Alors Édouard marcha de nouveau contre l'Écosse, à la tête d'une armée formidable. Ses adversaires disparurent; la plupart des villes ouvrirent leurs portes, et tous les chefs firent leur soumission (1304), hormis Wallace, qui, préférant l'exil à l'amnistie, se retira dans les montagnes.

La forteresse de Stirling résistait seule sous les ordres du brave *William Oliphant*. Le siége dura trois mois. Enfin, épuisés de vivres, mais non de courage, Oliphant et ses vingt-cinq compagnons descendirent de la montagne, pieds nus, en chemise, la corde au cou, se jetèrent à genoux devant Édouard Ier et firent un appel à sa générosité : *Vous devez vous rendre à mon bon plaisir*, dit le roi. Ils y accédèrent. *Eh bien! mon plaisir est que vous soyez pendus comme traîtres.* — *Sire*, dit Oliphant, *ma vie est à vous.* — *Et qu'en dites-vous?* dit Édouard Ier en s'adressant aux autres. — *Que nous nous abandonnons comme lui à votre merci*, s'écrièrent-ils à la fois. Le roi s'attendrit et se contenta de les envoyer prisonniers en Angleterre.

Il n'en fut pas de même de Wallace. Livré par un traître aux Anglais, il fut pendu à Londres, et sa tête placée au bout d'une pique sur le sommet de la Tour (1305). Les habitants de la partie soumise de l'Écosse éprouvèrent alors, dans toute leur étendue, les maux qui suivent une conquête : ils eurent des gouverneurs étrangers, des shé-

riffs et des baillis étrangers, à peu près comme les Gallois; mais plus heureux que ces derniers, ils ne devaient pas tarder à recouvrer leur indépendance.

Elle leur vint d'un Bruce. C'était le petit-fils du compétiteur primitif de Baliol, et portant le même nom que son aïeul. Le sentiment de la liberté rallia les Écossais sous son étendard, et il fut sacré roi dans l'abbaye de Scone (1306), alors qu'il n'y avait pas une ville, depuis la Tweed jusqu'aux Orcades, qui ne fût au pouvoir des Anglais. Sans armée et sans trésor, il prit pour quartier, comme Wallace, les forêts et les montagnes: il y fut poursuivi par ses ennemis avec de la cavalerie et de l'infanterie, et l'on employa contre lui jusqu'à des *blood-hounds* ou lévriers de sang dressés à suivre l'homme comme le gibier à la piste. Il n'y avait dans son royaume, dit Froissart, personne qui osât l'héberger, ni en châteaux ni en forteresses. Traqué comme une bête fauve, il alla de colline en colline et de lac en lac, vivant de chasse et de pêche, jusqu'à la pointe du promontoire de Cantyre, et de là dans la petite île de Rachin ou Rat-Erin, voisine de la côte d'Irlande.

Là il planta son drapeau royal, aussi fièrement que s'il eût été à Édimbourg, envoya des messagers en Irlande, et obtint quelques secours des Irlandais indigènes, à cause de l'ancienne fraternité des deux nations et de leur haine commune contre les anciens Normands. Tous les clans des îles Hébrides et de la côte occidentale, à l'exception d'un seul, lui promirent leur foi et leurs secours. Les chefs et les barons des Basses-Terres, de race anglaise, normande ou écossaise, firent entre eux des pactes d'alliance et de fraternité d'armes, à la vie et à la mort, pour le roi Robert et le pays, contre tout envahisseur, à quelque nation qu'il appartînt. A cette nouvelle, Édouard Ier jura de tirer une vengeance éclatante de l'Écosse; mais Dieu, ce maître des rois, l'arrêta par la mort, à Burgh, sur les frontières mêmes du pays qu'il menaçait du plus dur esclavage (1307).

Édouard Ier introduisit de nombreuses améliorations

dans le Code national et l'administration de la justice, et quoiqu'elles aient été le résultat de la nécessité plutôt que de la sagesse, il en a reçu le surnom de *Justinien anglais*. Édouard fit définir avec soin les limites respectives des cours du banc du roi, de l'échiquier et des plaids communs : il fit arrêter et punir les juges convaincus de prévarications, créa des patrouilles et des surveillants dans les villes et les bourgs pendant la nuit; ordonna d'élaguer les taillis des grandes routes; institua des commissions qui se rendirent de comté en comté afin de découvrir et de condamner les voleurs; enfin fixa les règles d'après lesquelles s'opéra la transmission ou l'aliénation des propriétés et la conversion des terres en manoirs.

§ 6. — ÉDOUARD II (1307-1327).

I. Avénement d'Édouard II; le favori Pierre de Gaveston; son exil et son retour. — Les Ordonnateurs. — Nouvel exil de Gaveston. — Révolte des barons sous les auspices de Thomas de Lancastre; mort de Gaveston et fin de la guerre civile.— Bataille de Bannock-Burn; affranchissement de l'Écosse.— Édouard Bruce, frère de Robert, élu roi en Irlande; trêve entre Édouard II et Robert Bruce.

ÉDOUARD II, fils aîné d'Édouard Ier, lui succéda en 1307. Élevé dès son enfance avec *Pierre de Gaveston*, fils d'un chevalier de Gascogne, il prit, dans sa compagnie, le goût des plaisirs et de la dissipation. Son engouement pour Gaveston le suivit sur le trône. Il le créa comte de Cornouailles et lord-chambellan, l'unit à *Marguerite*, sa nièce, et le nomma régent du royaume lorsqu'il alla faire hommage à Philippe le Bel, roi de France, pour la Guienne et le Ponthieu. A son retour (1308), les barons indignés demandèrent l'exil de Gaveston; il partit en effet, mais comme gouverneur d'Irlande. Il en revint bientôt, écrasa les seigneurs de son faste, les irrita par ses sarcasmes, et fit si bien qu'Édouard II, appauvri par ses prodigalités, et forcé d'avoir recours à la bourse des barons, les trouva tous déterminés à la lui fermer.

Le favori se cacha; mais les barons se présentèrent au parlement de Westminster (1311), suivis de leurs tenanciers armés. Le roi se trouvait en leur pouvoir : il consentit à la formation d'un comité de pairs qui, sous le nom

d'*Ordonnateurs*, procédèrent à la réforme des abus. Édouard II objecta, pria, menaça, mais vainement; il fallut signer et se séparer de Gaveston. Quelques mois s'étaient à peine écoulés, que les deux amis s'étaient rejoints dans la ville d'York.

Alors *Thomas*, petit-fils de Henri III, et le membre le plus puissant de la noblesse comme prince du sang et comte de Lancastre, de Lincoln, de Leicester, de Salisbury, de Derby, se mit à la tête des barons qui s'étaient rassemblés sous prétexte d'un tournoi. A la nouvelle de leur marche, Édouard II, malgré les larmes et les prières de sa femme, *Isabelle de France*, s'embarqua pour Scarborough avec Gaveston, et l'y laissa pour lever l'étendard royal dans l'Yorkshire. Le favori, pressé vivement par les rebelles, se livra par capitulation, et périt malgré le traité qui lui garantissait la vie sauve (1312). La mort de Gaveston mit fin à la guerre civile.

Tandis qu'Édouard II combattait pour un favori méprisable, il réussissait à perdre une noble couronne. Les progrès de *Robert Bruce* étaient lents, mais prudents et bien calculés. Il avait donné rendez-vous à ses partisans, du côté de Stirling, vers le lieu où commence à s'élever la chaîne des montagnes de l'ouest. Les deux armées se rencontrèrent près de Bannock-Burn ou Ruisseau de Bannock. Le jour de la bataille, *Maurice*, abbé d'Inchaffray, célébra la messe, et pieds nus, le crucifix à la main, il marcha devant les Écossais jusqu'au champ de bataille. Là, il s'agenouilla, et toute l'armée avec lui : *Ils sont à genoux*, s'écrièrent quelques Anglais, *ils demandent miséricorde*. —*Oui sans doute,* répondit Ingelram d'Umfraville, *mais c'est à Dieu seul qu'ils s'adressent.*

Le choc fut terrible et la résistance opiniâtre. Enfin les Écossais l'emportèrent (1314). Leurs ennemis, affaiblis par cette grande défaite, se virent successivement chassés de toutes les villes fortes, et obligés de repasser la Tweed en désordre, poursuivis à leur tour par toute la population des plaines du sud, et surtout par celle des frontières ou du Border, population alors très-redoutable pour une ar-

mée en déroute. L'Écosse délivrée donna le nom de sauveur à Robert Bruce, Normand d'origine, et dont les aïeux, au temps de la conquête d'Angleterre, avaient envahi, sur le territoire écossais, le bourg et la vallée d'Annan, près du Solway. Les anciens rois d'Écosse leur avaient confirmé par des chartes la possession de ce lieu, où les ruines de leur château se voient encore.

Après l'affranchissement des Écossais, *Édouard Bruce*, frère de Robert, descendit au nord de l'Irlande, afin d'aider les indigènes, qui les avaient secourus dans leur lutte contre Édouard II, à reconquérir comme eux l'indépendance de leur pays. Plusieurs Anglo-Normands *dégénérés* (1), entre autres les *Lacys*, se joignirent à l'armée écossaise, qui, dans sa marche vers le sud, saccagea plusieurs villes et démantela beaucoup de châteaux bâtis par les fils des conquérants de l'Ulster. Arrivé à Dundalk, Édouard Bruce fut élu et couronné roi d'Irlande (1316); mais son règne ne dura que deux années, et il fut tué dans une bataille perdue contre les forces considérables envoyées d'Angleterre (1318). Les troupes écossaises furent rappelées dans leur pays, et les Anglo-Normands reconquirent leur domination en Irlande, sans pouvoir atteindre leurs anciennes limites du côté du nord. Cette année même, la prise de Berwick par le roi d'Écosse détermina le roi d'Angleterre à conclure une trêve, et elle se fit pour deux ans, *entre Édouard II et sir Robert Bruce*. Le libérateur des Écossais avait consenti à ne pas prendre le titre de roi.

II. Hugues Spencer nouveau favori d'Édouard II; nouvelle révolte des barons; exil des Spencer. — Leur rappel. — Révolte et mort du comte de Lancastre. — Nouvelle trêve avec l'Écosse.

A cette époque, Édouard II était aux prises avec ses barons pour un nouveau favori. C'était *Hughes Spencer*, que Thomas de Lancastre avait donné pour chambellan

(1) On appelait ainsi ceux qui, après la conquête de l'Irlande par Henri II, prenaient goût au chant et à la poésie irlandaise, invitaient les bardes à leur table, et donnaient à leurs enfants, pour gouvernantes, des femmes du pays. On fit contre eux des lois très-dures.

au roi, et qui s'était emparé par degrés de toute sa confiance. Il s'enrichit comme Gaveston, et comme lui il devint hautain, avare, ambitieux. Quelques barons, excités par le comte de Lancastre, se jetèrent sur ses domaines de Glamorgan, qu'ils livrèrent, comme ceux de son vieux père, au pillage, marchèrent avec Thomas sur Londres, demandèrent le bannissement des deux Spencer, et, de la même voix dont ils les accusaient, ils prononcèrent la sentence de condamnation. Les évêques qui faisaient partie du conseil protestèrent; mais Édouard II et ses partisans se laissèrent intimider: les Spencer furent bannis, et les rebelles pardonnés.

Édouard II reprit bientôt le dessus et rappela ses favoris. Le comte de Lancastre fit un appel de révolte aux barons, et cette fois il ne trouva que peu d'alliés. L'armée royale l'atteignit et le força de se rendre. On le conduisit à son château de Pontefract. Le roi lui fit faire son procès, et la tête du prince tomba sur l'échafaud avec celles de quinze complices.

Fier de ce succès, Édouard II somma Bruce de le reconnaître pour suzerain. Pour réponse, les Écossais envahirent l'Angleterre et le poursuivirent jusque dans le comté d'York. Ils y prirent *Henri de Sully*, gentilhomme français, et *Jean de Bretagne*, comte de Richemont. Le roi faillit tomber également entre leurs mains. Ces revers le décidèrent à conclure la trêve de 1323, qui devait durer treize années, et dont il ne devait pas voir la fin.

III. Roger Mortimer; Isabelle et son fils Édouard de Windsor passent en France. —Leur retour armé en Angleterre; mort des Spencer et déposition d'Édouard II. — Sa mort tragique. — Fin misérable d'Isabelle et de Mortimer.

Parmi les partisans de Lancastre, détenus à la Tour, se trouvait *Roger Mortimer* de Wigmore, qui, convaincu deux fois de trahison, avait deux fois reçu le pardon d'Édouard II. Il parvint à s'échapper et passa en France. *Charles le Bel* y régnait, et son oncle, *Charles de Valois*, venait par son ordre de saisir l'Agenois pour punir Édouard II d'une infraction à l'hommage féodal. En vain

le pape *Jean XXII* s'interposa pour rétablir la paix. On fit entendre à l'envoyé du pontife, que si la reine d'Angleterre venait à la cour de France, le roi sans doute accorderait, aux sollicitations d'une sœur, ce qu'il refusait à un négociateur indifférent. Édouard II donna dans le piége. Isabelle arriva sur le continent avec une cour brillante (1325), et s'empressa de conclure un traité déshonorant que son faible époux approuva, quoique à regret. Il se rendait en France lorsqu'il tomba malade. On lui dit alors que s'il voulait transférer la Guienne à son fils, Charles le Bel agréerait comme suffisant l'hommage du jeune prince. Cette proposition insidieuse fut acceptée sans défiance, et le jeune prince de Galles, *Édouard de Windsor,* âgé de douze ans, vint rejoindre sa mère; mais à l'étonnement général, la reine ni son fils ne songèrent plus à revenir. Le rebelle Mortimer devint surintendant de la maison d'Isabelle, et les bruits les plus outrageants pour l'honneur de la princesse circulèrent dans les deux royaumes.

La reine prétendit justifier son absence par la crainte des Spencer; mais ses projets ne tardèrent pas à se faire connaître. Elle fit lever des troupes en Angleterre, en Guienne et en Irlande, et lorsqu'elle eut fiancé son fils Édouard à *Philippine* ou *Philippa*, fille de *Guillaume*, comte de Hainaut, elle fit voile pour l'Angleterre (1326). Saluée, à son débarquement, comme libératrice, Isabelle vit accourir sous son étendard une foule de barons et de princes du sang. Édouard II partit de Londres avec les deux Spencer, traversa comme un fugitif les Marches de Galles, et tomba bientôt entre les mains de ses ennemis. Les deux Spencer furent pendus sans aucune forme de procès. Le roi, couvert d'outrages, fut traîné de forteresse en forteresse, afin qu'on ignorât le lieu de sa détention. On dressa contre le royal captif une espèce d'acte d'accusation; puis le parlement prononça la déposition d'*Édouard de Caërnarvon*, désigna son fils Édouard de Windsor pour son successeur, sous le nom d'*Édouard III,* et confia la régence à la reine.

La perte de la couronne fut pour Édouard de Caërnar-

voit un présage de mort. En effet, Mortimer, craignant une révolution en faveur de ce prince, dont les malheurs excitaient vivement la pitié, résolut de le faire mourir. Deux de ses gardiens, qu'il avait gagnés pour remplir ses vues sans laisser aucune trace de violence, jetèrent Édouard II sur son lit, et, l'y retenant fortement, lui brûlèrent les entrailles avec un fer rouge (1327). On ne fit aucune recherche, et le corps fut enterré sans pompe à Glocester. Ainsi périt Édouard II. La main de Dieu continuait à s'appesantir sur la race du Conquérant.

La conduite d'Isabelle, dans cette tragédie, fut inexcusable : elle en fut punie par l'exécration générale, et passa ses derniers jours dans l'opprobre et l'obscurité. Mortimer, son complice, expira sur le gibet, comme on le verra plus loin.

Philippe le Bel avait fait arrêter, en 1307, les chevaliers du Temple, et s'était emparé de leurs domaines. Une bulle de Clément V les ayant dénoncés, comme criminels, à toute la chrétienté, ils furent également arrêtés en un même jour, en Angleterre et en Italie. Une bulle rendue au concile de Vienne (1312) supprima l'institution et transféra les propriétés des Templiers aux Hospitaliers; mais Édouard II suspendit l'exécution de cette mesure pendant plus d'une année; il n'y consentit que plus tard, en 1313. Onze ans après, les juges déclarèrent que les biens des Templiers devaient revenir comme aubaine aux seigneurs des fiefs; et un acte du parlement les assigna aux Hospitaliers, afin de remplir le but que s'étaient proposé les donateurs primitifs.

§ 7. — ÉDOUARD III (1327-1377).

[Consultez, pour ce règne et les suivants, le tableau généalogique de la page suivante].

ÉDOUARD III, roi, 1327, † 1377. = PHILIPPINE ou PHILIPPA, † 1369.

Édouard, prince de Galles, surnommé le Prince Noir, † 1376. = Jeanne, comtesse de Kent.
Lionel, duc de Clarence. = Élisabeth de Burgh.
Jean de Gand, duc de Lancastre, † 1399. = Blanche, héritière de Henri, duc de Lancastre, † 1369.
Henri de Bolingbroke, duc d'Hereford, puis de Lancastre.
Edmond, duc d'York, † 1402. = Isabelle, fille de Pierre de Castille, † 1394.
Le comte de Rutland.
Thomas, duc de Glocester, † 1397.

Anne de Bohême, † 1395. = RICHARD II, roi, 1377, déposé, 1399, † 1400. = Isabelle de France, † 1409.
Philippa. = Edmond Mortimer, comte de March, † 1382.
Philippa, reine de Portugal.
HENRI IV, roi, 1399, † 1413. = Marie de Bohun, † 1394.
Henri de Beaufort, évêque, puis cardinal de Winchester.
Édouard, duc d'York, † 1415.
Richard, comte de Cambridge, † 1414. = Anne, fille de Roger, comte de March.
Constance.

Roger, comte de March, † 1399. — Éléonore Holland, † 1405.
Edmond-Jean Mortimer.
Élisabeth Philippa. = Henri Percy-Hotspur, fils du comte de Northumberland.
HENRI V, roi, 1413, † 1422. = Catherine de France, † 1437. = Owen Tudor, † 1461.
Thomas, duc de Clarence, † 1421.
Jean, duc de Bedford, † 1436.
Onfroi, duc de Glocester, † 1447.
Richard, duc d'York, † 1460. = Cécil Nevil, † 1495.

Edmond, comte de March, † 1424.
Roger.
Anne, mariée au comte de Cambridge.
Éléonore, † 1418.
HENRI VI, roi, 1422, déposé, 1461, † 1472. = Marguerite d'Anjou, † 1482.
Edmond, comte de Richmond, † 1456. = Marguerite, fille du duc de Somerset.
Gaspard, duc de Bedford, † 1495.
ÉDOUARD IV, roi, 1461, † 1483. = Élisabeth Woodville, † 1491.
George, duc de Clarence, † 1477. = Isabelle Nevil.
RICHARD III, d'abord duc de Glocester, roi, 1483, † 1485. = Anne Nevil, † 1485.
Élisabeth. = Le duc de Suffolk.
Jean de la Pole, comte de Lincoln.
Marguerite. = Le duc de Bourgogne.

Édouard, † 1471. = Anne Nevil.
HENRI VII Tudor, roi, 1485, † 1509. = Élisabeth, † 1502.
HENRI VIII.
ÉDOUARD V, roi, † 1483.
Richard, duc d'York, † 1483.
George.
Édouard Plantagenet, comte de Warwick.
Marguerite.
Édouard, prince de Galles, † 1484.
Élisabeth, veuve d'Édouard V. = Thomas, lord Stanley.

Réginald Pole. Montagu. Geoffroi Pole.

I. Conseil de régence; puissance de Mortimer. — Édouard III reconnaît l'indépendance de l'Écosse. — Naissance du Prince Noir.— Prise et supplice de Mortimer. — Vicissitudes d'Édouard Baliol; bataille d'Halidon-Hill; David Bruce II.

En plaçant Édouard III, fils d'Édouard II, sur le trône du vivant de son père, le parlement avait nommé en même temps un conseil de régence, composé de douze personnes, pour diriger toutes les affaires de l'État. *Roger Mortimer,* devenu comte de March par la dépouille des Spencer, eut l'adresse de s'en exclure lui-même; mais il influença secrètement toutes les affaires; et, maître invisible de la puissance suprême, il la partagea avec la reine, sa complice.

Une expédition malheureuse contre l'Écosse signala l'avénement d'Édouard III. *Robert Bruce* était venu ravager le Cumberland. Le jeune roi marcha contre l'agresseur à la tête de quarante mille hommes; mais il ne fit rien, et c'est à peine s'il vit l'ennemi. Après une foule de marches et de contre-marches inutiles, il licencia ses troupes, et reconnut, par un traité formel, l'indépendance de l'Écosse (1328). *David Bruce II,* fils de Robert, dévait épouser *Jeanne*, sœur d Édouard.

Au retour de cette expédition, Édouard III, âgé de dix-huit ans, et que sa femme *Philippine de Hainaut* avait rendu père d'un fils depuis si célèbre sous le nom de *Prince Noir,* résolut de secouer la tutelle de Mortimer et de la reine, non moins humiliante pour lui qu'odieuse à la nation. *Edmond*, comte de Kent, fils d'Édouard Ier, venait, pour une imprudence, de subir la mort des traîtres, à l'instigation des deux complices. Ce nouveau crime irrita les esprits, et le jeune roi profita de cette disposition pour tenter un coup de main. Il s'agissait de surprendre Mortimer dans le château de Nottingham, où la reine-mère s'était enfermée avec lui. Lord *Montaigu* parvint à y introduire les gens du roi par des passages souterrains. Mortimer fut pris et livré au parlement, qui, sans aucune forme de procès, le condamna sur-le-champ. Il fut pendu à un mille de Londres, aux ormes de Tyburn, où son corps resta exposé deux jours (1330). La reine fut

dépouillée de tout pouvoir, et confinée dans un manoir de Risings. Elle y vécut encore vingt-sept ans, objet du mépris et de l'horreur générale qu'elle avait mérités par ses déréglements et par ses crimes.

Robert Bruce venait de mourir, laissant pour successeur son fils David Bruce, âgé de sept ans, sous la tutelle de *Randolf*, comte de Moray. Édouard III, voulant profiter de cette minorité pour effacer la honte du dernier traité, se servit à cet effet d'*Édouard Baliol*, fils de John Baliol, dont il soutint les prétentions à la couronne. Édouard Baliol, par une suite d'aventures qui tiennent du roman, conquit une première fois le sceptre en sept semaines, et le perdit en moins de trois mois (1331-1332). L'année suivante, Baliol ouvrit avec les Anglais la campagne par le siége de Berwick. *Archibald Douglas*, nouveau régent, pour sauver cette place importante, offrit le combat aux assiégeants avantageusement postés sur la colline d'Halidon (Halidon-Hill). Les Écossais furent mis en pleine déroute. Le régent, six comtes et beaucoup de barons périrent sur le champ de bataille. La ville et le château se rendirent immédiatement, et le jeune roi David, avec sa femme, sœur d'Édouard, furent, pour plus de sûreté, transférés de Dumbarton en France (1333).

Édouard Baliol monta de nouveau sur le trône d'Écosse. Il céda, selon sa promesse, au roi d'Angleterre toute la contrée qui s'étend de Dumfries à Linlithgow; mais ce démembrement excita parmi les Écossais une irritation violente qui releva les espérances de David. La cause de l'indépendance triompha de nouveau. Baliol, contraint de fuir, lutta quelques années encore, et finit par céder, abandonné qu'il était d'Édouard III qui songeait alors à réclamer la couronne de France.

II. Édouard III réclame la couronne de France. — Cour plénière d'Amiens. — Préparatifs des deux rois. — Révolte de Flandre ; le brasseur Jacques Artevelle. — Bataille navale de l'Écluse. — Troubles de la Bretagne. — Les subsides en laine et la gabelle.— Conseil de Geoffroi d'Harcourt. — Débarquement d'Édouard III, Robin Agace, et bataille de Crécy. — Bataille de Nevil's-Cross ; captivité de David Bruce. — Siége et prise de Calais. — Bienfaisante influence du Saint-Siége ; trêve d'un an.

Charles le Bel, roi de France, était mort sans laisser d'enfant mâle. Deux compétiteurs se disputèrent le trône : Édouard III, fils aîné d'Isabelle, et *Philippe VI de Valois*, fils aîné de Charles, oncle des trois derniers rois (Louis X, Philippe le Long et Charles le Bel). Le premier, le plus proche parent par les femmes, se vit, en vertu de la loi salique, préférer le second, plus éloigné d'un degré, mais allié du côté paternel, et de là naquit une guerre de cent ans entre la France et l'Angleterre.

Toutefois Édouard III, après la victoire de Cassel remportée par Philippe de Valois sur les Flamands, parut se désister de ses injustes prétentions. Il vint, selon l'usage, rendre en personne au roi de France l'hommage qu'il lui devait pour le duché de Guienne. Il se soumit, dans la cour plénière d'Amiens (1331), à cette cérémonie humiliante pour sa fierté, en présence des rois de Bohême, de Navarre et de Majorque. Par cet acte de vassalité, Édouard III reconnaissait Philippe VI pour son suzerain ; mais, plus tard, l'ambition et le dépit le rendirent parjure.

Les deux monarques s'observaient d'un œil haineux, pour saisir un prétexte de rupture ; mais en même temps ils se donnaient des alliés. Philippe de Valois mit dans ses intérêts *Jean III*, duc de Bretagne ; Édouard III mit dans les siens la Flandre, le Hainaut et la basse Allemagne. Les diverses ambassades qu'envoya le roi d'Angleterre aux seigneurs de ces provinces présentèrent une singularité remarquable : on y vit une foule de chevaliers et de poursuivants d'armes avec un œil couvert de drap vermeil, par suite d'un vœu qu'ils avaient fait aux dames anglaises, de ne voir que d'un œil jusqu'à ce qu'ils se fussent illustrés en France par quelque prouesse.

Sur ces entrefaites, la rigueur du comte de Flandre avait mécontenté ses sujets. Soudain une sédition, provo-

quée par Édouard III, éclate à Gand et gagne bientôt toute la contrée. Le brasseur *Jacques Artevelle* se met à la tête de la révolte, et voyant que les Flamands hésitaient à s'armer contre Philippe, leur suzerain, il propose à Édouard III de prendre les armes de France. Édouard s'empresse de souscrire à cette proposition, et place des fleurs de lis dans ses armoiries, exemple que ses successeurs ont suivi jusqu'à nos jours, et grâce à ce subterfuge grossier, les Flamands courent se ranger sous les drapeaux fleurdelisés d'Édouard (1337).

Les premiers efforts de Philippe VI furent assez heureux; mais ces faibles succès ne compensèrent pas la défaite navale de Sluys ou de l'Écluse (1340), qui coûta aux Français cent vingt vaisseaux et trente mille matelots ou soldats. Édouard III ne perdit que deux navires et quatre mille hommes. Cette victoire accrut les troupes d'Édouard, qui se porta sur Tournai, tandis que *Robert d'Artois,* traître à son pays, marchait sur Saint-Omer. Le duc de Bourgogne battit l'allié d'Édouard III, et le roi d'Angleterre échoua dans sa tentative. Une trêve d'un an, négociée par *Jeanne de Valois,* sœur de Philippe VI et mère de Philippine, suspendit alors les hostilités. Durant cet armistice, dans lequel furent compris les Écossais, le pape tenta vainement de faire conclure une paix durable. Rien ne put vaincre l'obstination des deux monarques. Édouard III prétendait à la souveraineté totale de la Guienne, et Philippe VI exigeait la renonciation de ses prétentions au royaume de France.

Les troubles de la Bretagne, étrangère à la lutte des deux rois, les mit une seconde fois aux prises.

Le duc Jean III venait de mourir (1341). *Jean de Montfort* et sa sœur aînée, *Jeanne de Penthièvre*, se disputaient sa succession. Les pairs l'adjugèrent à Jeanne, et par elle à son mari, *Charles de Blois,* neveu de Philippe VI. Le roi de France envoya des troupes contre Montfort, qui fut pris à Nantes par le prince royal *Jean*, duc de Normandie. Robert d'Artois, arrivé trop tard pour le défendre, trouva la mort dans Vannes, et le roi d'Angleterre fit de vains efforts pour reprendre cette place (1343). Après une

trêve de deux ans, le parti de Montfort, renforcé par un corps d'Anglais, fit prisonnier Charles de Blois à la Roche-Derien, et la lutte de succession se prolongea jusqu'en 1365.

Alors des préparatifs de guerre directe se firent des deux côtés. Édouard III obtint de son parlement des subsides en laine, et Philippe VI établit la *gabelle* ou le monopole sur le sel. Ces manières de lever de l'argent donnèrent aux deux princes l'occasion d'exercer *leur esprit*. Le roi d'Angleterre appelait Philippe l'*auteur de la loi salique*, et le roi de France nommait Édouard le *marchand de laine*.

Enfin le parlement anglais demanda la reprise des hostilités, et bientôt une armée partit pour la Guienne sous les ordres d'un cousin du roi, le *comte de Derby*, l'un des plus braves guerriers de son siècle (1345). De son côté, Philippe VI envoya dans le Midi le prince royal Jean qui prit Angoulême, et qui de là courut assiéger Aiguillon avec cent mille hommes. Édouard III voulait faire voile vers la Guienne; mais *Geoffroi d'Harcourt*, réfugié français qui se trouvait sous ses drapeaux, lui dit : *Sire, je vous ai toujours conseillé et je vous conseille encore de prendre terre en Normandie. Personne ne s'opposera à votre descente. Depuis longtemps les peuples de ce canton sont sans armes, et ils n'ont jamais voulu la guerre. Toute la noblesse de la province est au siége d'Aiguillon. Vous trouverez un pays ouvert, rempli de grosses villes non fermées, où vos soldats s'enrichiront pour vingt ans. Je vous supplie de m'écouter et je réponds du succès sur ma tête.* Édouard III suivit ce conseil et ordonna de lever l'ancre; lui-même voulut servir de pilote, passa avec son vaisseau à la tête de la flotte et fit tourner la proue vers la côte de Normandie. Bientôt les mille navires anglais parurent devant la Hogue-Saint-Wast en Cotentin. Couvert de ses armes, entouré de ses chevaliers, Édouard III, monté sur son grand vaisseau, qui précédait tous les autres, déployait au vent les couleurs de l'Angleterre; elles étaient blanches alors, et les Français portaient le rouge. Il aborda sans obstacle, comme l'avait prédit le traître d'Harcourt, au port de la Hogue, le 12 juillet 1346. Près du cap de ce nom,

les Français, sous le règne de Louis XIV (1692), versèrent leur sang pour remettre un monarque anglais (Jacques II) sur le trône de ses pères.

La flotte ayant jeté l'ancre, le débarquement se fit sur un rivage désert. Édouard III tomba, dit-on, en mettant le pied sur la grève, comme César en Afrique (1), comme Guillaume le Conquérant en Angleterre (2); le sang lui sortait du nez. Les chevaliers, effrayés du présage, dirent au roi : *Chier sire, retrayez-vous en vostre nef, et ne venez mès hui à terre, car voici un petit signe pour vous.* Édouard répondit joyeusement : *C'est un très-bon signe; ceste terre me désire.* Il y a des paroles et des aventures qui sont de tous les conquérants. Les Anglais remontèrent la Seine jusqu'à la vue des murs de Paris, portant la terreur et la désolation dans tous les lieux de leur passage. Philippe VI se mit à leur poursuite: Édouard III se retira vers la Picardie dans le dessein de se mettre en communication avec la Flandre; mais à son arrivée sur la Somme, il en trouva tous les ponts coupés. Cependant l'armée française allait l'atteindre, et c'en était fait du roi d'Angleterre si, parmi les prisonniers qu'il traînait à sa suite, il ne se fût trouvé un valet nommé *Robin-Agace* qui lui enseigna un gué au-dessous d'Abbeville. Édouard III se hâta de passer le fleuve et alla se poster sur les hauteurs de Crécy. Bientôt les Français parurent, fatigués d'une longue marche; néanmoins, emportés par leur fougue et leur impétuosité naturelle, les premiers corps, malgré les ordres du roi, coururent en confusion attaquer l'ennemi dans ses retranchements. Les Anglais, défendus par l'avantage du poste, culbutèrent la première ligne sur la seconde; celle-ci, déjà mise en désordre par les fuyards, fut renversée avec un horrible carnage. Cependant le jeune prince de Galles, âgé de quinze ans, courait risque de la vie; ses écuyers en avertirent le roi, le suppliant de venir sauver son fils. Édouard III demanda si le prince était tué ou blessé. On lui répondit que non. *Alors*, reprit-il, *je n'enverrai point*

(1) Voy. mon *Histoire romaine*, République.
(2) Voy. plus haut, p. 53.

de secours. Que le jeune homme gagne ses éperons, et lui, et ceux à qui je l'ai confié, auront toute la gloire de la journée. Cette journée terrible fut en effet aux Anglais. Il resta sur le champ de bataille, du côté des Français, onze princes, quatre-vingts bannerets, douze cents chevaliers et trente mille soldats (26 août 1346). Parmi les morts se trouva le roi de Bohême, *Jean l'Aveugle*, qui voulut, comme il le disait, *avoir un coup à l'anglaise.* Le timbre de sa cotte de mailles, trois plumes, avec la devise *ich dien*, je sers, fut adopté par le prince de Galles et ses successeurs. Après la bataille, Édouard III le pressa dans ses bras: *Beau fils*, s'écria-t-il, *continuez votre carrière. Vous vous êtes noblement conduit; vous vous êtes montré digne de moi et de la couronne.* Le jeune Édouard tomba à ses genoux et attribua modestement à son père tout le mérite de l'action.

Les deux rois s'occupèrent immédiatement, Édouard III, à profiter des avantages de sa victoire; et Philippe VI, à en prévenir les conséquences. Le premier, pour s'assurer un port convenable sur la côte de France, entreprit le siége de Calais; le second députa vers David Bruce II, revenu depuis quatre ans en Écosse, pour l'engager à faire une invasion sur les terres de son rival. Bruce II pénétra dans le Cumberland avec trois mille hommes d'armes et trente mille autres montés sur de petits chevaux. Cependant l'armée anglaise les attendait à Nevil's-Cross (la Croix de Nevil). Encouragés par la voix de Philippine, leur reine, les Anglais, quoique de beaucoup inférieurs en nombre, culbutèrent les Écossais et prirent leur roi David (17 octobre 1346).

Cependant Édouard III continuait le siége ou plutôt le blocus de Calais. Après un an de résistance, la famine força les habitants à se rendre. L'héroïque dévouement d'*Eustache de Saint-Pierre* et de cinq autres (1) la sauva de la destruction (1347); mais le vainqueur en chassa tous les indigènes et la repeupla d'Anglais. Les franchises ac-

(1) Voyez, pour plus de détails, mon *Histoire de France*, 9e édit., t. II, règne de Philippe de Valois.

cordées à cette ville y attirèrent une grande multitude. Cette importante place, l'une des clefs du royaume, resta plus de deux siècles sous la domination britannique (1347-1558).

C'est ici qu'il faut reconnaître les avantages que l'humanité retirait de l'influence pacifique des souverains pontifes. Dans les siècles où l'on ne connaissait d'autre mérite que celui des armes, l'Europe eût été plongée dans une guerre perpétuelle, si les papes n'avaient constamment travaillé soit à la conservation, soit au rétablissement de la paix. Ils contrôlaient les passions et réprimaient les extravagantes prétentions des souverains : leur caractère, comme pères communs des chrétiens, donnait à leurs représentations un poids qu'aucune autre médiation ne pouvait offrir, et leurs légats n'épargnaient ni voyages ni fatigues pour concilier les intérêts opposés des cours et placer l'olivier de la paix entre les épées des armées rivales. *Clément VI*, dont les efforts ne s'étaient pas interrompus depuis le commencement de la guerre, parvint, après la prise de Calais, à ménager une trêve d'un an entre la France et l'Angleterre.

III. Fin de la trêve; bataille de Poitiers; prise et captivité du roi Jean le Bon. — La grande trêve de l'Écosse entre Édouard III et David Bruce.—Traité de Jean le Bon avec Édouard III. — Nouvelle invasion d'Édouard III en France. — Traité de Bretigny. — Les grandes compagnies; retour et mort du roi Jean le Bon à Londres.

Cette trêve, sauf quelques hostilités partielles, se prolongea pendant sept ans. Mais, en 1355, la guerre prit un caractère sérieux. Le prince de Galles, surnommé le *Prince Noir* à cause de la couleur noire de son armure, descendit à Bordeaux et dévasta l'Aquitaine; Édouard III ravagea la Picardie, et Nantes tomba au pouvoir de l'un de ses généraux : *Jean le Bon*, successeur de Philippe de Valois, reprit à son tour l'offensive et obtint quelques succès en Normandie; mais les progrès du prince de Galles l'appelèrent bientôt au midi de la Loire. Après avoir ravagé l'Auvergne, le Limousin et le Berri, il s'était avancé jusqu'aux confins de l'Orléanais. Son armée n'était que de vingt-deux mille hommes. Comme il se re-

tirait, Jean le Bon l'atteignit à Maupertuis, près de Poitiers. Le Prince Noir n'avait de vivres que pour vingt-quatre heures, et il ne pouvait quitter la hauteur qu'il occupait sans être taillé en pièces par une armée cinq fois plus nombreuse que la sienne. Le cardinal de Talleyrand-Périgord, légat du pape, à force de prières, obtint de Jean qu'on entrât en pourparler, et, se rendant près d'Édouard, lui montra tout le danger de sa situation : *Sauvez mon honneur*, dit le jeune prince, *et l'honneur de mon armée, et je suis prêt à écouter toutes conditions raisonnables. — Beau fils*, répliqua le cardinal, *vous avez répondu sagement; ma tâche est de procurer de pareilles conditions*. Infatigable dans ses efforts, le légat courut d'une armée à l'autre. Édouard offrit de rendre ses conquêtes, son butin, ses captifs, et de ne porter de sept ans les armes contre la France. On exigea que le prince et cent de ses chevaliers se rendissent prisonniers de guerre. Cette proposition, portée par le légat, fut rejetée avec indignation. *Beau fils*, dit-il alors au Prince Noir, *faites ce que vous pourrez ; il faut vous combattre. — C'est bien notre intention*, reprit Édouard, *Dieu défend le bon droit*. Les Français coururent attaquer les Anglais dans leur poste, presque inaccessible. Leur avant-garde ayant été repoussée, tout le corps de bataille se débanda et prit la fuite. Le roi Jean, si lâchement abandonné, se défendit avec un courage qui tenait de la fureur; enfin il fut pris, et cette prise décida de la bataille. Le prince de Galles se montra digne de la victoire; il traita son prisonnier en roi. Le soir même du combat, il lui donna un magnifique souper, le servit lui-même à table, et quelques instances que lui fît ce prince captif, il ne voulut jamais, par respect, y prendre place (19 septembre 1356). Le vainqueur reprit la route de Bordeaux, y conclut une trêve de deux ans avec le dauphin *Charles*, et partit au printemps pour Londres avec son prisonnier.

Édouard III tenait en son pouvoir les deux rois de France et d'Écosse. Renonçant au chimérique projet de conquérir les deux royaumes, il voulut du moins tirer le

plus de profit possible de ses victoires. Il s'occupa d'abord de David Bruce, prisonnier depuis 1346, et l'an 1357 on convint, après de longues négociations, que « sir David, roi d'Écosse (Édouard III consentait à l'appeler ainsi pour la première fois), serait mis en liberté moyennant une trêve de dix années consécutives entre les deux puissances, une somme de 100,000 marcs, en vingt payements, de six mois en six mois, et la promesse faite par le monarque écossais de se constituer prisonnier, si ces payements n'étaient pas faits avec exactitude. » En 1365, la trêve fut accordée pour le long terme de vingt-cinq ans. David Bruce II mourut en 1370; *Robert II Stuart* (1), son neveu et son successeur, observa religieusement la *grande trêve* (c'est ainsi qu'on la nommait), et remplit exactement toutes les conditions pécuniaires auxquelles elle assujettissait l'Écosse.

Sur ces entrefaites, Jean le Bon, ennuyé de sa captivité, conclut en 1359, avec Édouard III, un traité que rien ne peut excuser. Il lui cédait toutes les provinces que possédaient les rois d'Angleterre dans le treizième siècle, et de plus, il s'engageait à payer, pour sa rançon, 4,000,000 d'écus d'or. Les États Généraux de France cassèrent avec indignation, selon le vœu du régent, le traité de délivrance, et votèrent des levées d'hommes avec de forts subsides pour continuer vigoureusement la guerre.

A cette nouvelle, Édouard III fondit sur la France avec une armée de cent mille hommes. Le régent ordonna de ne défendre que les places fortes, et la plus grande partie du royaume fut impunément ravagée. Édouard s'avança jusqu'à Paris. Il eut beau provoquer le dauphin Charles au combat : ses bravades n'obtinrent point de résultat. Privé de ressources au milieu d'un pays dévasté, ne traînant

(1) La famille des Stuarts qui régna d'abord sur l'Écosse, puis sur toute la Grande-Bretagne, avait pour chef un certain *Walter*, issu, dit-on, de *Banquo*, thane ou chef de Lochaber, qui avait été assassiné par *Macbeth*, vers le milieu du XI[e] siècle. Walter, accueilli vers 1060 à la cour de *Malcolm III*, roi d'Écosse, y devint sénéchal ou intendant du prince (en écossais *Stuart*, en anglais *Stewart*) : ses descendants conservèrent depuis ce nom. Son arrière-petit-fils, *Walter IV*, épousa *Marjaria* ou *Marjorie*, fille du roi d'Écosse Robert I[er], et devint père d'un prince qui régna sur l'Écosse, sous le nom de *Robert II Stuart*.

plus avec lui que des troupes épuisées par la disette et la famine, tandis qu'on lui conseillait une paix avantageuse, il y fut déterminé, dit-on, dans le voisinage de Chartres, par un orage affreux qui lui tua beaucoup d'hommes et de chevaux.

Le traité fut signé dans le bourg de Bretigny, près de Chartres (1360); traité humiliant et désastreux qui livrait aux Anglais le port de Calais, le Ponthieu et toutes les provinces de l'ancien duché d'Aquitaine en pleine souveraineté, sans compter de nombreux otages et 3,000,000 d'écus d'or pour la rançon du roi prisonnier. D'une autre part, Édouard III renonçait à toute prétention sur la couronne de France, sur la Normandie, le Maine, la Touraine et l'Anjou. Les renonciations respectives devaient se faire à Bruges; mais Édouard III n'y vint pas, quoiqu'il fût sommé de le faire: manque de foi dont *Charles V*, successeur de Jean le Bon, sut tirer parti.

Au milieu des calamités qui précédèrent en France et suivirent le retour de Jean le Bon, calamités causées par l'ambition de *Charles le Mauvais*, roi de Navarre, et par les ravages des *grandes compagnies* (1), le monarque français apprit que le *duc d'Anjou*, son fils, l'un des otages livrés à Édouard III, s'était enfui de Londres. Il se résolut aussitôt à retourner immédiatement auprès d'Édouard, et répondit noblement à son conseil, qui cherchait à l'en dissuader, que, *si l'honneur était banni de l'univers, il devrait trouver un asile dans le cœur des rois.* Jean le Bon mourut deux mois après son retour à Londres (1364).

IV. Affaires de Castille; Henri de Transtamare et Pierre le Cruel. — L'Aquitaine écrasée d'impôts par le Prince Noir. — Nouvelle guerre en France; exploits de du Guesclin. — Le duc de Lancastre et le bon parlement; Alice Perrers. — Mort du prince de Galles et d'Édouard III. — Ordre de la Jarretière. — Wiklef, ses hérésies et les pauvres prêtres.

En France, les ravages des grandes compagnies perpétuaient en pleine paix toutes les calamités de la guerre.

(1) C'étaient les soldats qui, licenciés par la paix de Bretigny, s'étaient organisés en grandes bandes pour ravager les provinces. — Voyez, pour plus de détails, mon *Histoire de France*, t. II, règne de Jean le Bon et de Charles V.

Edouard III offrit de les combattre en personne; mais Charles V trouva, en 1366, une occasion de les éloigner sans l'intervention dangereuse du roi d'Angleterre.

Henri de Transtamare, frère naturel de *Pierre le Cruel*, roi de Castille, avait pris, mais sans succès, les armes contre ce prince sanguinaire; obligé de se réfugier en France, il offrit de prendre à sa solde les grandes compagnies. L'offre acceptée, le célèbre *du Guesclin* se chargea de conduire l'affaire. Tout plia devant leurs armes. Pierre le Cruel s'enfuit auprès du prince de Galles, que son père avait nommé duc souverain d'Aquitaine. La bataille de Najéra (Navarette), gagnée par le Prince Noir, rendit le trône au fugitif et fit perdre à du Guesclin la liberté (1367). Sorti de prison, il rejoignit Henri de Transtamare. Pierre le Cruel fut défait à Montiel et immolé par son frère aux mânes de dix victimes royales.

Cependant Édouard III s'endormait en Angleterre au sein des plaisirs; et le Prince Noir, dont le nom seul était autrefois la terreur des ennemis, avait rapporté d'Espagne un malaise qui confondait toute l'habileté de ses médecins, et l'avait réduit à un tel état de faiblesse qu'il ne pouvait plus monter à cheval. Il était devenu mélancolique et chagrin. Plongé, par la mauvaise foi de Pierre le Cruel, dans un abîme de dettes, et ne pouvant suffire aux dépenses de sa cour, la plus magnifique de l'Europe, il écrasait l'Aquitaine d'impôts. La noblesse murmura et se plaignit. Charles V reçut l'appel des seigneurs; et comme les renonciations convenues à Bretigny ne s'étaient pas faites, il cita, en qualité de suzerain, le prince de Galles à la Cour des pairs. Édouard III répondit qu'il s'y rendrait, mais à la tête de soixante mille hommes. Charles V convoqua les États Généraux, et, d'après leur décision, on confisqua juridiquement (1369) les provinces que l'épée de du Guesclin devait bientôt conquérir.

Saint-Pol et *Châtillon* envahirent le Ponthieu; le duc d'Anjou, frère de Charles V, se signala en Guienne, et le duc de Bourgogne arrêta en Picardie le père du prince de Galles.

Robert Knowles ou *Knolles* débarqua en France avec

de nouvelles troupes (1370). Du Guesclin qui, à son retour de Castille, avait reçu avec l'épée de connétable le commandement général des armées françaises, le battit en toute rencontre et le poursuivit de province en province, tandis que, sous les ordres d'*Yvain de Galles* (1), la flotte française, accrue de la flotte castillane, défit le *comte de Pembroke* devant la Rochelle. Bientôt du Guesclin reçut la soumission volontaire de toute la Bretagne, et l'an 1373, Édouard III avait déjà perdu toutes ses conquêtes, à l'exception de Calais et de Bordeaux. Une trêve, sollicitée par *Grégoire XI*, suspendit les hostilités, ou plutôt les triomphes des Français. Le Prince Noir était de retour en Angleterre, où, pendant six années, il languit épuisé, loin de la cour et des discussions politiques.

Selon l'opinion publique, une administration malheureuse est toujours une administration incapable. Lorsque Édouard III fut abandonné par la fortune, ses sujets critiquèrent librement les mesures de son gouvernement. *Jean de Gand,* duc de Lancastre, qui, pendant la maladie du Prince Noir, son frère, avait pris les rênes de l'État, devint l'objet de la haine populaire, et le prince de Galles prêta son influence à l'opposition. Le parlement, qui fut longtemps connu sous le nom de *bon parlement*, accompagna d'une remontrance énergique l'octroi d'un nouveau subside (1376). Les communes, par la bouche de leur orateur, signalèrent la gestion infidèle du trésor royal, exigèrent la punition de quelques concussionnaires, et poursuivirent *Alice Perrers,* ancienne camériste de Philippine, et qui, depuis la mort de sa maîtresse, abusait de son ascendant sur l'esprit d'Édouard III pour vendre la justice et sa protection.

(1) Cet *Yvain* était un Gallois réfugié, que Philippe le Bel fit élever parmi les pages de sa chambre. Il s'appelait *Owen*. Il était parent du roi *Lewellyn,* peut-être son neveu ou son petit-fils, et les Français, qui le regardaient comme l'héritier légitime de la principauté de Galles, lui donnaient le nom d'*Yvain de Galles*. Il fut armé chevalier de la main du roi de France et chargé de plusieurs commandements militaires, entre autres d'une descente dans l'île de Guernesey, qui était anglaise depuis la conquête de l'Angleterre par les Normands.

Mais les communes perdirent soudainement leur plus ferme défenseur par la mort du prince de Galles (8 juin 1376). Le *bon parlement* fut dissous, et le duc de Lancastre reprit tout son pouvoir. Le roi se mourait, abandonné aux soins d'Alice Perrers, qui, le voyant s'affaiblir de jour en jour, le conduisit à Shène pour l'abandonner le matin de sa mort. Là, tandis qu'il rendait l'âme, ses domestiques se mirent à piller le palais (21 juin 1377). Étrange destinée de ces rois de la conquête! la dernière scène de leur vie rappelait toujours leur origine.

Édouard III établit vers l'an 1349 l'ordre de la Jarretière avec cette devise : *Honni soit qui mal y pense.* Cet ordre, dit-on, doit son nom à la jarretière tombée de la *comtesse de Salisbury* que le roi ramassa galamment; mais il est plus probable que, par la jarretière, Édouard III voulait faire allusion à l'union qui doit exister entre les chevaliers, et que la devise avait pour but d'avertir chacun d'eux de conserver l'honneur en pensées comme en actions.

C'est sous Édouard III, vers 1360, que le nom du célèbre *Wiklef* ou *Wikliffe* paraît pour la première fois dans l'histoire. On le voit, à cette époque, engagé dans une dispute aussi violente que ridicule avec les différents ordres de Frères. Les Frères enseignaient avec faveur dans les universités, et s'étaient attiré l'estime publique par leur zèle, leur instruction et leur piété. Bientôt ils eurent des jaloux. *Fitz-Ralph,* archevêque d'Armagh, les accusa devant le pape, et Wiklef les attaqua comme hérétiques. Cette discussion n'eut d'autre résultat que de lui donner une violente animosité contre les Frères. En 1365, ce sectaire devint supérieur du collége d'Oxford, fondé par l'archevêque *Islip :* il en chassa tous les moines ; mais à la mort du fondateur, son successeur voulut renvoyer à son tour Wiklef, et sur son refus, il séquestra le revenu du collége. Wiklef en appela au pape, qui le condamna; telle est la source de son opposition postérieure à l'autorité du Saint-Siége. Devenu chapelain d'Édouard III, il accepta successivement plusieurs cures et prébendes. Cette acceptation, si contraire aux principes qu'il défendit par la suite,

prouve qu'il ne songeait pas encore à se faire réformateur; mais bientôt on le vit se livrer aux plus grandes austérités, marchant nu-pieds, vêtu d'une étoffe grossière et prêchant contre les vicaires, les curés, les évêques et le pape. Il en voulait surtout à leurs propriétés. A cet effet, il réunit un corps de fanatiques qui, sous le nom de *pauvres prêtres*, imitateurs des austérités de leur chef, s'exerçaient, sans autorisation, au métier de prédicateurs ambulants, et répandaient ces maximes de spoliation que Wiklef continua de propager sous le successeur d'Édouard III, et que Luther reproduisit un siècle après dans l'Allemagne avec plus de succès.

V. Empiétements des communes sur les prérogatives de la couronne.—Restrictions imposées aux pourvoyances. — Modifications apportées dans l'administration de la justice. — Composition du parlement : le premier état ou le clergé; le second état ou les lords; le troisième état ou les communes. — Forme des délibérations. — Droit du peuple anglais de s'imposer lui-même. — Régularisation de la levée des troupes.

Les malheurs qu'entraînèrent les expéditions d'Édouard III amenèrent de profonds changements dans la constitution de l'État. Les dettes contractées par le roi le rendirent plus dépendant de ses sujets, et les communes lui firent acheter chaque nouveau subside par de nouvelles concessions qui remédièrent à plusieurs abus.

L'une des charges les plus onéreuses pour le peuple, était celle de *pourvoyance* ou provisions, consistant, lorsque le roi voyageait, à lui fournir tous les chevaux et toutes les voitures dans un rayon de plusieurs milles de la route, pour le transport de sa suite, qui montait rarement à moins de mille personnes. Toutes ces personnes étaient en outre logées et nourries à discrétion par les habitants; et lorsqu'on le trouvait bon, on saisissait aussi des provisions pour les garnisons royales, pour les expéditions maritimes, et même pour les armées stationnées en pays étranger. Les grands-officiers de l'État, et souvent aussi les seigneurs, s'arrogeaient, quoique illégalement, le même privilége. Ce droit, par des actes successifs, fut limité sous Édouard III au roi, à la reine, à l'héritier du trône, sous

un grand nombre de réserves restrictives, et il ne fut entièrement aboli que trois siècles après, sous Charles II.

L'administration de la justice fut aussi modifiée. Les *shérifs* (principaux juges ou grands-prévôts d'un comté), les *coroners* et les officiers chargés des confiscations et des aubaines furent choisis parmi les riches propriétaires et changés régulièrement à l'expiration de douze mois. On augmenta le salaire des juges, et l'on ordonna que désormais toutes les informations seraient faites et toutes les plaidoiries entendues en anglais, au lieu de l'être en français. Une autre amélioration dont l'Angleterre jouit encore aujourd'hui, fut le statut sur la *trahison*, passé dans le *bon parlement*, qui en détermina les cas et défendit de les créer par interprétation.

Le parlement se composait à cette époque de trois états : le *clergé*, les *lords* et les *communes*. Les dignitaires de l'Église, sommés d'y comparaître en personne, n'obéissaient qu'avec répugnance, et finirent par en être exemptés. Désormais, ils ne se réunirent qu'en synodes convoqués par l'archevêque à la requête du roi, et refusèrent d'intervenir dans les discussions purement civiles. Ils communiquaient avec le monarque par l'intervention des prélats de la chambre des lords.

Le second état, les lords ou les *grands hommes de la terre*, se composait de tous ceux qui tenaient des baronnies, et parmi ceux-ci se trouvaient des évêques, des comtes, des abbés, des prieurs; venaient ensuite les chevaliers bannerets, et les juges des cours du roi, ainsi que les membres de son conseil.

Dans le troisième état, les *petits hommes des communes*, étaient classés les chevaliers de province et les représentants des cités et des bourgs: les premiers jouissaient d'une grande considération, et par leur importance personnelle et par le grand nombre de leurs mandataires; les derniers, choisis par leurs concitoyens, donnaient, à leur élection, des cautions de l'accomplissement de leurs devoirs. Les uns et les autres touchaient un salaire.

A l'ouverture du parlement, les députés et les lords

étant réunis, le chancelier leur faisait un discours sur l'état actuel des choses, énumérait les principaux objets soumis à la délibération, et finissait par l'éloge du roi : puis on nommait deux comités pour recevoir les pétitions, et un clerc ou secrétaire-greffier pour enregistrer les actes du parlement. Les ordres, ensuite, délibéraient séparément, et les rois soumettaient à chacun d'eux les matières qui se rapportaient à leur situation spéciale.

Sous Édouard Ier, les lords avaient obtenu qu'aucune levée de subside ou de taille ne se fît de l'autorité seule du souverain. Ses successeurs ne tinrent compte de cette défense; mais telle fut souvent la détresse d'Édouard III, qu'il se vit forcé de recourir constamment à la bienveillance de ses peuples; et c'est ainsi que le peuple anglais acquit le droit de s'imposer lui-même.

Le système de la levée des troupes prit aussi, sous le règne d'Édouard III, des formes plus régulières. La constitution féodale des tenures militaires fut modifiée, et quoique les libertés des basses classes fussent mal définies et que l'on craignît moins leur résistance, on adopta des mesures d'organisation qui rendirent les vexations plus rares pour le service de mer et de terre.

A cette époque, on parlait encore, à la cour d'Angleterre, la langue française, c'est-à-dire le normand-français, introduit depuis la conquête de Guillaume. Peu à peu l'usage en devint moins fréquent, et dans le 16e siècle il finit par disparaître.

§ 8. — RICHARD II (1377-1399).

1. Avénement de Richard II; conseil de régence; revers des Anglais sur le continent; le *Poll-tax*. — Fermentation des esprits; prédicateurs ambulants; Jack Straw; Wat-Tyler, chef des révoltés. — Leur entrée à Londres; meurtre de Wat-Tyler; intrépidité de Richard II; intercession d'Anne de Bohême.

RICHARD II, fils du *Prince Noir* et petit-fils d'*Édouard III*, monta sur le trône de son aïeul, à l'âge de onze ans, sous la tutelle d'un conseil de régence. Le royaume était épuisé par les longues guerres du règne précédent, les finances mal administrées, le peuple dans la misère, et

les grands toujours prêts à la révolte. On apprenait chaque jour quelque nouveau succès de *Charles V*, roi de France. A l'expiration de la trêve, cinq armées françaises avaient attaqué les Anglais de toutes parts, et leur puissance allait disparaître du continent, si le duc de Bretagne ne leur eût livré Brest, et le roi de Navarre Cherbourg (1377-1380). Le mécontentement du peuple, écrasé d'impôts, s'accrut de son humiliation, et la mauvaise administration du conseil acheva de l'aigrir. Ce conseil, appuyé par des Chambres corrompues, établit, sous le nom de *Poll-tax* ou capitation, une taxe extraordinaire d'environ 12 sous par personne au-dessus de quinze ans (1380). Un impôt si mal établi, qui faisait contribuer le pauvre autant que le riche, causa une insurrection qui menaça l'existence du monarque et même celle du gouvernement.

Un levain caché fermentait, à cette époque, parmi la masse du peuple et chez plusieurs nations de l'Europe (1). Les progrès de l'insurrection, le poids toujours croissant des taxes, et, par-dessus, les guerres continuelles avaient éveillé dans les hommes un esprit général d'indépendance. En Angleterre, ils étaient encouragés par les doctrines de Wiklef (2) et des prédicateurs ambulants qui démontraient assidûment l'égalité naturelle du genre humain et la tyrannie des distinctions sociales. Ils criaient partout : *Lorsque Adam bêchait et qu'Ève filait, y avait-il des nobles?* A leur voix et sous la conduite d'un mauvais prêtre qui s'était nommé *Jack Straw* (Jacques la Paille, Jacques Fétu), les communes de l'Essex s'insurgèrent. Celles du Kent les imitèrent bientôt sous les ordres d'un couvreur en tuile, appelé *Walter*, ou familièrement *Wat*, et surnommé *Tyler* ou le *Tuilier*. Il s'adjoignit *John Ball*, prédicateur ambulant. En peu de jours les insurgés se montèrent au nombre de cent mille. Des côtes méridionales

(1) En Flandre, les communes s'étaient révoltées contre leur comte, *Louis II de Mâle;* en France, la populace avait pris possession de Paris et de Rouen, et massacré les collecteurs des revenus.

(2) Il enseignait que le droit de propriété était fondé sur la grâce, et qu'aucun homme, coupable de péché et traître à Dieu, n'avait droit aux services des autres.

de Kent à la rive droite de l'Humber, on pilla les manoirs des seigneurs, on démolit les maisons, on brûla les registres des tribunaux, on décapita les gens de loi. Londres vit bientôt renouveler dans ses murs ces scènes de désordre et de sang.

Les concessions faites aux rebelles ne satisfirent point Tyler. Le couvreur ayant rencontré Richard II et sa suite, s'avança seul vers le roi, la tête haute et l'air menaçant. Dans la conversation il affecta de jouer avec son poignard; enfin il mit la main à la bride du cheval qui portait son souverain. Mais au même instant, Walwort, le lord-maire (maire de Londres), soupçonnant son projet, le frappa à la gorge d'une courte épée, et l'un des écuyers du roi l'acheva. Les insurgés, témoins de ce meurtre, dressèrent leurs arcs pour venger la mort de leur chef, et c'en était fait de Richard II, s'il n'eût intrépidement galopé vers eux, en s'écriant : *Quoi! mon peuple, voulez-vous massacrer votre roi! Si vous avez perdu votre chef, suivez-moi, je vous en servirai, et vous accorderai tout ce que vous me demanderez.* Ces paroles, prononcées d'un air gracieux par un prince de seize ans, calmèrent la multitude mutinée, qui le suivit jusqu'à la grande place, où il accorda tout ce que les révoltés exigèrent de lui; mais peu de temps après, il révoqua toutes ces concessions arrachées par la violence : de nombreuses exécutions affaiblirent l'esprit de résistance, et, grâce à l'intercession de son épouse, *Anne de Bohême*, que le peuple ne nommait que la *bonne reine,* Richard II étendit sur la masse des insurgés un pardon général qui fit tout rentrer dans l'ordre (1382).

II. Les trois oncles de Richard II. — Guerre d'Écosse; Robert II Stuart et l'héritier présomptif du trône anglais. — Intrigues du duc de Glocester; destruction d'une flotte française près de l'Écluse. — Établissement d'un comité de réforme. — Bataille d'Otterburn; Richard II recouvre la puissance.

L'intrépidité que Richard II avait déployée pendant l'insurrection semblait présager un avenir glorieux et fortuné; mais soit qu'il faille en rechercher la cause dans son inexpérience et ses prodigalités, ou dans l'ambition de ses oncles, *Jean de Gand*, *Edmond* et *Thomas*, ducs de Lan-

castre, d'York et de Glocester, ou dans la turbulence de son peuple, son règne, à partir de cette époque, ne fut plus qu'une suite d'erreurs ou d'infortunes. L'opposition systématique des familles les plus nobles et les plus anciennes contre ses ministres favoris exaspéra son esprit et ouvrit son cœur aux soupçons. On les dirigea d'abord contre le duc de Lancastre; mais celui-ci, secondé par le duc de Glocester, se disculpa violemment, et cette affaire n'eut pas de suite pour le moment.

La guerre de France continuait, mais mollement, sous deux rois mineurs, Richard II et *Charles VI*. A des hostilités partielles succédaient des armistices où l'on comprenait toujours l'Écosse, alliée des Français. Ce fut contre l'Écosse que Richard II fit ses premières armes (1385). Cette guerre s'annonça d'abord sous d'heureux auspices; mais le jeune roi, désespérant de dompter la fierté des montagnards, renonça brusquement à son entreprise, et *Robert II Stuart* put transmettre à ses descendants la succession paisible d'un trône où ils devaient rencontrer tant d'infortunes. Au retour de son expédition, Richard II retomba sous l'influence de ses favoris ou dans les discordes de famille, et toujours aigri contre le duc de Lancastre dont il redoutait l'ambition, il déclara *Roger*, comte de March, petit-fils de *Lionel*, duc de Clarence (1), l'héritier présomptif du trône.

Mais si Richard II craignait l'ambition de Lancastre, il n'avait pas moins à craindre les passions violentes de Glocester. Ce dernier prince, auquel il laissa prendre tout ascendant pendant l'absence de Lancastre, fomentait le mécontentement de la noblesse, innovait en matière de gouvernement, épuisait le trésor royal, et faisait retomber sur son neveu tout l'odieux de ses déprédations. Le peuple murmurait; il jeta des cris de colère et d'effroi lorsqu'il apprit que Charles VI, résolu de tenter une descente en Angleterre, avait réuni près de quatorze cents vaisseaux entre l'Écluse et Blamkenbourg; heureusement pour Ri-

(1) Lionel était le second fils d'Édouard III. Voyez le tableau généalogique de la page 139.

chard, les chefs de la flotte perdirent le moment favorable, et les Anglais brûlèrent dans le port les vaisseaux qu'avait épargnés la tempête (1386-7).

Malgré ce succès, l'opposition des communes prit un caractère plus menaçant. Elles s'attaquèrent d'abord à l'un de ses favoris, *Michaël de la Pole*, qu'il avait créé comte de Suffolk, et le condamnèrent à rembourser les donations qu'il avait reçues de son souverain. Puis elles proposèrent d'établir un conseil permanent chargé de réformer l'état de la nation. Richard II se récria contre ce projet, et menaça de dissoudre le parlement. Les communes, pour l'effrayer, envoyèrent chercher l'acte par lequel Édouard II avait été déposé. Au lieu de résister, Richard II, cédant aux avis perfides de Glocester, signa la formation du comité; le duc y fit entrer ses partisans, et s'empara par ce moyen de tout le pouvoir.

Pendant près d'une année, Richard II ne fut qu'un instrument dans les mains du parti. Le duc de Glocester gouverna plus doucement qu'on ne devait l'espérer, sans toutefois que son administration se signalât par aucun acte capable d'affermir son autorité. Le *comte d'Arundel*, membre du conseil, eut assez de bonheur, il est vrai, pour capturer une flotte appartenant à des marchands français; mais, d'une autre part, les *Percys* perdirent contre les Écossais la bataille d'Otterburn, en Northumberland. La terreur que Glocester avait inspirée diminua dès lors; et Richard II, par une action hardie, détruisit en un instant cette autorité cimentée par tant d'intrigues (1389). Dans un grand conseil tenu après Pâques, il requit inopinément son oncle de lui apprendre son âge : *Votre altesse a vingt-deux ans*, répondit le duc. — *Je suis donc assez âgé pour conduire mes affaires*, répliqua Richard; *j'ai été plus longtemps sous le contrôle de tuteurs qu'aucun pupille de mes États. Je vous remercie, milords, de vos services passés*; *mais je ne vous en demande aucun désormais*; et sur-le-champ il remplaça le comité par deux amis de choix, admit dans sa confiance le duc d'York et le jeune *comte de Derby*, sus-

pendit la levée du subside accordé récemment, et régna dès lors en maître.

III. Tranquillité de l'État; mort de la reine Anne de Bohême; voyage de Richard II en Irlande; soumission des quatre principaux chefs irlandais. — Les Lollards; leur pétition. — Mariage de Richard II et d'Isabelle de France.

Durant quelques années, l'administration de Richard II fut heureuse et tranquille. Il assemblait fréquemment son parlement et le consultait sur toutes les matières importantes. Au retour de Lancastre, il rappela même Glocester à son conseil, et l'on parut avoir oublié, de chaque côté, les anciens torts ou les anciens griefs. En 1394, Richard perdit sa femme, la *bonne reine Anne;* il parut inconsolable de cette perte, et pour l'en distraire, on lui conseilla de visiter ses États d'Irlande. Autrefois ils produisaient annuellement un revenu de 30,000 livres; maintenant les recettes ne couvraient pas les dépenses ordinaires de l'administration locale. Cette diminution avait pour cause les empiétements successifs des indigènes, favorisés par les dissensions des Anglais de naissance avec les Anglais de race, descendants des premiers envahisseurs. Les *O'Nials* dans l'Ulster, les *O'Connors* dans le Connaught, les *O'Briens* dans le Leinster et les *Marc-Murchad* dans le Munster, maintenaient avec succès l'indépendance irlandaise. Vainement Édouard III envoya-t-il deux fois en Irlande son fils *Lionel,* duc de Clarence. Son premier voyage n'eut aucun résultat favorable. Au second s'assembla sous son influence un parlement, où fut rendu le célèbre *statut de Kilkenny,* dont les dispositions avaient pour but de mettre une barrière insurmontable entre les nationaux et les colons. Il arrêtait que le mariage, l'éducation, l'adoption des enfants et le compérage avec des Irlandais, rendraient le délinquant passible de la peine de haute trahison; il défendait en même temps, sous des peines moins sévères, à tout Anglais d'adopter un nom irlandais, le langage du pays, ou même la forme des vêtements usités chez les indigènes. En dépit, ou plutôt à cause de ces mesures tyranniques, les Irlandais continuaient d'étendre leurs con-

quêtes, lorsque Richard II débarqua l'an 1394, à Waterford, avec quatre mille hommes d'armes et trente mille archers. Aidé de Glocester, il fit de rapides progrès. Les chefs des indigènes, au nombre de soixante-quinze, lui rendirent hommage et s'obligèrent, pour le maintien de la paix, à payer un tribut annuel. Les quatre principaux rois, O'Connor, O'Nial, O'Brien et Mac-Murchad, accompagnèrent Richard II à Dublin, et se soumirent, quoiqu'avec répugnance, à recevoir le titre et les ornements de chevaliers (1395).

Cependant Richard II se trouva soudainement rappelé dans ses possessions anglaises. Les disciples de Wiklef, sous le nom de *Lollards* (1), avaient saisi le temps de son absence pour attaquer violemment les revenus et la discipline de l'Église. Dans une pétition incendiaire, monument de fanatisme et de folie, qu'ils devaient présenter à la Chambre des communes, ils allaient jusqu'à demander la suppression des métiers d'orfèvre et de fourbisseur, comme inutiles et pernicieux sous l'empire de l'Évangile. A la prière des prélats, Richard II revint à Londres, et réprimanda les protecteurs des Lollards avec tant de sévérité, qu'ils ne s'aventurèrent plus à traiter cette question au parlement.

Ce fut à son retour d'Irlande que Richard II sollicita la main d'*Isabelle*, fille de Charles VI. Le duc de Glocester, toujours prêt à flatter les préjugés ou les passions du peuple, s'opposa vivement à toute alliance avec les Français. Enfin on obtint, ou plutôt l'on acheta son consentement (1396), et un traité fut signé, par lequel la trêve entre les deux royaumes serait prolongée durant vingt-cinq ans, moyennant la restitution de Brest et de Cherbourg par les

(1) Ce nom leur venait de *Walter Lollard*, hérésiarque du XIV[e] siècle, qui, né en Angleterre, prêcha ses erreurs en Allemagne, et fut brûlé à Cologne en 1322. Il soutenait que l'intervention des saints n'était, ainsi que toutes les cérémonies de l'Église, qu'une invention des prêtres. Il supprimait les sacrements et dispensait du mariage. Il compta jusqu'à 80,000 disciples. Il en choisit qu'il nomma ses apôtres, et les chargea de répandre ses doctrines en Bohême et en Autriche. Il prépara, par ses prédications, celles de Wiklef en Angleterre, et celles de Jean Huss en Bohême.

Anglais. Richard II se rendit en France pour recevoir la princesse, et la ramena en Angleterre, où elle fut couronnée.

IV. Arrestation et mort de Glocester. — Cruautés de Richard II. — Affaire du duc d'Hereford; son exil et son rappel. — Mort du duc de Lancastre; son fils, Henri de Bolingbroke, prend son titre à Paris. — Mort du comte de March, et départ de Richard II pour l'Irlande.—Retour du nouveau duc de Lancastre, qui se rend maître de la personne du roi. — Abdication et déposition de Richard II.

Cette alliance encouragea Richard II à tirer enfin vengeance du meurtre ou de l'exil de ses favoris. De ses trois oncles, l'un, Edmond, duc d'York, jouissait avec son fils, le *comte de Rutland*, de toute la faveur royale; l'autre, Jean de Gand, duc de Lancastre, avait reçu la souveraineté viagère de la Guienne, et cette grâce l'avait rapproché de son neveu. Le troisième, Thomas, duc de Glocester, était redevenu l'âme de toutes les factions opposées au parti de la cour. Il ne prenait jamais séance au conseil que pour en gêner les opérations; il ne cessait de crier contre l'alliance française, de déplorer la pusillanimité de Richard II; il parla même de le faire déposer. Le roi voulut le prévenir. Il en trouva l'occasion dans le bruit d'un complot tramé contre sa personne par les *comtes de Warwick* et *d'Arundel*, partisans de Glocester. Richard II les fit arrêter (1397), et lui-même alla saisir le duc à son château de Pleshy. Glocester fut conduit à Calais, où l'un des juges nommés pour le procès reçut ce qu'on a nommé par la suite la *confession du duc*. Arundel, Warwick et *Thomas Mortimer*, leur complice, furent condamnés, le premier à la mort, et les deux autres à l'exil. On allait statuer sur le sort de Glocester, lorsqu'on apprit qu'il venait de mourir. Ce trépas subit fit soupçonner un assassinat, et sous le règne suivant on prétendit que pour éviter à sa famille le déshonneur d'un jugement public, Richard II avait envoyé des assassins pour l'étouffer entre deux matelas. Quoi qu'il en soit, le procès suivit son cours; le duc fut déclaré traître, et toutes ses propriétés furent confisquées au profit de la couronne.

Une fois lancé dans la carrière de la vengeance, Richard II ne s'arrêta plus; de nombreux actes de cruauté,

des vexations de tout genre le rendirent odieux, et l'on désirait une révolution, lorsqu'un événement qui paraissait de peu d'importance précipita du trône un prince qui l'occupait si mal.

Le *duc d'Hereford,* fils de Lancastre, ayant dénoncé le *duc de Norfolk* pour quelques propos injurieux à l'autorité royale, qu'il l'accusait d'avoir tenus, celui-ci lui donna, devant une cour de chevalerie, le démenti le plus formel, et, selon l'usage du temps, il offrit de prouver son innocence en combat singulier. On convint du temps et du lieu ; mais au moment où les deux champions allaient en venir aux mains sous les yeux de toute la cour, Richard II les envoya tous deux en exil : Hereford pour dix ans, et Norfolk pour toute sa vie (1398). Le duc de Norfolk mourut peu de temps après à Venise; le duc d'Hereford montra tant de soumission aux ordres du roi, que Richard II abrégea le temps de son exil, et lui promit de le rétablir dans ses biens, de le laisser même entrer en possession de ceux qui, pendant son absence, pourraient lui échoir par héritage.

Le duc d'Hereford résidait à Paris sous la surveillance de Charles VI et sous le simple nom de *Henri de Bolingbroke ;* mais lorsque son père vint à mourir (18 mars 1399), il prit le titre de duc de Lancastre. Richard II découvrit alors que le bannissement rendait le proscrit incapable d'hériter, et sur l'avis de son grand-conseil où se trouvait le comité du parlement, il s'empara de tous les biens de la maison lancastrienne. Cette mesure inique irrita vivement le nouveau duc et le peuple dont il était l'idole. Encouragé par ses partisans, il conçut le projet de détrôner son souverain. Il n'attendait plus qu'une occasion favorable pour se déclarer, et ce fut Richard II lui-même qui la lui fournit.

Le comte de March, l'héritier de Richard II, qui l'avait nommé *seigneur d'Irlande*, avait été surpris et tué par un parti d'Irlandais. Richard voulut aller le venger lui-même, nomma le duc d'York régent pendant son absence, et prenant congé de la jeune reine, il l'enleva dans ses bras, et

lui dit : *Adieu, madame, adieu jusqu'à ce que je revienne; vous me reverrez triomphant.* Il partit, reçut en route, mais les méprisa, des bruits sur le complot qui se tramait, descendit en Irlande et s'y fit reconnaître comme suzerain, tandis qu'il perdait la couronne d'Angleterre.

En effet, Henri de Bolingbroke, pour mettre à profit son absence, avait feint d'aller visiter le duc de Bretagne. A Nantes, il loua trois petits bâtiments sur lesquels il partit secrètement de Vannes avec une vingtaine de partisans, et débarqua dans l'Yorkshire, à Ravenspur (4 juillet 1399). Là, en présence des *comtes de Northumberland* et *de Westmoreland* qui vinrent le rejoindre, il déclara que son seul but était de recouvrer l'héritage de son père. Toutefois il marcha sur Londres; la boule de neige grossit, et bientôt il compta soixante mille hommes sous sa bannière. Le duc d'York avait levé l'étendard royal à Saint-Alban; mais soit faiblesse, soit trahison, il laissa Bolingbroke s'emparer de la capitale et se retira vers Bristol. Henri l'y suivit. Après un échange de messagers, les deux ducs se rencontrèrent dans une église, et l'arrêt de Richard II fut signé.

Trois semaines s'étaient écoulées depuis le débarquement des exilés, lorsque Richard II reçut cette alarmante nouvelle par le chancelier sir *Stephen Scroop : Ah!* s'écria le roi, *bel oncle de Lancastre, que Dieu ait votre âme! car si je vous avais cru, cet homme ne m'offenserait pas. Je lui ai pardonné trois fois, voilà le quatrième crime qu'il commet.* Richard II se rendit à Conway, où le *comte de Salisbury* l'avait précédé; mais au lieu d'une armée considérable sur laquelle il comptait, il ne trouva que cent hommes. Les deux frères du roi, les *ducs d'Exeter* et *de Surrey*, allèrent à Chester sonder les dispositions de Henri. Quand ils furent admis en sa présence, il s'occupa fort peu de Surrey, qu'il fit enfermer ensuite dans le château; mais prenant à part Exeter, il s'entretint avec lui, lui remit, au lieu du cerf de la livrée du roi, la *rose*, qui était sa marque distinctive,

et dépêcha Northumberland à Conway pour y attirer Richard II par des promesses artificieuses. Le comte réussit, et le roi se dirigea vers Flint, où devait avoir lieu l'entrevue sollicitée par Bolingbroke. Henri se présenta complétement armé, plia le genou, et s'avançant de quelques pas, il lui parla de son obéissance : *Beau cousin de Lancastre*, dit Richard II en se découvrant, *soyez le bienvenu. — Monseigneur*, répondit le duc, *je suis venu avant mon temps; mais en voici la raison : votre peuple se plaint de ce que, depuis l'espace de vingt-deux ans, vous le gouvernez rigoureusement ; mais, s'il plaît à Dieu, je vous aiderai à le mieux gouverner. — Beau cousin*, reprit le roi, *puisque cela vous plaît, cela me plaît aussi.* Après cet échange de paroles peu sincères, Lancastre fit monter Richard II sur un mauvais cheval, et le promena, dans ce triste équipage, de ville en ville, exposé aux huées et aux insultes de la populace. Enfin, le malheureux monarque, après avoir été chargé d'outrages, fut conduit à la Tour. *Pourquoi suis-je ainsi gardé?* dit-il; *suis-je votre roi ou votre prisonnier? — Vous êtes mon roi, Sire*, reprit froidement le duc; *mais le conseil de votre royaume a jugé convenable de placer une garde près de vous.*

Richard II, accablé de sa disgrâce, perdit tout courage, et cédant aux obsessions du duc ou de ses amis, il consentit à signer un acte par lequel il abdiquait formellement la couronne, dont il se déclarait indigne. Le lendemain, le parlement prononça solennellement sa déposition (30 septembre 1399), et proclama le duc de Lancastre sous le nom de *Henri IV*. Les droits de Henri de Bolingbroke à la couronne étaient loin d'être incontestables, ou plutôt il n'en avait aucun. Par la loi de succession, le trône devait appartenir aux descendants de Lionel, second fils d'Édouard III. Telle fut l'origine des querelles sanglantes qui divisèrent pendant un siècle les maisons de Lancastre et d'York.

DEUXIÈME SECTION

DE LA DYNASTIE ANGEVINE.

Branche de Lancastre.

(1399-1461).

---

§ 1er. — HENRI IV (1399-1413).

1. Couronnement de Henri IV; l'épée royale et le prince de Galles. — Vives discussions au parlement au sujet des accusateurs de Glocester. — Complot en faveur de Richard II; sa mort. — Complot du comte de Northumberland; guerre des Gallois; Owen Glendowr et Ab-Tudowr. — Succès des insurgés. — Henri Percy Hotspur se révolte avec son père et son oncle. — Bataille de Shrewsbury; mort de Henry Percy. — Soumission de Northumberland; sa mort. — Charles VI et les Gallois. — Mort d'Owen Glendowr et capitulation de son fils.

Henri IV, petit-fils d'Édouard Ier, par Jean de Gand, son père, fut couronné le jour anniversaire de son exil (13 octobre 1399). Ce fut *Henri Percy*, comte de Northumberland, qui porta devant lui l'épée royale, condition féodale de la donation qui lui fut faite de l'île de Man, et que ses héritiers accomplissent encore aujourd'hui.

Le parlement, docile aux désirs de Henri IV, abrogea divers actes du dernier roi, et créa le fils aîné du nouveau prince de Galles, nommé *Henri de Menmouth*, duc de Lancastre, de Guienne et de Cornouailles, avec le titre d'héritier présomptif, sans même faire mention du légitime héritier, *Edmond*, comte de March, âgé de sept ans, et qui fut avec son frère *Roger* confiné dans le château de Windsor (1).

On ne tarda point à poursuivre les accusateurs de *Thomas*, duc de Glocester, et la discussion fit renaître toutes les animosités du règne précédent. Les termes

(1) L'un et l'autre arrière-petits-fils de Lionel, duc de Clarence, fils d'Édouard Ier. V. le tableau généalogique de la page 139.

honteux de menteurs et de traîtres retentirent d'un bout de la chambre à l'autre, et plus de quarante gantelets furent jetés comme gages d'autant de combats. Il fallut toute la prudence du nouveau monarque pour imposer silence à des hommes passionnés, et la punition des accusateurs se borna à la perte des titres et des domaines qu'ils avaient reçus de Richard II.

Henri IV avait atteint le grand objet de son ambition ; mais il apprit bientôt qu'il est plus aisé de conquérir une couronne que de la conserver. Les hostilités des princes étrangers qui le traitaient comme un usurpateur, et la fermentation qui régnait parmi ses nouveaux sujets, le tenaient sans cesse en alarme. Dès les premiers mois de son règne, une conspiration se trama pour enlever Henri IV et proclamer Richard II ; mais les conjurés, au nombre desquels se trouvaient les deux frères du captif, furent tous massacrés ou décapités (janvier 1400). Cette tentative infructueuse décida du sort de Richard II, et l'on apprit, en effet, avant la fin de janvier, qu'il était mort à Pontefract, les uns disent de faim, les autres par un meurtre.

Henri IV eut à réprimer d'autres complots, suite ordinaire de l'usurpation. Le plus formidable de tous, ce fut celui que trama le comte de Northumberland, et qui se lia momentanément à l'insurrection des Gallois.

Northumberland, dans une escarmouche contre les Écossais, avait fait prisonniers plusieurs grands seigneurs d'Écosse (1402). Le roi, par des vues politiques, fit défendre au comte de traiter de leur rançon, qui, suivant l'usage du temps, appartenait au capteur. Cet ordre lui déplut extrêmement ; mais son ressentiment n'éclata que lorsqu'il crut avoir reçu de Henri IV une autre injure, à l'occasion d'une guerre entre les Anglais et les Gallois.

Vers la fin de l'année 1400, un Gallois qui, par ambition ou désir de briller, était allé à la cour d'Angleterre, où il avait été bien accueilli, commit contre Henri IV une offense qui l'obligea de quitter Londres. Il s'appelait *Owen Glendowr* ou *Glendordy*, et descendait d'*Ancibne*, chef du pays. Moitié par ressentiment, moitié par patrio-

tisme, il résolut de se mettre à la tête d'un mouvement que tous ses compatriotes désiraient, mais qu'aucun n'osait entreprendre. Dès qu'il eut arboré le vieil étendard des Kymrys, on vit s'y ranger les Gallois les plus considérables, entre autres plusieurs membres d'une famille puissante dont le nom était *Ab-Tudowr* ou fils de Tudowr, et bientôt Owen Glendowr fut inauguré solennellement comme chef et prince de tout le pays de Galles.

Les premiers combats furent heureux pour les insurgés. Le ciel sembla combattre pour eux. La pluie inonda les vallées, une tempête enleva la tente du roi ; et comme on croyait généralement que Glendowr pouvait *évoquer les esprits du vaste abîme*, Henri IV se consola dans sa retraite, en disant qu'elle était le résultat, non de la valeur, mais de la magie de son antagoniste ; toute la magie d'Owen était son activité et son habileté aux affaires.

Dans l'un des combats qui furent alors livrés, les Gallois avaient pris le lord *Grey de Ruthyn* et sir *Edmond Mortimer*. Le premier était grand ami du roi, qui permit à ses parents de le racheter au prix de dix mille marcs. Le second était oncle du jeune comte de March, héritier légitime du trône, et conséquemment un objet de méfiance pour Henri IV. Aussi lorsque ses parents sollicitèrent une pareille permission, le roi la refusa-t-il d'une manière péremptoire. Cette réponse irrita violemment *Henri Percy*, surnommé *Hotspur* ou le Téméraire (1), beau-frère d'Edmond ; le comte de Northumberland, son père, et *Thomas Percy*, comte de Worcester, son oncle, partagèrent sa haine, et tous trois, avec l'assentiment de *Scroop*, l'archevêque d'York, résolurent de tirer l'épée contre celui qu'ils avaient placé sur le trône, et qui n'était plus alors à leurs yeux qu'un usurpateur. Le nouveau prince de Galles ouvrit des intelligences avec eux, donna sa fille en mariage à Mortimer, et lui promit un secours de douze mille hommes. Le *comte de Douglas* devait aussi prendre part à la querelle avec tous ses tenanciers écossais.

(1) Ou *Hotspear*, qu'on traduit par *ardent au combat*.

Au moment de se mettre en campagne, le comte de Northumberland tomba malade. Hotspur le remplaça dans le commandement des troupes, et dès que Douglas l'eut rejoint avec ses Écossais, il dirigea sa marche vers le pays de Galles. Ses forces s'augmentèrent dans la route par l'arrivée de son oncle avec un corps considérable d'archers. Henri IV prévint la jonction des Gallois, et les deux armées se rencontrèrent à Shrewsbury. Le roi fit faire aux Percy des propositions de paix, qui furent rejetées. *En avant donc la bannière!* s'écria Henri IV. L'air retentit des cris opposés de *Saint George* et *Espérance Percy!* Hotspur, après des prodiges de valeur, fut percé d'une flèche, et dès lors le sort du combat se décida pour Henri IV (23 juillet 1403). Le comte de Worcester fut pris et décapité.

Le comte de Northumberland, rétabli de son indisposition, venait avec quelques troupes au secours de son fils, lorsqu'il apprit sa défaite et sa mort. Il congédia ses soldats et se soumit au roi, l'assurant qu'il n'avait pris les armes que dans l'intention de se porter pour médiateur entre les deux partis. Henri IV feignit de le croire, le jugeant assez puni par la mort de son fils et l'abaissement de sa maison (1404). Quatre ans après, il périt dans une nouvelle révolte sur le champ de bataille, près de Tadcaster.

La défaite de Shrewsbury n'avait laissé aux Gallois d'autre ressource que leurs propres forces et leur espoir dans l'appui du roi de France. C'était *Charles VI*, qui, les voyant en hostilité ouverte avec le roi d'Angleterre, conclut un traité d'alliance avec Owen Glendowr. Une flotte partit de Brest, en 1405, pour aller au secours des Cambriens; elle portait six cents hommes d'armes et dix-huit cents fantassins. Ils abordèrent à Milford, dans le comté de Pembroke, et, maîtres d'Haverford, ils se dirigèrent vers l'est, où dix mille insurgés les rejoignirent. Tous ensemble marchèrent sur Caërmarthen, et de là sur Worcester, attaquant et détruisant sur leur passage les châteaux des Anglo-Normands. A quelques kilom. de cette ville, une forte armée anglaise se présenta

devant eux ; mais au lieu de leur offrir le combat, elle prit position et se retrancha sur des collines. Les Français et les Gallois firent de même; mais la famine les força de rétrograder. Les troupes de Charles VI revinrent en France, et les Gallois se trouvèrent une seconde fois sans alliés (1405 à 1407).

Les insurgés du sud furent défaits pour la première fois, sur les bords de l'Usk, par une armée anglaise, sous le commandement du fils aîné de Henri IV, qui, portant en Angleterre le titre de prince de Galles, était, depuis la retraite de son père, chargé seul du soin de la guerre contre le chef élu par les Gallois. Leur fortune ne fit que décliner depuis lors, quoiqu'il se soit encore écoulé dix années entre leur première défaite et l'entière réduction du pays. Owen Glendowr survécut à la ruine de son parti et mourut obscurément. Son fils *Meredith* capitula, se rendit en Angleterre, et y reçut du roi son pardon. Les autres chefs de l'insurrection l'obtinrent aussi, et l'on donna même à plusieurs d'entre eux des emplois à la cour de Londres, pour qu'ils n'habitassent plus le pays de Galles, qui d'ailleurs avait cessé d'être un pays habitable pour les Gallois, à cause des vexations redoublées de l'autorité anglaise.

Mesures relatives à l'hérédité; jeunesse de Henri V; noble fermeté du président Gascoigne.— Bizarre justification de Henri devant son père.— Décrépitude prématurée de Henri IV; le prince de Galles et la couronne; mort de Henri IV. — Accroissement des priviléges et des prérogatives de la chambre des communes. — Premier exemple d'exécution capitale pour crime d'hérésie; William Sawtre.

Après avoir pris une part assez active, quoique indirecte, aux discordes civiles qui signalèrent la démence de Charles VI, Henri IV s'occupa de mesures relatives à l'hérédité. N'étant encore que comte de Derby, il avait épousé *Marie de Bohun*, fille du comte d'Hereford, qui le rendit père de quatre fils. Un acte du parlement les investit, eux et leurs hoirs, par ordre de primogéniture, de la succession à la couronne. L'aîné d'entre eux était déjà connu par sa bravoure; mais opiniâtre, ardent et fou de plaisirs, il se livrait à tous les écarts de la jeu-

nesse. Le crayon de Shakspeare a dessiné les légèretés de ce prince et de ses compagnons; mais on doit ajouter qu'au milieu de ses excès, il donna souvent des preuves d'un esprit sage. Il arriva qu'un de ses affidés fut accusé de félonie devant le président *Gascoigne*, magistrat inflexible, qui plusieurs fois avait résisté aux ordres illégaux de son père. Le prince demanda impérieusement la liberté du prisonnier, et comme on la lui refusa, il tira son épée contre le juge. Gascoigne lui ordonna froidement de se rendre au banc du roi, et le jeune Henri eut le bon sens de se soumettre à la punition. Quand on rapporta cet incident à son père, il s'écria : *Heureux le monarque qui possède un juge aussi ferme dans l'exécution de son devoir, et un fils aussi empressé de se soumettre à l'autorité de la loi !*

Mais l'immoralité du prince, et quelques propos indiscrets qu'on lui prêta, firent une profonde impression sur l'esprit du roi, qui le força de se justifier (1412). Le jeune Henri déploya, dans cette circonstance, la folie de son caractère. Il se déguisa, dit-on, sous une robe de satin ou de damas bleu remplie d'œillets, à chacun desquels pendait encore, retenue par la soie, l'aiguille qui avait servi à le faire, et il portait au bras un collier de chien entièrement couvert de SS en or, et dont les attaches étaient aussi d'or fin. Henri IV le reçut dans son cabinet, accompagné de quatre amis; le prince se jeta à genoux, et, présentant un poignard à son père, il le supplia de lui ôter la vie, puisqu'il lui avait retiré sa faveur royale.

Au milieu de ces peines domestiques, Henri IV, tourmenté par les remords de sa conscience, présentait tous les symptômes de la décrépitude, quoiqu'il eût à peine quarante-six ans. Son visage se couvrit d'éruptions dégoûtantes, et de fréquentes attaques d'épilepsie l'entraînèrent rapidement au tombeau. La perspective du trépas lui rappela tous les moyens employés pour obtenir la couronne, et le sang versé pour la conserver. Il mit alors en doute la vérité de sa maxime favorite, que *le succès de l'entreprise était une preuve de l'approbation du ciel.*

Un jour, après une de ses attaques, et quand toutes les apparences faisaient croire à sa mort, le prince de Galles porta dans une autre chambre la couronne, qui, suivant la coutume, était placée sur un coussin à côté du lit. Le roi, revenant à lui, dit en poussant un soupir : *Hélas! beau fils, quel droit avez-vous à la couronne, quand vous savez que votre père n'en avait point? — Mon seigneur lige*, répondit le jeune Henri, *vous la conquîtes avec l'épée, et par l'épée je la conserverai*. Après une pause, le roi répliqua : *Bien, faites ce que vous jugerez le mieux. J'en laisse l'événement à Dieu, et j'espère qu'il fera miséricorde à mon âme*. Il mourut le 20 mars 1413, dans la quatorzième année de son règne, laissant quatre fils : *Henri V*, qui lui succéda ; *Thomas*, duc de Clarence; *Jean* et *Onfroi*, qui restèrent, pour le moment, sans titre.

Sous un prince usurpateur, tous les pouvoirs tendent également à l'usurpation. Aussi la Chambre des communes accrut-elle considérablement, sous Henri IV, ses priviléges et ses prérogatives. Non-seulement elle vota les subsides, mais encore elle nomma des trésoriers pour en surveiller l'emploi, et se chargea de leur en faire rendre compte. Son autorité s'étendit même sur la maison du roi, dont elle régla l'administration, et le gouvernement anglais, suivant l'opinion d'Hallam lui-même, sembla n'être plus qu'une méthode pour faire mourir le roi de faim ou de nullité.

C'est sous le règne de Henri IV qu'on trouve le premier exemple d'exécution capitale pour le crime d'hérésie. Les partisans de Wiklef avaient depuis trente ans blessé le clergé d'Angleterre par d'insolentes provocations. Henri IV se déclara le protecteur de l'Église contre les attaques des Lollards, et, sur la demande des évêques, une ordonnance supprima la nouvelle secte, prononça contre un premier délit les peines canoniques de l'emprisonnement et de l'amende, et statua pour les relaps le supplice du feu. Le premier exemple en fut donné sur l'apostat *William Sawtre*, chapelain de Saint-Osith, à Londres (1401).

§ 2. — HENRI V (1413-1422).

Avénement de Henri V; changement de sa conduite. — Les Lollards et John Cobham. — Discordes civiles en France. — Débarquement de Henri V en France. — Bataille d'Azincourt. — Trêve conclue par Henri V, qui projette de démembrer la France. — La reine Isabeau s'allie aux Bourguignons. — Siége de Rouen et entrevue inutile de Meulan. — Assassinat de Jean sans Peur. — Traité de Troyes. — Le dauphin en appelle à Dieu et à son épée. — Mariage de Henri V et de Catherine de France. — Succès et revers des Français. — Mort de Henri V; les ducs de Bedford et de Glocester, régents de France et d'Angleterre.

La mort de Henri IV ne laissa aucun regret; il avait survécu à sa popularité. *Henri de Monmouth*, son fils aîné, lui succéda sans obstacle, sous le nom de HENRI V (21 mars 1413), et prit, dès ce moment, la résolution d'effacer, par la régularité de sa conduite, le scandale de sa vie passée. Il chassa les compagnons dissolus de sa jeunesse, rappela près du trône les graves personnages qui, par leurs censures, s'étaient attiré son inimitié de jeune homme, mit en liberté le comte de March, *Edmond*, détenu depuis son enfance, sans autre crime que son droit à la couronne, et restitua quelque temps après au fils d'Hotspur tous les biens héréditaires des Percy.

Les Lollards attirèrent d'abord l'attention de Henri V: prince de Galles, il les avait combattus dans le parlement; il eut bientôt à les punir comme roi. Soutenus par sir *John Oldcastle*, appelé lord *Cobham*, ils osèrent afficher aux portes des églises que si l'on employait contre eux l'autorité de la couronne, ils avaient cent mille hommes prêts à tirer l'épée pour leur défense. Cette menace exigeait une enquête. Cobham, que l'on a depuis représenté sur la scène sous le nom de sir *John Falstaff*, avait été dans sa jeunesse l'un des intimes compagnons du prince. Henri V entreprit lui-même sa conversion; mais l'opiniâtreté du disciple fatigua la patience du maître, et Cobham un beau jour s'enfuit de Windsor. Il organisa, pour s'emparer de Henri V, une armée de vingt mille fanatiques; le roi marcha contre eux, les dissipa sans coup férir, fit quelques exemples de rigueur, et l'on publia des lois sévères contre le lollardisme. Cobham, pris deux fois, parvint

deux fois à s'échapper (1414). Quelques années plus tard il paya de sa vie la tentative d'un second soulèvement.

Le rétablissement de la tranquillité permit au roi de porter son attention sur le trône de France, occupé par un prince en démence, *Charles VI*, et sans cesse ébranlé par les factions. *Jean sans Peur*, duc de Bourgogne, la reine *Isabeau de Bavière*, le dauphin *Charles*, la populace parisienne et le duc d'Orléans, avaient dominé tour à tour au milieu des troubles et des massacres. Henri V, dont l'ambition entrevit une perspective brillante, résolut de faire revivre les prétentions de sa famille et de marcher sur les traces d'*Édouard III*, son aïeul. Sur le refus fait par la cour de France d'exécuter dans toute leur rigueur les conditions du traité de Bretigny, il fit résoudre la guerre dans le parlement de Leicester, qui lui accorda des subsides pour l'entretien de cinquante mille hommes (1415).

Henri V débarqua à l'improviste en Normandie, prit Harfleur, et, presque ruiné par le siége de cette ville, passa la Somme et se retira vers Calais, poursuivi par une armée quatre fois plus nombreuse que la sienne, aussi vaillante, mais non maîtresse d'elle-même.

Oubliant les sages maximes de Charles V, les Français renouvelèrent les fautes commises à Poitiers, et leur imprudence fut suivie du même désastre. Le connétable *d'Albret* attaqua l'ennemi près de Maisoncelle, dans un poste avantageux, étroit, glissant, où les Français ne purent ni s'étendre ni se ranger en bataille. La victoire fut vivement disputée; mais enfin le nombre céda à la discipline des troupes anglaises et au génie de leur monarque. Ce combat ne coûta, dit-on, à l'Angleterre que dix-sept cents hommes. Dix mille Français, parmi lesquels sept princes, le connétable, et plus de huit mille gentilshommes restèrent sur la place; cinq autres princes y perdirent la liberté, et avec eux quatorze mille hommes (25 octobre 1415). Quand la victoire fut décidée, Henri V appela *Montjoie*, le roi d'armes des Français : *Quel est*, lui dit-il, *ce château que j'aperçois à quelque distance?* — *On le nomme le château d'Azincourt*, répondit Mont-

joie. — *Eh bien!* reprit Henri, *que la postérité connaisse cette bataille sous le nom de bataille d'Azincourt.*

Le vainqueur d'Azincourt ne profita pas de sa victoire. Manquant d'argent, il se retira, conclut une trêve, et, satisfait d'un triomphe aussi glorieux, il relâcha la plupart des prisonniers, à condition que l'année suivante ils lui payeraient exactement leur rançon. Mais il faut dire qu'il espérait venir à bout de ses desseins, en s'alliant avec le duc de Bourgogne et l'empereur *Sigismond* pour opérer le démembrement de la France.

Les factions, loin de s'y calmer, s'y étaient accrues avec ces malheurs. La reine Isabeau se joignit aux Bourguignons contre le parti des Armagnacs ou du Dauphin, nomma Jean sans Peur son lieutenant, et prit elle-même le titre de régente contre les droits du dauphin Charles son fils.

Le roi d'Angleterre, appelé par cette mère dénaturée, débarquait alors en Normandie (1418). Il y fit de rapides progrès, paraissant embrasser tantôt la cause dauphinoise, tantôt la cause bourguignonne. Il négociait et combattait à la fois. Habile à tromper comme à vaincre, il se vit pourtant arrêté pendant sept mois devant la ville de Rouen, qui ne se rendit qu'après avoir perdu, par le fer ou par la famine, trente mille de ses concitoyens (1419). La prise de cette place fit enfin sentir à tous les Français la nécessité d'une réconciliation qui réunît contre l'étranger toutes les ressources de la patrie. Cette réunion était le vœu général. Des négociations s'ouvrirent de toutes parts dans ce but. Jean sans Peur alla trouver Henri V à Meulan avec la reine et sa fille *Marguerite*, qu'il devait présenter à ce prince comme son épouse ; mais comme le roi d'Angleterre demanda l'exécution littérale du traité de Bretigny, l'entrevue se termina sans rien conclure. On rompit les conférences, auxquelles le Dauphin n'avait pris d'ailleurs aucune part. Un mois après, Jean sans Peur et le Dauphin s'abouchèrent près de Melun, jurèrent de s'aimer comme frères, et promirent de se revoir bientôt.

On était convenu d'une conférence définitive sur le

pont de Montereau ; les chefs des deux partis s'y rendirent au jour désigné ; mais à peine Jean sans Peur eut-il abordé le Dauphin qu'il fut tué par *Tanneguy-Duchâtel*, vengeur du duc d'Orléans, que le duc de Bourgogne avait précédemment assassiné (1404).

Philippe le Bon , fils de Jean sans Peur, jura de venger son père et s'unit plus étroitement avec la reine et Henri V. On fit signer à Charles VI l'odieux traité de Troyes, qui donnait au roi d'Angleterre, avec la main de *Catherine de France*, la régence du royaume et l'héritage présomptif de la couronne (21 mai 1420). On y déclarait ennemi de l'État le dauphin Charles, et l'on s'engageait à le poursuivre comme tel.

Le Dauphin, privé de ses droits par un père en démence, une mère dénaturée et un prince étranger, en appela à Dieu et à son épée. Alors, plus que jamais, la nation et les grands corps de l'État se trouvèrent partagés entre l'usurpateur anglais et le légitime héritier du trône.

Les hostilités commencèrent aussitôt. De Paris, où s'était célébré le mariage du roi d'Angleterre avec Catherine de France, Henri V se rendit triomphalement à Londres pour l'y faire encore couronner et lui montrer son royaume d'outre-mer. A peine eurent-ils atteint la ville d'York, qu'une nouvelle du continent vint troubler leur joie. *La Fayette*, avec quelques milliers d'Écossais auxiliaires commandés par *Jean Stewart de Darnley*, comte de Buchan, avait surpris, défait et tué à Beaugé *Thomas*, duc de Clarence, frère du roi. Henri V, animé par la vengeance et la colère, quitta sa jeune épouse, passa la mer et se mit à la poursuite du Dauphin. Supérieur en forces, il fut presque partout vainqueur, et presque toute la France reconnut successivement ses lois.

C'en était fait pour toujours de la monarchie française, si le roi d'Angleterre ne fût tombé dangereusement malade. La reine, accouchée d'un fils, vint rejoindre son époux à Vincennes. Le mal ne laissait plus d'espérance ; c'était une fistule que les médecins du temps ne savaient pas guérir. Henri V vit, sans exprimer un regret, s'échapper de ses

mains la couronne de France, le grand objet de son ambition. Mais l'avenir de son fils l'alarma vivement; il ne pensa qu'en tremblant aux malheurs d'une minorité longue et peut-être agitée. Il recommanda son enfant et sa femme à la loyauté de *Jean*, duc de Bedford, son frère, qu'il créa régent de France. *Onfroi*, duc de Glocester, son autre frère, fut nommé régent d'Angleterre, et le *comte de Warwick*, tuteur de leur jeune neveu. Ces dispositions terminées, il consacra le peu d'heures qui lui restaient à des exercices religieux, et il mourut le 31 août 1422 avec autant de grandeur d'âme qu'il en avait montré durant sa vie. Son beau-père, Charles VI, termina, deux mois après, sa déplorable existence.

§ 3. — HENRI VI (1422-1461).

I. Henri VI, roi de France et d'Angleterre; le roi de Bourges. — Revers des Français et des Écossais, leurs alliés. — Captivité et délivrance de Jacques Ier. — Bataille de Verneuil; désunion de Glocester et de Bedford. — La chevalerie française et Jeanne d'Arc. — Jeanne d'Arc délivre Orléans et fait sacrer Charles VII à Reims. — Prise et supplice de Jeanne d'Arc. — Bataille de Gerberoi. — Mésintelligence entre le duc de Bourgogne et le duc de Bedford. — Paix d'Arras; mort de Bedford et rentrée de Charles VII à Paris.

Henri VI, fils de Henri V, âgé de dix mois, fut proclamé roi de France et d'Angleterre, à Paris et à Londres, tandis que le dauphin *Charles* se faisait couronner à Poitiers et reconnaître au midi de la Loire sous le nom de *Charles VII*. Les Anglais, par dérision, ne l'appelaient plus que le *roi de Bourges*.

Bedford, dans une lutte dont la France devait être le prix, commença par détacher de la cause royale *Jean*, duc de Bretagne, en faisant épouser à *Arthur de Richemont*, son frère, *Marguerite*, l'une des filles de *Philippe le Bon*, duc de Bourgogne, dont il épousa l'autre fille appelée *Anne* (1423). Charles VII remplaça l'alliance de ce vassal par celle de l'Écosse; mais cette fois les troupes écossaises, commandées par le connétable *de Buchan* (Stewart de Darnley), furent moins heureuses à Crevant qu'elles ne l'avaient été naguère à Beaugé. Le *comte de Salisbury*, général des Anglais, les battit com-

plétement et s'empara de leur chef. Cette déroute ne découragea point *Morlac Stuart*, duc d'Albany, régent d'Écosse en l'absence du roi *Jacques Ier*; et de nouveaux renforts furent expédiés à Charles VII sous les ordres du comte *de Douglas*.

Jean, dit *Robert III*, roi d'Écosse, craignant de confier son fils Jacques à l'ambitieux Albany, avait projeté de l'envoyer en France sous le prétexte qu'il y recevrait une meilleure éducation qu'en Écosse; mais le vaisseau qui le conduisait sur le continent avait été pris par les Anglais (1406), et le prince conduit à la Tour. La captivité de Jacques durait depuis dix-huit ans, lorsque le ministère anglais, pour rompre la bonne harmonie de l'Écosse et de la France, lui proposa la liberté, s'il voulait défendre à ses sujets d'entrer au service de Charles VII, donner des otages et payer la somme de 40,000 livres. Jacques y consentit; et, pour l'attacher plus encore à l'Angleterre, avant de partir (1424), il épousa *Jeanne de Somerset*, qui, par son père, descendait d'Édouard III, et, par sa mère, d'Édouard Ier.

Les armées anglaises poursuivaient en France le cours de leurs victoires, et le duc de Bedford venait de battre à Verneuil l'armée royale renforcée des nouveaux auxiliaires d'Écosse, lorsque l'ambition du duc de Glocester arrêta les succès de son frère. *Jacqueline de Bavière*, héritière du Hainaut, de la Hollande, de la Zélande et de la Frise, après s'être séparée de son époux, *Jean de Brabant*, dont le duc de Bourgogne était l'héritier présomptif, voulait s'unir au duc de Glocester. Ce projet d'union, qui manqua d'effet, sauva Charles VII. Tandis que les Bourguignons guerroyaient dans le Hainaut (1425), Bedford, réduit à ses propres forces, ne put profiter de ses avantages, et le conseil d'Angleterre, où régnait la division, ne lui donna pas les secours qu'il en devait attendre : il fut même obligé de quitter momentanément la France pour réconcilier son frère avec *Henri de Beaufort*, évêque de Winchester, leur oncle commun.

Pendant son absence, Charles VII donna l'épée de

connétable au fameux Arthur de Richemont, frère du duc de Bretagne, dont il ramena pour un moment l'inconstance à son parti. La fleur de la chevalerie française accourut se ranger sous la bannière royale, et *Dunois, la Trémoille, la Hire, Xaintrailles, Barbazan*, etc., en faisant revivre les vertus guerrières des anciens preux, imprimèrent une couleur héroïque à cette époque désastreuse. Enfin la Providence suscita, pour le salut de la monarchie française, la fille d'un laboureur de Domremy. *Jeanne d'Arc* annonça sa mystérieuse mission par d'éclatants témoignages, et c'est elle qui a sauvé la France.

Bedford, revenu de l'Angleterre, après avoir forcé le duc de Bretagne à rentrer dans son alliance, assiégeait Orléans, et la ville était près de succomber. Avec ce boulevard de la royauté devait tomber le trône des Valois. Jeanne d'Arc, unissant sa valeur à celle de Richemont et de Dunois, parvint à délivrer cette ville (1429), exploit qui la fit surnommer la *Pucelle d'Orléans;* puis elle fit prisonnier à Jargeau le *duc de Suffolk*, s'empara de Beaugency, battit et prit lord *Talbot* à Patay, et alla faire sacrer le roi Charles VII à Reims, malgré les Anglais et les Bourguignons, à travers mille obstacles et mille dangers (17 juillet 1429).

Jeanne d'Arc avait rempli sa mission, elle voulut retourner dans son pays natal; mais Charles VII ne put consentir au départ de sa libératrice. Le duc de Bedford, bien que déconcerté par cette révolution imprévue, résolut, pour ranimer son parti, de tenter un dernier effort et mit le siége devant Compiègne. Il ne put s'emparer de cette ville; mais la France y fit la plus grande perte qu'elle semblât pouvoir essuyer. Jeanne d'Arc, s'étant jetée dans la place, fut prise ce jour-là même dans une sortie (24 mai 1430). Bedford conduisit sa captive à Rouen, et l'y livra à un tribunal ecclésiastique vendu aux Anglais, qui la déclara hérétique et magicienne, et, comme telle, elle fut condamnée au feu (30 mars 1431). « L'in« fâme sentence fut exécutée, dit un historien anglais « (Hume). Cette héroïne, à qui la généreuse superstition

« des anciens aurait érigé des autels, fut livrée aux « flammes dévorantes, et expia, par ce supplice horrible, « les services signalés qu'elle avait rendus à son prince et « à sa patrie. »

Cette lâche et monstrueuse vengeance ternit à jamais l'honneur de Bedford sans rétablir la gloire de ses armes. Les Anglais faillirent prendre Chartres et perdirent la bataille de Gerberoi. Richemont prépara leur ruine en préparant une réconciliation entre la cour de France et le duc de Bourgogne qu'avait indisposé Bedford, en épousant, contre son consentement, *Jacqueline de Luxembourg*, vassale des ducs bourguignons (1433).

La plupart des princes de la chrétienté s'intéressaient aux malheurs de la France, et le concile de Bâle sollicitait le rétablissement de la paix. Elle fut conclue l'an 1435, au congrès d'Arras, entre Charles VII et Philippe le Bon. Les plénipotentiaires anglais avaient élevé des prétentions exorbitantes que l'honneur de la couronne française ne permettait pas d'accepter. La sagesse de Bedford se démentit dans cette circonstance; mais la mort, qui le surprit à Rouen en 1436, ne lui laissa pas voir les suites de son imprudence. *Richard*, duc d'York, arrière-petit-fils d'Édouard III (1), lui succéda; mais avant son arrivée, l'épée de Richemont avait fait ouvrir à Charles VII les portes de sa capitale (13 avril 1436).

II. Langueur de la guerre de France. — Trêve de Tours. — Mariage de Catherine de France et d'Owen Tudor. — Mariage de Jacqueline de Luxembourg et de sir Richard Wydeville. — Mariage de Henri VI et de Marguerite d'Anjou. — Fortune colossale du comte de Warwick. — Mort du bon duc de Glocester.

Le duc d'York n'avait ni les mêmes talents ni les mêmes ressources que son prédécesseur; on le rappela bientôt (1437) pour l'envoyer en Irlande et le remplacer d'abord par *Beauchamp le Bon*, comte de Warwick, puis par *Henri Beaufort*, duc de Somerset, auquel on donna le titre de lieutenant-général et gouverneur de France; mais les divisions d'Onfroi, duc de Glocester, et de Henri

(1) Voyez le tableau généalogique de la page 137.

Beaufort, cardinal de Winchester, laissèrent languir la guerre sur le continent, tandis que Charles VII s'élançait, plein d'ardeur, à la conquête entière de son royaume.

Tandis que Richemont combattait les Anglais au nord, et leur prenait Creil avec Pontoise et plusieurs autres places voisines de Paris, Charles VII porta la guerre en Guienne et en Gascogne, où il se rendit maître d'un grand nombre de villes. Mais le siége de Dieppe par Talbot l'obligea de diviser ses forces et de consentir à une trêve qui, conclue à Tours pour un an (1443), se prolongea jusqu'en 1448.

Durant et après cette période, l'Angleterre vit se contracter trois mariages qui eurent des suites immenses.

Parmi les Cambriens émigrés par nécessité ou par ambition se trouvait un descendant de Tudowr, nommé *Owen ab Meredith ab Tudowr*, qui, durant tout le règne de Henri V, vécut auprès de lui comme écuyer de son palais, plaisant fort au roi qui lui accordait beaucoup de faveurs et daignait l'appeler *nostre chier et foyal*. Ses manières et sa belle figure firent une vive impression sur la reine *Catherine de France*, qui, devenue veuve de Henri V, épousa secrètement Owen ab Tudowr ou *Owen Tudor*, comme on l'appelait en Angleterre. Il eut d'elle deux fils, *Jasper* ou *Gaspard* et *Edmond* ou *Édouard* : celui, parvenu à l'âge d'homme, épousa *Marguerite*, fille de *Jean de Beaufort*, comte de Somerset, issu de la famille royale des Plantagenets. Edmond fut le père de *Henri VII Tudor*.

Jacqueline de Luxembourg, veuve du duc de Bedford, épousa sir *Richard Wydeville* ou *Woodville*, simple gentilhomme, à qui l'extraordinaire beauté de sa personne mérita cet honneur et qui fut créé comte de Rivers. De ce mariage naquit *Élisabeth*, qu'Édouard IV prit pour femme.

Enfin, tandis que l'Angleterre laissait chaque jour échapper quelque chose de ses conquêtes d'outre-mer par la valeur de Charles VII et de sa noblesse, on fit épouser au faible Henri VI une femme forte, chevaleresque, héroïque, *Marguerite d'Anjou* (1445). *René*, père de la princesse, au lieu de donner une dot à sa fille, avait mis pour

prix à sa main la restitution des deux duchés du Maine et d'Aujou, occupés encore par les Anglais. Le ministère de Henri VI, à la tête duquel se trouvait *William de la Pole*, comte de Suffolk, avait déterminé le monarque à ce sacrifice, dans l'espérance que Marguerite, proche parente de Charles VII, serait le lien d'une paix durable entre la France et l'Angleterre; illusion bientôt dissipée par les nouvelles entreprises et les nouveaux succès du monarque français.

A cette époque, tandis que le revenu annuel de la couronne se bornait à cinq mille livres sterling, plusieurs grandes familles avaient réuni des fortunes royales par des mariages ou des successions. Le seul *comte de Warwick*, le dernier et le plus illustre exemple de l'hospitalité féodale, nourrissait journellement dans ses terres jusqu'à trente mille personnes. Quand il tenait maison à Londres, ses vassaux et ses amis consommaient dix bœufs par repas. Cette fortune colossale était soutenue par tous les talents d'un chef de parti. Son intrépidité était étrangère au point d'honneur chevaleresque : cet homme, qu'on avait vu attaquer une flotte double de la sienne, fuyait souvent sans rougir, lorsqu'il voyait plier les siens. Impitoyable pour les nobles, il épargnait le peuple dans les batailles.

La nation anglaise était mécontente; elle aimait mieux achever de se ruiner en faisant la guerre aux Français que de s'enrichir en leur donnant la paix. Telle était aussi l'opinion du *bon duc* de Glocester, que la nation adorait parce qu'il voulait toujours la guerre. Il s'était opposé vivement au mariage de Marguerite d'Anjou, et depuis sa conclusion, il avait combattu l'influence toute-puissante de la princesse dans l'administration des affaires. Marguerite, qui comptait pour rien d'être reine sans être maîtresse, et regardait *la couronne comme l'opprobre des têtes couronnées, quand elles se laissent gouverner par les sujets*, conçut contre le duc de Glocester un vif ressentiment auquel se joignit celui de la femme offensée. La perte de ce prince fut dès lors résolue. Elle

le fit arrêter sous prétexte de trahison et l'accusa devant le parlement. Le jour où il devait comparaître, il fut trouvé mort dans sa prison (1447). Son corps ne portait aucune trace de violence ; cependant cette mort fut imputée à la reine et à Suffolk à qui passèrent les biens du prince. Le peuple plaignit le *bon duc* de Glocester, dont la régence avait été signalée par des échafauds. Six semaines après mourut son oncle, le cardinal de Beaufort, après avoir consacré la plus grande partie de sa fortune à des donations charitables : l'hôpital de Sainte-Croix, près de Winchester, existe encore comme un monument durable de sa pieuse munificence (1).

III. Prétentions de la maison d'York. — Richard d'York ou la Rose blanche, et Henri VI ou la Rose rouge; idée sommaire de la guerre des Deux-Roses.— Conduite adroite de Richard. — Expulsion des Anglais du continent. — Assassinat du duc de Suffolk.

La maison de Lancastre avait perdu dans les ducs de Bedford et de Glocester ses deux plus fermes appuis. Restaient un roi faible jusqu'à l'imbécillité, une reine étrangère, un ministère impopulaire pour contenir un peuple mécontent. La maison d'York saisit cette occasion pour faire revivre ses droits légitimes. Elle était alors représentée par *Richard*, qui descendait d'Édouard III, tant du côté paternel que du maternel (2), et qui portait dans ses armes une *rose blanche*, tandis que Henri VI portait dans les siennes une *rose rouge*. De là la *guerre des Deux-Roses*, qui dura trente ans, détruisit presque toute la noblesse anglaise et fit périr un million d'hommes. Ce fut la plus hideuse des guerres civiles, celle des parents contre les parents et des hommes faits contre les enfants au berceau. Durant plusieurs générations, deux familles nombreuses s'entre-tuèrent, soit en bataille rangée, soit par l'assassinat, pour soutenir leur légitimité, sans qu'aucune des deux pût décidément anéantir l'autre, dont quelque membre

(1) Le cardinal mourut d'une maladie de langueur et dans tous les exercices de la piété chrétienne. C'est donc par une fiction poétique que Shakspeare le représente expirant dans les angoisses du désespoir.

(2) Voy. le tableau généalogique de la page 137.

se relevait toujours pour combattre, détrôner son rival et régner jusqu'à ce qu'il fût détrôné lui-même. Il périt dans ces querelles quatre-vingts princes du sang, presque tous jeunes, car la vie des mâles n'était pas longue dans ces familles. Les femmes, qui vivaient davantage, eurent le temps de voir leurs fils massacrés par leurs neveux, et ces derniers par d'autres neveux ou des oncles, assassinés bientôt eux-mêmes par quelque parent aussi proche.

Richard d'York, avant d'éclater, prépara sourdement les esprits à la révolution qu'il méditait. En effet, un monarque établi par deux successions, fils d'un père et d'un aïeul dont la mémoire était encore vénérée, gouverné par d'habiles gens, muni de bons officiers, de troupes, d'argent et de partisans nombreux, n'était point un ennemi contre lequel on pût lever publiquement l'étendard sans courir plus de risque que lui-même. Aussi le duc d'York attaqua-t-il avec toute la précaution qu'exigeait une telle entreprise. Il y parut tard, et quand il y parut, ce fut avec la protestation ordinaire à tous les rebelles, de n'en vouloir point au roi, mais aux ministres qui gouvernaient mal le royaume.

Le moment était bien choisi. Charles VII venait de prendre Rouen malgré les efforts de Somerset et de Talbot (1449). Harfleur, qui voulait se défendre, ne tarda pas à succomber. La bataille de Formigny, gagnée par Richemont sur *Thomas Kyriel* (1450), anéantit l'armée anglaise; enfin, la prise de Cherbourg acheva la conquête de la Normandie, qui fut de nouveau réunie à la couronne de France. En Guienne, Dunois, pour premier succès, s'empara de Bayonne, dont la soumission entraîna celle des Basques (1451). Bordeaux, qui avait aussi ouvert ses portes aux Français, reçut bientôt après les Anglais dans ses murs; mais la défaite et la mort de Talbot, au combat de Castillon, ne laissèrent plus d'espoir aux partisans de l'étranger, et l'an 1453 il ne resta plus que Calais à l'Angleterre.

Richard d'York était encore en Irlande où, relégué

précédemment sous le titre honorable de gouverneur, il avait trouvé les moyens d'augmenter son crédit, lorsqu'on ressentit à la cour les premiers effets de ses secrètes intrigues. Ses partisans, dirigés par lord *Cromwell*, firent assassiner à Portsmouth, par une troupe de pêcheurs, l'évêque de Chichester, garde du sceau privé. Le duc de Suffolk fut accusé par les communes de haute trahison, au sujet des affaires malheureuses du continent. Le lord-maire l'enferma dans la Tour de Londres : Marguerite l'en fit sortir; mais le peuple s'émut de telle sorte que, pour empêcher la sédition, il fallut exiler le duc. Il passait la mer : des Anglais, qui revenaient dans leur pays après la perte de leurs conquêtes, l'arrêtèrent; et, d'après le vœu des Yorkistes, ils lui tranchèrent la tête sans forme de procès (3 mai 1450).

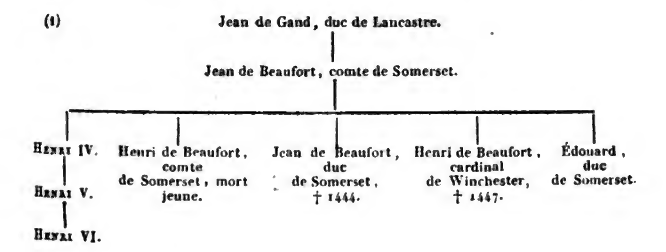
IV. La Rose blanche se déclare; insurrection conduite par Jean Cade; mort du rebelle. — Le duc de Somerset, premier ministre; Richard d'York se fait nommer *lieutenant et protecteur* du royaume; sa disgrâce.

Ce tragique événement s'apprit en même temps que la défaite de sir Thomas Kyriel. Cette nouvelle et les projets de vengeance qu'on attribuait au roi contre les assassins de Suffolk, exaspérèrent vivement les esprits. Le parti de la Rose blanche en profita pour susciter contre la Rose rouge *Jean Cade,* Irlandais, homme de basse condition, mais soldat intrépide, qui se donna pour fils de *Jean Mortimer*, cousin du duc d'York, exécuté au commencement de ce règne. Richard d'York voulait par là réveiller les idées du peuple sur les droits de son beau-père dont il était resté seul héritier. Vingt mille hommes du comté de Kent se rangèrent sous la bannière de l'imposteur. Il marcha sur Londres, d'où la cour s'enfuit à son approche. Lord *Say*, chambellan et trésorier de Henri VI, fut pris et décapité. Le peuple vit avec plaisir Jean Cade; mais l'avidité de cet aventurier mit un terme à ses succès. Les bourgeois, dont il pilla les boutiques, prirent les armes; après un combat que la lassitude des combattants rendit indécis, *Jean Stafford*, chancelier et archevêque de Kenter-

bury, fit publier à propos une amnistie. Les partisans de Cade, se dissipant encore plus vite qu'ils ne s'étaient assemblés, abandonnèrent leur chef, dont la tête fut mise à prix. L'écuyer *Alexandre Iden* gagna la récompense de mille marcs d'argent, promise dans la proclamation royale. On prit ensuite et l'on exécuta quelques complices de Cade, qui, dit-on, avouèrent le projet de placer Richard sur le trône.

Cette tentative détermina Marguerite à donner la place de premier ministre à *Édouard*, duc de Somerset, le plus proche parent de Henri VI (1), et depuis longtemps rival du duc d'York. Mais malheureusement il quittait la Normandie qu'on venait de perdre, et l'opinion publique le signalait comme l'auteur des revers essuyés par les Anglais sur le continent. On pilla ses trésors; sa vie fut menacée et par la populace et par le parlement. Néanmoins lorsque Richard d'York quitta l'Irlande sans l'aveu du monarque, avec des intentions évidemment hostiles, les soins de Somerset mirent les troupes du roi sur un pied si respectable, que le duc d'York parut un instant renoncer à son entreprise et se retira dans ses terres (1452). Mais en 1454, lorque Henri VI eut perdu dans une maladie les restes d'un esprit faible, Richard d'York renoua ses intrigues, rétablit sa faction, gagna le peuple et se trouva bientôt en état de donner la loi à ceux qui la lui avaient donnée. Il se fit nommer *lieutenant et protecteur* du royaume, avec la faculté de convoquer ou de congédier à son gré le parlement. Le gouvernement de Calais, le plus important asile en cas de malheur, fut repris à Somerset, et

(1)



Richard d'York eut même le pouvoir de le faire arrêter chez la reine, quoique cette princesse, qui venait de donner à l'Angleterre un prince de Galles, *Édouard* (23 octobre 1452), dût être ménagée plus que jamais. Henri VI, en recouvrant la santé et la raison, s'aperçut qu'il avait perdu son pouvoir. Marguerite, qui jusqu'alors avait caché son indignation, exhorta son époux à reconquérir son autorité. Le duc de Somerset reprit toutes ses dignités, et Richard d'York, dépouillé de l'administration, se jeta dans le parti de la guerre (1455). Les deux Roses devaient bientôt se trouver en présence.

V. Partisans de la Rose rouge et ceux de la Rose blanche. — Première bataille de Saint-Alban et première captivité de Henri VI. — Richard d'York de nouveau *protecteur*. — Réconciliation de Henri VI et de Richard d'York. — Reprise des hostilités. Combat de Northampton et seconde captivité de Henri VI : fuite de Marguerite en Écosse. — Richard d'York, maître du roi et de Londres. — Son discours au parlement, qu'il force à reconnaître ses droits.

(Consultez, pour la guerre des Deux-Roses, le tableau généalogique de la page 157).

La Rose rouge, outre *Henri VI*, *Marguerite* et *Somerset*, comptait sous ses étendards les trois fils de ce duc, tous dignes de leur nom, et deux frères utérins du monarque, l'un *Edouard*, comte de Richmond, l'autre *Gaspard*, comte de Pembroke (1); *Onfroy Stafford*, duc de Buckingham, arrière-petit-fils d'Édouard III, par sa mère Anne de Glocester; les comtes de *Northumberland*, de *Dorset*, de *Wiltshire*; les barons de *Clifford*, de *Ross*, de *Thorod*, et d'autres grands seigneurs du royaume.

La Rose blanche avait sous sa bannière *Richard*, duc d'York, *Édouard*, comte de March, son fils aîné, si semblable à son père, que l'âge seul pouvait les faire distinguer l'un de l'autre; le comte de *Westmoreland*, dont Richard avait épousé la fille, *Cécil Névil; Richard de Névil*, comte de Salisbury, et le comte de *Warwick*, son fils, que ses libéralités rendaient l'idole du peuple et des soldats; *Jean de Mowbray*, duc de Norfolk; *Thomas*

(1) Voyez page 182. Henri VI avait prédit que de l'un d'eux naîtrait le pacificateur de l'Angleterre.

de Courtenai, comte de Devonshire; le *baron de Cobham*, etc.

Richard d'York revint des marches de Galles avec des troupes et s'avança vers Londres, protestant toujours qu'il n'en voulait pas au monarque, mais à son ministre. Henri VI se porta sur-le-champ à sa rencontre; l'action eut lieu près de Saint-Alban (22 mai 1455). Le duc de Somerset fut tué; le roi, blessé au cou, resta prisonnier. Richard d'York affecta plus que jamais des manières affectueuses envers l'infortuné monarque; et, l'accompagnant comme par honneur, il lui fit faire dans Londres une entrée triomphale : c'étaient des fleurs sur des chaînes.

Richard d'York reprit en effet le titre de *protecteur;* le comte de Salisbury fut créé chancelier, et son fils gouverneur de Calais. Marguerite combattit sourdement ce triumvirat; peu à peu elle reprit le pouvoir, et le parlement cassa le protectorat de Richard (25 février 1456). Le duc d'York parut descendre sans regret de ce poste élevé; ses amis résignèrent leurs emplois, et les Lancastriens en furent encore une fois revêtus. Mais après deux années passées dans la méfiance et les alarmes, les parents des lords tués à Saint-Alban demandèrent vengeance. Henri VI, avec sa douceur accoutumée, les apaisa, promit que désormais il ne pardonnerait aucune tentative de rébellion, obtint du duc d'York et du comte de Warwick de nouveaux serments de fidélité. La réconciliation se fit à Saint-Paul avec solennité : la reine était conduite par Richard d'York; les lords des deux partis se donnaient le bras comme des frères. Mais cette cérémonie ne put étouffer la haine et l'ambition qui fermentaient au fond des cœurs (27 janvier 1458).

Le *duc d'Exeter* avait été précédemment remplacé dans la direction de la marine par le comte de Warwick, que Henri VI désirait s'attacher ou du moins éloigner de ses affidés; mais les grands bienfaits font de grands ingrats. Warwick quitta Calais pour aller s'entendre avec son père et le duc d'York. On prit de nouveau les ar-

mes, et les rebelles, après avoir défait un corps de *loyalistes* (ou royalistes, nom des Lancastriens), marchèrent sur Londres, précédés par un manifeste de Richard d'York, resté à dessein en Irlande. Warwick entra dans la capitale le 2 juillet 1460. Henri VI, qui l'avait quittée, s'avança vers Northampton et s'y retrancha; les loyalistes semblaient certains de la victoire; mais ils furent trahis par le lord *Grey de Ruthyn*, qui, au lieu de défendre son poste, introduisit les Yorkistes au milieu du camp. Le combat fut court (19 juillet). Le duc de Buckingham y périt avec plus de trois cents chevaliers. La reine s'enfuit à Chester avec son fils, et parvint à gagner l'Écosse. Le monarque, une seconde fois prisonnier, fut conduit à Londres.

Richard d'York accourut alors d'Irlande, s'installa dans l'appartement de son captif, et s'étant rendu dans la salle où le parlement tenait ses séances, il porta la main sur le trône, et l'y tint longtemps, attendant sans doute qu'on l'invitât à s'y placer; mais aucune voix ne rompit le silence. L'archevêque de Kenterbury s'avança pour lui demander s'il ne voulait pas aller voir le roi : *Aller voir le roi !* répondit Richard; *je ne connais personne ici à qui je doive cette civilité, et tout le monde me la doit.*

On ne doutait déjà plus que le duc d'York ne voulût régner; mais on en fut convaincu lorsque, s'étant assis sur le trône royal, au parlement, sans demander l'aveu de personne, il parla en ces termes :

Vous savez, dit-il, qu'on a usurpé sur mes ancêtres le trône où je viens de m'asseoir, et vous n'ignorez pas par quels crimes ceux qui l'occupent depuis soixante ans s'en sont mis en possession. Henri IV trempa ses mains dans le sang de Richard II; Henri V fit mourir mon père... Tant que la maison de Lancastre n'a fait tort qu'à moi et aux miens, je m'en suis cru dédommagé par l'honneur qu'elle a fait à la nation... J'ai peu regretté d'être roi, lorsque vous en aviez un, qui, au droit près, méritait de l'être. Mais aujourd'hui qu'un faible héritier de cet heureux usurpateur me retient une couronne et perd des conquêtes qui vous ont coûté tant de sang, je serais indigne de celui de tant de rois qui coule dans mes veines, si, pour renouveler leurs

conquêtes, je ne prenais enfin la couronne. Aidez-moi à en soutenir le poids, j'en partagerai avec vous les douceurs.

Le parlement resta muet et morne : *Pensez-y*, leur dit brusquement Richard d'York, *j'ai pris mon parti*. Enfin la Chambre, avec l'assentiment du roi, déclara que les droits de la branche d'York étaient légitimes ; mais que Henri VI ayant porté le sceptre trente-huit ans, le conserverait jusqu'à sa mort, et qu'en attendant, Richard, reconnu pour son héritier, gouvernerait le royaume.

VI. Marguerite refuse de ratifier l'acte du parlement ; bataille de Wakefield et mort de Richard d'York ; assassinat du comte de Rutland, son fils.—Bataille de la Croix de Mortimer ; mort d'Owen Tudor. — Deuxième bataille de Saint-Alban. — Édouard IV, fils aîné de Richard d'York, proclamé à Londres.

Sommée de ratifier cette convention, Marguerite, qui s'était retirée dans le comté de Durham avec son fils Édouard, répondit à l'envoyé de Henri VI : *Allez*, dit-elle, *j'ai toujours obéi au roi ; mais dans l'affaire dont il s'agit, il me saurait un jour mauvais gré si je lui avais obéi*. Elle soutint son refus à la tête de vingt mille hommes ; Richard d'York, qui n'en avait que cinq mille, hasarda la bataille. Il fut défait et tué à Wakefield (30 décembre 1460). Le *comte de Rutland*, son second fils, à peine âgé de douze ans, se retirait de la mêlée avec son précepteur lorsqu'il fut reconnu par Clifford. *Quel est cet enfant?* dit le baron. — *C'est*, dit l'imprudent précepteur, *le comte de Rutland, dont l'innocence doit désarmer votre colère ; épargnez le sang de nos rois*. A ces mots, le féroce Anglais, levant le poignard : *Donc*, s'écria-t-il, *comme ton père a tué le mien, je veux aussi te tuer, toi et tous les tiens* ; et à ces mots, il le perça de son arme ; puis, courant au duc étendu sur le champ de bataille, il lui coupa la tête, la couronna de papier et la porta à la reine au bout d'une pique. Marguerite la fit planter sur les remparts d'York avec celle du comte de Salisbury, qu'elle fit décapiter comme d'autres seigneurs, en vertu de la loi martiale.

Après cette victoire importante, la reine divisa ses forces pour envoyer le comte de Pembroke contre Édouard, fils aîné de Richard. Ce jeune prince battit son adversaire à la

Croix de Mortimer, dans le comté d'Hereford (1er février 1461), s'empara d'*Owen Tudor*, père du comte, et lui fit trancher la tête sans formalité judiciaire. Des deux côtés, la vengeance fut consacrée sous le nom de droit de représailles, et la guerre des Deux-Roses mériterait dès lors, comme on l'a dit, d'être écrite par la main du bourreau.

Cependant Marguerite s'était avancée vers Londres. Le comte de Warwick en sortit pour la combattre, emmenant Henri VI, et ne faisant pas réflexion qu'il menait avec lui sa fortune. En effet, toute la valeur de Warwick ne put garantir son armée de l'influence maligne qu'y répandit la malheureuse étoile de Henri VI. Il perdit la bataille dans la même plaine de Saint-Alban, théâtre précédent de sa victoire (17 février), et, cherchant son salut dans la fuite, il laissa le monarque entre les mains de sa victorieuse épouse.

Marguerite allait soumettre Londres, lorsqu'on apprit l'arrivée du prince Édouard avec des forces supérieures. La reine, ne jugeant pas à propos de donner un combat décisif si près d'une ville yorkiste, se retira dans le nord; cette résolution la perdit. Édouard, à peine entré dans Londres, rassembla ses troupes et le peuple dans la plaine de Saint-Jean, y fit publier ses titres à la royauté, et la multitude lui décerna la couronne aux cris répétés de *Vive longtemps le roi Édouard IV!* Le clergé, la noblesse et les bourgeois ratifièrent cette élection populaire (3 mars). Le lendemain, il parut, avec tout l'appareil de la dignité royale, dans l'église de Saint-Paul, où l'air gracieux, les manières affables, la bonne mine de ce nouveau roi, que Philippe de Comines dit avoir été le plus beau prince de l'Europe, lui valurent des applaudissements tels que monarque n'en a jamais reçus.

TROISIÈME SECTION

DE LA DYNASTIE ANGEVINE.

Branche d'York (1461-1485).

---

§ 1er. — ÉDOUARD IV (1461-1483).

I. Bataille sanglante de Towton ; fuite de Henri VI en Écosse et de Marguerite en France. — Le parlement confirme l'élection d'Édouard IV. — Batailles d'Hedgley-Moor et d'Exham. — Marguerite et les brigands. — Prise et troisième captivité de Henri VI.

Édouard IV, fils aîné de *Richard d'York*, avait pris le titre de roi; mais la question n'était pas encore jugée, et les forces des deux partis se balançaient encore. *Marguerite* d'Anjou, femme de *Henri VI*, était à la tête d'une armée deux fois victorieuse, combattant pour un roi reconnu, pour un fils de haute espérance, *Édouard*, et soutenu par tous les partisans réunis de la Rose rouge; elle avait rassemblé soixante-dix mille hommes. Lorsque la reine entraînait vers le midi la population du nord, Londres s'attacha à Édouard IV comme à un défenseur. Bientôt le *comte de Warwick*, à la tête de quarante mille hommes, conduisit le jeune roi contre elle à Towton : c'est là que, pendant deux jours (22-23 mars 1461), sous une neige épaisse, combattirent les deux partis avec une fureur peu commune, même dans les guerres civiles. Warwick, voyant plier les siens, laissa son cheval, baisa la croix que formait la garde de son épée, et jura qu'il partagerait le sort du roi et des soldats. Les Lancastriens furent précipités dans les eaux du Cork; trente-huit mille hommes furent noyés ou massacrés. Enfant de la guerre civile, Édouard IV versait volontiers le sang; il avait défendu de faire quartier; ce ne fut pas

ainsi que, cent quarante ans après, Henri IV de Bourbon conquit son royaume. Henri VI et sa famille se sauvèrent en Écosse; mais Marguerite passa bientôt en France pour chercher des secours qu'elle ne trouvait pas à la cour d'un roi mineur, *Jacques III.*

Le parlement, assemblé sept mois après cette boucherie, confirma l'élection d'Édouard IV, déclara les trois règnes précédents illégitimes, et révoqua les concessions faites par Henri IV, Henri V et Henri VI. On lança des bills de proscription contre Henri VI, la reine, le jeune Édouard, les princes lancastriens, les principaux partisans de la Rose rouge, et cent trente-huit chevaliers, écuyers ou prêtres. Un grand nombre d'autres, tombés au pouvoir du vainqueur, furent décapités, et d'innombrables confiscations lui donnèrent le moyen de récompenser les amis de la Rose blanche.

L'infatigable Marguerite revint bientôt de France avec une faible somme de 2,000 écus que lui fournit *Louis XI*, successeur de Charles VII, contre la promesse de restituer Calais, seule place que les Anglais possédassent encore sur le continent. Avec cette somme, elle avait levé deux mille hommes d'armes qu'elle conduisit en Écosse; de là, passant en Angleterre, où sa petite armée se grossit d'une foule de partisans, elle marcha courageusement à la rencontre de ses ennemis. Lord *Montague*, frère du comte de Warwick, la défit près d'Hedgley-Moor dans une première affaire (25 avril 1464), et bientôt après (15 mai), remporta sur elle la victoire d'Exham. Le *duc de Somerset*, arrêté dans sa fuite, eut la tête tranchée; tout le sang qu'avait épargné la guerre coula sur les échafauds : c'était une lutte d'extermination.

Henri VI se sauva pour la seconde fois en Écosse. Marguerite, séparée de son époux dans le désordre de la fuite, se trouva seule avec son fils au milieu d'une vaste forêt. Des voleurs l'attaquèrent et lui ravirent ses diamants, derniers débris de sa fortune. Tandis que le partage du butin les mettait aux prises, l'intrépide reine, ne songeant qu'à soustraire son fils à leurs mains

sanguinaires, le prit entre ses bras (il avait onze ans et demi), fardeau trop lourd pour toute autre femme qu'une mère, et se déroba par une course rapide à la cruauté de ces brigands. Elle s'était enfoncée dans l'épaisseur du bois, lorsqu'elle vit paraître un homme dont l'air farouche et l'épée nue la firent trembler, moins pour sa vie que pour celle de son enfant. Ne pouvant l'éviter, elle prit le parti de faire son confident de celui qu'elle regardait comme son assassin, et s'approchant d'un pas grave et d'un air majestueux : *Venez, mon ami*, lui dit-elle en lui montrant le prince, *sauvez le fils unique de votre roi*. Cette vue d'une reine, ces accents d'une mère, tant d'infortune et de magnanimité, touchèrent le cœur du brigand. Il la conduisit au quartier des Lancastriens, d'où Marguerite s'embarqua pour la France avec le jeune Édouard. Henri VI, guidé par sa mauvaise étoile, rentra sous un déguisement en Angleterre; mais à peine avait-il dépassé la frontière, qu'il fut reconnu, arrêté, amené à Londres, les jambes liées sous le ventre de son cheval, conduit trois fois autour d'un pilori, et renfermé pour la troisième fois dans la tour de Londres (juillet 1465).

II. Mariage d'Édouard IV et d'Élisabeth Woodville. — Mécontentement des trois Névil et du duc de Clarence, qui épouse une Névil. — Révolte dans l'Yorkshire, dissipée par le comte de Warwick; captivité d'Édouard IV. — Réconciliation de Warwick et d'Édouard IV.

Édouard IV semblait affermi sur le trône qu'il devait à Warwick. Par un enchaînement de circonstances sur lesquelles les historiens varient, le même Warwick l'en précipita.

Tandis que Warwick était passé sur le continent pour négocier le mariage d'Édouard avec *Bonne de Savoie* (1), le roi, conduit fortuitement par la chasse à Grafton, y rendit visite à *Jacqueline de Luxembourg*, mariée à sir *Richard Woodville* (2). *Élisabeth* leur fille, depuis la mort de sir *John Gray*, son mari, tué au service de Henri VI, à la seconde bataille de Saint-Alban, vivait

(1) Sœur de *Charlotte*, femme de Louis XI.
(2) Voy. plus haut, p. 182.

dépouillée de ses biens, auprès de ses parents. La jeune veuve, saisissant l'occasion favorable, vint se jeter aux pieds du monarque, et le conjura, les larmes aux yeux, d'avoir pitié de ses malheureux enfants privés de l'héritage paternel. Édouard IV, subjugué par ses charmes et par la noblesse de ses sentiments, l'épousa en secret (avril 1464).

Quelques mois après, lorsque ce monarque déclara ce mariage dans un conseil général des pairs, *George*, duc de Clarence, frère d'Édouard IV, et le comte de Warwick eurent l'air de l'approuver; mais bientôt l'élévation des Woodville, la nomination du père de la reine à la dignité de lord *Rivers*, de grand-trésorier et de connétable; le mariage de la fille du duc d'Exeter, nièce d'Édouard, avec sir *Thomas Gray*, rival heureux de lord Montague; l'inutile ambassade de Warwick sur le continent, tout indisposa vivement les trois Névil, qui jusqu'alors avaient gouverné le roi. Il se forma dans peu de temps autour des trois frères, le comte de Warwick, lord Montague et l'archevêque d'York, un parti puissant qui ne tendait à rien moins qu'à remettre Henri VI sur le trône. Warwick, croyant qu'il y avait plus de gloire à faire des rois qu'à régner, commença par s'opposer au mariage de *Marguerite d'York*, sœur d'Édouard, avec le comte de Charolais, *Charles le Téméraire*, qui devint ensuite duc de Bourgogne (1467) : il voulait ôter cet appui à un homme qu'il méditait de perdre; mais n'ayant pu y réussir, il parvint, par son adresse, à captiver le duc de Clarence, prince inquiet, remuant, et non moins irrité que toute la cour, du crédit de la reine et de sa famille. Le frère du roi se rendit à Calais, et le 11 juillet 1469, il épousa, sans le consentement d'Édouard, *Isabelle Névil*, fille aînée de Warwick. La bénédiction nuptiale leur fut donnée par l'archevêque d'York.

Le hasard ou les intrigues du comte firent éclater à la même époque une révolte dans l'Yorkshire. Édouard IV traita cette affaire avec l'insouciance que donne l'amour excessif des plaisirs licencieux; ses troupes, comman-

dées par les lords *Herbert* et *Stafford* qu'il avait dernièrement créés comtes de Pembroke et de Devon, essuyèrent un échec à Danes-Moor, près d'Edgecote (25 juillet 1469). Lord Rivers et sir *John Woodville*, le père et le frère d'Élisabeth, furent pris dans leur fuite et décapités à Northampton par l'ordre réel ou prétendu de Clarence et de Warwick. Stafford fut massacré par le peuple à Bridgewater, en haine des Woodville. Sur ces entrefaites, Clarence et Warwick, débarqués en Angleterre, s'étaient réunis à l'archevêque d'York. Tous trois s'avancèrent vers Édouard IV, qu'ils trouvèrent à Olney, plongé dans une profonde tristesse par le dernier revers de ses armes, lui offrirent leurs services, et, sous ce prétexte, s'assurèrent de sa personne, qu'ils confièrent à la garde de l'archevêque, à Middleham. Alors il ne fallut qu'un mot de Warwick pour disperser les insurgés de l'Yorkshire.

Pendant que les deux rois rivaux, Édouard IV et Henri VI, étaient retenus dans les fers, sir *Humphrey Névil*, qui, depuis la défaite d'Exham, vivait dans une caverne sur la rivière de Derwent, déploya la bannière de Lancastre dans les Marches de l'Écosse. Warwick, par un étonnant calcul, marcha contre les Lancastriens, les battit, fit trancher la tête à leur chef, et, à la suite d'un traité particulier signé avec Édouard IV, il lui rendit la liberté. Le duc de Clarence et son beau-père firent, devant un conseil de pairs (6 novembre), une justification que le roi reçut comme satisfaisante. On proclama une amnistie générale. Édouard IV fiança sa fille, âgée de quatre ans, au jeune comte de Northumberland, *George Névil*, héritier présomptif des trois Névil, et qui fut créé duc de Bedford.

III. Révolte dans le Lincolnshire. — Fuite de Warwick et du duc de Clarence en France; leur réconciliation avec Marguerite d'Anjou. — Leur retour en Angleterre. — Fuite d'Édouard IV sur le continent. — Le *faiseur de rois;* Henri VI remonte sur le trône.

A la suite de quelques nouveaux motifs de défiance, Clarence et Warwick, d'accord avec les mécontents du Lincolnshire, que commandait sir *Robert Welles*, repri-

rent les armes au commencement de 1470 ; mais cette fois Édouard IV déploya tant d'activité, qu'il ne laissa à ces hommes turbulents d'autre ressource que de s'embarquer pour la France.

Amboise, où Louis XI tenait sa cour, offrit alors au monde un spectacle singulier : Warwick et Clarence y trouvèrent Marguerite d'Anjou, dont ils avaient détrôné le mari. Le malheur et le désir de la vengeance réconcilièrent ces ennemis. Édouard, prince de Galles, épousa *Anne Névil*, seconde fille de Warwick ; on convint que Henri VI serait replacé sur le trône, et que, dans le cas où la descendance de ce prince viendrait à manquer, la couronne appartiendrait au duc de Clarence, fils légitime du duc d'York ; on déclarait par là l'illégitimité de la naissance d'Édouard IV.

Warwick descendit à Darmouth avec le duc de Clarence et quelques troupes (13 septembre 1470). En vain Charles le Téméraire avertit l'indolent Édouard IV ; en vain le peuple chantait dans ses ballades le nom de l'exilé, et faisait allusion, dans les spectacles informes de cet âge, à son infortune et à ses vertus. Édouard IV ne se réveilla qu'en apprenant que Warwick marchait à lui avec plus de soixante mille hommes. Abandonné des siens à Nottingham, Édouard IV ne dut son salut qu'à la fuite et aux soins d'*Hastings*, son chambellan. Il s'embarqua en toute hâte à Lynn (3 octobre) et se sauva auprès de son beau-frère le duc de Bourgogne. La reine son épouse se réfugia, avec sa mère et ses trois filles, dans le sanctuaire de Westminster, où elle accoucha d'un fils (6 octobre). Cet asile fut respecté.

Cependant Warwick, maître du royaume vingt jours après son arrivée, courut à Londres, où le peuple l'accueillit avec transport, l'appelant le *faiseur de rois*. Henri VI, tiré de prison, fut proclamé de nouveau. Quelques jours après, le parlement déclara Édouard IV usurpateur, transporta la couronne à la descendance mâle de Henri VI, et à défaut de cette descendance, au duc de Clarence. On nomma ce prince et Warwick *protecteurs*

du royaume pendant la minorité d'Édouard, fils de Marguerite. On n'exerça ni proscription ni vengeance, si l'on en excepte le connétable *comte de Worcester*, que ses cruautés avaient fait surnommer le *boucher*.

IV. Perfidie du duc de Clarence; retour d'Édouard IV; la plume d'autruche; quatrième captivité de Henri VI. — Bataille de Barnet; le soleil et l'étoile rayonnante; mort de Warwick. — Bataille de Teukesbury; meurtre d'Édouard, fils de Marguerite. — Mort de Henri VI; fuite des comtes de Pembroke et de Richmond en Bretagne.

Le duc de Clarence ne s'était brouillé avec son frère que pour lui succéder; aussi, tout en contribuant à remettre Henri VI sur le trône, se rapprochait-il secrètement d'Édouard IV. Celui-ci débarqua le 14 mars 1472, avec quinze cents hommes levés dans les Pays-Bas, à Ravenspur, au lieu même où, soixante-treize ans auparavant (1399), Henri IV avait débarqué pour détrôner Richard II. Comme Henri IV, il commença par déclarer qu'il venait seulement réclamer l'héritage du duc d'York, son père, que le duc de Clarence s'était fait adjuger. Il arbora la plume d'autruche que portaient les partisans du prince de Galles, fils de Henri VI, et fit crier par les siens *longue vie au roi Henri*. Mais dès que son armée fut forte, il leva le masque et prit le titre de roi. Warwick marcha pour le combattre; mais Édouard IV éluda sa rencontre, et se présenta devant Londres où l'archevêque d'York, infidèle à la cause des Névil, ses frères, l'introduisit par une poterne. Henri VI retomba, pour dernière vicissitude, entre les mains de son rival.

Cependant Warwick vint, avec lord Montague, se poster à Barnet, non loin de la capitale. Marguerite était sur le point d'arriver avec des troupes. Cette reine, qui luttait avec plus de persévérance que de succès contre sa mauvaise fortune, après avoir, pendant six mois, vainement tenté le passage de France en Angleterre, toujours repoussée par les vents contraires, les avait enfin surmontés. Warwick résolut de la prévenir pour avoir tout l'honneur de la victoire; la bataille s'engagea le 12 avril 1472. L'acharnement fut égal de part et d'autre: l'armée

du *faiseur de rois* paraissait devoir l'emporter ; mais la trahison de Clarence, qui passa à son frère avec douze mille hommes, et l'erreur qui fit confondre le soleil, que portait ce jour-là dans ses armes le parti d'Édouard IV, avec l'étoile rayonnante du parti opposé, entraînèrent la perte de la bataille. Warwick y périt avec son frère. De tous les chefs lancastriens, le seul *comte d'Oxford* parvint à s'échapper ; il alla rejoindre le *comte de Pembroke* (1), et continua, dans le pays de Galles, à braver avec lui la puissance des Yorkistes.

Le jour même de cette bataille, Marguerite et son fils débarquaient à Plymouth avec un corps d'auxiliaires français. Quand elle reçut la nouvelle de la défaite des Lancastriens, elle se mit en marche pour rejoindre les comtes de Pembroke et d'Oxford, qui levaient des soldats chez les Gallois. Elle trouva, le 4 mai, près de Teukesbury, dans le comté d'Oxford, Édouard IV à la tête de forces supérieures. Ses troupes se battirent bravement, mais succombèrent sous le nombre. La reine et le jeune Édouard furent faits prisonniers. On réserva la première pour orner le triomphe du vainqueur ; le second fut conduit à la tente d'Édouard IV qui lui demanda, d'un ton insultant, comment il avait osé se montrer en Angleterre : *Je suis venu*, répondit-il avec une fierté ingénue, *défendre la couronne de mon père et mon propre héritage.* Le cruel Édouard, irrité de son intrépidité, le frappa de son gant à la joue, et les assistants (on dit que ce furent les frères du roi, Clarence et Glocester) le tuèrent lâchement à coups d'épée.

Le 22 mai 1472, Édouard IV fit son entrée dans la capitale ; le même soir Henri VI périt dans la Tour, sans doute par le poignard de Glocester ; on publia qu'il était mort de chagrin. Marguerite resta prisonnière pendant trois ans, avec la misérable allocation de cinq marcs par semaine, pour elle et ses serviteurs. En 1475, Louis XI paya 50,000 écus pour sa rançon ; elle vécut jusqu'en

(1) V. plus haut, p. 188 et 197.

1482, et acheva dans la retraite une vie si longtemps agitée. Le duc d'Exeter, arrière-petit-fils de Jean de Gand, resta sous la garde du roi ; en 1473, on trouva son cadavre flottant sur la mer entre Douvres et Calais. L'asile des églises, qu'on avait respecté pour l'épouse d'Édouard, fut violé par ce prince à l'égard de plusieurs chefs lancastriens : le duc de Somerset, un lord, six chevaliers et sept écuyers passèrent des autels à l'échafaud. Le comte de Pembroke, frère utérin de Henri VI, s'échappa du pays de Galles, après la soumission du comte d'Oxford, avec son neveu, le jeune *comte de Richmond;* le duc de Bretagne, *François II,* les accueillit et refusa constamment aux instances d'Édouard IV, de livrer ses hôtes malheureux, dont le plus jeune devait un jour faire retomber une sévère vengeance sur la maison d'York.

V. Discorde et avidité de Clarence et de Glocester. — Alliance d'Édouard IV et de Charles le Téméraire ; trêve marchande de sept ans ; amour d'Édouard IV pour l'argent. — Procès et mort de Clarence. — Guerre d'Écosse contre Jacques III. — Mort d'Édouard IV : son caractère.

Ce fut ainsi qu'après plusieurs batailles sanglantes et les plus étonnantes vicissitudes, le chef de la maison d'York se plaça sur le trône d'Angleterre, sans compétiteur apparent. Le fils aîné d'Édouard IV, né dans le sanctuaire, pendant son exil, fut créé prince de Galles et reconnu comme héritier présomptif dans un grand conseil de prélats et de pairs. Les inquiétudes du roi n'eurent désormais d'autre aliment que l'insatiable avidité de ses deux frères, les ducs de Clarence et de Glocester. Ils se querellèrent pour l'héritage du grand Warwick, leur beau-père, et ne parurent s'apaiser que lorsque, par un acte du parlement (1474), on les eut accablés de dignités, de concessions et d'émoluments. Une rancune furieuse couva dans le cœur de Glocester, et l'on en verra bientôt les déplorables effets.

Quelque temps après, Édouard IV conclut, pour le partage de la France, un traité d'alliance avec Charles le Téméraire. La nation anglaise fit de grands efforts pour cette guerre. Au lieu de recevoir les Anglais à leur arrivée (1475) et de les garder dans ce pays où tout était nouveau pour

eux, le duc de Bourgogne s'en était allé guerroyer en Allemagne. Cependant le temps était mauvais. Quoique Édouard, dit Comines, *eust soin de faire loger en bonne tente les hommes des communes qui l'avoient suivi, ce n'étoit point la vie qu'ils avoient accoutumée; ils en furent bientôt las; ils avoient ouï qu'ayant une fois passé la mer, ils auroient une bataille au bout de trois mois.* Louis XI trouva moyen de faire accepter au roi et à ses favoris, *Hastings*, *Dorset, Howard, Montgommery, Saint-Léger*, etc., des présents et des pensions, traita tous les soldats à table ouverte et se débarrassa d'une armée formidable par une *trêve marchande* de sept ans. Cette trêve fit peu d'honneur à Édouard IV; elle lui donna ce qu'il aimait par-dessus tout, de l'argent. Il en amassait de toutes les manières, sans avoir recours à des impôts additionnels; il retirait les concessions faites par ses prédécesseurs, demandait aux grands, aux particuliers même, des *dons gratuits* qu'il recevait de leurs mains, et faisait pour son compte des spéculations commerciales en étain, en laines et en toiles.

Il s'éleva bientôt de nouvelles brouilleries entre Édouard IV et Clarence. Ils s'accusaient tous deux, l'un de négligence, et l'autre d'intrigues. Richard de Glocester envenima leur querelle. Monstre d'ambition, il aspirait au trône, et pour y monter, il lui fallait, à la ruine des Lancastre, ajouter celle des York. Sur ses perfides insinuations, Édouard fit inopinément arrêter George de Clarence et l'envoya à la Tour. Un parlement fut convoqué le 16 janvier 1478, et le duc de Clarence parut à la barre, accusé de haute trahison. Le roi dirigea lui-même la procédure. Il reprocha au duc tous ses anciens torts couverts par le pardon, et d'autres torts nouveaux qui n'étaient que des actions inconsidérées. Son principal crime était sans doute d'avoir été proclamé par un parlement le plus proche héritier du trône après le fils de Henri VI. Un roi qui accuse persuade facilement les juges; les pairs déclarèrent le duc de Clarence coupable, et le 7 février 1478, le *duc de Buckingham*, grand-sénéchal, prononça contre lui la sentence de mort. Les communes, rivalisant d'inique bassesse avec les pairs, demandèrent

au roi que justice fût faite de son frère. On ne lui laissa que le choix du supplice : il fut noyé, dit-on, d'après son propre désir, dans un tonneau de malvoisie.

Une guerre qui survint entre l'Angleterre et l'Écosse détourna momentanément le duc de Glocester de ses projets d'usurpation.

Jacques III régnait alors en Écosse. Ami passionné des beaux-arts, il avait pour compagnons favoris des architectes, des musiciens, avec lesquels il s'enfermait dans son château de Stirling, excluant la noblesse de sa cour pour y admettre ceux que les barons écossais flétrissaient du nom d'*artisans*. Leur ressentiment se manifesta par des ligues entre eux, et par des intrigues secrètes avec l'Angleterre. Deux frères même du roi, les *ducs de Mar* et *d'Albany*, s'engagèrent dans le parti des mécontents. Jacques III les fit arrêter. Mar fut étouffé dans un bain; Albany, détenu au château d'Édimbourg, parvint à se sauver en France. De là, il se rendit en Angleterre, sollicita la protection d'Édouard IV et conclut avec lui, l'an 1482, un traité dans lequel il prenait le titre de roi d'Écosse, et s'obligeait, si le roi d'Angleterre l'aidait à réaliser ce titre, à le reconnaître pour suzerain. Le duc de Glocester le ramena en Écosse à la tête d'une nombreuse armée. Mais, quelque mécontents qu'ils fussent de leur souverain, les Écossais ne se montrèrent nullement disposés à recevoir un souverain de la main des Anglais. Le parlement s'assembla, et, d'une voix unanime, déclara la guerre à *Édouard le Voleur,* allusion probable à la manière dont il s'était emparé de la couronne. Pour joindre les faits aux paroles, Jacques III convoqua le ban et l'arrière-ban de son royaume. Les barons se mirent en campagne avec leurs vassaux; mais ils montrèrent tant d'indocilité, que le roi, ne pouvant compter sur eux, prit le parti de se réconcilier avec son frère par la cession de Berwick au roi d'Angleterre. Cependant l'esprit inquiet du duc ne put rester en paix. Il renouvela ses négociations avec Édouard IV (1483). On découvrit ses desseins perfides, et le traître fut proscrit par un acte du parlement.

Cette année même mourut Édouard IV (9 avril 1483). De crime en crime, Glocester marchait à son but. Édouard l'avait délivré de Clarence; le poison le délivra, dit-on, d'Édouard lui-même.

Du reste, Édouard IV devait succomber au poison des mauvaises mœurs. Il aimait avec excès tous les plaisirs, et surtout les jouissances de la table. Il était indolent au point que, dans ses dernières années, il abandonna la conduite des affaires au duc de Glocester. Cruel, soupçonneux, implacable, il entretenait une foule d'espions. Sa mémoire était prodigieuse, et le nom du plus obscur ennemi n'échappa jamais à son souvenir. Il laissa deux fils, *Édouard V*, âgé de douze ans, et *Richard*, duc d'York. Parmi ses filles il faut en remarquer une, nommée *Élisabeth*, qui devint, en 1486, l'épouse de *Henri VII Tudor*.

§ 2. — ÉDOUARD V (1483).

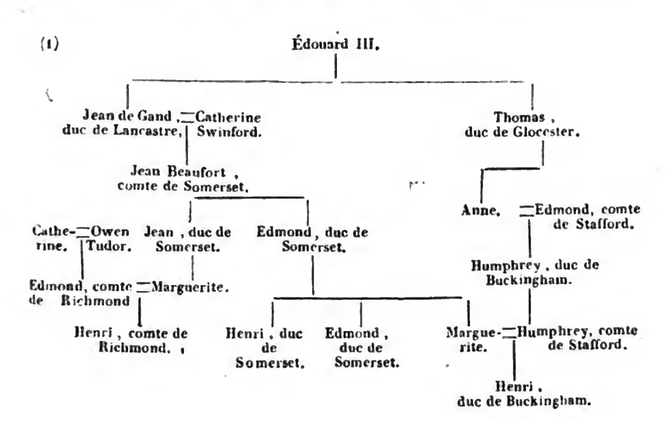
Triple justice providentielle : portrait du duc de Glocester. — Arrestation des lords Rivers et Gray. — Élisabeth se retire au sanctuaire de Westminster avec ses deux fils, Édouard V et son frère Richard, duc d'York, qui sont ensuite conduits à la Tour. — Glocester se fait déclarer protecteur : mort tragique d'Hastings ; Jane Shore. — Procès de Jane Shore et sa condamnation. — Glocester attaque la vertu de sa mère : le docteur Shaw et la comédie manquée. — Rôle odieux et ridicule du duc de Buckingham : le vœu national ; Glocester devient roi.

Pour punir *Édouard III* dans *Richard II*, le Ciel s'était servi de *Henri IV*; pour punir Henri IV dans *Henri VI*, il avait employé le bras d'*Édouard IV;* pour exercer une pareille justice sur la postérité de ce dernier monarque, Dieu choisit son dernier instrument dans la personne de Richard, duc de Glocester, âme perverse dans un corps mal fait. C'était un homme petit, laid, difforme, d'un regard farouche et d'un tour de visage auquel il fallait s'accoutumer. Fourbe, hypocrite, dissimulé, ne faisant jamais plus de caresses que quand il voulait plus de mal, cruel par nature et par ambition, comptant pour rien la vie de quiconque nuisait à ses desseins, brave, au reste, et né pour la guerre, mais plus encore pour les intrigues de cour qu'il savait mieux qu'homme du monde nouer, entre-

tenir et mettre à profit : tel est le prince qui va paraître sur la scène pour l'attrister de nouveau.

A la mort d'Édouard IV, le jeune Édouard V, son fils aîné, se trouvait au château de Ludlow, dans le Shropshire, avec son oncle maternel le *comte Rivers* et son frère utérin, lord *Gray*. Le conseil le fit venir à Londres, escorté de deux mille cavaliers. On était à Stony-Stratford, quand on apprit que le duc de Glocester, venant du Nord (il avait été nommé commandant de l'armée contre les Écossais), se trouvait à Northampton. Les lords Rivers et Gray s'y rendirent sur-le-champ pour le recevoir au nom du roi. Richard leur fit un accueil amical, et le lendemain il partit avec ces deux seigneurs et Henri, duc de Buckingham, son parent (1), pour Stony-Stratford, où les attendait le monarque. A leur entrée dans ce bourg, Glocester fit arrêter les deux lords Rivers et Gray, qu'il envoya dans le château de Pontefract, avec deux autres personnes de la suite d'Édouard V. Quant à ce prince, il lui témoigna beaucoup de respect ; mais il le prit sous sa garde : c'était être gardé par la mort.

A cette nouvelle, la reine douairière, *Élisabeth Woodville*, avec son second fils *Richard*, ses cinq filles et le *marquis de Dorset*, enfant du premier lit, se retira dans le sanctuaire de Westminster. Glocester proposa au con-



seil de méconnaître en cette occasion les priviléges ecclésiastiques. Les archevêques d'York et de Kenterbury, voulant sauver ces antiques prérogatives qui faisaient de l'Église la sauvegarde de l'humanité, promirent d'obtenir par la persuasion ce qu'on voulait arracher par la violence. Élisabeth résista longtemps: *Vous le voulez*, dit-elle enfin, *je vous le donne, ayez-en soin. Puisque vous êtes son pasteur*, ajouta-t-elle, en s'adressant au primat, *défendez cette brebis innocente de la fureur des loups sanguinaires qui la cherchent pour la dévorer. Vous vous chargez de plus que vous ne pensez: je vous en demanderai compte un jour devant Dieu et devant les hommes.* A ces mots, elle bénit son fils, le baisa tendrement et lui dit un éternel adieu. Le jeune prince fut conduit à la Tour, auprès de son frère, comme dans le lieu le plus sûr. En effet, les deux victimes ne pouvaient échapper à leur bourreau.

Cependant Glocester, sans attendre l'aveu du parlement, s'était fait déférer le titre de *protecteur*. Il débuta par se débarrasser des lords Rivers et Gray, qu'il fit assassiner par *Ratcliffe*, l'un de ses plus dévoués partisans (13 juin), à la grande joie de *Buckingham* et d'*Hastings*, tous deux ennemis de la famille parvenue d'Élisabeth. Buckingham entra même dans le projet de tuer les enfants d'Édouard IV; mais Hastings, honoré de l'amitié du dernier roi, conservait pour ses fils un inébranlable attachement. Richard, désespérant de le corrompre, résolut de le perdre. Le même jour que Rivers et Gray furent égorgés à Pontefract, Glocester convoqua dans la Tour l'assemblée du conseil. Le protecteur demanda d'une voix menaçante quel châtiment mériteraient ceux qui auraient conspiré contre sa vie. Hastings répondit qu'ils méritaient le supplice des traîtres. *Eh bien! ces traîtres*, ajouta Richard, *sont la sorcière de reine, veuve de mon frère*, *Jane Shore* (1), *sa maîtresse, et leurs com-*

(1) C'était la femme d'un riche orfévre de Londres à qui Édouard IV l'enleva. La puissance dont elle se trouva revêtue lui offrit l'occasion de montrer un cœur noble et généreux; elle n'abusa jamais de l'ascendant

plices. Voyez en quel état ils m'ont réduit par leurs sortiléges; et en même temps il découvrit un de ses bras qui était maigre et desséché. Personne n'ignorait qu'il avait cette infirmité dès l'enfance. Le conseil attendait avec inquiétude l'issue de cette étrange scène, surtout Hastings, qui, depuis la mort d'Édouard IV, avait formé avec *Jane Shore* des liaisons politiques. *Assurément*, dit-il, *on ne saurait trop les punir, s'ils sont coupables de ce crime.* —*Quoi! vous osez en douter!* s'écria le protecteur furieux; *vous êtes vous-même le premier coupable; vous êtes un traître, et je jure par saint Paul de ne pas dîner sans qu'on m'ait apporté votre tête.* Alors il frappa sur la table: des satellites entrèrent dans la salle du conseil, entraînèrent Hastings et lui tranchèrent la tête sur un bloc de bois qu'ils trouvèrent dans la cour, à la porte de la chapelle. Les prélats d'York et d'Ely furent arrêtés avec lord *Stanley*, et le même jour, une proclamation annonça qu'Hastings et ses amis avaient conspiré contre la vie du duc de Glocester et de Buckingham, qui n'avaient échappé que par miracle aux embûches dressées pour leur ruine.

Pour donner suite à sa calomnie, le protecteur fit arrêter Jane Shore. On l'interrogea sur ses prétendus maléfices; mais on ne trouva point de preuves contre elle. Le conseil, ne pouvant la condamner comme sorcière, la condamna comme adultère à faire pénitence publique, en chemise et les pieds nus, dans les rues de Londres. Richard trouvait un autre avantage dans cette infamante cérémonie: c'était de se montrer le vengeur des mœurs publiques, et de rappeler au peuple l'immoralité d'Édouard IV.

De là, il attaqua la validité du mariage de ce prince avec Élisabeth; mais cette attaque restant sans effet, il en vint à vouloir déshonorer sa propre mère, *Cécile Névil*, princesse vertueuse, encore vivante, répandant le bruit, par ses

de ses charmes, et n'employa son crédit que pour secourir les malheureux. Les traditions populaires la font mourir de faim, dans l'état de mendiante.

émissaires, qu'Édouard IV et Clarence étaient les fruits de l'adultère ; que leur ressemblance avec les coupables auteurs de leurs jours prouvait le crime de leur naissance, et que seul entre tous ses frères, le duc de Glocester était l'image vivante des York. Un prédicateur vénal servit d'organe à cette exécrable tactique ; c'était le docteur *Shaw*, frère du maire de Londres. Il fut convenu que, pendant un sermon sur ce texte : *Les rejetons bâtards ne pousseront pas de profondes racines*, Richard entrerait à propos pour entendre une subite apostrophe de son complice, faite avec un air d'inspiration capable d'imposer au vulgaire; mais par malheur le prince vint trop tard, ou l'orateur alla trop vite. Après un long commentaire sur le passage de l'Écriture, où le docteur Shaw cherchait à montrer que la déposition d'Édouard V, enfant doublement illégitime, était conforme aux oracles du Ciel, et qu'ainsi le duc de Glocester était le véritable héritier de la couronne, l'endroit de l'apostrophe vint ; mais le duc ne venant pas encore, elle ne fit pas plus d'effet que le reste du discours. On eut horreur d'un flatteur impie qui abusait des paroles sacrées pour favoriser un parricide. Le duc venant à paraître à contre-temps, une faible répétition de l'apostrophe ajouta le ridicule à l'impiété. A ces mots déjà prononcés : *Le voici, le vrai et unique héritier du grand duc d'York; voilà sa figure, voilà ses traits, vous l'avez trop avant dans le cœur pour l'avoir effacé de votre mémoire*, il parut sur le visage des assistants un rire moqueur qui fit tant de honte à l'infâme complice de Richard, qu'il en mourut peu de jours après.

Il n'était plus possible de reculer. Le maire de Londres convoqua pour les élections une assemblée de citoyens, où, du haut des hustings (1), le duc de Buckingham harangua en faveur de Richard, répéta plusieurs fois son éloge, et demanda au peuple s'il ne voulait point pour roi cet excellent prince. L'assemblée resta silencieuse. Enfin quelques hommes de la populace, excités par les

(1) Estrade d'où on harangue le peuple.

domestiques du protecteur et de Buckingham, poussèrent un cri faible et confus de *Vive le roi Richard!* Aussitôt Buckingham courut dire au protecteur que la nation l'avait proclamé. Glocester joua l'étonnement et la modestie, parut se faire violence pour se montrer à la multitude, protesta devant elle de sa tendresse pour ses neveux, de sa fidélité pour le souverain, et finit par exhorter tous les auditeurs à l'imiter. Alors commença le rôle de Buckingham. Après avoir remis au protecteur une adresse supposée des lords et des communes, par laquelle la couronne était déclarée revenir à Richard, duc de Glocester, à cause de l'illégitimité des enfants d'Édouard IV, et de l'exclusion prononcée contre *Édouard Plantagenet*, fils du duc de Clarence, par la condamnation de son père, il ajouta que, si Richard abandonnait un trône qu'il devait à sa naissance autant qu'à l'élection des trois États du royaume, la nation saurait bien lui trouver un prince qui lui épargnerait la honte d'être soumise à la férule d'un bâtard. Le protecteur parut effrayé de cette menace, et son hypocrite hésitation cessa tout à coup. Il déclara qu'il immolait ses scrupules au *vœu national*, et que, forcé par son devoir d'obéir à la voix du peuple, il acceptait les deux nobles couronnes d'Angleterre et de France, dans l'espoir de bien gouverner l'un de ces royaumes et de conquérir l'autre. Le lendemain il se rendit à Westminster en grande pompe, et de là à Saint-Paul. Il data de ce jour, 26 juin 1483, le commencement de son règne.

§ 3. — RICHARD III (1483-1485).

1. Couronnement de Richard III et de sa femme — Moyen employé par Richard III pour se faire des partisans. — Blankenbury, gouverneur de la Tour, remplacé par Jacques Tyrrel : mort subite d'Édouard V et de son frère. — Changement de Buckingham : ses propositions à Henri Tudor, comte de Richmond. — Supplice de Buckingham. — Un prince de Galles et des proscriptions.

Richard III, frère d'*Édouard IV*, et sa femme, *Anne Névil*, furent couronnés à Westminster le 6 juillet 1483, avec deux cortéges, dirigés, l'un par le *duc de Buckingham*, l'autre par la *comtesse de Richmond*, tous deux issus de Jean de Gand, et les chefs de la maison de Lancastre.

Le nouveau roi crut devoir se concilier les esprits par quelques actes de clémence et de faveur. Lord *Stanley*, mari de la comtesse de Richmond, rentra en grâce; l'archevêque d'York obtint sa liberté; l'évêque d'Ely fut remis à la garde de Buckingham; lord *Howard* devint duc de Norfolk, et son fils fut créé comte de Surrey. L'argent et les dignités lui valurent encore beaucoup d'autres partisans: puis il partit pour York, afin de s'y faire couronner une seconde fois et de visiter son royaume; il écouta les pétitions, dispensa des grâces, et rendit dans plusieurs villes la justice en personne. Mais tandis que dans cette promenade politique il affectait de déployer toute la pompe royale, un orage s'amassait derrière lui. La terreur qu'il inspirait n'avait pas étouffé tout sentiment d'affection pour le jeune *Édouard V* et son frère *Richard d'York*, et l'on avait préparé plusieurs moyens de les délivrer, lorsqu'on apprit la fatale nouvelle de leur mort.

En effet, Richard, après avoir vainement essayé de corrompre *Blankenbury*, gouverneur de la Tour, envoya de Warwick sir *Jacques Tyrrel,* maître de ses écuries, avec l'ordre de prendre pour vingt-quatre heures les clefs et le commandement de la forteresse. L'infâme ministre, avec deux autres scélérats, l'un *Forest,* assassin connu, l'autre *Dighton,* un de ses palefreniers, entra la nuit dans l'appartement des princes. Les deux enfants dormaient d'un profond sommeil; on les étouffa sous les couvertures de leurs lits. L'endroit de leur sépulture resta longtemps secret, parce que, selon le récit de Thomas Morus, un prêtre transporta leurs corps dans un autre endroit de la forteresse, et que son secret périt bientôt avec lui. L'an 1674, des ouvriers, creusant sous les escaliers qui conduisaient des appartements à la Tour-Blanche, trouvèrent à dix pieds sous terre les ossements de deux enfants, qu'on jugea morts à l'âge de douze ans environ; on croit que c'étaient ceux des deux jeunes victimes.

Le Ciel ne permit pas que Richard III jouît longtemps d'une couronne qu'il devait à tant de crimes. Il suscita contre le monarque homicide le principal auteur de son

élévation, le duc de Buckingham, qui, soit inconstance, soit remords, soit crainte pour lui-même, résolut de détruire son propre ouvrage, et bientôt une vaste conspiration se trama contre Richard sous ses auspices. *Morton*, évêque d'Ely, lui proposa pour l'opposer à Richard III, *Henri Tudor*, comte de Richmond, jeune homme de vingt-six ans, à condition qu'il épouserait *Élisabeth*, fille d'Édouard IV; ainsi, disait-il, seraient confondus les droits des maisons d'York et de Lancastre. En effet, Élisabeth était, par la mort de ses frères, héritière des droits d'York; Henri représentait ceux de Lancastre, parce qu'il descendait par sa mère *Marguerite* de *Jean Beaufort*, comte de Somerset, frère de Henri IV (1). Il est vrai que la naissance de Jean était illégitime, et l'acte du parlement, par lequel il avait été légitimé, l'excluait expressément de la succession à la couronne. Buckingham aurait pu se mettre sur les rangs comme descendant, ainsi que Jean de Beaufort, d'un fils d'Édouard III, *Thomas*, duc de Glocester (2); Thomas n'était que le cinquième fils de la souche commune, tandis que le père de Jean Beaufort descendait du troisième; mais ce désavantage était largement compensé par la légitimité de la descendance. Néanmoins Buckingham adhéra sans peine aux propositions de Morton; en conséquence, on fit savoir au comte de Richmond, qui se trouvait en Bretagne, la détermination des conjurés. Henri Tudor accepta la condition attachée à son élection, et jura d'épouser Élisabeth.

Richard III n'eut connaissance du complot que le 15 octobre; sur-le-champ il déclara Buckingham traître. Le jour convenu (18 octobre), Henri Tudor fut proclamé dans plusieurs parties de l'Angleterre à la fois. Richard III se mit à la tête de son armée; mais il n'eut pas besoin d'abord de s'en servir pour écraser la conspiration. Des vents contraires empêchèrent Henri Tudor de débarquer : d'autres accidents s'opposèrent à la réunion des divers corps d'insurgés; Buckingham, livré par un de ses serviteurs à

(1) V. le tableau généalogique des pages 139 et 187.
(2) V. le tableau généalogique, *ib.*

Richard III, eut la tête tranchée à Salisbury, sur la place du marché; les autres chefs se dispersèrent; la plupart cherchèrent un refuge en France.

Richard III convoqua le parlement (11 novembre) et lui fit ratifier la déclaration du 25 juin. L'usurpateur fut reconnu roi d'Angleterre, par droit de naissance, d'élection et de couronnement; son fils *Édouard*, prince de Galles, fut déclaré son héritier, et l'on publia une longue liste de proscriptions.

II. Réconciliation d'Élisabeth et de Richard III. — Coup du Ciel : mort du prince de Galles ; Édouard Plantagenet à la Tour ; Jean de la Pole ; étrange proposition de Richard III ; Ratcliffe et Catesby. — Henri Tudor débarque au pays de Galles. — Le drapeau rouge : défection des Stanley ; bataille de Bosworth et mort de Richard III.

Pour croire à ce qui va suivre, il faut connaître la force de l'ambition qui foule aux pieds tous les sentiments de la nature. Le mariage projeté d'Élisabeth avec Henri Tudor causait à Richard III la plus vive inquiétude. Il résolut de le traverser en faisant épouser à cette princesse son fils, le prince de Galles, moins âgé qu'elle de sept ans. La veuve d'Édouard IV, flattée de cette perspective, consentit à une réconciliation formelle. La mère d'Édouard V, de Richard, duc d'York, et de lord John Gray, parut avec ses filles à la cour du meurtrier de ses enfants, de celui qui naguère l'avait représentée comme la concubine de son frère. La jeune Élisabeth fut attachée à la compagnie de la reine Anne Névil.

Les plans de Richard furent déjoués par un coup du Ciel; son fils, le prince de Galles, mourut subitement au mois d'avril 1484. Comme il n'avait pas d'autre enfant légitime et qu'il ne pouvait plus en espérer de la reine, Richard pensa d'abord à nommer son héritier présomptif le fils du duc de Clarence, *Édouard Plantagenet*, comte de Warwick; mais il changea d'idée. Ce prince, âgé de treize ans, fut enfermé dans une prison, et *Jean de la Pole*, comte de Lincoln, fils du duc de Suffolk et d'Élisabeth, sœur de Richard III, reçut le titre destiné au captif. Enfin, le roi s'avisa d'un expédient singulier pour empêcher le mariage d'Élisabeth avec Henri Tudor. Il offrit

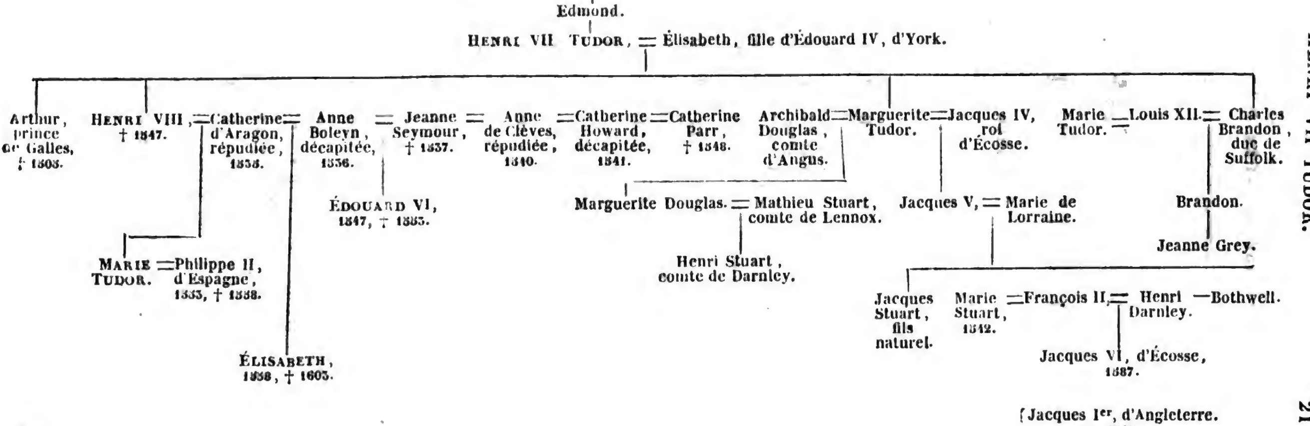
lui-même sa main à cette princesse, au cas qu'il devînt veuf, prédisant que le cas arriverait vers le mois de février 1485. Cette proposition éblouit et la mère et la fille. La mère enjoignit au *marquis de Dorset*, son fils, qui se trouvait à Paris, d'abandonner la cause de Henri Tudor; et de la fille, il existe une lettre confidentielle au duc de Norfolk, dans laquelle elle exprime en termes passionnés son attachement pour son oncle, et son dépit de ce que la reine tardait à mourir. Ce dépit toutefois fut bientôt dissipé. La reine mourut au mois de mars. Richard III s'ouvrit alors de son projet à ses deux confidents et sicaires, Ratcliffe et *Catesby;* mais ils trouvèrent moyen de l'y faire renoncer, en lui peignant sous des couleurs énergiques l'horreur qu'inspirait au peuple comme au clergé l'inceste dont voulait se rendre coupable le réformateur des mœurs; en conséquence, Richard III démentit publiquement le bruit qui s'en était répandu.

Cependant le moment approchait où le sort de Richard III devait être décidé. En proie à mille terreurs, alarmé de l'état de ses finances et n'osant demander des subsides au parlement, il eut recours aux dons gratuits qu'il avait si hautement blâmés. Henri Tudor n'était guère plus riche. N'ayant ni croix ni pile, dit un vieil historien (Philippe Comines), il s'adressa au roi de France, qui lui donna quelque argent, à l'aide duquel il enrôla trois mille hommes en Normandie et en Bretagne. Il partit du port de Harfleur, et, après six jours de traversée, débarqua dans le pays de Galles, patrie de ses aïeux paternels. A son débarquement, il déploya un drapeau rouge, l'ancien drapeau des Cambriens, comme si son projet eût été de soulever la nation pour la rendre indépendante des Anglais. Cette nation enthousiaste, sur laquelle la puissance des signes fut toujours très-grande, sans examiner si la querelle de Henri Tudor et de Richard III ne lui était pas étrangère, se rangea, par une sorte d'instinct, autour de son vieil étendard.

Le drapeau rouge fut arboré sur la montagne de Snowdon, que le prétendant désigna pour rendez-vous à ceux des Gallois qui lui avaient promis de s'armer pour sa

cause; pas un ne manqua au jour fixé. Les bardes mêmes, retrouvant leur ancien esprit, chantèrent et prophétisèrent, dans le style d'autrefois, la victoire des Kymrys sur l'ennemi saxon et normand. Mais il ne s'agissait pas d'affranchir les Cambriens du joug de l'étranger, et tout le fruit de la victoire devait être de placer un homme, qui avait dans les veines un peu de sang gallois, sur le trône des conquérants du pays de Galles. Henri Tudor comptait aussi sur l'assistance des Stanley, alliés de sa famille (p. 159); mais ils n'osaient se déclarer en sa faveur avant le dernier moment, parce que Richard III avait retenu, comme otage de leur fidélité, lord *George Strange,* fils de lord *Thomas Stanley.* A leur défaut, il trouva, sur la frontière d'Angleterre, un renfort de plusieurs milliers d'hommes que lui amenait sir *Thomas Bouchier*, Normand de nom et d'origine; d'autres gentilshommes des provinces de l'ouest, comme sir *Édouard Courtenai,* vinrent avec leurs vassaux et leurs fermiers se joindre à l'armée du prétendant. Il pénétra sur le territoire anglais sans rencontrer aucun obstacle jusqu'à Bosworth, dans la province de Leicester. Richard III était arrivé, la couronne en tête. Le 22 août on se livra bataille. Aussitôt que Richard vit dans les rangs de Henri Tudor les Stanley, qui l'avaient joint la veille, il donna l'ordre de décapiter lord Strange; mais ce seigneur trouva moyen d'échapper dans la mêlée. Richard III, apercevant dans son armée des mouvements précurseurs de trahison, piqua son cheval, alla droit à son rival et lui porta un coup terrible; sir *William Stanley,* frère de Thomas, sauva Henri Tudor. Richard III fut accablé par le nombre et tué. Stanley lui arracha la couronne, la posa sur la tête de Henri et le proclama roi. L'armée répéta ce cri. Le corps dépouillé de Richard III fut mis devant un cavalier, et conduit ainsi à Leicester, la tête pendante d'un côté et les pieds de l'autre. La bataille de Bosworth mit fin à la sanglante querelle des Deux-Roses et la mort de Richard III à la dynastie des Plantagenets. Le comte de Richmond commença celle des Tudors sous le nom de *Henri VII.*

Tableau généalogique de la dynastie des Tudors.



CHAPITRE VI.

DYNASTIE DES TUDORS.

(1485-1603).

---

§ 1er. — HENRI VII TUDOR (1485-1509).

I. Couronnement de Henri VII : proscriptions et récompenses ; le Rouge-Dragon. — Mariage de Henri VII et d'Élisabeth d'York. — Insurrection de lord Lowell et des Stafford. — Naissance d'Arthur, prince de Galles. — Imposture de Lambert Simnel qui se fait passer pour Édouard Plantagenet, comte de Warwick : le véritable Warwick tiré de la Tour ; couronnement de Lambert en Irlande ; bataille de Stoke ; Lambert Simnel, marmiton et fauconnier du roi.

Henri VII Tudor, après la bataille de Bosworth, se rendit à Londres, où son couronnement fut différé jusqu'au 30 octobre 1485. Un parlement reconnut ses droits à la couronne, et s'associant aux ressentiments du monarque, il proscrivit plusieurs seigneurs du parti opposé, le *duc de Norfolk*, le *comte de Surrey*, les lords *Lowell*, *Zouch* et *Ferrers*, avec vingt-quatre chevaliers ou gentilshommes. En punissant ses ennemis, Henri VII récompensa ses partisans : le *comte de Pembroke*, son oncle, devint *duc de Bedford*; lord Stanley fut créé *comte de Derby*; et sir Édouard Courtenai, *comte de Devon*. Quant aux Gallois, il borna sa reconnaissance à des actes de vanité personnelle. Il plaça dans ses armoiries le dragon cambrien à côté des trois lions de Normandie. Il créa un nouvel office de poursuivant d'armes, sous le nom de *Rouge-Dragon*, et, à l'aide des archives authentiques ou fabuleuses du pays de Galles, il fit remonter sa généalogie jusqu'à *Cadwallader*, dernier roi de toute la Bretagne, et de là jusqu'à *Brutus*, fils d'Énée, prétendu père des Bretons.

En 1486, Henri VII de Lancastre épousa, selon sa pro-

messe, *Élisabeth d'York*; son aversion pour un sang ennemi lui en avait fait différer jusque-là l'accomplissement. De plus, dans l'acte de succession passé au parlement, il fit déclarer que, si la reine mourait avant le roi sans enfants, ou si ses enfants ne survivaient pas à leur père, la couronne passerait aux autres enfants de Henri VII, s'il en avait d'un mariage subséquent.

Le nouveau règne fut troublé par les restes du parti de Richard III, par les intrigues d'*Élisabeth Woodville*, veuve d'Édouard IV, et par celles de la sœur de ce prince, *Marguerite*, duchesse douairière de Bourgogne.

Pendant que Henri VII faisait dans le nord un voyage de pacification, le lord Lowell, un des seigneurs proscrits par le parlement, arma trois ou quatre mille hommes dans le comté de Worcester, avec les deux Stafford, *Humphrey* et *Thomas*; mais le comte de Pembroke, duc de Bedford, dissipa les rebelles, et leur chef alla chercher un asile à la cour bourguignonne. Humphrey Stafford, arrêté dans sa fuite, subit, à Tyburn, la mort des traîtres. Thomas, le plus jeune, obtint sa grâce.

La reine n'avait point accompagné le roi dans son voyage; Henri VII craignait de lui paraître redevable de la couronne. Elle tenait sa cour à Winchester, et c'est là que, le 20 septembre 1486, elle accoucha d'un fils qui reçut le nom d'*Arthur*, en mémoire du célèbre roi des Bretons, dont Henri VII prétendait descendre.

La naissance de ce fils entraîna les ennemis du roi dans l'une des plus extraordinaires tentatives dont l'histoire ait fait mention. Il existait un prince qui, sans contredit, avait plus de droit au trône que Henri VII; c'était *Édouard Plantagenet*, comte de Warwick (1), enfermé par Richard III au château de Shériff-Hutton, dans l'Yorkshire, et transféré par son successeur à la tour de Londres. Le bruit de son évasion donna naissance à une première imposture. Un prêtre d'Oxford, nommé *Richard Simons*, instruisit un enfant de quinze ans, *Lambert Simnel*, fils

(1) V. le tableau généalogique de la page 139.

d'un simple boulanger, à jouer le rôle de Warwick. Beaucoup de personnes furent dupes de cet aventurier; d'autres feignirent de l'être. La reine douairière ne fut pas étrangère à cette intrigue; Yorkiste de cœur et courroucée de voir sa fille maltraitée par son époux, elle avait résolu de renverser son gendre Henri VII.

Lambert Simnel fut envoyé d'abord en Irlande, pays dévoué à la maison d'York et dans lequel Henri VII avait conservé l'administration de ses prédécesseurs. *Thomas Fitz-Gérald*, comte de Kildare, lieutenant du vice-roi, chef des Yorkistes, le reconnut en la qualité qu'il se donnait. Bientôt les Irlandais, épris d'une nouveauté qui flattait leur penchant, le proclamèrent sous le nom d'*Édouard VI*. Henri VII assembla (février 1487) un grand conseil de pairs et de prélats : d'après leur avis, il fit emprisonner la reine douairière, qu'il confina dans un couvent de Bermondsey, rendit l'amnistie générale, tira le véritable Warwick de la Tour et le logea dans son propre palais de Shène, le laissant converser avec tout le monde. Cette dernière mesure désabusa les Anglais.

Jean de la Pole, comte de Lincoln, que Richard III avait déclaré son héritier (1), persista dans cette erreur, sans doute par des vues politiques. Il se rendit en Irlande, reconnut Lambert Simnel et pressa son couronnement. Il eut lieu le 24 mai 1487 à Dublin, avec un diadème pris sur la statue de la Vierge, et le nouveau roi fut porté, d'après la coutume irlandaise, de l'église au château, sur les épaules d'un capitaine anglais nommé *Darcy*. La duchesse douairière de Bourgogne mit à sa disposition deux mille vétérans allemands commandés par *Martin Schwartz*. Avec ces troupes et six mille Irlandais, Simnel fit une invasion en Angleterre; et, le 15 juin, il attaqua l'avant-garde de Henri VII à Stoke. L'action fut bientôt décidée. Les Allemands se battirent bien et périrent tous; les Irlandais, légèrement armés, ne purent soutenir le choc de la cavalerie anglaise. Jean de la Pole fut tué; Simons et son

(1) V. plus haut, p. 212, et le tableau généalogique de la page 139.

disciple tombèrent entre les mains des vainqueurs. Le prétendu Warwick reprit son nom de Lambert Simnel, devint marmiton des cuisines royales, et peu après fauconnier : ce fut le terme de sa royauté. Henri VII tira, dit-on, des Irlandais, une vengeance également innocente. Un jour qu'il donnait un repas à leurs députés, il les fit servir à table par ce roi imaginaire, punissant peut-être mieux, par là, la vanité de l'un et la crédulité des autres que par un châtiment éclatant.

II. Couronnement de la reine. — Abolition des *maintenances :* la *chambre étoilée*. — La *sueur* d'Angleterre; plaisanterie populaire. — Affaires du continent.

Cette insurrection fit connaître à Henri VII combien il était imprudent de blesser les sentiments des Yorkistes, qui se plaignaient vivement de ce que la reine n'avait pas été couronnée. Pour imposer silence à ces murmures, Henri donna des ordres pour la cérémonie, qui se fit pendant la session du parlement (15 novembre 1487).

Ce parlement est célèbre à plus d'un titre. Après avoir proscrit presque tous les propriétaires engagés dans l'insurrection, il abolit un usage qui, depuis des siècles, existait sous le nom de *maintenance* ou *protection*. On appelait ainsi une association d'individus sous un chef dont ils portaient les livrées et auquel ils étaient liés par un serment : ils s'engageaient à soutenir, les armes à la main, les querelles particulières de ce chef et des membres de l'association. Plus d'une fois le cours de la justice était arrêté par les *maintenances*, et les coupables échappaient à la peine qu'ils avaient méritée. C'est aussi à l'aide de ces associations que les lords pouvaient à chaque instant lever des troupes pour s'opposer au roi. Le chancelier, le trésorier, le garde du sceau privé et quelques autres magistrats furent institués juges pour la répression de ces délits. Telle est l'origine de la *chambre étoilée* qui devint si célèbre et qui devait son nom à la décoration de la salle où elle tenait ses séances.

Le péril et le succès de Henri VII contribuèrent à l'affermissement de sa couronne : le succès le délivra de

beaucoup d'ennemis; le péril le rendit circonspect à ne pas s'en attirer de nouveaux. Néanmoins il y fut en butte presque toute sa vie. Une maladie populaire, qu'on nommait la *sueur* d'Angleterre, parce qu'elle causait de grandes transpirations, s'étant déclarée dans l'île après la victoire de Bosworth, on avait dit que ce serait un règne laborieux, puisqu'il commençait par la sueur. Cette plaisanterie passa dans la suite pour une prédiction.

Henri VII intervint ensuite (1488-1493) dans les démêlés de *Charles VIII*, roi de France, et de *Maximilien*, roi des Romains, au sujet de la Bretagne dont ces deux princes se disputaient l'héritage. Il prit parti contre les Français; mais il fit payer cher à son allié de faibles secours; et ses sujets, qu'il écrasait de subsides, n'eurent pas moins à se plaindre de son avarice. Il retenait l'argent voté pour la levée des troupes auxiliaires. C'est dans ces circonstances que l'Angleterre fut agitée par une nouvelle imposture, celle de *Perkin Warbeck* que la duchesse de Bourgogne produisit sur la scène.

III. Imposture de Perkin Warbeck qui se fait passer pour Richard d'York; la *Rose blanche d'Angleterre.* — Robert Clifford et Barley; interruption du commerce avec les Pays-Bas. — Clifford trahit ses complices. — Grand traité de commerce: Warbeck en Écosse; sa prise et sa mort. — Imposture de Ralph Walford ou Wilford; mort du véritable Warwick.

Perkin ou *Peterken* (Pierrot) était le fils d'un juif baptisé de Tournai; il était né à Londres, et Édouard IV avait été son parrain: circonstance qui, jointe aux mœurs dissolues du prince, l'avait fait souvent appeler par raillerie le fils du roi, d'autant plus qu'il avait une ressemblance frappante avec lui. Les manières nobles et polies de cet aventurier, l'élégance de son langage et je ne sais quoi de grand dans toute sa personne, pouvaient aisément tromper le vulgaire. Marguerite le jugea propre à jouer le rôle de *Richard d'York*, son neveu, qu'on disait avoir échappé lorsque *Édouard V* fut assassiné. Perkin se montra d'abord en Irlande et y prit le nom de *Richard IV*. Invité par Charles VIII, roi de France, qui était du secret, à venir se concerter avec lui sur les moyens de faire la guerre à l'*usurpateur*, Perkin fut reçu comme le véri-

table duc d'York et l'héritier légitime de la couronne d'Angleterre. Marguerite, pour mieux jouer la comédie, feignit d'abord de le traiter d'imposteur, et refusa de le voir; puis elle consentit à le mettre à l'épreuve par des questions qu'elle lui proposerait publiquement. Warbeck avait bien étudié le rôle auquel on l'avait préparé. Marguerite montra la plus grande joie, le reconnut comme son neveu, et ne l'appela plus que la *Rose blanche d'Angleterre*.

Le bruit qu'un héritier de la maison d'York avait paru fit une sensation extraordinaire en Angleterre. Les Yorkistes relevèrent la tête et formèrent un complot; mais avant de faire une démarche décisive, ils voulurent s'assurer de la vérité. Deux gentilshommes, *Robert Clifford* et *Barley*, furent envoyés dans les Pays-Bas pour scruter l'origine de celui qui se donnait pour le fils d'Édouard IV. Clifford, trompé ou gagné par Marguerite, assura ses commettants que Perkin était le véritable duc d'York. Henri VII, de son côté, connut toute la vérité par ses émissaires, et, ne pouvant obtenir l'extradition de l'imposteur, prohiba tout commerce entre les Pays-Bas et l'Angleterre : prohibition extrêmement dommageable à l'industrie des Flamands.

Henri VII corrompit Clifford, l'agent des Yorkistes, dont il apprit toutes les menées. En un même jour (décembre 1494), il fit arrêter tous les chefs comme prévenus de haute trahison : quatre furent exécutés; les autres reçurent leur grâce. Le 15 février suivant, sir *William Stanley*, chambellan de Henri VII, qui lui devait la vie et la couronne, eut aussi la tête tranchée. Le roi s'empara de ses immenses richesses.

Les Flamands souffrirent beaucoup de l'interruption de leur commerce avec l'Angleterre. Leurs plaintes déterminèrent l'archiduc *Philippe le Beau*, fils de Maximilien, à se réconcilier avec Henri VII. Il fut conclu, le 24 février 1496, entre l'Angleterre et les Pays-Bas, un traité d'amitié connu sous le nom du *grand traité de commerce*, où les parties contractantes s'engagèrent mu-

tuellement à ne pas souffrir dans leurs États respectifs les ennemis de l'une et de l'autre. Cette stipulation força Warbeck à chercher fortune ailleurs. Repoussé de l'Irlande, il se rendit en Écosse. Le roi *Jacques IV* crut ou feignit de croire tellement au récit de l'imposteur, qu'il lui fit épouser *Élisabeth Gordon*, demoiselle d'une beauté rare et alliée à la famille royale (1). Il arma en sa faveur, envahit avec lui l'Angleterre et proclama le jeune aventurier dans tous les lieux où il pénétra (1496). Cette entreprise, dirigée contre *Henry Tydder* (nom que les Écossais donnaient au roi), n'eut aucun succès; et, l'année suivante, Jacques IV, pour obtenir la paix de Henri VII, abandonna Perkin et le chassa de son royaume. L'imposteur erra en France, puis en Irlande, et enfin débarqua au comté de Cornouailles. Les habitants de ce comté, trompés dans les espérances qu'ils avaient conçues à l'avénement d'un prince de race galloise, refusèrent de payer les impôts et jurèrent de mourir pour le prétendant. Ils n'en eurent pas besoin: Perkin, se voyant abandonné, près de Taunton, par la plupart de ses partisans, et désespérant de se maintenir contre les troupes royales dont on annonçait l'arrivée, s'enfuit à l'abbaye de Bewdley (Beaulieu) dans le Hampshire. Sa femme tomba entre les mains du roi, qui fut si touché de ses grâces, qu'il la plaça près de la reine. Élisabeth Gordon fut longtemps l'ornement de la cour où on ne l'appelait que la *Rose blanche*. On négocia pour tirer Warbeck de son asile; il consentit à se livrer lui-même sous condition de la vie sauve. Il fut mis en prison, s'échappa, fut repris et envoyé à la Tour. Il noua des intelligences avec le comte de Warwick, captif comme lui, et l'encouragea dans un projet de fuite. Le complot fut découvert, et Warbeck fut condamné à être pendu à Tyburn. La sentence fut exécutée le 23 novembre 1499.

C'était le siècle de l'intrigue et de l'imposture. Pendant que Warbeck partageait encore la captivité de Warwick,

(1) *Alexandre Gordon* avait épousé une fille de Jacques Ier.

un nouvel imposteur répandit le bruit que ce prince était mort, et puis un autre d'après lequel le premier bruit n'aurait eu pour but que de cacher l'évasion du comte. *Ralph Walford* ou *Wilford*, fils d'un cordonnier, parut alors et se donna pour Warwick. Cette intrigue fut bientôt découverte, et le faux Édouard Plantagenet exécuté au mois de mars 1499. Ce fut vers la fin de cette même année que le véritable Warwick prit part au complot de Perkin Warbeck. Condamné par la chambre des pairs, il fut décapité le 28 novembre 1499. Avec lui s'éteignit la ligne masculine des Plantagenets, qui régna 331 ans depuis Henri II, en 1154, jusqu'à l'avénement de Henri VII, en 1485.

IV. Les vassaux *dégénérés* d'Irlande : *statuts de Poynings.* — Fiançailles de Henri VIII et de Catherine d'Aragon, veuve d'Arthur, prince de Galles; mariage de Marguerite Tudor et de Jacques IV, roi d'Écosse. — Mort de Henri VII ; son caractère; avidité de Henri VII. — Richard Empson et Edmond Dudley. — Diverses lois de Henri VII, entre autres celle qui permettait à la noblesse d'aliéner ses terres.

Au milieu de tous ces incidents romanesques, l'Irlande acheva presque de perdre sa nationalité.

Les grands vassaux *dégénérés* de cette île profitèrent de la guerre des Deux-Roses pour s'affermir dans leur puissance. *Richard*, duc d'York, père d'Édouard IV, avait été lord lieutenant d'Irlande avant de prendre les armes contre Henri VI; il avait gagné par son administration aristocratique l'affection des Anglais établis en Irlande. Aussi, comme on l'a vu, Lambert Simnel et Perkin Warbeck y trouvèrent de nombreux partisans. C'est alors que Henri VII jugea nécessaire d'établir l'autorité royale dans cette île, en mettant des bornes à celle des grands vassaux. Il conféra le gouvernement de l'île avec le titre de duc d'York à son second fils *Henri*; mais comme ce prince n'avait que quatre ans, il lui substitua sir *Édouard Poynings*. Celui-ci convoqua, l'an 1495, à Drogheda, un parlement qui décréta le fameux *statut de Poynings*. Ce statut portait que tous les actes du parlement d'Angleterre feraient loi en Irlande; que le parlement irlandais ne pourrait s'assembler qu'avec la permis-

sion du roi d'Angleterre, et après qu'on lui aurait rendu compte des motifs de la convocation ; que les guerres privées des lords cesseraient, et qu'on réglerait les tributs payables par les sujets, soit au roi, soit aux vassaux, etc.

Six ans après, deux mariages furent conclus, qui préparèrent de grands événements. Arthur, prince de Galles, avait épousé (14 novembre 1501) *Catherine d'Aragon*, quatrième fille de *Ferdinand* et d'*Isabelle*, souverains d'Espagne ; mais comme il mourut quatre mois après cette union, le nouveau prince de Galles (depuis Henri VIII) reçut pour fiancée la veuve de son frère, cause future de sa rupture avec le Saint-Siége. D'un autre côté, *Marguerite Tudor*, fille aînée de Henri VII, épousa Jacques IV, roi d'Écosse, et les droits qu'elle transmit à ses descendants devaient un jour placer les Stuarts sur le trône d'Angleterre. *Marie*, son autre fille, épousa *Louis XII*, roi de France, et par un second mariage avec *Charles Brandon*, duc de Suffolk, devint l'aïeule de l'infortunée *Jeanne Grey*.

Henri VII mourut au château de Richmond, le 22 avril 1509, à l'âge de cinquante-deux ans. Son pouvoir avait été sans bornes. La nation, fatiguée de longues discordes, était heureuse d'avoir un souverain qui sût réprimer les factions et tenir d'une main ferme les rênes du gouvernement. Son caractère s'est peint par ses actions : il était naturellement sérieux, sombre, ennemi des plaisirs ; il ne devenait aimable et riant que lorsqu'il avait des vues sur la bourse des autres.

Le premier souci de Henri VII, pendant tout son règne, fut en effet l'accumulation d'un trésor : on comptait si peu sur l'avenir après tant de révolutions ! Henri fit argent de tout. Il obtint de son parlement de l'argent pour faire la guerre à la France ; il en obtint des Français pour ne point la faire, gagnant sur ses sujets par la guerre, et sur ses ennemis par la paix. Sous lui, la marine et l'industrie prirent leur premier essor. Il envoya à la recherche de nouvelles contrées *Sébastien Gabotto* ou *Cabot*, qui découvrit le continent de l'Amérique du Nord (1498), six ans

après que *Christophe Colomb* avait découvert les Antilles.

Henri VII était secondé dans ses exactions par deux jurisconsultes, barons de l'Échiquier, qui ne connaissaient pas de scrupules, *Richard Empson* et *Edmond Dudley*. Ils firent revivre toutes les prestations féodales, tous les droits de la couronne tombés en désuétude, exigèrent les arrérages, exécutèrent d'anciennes confiscations ou condamnations pécuniaires auxquelles on n'avait pas voulu donner suite, Aux approches du trépas, Henri VII s'effraya de ces trésors mal acquis, fit racheter tous les détenus pour dettes, ordonna par son testament des aumônes et des restitutions ; son dernier vœu ne fut point rempli. Dix-huit cent mille livres sterling, somme alors prodigieuse, furent bientôt dissipées par le prodigue Henri VIII, qui devait attacher son nom à une célébrité bien autrement triste que celle de dissipateur.

L'Angleterre doit quelques bonnes lois à Henri VII contre le rapt, contre l'usure, contre les juges négligents, etc. Une loi de 1489 donna à la noblesse la faculté d'aliéner ses terres ; elle eut des suites importantes et contribua à la décadence de la noblesse non moins qu'à l'affranchissement des communes.

§ 2. — HENRI VIII (1509-1547).

I. Henri VIII avant son divorce.

1. Avénement de Henri VIII. — Son mariage avec Catherine d'Aragon. — La Ligue de Cambrai ; la sainte Ligue ; guerre sur terre et sur mer. — Alliance de Malines : le *volontaire du roi d'Angleterre* ; la *journée des éperons*. — Jacques IV et mistriss Héron ; la bataille de Flodden. — Siége de Tournai : paix de Londres.

Henri VIII, fils unique de *Henri VII Tudor*, lui succéda sous les plus heureux auspices (22 avril 1509). A la place d'un monarque dur, sombre, avare, on vit avec joie monter sur le trône un jeune prince de dix-huit ans, généreux, affable et populaire, actif et brave, aimant avec passion la musique, versé dans la philosophie scolastique et la théologie, plus même qu'il ne convient aux rois. Parlant plusieurs langues, cultivant avec succès la littérature, il ne lui manquait que l'expérience des affaires dont son père l'avait tenu soigneusement éloigné.

Deux mois après la mort de son père (24 juin), Henri VIII conclut, avec *Catherine d'Aragon*, veuve de son frère *Arthur*, le mariage que l'avarice de son père avait si longtemps différé. Le pape *Jules II* donna la dispense d'usage. Les jeunes époux se montrèrent une affection mutuelle. Pendant deux ans, ce ne fut qu'une suite de divertissements et de ces fêtes magnifiques, qui plaisent tant au peuple ; et sa joie s'accrut encore par la condamnation d'*Empson* et de *Dudley*, ces dociles instruments de l'avide Henri VII (1510).

De 1511 à 1529, les affaires graves du continent occupèrent toute l'attention de Henri VIII.

Jules II avait formé, l'an 1508, la fameuse *Ligue de Cambrai* contre Venise, qui, reine de l'Océan et du commerce, rendait tous les États tributaires de ses flottes et de ses armes ; mais cette ligue composée d'éléments ennemis ou jaloux, tels que le roi de France (*Louis XII*), le pape, le roi d'Espagne (*Ferdinand le Catholique*), l'empereur (*Maximilien Ier*) et le duc de Savoie, s'évanouit lorsque la victoire d'Agnadel, remportée par les Français, eut abaissé l'orgueil des Vénitiens. En effet, dès que Louis XII eut repassé les monts, Jules II, qui ne songeait plus, disait-il, qu'à *chasser les barbares de l'Italie*, peu content d'avoir tourné contre Louis XII presque tous les alliés de Cambrai par la *sainte Ligue* (1510), rechercha l'amitié de Henri VIII. Ce prince déjà nommé *chef de la ligue italienne*, dans l'espoir d'obtenir du pape le titre encore plus beau de *roi très-chrétien*, dont Louis XII devait être dépouillé, entra dans la sainte Ligue (février 1512). Il envoya, sous les ordres du *marquis de Dorset*, douze mille hommes à son beau-père Ferdinand le Catholique, pour faire, avec les Aragonais, la conquête de la Guienne : Ferdinand voulut employer ce secours à dépouiller *Jean d'Albret* de la Navarre ; mais les Anglais, qui n'avaient point ordre de faire la guerre à ce prince, refusèrent de servir l'ambition de Ferdinand qui s'empara seul de la Navarre, et se retirèrent sans avoir rien entrepris (31 octobre). Les armes de Henri VIII ne furent pas

plus heureuses sur terre que sur mer, et dans une rencontre des deux flottes, le plus grand vaisseau d'Angleterre, nommé le *Régent*, fut détruit par les flammes (12 août).

En 1513, après la mort de Jules II, la haine des Anglais pour la France se manifesta par l'*alliance de Malines* (5 avril 1513) et par le vote d'un subside considérable, au moyen duquel Henri VIII continuerait les hostilités contre Louis XII. Vingt-cinq mille hommes débarquèrent à diverses époques, partagés en trois divisions, dont l'une était commandée par le roi lui-même. *Herbert* et *Shrewsbury*, commandants des deux autres corps, avaient déjà formé le siége de Térouane : l'empereur Maximilien vint y joindre Henri VIII avec quatre mille chevaux. Pour flatter la vanité bien connue de son jeune allié comme pour éviter toute discussion sur la préséance, il s'appela lui-même le *volontaire du roi d'Angleterre*, prit la Rose rouge, symbole de ce monarque, la plaça sur la croix de Saint-George, et même il accepta cent écus de paye journalière. La famine réduisit bientôt Térouane à la plus grande détresse. La gendarmerie française entreprit d'y jeter des vivres ; mais elle se laissa surprendre à Guinegate. Une terreur panique s'empara de ces vaillants guerriers ; ils se débandèrent et fuirent à bride abattue. La plupart de leurs chefs furent pris. Pendant l'action que les Français, avec la gaieté qui les caractérise, ont nommée la *journée des éperons*, les assiégés firent une sortie, tandis que le *duc d'Alençon* essaya de franchir les tranchées ; mais ces deux tentatives furent repoussées et la place se rendit (22 août). Térouane fut détruite de fond en comble.

Le même jour, *Jacques IV*, roi d'Écosse, mécontent de son beau-frère Henri VIII, envahit l'Angleterre : il prit rapidement les places frontières de Norham, de Wark et d'autres ; mais au lieu de pénetrer dans le cœur du pays, lorsqu'il ne se trouvait aucunes troupes pour l'en empêcher, il perdit un temps précieux dans le château de mistriss *Héron*, où il resta comme enchanté. L'approche

d'une armée anglaise, commandée par le comte de Surrey, *Thomas Howard*, le réveilla. La bataille s'engagea le 9 septembre 1513, près de Foldden ou Flowden. Le roi reçut plusieurs blessures mortelles : deux évêques, deux abbés mitrés, douze comtes, treize lords et cinq fils aînés de pairs tombèrent morts à côté de leur prince expirant. Le nombre des gentilshommes tués fut tel, que la noblesse écossaise se ressentit longtemps de cette catastrophe. Le comte de Surrey fut créé *duc de Norfolk*.

Lorsque Henri VIII apprit cette importante victoire, il faisait le siége de Tournai, ville épiscopale appartenant à l'Empire, mais possédée par la France. La prise de cette place finit la campagne et la guerre. En effet, dès que Henri VIII s'y fut fait reconnaître souverain, qu'il y eut construit une citadelle et mis garnison, le *volontaire impérial* en prit tant d'humeur, qu'il quitta l'armée de celui qui le soldait. D'un autre côté, *Marguerite*, veuve de Jacques IV, devenue régente comme tutrice de son fils *Jacques V*, traita sous des conditions modérées avec Henri VIII, son frère. Enfin, la même année (7 août 1514), la *paix de Londres* réconcilia l'Angleterre avec la France. *Marie Tudor*, sœur de Henri VIII, gage de cette paix, épousa Louis XII, qui laissa Tournai à son beau-frère, et promit de lui payer un million d'écus.

II. Histoire de Wolsey : son immense fortune ; le palais d'Hampton-Court. — Charles-Quint, élu empereur. — Devise de Henri VIII. — Le *camp du Drap d'Or*. — Adresse de Charles-Quint. — Wolsey convoite la tiare. — Alliance de Windsor. — Le pape Adrien VI. — Siége d'Hesdin. — Le duc d'Albany. — Trêves avec l'Écosse. — Invasion des Anglais en France. — Bataille de Pavie. — La sainte Ligue. — Paix des Dames.

Cependant l'évêque de Tournai, seigneur de la ville et, comme tel, membre du corps germanique, avait refusé de prêter serment au vainqueur. Henri VIII le remplaça dans l'administration de l'évêché par *Thomas Wolsey*, qui, pendant la guerre, avait été chargé du département des vivres. Wolsey, fils d'un riche boucher d'Ipswich, s'était frayé par son adresse la route des grandeurs. Simple chapelain de Henri VII, il devint aumônier et premier ministre de Henri VIII, qu'il captiva par l'élégance de

ses manières et par l'agrément de son esprit. Flattant les goûts du monarque et partageant ses plaisirs pour le maîtriser en l'amusant, il sut se maintenir pendant quinze ans sur le chemin glissant de la faveur. Évêque de Lincoln en 1514, et bientôt archevêque d'York, investi des évêchés de Durham et de Winchester, de plusieurs abbayes, et de plusieurs prébendes, cardinal en 1515, puis chancelier du royaume, puis légat du pape *Léon X* avec des pouvoirs extraordinaires, rien n'égalait l'ambition de Wolsey que son avidité. *François Ier*, successeur de Louis XII, lui payait annuellement 12,000 liv. (50,000 fr.) pour le dédommager de Tournai, rentré sous la domination française (1518); en 1420, Léon X et *Charles-Quint*, petit-fils et successeur de Ferdinand le Catholique, lui réservèrent une pension de 7,500 ducats (360,000 francs) sur les évêchés de Tolède et de Palencia. Prodigue autant qu'il était insatiable, il dépensait ses revenus par un train somptueux, dans de magnifiques constructions, par l'établissement de colléges et d'écoles, par des récompenses accordées aux lettres et aux arts. C'était l'œuvre d'une adroite politique : il y mit le comble en offrant à son souverain l'admirable palais d'Hampton-Court, qu'il avait fait construire.

Charles-Quint avait remplacé Ferdinand, son aïeul, sur le trône d'Espagne (13 janvier 1516). A la mort de Maximilien Ier (12 janvier 1519), il se porta comme prétendant à la dignité d'empereur avec Henri VIII et François Ier. C'étaient les trois premiers monarques de la chrétienté. Une diète s'ouvrit à Francfort. L'archevêque de Trèves plaida la cause du roi de France ; l'archevêque de Mayence, celle du roi d'Espagne ; le roi d'Angleterre était soutenu par l'opinion de Léon X. Les promesses et l'argent ne furent point ménagés ; mais Henri VIII, qui n'avait pas encore réparé ses prodigalités par la spoliation du clergé, ne put soutenir la concurrence, se retira de la lutte, et l'influence anglaise détermina tous les suffrages en faveur de Charles-Quint (28 juin 1519).

Dès ce moment commença la rivalité de François Ier et de Charles-Quint. Les ressources des deux rivaux pou-

vaient passer pour égales, et la victoire, au milieu de cette espèce d'équilibre, semblait devoir appartenir à celui qui mettrait le roi d'Angleterre dans son parti. Henri VIII avait raison de prendre pour devise : *Qui je défends est maître.* Qui défendra-t-il ? Telle était la grande question du moment ; les deux rivaux le sentaient, et tous deux cherchèrent à la résoudre à leur profit.

François Ier avait de Henri VIII la promesse d'une entrevue (1); elle eut lieu (juin 1520), entre Ardres et Guines, sur les frontières de leurs possessions respectives, dans une grande plaine que la magnificence des deux cours a fait surnommer le *camp du Drap d'Or*. Dix-huit jours se passèrent en fêtes galantes, en jeux chevaleresques, en pompes guerrières de toute espèce ; mais François Ier, ne se souvenant plus qu'il avait besoin de gagner Henri VIII, l'éclipsa par sa grâce et par son luxe. Charles-Quint, plus adroit, n'ayant pu prévenir cette réunion, en avait prévenu l'effet, en visitant lui-même Henri VIII en Angleterre (mai 1520). Il avait gagné Wolsey par une pension de 7,000 ducats et par l'expectative de la tiare. Au sortir du *camp du Drap d'Or*, Henri VIII se dirigea vers Gravelines, pour rendre à l'empereur la flatteuse visite qu'il en avait reçue ; il le vit une seconde fois à Calais, et là, Charles-Quint, déjà profond connaisseur des hommes, lui offrit de soumettre à sa seule discrétion tous les différends qui pourraient s'élever entre François Ier et lui. Cette proposition, qui chatouillait la vanité du roi d'Angleterre, effaça les impressions que la candeur aimable du roi de France avait faites sur son esprit. Wolsey, d'ailleurs, le poussait à Charles-Quint, qui semblait tenir dans ses mains la couronne pontificale.

Bientôt après, quand François Ier eut déclaré la guerre à Charles-Quint, la tortueuse politique du cardinal le fit

(1) Par le traité de Londres (1514). Ce traité stipulait, entre autres choses : 1° cette entrevue; 2° le mariage du dauphin *Henri* avec *Marie Tudor*, fille de Henri VIII; 3° le rappel du *duc d'Albany*, vassal de François Ier, comme comte d'Auvergne. Ce prince s'était emparé de la régence d'Écosse sur Marguerite, qui avait épousé en secondes noces le comte d'Angus, Archibald Douglas.

paraître à Calais, comme médiateur entre le pape, l'empereur et le monarque français. A l'issue de cette négociation fallacieuse, Wolsey se rendit à Bruges, et c'est là qu'il ébaucha l'*alliance de Windsor* (10 juin 1521), par laquelle les confédérés se partagèrent la France comme une conquête infaillible.

Soudain Léon X fut enlevé par une mort précoce. Charles-Quint, au lieu de Wolsey, fit élire son précepteur, *Adrien VI*, dont le grand âge permettait encore au cardinal l'espérance de lui succéder (19 janvier 1522). Wolsey la saisit avec une joie aveugle, et, se laissant prendre une seconde fois à de fausses promesses, il détermina son maître à faire en France une expédition. Henri VIII envoya, par un héraut, déclarer solennellement la guerre à François I[er]; une armée anglaise, sous la conduite de *Charles Brandon*, duc de Suffolk, beau-frère du monarque anglais (1), descendit à Calais, assiégea neuf mois Hesdin avec les Impériaux, et repassa la mer sans avoir pu prendre la ville. De son côté, François I[er] lâcha le *duc d'Albany* contre Henri VIII. A peine fut-il de retour en Écosse, qu'il déclara la guerre à l'Angleterre et l'envahit à la tête de quatre-vingt mille soldats. Homme de parole et non d'effet, il se laissa si bien tromper par lord *Dacre*, gouverneur des Marches de l'ouest, qu'il licencia ses troupes sans coup férir (11 septembre 1523). Poursuivi par le mépris des Écossais, il alla chercher des consolations et des secours en France; puis il marcha par fanfaronnade contre le duc de Norfolk (comte de Surrey), vainqueur de Flodden; mais il n'osa le combattre, et, couvert de déshonneur, il quitta pour jamais l'Écosse (1524). *Archibald Douglas,* comte d'Angus, second époux de Marguerite, veuve de Jacques IV, reprit la régence. La guerre finit avec l'espoir d'obtenir des secours de la France. Les trêves se succédèrent, et se prolongèrent pendant dix-huit ans (1524-1542).

Sur ces entrefaites, Adrien VI était mort (14 septembre

(1) Marie, veuve de Louis XII, l'avait épousé en secondes noces. V. le tableau généalogique de la page 215.

1523) : *Clément VII* fut élu pontife, et l'ambitieux Wolsey, deux fois humilié, dévora son dépit en attendant qu'il pût se venger. Cependant les hostilités continuèrent; trente mille Anglais et Flamands, commandés par le *duc de Suffolk* et le *comte de Bure*, s'avancèrent jusqu'à l'Oise, à 44 kil. de Paris, comptant trouver les Impériaux dans les environs de Laon; mais le *duc de Guise* avait déjà repoussé les Allemands. Les Anglais reprirent la route de Valenciennes (8 novembre); les maladies leur enlevèrent un grand nombre d'hommes, et, d'un commun accord, Suffolk et de Bure licencièrent leur armée. Henri VIII en fut courroucé; mais le cardinal parvint à justifier Suffolk aux yeux de son souverain.

La bataille de Pavie, qui mit François Ier entre les mains de son rival Charles-Quint (1525), changea les idées de Henri VIII. D'abord, il se vit débarrassé d'un prétendant, *Richard de la Pole*, duc de Suffolk, que les Français nommaient la *Rose blanche*, et qui périt dans ce combat avec les lansquenets dont il était colonel au service de François Ier; d'une autre part, Charles-Quint, enflé de ce succès, blessa l'amour-propre du susceptible Henri VIII, en ne lui écrivant plus de sa main et en ne signant plus *votre affectionné fils et cousin*. Wolsey, pour satisfaire ses ressentiments, aigrit ceux de son maître, et le conduisit à traiter avec *Louise de Savoie*, régente de France, pendant la captivité de son fils. Ce traité reconnut 1,800,000 écus de dette envers l'Angleterre, avec une pension annuelle de 100,000 écus pour Henri VIII. Le cardinal ne se laissa point oublier. La défection de Henri VIII et de l'Italie amena la *paix de Madrid* et la délivrance de François Ier (1526). Le roi de France, à peine libre, signa contre Charles-Quint la *sainte Ligue* (22 mai 1526), avec Clément VII, les Vénitiens et d'autres puissances italiennes. Henri VIII en fut déclaré le protecteur (1527); mais il ne lui prêta guère que son nom, et la paix de Cambrai, dite *paix des Dames* (5 août 1529), le laissa tout entier à la scandaleuse affaire qui devait changer la face de son royaume.

II. Affaire du divorce de Henri VIII.

I. Scrupules de Henri VIII. — Anne Boleyn. — Question du divorce. — Conduite de Wolsey. — Clément VII. — Décrétale du pape. — Mécontentement des Anglais. — Henri VIII et Catherine au tribunal du légat. — Évocation de l'affaire à Rome. — Disgrâce de Wolsey. — Sa résignation et sa mort.

Après vingt ans de mariage avec Catherine d'Aragon, Henri VIII se souvint que la reine avait été quelques mois l'épouse de son frère. Plusieurs enfants, dont il ne restait qu'une fille (la reine *Marie Tudor*), rendaient leur union d'autant plus respectable, que Catherine se distinguait par sa douceur et sa vertu; mais le monarque était aveuglé par une passion coupable, dont les suites furent si funestes à l'Angleterre.

Anne Boleyn, plus connue sous le nom d'*Anne de Boulen*, fille d'un gentilhomme, avait, par ses artifices, captivé ce cœur violent. C'était une dame d'honneur de celle que sa coquetterie avait résolu de supplanter. Henri VIII, pour colorer ses desseins, s'avisa d'être scrupuleux, et se persuada que son mariage *devait* être nul. Il soumit la question du divorce aux plus savants casuistes, dont les avis furent partagés. Dans cette indécision, Henri VIII composa lui-même, comme on le voit par sa correspondance avec Anne Boleyn, un petit traité sur ce sujet , et communiqua ses intentions à Wolsey. Le cardinal le supplia, genou en terre, d'y renoncer; mais dès qu'il le vit y tenir opiniâtrément, il devint ardent promoteur du divorce, dans l'espoir de faire épouser à son maître *Renée*, fille de Louis XII, et ce fut lui qui l'engagea à soumettre la cause au jugement du pape Clément VII, qui chargea le légat *Campegge* de suivre cette affaire à Londres.

Les Anglais ne voyaient pas le divorce avec plus de plaisir que le pontife : outre l'intérêt qu'inspirait Catherine, ils craignaient qu'une rupture avec l'Espagne n'arrêtât le commerce des Pays-Bas, et ils refusaient de fréquenter les marchés de France par lesquels on aurait voulu remplacer ceux de la Flandre. Campegge, qui ne l'ignorait pas, prit le parti de prolonger la discussion dans l'espoir que cet incident y mettrait fin. Il entama d'abord une né-

gociation avec la reine pour l'engager à prendre le voile : Catherine s'y refusa dans l'intérêt de sa fille. Enfin, voyant qu'il fallait poursuivre l'affaire, le légat ouvrit les séances de son tribunal dans la salle du parlement (31 mai 1529). Henri VIII et Catherine y furent mandés. La reine comparut, mais protesta contre les juges et appela au pape. Dans la seconde séance, elle tomba aux genoux du roi, implora sa justice, parla avec beaucoup de modération et de dignité, puis se retira pour ne plus paraître. Après sa sortie, le roi, fidèle au rôle d'homme scrupuleux, rendit un témoignage éclatant à ses vertus. La procédure continua malgré l'appel de Catherine, qui fut déclarée contumace. Quelque temps après, on apprit que le pape venait d'évoquer l'affaire à Rome.

La colère du roi tomba sur Wolsey, qu'Anne Boleyn, son ennemie, lui dépeignit comme un traître : il n'avait été que complaisant. Le roi lui redemanda les sceaux et les donna (26 octobre 1529) à *Thomas Morus* ou *More*, homme célèbre en Europe comme savant, qui dut cet honneur à sa vertu, et que sa vertu envoya depuis à l'échafaud. Wolsey fut déclaré déchu de la protection royale, dépouillé de presque toutes ses richesses, entre autres du palais de White-Hall, qui devint une résidence royale, et relégué dans son archevêché d'York, à Caword. Il s'y conduisit avec une résignation si religieuse, y déploya tant de charité chrétienne, qu'il se concilia l'amour de tous ses voisins, pauvres et riches. Le roi le consola de sa disgrâce par divers messages ; il y témoignait des regrets, du repentir même. Anne Boleyn ne le pardonna pas au cardinal, et l'inconstant Henri VIII, après avoir cédé aux caprices d'une femme, céda à son désir de vengeance. Au mois de novembre 1530, le *comte de Northumberland* reçut l'ordre de l'arrêter comme coupable de haute trahison, et de le conduire, pour son procès, à la Tour de Londres. Dans ce triste voyage, il fut attaqué d'une dyssenterie. Le 26, il entra dans l'abbaye de Leicester : *Père abbé*, dit-il au supérieur, *je suis venu déposer chez vous mes dépouilles mortelles*. Il y mourut, en effet, le 29, juste-

ment puni, comme il l'avoua lui-même, d'avoir sacrifié le service de Dieu aux profanes intérêts du siècle. Tant que vécut Wolsey, les passions du roi restèrent dans certaines limites; après sa mort, elles ne connurent plus ni frein ni bornes. C'est le plus grand éloge qu'on puisse faire de ce ministre et de l'ascendant qu'il exerça sur son maître. Henri VIII le reconnut lui-même.

II. Cromwell et Cranmer. — Grand exemple donné par le chancelier Thomas Morus. — Mariage de Henri VIII et d'Anne Boleyn. — Sentence de divorce. — Anne au palais d'Hampton-Court. — Naissance d'Élisabeth. — Excommunication des deux époux.

Cependant des conseillers plus hardis qui avaient succédé au cardinal Wolsey, le ministre d'État *Cromwell*, fils d'un foulon, et *Cranmer*, docteur d'Oxford, qui devint archevêque de Kenterbury (Cantorbéry), s'attachèrent à détruire les scrupules du monarque, en achetant l'approbation des principales universités d'Europe. Henri VIII éclata enfin, et tout le clergé du royaume fut juridiquement accusé d'avoir reconnu pour légat le ministre disgracié. Les députés du clergé n'obtinrent leur pardon qu'en offrant au roi 118,000 livres sterling, et en le reconnaissant *pour le premier protecteur*, *le seul et suprême seigneur*, *et*, *autant que le permet la loi du Christ*, *le chef suprême de l'Église et du clergé* (février 1531). Le chancelier Thomas Morus donna alors un grand exemple: voyant que le schisme se préparait, il n'écouta que sa conscience et résigna sa dignité (16 mai 1532). Sans doute la crainte d'un schisme de la part de Henri VIII parut moins fondée au pontife, puisqu'il reçut l'appel de la reine, et cita son époux à comparaître en personne ou par procureur. Les refus réitérés du roi furent suivis de son mariage avec Anne Boleyn, qu'il épousa secrètement par les conseils de Cranmer (25 janvier 1533). Enfin, ayant fait passer au parlement un acte qui défendait tout appel en cour de Rome pour cause de mariage ou de répudiation, le 13 mai, veille du jour de Pâques, Henri VIII fit publier à son de trompe son mariage avec Anne Boleyn, qu'il logea dans le palais de White-Hall; enfin, il fit menacer Catherine

que, *si elle ne renonçait à sa qualité de reine, il déshériterait sa fille Marie*. Elle répondit que *personne ne pouvait lui ôter la qualité de reine que Dieu en la faisant mourir, ou le pape, par une sentence de divorce*. L'archevêque de Cantorbéry prit alors sur lui de prononcer cette sentence de divorce qu'on ne pouvait obtenir à Rome (28 mai 1533).

Anne Boleyn fut couronnée le 1er juin avec l'appareil le plus magnifique. Les grands et le peuple s'empressèrent à l'envi de lui témoigner la joie que leur causait son avénement à la couronne. Le lendemain Henri VIII l'installa dans le palais d'Hampton-Court. En y entrant, la reine ne put dissimuler sa joie : *Le cardinal, mon ennemi*, dit-elle à son époux, *ne croyait pas que j'y entrerais un jour en qualité de reine; mais, malgré lui, votre tendresse m'y a conduite*. C'est là que le 7 septembre 1533 elle mit au monde une fille, la célèbre *Élisabeth*, dans la chambre que le cardinal Wolsey nommait *la vierge*, parce que personne n'y avait logé, et qu'elle était ornée de nombreux et riches tableaux de vierges saintes. Anne dit « qu'on « pouvait alors appeler avec raison cette chambre *la vierge*, « puisqu'une vierge y venait de naître, au propre jour que « l'Église romaine célèbre la nativité de la Vierge. » Catherine, de son côté, dit que « cette fille étant le fruit d'un « mariage abominable, et n'étant venue au monde que par « un coup de la malédiction de Dieu, elle ne pouvait être « qu'un monstre terrible contre l'Église. » Cette prédiction se vérifia.

Clément VII cassa la sentence de Cranmer, et menaça les deux époux d'excommunication, s'ils ne se séparaient point avant le 30 octobre. La médiation de François Ier fit quelque temps espérer une conciliation. Le pape demanda que le roi, dans un délai fixé, s'en remît au jugement d'un consistoire dont les Impériaux seraient exclus. On attendait une réponse positive du monarque ; elle n'arriva pas au jour marqué. Clément VII, pressé par les ambassadeurs de Charles-Quint et de *Ferdinand d'Autriche*, frère de l'empereur, ne put alors que laisser un libre

cours à la justice : le 23 mars 1534, dix-neuf cardinaux sur vingt-deux déclarèrent valable le premier mariage de Henri VIII, et le pontife lança sa foudre spirituelle. Deux jours après l'anathème, on reçut les lettres du roi; c'en était fait : le coup irrévocable était parti. Il rompit tous les liens qui attachaient encore l'Angleterre au Saint-Siége.

Il paraît, du reste, que Henri VIII n'avait donné son consentement que par complaisance pour François Ier. En effet, tandis que l'évêque de Paris, *Jean du Bellay*, travaillait à le réconcilier avec Clément VII, il fit une série de démarches qui devaient rendre, à défaut d'autres choses, toute réconciliation impossible, et donner un caractère particulier à la réformation d'Angleterre.

III. Suite du divorce de Henri VIII. — Établissement de la réforme.

I. Caractère de la réforme opérée par Henri VIII. — Livre de Henri VIII contre Luther.—Le *défenseur de la foi*.—Le parlement ratifie le mariage de Henri VIII. — Élisabeth Barton. — Emprisonnement de Thomas Morus et de Jean Fisher. — Le chef suprême de l'Église anglicane. — Cruautés de Henri VIII. — Supplice de Morus et de Fisher.

La révolution opérée par Henri VIII diffère et de la réforme allemande que suscita *Luther*, et de celle qui, par la suite, constitua l'Église anglicane. Cette révolution ne fit que séparer l'Angleterre de Rome, que confisquer le pouvoir et les biens de l'Église au profit du roi. Ce ne fut en quelque sorte que le dernier terme de la toute-puissance auquel les Anglais portaient la couronne, depuis un demi-siècle, en haine de l'anarchie des Roses. La propagation des anciennes doctrines de *Wiklef* rendait les classes élevées indifférentes aux innovations religieuses. Les luthériens, les calvinistes, les anabaptistes, venus en foule de l'Allemagne, des Pays-Bas et de Genève, ne trouvaient accès que dans les rangs inférieurs du peuple; le monarque ne voulait de changement que par lui seul et pour lui seul.

Chose bizarre! Henri VIII, rompant avec l'Église romaine, prétendait ne point cesser d'être orthodoxe. Théologien habile et fervent admirateur de saint Thomas d'A-

quin, il ne pouvait goûter une doctrine telle que celle de Luther, ce passionné contempteur de la philosophie scolastique et de la théologie. Lorsque cette doctrine s'introduisit en Angleterre, il la combattit comme roi et comme écrivain. Son livre contre Luther (1) lui fit accorder par Léon X le titre glorieux de *Défenseur de la foi;* à ce titre, il n'eût renoncé pour rien au monde. Il ne voulait ni abjurer ses anciens principes, de peur de paraître avoir été vaincu par Luther, ni tolérer le luthéranisme, de peur de compromettre son pouvoir absolu. Il affecta donc toujours le même zèle pour les maximes de l'Église romaine; mais il n'en rompit pas moins avec elle. Le parlement ratifia de nouveau, le 30 mars 1534, le mariage de Henri VIII avec Anne Boleyn : celui de Catherine fut déclaré illégitime, et la couronne substituée aux enfants nés ou à naître de la nouvelle reine. Toute tentative faite pour diffamer le nouveau mariage devait être punie comme crime de haute trahison, et tous les sujets du roi devaient, sous la même peine, jurer le maintien du nouvel ordre de succession, et révéler toutes les paroles qu'ils entendraient contraires à cette prescription.

Henri VIII possédait les deux objets qui lui tenaient le plus au cœur, Anne Boleyn et la suprématie de l'Église; mais, dès ce jour, il perdit tout repos. Il tremblait pour sa vie à la plus légère rumeur; ses soupçons changeaient en crime d'État la moindre lueur de désapprobation, et les années suivantes de son règne furent teintes du sang le plus illustre et le moins coupable.

Une certaine convulsionnaire, *Élisabeth Barton*, native du comté de Kent, avait prédit que si le roi répudiait Catherine, il mourrait au bout de sept mois, et que sa fille Marie lui succéderait au trône. Plusieurs clercs publièrent les prédictions d'Élisabeth. La Barton fut arrêtée, quoique Henri VIII n'eût plus rien à craindre du danger dont la prophétie le menaçait : elle fut mise à mort avec ses complices (21 avril 1534).

(1) *Assertio septem sacramentorum adversus Martinum Lutherum* (Défense des sept sacrements contre Martin Luther).

Mais la non-révélation de ses prétendues prophéties devait fournir d'autres victimes au sanguinaire monarque. Thomas Morus et *Jean Fisher*, vénérable évêque de Rochester, avaient entendu la convulsionnaire, et comme ils n'en avaient rien dit, on les traduisit à la barre des lords. Sur leurs explications, on les relâcha ; mais, quinze jours après, on leur demanda de prêter le nouveau serment de succession ; ils s'y refusèrent noblement. On les conduisit à la Tour pour y garder prison perpétuelle, et leurs biens furent confisqués. Morus fut nourri des charités de ses amis, qui lui passaient par les mains de *Marguerite*, sa fille ; Fisher, vieillard de soixante-dix-sept ans, fut laissé sans vêtement pour couvrir sa nudité.

Le parlement, convoqué de nouveau (4 novembre), annula définitivement en Angleterre l'autorité pontificale, décerna au roi le titre de *chef suprême de l'Église anglicane*, avec toutes les prérogatives spirituelles exercées auparavant par le pape, et même le droit de percevoir la dîme et les annates.

En vertu de cet acte, Henri VIII, *orthodoxe*, frappa les luthériens ; *schismatique*, il frappa les catholiques. Un jour il fit lier des fagots sur le dos de cinq anabaptistes hollandais, et se donna le spectacle de cinq auto-da-fé errants ; une autre fois, il fit brûler le confesseur de Catherine, et, pour matière de bûcher, il se servit d'une statue de bois de la Vierge. Rejeter sa suprématie ou blâmer son orthodoxie, ce fut également un crime de lèse-majesté ; rien, que le parjure ou le silence, ne pouvait éviter cette politique à double tranchant du nouveau Tibère. L'Angleterre fut alors féconde en martyrs. Cromwell menaçait des Fransciscains de les faire coudre dans un sac et jeter dans la Tamise ; l'un deux, nommé *Preyto*, lui répondit : *Vous nous remplissez de joie, en nous punissant ainsi, pour nous être acquittés de notre devoir. Nous savons que le chemin du ciel est aussi court par eau que par terre, et il nous importerait peu par quel moyen vous nous y enverriez.* On en fit périr plus de cinquante dans les cachots, et beaucoup d'autres subirent à Tyburn le

supplice des traîtres, parce qu'ils ne voulaient pas trahir leur conscience.

Deux victimes, plus illustres encore, honorèrent bientôt l'échafaud (1535), Jean Fisher et Thomas Morus. Le premier venait d'être créé cardinal par le pape *Paul III*, successeur de Clément VII. A cette nouvelle, Henri s'écria : *Paul peut lui envoyer le chapeau*, *mais j'aurai soin qu'il n'ait pas de tête pour le porter*. Le second était, comme son roi, poëte et prosateur. La tête du chancelier fut exposée pendant quatorze jours sur le pont de Londres. Henri VIII, dans sa clémence , avait commué la peine de la potence, prononcée contre l'auteur de l'*Utopie* (1), en celle de la décapitation; à quoi le magistrat répondit: *Dieu préserve mes amis de la même faveur!*

II. Nouvelle excommunication de Henri VIII. — Suppression de trois cent soixante-seize monastères. — Les cuisiniers du roi. — Traduction de la Bible. — Mort de Catherine. — Procès et mort d'Anne Boleyn. — Mariage de Henri VIII avec Jeanne Seymour. — Bassesse du parlement. — Le *pèlerinage de grâce*. — Spoliation de tous les établissements monastiques.

La mort de ces deux hommes vénérables indigna toute l'Europe et Rome. Paul III fulmina contre le monarque une bulle nouvelle. Henri VIII y répondit par de violents coups d'autorité. D'abord, il ordonna que le mot *pape* fût soigneusement écarté de tous les livres employés dans l'instruction publique; que chaque maître enseignât la nouvelle doctrine à ses élèves ; que tous les ecclésiastiques prêchassent, tous les dimanches et les jours de fête, que *le roi était le seul et véritable chef de l'Église*. Puis il déclara, par les conseils de Cromwell, son vicaire-général, tous les pouvoirs ecclésiastiques suspendus : les évêques devaient, au bout d'un mois, présenter pétition pour recouvrer l'exercice de leur autorité. Puis il supprima tous les monastères dont le revenu n'excédait pas 200 livres sterling. Cet acte frappa *trois cent soixante-seize* maisons, dont les dépouilles, évaluées à 7 millions de francs, furent la proie de l'avide monarque (4 mars 1536). Le précieux mobilier des couvents, leurs chartes, leurs bi-

(1) V. mon *Histoire des litt. du Nord*, 5[e] partie, Litt. anglaise.

bliothèques furent enlevés, dispersés. Les âmes pieuses étaient indignées; les pauvres ne trouvaient plus leur subsistance à la porte des monastères. Henri VIII, au contraire, donnait à ses cuisiniers une terre pour un bon plat.

Vers le même temps, Henri VIII, ennemi du réformateur allemand, mais voulant nuire à l'Église romaine, fit publier, par une de ces contradictions auxquelles les passions sont sujettes, une traduction de la Bible en langue vulgaire. C'était seconder les Protestants, qui, livrant les Livres Saints aux interprétations de chacun, offraient à la multitude ignorante le séduisant appât de l'indépendance religieuse. Ce fut, dans le camp du novateur, une grande joie, dont le contre-coup ne se fit pas attendre.

Catherine était morte deux mois avant la spoliation des monastères (8 janvier); et tel était l'ascendant de sa vertu, que Henri VIII avait donné l'ordre à ses serviteurs de revêtir le deuil le jour de ses funérailles. Mais Anne Boleyn parut en robe de soie jaune, et montra publiquement sa joie, en disant qu'à présent elle était vraiment reine, puisqu'elle n'avait plus de rivale. Elle se trompait toutefois. Secrète protectrice des Luthériens, elle fut accusée de conspiration; légère, on l'accusa d'infidélité. Il n'en fallait pas tant pour la perdre auprès de l'inconstant monarque, alors captivé par *Jeanne Seymour*, l'une des filles d'honneur de la reine. Anne Boleyn, confinée dans la Tour, protesta vainement de son innocence; vainement écrivit-elle à son époux une lettre noble et touchante. Condamnée à être brûlée ou décapitée, selon la volonté du roi, elle lui recommanda sa fille Élisabeth (1), et mourut avec intrépidité (19 mai 1536), quatre mois après celle dont elle avait pris la place. Du haut d'une colline solitaire du parc de Richmond, il épia la nouvelle du supplice d'Anne Boleyn; il tressaillit d'aise au signal parti de la Tour de Londres. Ce jour-là même, Henri VIII, en signe de réjouissance, s'habilla de blanc; et le lendemain il épousa

(1) Sous la reine Élisabeth, douter de l'innocence d'Anne eût été un crime de haute trahison.

Jeanne Seymour. Marie Tudor, fille de Catherine, qu'il avait négligée jusqu'alors, reçut un état de maison plus convenable à son rang.

Le nouveau parlement (8 juin 1536) fut aussi docile à sa volonté que l'ancien, qui, pendant six ans, avait été l'instrument de ses injustices. Chose remarquable, et qui condamne toutes ces assemblées délibérantes! la lâcheté de la noblesse et des communes, naguère défenseurs si turbulents de leurs libertés, le disputa au despotisme du monarque. Peu content de déclarer nul le second mariage de Henri VIII, illégitimes les enfants issus de cette union, criminelle l'énonciation de toute opinion contraire; peu content de déférer la succession aux enfants de Jeanne Seymour, ou des autres épouses éventuelles du monarque, le parlement lui vendit la nation, en statuant que *si le roi se voyait sans héritier légitime, il pourrait librement disposer de la couronne par lettres patentes ou par testament.*

Cependant les innovations religieuses et la suppression des monastères, ces nourriciers des pauvres, excitaient de graves et justes murmures. Des révoltes éclatèrent dans les cinq comtés du Nord. Quarante mille hommes y prirent les armes sous la conduite de *Robert Aske*, et, se formant en association religieuse, appelèrent leur entreprise le *Pèlerinage de grâce.* Ils demandèrent la suppression des livres hétérodoxes, la punition des hérétiques, le rétablissement de l'autorité pontificale et des couvents, qui, s'ils cessaient d'exister, devaient, non pas retomber à la couronne, mais revenir aux représentants des anciens donateurs. On négocia avec eux, on promit beaucoup; et quand ils se furent dispersés, on les pendit par centaines (1537).

Henri VIII profita de cette révolte pour porter le dernier coup à l'ordre des moines. Le parlement, par un bill du 13 mars 1538, investit la couronne de toutes les propriétés meubles et immeubles de tous les établissements monastiques. Et c'est ici qu'il faut voir comment les assemblées délibérantes trompent les nations. « Il ne devait plus

exister, dit le bill, ni mendicité, ni taxe; le roi pourra doter des comtes, des barons, des chevaliers; la guerre se fera désormais sans nouveaux impôts.» Il le crut, ce pauvre peuple; mais qu'il fut bientôt désabusé! La mendicité ne fit que s'accroître; les propriétés monastiques se répartirent entre les *gouffres de cour*, selon l'énergique expression d'un contemporain; le roi même ne tarda pas à réclamer un nouveau subside, *pour l'indemniser*, disait-il, *de la dépense causée par la réforme religieuse de l'État*; et ce fléau de l'Église venait, par l'entière spoliation des moines, d'accroître son revenu de 160,000 livres sterling (1); c'était le vingt-sixième du revenu national. Cette odieuse confiscation ruina cent dix hôpitaux et quatre-vingt-dix colléges.

III. Conduite du clergé de la chambre basse. — La *Divine et pieuse institution de l'homme chrétien*.— La *Doctrine nécessaire et science de tout chrétien*. — Dispute de Henri VIII avec un maître d'école. — Jugement de saint Thomas de Cantorbéry. — Meurs ou crois. — Le cardinal Pole. — Bill de conviction ou d'*attainder*. — Exécution de la comtesse de Salisbury. — Le bill des six articles, ou le *statut de sang*.

Il y eut partout des murmures, mais pas autre chose : on courba la tête. Cependant le clergé de la Chambre basse, voulant forcer Cranmer et Cromwell, chefs hypocrites des Luthériens, à jeter le masque, dénonça à la Chambre haute cinquante-neuf propositions hérétiques de leurs adeptes. Les deux coupables prélats surent donner le change au monarque, et le déterminèrent à publier un projet de culte simplifié. Henri VIII appuya ce projet d'un livre intitulé *Divine et pieuse institution de l'homme chrétien*. C'était une exposition de la doctrine telle qu'il prétendait l'enseigner au peuple. On y déclarait qu'il n'y a pas de salut hors de l'Église catholique, et tout ensemble hors de la suprématie du roi; en sorte que l'obéissance passive envers le souverain y était prescrite comme la loi divine.

Bientôt ce livre ne suffit plus. La Bible qu'il avait fait publier était devenue, dans les cabarets à bière et dans les tavernes, un texte de controverses scandaleuses, où les

(1) Équivalant à 523,000 livres sterling de nos jours, ou plus de 13 millions de francs.

flots de liqueur échauffaient les combattants. Henri VIII ordonna que la traduction jusque-là autorisée serait à jamais prohibée comme *frauduleuse et infidèle*, et la remplaça par une autre, due aux soins de Cranmer et de Cromwell. La lecture n'en fut toutefois permise qu'aux chefs de famille; et toute autre personne était passible, chaque fois qu'elle ouvrait la Bible, d'un mois d'emprisonnement. En même temps il imposa à ses sujets un nouveau code de dogmes et de cérémonies sous le nom de *Doctrine* NÉCESSAIRE *et science de tout chrétien*; il alla jusqu'à disputer en personne contre les novateurs. Un maître d'école de Londres, nommé *Lambert*, autrement *Nicholson*, poursuivi pour avoir nié la présence réelle, ayant appelé du métropolitain au chef de l'Église, le roi argumenta contre lui, et, au bout de cinq heures de dispute, il lui demanda pour dernier argument s'il voulait céder ou mourir. Lambert choisit la mort, et fut brûlé à petit feu (1539). Une scène plus bizarre encore fut le jugement de saint Thomas de Cantorbéry, mort en 1170 (p. 93). Il fut cité à Westminster, comme accusé de trahison; et, au bout du délai ordinaire de trente jours, condamné par défaut, sur les conclusions d'un défenseur d'office. Les reliques du contumace furent brûlées, et ses propriétés, c'est-à-dire sa châsse et les offrandes qui la décoraient, confisquées au profit du roi (1538).

Fondateur d'une religion nouvelle, Henri VIII, dit comme Mahomet : *Meurs ou crois*. Il poursuivit les deux partis avec le glaive de l'intolérance. On vit alors les protestants et les catholiques traînés de la Tour à Smithfield sur la même claie : les premiers étaient brûlés comme hérétiques, les seconds pendus comme traîtres pour avoir nié la suprématie. Un despotisme à la fois sanguinaire et tracassier pesa sur le peuple, et le roi traita sa famille comme la nation. Témoin la persécution qu'il dirigea contre les *Pole*.

Paul III avait enfin publié contre l'oppresseur une bulle d'excommunication (décembre 1538); il avait en même temps chargé d'une négociation secrète auprès de l'empereur et du roi de Prusse, le cardinal *Reginald Pole*, fils

d'un chevalier gallois, petit-fils par sa mère Marguerite, comtesse de Salisbury, du duc de Clarence immolé par Édouard IV, et par conséquent neveu du dernier Plantagenet (Édouard), décapité par ordre de Henri VII. A cette nouvelle, Henri VIII fit arrêter ses deux frères, lord *Montague* et sir *Geoffroy Pole*, avec *Henri Courtenai*, marquis d'Exeter, derniers rejetons de la maison d'York. Le premier et le troisième eurent la tête tranchée; le second sauva sa vie par une lâcheté. Henri VIII, ne pouvant atteindre le cardinal, s'en prit à sa mère, la vénérable comtesse de Salisbury. Accusée de trahison, elle confondit et ses accusateurs et le roi. C'est alors que Cromwell imagina ces bills de proscription, connus sous le nom de *bills de conviction* ou d'*attainder*, par lesquels la haute Chambre prononçait, sans aucune procédure préalable, la condamnation d'un accusé. L'essai en fut fait sur Marguerite : on la fit mourir longtemps dans une prison; puis on l'envoya expier sa vertu et son innocence sur l'échafaud (17 mai 1541). Lorsqu'on lui dit qu'il fallait poser sa tête sur le billot : *Non*, dit-elle, *ma tête n'a jamais commis de trahison; si vous voulez l'avoir, vous pouvez la prendre comme vous pourrez*. On l'y plaça par force; et tandis que le bourreau remplissait son office, elle s'écria : *Bénis soient ceux qui souffrent la persécution pour la droiture de leurs intentions!* Elle avait plus de soixante-dix ans.

A l'excommunication pontificale, Henri VIII opposa le fameux *bill des six articles*, justement appelé le *statut de sang* (1541). Cette loi établissait la présence réelle, la communion libre sous une seule espèce, le célibat des ecclésiastiques, l'obligation de garder le vœu de chasteté, l'utilité des messes privées, enfin la nécessité de la confession auriculaire. Quiconque nierait le premier article devait périr comme hérétique, c'est-à-dire par le feu. La peine de la félonie, c'est-à-dire la corde, menaçait quiconque attaquerait les cinq autres articles; la simple résistance à ces articles entraînait la confiscation et l'emprisonnement pour la première fois, et la peine de mort en cas de récidive. Cranmer, marié secrètement depuis plusieurs années à la

fille d'*Osiander* (Hosemann), réformateur du Brandebourg, essaya, par lui-même et par *Mélanchthon*, collaborateur de Luther, de faire annuler l'article relatif au célibat des prêtres; Henri tint bon, et le prélat, se soumettant *aux lumières supérieures du roi* (ce sont les termes de sa lettre), renvoya sa femme et ses enfants.

IV. Les varlets du parlement. — Quatrième mariage de Henri VIII. — Disgrâce et supplice de Cromwell. — Cinquième mariage de Henri VIII. — Supplice de Catherine Howard. — Sixième mariage de Henri VIII. — Acte de succession. — Titres de Henri VIII.

Le roi ayant en tout point remplacé le pape, établit solennellement son infaillibilité politique et religieuse; il fit décréter par les *varlets du parlement* (expressions de Henri VIII) que ses édits ou proclamations auraient la même force que les bills passés dans les deux Chambres. Cromwell lui avait conseillé cette mesure, dans l'espoir de surprendre un jour ou l'autre quelque ordonnance favorable à l'établissement du luthéranisme. Il alla plus loin, et se perdit. Jeanne Seymour était morte (24 octobre 1537) en mettant au monde un fils, depuis *Édouard VI*. Cromwell, voulant marier son maître à une princesse protestante, le détermina, sur un portrait flatteur et infidèle de Hans-Holbein, à choisir *Anne de Clèves*, fille du duc de ce nom (6 janvier 1540); mais la vue de cette princesse n'ayant point répondu à son attente, Henri VIII conçut pour elle une aversion qui retomba sur le ministre. Outre la charge de grand-vicaire, ce fils d'un foulon était garde du sceau privé, grand-chambellan, chevalier de la Jarretière et comte d'Essex. Haï de tous : des nobles, à cause de sa naissance et de ses honneurs; des catholiques, comme destructeur des monastères; des protestants, comme instrument de la tyrannie royale, il fut abandonné par Henri VIII à ses ennemis, qui l'accusaient de trahison et d'hérésie. On le décapita (29 juillet 1540), en vertu d'un *bill d'attainder*; car Dieu permet rarement que les mesures qui se jouent des biens ou de la vie des hommes, ne retombent pas sur leurs auteurs. Henri VIII, bientôt après, *sur l'humble demande du parlement*, fit examiner la validité de son quatrième ma-

riage. Il ne pouvait qu'être déclaré nul; il le fut, et le roi épousa *Catherine Howard*, nièce du duc de Norfolk (8 août).

Avant son mariage, la nouvelle reine s'était déshonorée par une coupable liaison; mais elle avait caché sa faute au roi pour s'élever au trône. Ce silence lui coûta la vie. Cranmer, instruit de la vérité, la révéla à l'implacable monarque. Le secret fatal fut approfondi par une enquête; et le parlement, vengeur ordinaire de Henri VIII, condamna Catherine, par un bill de conviction, à perdre la tête sur l'échafaud. Elle fut exécutée le 12 février 1542, avec plusieurs personnes de sa famille accusées de non-révélation; et l'année suivante, Henri VIII épousa, en sixièmes noces, *Catherine Parr*, veuve de lord *Latimer*. Il en était venu au point de croire lui-même à son infaillibilité, regardant comme sacrés tous les caprices de ses passions ou de ses opinions. Catherine Parr, secrètement luthérienne, faillit s'ajouter au nombre des victimes, parce que, dans la conversation, elle avait paru ne pas penser comme son époux en théologie. L'arrêt de mort était déjà porté; elle l'apprit par un heureux hasard, et désarma le tyran par une adroite rétractation.

Henri VIII, près d'attaquer la France sur le continent, obtint de son parlement deux actes bizarres comme celui qui les commandait. L'acte de succession du 14 janvier 1544 déclara le fils de Seymour, Édouard, héritier du trône; et des statuts contradictoires défendirent, sous peine de haute trahison, et de soutenir que les deux premiers mariages du roi fussent légitimes, et de rien dire d'offensant contre les princesses Marie et Élisabeth, nées de ces mariages, et par conséquent déclarées bâtardes l'une et l'autre. Le second acte régla les titres du monarque, qui se fit déclarer *roi d'Angleterre, de France et d'Irlande*, DÉFENSEUR DE LA FOI, *et chef sur terre de l'Eglise anglicane et irlandaise*.

IV. Des autres événements du règne de Henri VIII, depuis 1536 jusqu'à sa mort (1547).

I. Les seigneurs des Marches. — Le pays de Galles incorporé à l'Angleterre. — L'Irlande, de seigneurie, devient royaume.

Depuis 1534, Henri VIII, issu d'une famille galloise, travaillait à l'union du pays de Galles avec l'Angleterre. A côté des provinces soumises à la loi anglaise, il existait cent quarante seigneuries indépendantes, cédées aux conquérants primitifs. Comme leurs descendants, appelés *seigneurs des Marches*, avaient seuls droit de justice sur leurs terres, il en résultait qu'après avoir commis les plus grands crimes, il suffisait, pour échapper à la peine, de se réfugier sur les terres d'un lord voisin, et d'acheter sa protection. De là venaient aussi des guerres perpétuelles entre les seigneurs, des rapines impunies, et tous les désordres de l'anarchie féodale. Le parlement de 1536 y mit fin, en déclarant que *le pays de Galles serait incorporé au royaume d'Angleterre.* Toute juridiction particulière y fut abolie; les seigneuries furent annexées aux comtés voisins, et les Gallois, assujettis aux formes régulières de l'administration anglaise.

Ce fut aussi sous Henri VIII que l'Irlande subit, dans son état politique, un changement important à signaler. Les innovations religieuses de ce prince avaient été mal reçues, dans cette île, et des indigènes et des colons anglais. Le gouvernement du pays était ordinairement remis à des Irlandais, aux *Kildare* ou aux *Ossory* (Osmond), chefs des familles rivales de *Fitz-Gérald* et de *Butler*. Le fils de Kildare, lord *Thomas*, jeune homme de vingt et un ans, généreux, violent et brave, ayant cru son père tué à Londres, se présenta au conseil, et déclara la guerre, en son nom, au roi d'Angleterre (11 juin 1534). Les sages conseils de *Cromer*, archevêque d'Armagh, ne prévalurent pas sur les chants d'un barde irlandais, qui, dans la langue nationale, excitait le héros à venger le sang de son père. Sa valeur ne put rien contre la discipline anglaise : il stipula pour lui et les siens un plein pardon; mais il n'en fut pas

moins décapité à Londres. Par là le calme se rétablit; les chefs irlandais sollicitèrent eux-mêmes la pairie; *O'Nial*, le plus célèbre de tous, fut créé (1543) comte de Tyrone, titre sous lequel il reparaîtra plus tard. Alors du rang de *seigneurie*, l'Irlande fut élevée à celui de *royaume;* il n'y eut que ses malheurs qui ne changèrent pas.

II. Démêlés de Henri VIII avec Jacques V. — Bataille de Solway-Moss. — Mort de Jacques V. — Projet de mariage. — Guerre contre François Ier. — Prise de Boulogne. — Traité de Guines. — Deux victimes. — La mort de Henri VIII en sauve une. — Prodigalités de ce prince. — La taxe des pauvres.

Des hostilités et des négociations avec l'Écosse et la France occupèrent les dernières années de Henri VIII.

Jacques V avait épousé successivement *Madelaine de France,* fille de François Ier (1537), et *Marie de Lorraine*, duchesse douairière de Longueville (1538). Henri VIII, voulant étendre sur l'Écosse sa tyrannie religieuse, adressa à son neveu un traité sur la suprématie ecclésiastique des princes : c'était mal choisir son temps. Le parti français, qui dominait alors en Écosse, était attaché à la religion catholique : d'ailleurs toute la nation avait horreur du joug anglais. Henri VIII, pensant que sa présence pourrait faire ce que son livre n'avait pas opéré, fit proposer à Jacques V une conférence dans la ville d'York (1541). Jacques V refusa deux fois ; à la troisième, il promit ; mais, au jour dit, il manqua de parole. Henri VIII l'attendit en vain pendant huit jours. Enfin, blessé dans son amour-propre d'auteur et dans sa fierté de roi, il se vengea de cette double offense par une invasion de l'Écosse.

Jacques V fit un appel aux seigneurs écossais : leur bravoure et la disette des vivres forcèrent les Anglais à la retraite ; mais lorsque le roi voulut les poursuivre, tous ses vassaux l'abandonnèrent. Néanmoins les barons de l'Ouest, cédant aux sollicitations de ses ministres, s'étaient assemblés pour entrer sur le territoire ennemi ; mais quand ils virent arriver pour les commander *Olivier Sainclair,* favori particulier de Jacques V, ils se mutinèrent; et telle fut la confusion de l'armée, que cinq cents

Anglais attaquèrent à Solway-Moss dix mille Écossais, qui se dispersèrent sans coup férir (15 novembre 1542). Cette défection le tua. Renfermé dans son palais de Falkland, une fièvre de honte et de désespoir le saisit; et lorsqu'on vint lui apprendre la naissance d'une fille, il se contenta de répondre: *Par fille elle est venue* (voulant parler de sa couronne), *par fille elle s'en ira*. C'était la célèbre *Marie Stuart*. Il ne survécut que sept jours à cette triste prédiction (14 décembre 1542), laissant, outre Marie, un fils naturel, *Jacques Stuart*, comte de Murray, qui joua un rôle odieux dans les infortunes de sa sœur.

Le cardinal *David Beaton* ou *de Béthune*, en vertu du testament royal, s'empara de la régence; mais *Jacques Hamilton*, comte d'Arran, héritier présomptif du trône, la réclama pour lui-même, et l'obtint. Henri VIII se mit aussi sur les rangs, soutenu par les *Douglas*, dont le chef, *Archibald*, comte d'Angus, était rentré dans le royaume. Il demandait à fiancer son fils Édouard avec Marie Stuart. On se récria vivement contre cette proposition. Henri VIII promit d'attendre dix ans pour les fiançailles; même opposition de la part des Écossais, à tel point que *George Douglas* n'osa conseiller l'adoption de cette demande que comme un moyen de gagner du temps. Le parlement tomba dans le piége; et, par le traité de 1543, il fut convenu que la reine demeurerait en Écosse jusqu'à sa dixième année, qu'elle passerait ensuite en Angleterre pour y être élevée, et que l'Écosse, malgré sa réunion avec l'Angleterre, conserverait toujours ses lois et ses priviléges.

Cependant le cardinal Beaton, chef du parti catholique et français, parvint à faire rompre le traité quinze jours après sa ratification; et, prévoyant que Henri VIII prendrait les armes pour se venger, il demanda du secours à François Ier. François le lui promit, et fit en attendant passer en Écosse un dangereux rival pour le comte d'Arran, *Matthieu Stuart*, comte de Lennox, fils de Marguerite Tudor et d'Archibald Douglas. Henri VIII, irrité, conclut

une ligue avec l'empereur, déclara la guerre à François I[er], et, laissant Charles-Quint agir sur la France, il porta toutes ses forces sur l'Écosse (1544). Une armée l'envahit, sous les ordres d'*Evers* et de *Latoun*. Ils y commirent de si grands ravages, que les Douglas eux-mêmes prirent les armes pour les repousser. Le comte d'Angus atteignit les Anglais près d'Ancram-Meor, en tua mille, entre autres Evers, et l'enterra dans l'abbaye de Melrose, qu'il avait dévastée. Lennox, soupçonné d'avoir favorisé l'invasion anglaise, fut chassé, et se réfugia en Angleterre. Henri VIII, peu content de lui ouvrir un asile, lui donna la main de sa nièce, *Marguerite Douglas*, et laissa respirer l'Écosse, pour attaquer la France à son tour.

Les Anglais s'emparèrent de Boulogne, lorsque déjà le traité de Crespy (18 septembre 1544) avait réconcilié Charles-Quint avec François I[er]. Henri VIII continua la guerre pendant deux ans, mais sans nouveau résultat. Enfin, des négociations s'entamèrent ; l'objet en était fort simple : on n'avait rien pris à Henri VIII, et il n'avait pris que Boulogne. Le traité de Guines, où l'Écosse fut comprise (7 juin 1546), lui céda cette ville jusqu'au 30 septembre 1554, époque à laquelle il devait la restituer pour deux millions d'écus d'or.

La santé de Henri VIII dépérissait depuis longtemps: il se livrait sans contrainte aux plaisirs de la table; et telle était sa corpulence, que, ne pouvant supporter son propre poids, il ne parcourait qu'à l'aide d'une machine les divers appartements de son palais; il n'avait plus de force que pour signer des arrêts de mort. Les souffrances que lui causait un ulcère à la jambe aigrissaient encore son humeur violente, sanguinaire et soupçonneuse. Pour dernières victimes, il choisit, à l'instigation de Seymour, les deux Howard, le vieux *duc de Norfolk* et le *comte de Surrey*, son fils, l'un comme partisan du catholicisme, et l'autre comme coupable de quelques saillies indiscrètes. On les accusa d'être *suspects* de correspondance avec le cardinal Pole. Surrey, jugé le premier, fut exécuté le 25 janvier 1547 ; c'était un jeune homme de haute

espérance, et dont les poésies se lisent encore avec plaisir. Norfolk, condamné le 28, devait être décapité le 29 au matin; mais la mort du roi, arrivée dans l'intervalle, lui sauva la vie.

Le despotisme de Henri VIII n'eut d'égal que la servitude du parlement. Il l'avait discipliné de bonne heure; et, à la moindre résistance, il réprimandait les *varlets des communes*. Dès 1543, c'est-à-dire quatre ans après la spoliation des monastères, il lui avait demandé d'énormes subsides. Il avait arraché de nouvelles sommes sous toutes les formes, impôts, dons gratuits, emprunts, altération des monnaies. Enfin, le parlement, sanctionnant la banqueroute, lui abandonna tout ce qu'il avait emprunté depuis la trente et unième année de son règne. Avant la vingt-sixième, les recettes de l'échiquier avaient surpassé la somme de toutes les taxes imposées par ses prédécesseurs; et cette somme, avant sa mort, était plus que doublée. Les pauvres devinrent si nombreux, que le parlement rendit un acte pour leur soulagement à l'aide de collectes volontaires. Cet acte a été la première pierre de ce système de lois sur la mendicité qui pèse sur l'Angleterre, lois qui ont converti en contribution forcée, ou *taxe des pauvres*, ce qui était d'abord une aumône; système d'après lequel deux tiers de la population sont obligés de nourrir le troisième, auquel son indigence donne le privilége de se livrer à l'oisiveté.

§ 3. — ÉDOUARD VI (1547-1553).

I. Avénement d'Édouard VI. — Conseil de minorité. — Le duc de Somerset, protecteur. — Introduction du luthéranisme en Angleterre. — Trois évêques courageux. — Le prédicant George Wishart, en Écosse. — Son supplice. — Meurtre du cardinal Beaton. — Bataille de Pinkey. — Abolition du statut des six articles. — Le livre de la commune prière. — Marie Stuart, fille de Jacques V, offerte au dauphin François.

Édouard VI, fils de *Henri VIII* et de *Jeanne Seymour*, entrait dans sa dixième année lorsqu'il monta sur le trône; mais il était loin encore de sa majorité, fixée par son père à dix-huit ans révolus. Henri VIII avait nommé seize exécuteurs testamentaires ou régents, assistés de

douze conseillers, pour gouverner le royaume pendant cette longue minorité. A peine entrés en charge, les seize substituèrent le gouvernement d'un seul au gouvernement collectif qu'il avait établi par son testament. Le *comte d'Hereford*, oncle maternel du jeune roi, fut nommé *protecteur*, et créé *duc de Somerset*. A ce titre il joignit bientôt celui de régent, qu'il se fit conférer par lettres patentes d'Édouard VI, avec le plein exercice de l'autorité royale.

Le duc de Somerset était imbu du luthéranisme. Investi du souverain pouvoir, il ne cacha plus ses opinions ni ses projets. Il fit élever Édouard VI dans les principes de la Réforme, et s'entendit avec Cranmer, archevêque de Cantorbéry, pour abolir la religion catholique, soutenue par la sœur du monarque. En vertu du pouvoir législatif, attaché sous Henri VIII à la couronne, Somerset suspendit pour un temps l'autorité épiscopale; et Cranmer ordonna, comme vicaire-général, la visite de tous les diocèses. On enleva partout les images, les crucifix, l'eau bénite, etc., pour amener insensiblement le culte et la discipline aux usages des églises réformées; enfin, on défendit à tout prédicateur de prêcher hors de sa paroisse : mais cette défense ne s'appliqua par le fait qu'aux catholiques, dont on redoutait l'influence. *Gardiner, Bonner* et *Tunstal,* évêques de Manchester, d'Hereford et de Durham, crièrent au scandale ; on emprisonna les deux premiers, et le troisième fut déposé.

Cependant l'Écosse était plus agitée que jamais. La Réforme avait pris chez le sauvage Écossais un caractère d'enthousiasme et de fanatisme plus violent que dans les autres contrées de l'Europe. Le cardinal *Beaton* opposa des supplices à ses progrès ; il fit brûler un prédicant, nommé *George Wishart,* qui lui prédit, du milieu des flammes, que dans peu de jours il serait suspendu avec opprobre aux murs de son palais; et, en effet, les disciples de ce fanatique vérifièrent sa prédiction par l'assassinat du cardinal, qu'ils accrochèrent aux créneaux de son château (20 mai 1546). Cette vengeance alluma la guerre civile. *Marie de Lorraine,* maîtresse de la régence, dont elle

laissa, comme Beaton, le titre à *Jacques Hamilton*, comte d'Arran, demanda des troupes à la France; les rebelles appelèrent les Anglais en Écosse. Somerset l'envahit par la frontière de l'Est avec une armée de dix-huit mille hommes. Il proposa la paix, à la condition d'unir les deux royaumes par le mariage de Marie Stuart avec Édouard VI. Sur le refus de la reine mère, on en vint aux mains à Pinkey (10 septembre 1547). Les Écossais criaient aux Anglais : *Avancez, hérétiques que vous êtes!* Leur valeur désordonnée ne put tenir contre la discipline anglaise, et leur déroute fut complète : huit mille d'entre eux restèrent sur le champ de bataille; les Anglais ne perdirent que deux cents hommes. Somerset ne profita point de sa victoire. Impatient de revenir à Londres pour y déjouer la cabale de ses envieux, il partit, laissant au *vicomte Lisle* ou *Leslie*, et au comte de Warwick, *Jean Dudley*, le soin de continuer les négociations entamées par le régent d'Écosse, qui ne cherchait qu'à gagner du temps.

Somerset, de retour en Angleterre, convoqua le parlement, pour y consommer la Réforme (novembre 1547). On effaça du code pénal le statut des six articles, la loi sur les proclamations royales, la défense de lire la Bible, et toutes ces nouvelles espèces de trahison ou de félonie qu'avait imaginées le despotisme de Henri VIII. On abolit les messes privées; on permit aux laïques la communion sous les deux espèces; on donna au roi le pouvoir de créer les évêques sans l'élection du chapitre; enfin, on prescrivit, sous des peines sévères, de reconnaître la suprématie du roi et de rejeter celle du pape. Le parlement de 1548-1549 alla plus loin : il adopta le livre de la *commune prière*, avec le nouveau catéchisme de Cranmer, toléra le mariage des prêtres; et la réformation anglicane, telle qu'elle existe aujourd'hui, fut alors presque entièrement achevée.

Plus la Réforme envahissait l'Angleterre, plus Marie de Lorraine rejetait l'alliance proposée par Somerset. Un secours de six mille hommes, envoyé par *Henri II*, successeur de François Ier, l'affermit dans sa résistance; et le

parlement d'Haddington offrit la main de Marie Stuart au dauphin de France, depuis *François II*. Cette union contrariait vivement le Protecteur ; mais il avait trop d'embarras à Londres pour s'occuper activement de l'Écosse.

II. Lord Seymour, ennemi de Somerset, son frère. — Il est décapité. — Intrigues de Warwick contre Somerset, qu'on dépouille de tout. — Reprise de Boulogne. — Traité de 1550. — Les *bienfaits* de la Réforme. — Martin Bucer. — Cranmer réforme la liturgie. — Danger que courent les opposants.

A la tête de ses ennemis était son propre frère, lord *Seymour*, grand-amiral, qui, peu de temps après la mort de Henri VIII, avait épousé sa riche veuve, Catherine Parr. Il la perdit en 1548, et jeta ses vues ambitieuses sur la princesse *Élisabeth*, à peine âgée de seize ans, qui ne dédaigna pas ses recherches ; mais comme elle ne pouvait se marier sans le consentement du conseil, qu'il se flattait peu d'obtenir, il voulut du moins supplanter son frère, pour approcher du trône le plus près possible. Assuré d'un grand nombre de partisans qu'il pouvait armer au besoin, il décriait le gouvernement du Protecteur. Le *comte de Warwick*, perfide confident des deux frères, soufflait entre eux la discorde pour s'élever sur la ruine de l'un et de l'autre. Somerset, poussé par ses conseils au fratricide, déféra lord Seymour au parlement comme coupable de haute trahison. Un bill de proscription fut voté; Somerset signa la sentence, et lord Seymour fut décapité (20 mars 1549).

Le sang d'un frère criait vengeance. Warwick rattacha tous les mécontents à son ambition : noblesse, peuple, clergé, tout s'unit contre Somerset. Lâche tyran, il se démit, tremblant, de la régence. Accusé devant le parlement d'avoir usurpé tous les pouvoirs, il s'avoua coupable, il implora sa grâce à genoux (novembre 1549). On le dépouilla de toutes ses charges, de ses biens meubles et d'une partie de ses terres; puis on le laissa vivre sous le poids de sa honte et de son crime. Warwick, qui se trouva dès lors à la tête de la régence, le méprisa assez pour l'y laisser rentrer. Sur ces entrefaites, Henri II, successeur de François Ier, profitant de ces discordes ministérielles, avait réclamé

Boulogne, dont la prise avait été, disait-il, le résultat d'une guerre injuste. Cette démonstration menaçante amena la reprise de la place, moyennant quatre cent mille écus; et l'Écosse fut comprise dans le traité du 24 mai 1550, comme elle l'avait été dans celui de 1546.

L'Angleterre s'appauvrissait à se *réformer*. De jour en jour on vit mieux tout ce qu'avait produit la suppression des monastères. Les moines, expulsés de leurs couvents, s'étaient vus forcés à se nourrir du travail de leurs mains; et la multiplication des ouvriers, au lieu de vivifier l'industrie, la paralysa. D'un autre côté, les biens ecclésiastiques, affermés par les moines à des taux modérés, laissaient parvenir les fermiers à l'opulence; mais les nouveaux possesseurs, avides d'exagérer leurs jouissances, haussèrent outre mesure le prix des baux; les fermiers, pour augmenter le rapport des terres, renoncèrent à les labourer; les beaux champs de blé se changèrent en pâturages; le commerce des laines tua l'agriculture; le pain et toutes les denrées renchérirent, sans que la paye des journaliers augmentât; et comme les grands propriétaires entourèrent de clôtures une partie de leurs domaines qu'ils réservaient au plaisir de la chasse, on vit des milliers de paysans obligés de quitter le sol fécondé par les sueurs de leurs pères. Tels furent les *bienfaits* de la Réforme.

Au milieu de ces misères, les Catholiques espéraient que le comte de Warwick, attaché personnellement à leur foi, s'occuperait d'extirper l'hérésie; mais, craignant de compromettre son autorité, s'il combattait les sentiments luthériens d'Édouard VI, il laissa Cranmer travailler au triomphe du protestantisme. L'archevêque appela des prédicateurs en Angleterre, entre autres *Martin Bucer* de Schlestadt, dont le zèle plut beaucoup au jeune roi. Bucer, voyant que les réformateurs d'Angleterre ne s'accordaient pas dans leur doctrine, défaut qui, du reste, leur était commun avec tous les autres, pressa la rédaction d'une confession de foi générale. La mort, qui le surprit, l'empêcha d'y mettre la main. Cranmer s'en chargea lui-même, et compléta la réforme de la liturgie (1551).

On exigea de quiconque prenait les degrés universitaires, le serment de préférer toujours l'autorité des saintes Écritures *au jugement des hommes*, de tenir pour vrais et certains les articles publiés par *autorité royale*, et de les défendre partout comme conformes à la parole de Dieu. Ainsi l'on rejetait l'autorité des hommes, et tout ensemble on soumettait la foi aux ordres du roi ! En dépit de cette contradiction, tous les évêques furent sommés d'adhérer à la profession de foi. Gardiner, captif depuis deux ans, s'y refusa ; jugé par une commission que présidait Cranmer, il fut illégalement déposé, puis confiné dans une prison plus rigoureuse. D'autres prélats furent traités comme lui, tels que *Bonner*, *Heath* et *Day*, évêques de Londres, de Worcester et de Chichester. Dans leur procès, ils dirent qu'ils possédaient trois choses, peu de biens, une pauvre carcasse, et leur âme : que les deux premières étaient à la disposition de leurs juges ; mais que la dernière n'appartenait qu'à eux. Tous trois gardèrent prison jusqu'à la mort du roi. La princesse Marie elle-même fut inquiétée dans sa croyance ; et n'eussent été les menaces de Charles-Quint, Édouard VI, déjà fougueux Luthérien, n'eût point gardé de ménagement envers sa sœur.

III. Ambition de Warwick. — Exécution de Somerset. — Mariage de Jeanne Grey avec Guilford Dudley, fils de Warwick. — Mort d'Édouard VI.

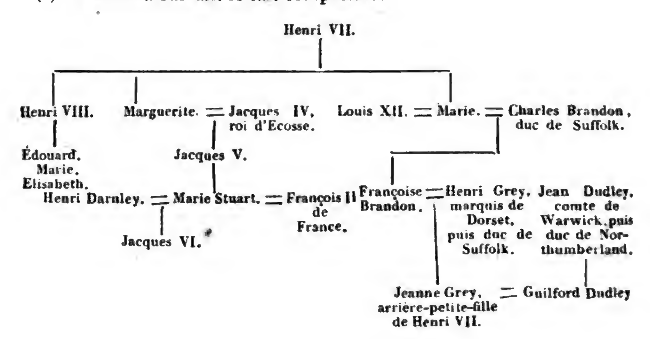
Cependant croissait de jour en jour la puissance de Warwick, et avec sa puissance, son ambition. A la mort de *Henri Percy*, regardé comme le dernier rejeton légal des Northumberland (1), il s'en fit adjuger les domaines et le titre. Le voilà le plus riche et le plus puissant seigneur du royaume ; il approche du trône, mais Somerset lui en cache encore les degrés. Il fait recueillir avec soin les paroles échappées au mécontentement du Protecteur disgracié, les réunit en corps de délit, le fait juger par un jury de vingt-sept pairs (c'étaient ses amis) comme traître

(1) Son frère Thomas avait été privé de la succession pour avoir pris part au *Pèlerinage de grâce* (1536).

et félon; et Somerset va sur l'échafaud expier son fratricide (22 janvier 1552).

Restait Édouard VI, avec une santé délicate qui le menaçait d'une mort précoce. *Northumberland* (nouveau nom de Warwick) lui représente que la naissance de ses sœurs Marie et Élisabeth, déclarée illégitime par le parlement, les rend indignes du trône, malgré le testament de leur père; que la reine d'Écosse, Marie Stuart, soit comme étrangère, soit comme catholique, est déchue de tous ses droits; que dès lors la succession appartient à la marquise de Dorset, fille aînée de Marie, sœur cadette de Henri VIII, et après elle à *Jeanne Grey*, sa plus proche héritière (1), jeune, belle, vertueuse, savante, et surtout bonne Luthérienne. Édouard VI résiste quelque temps. Sur ces entrefaites, Northumberland procure à *Henri Grey*, marquis de Dorset, le titre de duc de Suffolk, et lui propose un mariage entre *Guilford Dudley*, son quatrième fils, et Jeanne Grey, fille du nouveau duc. Suffolk accepta. A force d'obséder Édouard VI qui se mourait, Northumberland en obtient des lettres patentes qui transportent la succession à l'arrière-petite-fille de Henri VII, et le jeune roi meurt quelques jours après (6 juillet 1553). Northumberland croit enfin tenir la couronne pour sa famille; mais l'ambition a toujours ses mécomptes.

(1) Le tableau suivant le fait comprendre :



§ 4. — MARIE TUDOR (1553-1558).

I. Proclamation de Jeanne Grey. — Marie Tudor marche sur Londres. — Le chapeau du duc de Northumberland. — Son arrestation et celle de ses complices. — Premiers actes de Marie Tudor. — Jugement des coupables. — Condamnation de Cranmer. — Actes du parlement sur le premier mariage de Henri VIII et sur la Réforme. — Mariage de Marie Tudor avec Philippe II. — Insurrection dans les comtés de Kent et de Devon. — Mort de Jeanne Grey et de son mari. — Arrivée de Philippe II en Angleterre. — Le verre de bière.

Jeanne Grey, arrière-petite-fille de Henri VII, ignorait qu'on eût l'intention de la faire reine. Lorsque son beau-père, le *duc de Northumberland*, vint l'en informer à la tête de plusieurs lords (10 juillet), elle poussa un cri de terreur et s'évanouit : revenue à elle, elle protesta de son incapacité, ajoutant toutefois que si la couronne lui appartenait, elle espérait que Dieu lui donnerait la force de la porter. Le peuple apprit son avénement avec un silence de surprise qui condamnait l'usurpation.

Cependant MARIE TUDOR, fille de Henri VIII, retirée dans le comté de Norfolk, ordonna, par lettre, au conseil de la proclamer sur-le-champ à Londres, offrant le pardon à tous ceux qui venaient de méconnaître ses droits. En même temps elle appela la noblesse sous son étendard, et bientôt elle se vit à la tête de quarante mille hommes qui refusèrent toute paye. Northumberland, marchant pour les combattre, fut trahi par les siens. Il trahit à son tour la jeune femme qu'il avait faite reine, et proclama lui-même Marie Tudor sur le marché de Cambridge, en jetant son chapeau en l'air. Lorsqu'on vint l'arrêter, lâche comme Somerset, il demanda la vie à genoux. On l'envoya à la Tour avec vingt-six de ses amis.

Marie Tudor fit son entrée, le 5 août, à Londres, accompagnée d'*Élisabeth,* sa sœur, et se rendit à la Tour. Elle remit en liberté les trois évêques, *Bonner, Tunstal* et *Gardiner*, avec plusieurs seigneurs, et demanda la liste des récents prisonniers, en raya seize, entre autres Henri Grey, duc de Suffolk et père de Jeanne Grey, et ne se prononça point sur le sort des autres, tels que Northumberland, *Guilford Dudley* et Jeanne Grey son épouse, *Palmer*, *Gates*, etc.

Trois grands objets occupèrent la nouvelle reine : la punition des conspirateurs, le choix d'un époux, et la restauration du catholicisme. Se défiant de ses propres lumières, elle eut recours à celles de Charles-Quint. D'après l'avis de l'empereur, elle pressa le jugement des principaux coupables. Northumberland se reconnut coupable avec tous ses complices, ils furent tous condamnés ; mais la sentence ne fut exécutée, le 22 août 1553, que contre Northumberland, Gates et Palmer, qui tous trois avant de mourir se déclarèrent catholiques. Soit politique ou plutôt pitié, Marie Tudor suspendit l'exécution de Jeanne Grey et de son époux, qu'elle désirait sauver.

La reine en vint alors aux affaires religieuses : elle commença par rétablir sur leurs siéges les prélats déposés sous le règne précédent; elle défendit de prêcher sans permission particulière, et donna l'ordre d'arrêter plusieurs évêques rebelles à ses ordres. *Cranmer,* archevêque de Cantorbéry, doublement odieux à Marie Tudor, comme auteur du divorce de Henri VIII et de l'établissement de la Réforme, fut accusé d'avoir favorisé le parti de Jeanne, et condamné comme coupable de haute trahison (1553) ; mais il ne fut exécuté que plus tard.

Le parlement, convoqué d'après le conseil de Charles-Quint, après avoir déclaré légitime le mariage de Henri VIII et de Catherine d'Aragon, annula le divorce prononcé par l'archevêque Cranmer : c'était établir indirectement l'illégitimité d'Élisabeth. Un second bill abolit les statuts d'Édouard VI, favorables à la Réforme. Les choses rentraient dans l'état où les avait laissées Henri VIII, et Marie Tudor conserva le titre de chef suprême de l'Église ; mais elle ne retint la puissance pontificale que comme un dépôt qu'elle se proposait de rendre au pape.

Jusque-là, la partie saine des Anglais avait applaudi aux mesures de la reine; il n'en fut pas de même lorsqu'elle annonça l'intention de choisir pour époux le fils de Charles-Quint, *Philippe II*, prince des Asturies, âgé de vingt-six ans, que sa première femme, morte en 1544,

avait rendu père de *don Carlos*. Le parlement, si docile pour le mal sous Henri VIII et son fils, fit des remontrances; il fut dissous (1553). Gardiner, jugeant toute résistance inutile, s'efforça de stipuler, pour le mariage qu'il désapprouvait, des conditions avantageuses à l'Angleterre. Le contrat fut signé le 12 janvier 1556 :

Philippe II, à qui Charles-Quint avait cédé le royaume de Naples et le duché de Milan, n'aura que le titre de roi d'Angleterre, et laissera toute l'administration entre les mains de la reine; les enfants mâles qui naîtront de Marie et de Philippe hériteront de l'Angleterre, des Pays-Bas et de la Franche-Comté; nul étranger ne pourra posséder de charges dans le royaume; les priviléges, les lois et les coutumes de la nation seront inviolablement maintenus, etc. Si l'infant don Carlos vient à mourir, le fils ou la fille aînée du second lit régnera sur l'Espagne et sur tous les autres États de Philippe, etc.

Malgré ces assurances et ces avantages, deux factieux, *Thomas Wiat*, dans le comté de Kent, et *Pierre Carew*, dans le Devonshire, essayèrent de soulever le peuple pour empêcher le mariage. Le duc de Suffolk, aidé de l'ambassadeur français, *Noailles*, les avait mis en avant, dans l'espoir de faire remonter sa fille sur le trône. Plusieurs autres seigneurs, Élisabeth même, entrèrent dans cette révolte. Déjà Wiat était maître de Westminster; mais *Guillaume Herbert*, comte de Pembroke, l'arrêta près de Temple-Bar (2 février 1554). Le duc de Suffolk fut pris et reconduit à la Tour, d'où la générosité de Marie l'avait fait sortir.

Guilford Dudley et Jeanne Grey prirent-ils part au complot? Marie ne le crut point ou feignit de ne pas le croire; mais voyant que la clémence et l'impunité ne servent que d'encouragement aux factieux, elle ordonna, quoique à regret, d'exécuter la condamnation prononcée contre le jeune couple. On lui donna trois jours pour se préparer à la mort. Guilford avait obtenu la permission de voir encore sa femme : *Non*, dit Jeanne, *cette entrevue serait trop déchirante; dites-lui que dans peu d'heures nous nous reverrons au ciel*. Dudley fut décapité sur la place ordinaire des exécutions. Jeanne l'y vit conduire, et

ses yeux suivirent le retour de son cadavre : sa pensée naïve voulait se faire une idée de la mort, qu'elle ne concevait pas. On la devait exécuter dans l'intérieur de la Tour, comme issue du sang royal ; peut-être aussi pour ne pas exciter la compassion du peuple envers cette pauvre jeune femme. Quand ses yeux furent bandés, elle chercha de la main le billot fatal ; ce fut son seul instant de faiblesse : puis elle posa la tête et reçut la mort avec une fermeté au-dessus de son sexe et de son âge, se reconnaissant coupable d'avoir accepté une couronne qu'elle n'avait pourtant pas recherchée, mais protestant qu'elle était innocente du complot de Northumberland. Elle ne nomma point celui de son père : c'eût été trop pour le cœur d'une fille. Suffolk périt cinq jours après. Élisabeth fut reléguée au château de Woodstock, et dut la vie à Philippe II.

Enfin parut celui contre qui s'était faite cette levée de boucliers (juillet 1554). La jeunesse du roi, la grâce de sa personne, et surtout ses immenses trésors lui concilièrent d'abord la faveur des Anglais : pour montrer qu'il voulait se conformer aux usages du pays, il but, à son débarquement, un vase de bière, breuvage dont il goûtait pour la première fois ; mais on blâma bientôt la froide réserve de son caractère et la roideur de l'étiquette espagnole. On ne lui tint compte ni de sa tendresse véritable, ni de ses attentions délicates pour la reine.

II. Restauration du catholicisme. — Marie se résout à punir les hérétiques. — Alphonse de Castro. — Procès et mort de Cranmer. — Chagrin de Marie. — Départ de Philippe II. — Restitution des propriétés ecclésiastiques. — Guerre contre la France. — Bataille de Saint-Quentin. — Prise de Calais par le duc de Guise. — Mort de Marie. — Réflexions sur son règne.

Bientôt Marie Tudor mit la main à l'œuvre qui devait couronner son bonheur et sa gloire, la restauration du catholicisme. Le cardinal *Pole* fut envoyé de Rome par *Jules III* pour réconcilier l'Angleterre au Saint-Siége. Les deux Chambres, annulant toutes les lois portées contre les Catholiques, demandèrent à rentrer dans le sein de l'Église romaine; et le 29 novembre 1554, le cardinal, au nom du souverain pontife, leva toutes les censures et leur accorda l'absolution. Là, comme partout ailleurs, l'inté-

rêt domina la question religieuse. Les seigneurs et la noblesse exigèrent préalablement la promesse qu'on ne les dépouillerait jamais des biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés. Cette clause, passée en bill, reçut la sanction de la reine. Pour achever la réconciliation, elle rendit la liberté à tous les prisonniers d'État, et la princesse Élisabeth reparut à la cour, où les deux époux la traitèrent avec amitié.

Jusqu'alors Marie Tudor n'avait été que juste : c'était justice d'abolir les innovations que les passions de Henri VIII et la jeunesse d'Édouard VI avaient permis aux réformateurs d'introduire; c'était justice de rétablir dans ses droits la religion de ses pères, à laquelle la majorité de la nation était encore attachée. Bientôt, croyant n'avoir pas assez réparé les fautes de sa famille, elle regarda comme un devoir la punition des hérétiques. Organes du clergé, Pole et Gardiner (1) lui conseillaient l'indulgence; la reine ne se rendit pas à leurs avis : elle pensait qu'il ne faut pas plus transiger avec l'hérésie qu'avec la révolte.

Le châtiment des novateurs commença l'an 1555 ; plusieurs hérétiques, *Hooper*, *Roger*, *Saunders*, *Taylor*, condamnés par un conseil de lords et d'évêques, furent brûlés vifs (février 1555). Dès ce moment Gardiner, évêque de Manchester, ne présida plus; il fut remplacé par *Bonner*, évêque de Londres. Les procédures continuèrent, et, le 9 février, d'autres Luthériens furent jugés dignes d'être punis; mais le lendemain, un moine espagnol, *Alphonse de Castro*, confesseur de Philippe II, roi d'Espagne, prêchant devant la cour, s'éleva contre ces rigueurs, comme contraires à l'Évangile. A sa voix, les exécutions furent suspendues; et sans doute elles ne se seraient point renouvelées, si les réformateurs n'eussent appelé la révolte à leur secours.

Les comtés de Cambridge, de Suffolk et de Norfolk s'in-

(1) On a accusé Gardiner d'avoir été l'instigateur des mesures rigoureuses que prit la reine. Cette accusation ne repose que sur des suppositions ; aucun fait historique ne la confirme, et elle est en contradiction avec ce qu'on sait de son caractère. Il faut dire aussi qu'elle part des historiens réformés et des *philosophes*.

surgèrent à leur instigation; il fallut armer pour les réduire, châtier pour les effrayer. Ce fut alors qu'après le procès de *Latimer* et de *Ridley*, prédicants fanatiques, s'acheva celui de Cranmer, leur ami, selon les règles prescrites par le droit canon. Après deux interrogatoires, il fut cité, pour répondre devant le souverain pontife, dans le délai de quatre-vingts jours. Son courage faillit, lorsqu'à l'expiration du terme légal, *Paul IV* prononça contre lui la sentence de condamnation. Il rétracta ses opinions anticatholiques sous six formes différentes, toutes plus fortes l'une que l'autre. Le ton humble, les expressions de remords et les cris de miséricorde qui distinguaient la sixième rétractation firent croire à la sincérité de sa conversion; mais tout cela n'était pas capable de changer rien au sort d'un prélat qui avait bouleversé l'Église et le royaume. Tolérer le crime, c'eût été s'en rendre complice, et Marie Tudor ne le pouvait. *Garcina*, moine espagnol, confesseur de Cranmer, lui remit un écrit qu'il devait lire sur l'échafaud, comme un témoignage public de son repentir. Cranmer le promit, et transcrivit cette pièce; mais il en fit deux copies: l'une conforme à l'original, qu'il se proposait de lire s'il entrevoyait les signes d'un pardon qu'il espérait encore; et l'autre, s'il lui fallait mourir. Quand l'infâme prélat se vit perdu sans ressource, il rétracta sa rétractation, et crut mourir avec courage, parce qu'il appela du bûcher la vengeance sur la tête de la reine, de celle qu'il avait fait déclarer illégitime (21 mars 1556).

Chose étonnante et pourtant commune! dans l'exécution des grands coupables, on oublie leurs crimes pour ne voir que les souffrances de leur mort. Le supplice du lâche Cranmer et de ses complices ne servit qu'à rendre la reine odieuse et la Réforme plus populaire. L'inutilité de ses efforts jeta cette princesse dans un profond chagrin, qui fut encore augmenté par le départ de son époux et la perte de Gardiner. Philippe II, désespérant de se concilier l'affection des Anglais, repassa sur le continent, où le rappelait son père, Charles-Quint, pour remettre toutes ses couronnes entre ses mains (4 août 1556). Avant son départ,

il avait adopté la résolution prise par la reine, de rendre au clergé tout ce que la couronne avait réuni de propriétés ecclésiastiques. Il fallait encore l'adhésion du parlement; Gardiner se chargea de l'obtenir. Il parla, pendant deux jours consécutifs, avec une éloquence et des efforts qui le tuèrent (12 novembre 1556). Alors Marie Tudor négocia par elle-même l'affaire avec les Chambres; elle y réussit, et se dépouilla d'un revenu annuel de 60,000 livres sterling (1). Le cardinal Pole fit cesser le payement des annates; les petits bénéfices furent dispensés de la dîme, et l'on rendit aux évêques la collation des cures dont la cour s'était emparée.

Quelque temps après (15 mars 1557), Philippe II, devenu roi d'Espagne, revint à Londres pour entraîner la reine dans une guerre contre la France, en vertu des anciens traités entre l'Angleterre et la maison de Bourgogne. Sept mille Anglais, envoyés en Flandre sous les ordres du comte de Pembroke, *Guillaume Herbert*, contribuèrent à la victoire de Saint-Quentin, gagnée sur les Français par *Emmanuel Philibert*, duc de Savoie, commandant des Espagnols (10 août 1557). La France fut sauvée par les lenteurs de ses ennemis et la valeur du *duc de Guise*. En 1558, au cœur de l'hiver, il prit en dix jours (1er-10 janvier) une place réputée imprenable dans cette saison, Calais, dont la conquête avait coûté onze mois de siége à Édouard III, et qui, depuis deux cent dix ans, ouvrait la France aux Anglais. Ce fut un coup mortel pour Marie, déjà si vivement affligée des progrès de l'hérésie.

Depuis quelque temps la reine était tombée dans une mélancolie profonde. La certitude de mourir sans héritier, la solitude où la laissait son époux depuis qu'il était monté sur le trône d'Espagne, la perte de Calais, la crainte de voir l'ouvrage de sa vie, la restauration du catholicisme, détruit par son successeur, tout se réunissait pour l'accabler. Elle demanda plusieurs fois à sa sœur l'aveu de ses sentiments religieux; Élisabeth ne manqua pas d'affirmer

(1) Équivalant à 196,000 livres sterling d'aujourd'hui, ou 4,900,000 fr.

par serment qu'elle était catholique (1). Malgré cette assurance, Marie succomba le 17 novembre 1558, âgée de quarante-deux ans, au mal dont elle était atteinte. *On n'a pas connu mon mal*, dit-elle dans ses derniers moments; *si on veut le savoir, qu'on ouvre mon cœur; on y trouvera Calais et Élisabeth.* Le cardinal Pole ne lui survécut que d'un jour.

Tous les protestants équitables ont loué, dans leurs écrits, la piété de Marie, sa générosité pour les malheureux, son amour de la justice, ses mœurs pures et sévères, les soins qu'elle se donna pour les universités, la législation et le commerce; ils ne blâment en elle que ce qu'ils appellent l'*erreur de sa religion* (2). D'autres, entraînés par un injuste esprit de parti, l'ont accusée d'avoir mis en pratique, à l'égard des réformés, ce que les réformés, tels que Luther, Mélanchthon, Calvin, Théodore de Bèze, enseignaient à l'égard des autres croyances, la persécution; mais ce reproche retombe trop sur eux-mêmes pour qu'il leur soit permis de l'adresser à leurs adversaires.

§ 5. — ÉLISABETH (1558-1603).

I. Avénement d'Élisabeth. — Guillaume Cécil. — Élisabeth déclarée suprême gouvernante de l'Église. — Cour de haute commission. — Église anglicane, Église épiscopale ou haute Église. — Congrégation de Jésus en Écosse. — Jean Knox. — Le *Covenant*. — Marie de Lorraine le combat. — Sa mort. — Traité d'Édimbourg. — Marie Stuart le désavoue. — Mort de François II. — Le presbytérianisme. — Le premier livre de discipline. — Jalousie d'Élisabeth contre Marie Stuart.

Élisabeth, fille de Henri VIII et sœur de Marie Tudor, monta sur le trône d'Angleterre l'année même où *Marie Stuart*, fille de Jacques V, sa future victime, épousa le dauphin *François II* (1558). Dès cette époque, il se passa dans les deux royaumes des événements dont les suites leur furent longtemps fatales.

Élisabeth s'entoura d'abord de conseillers protestants, parmi lesquels *Guillaume Cécil*, ancien secrétaire d'É-

(1) « Elle priait Dieu que la terre s'entr'ouvrît et l'engloutît, si elle « n'était pas une véritable catholique romaine. » *Vie de la duchesse de Feria*, p. 129.

(2) *Mulier usquequaque laudanda, si religionis errorem non spectes.* Godwin, p. 125.

douard VI et depuis lord Burleigh, tenait le premier rang. Les Catholiques virent ce choix d'un mauvais œil, d'autant plus qu'ils regardaient l'orthodoxe Marie Stuart comme l'héritière légitime du trône anglais. Pour calmer leurs craintes religieuses, Élisabeth, quoique décidée dans le cœur à rétablir la réforme de Henri VIII, maintint par un édit, jusqu'à nouvel ordre, le service divin tel qu'il était à la mort de sa sœur; et lorsqu'elle fut couronnée, le 15 janvier 1559, elle prêta le serment d'obédience au pape et de soumission aux rites de l'Église. Mais bientôt le parlement, où Cécil avait fait entrer beaucoup de Luthériens, révoqua les actes passés sous le dernier règne en faveur de l'ancienne croyance, et fit revivre presque tout ce que Henri VIII et son fils Édouard VI avaient fait contre l'Eglise romaine, ou pour le culte réformé. La reine, comme *suprême gouvernante de l'Église*, reçut le pouvoir de réprimer toute *hérésie* contraire à la religion de l'État, le droit d'établir ou d'abolir les règlements canoniques, de décider de tous les points de discipline, de régler la liturgie, de nommer les évêques, etc. On lui reconnut aussi la faculté d'exercer son autorité spirituelle par des commissaires ecclésiastiques ou laïques; et telle est l'origine de la *Cour de haute commission*, qui donna lieu par la suite à tant d'abus. Tous les évêques, hors celui de Landaff, nommé *Kitchin*, refusèrent de prêter le serment de suprématie; tous furent arrêtés, et quatorze d'entre eux remplacés par des protestants. Le clergé inférieur, qui comprenait près de dix mille paroisses, se montra moins courageux; on n'y compta tout au plus que deux cents réfractaires. Le clergé, rentré dans ses biens sous le règne précédent, en fut de nouveau dépouillé. Enfin la confession de 1551, publiée par Cranmer sous Édouard VI, fut adoptée, sauf quelques changements, pour le livre symbolique d'Angleterre. Élisabeth, en adoptant les dogmes des Calvinistes, conserva du rit romain la hiérarchie des évêques (1); c'est ce qui forme l'*Église Anglicane*,

(1) En latin *episcopus*, d'où *épiscopal*.

l'*Église Épiscopale* ou *Haute-Église*, distincte du calvinisme pur et du presbytérianisme, qui tous deux proscrivent l'épiscopat.

En Écosse, la Réforme avait déjà pris un caractère de violence et de fanatisme conforme aux mœurs sauvages et barbares de ses habitants. Les protestants, qui s'étaient multipliés par la politique équivoque de la régente, *Marie de Lorraine,* veuve du roi Jacques V, formèrent en 1557 une association secrète, sous le nom de *Congrégation de Jésus*, par opposition à l'Église catholique, qu'ils appelaient la *Congrégation de Satan*. Ils avaient pour chefs le *comte d'Argyle* et *Jacques Stuart*, prieur de Saint-André; ils eurent pour soutien Élisabeth, qui, courroucée de ce que Marie Stuart, cédant à la volonté de son beau-père Henri II et de ses oncles, les *Guise*, avait joint les titres d'Angleterre et d'Irlande à celui d'Écosse (1), travailla sans relâche, depuis ce moment, à la perte de sa rivale. Elle promit toute sa protection aux sectaires, qui dès lors réclamèrent la Réforme à grands cris, et l'introduisirent de vive force à Perth.

Dans ces circonstances arriva de Genève le prédicateur *Jean Knox,* fougueux disciple de Calvin, à la fois l'auteur et l'historien des calamités religieuses de son pays. Exilé d'Écosse, lorsque le parti catholique y dominait, il respirait à la fois le fanatisme et la vengeance. Il se rendit à Perth en 1559, y déclama violemment contre ce qu'il appelait l'idolâtrie de Rome, ameuta le peuple, criant: *Abattons les nids, et les corbeaux s'envoleront*; et les images furent brisées, les autels renversés, les reliques dispersées, les prêtres attaqués à l'autel, et les monastères détruits dans toute la province. La régente, justement irritée, rassembla des troupes pour châtier les rebelles. La Congrégation se mit en état de défense, conclut un *Covenant* (association), et réclama l'appui des armes anglaises; mais l'effusion du sang fut prévenue par un traité que négocièrent le comte d'Argyle et le prieur.

(1) En représailles de ce qu'Élisabeth avait pris le titre de *reine de France*.

Il fallait à Knox la guerre civile : pour y parvenir, il poussa ses complices à la république, prêchant qu'il n'y avait point d'autorité légitime; qu'on pouvait résister aux gouvernants, les déposer, les tuer même. Le Covenant se contenta de destituer la régente (22 octobre 1559). Marie de Lorraine envoya ses troupes françaises contre les rebelles, cantonnés à Stirling; et c'en était fait de leur cause, sans l'arrivée d'une flotte anglaise qui bloqua les Français dans Leith (janvier 1560). Peu de temps après, une armée de terre vint accroître le péril des assiégés. La garnison se défendit avec un merveilleux courage. Sur ces entrefaites, la régente mourut au château d'Édimbourg (10 juin 1560). Les Guise, alarmés par la conspiration protestante d'Amboise, renoncèrent au projet de conquérir l'Écosse, et députèrent deux seigneurs français qui signèrent, le 6 juillet, le *traité d'Édimbourg*. François II et Marie Stuart accordèrent aux protestants le redressement de leurs griefs, mais à titre de grâce et de faveur. Néanmoins, pour lier les princes rebelles, les ambassadeurs consentirent à ce que les concessions qui leur étaient faites fussent déclarées obligatoires dans le traité qui se fit avec Élisabeth et François II ; on convint que Marie Stuart renoncerait *pour toujours* au titre et aux armes d'Angleterre ; que les troupes françaises évacueraient immédiatement l'Écosse, et qu'à l'avenir on n'y pourrait introduire de soldats étrangers que de l'aveu du parlement ; qu'il y aurait amnistie pleine et entière pour tous les délits commis depuis le 6 juillet 1558 ; qu'en l'absence de la reine, l'administration serait confiée à un conseil de douze personnes ; que le prochain parlement examinerait les affaires de religion, et présenterait ses décisions à la sanction royale.

La Congrégation de Jésus, sans attendre que la reine eût ratifié le traité d'Édimbourg, convoqua le parlement, abolit le culte jusqu'alors établi par les lois, et refusa d'indemniser les ecclésiastiques, à qui la dernière insurrection avait enlevé leurs revenus : trois choses contraires au traité d'Édimbourg. Aussi Marie Stuart refusa-t-elle

de sanctionner ces mesures illégales ; bien plus, elle désavoua le traité mal observé d'Édimbourg, et continua de porter les armes d'Angleterre.

La mort de François II (4 décembre 1560) changea tout à coup la fortune de son épouse. Marie Stuart, belle, gracieuse et naguère toute-puissante, se voyant réduite à rien devant l'ambitieuse *Catherine de Médicis*, tutrice de *Charles IX*, se retira à Reims, auprès de son oncle, le cardinal de Lorraine. Cependant le parlement poursuivait le cours de ses usurpations : prenant pour modèle l'Église de Genève, il fonda le *presbytérianisme*, qui n'admet que de simples ministres du culte (*presbyteri*, prêtres), réputés tous égaux, et récuse tout pouvoir temporel en matière religieuse. Alors Knox rédigea le *premier le livre de discipline*, où, reproduisant la liturgie genevoise, il demandait la destruction de *tous les monuments de l'idolâtrie papale*.

Le parlement approuva et la liturgie et la destruction proposée. Belles abbayes, riches bibliothèques, archives des couvents, tout fut détruit (1561); et c'est au milieu de ces profanations que le parlement invita Marie Stuart à venir en Écosse, comme pour y régner sur des ruines!

Ici commença la fatale brouillerie des deux reines. Élisabeth, jalouse avant tout de briller et de plaire, n'obtenait qu'à force de recherche et de parure, un peu de ces grâces que Marie Stuart tenait de la nature ; et, vaine de la beauté qu'elle croyait avoir, elle haïssait en sa rivale une supériorité réelle de charmes ; mais elle la haïssait plus encore, parce que, ne pouvant se résoudre au mariage, elle prévoyait qu'à sa mort la reine d'Écosse ou ses enfants seraient appelés à sa succession, en vertu des lois du royaume. Par une bizarrerie de son caractère, cette idée lui était insupportable : Cécil, pour la flatter, avait fait insérer, dans le traité d'Édimbourg, la clause d'une renonciation perpétuelle ; mais Marie Stuart, plus clairvoyante que ses plénipotentiaires, ne pouvait accepter une condition qui l'exclurait elle-même du trône, au cas qu'Élisabeth ne laissât pas de descendance. Elle ne voulut donc point ratifier le traité de 1560 ; seulement, après la

mort de François II, elle cessa de porter les armes d'Angleterre.

II. Retour de Marie Stuart en Écosse. — La flotte anglaise. — Le diamant envoyé à Élisabeth. — Élisabeth fomente les troubles d'Écosse. — Les prétendants et les favoris. — Guillaume Pickering. — Le comte d'Arundel. — Le comte de Leicester. — Marie Stuart songe à un second mariage. — Élisabeth lui propose le comte de Leicester. — Henri Stuart, comte de Darnley. — Marie Stuart l'épouse. — Le musicien Rizzio. — Duplicité d'Élisabeth.

Tel était l'état des choses, lorsque Marie Stuart, cédant au vœu de ses sujets et aux conseils de ses oncles, se détermina à partir. Craignant d'être insultée par la flotte anglaise, elle fit demander à Élisabeth un sauf-conduit pour la traversée. Élisabeth, à qui le traité d'Édimbourg tenait au cœur, en exigea la ratification; mais Marie Stuart aima mieux hasarder le trajet. Sa galère, à la faveur de la brume épaisse, échappa à la flotte anglaise qui croisait pour l'arrêter. Enfin elle arriva le 20 août à Leith : grande fut la joie des Écossais à la vue de cette reine si belle, si polie, si séduisante; et tous les cœurs volèrent au-devant d'elle.

Élisabeth, voyant ses espérances trompées, envoya à Marie Stuart un message magnifique, pour lui témoigner la joie qu'elle avait de son heureux retour en Écosse, et l'assurer qu'elle voulait entretenir avec elle la plus grande intelligence. Marie, dont l'âme était franche et sincère, répondit à ces marques d'affection en lui envoyant un diamant d'une grosseur extraordinaire, taillé en forme de cœur, et la priant *de conserver ce petit gage de sa foi, qui serait toujours et plus pure et plus ferme que le diamant.*

Tandis qu'Élisabeth soutenait les Huguenots de France dans leur révolte contre Charles IX, elle excitait les réformés d'Écosse à se révolter contre Marie Stuart. Knox et ses adhérents abreuvèrent leur reine d'humiliations. Ce fut un triomphe pour la haine d'Élisabeth. Sa vanité triompha plus encore lorsqu'elle vit une foule de princes briguer à l'envi cette main qui tenait si ferme les rênes d'un royaume : c'était *Philippe II*, roi d'Espagne; l'archiduc *Charles*, fils cadet de l'empereur Ferdinand Ier;

le prince *Casimir*, fils de l'électeur palatin; *Éric XIV*, roi de Suède; *Adolphe Ier*, duc de Holstein-Gottorp. Les états d'Écosse lui proposèrent *Jacques Hamilton*, comte d'Arran, alors héritier présomptif de la couronne écossaise. Élisabeth refusa les uns, amusa les autres, et s'attacha d'abord un certain *Guillaume Pickering*, à cause de ses talents agréables. L'opulent *comte d'Arundel* se ruina pour elle en fêtes. Enfin elle eut longtemps pour favori lord *Robert Dudley*, frère de Northumberland (1), qu'elle créa *comte de Leicester*. C'était un homme bien fait, gracieux dans ses manières, adroit à flatter, mais lâche, faux et cruel, digne de tous les rôles auquel il s'abaissa pour lui plaire.

Marie Stuart avait résolu de mettre un terme à son veuvage. Plusieurs princes aspiraient à sa main. Reine d'Écosse, reine douairière de France, elle pouvait conclure une alliance puissante, qui la mît en état de réclamer la succession éventuelle de l'Angleterre. Élisabeth, frémissant à cette idée seule, mit en œuvre tous les ressorts d'une politique infernale et d'une basse jalousie, ressorts dont Cécil en Angleterre et *Maitland* en Écosse étaient les vils moteurs. Épouser un prince étranger et catholique, c'était, disait-elle, alarmer les Anglais sur leurs libertés civiles et religieuses, et s'exposer à ce que les mécontents fissent prévaloir les droits de Suffolk; c'était aussi se compromettre auprès des Écossais, déjà prévenus contre une reine qui ne partageait point leur croyance. En même temps elle s'engageait, si Marie Stuart voulait faire un choix agréable à la nation anglaise, à reconnaître publiquement ses droits de succession; puis, critiquant avec amertume tous les prétendants étrangers, que lui proposa-t-elle à sa *sœur*, à sa *bonne cousine* (comme elle l'appelait), après un an de subterfuges et de réticences (1564)? la main et le cœur flétri de son propre favori, le comte de Leicester. C'était une horrible et scandaleuse dérision. Cependant Marie Stuart, pour mettre au grand jour la du-

(1) Exécuté en 1553. Voy. plus haut, p. 270.

plicité de son ennemie, feignit de consentir à cette offre; mais Élisabeth s'empressa de la rétracter, et la reine d'Écosse résolut de ne se conduire dans cette affaire que d'après elle-même.

Elle jeta les yeux sur *Henri Stuart*, comte de Darnley, son cousin-germain, fils de *Marguerite Douglas* et de *Matthieu Stuart*, comte de Lennox, qui s'était réfugié précédemment en Angleterre. *Darnley* était, par son père, l'héritier présomptif de la couronne écossaise, et, par sa mère, de l'anglaise, concurremment avec Marie. L'union des deux concurrents ne faisait qu'assurer leurs droits, et n'avait rien de dangereux pour Élisabeth. Ainsi sembla-t-elle d'abord la favoriser; elle permit au jeune *Lennox* de se rendre à la cour d'Écosse, dans l'espoir que sa présence ne ferait qu'embrouiller les affaires. D'ailleurs, Darnley, né en Angleterre, était son sujet; il y avait toute sa fortune, et sa souveraine, si le mariage avait l'air de s'arranger, pouvait y mettre obstacle par un rappel.

Marie vit Darnley d'un œil favorable (février 1565), sans s'apercevoir de ses vices. Darnley, de son côté, pour augmenter l'intérêt qu'il avait inspiré, recourut à l'amitié d'un homme obscur, qu'on disait exercer une influence particulière sur l'esprit de la reine. C'était un Piémontais, d'humble origine, nommé *David Rizzio*. Venu à Édimbourg avec un envoyé de Savoie, son talent pour la musique, que Marie aimait passionnément, lui avait procuré l'entrée à la cour, et l'emploi de secrétaire royal pour la correspondance française. Le Piémontais, d'un esprit adroit et souple, gagna promptement la confiance de Marie, au point qu'elle le consultait sur les affaires les plus importantes, et qu'il devint la source de toutes les faveurs. Rizzio était déjà âgé, laid, fidèle et éprouvé, mais avide d'argent, et insolent comme un parvenu. Les avances et l'or de Darnley flattèrent son amour-propre autant que sa cupidité, et l'on ne peut douter qu'il ne l'ait efficacement servi auprès de la reine.

Darnley avait d'autant plus besoin de cet aide, que de nombreux obstacles s'opposaient à son mariage. D'abord

Élisabeth affecta de le désapprouver, rappela les Lennox et confisqua leurs domaines ; mais ce n'était là qu'un prétexte pour ne point reconnaître les droits de Marie Stuart à sa succession et susciter des troubles en Écosse. Plusieurs seigneurs écossais, entre autres *Jacques Stuart*, prieur de Saint-André, frère naturel de Marie, qui l'avait créé *comte de Murray*, prirent les armes pour complaire à la rivale de leur souveraine : les rebelles, chassés du royaume malgré l'aide des Anglais, se retirèrent en Angleterre, et le mariage fut célébré le 29 juillet 1565.

III. Vices de Darnley. — Assassinat de Rizzio. — Fuite de Marie à Dunbar. — Naissance de Jacques VI. — Dépit d'Élisabeth. — Complot tramé contre Darnley. — Sa mort. — Faveur de Bothwell. — Marie Stuart crue sa complice. — Innocence de Marie. — Procès de Bothwell ; son absolution. — Il force Marie Stuart à l'épouser.

Les suites de cette union furent telles que le pouvait souhaiter son implacable ennemie. L'affection de Marie pour Darnley se refroidit dès que ce prince orgueilleux, violent, ingrat, sans caractère ni délicatesse, n'eut plus d'intérêt à cacher ses défauts. Crapuleux dans ses débauches, presque toujours ivre, sa présomptueuse ambition se croyait pourtant digne de tous les honneurs. Darnley, méprisé, devint furieux ; sa colère se porta surtout contre le secrétaire italien, jadis son ami ; et il conjura sa perte avec le *comte de Morton*, chancelier, *George Douglas*, les lords *Ruthven* et *Lindsay*, *Maitland* de Lethington, etc.

Le 9 mars 1566, Marie Stuart soupait à son château d'Holy-Rood, avec la *comtesse d'Argyle* et quelques courtisans ; elle était dans le septième mois de sa grossesse. Tout à coup les conjurés, conduits par Darnley, pénètrent dans l'appartement de la reine. Tandis que Marie leur demande le sujet de cette visite armée, Rizzio, qui se trouvait de service avec *Erskine*, capitaine des gardes, et *Beton*, grand-maître de la maison, s'apercevant qu'on en voulait à ses jours, se retire derrière sa souveraine, et s'attache avec force aux plis de sa robe, dans l'espoir que le respect dû à son auguste maîtresse pourra le protéger.

Les assassins renversent la table, et s'emparent de Rizzio. George Douglas, arrachant la dague que Darnley portait à sa ceinture, en frappe Rizzio, et les autres le traînent à travers la chambre jusqu'à l'escalier, où il tomba percé de cinquante-six coups de poignard. Cependant les meurtriers prirent possession du palais, et y retinrent Marie prisonnière.

Le lendemain, Murray, qu'on avait instruit du complot, arriva à Édimbourg. La reine reçut son frère avec tendresse; il en fut touché, et prit parti pour elle. Darnley, lui aussi, désavoua ses complices, renvoya les gardes, et courut avec Marie Stuart s'enfermer au château de Dunbar. Les lords *Huntley* et *Bothwell*, tous les deux ministres de la reine, allèrent la rejoindre avec leurs vassaux. Marie Stuart, se voyant entourée de huit mille hommes, marcha sur Édimbourg. Les assassins de Rizzio s'enfuirent en Angleterre; mais la reine les rappela bientôt en Écosse. Ce fut deux mois après ce fatal événement que Marie Stuart mit au monde un fils, nommé *Jacques VI*, qui devait un jour, sous le nom de *Jacques Ier*, réunir les deux couronnes rivales. Lorsque la nouvelle en vint à Londres, Élisabeth s'amusait gaiement à danser; aussitôt elle quitta la danse, se jeta sur une chaise, et s'écria d'un ton de colère, aux dames qui l'entouraient : *N'entendez-vous pas que la reine d'Écosse a un beau garçon? et moi, je ne suis qu'une souche stérile.* Elle parvint toutefois à maîtriser son dépit, et promit d'être la marraine de l'enfant.

Tandis qu'Élisabeth se querellait avec le parlement au sujet de son mariage et de sa succession, sur lesquels elle ne voulait pas s'expliquer, il se passait en Écosse d'étranges événements. Marie Stuart ne pouvait oublier l'outrage sanglant qu'elle avait reçu de son époux. Sans égard pour ses avis, elle choisit pour ministres lord Huntley, *Jacques Hepburn*, comte de Bothwell, Murray, le *comte d'Argyle* et Maitland. Jurés ennemis de Darnley, ils projetèrent de débarrasser Marie d'un époux odieux, et, le 9 février 1567, Bothwell vint mettre le feu à la maison qu'occupait le roi.

Les conjurés l'avaient minée, elle sauta en l'air; et le corps de Darnley fut trouvé dans un verger avec celui d'un page. La reine sortait d'un profond sommeil lorsqu'elle apprit ce crime : elle jeta les hauts cris, versa des pleurs, et jura qu'elle perdrait la couronne et la vie, plutôt que de ne pas venger un forfait qu'elle croyait dirigé contre elle aussi bien que contre son époux. Une proclamation promit 2000 livres sterling, avec une pension viagère, à celui qui ferait connaître les coupables. L'opinion publique désignait Bothwell; et comme il continuait à jouir de la faveur de la reine, la réputation de Marie Stuart ne fut pas épargnée.

Murray s'était absenté le 9 février, dans la crainte que le soupçon ne tombât sur lui; mais pendant le voyage il s'était trahi lui-même, en disant à l'un de ses amis : *Cette nuit, avant le jour, lord Darnley périra.* De retour à la ville, il mit tout en mouvement pour impliquer sa sœur dans le complot. Les prédicateurs réformés le servirent à merveille; ils publièrent que Marie Stuart était la complice de Bothwell. On le crut; et les historiens (1), jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, ont partagé cette croyance, se fondant sur huit lettres et douze sonnets adressés à Bothwell, et tous écrits par la reine. Mais trois écrivains (2) écossais ont prouvé, jusqu'à l'évidence, que Marie Stuart ignorait et le complot, et la part qu'y prit Bothwell; que les lettres ont été fabriquées par Maitland, les sonnets par le poëte *Buchanan*, et qu'en les transcrivant, Maitland imita l'écriture de la reine.

Marie Stuart fut innocente; mais on ne peut nier qu'elle n'ait été coupable d'une faiblesse et d'une prévention condamnable en faveur de l'auteur présumé du crime. Bothwell fut généralement accusé. Le comte de Lennox, père de Darnley, demanda justice contre les assassins, et nomma le favori avec quelques autres. Il était d'usage en Écosse que les personnes accusées de quelque grand crime comparussent devant les tribunaux, entourées de leurs

(1) Entre autres Hume et Robertson.
(2) Goodall (1754), Gilbert Stuart (1782), et John Whitaker (1787).

amis et de leurs partisans, quelquefois si nombreux que les accusateurs ou les juges craignaient de soutenir leur rôle ou de remplir leur devoir : ce fut le cas de Bothwell. Il se présenta avec quatre mille gentilshommes. Lennox, intimidé, ne comparut pas. Bothwell fut renvoyé absous, et il conserva toute sa faveur.

D'abord il fit ratifier son absolution par le parlement; puis, à la suite d'un repas donné dans une taverne, il obtint d'un grand nombre de nobles un écrit par lequel ils conseillaient à la reine de se remarier, et lui désignaient Bothwell comme l'époux qu'elle devait préférer. Après la dissolution du parlement, Marie alla voir son fils à Stirling. Lorsqu'elle en repartit pour sa capitale, Bothwell l'attendit avec mille cavaliers sur la grande route, la conduisit comme prisonnière à Dunbar, et, pour donner le change aux serviteurs de la reine, il répandit le bruit que l'enlèvement avait été concerté avec elle. Bothwell supplia Marie de lui pardonner cette violence, et lui présenta l'écrit de la noblesse écossaise qui le désignait à son choix.

Marie Stuart, frappée d'un si grand crédit, sans conseil, sans amis, et jugeant d'ailleurs toute résistance inutile, se soumit aux volontés du ravisseur. Bothwell se fit donner des lettres de grâce plénière; et lorsqu'il eut fait prononcer son divorce avec *Jeanne Gordon*, son épouse, il ramena la reine à Édimbourg, où leur union fut célébrée (15 mai 1567). Marie Stuart ne tarda pas à reconnaître sa fatale faiblesse; et bientôt Bothwell, n'ayant pu obtenir que le jeune fils de la reine lui fût confié, se répandit contre elle en reproches si outrageants, qu'un jour elle demanda un poignard pour s'en frapper.

IV. Insurrection contre Marie et Bothwell. — Rencontre de Carberry-Hill. — Fuite et mort de Bothwell. — La reine au camp des confédérés. — Captivité de Marie Stuart au château de Lochleven. — Hypocrisie d'Élisabeth. — Envoi de Throgmorton en Écosse. — Marie signe de force son abdication. — Évasion de Marie. — Bataille de Langside. — Fuite de Marie Stuart en Angleterre. — Joie d'Élisabeth.

Le scandale était au comble. Les nobles se liguèrent à Stirling pour venger Darnley et protéger son fils. La reine

et Bothwell se retirèrent à Dunbar. Les confédérés, guidés par Morton et Maitland, naguère complices et maintenant ennemis du meurtrier, marchèrent sur Édimbourg, et, maîtres de la ville, ils y publièrent un manifeste pour justifier leur prise d'armes, représentant Marie Stuart comme complice de Bothwell. Celui-ci rassembla des troupes, et joignit les confédérés à Carberry-Hill; mais l'armée royale refusa de combattre. Bothwell, fugitif un mois après être monté sur le trône, alla vivre du métier de pirate dans les Orcades, puis sur les côtes de Norwége, où, fait prisonnier, il mourut en 1576, et protestant de l'innocence de Marie.

La reine se rendit au camp des confédérés. On la reconduisit à Édimbourg au milieu des outrages de l'armée, qui l'accusait hautement d'avoir trempé dans le crime de Bothwell; on portait devant elle une bannière où étaient peints d'un côté le cadavre de Darnley, avec ces mots brodés pour légende : *O Seigneur! juge et venge ma cause!* et de l'autre le petit prince à genoux et les mains jointes, comme s'il priait le Ciel de punir les meurtriers de son père. Après l'avoir livrée en spectacle au peuple d'Édimbourg, les cheveux épars, les vêtements en désordre et couverte de poussière, on l'enferma au château de Lochleven, sous la garde de *lady Douglas,* mère de Murray. Pour colorer l'emprisonnement de la reine, on l'accusa d'entretenir encore une correspondance secrète avec Bohwell; et c'est alors qu'on produisit, pour la première fois, les lettres et les sonnets dont les historiens protestants ont fait tant de bruit.

Élisabeth, feignant d'être effrayée de ces excès, qu'elle attribuait au fanatisme de Knox, envoya *Throgmorton* en Écosse, sous le prétexte d'interposer sa médiation en faveur de sa *bonne sœur,* mais en réalité pour stimuler les ennemis d'une rivale qu'elle voulait perdre. Le médiateur ne réussit que trop bien dans sa perfide mission. Lindsay fut chargé de présenter à Marie plusieurs actes que Throgmorton lui conseilla par lettre de signer, parce que, dans l'état de contrainte où elle se trouvait, sa signature était

nulle. Lindsay, jetant les papiers sur la table, lui ordonna de les signer, ou de se préparer à la mort. Marie Stuart les signa sans les avoir lus (24 juillet 1567); par ces actes, elle cédait la couronne à son fils et la régence à Murray. Le jeune prince fut couronné sous le nom de *Jacques VI*, et le frère de la reine obtint du parlement une amnistie qui s'étendait à tous les persécuteurs de Marie Stuart, soit passés, soit *futurs*.

Il n'était pas possible que tant d'infortune trouvât tous les cœurs insensibles; ce fut même l'un des fils de la geôlière qui lui fournit les moyens de s'évader. Elle trouva sur la rive plusieurs lords qui la conduisirent au château d'Hamilton; neuf évêques, autant de comtes et dix-huit barons l'y joignirent, avec leurs vassaux; elle apprit enfin l'histoire véritable du meurtre de son époux.

Marie Stuart, devenue libre, révoqua son abdication et somma Murray de renoncer à la régence, lui promettant de livrer à la justice tous ceux qu'il accusait de régicide, pourvu qu'il en fît autant à l'égard de ceux qu'elle accuserait elle-même. Cette proposition ne pouvait convenir ni à Murray ni à Morton. On arma des deux côtés. L'armée royale, forte de six mille hommes, rencontra les rebelles à Langside, près de Glascow (13 mai 1568). Marie Stuart, vaincue et sans ressources, s'enfuit à l'abbaye de Dundrenan; là, malgré les conseils de l'archevêque de Saint-André, elle résolut de chercher un asile auprès de sa *bonne sœur*, la reine d'Angleterre, chargea le fidèle Beton de rapporter à Élisabeth un anneau qu'elle lui avait envoyé comme un gage d'affection et de secours, traversa dans une barque de pêcheur le détroit de Solway, et débarqua le 16 mai à Workington, d'où elle se rendit à Carlisle. A cette nouvelle, Élisabeth, transportée de joie : *Voilà*, s'écria-t-elle, *le premier sujet que j'ai eu de me réjouir depuis que je suis reine.*

V. Marie Stuart au château de Bolton. — Elle est accusée à Westminster. — Odieuse proposition d'Élisabeth. — Complot du duc de Norfolk en faveur de Marie Stuart. — Second complot. — Marché proposé par Élisabeth. — Assassinat de Murray. — Mort de Lennox. — Actes du parlement anglais. — Les Puritains ou Non-Conformistes. — Les comtes de Mar et de Morton, régents d'Écosse. — Jacques VI prend les rênes de l'État. — Exécution de Morton.

Marie Stuart s'empressa de demander, par lettre, une entrevue à sa bonne sœur. Élisabeth, dans sa réponse, lui offrit des consolations, lui promit des secours; mais, comme *reine vierge*, refusa sa visite jusqu'à sa pleine justification dans une procédure formelle. La reine d'Écosse, forte de son innocence, consentit à cette humiliation; et s'étant laissée transférer au château de Bolton, dans le comté d'York, elle nomma des commissaires chargés de présenter son apologie. Le régent Murray, Lennox, Morton, Lindsay, Maitland, Buchanan et quelques autres vinrent l'accuser à Westminster, au nom de la nation écossaise (16 novembre 1568). A défaut de preuves, ils osèrent produire la correspondance supposée de Bothwell et de Marie, certains qu'Élisabeth en tirerait du moins parti. La *bonne sœur* se fit en effet remettre ces pièces, les transmit à son conseil, sans lui dire que Marie s'était inscrite en faux contre une pareille fraude; et lorsque la reine d'Écosse en demanda communication pour y répondre, Élisabeth ne craignit pas de les lui refuser. Alors Marie Stuart, de son côté, refusa de se justifier d'une accusation dont on lui refusait les preuves. Enfin elle rejeta fièrement l'offre que lui fit Élisabeth d'étouffer à jamais le procès, pourvu qu'elle renonçât à la couronne en faveur de son fils, et laissât la régence à Murray pendant la minorité du prince. *Plutôt mourir*, dit-elle, *que de laisser tomber volontairement de mes mains le sceptre que je tiens de mes ancêtres ! il ne me quittera qu'avec la vie, et mes dernières paroles seront celles d'une reine d'Écosse.*

Jamais la reine d'Écosse ne parut plus digne d'amour et de respect que dans les fers de son ennemie : le malheur ajoutait du lustre aux charmes de sa personne, il donnait du ressort à son génie, à sa grandeur d'âme. Le duc de Norfolk, *Thomas Howard*, le premier seigneur d'Angle-

terre, projeta de la délivrer, pour l'épouser ensuite. Plusieurs pairs influents, et même le comte de Leicester, favori d'Élisabeth, approuvèrent ce plan. Leicester en fit part à la reine, qui le punit d'une disgrâce temporaire. Norfolk fut envoyé à la Tour avec quelques-uns de ses amis; mais deux d'entre eux, le *duc de Northumberland* et le *comte de Westmoreland*, organisèrent, dans les provinces du nord, un soulèvement auquel ils appelèrent tous les catholiques du royaume. Le *duc d'Albe*, gouverneur des Pays-Bas pour Philippe II, leur promit des secours; ces secours n'arrivèrent pas, et les insurgés furent dispersés sans coup férir. Westmoreland s'enfuit en Flandre; Northumberland, tombé plus tard aux mains d'Élisabeth, porta sa tête sur l'échafaud; d'autres prisonniers, en grand nombre, furent pendus pour l'exemple. Norfolk s'engagea par écrit à ne pas donner de suite à son projet, et recouvra la liberté; mais il devint, en 1572, victime d'une nouvelle tentative en faveur de l'auguste prisonnière.

A la vue de ces complots, Élisabeth pensa à remettre Marie Stuart entre les mains de ses sujets rebelles, comme pour se venger plus promptement de sa rivale. Elle entama donc des négociations avec le régent, auquel Marie Stuart fut promise, en échange du jeune Jacques et des plus importantes places d'Écosse; mais cet infâme marché fut découvert par la vigilance du fidèle évêque de Ross; il en résulta quelque retard dans l'exécution de l'accord; et dans cet intervalle, un événement se passa qui la rendit impossible. Murray fut tué le 23 janvier 1570 par *Hamilton de Bothwellhaug*, dont il avait ravi les biens après la bataille de Langside.

La mort de Murray jeta l'Écosse dans l'anarchie. La nation se divisa en deux partis : les partisans de la reine surprirent Édimbourg; mais les troupes anglaises la remirent au pouvoir des rebelles (mai 1570). L'élévation de Lennox à la régence n'arrêta point la guerre civile; on tint de part et d'autre des parlements qui se proscrivirent tour à tour. Lennox périt dans cette lutte; il fut tué le 3 juin 1570, au combat de Stirling.

En Angleterre le parlement de la même année se signala par des bills contre les prétendants à la couronne anglaise, contre les introducteurs des bulles pontificales (1), contre les émigrés, contre les catholiques. C'est à cette époque que parurent les *Puritains*, dont le nom est inscrit en caractères sanglants dans les annales de l'Angleterre.

La secte des Puritains doit son origine à quelques réformés fanatiques qui, sous le règne de l'orthodoxe Marie Tudor, s'étaient retirés sur le continent. A leur retour, ils se dirent scandalisés, lorsqu'au lieu de temples sans autels ni images, ils virent les églises ornées selon les prescriptions du catholicisme; mais ce qui les choquait le plus, ces hommes modestes, c'était le régime épiscopal, inconnu, prétendaient-ils, aux premiers chrétiens. Il leur fallait tout niveler : plus de supérieurs, nulle distinction, pas même les doyennés, les archiprêtrises, que l'Église anglicane avait conservés avec les évêques; ajoutez-y le sang de la catholique reine d'Écosse, qu'ils demandaient; l'Église alors devait être *pure* et digne des *Puritains*. On les appelait encore *Non-Conformistes*.

Élisabeth les haïssait, non parce qu'ils réclamaient une tête innocente, mais parce qu'ils niaient sa suprématie. Aussi les persécuta-t-elle avec plus d'ardeur encore que les catholiques, et c'est peut-être en haine de cette secte qu'elle différa si longtemps la perte de Marie Stuart.

Le royaume de cette infortunée princesse continuait d'être en proie aux discordes, malgré le successeur de Lennox; c'était le *comte de Mar*, zélé réformateur, il est vrai, mais humain et modéré. Depuis longtemps il s'était aperçu qu'Élisabeth voulait asservir l'Écosse par un digne instrument de sa politique, le comte de Morton. Une fausse délicatesse le retint dans une faction vendue à Élisabeth, et il succomba au chagrin de cette fausse position (1572). Il avait établi un gouvernement ecclésiastique, demi-épiscopal, au grand dépit de Knox et des Puritains.

Le chancelier Morton lui succéda dans la régence (no-

(1) Une bulle d'excommunication avait été lancée par *Pie V* contre Élisabeth, le 25 février 1570.

vembre 1572). Vil suppôt d'Élisabeth, il combattit les partisans de Marie Stuart avec les armes anglaises; il les priva de tous les droits civils et politiques, amassa, par ses exactions, d'immenses richesses; et lorsque Jacques VI eut pris les rênes de l'État, il se retira dans son palais de Dalkeith pour y tramer de nouvelles intrigues.

Le jeune roi montrait déjà pour ses favoris cet excessif attachement qui le caractérisa toujours. *Edme Stuart* (1), qu'il fit duc de Lennox, et le capitaine *Stuart d'Olchitrie*, qu'il créa comte d'Arran, régnaient en commun sur son esprit et sur l'État. Les deux favoris, étroitement unis d'intérêts, ruinèrent le crédit de Morton; ils l'accusèrent d'avoir été complice de l'assassinat de Darnley. Il fut arrêté en 1581, et jugé par les lords. On l'exécuta comme assassin et comme traître (2 juin 1582).

VI. Projet de mariage entre Élisabeth et le duc d'Anjou. — La reine soutient les révoltés des Pays-Bas. — Expédition des Espagnols en Irlande. — Horrible persécution des catholiques anglais. — Les Puritains. — Captivité et délivrance de Jacques VI. — Les Frères. — Jacques VI reconnu chef de l'Église.

Élisabeth perdait avec Morton son influence sur l'Écosse. Elle en chercha la compensation dans un mariage projeté avec le *duc d'Anjou,* frère de Henri III, roi de France; mais, au moment de le signer, elle jeta la plume qu'elle tenait à la main, et déclara qu'elle renonçait à cette union. Elle trouva plus de chances à soutenir, sous main, les Pays-Bas, révoltés contre Philippe II. Ce prince, pour se venger de ses hostilités indirectes, envoya, sous le nom de *Grégoire XIII*, des troupes en Irlande; mais les Espagnols et les Irlandais qui les avaient joints furent massacrés. Élisabeth s'en vengea encore sur les catholiques de son royaume.

Cependant des séminaires avaient été fondés sur le continent pour des catholiques anglais. De ces établissements sortirent de nombreux missionnaires qui se répandirent en Angleterre. *Mercurien,* alors général des Jésuites, conformément au but de leur institution, autorisa les mem-

(1) Fils de *Jean Stuart,* sire d'Aubigny, qui avait été capitaine de la garde écossaise en France, et neveu de Matthieu Stuart, comte de Lennox, régent d'Écosse en 1570, et dont le roi était petit-fils.

bres de l'ordre à prendre part à ces missions. ***Édouard Campian*** et ***Robert Parsons*** y parurent les premiers. Élisabeth défendit, sous peine de mort, de recevoir un Jésuite, et le parlement s'épuisa à multiplier les moyens de persécution contre les orthodoxes. On dressa, comme en France à l'époque de 1793, des *listes de suspects*, dont le nombre dépassa cinquante mille. Des *visites domiciliaires*, faites par quelques magistrats *à la tête d'une populace armée*, troublaient, de jour et de nuit, l'asile des citoyens. On étendait les recherches jusqu'aux *tiroirs des meubles;* on fouillait jusqu'aux lieux les plus secrets pour découvrir quelque prêtre, quelque livre, quelque calice, ou quelque emblème de catholicité. Mettait-on la main sur quelque suspect, la torture achevait de le rendre coupable. Elle n'eut pas du moins cet effet sur Campian, qui fut enfin saisi. Deux fois mis à la question, il trompa par sa fermeté l'espoir des fanatiques ministres d'Élisabeth, qui s'attendaient à d'importantes révélations. Enfin, on impliqua Campian, avec douze de ses prétendus complices, dans une prétendue conspiration. Campian fut exécuté le premier, et les autres à différents intervalles, pour réjouir périodiquement le peuple par le spectacle des gibets et des échafauds. La *Haute Commission* ne lui en fit pas faute: elle inventa le serment d'office (*ex officio*), par lequel on s'obligeait à répondre à toutes les questions, dût-on s'accuser soi-même, accuser un ami, accuser un parent; et comme les peines étaient réglées par la seule volonté des commissaires, dont trois suffisaient pour prononcer un arrêt de mort, il se trouvait toujours trois voix amies des plaisirs sanguinaires de la *bonne* reine et de son *bon* peuple. Les Puritains ne furent pas non plus ménagés; mais, par un effet de l'esprit de révolte, ils tenaient, en dépit de tout, pour leur persécutrice, parce qu'elle était en rébellion contre le Saint-Siége. L'un d'eux, condamné à perdre la main, l'eut à peine coupée, qu'il prit son chapeau de l'autre, et, le faisant tourner en l'air, il s'écria : *Vive la Reine !*

C'était le même fanatisme, sinon la même cruauté, en

Écosse. Élisabeth, qui persécutait les Puritains en Angleterre, soutenait les Presbytériens, leurs frères, en Écosse. En même temps elle fomentait des complots contre les deux favoris de Jacques, qui s'efforçaient d'opérer un accommodement entre le jeune prince et sa mère. Par ses conseils, plusieurs seigneurs projetèrent d'arracher Jacques à leurs mains. Au sortir d'une partie de chasse, ils l'attirèrent au château de *lord Ruthven*, comte de Gowrie (23 août 1582), et l'y retinrent prisonnier. Le comte d'Arran (Stuart d'Olchitrie) fut confiné à Stirling; le duc de Lennox (Edme Stuart) se réfugia en France, où il mourut; et, guidée par un tendre intérêt, Élisabeth envoya complimenter le roi captif de ce qu'il était délivré de leurs perfides conseils. Toutefois Jacques échappa bientôt à ses oppresseurs, et reprit son autorité, au grand dépit de sa *bonne* parente.

Élisabeth eut alors recours aux hérétiques. Les *Frères*, comme s'appelaient les Puritains, ne rêvèrent que dangers pour l'Évangile; toutes les chaires retentirent d'invectives payées par la reine contre Jacques, et d'appels à la désobéissance; mais le parlement y mit ordre par les lois ecclésiastiques de 1584, qui reconnurent le roi pour chef de l'Église.

VII. Complot en faveur de Marie Stuart. — Association royale. — Lettre de Marie Stuart à Élisabeth. — Traité de Berwick entre Élisabeth et Jacques VI. — Souffrances de Marie Stuart. — Le puritain Amias Paulet. — Conspiration de Babington conduite par Walsingham, ministre d'Élisabeth. — Procès de Marie Stuart. — Sa condamnation. — Odieuse hypocrisie d'Élisabeth. — Mort sublime de Marie Stuart. — Le doyen de Peterborough et le comte de Kent.

Pendant qu'Élisabeth troublait ainsi l'Écosse par ses émissaires, un complot succédait à l'autre, en Angleterre, pour délivrer la mère de Jacques VI. *François Throgmorton*, en 1584, et *Guillaume Parry*, en 1585, furent mis à mort, comme convaincus de conspirations qui tendaient à la délivrance de Marie Stuart. Peut-être n'étaient-elles tramées que par les conseillers mêmes d'Élisabeth, résolus à tuer la reine d'Écosse. La *bonne sœur* leur répondait hypocritement : *Puis-je tuer l'oiseau qui s'est réfugié dans mon sein?* Et, comme le vautour, elle étendait sur sa

proie des ailes impitoyables. Il fallait qu'elle parût forcée au sanglant sacrifice. Ses conseillers, lord Burleigh (Cécil), le comte de Leicester (Robert Dudley) et sir *François Walsingham*, le plus perfide de tous, feignant des craintes pour la sûreté de leur maîtresse, formèrent une *association* dite *royale*, dont les membres s'engagèrent par serment à poursuivre jusqu'à la mort tout auteur d'un attentat contre la reine, et toute personne en faveur de laquelle le complot aurait ou paraîtrait avoir lieu. Le parlement de 1585, gagné par les ministres, alla plus loin; un bill changea cet engagement en loi obligatoire pour tous les sujets d'Élisabeth. C'était mettre la vie de Marie Stuart à la merci de ses ennemis, qui pouvaient à chaque instant feindre une conspiration pour justifier son assassinat. Puis, pour donner lieu à quelque projet de ce genre, on redoubla de rigueur contre les catholiques, et l'on en pendit même jusque sous la croisée de l'infortunée Marie. La reine d'Écosse comprit son sort. Elle écrivit à Élisabeth :

Je vous supplie, madame, les mains jointes, de me délivrer de cette longue et misérable captivité... Vous avez dit à mon secrétaire que vous ne vouliez persécuter personne à cause de la religion seulement... En ce qui me concerne, si ma religion est le but où visent mes ennemis, je suis prête, grâce à Dieu, à courber mon cou sous la hache, et à verser mon sang à la face des nations chrétiennes; je regarderai comme un bonheur d'être la première victime; ce n'est pas une vaine ostentation. Vous savez que je ne suis pas hors de danger.

Il ne restait qu'une ressource à Marie, c'était son fils. La *bonne sœur* parvint à les brouiller; elle effraya tellement le jeune roi par la peinture de dangers imaginaires, que, malgré ses principes sévères sur la légitimité, Jacques VI écrivit sèchement à la royale captive qu'il ne pouvait voir en elle qu'une *reine mère*. *Wolton*, ambassadeur d'Angleterre en Écosse, s'insinua perfidement dans la confiance du prince, et pénétra tous ses secrets. Il forma même un complot pour s'emparer de sa personne et le livrer à la reine. Les exilés lui aidèrent, parvinrent à supplanter le duc d'Arran, que le roi avait délivré, et déterminèrent Jacques VI à conclure avec Élisabeth le *traité de Ber-*

wick (5 juillet 1586), pour la défense mutuelle de leurs États et de leur religion. La reine promettait, par un des articles, de ne jamais rien faire qui pût porter atteinte aux prétentions de Jacques à la couronne d'Angleterre ; et Jacques VI, de son côté, gardait sur sa mère un silence qui condamne sa mémoire à l'infamie.

Marie Stuart était gardée à vue dans une prison étroite, humide et malsaine, où elle était à peine abritée contre l'intempérie des saisons. On espérait ainsi la faire mourir de ses maux ou de son désespoir. Comme on ne parvenait qu'à ruiner sa santé, le secrétaire d'État Walsingham insinua au farouche puritain *Amias Paulet*, son geôlier, qu'il pourrait *bien mériter de sa souveraine*, en abrégeant la vie de sa prisonnière. Paulet rejeta cette insinuation avec horreur. C'est alors que Burleigh et Walsingham se décidèrent, pour *bien mériter de leur souveraine*, à recourir au moyen qu'avait préparé le parlement de 1585.

Quelques catholiques et quelques gentilshommes, exaltés par les persécutions, avaient formé le projet de délivrer la reine d'Écosse et d'assassiner celle d'Angleterre. A la tête du complot étaient un jeune seigneur, nommé *Babington*, et quelques élèves du séminaire anglais de Reims. Ces étourdis étaient, sans le savoir, les jouets du rusé Walsingham. Il tenait tous les fils de cette conspiration ridicule, qu'il conduisit vers le but d'y impliquer l'auguste prisonnière. Il corrompit les deux secrétaires de Marie Stuart, *Nau* et *Carle*, fit écrire au nom de la captive des lettres aux conspirateurs, et en reçut des réponses. Tout étant mûr, il fit arrêter et pendre tous les conjurés (15 août 1586), répandit le bruit que Marie Stuart avait dirigé le complot, et travailla l'opinion publique contre l'infortunée princesse, qui ne savait mot de tout ce qui se passait.

Une commission de quarante-cinq membres fut nommée par Élisabeth, pour lui faire son procès. Les juges s'étant rendus au château de Fotheringay, sa prison, lui remirent une lettre d'Élisabeth, qui lui commandait d'un style passionné de se soumettre à leur juridiction. Marie

Stuart représenta avec dignité qu'elle était l'égale, la parente de la reine d'Angleterre, et non sa sujette : *Où sont mes pairs ?* dit-elle, *et quel empire peuvent avoir sur moi les lois anglaises, qui ne m'ont jamais protégée ?* Pendant deux jours elle récusa les commissaires; mais, sur l'observation insidieuse du chambellan *Hatton*, qu'elle se priverait par là de l'avantage d'une justification publique, elle consentit à répondre, toutefois après avoir protesté contre l'incompétence de la cour.

On allégua d'abord contre elle la loi de l'*association royale :* elle déclara que cet acte avait été fait dans le dessein de la perdre; puis élevant la voix, elle somma les juges de mettre la main sur la conscience, et d'oser la contredire, s'ils le pouvaient; tous se turent. Quand on en vint à la correspondance forgée par Walsingham et ses deux secrétaires, elle demanda les originaux; on ne put produire que des copies. On lui opposa l'aveu des conjurés ; mais cet aveu n'était venu que dans les tortures, et d'ailleurs pourquoi s'était-on tant pressé de les faire mourir, au lieu de les confronter à Marie pour l'accabler ? Ses deux secrétaires déposaient comme les conjurés; mais si leur déposition était libre, que ne les faisait-on paraître, pour la soutenir en présence de leur maîtresse ? Son innocence était démontrée. *Mes crimes*, dit-elle enfin, *sont ma naissance*, *les offenses qu'on m'a fait endurer*, *et ma religion. Je suis fière de la première, je puis pardonner les secondes; et la troisième est pour moi une source de tant de consolations et d'espérances, que je serais satisfaite que mon sang coulât pour sa gloire sur l'échafaud.*

Les commissaires, après deux interrogatoires, s'ajournèrent à la Chambre Étoilée de Westminster. Là, ils déclarèrent unanimement Marie Stuart *coupable d'avoir pris part à la conspiration de Babington*. En conséquence, ils la condamnèrent à la peine capitale (25 octobre 1586). Tout révolte dans ce jugement : l'irrégularité de la procédure, l'incompétence du tribunal, l'iniquité de la sentence ; mais quelque chose de plus odieux encore,

c'est l'hypocrisie d'Élisabeth. En assassinant sa rivale, elle affectait de la plaindre: elle répétait tendrement le nom de *cousine* et de *sœur*; jamais elle ne signerait la perte de sa *chère*, de son *aimable parente*. Une seule chose, l'intérêt public, le vœu de son peuple, pourrait la contraindre à se faire cette violence, et elle voulut le consulter, *ce peuple qui, seul, lui était plus cher que sa cousine*. Elle convoque donc le parlement. Cette assemblée, composée de puritains ou d'hommes vendus, non-seulement confirme la sentence mortelle, mais encore presse la reine de la faire exécuter. Élisabeth résiste, s'irrite, s'apaise, se plaint d'un *importun* parlement; mais en même temps elle rend ses requêtes publiques, et reste sourde aux sollicitations de Jacques VI et de *Henri III*, roi de France, en faveur de Marie Stuart. Les esprits flottent incertains; ses courtisans et ses ministres, avec toutes leurs raisons et leurs instances, semblent ne pouvoir ébranler ce cœur généreux. Il faut des motifs extraordinaires pour lui arracher un acte de rigueur qu'elle voudrait avoir déjà fait. Aussi a-t-elle soin de répandre des bruits d'invasions, de révoltes, d'assassinats, propres à échauffer les esprits crédules. Enfin elle signe l'ordre fatal; mais, à l'entendre, ce n'était, ce n'est que pour s'en servir dans un cas de nécessité plus pressante. Ses ministres, pénétrant le fond de son âme, se hâtent de la satisfaire.

Dès le 6 décembre, Marie Stuart avait connu la sentence du parlement, et demandé un prêtre. On le lui refusa: *Les Anglais*, s'écria-t-elle, *sont coutumiers de tuer leurs rois*; *sans doute les cruautés que j'ai souffertes devaient être un compliment pour moi*, *parce que j'en descends*. Depuis ce moment, ses geôliers la traitèrent sans aucun égard, comme la dernière des coupables; on espérait abattre son courage, mais elle dit en souriant: *En dépit de votre souveraine et de ses esclaves qui lui servent de juges, je mourrai reine; mon caractère royal est indélébile, et je le remettrai avec mon âme au Dieu tout-puissant de qui je l'ai reçu, et qui*

connaît mon honneur et mon innocence. Le mardi 7 février 1587, les *comtes de Kent* et *de Shrewsbury* vinrent lui annoncer, à Fotheringay, qu'elle devait se préparer à la mort pour le lendemain. Marie Stuart reçut la triste nouvelle avec la plus grande fermeté : *L'âme*, dit-elle, *qui tremblerait à la vue de l'échafaud, serait indigne des joies du ciel. Elle n'aurait pas cru*, ajouta-t-elle, *que sa parente eût consenti à sa mort ; mais elle ne s'en soumettait pas moins volontiers à son sort.* Elle demanda vivement l'assistance d'un prêtre ; mais cette faveur, qui est accordée aux plus vils criminels, lui fut inhumainement refusée. Les commissaires partis, elle rassembla ses serviteurs, et partagea entre eux le peu d'objets précieux qui lui restaient, les priant de les garder par amour pour elle, et s'excusant de récompenser si faiblement leurs services. Demeurée seule avec ses femmes, elle passa le reste de la journée en prière. Le soir, elle dormit quelques heures d'un sommeil tranquille, pria de nouveau pendant la plus grande partie de la nuit, et le matin elle se retira dans son oratoire, où elle communia avec une hostie consacrée que le pape *Pie V* lui avait autrefois envoyée pour les cas de nécessité. A huit heures, les commissaires vinrent la chercher. Elle les suivit avec un air majestueux, portant à la main un crucifix. Ce saint objet blessa les regards du comte de Kent, farouche puritain : *Madame*, dit-il d'un ton sévère, *il faut avoir le Christ dans le cœur et non pas à la main.* — *Pour l'avoir plus sûrement dans le cœur*, répondit-elle, *il est bon de l'avoir sous les yeux.* Au bas de l'escalier, elle trouva sir *André Melville*, intendant de sa maison, qui fondait en larmes : *Ne pleure pas, mon bon Melville*, lui dit-elle, *mais bien plutôt réjouis-toi ; car tu verras aujourd'hui Marie Stuart délivrée de toutes ses souffrances.* Elle demanda que ce fidèle serviteur, trois autres de ses domestiques et deux de ses femmes fussent témoins de son supplice. Le comte de Kent la refusa avec dureté. Touchée de ce refus, elle s'écria : *Je suis cousine de votre reine ; je suis du sang royal de*

Henri VII; j'ai été reine de France par mariage; j'ai été sacrée reine d'Écosse. Enfin, on lui accorda cette triste grâce, mais non son confesseur. Arrivée à l'échafaud, dressé dans la salle du jugement toute tendue de noir, elle protesta encore de son innocence, puis se mit à genoux et pria. Alors parut *Flechter*, doyen de Peterborough, prédicant fanatique, qui la menaça de la damnation éternelle, à moins qu'elle ne reconnût la justice de sa sentence et n'abjurât l'*idolâtrie*. Marie Stuart déclara qu'elle mourait innocente et dans la foi de ses pères, recommanda au Ciel l'Église affligée, fit des vœux pour la conversion de son fils et la prospérité d'Élisabeth, présenta sa tête au bourreau, et reçut tranquillement le coup de la mort. Lorsque le doyen proféra la formule ordinaire: *Ainsi périssent tous les ennemis* d'*Élisabeth!* le comte de Kent fut le seul qui répondit: *Ainsi soit-il*. Tous les autres spectateurs étaient suffoqués par les larmes et les sanglots.

Ainsi périt Marie Stuart d'Écosse, cette noble Marie, qui, selon une tradition, créa son bourreau gentilhomme ou chevalier ; cette belle veuve de François de France, laquelle désira avoir la *tête tranchée avec une épée à la française* (Étienne Pasquier). *Le bourreau*, dit Pierre de l'Étoile, *montra la tête séparée du corps, et comme en cette montre la coiffure chut en terre, on vit que l'ennui avoit rendu toute chauve cette pauvre reine de quarante-cinq ans, après une prison de dix-huit.*

VIII. Hypocrisie d'Élisabeth. — Le véritable deuil de la reine. — Conduite de Jacques VI. — Affaire des Pays-Bas et le comte de Leicester. — Projet de Philippe II contre l'Angleterre. — Expédition de Drake. — Préparatifs d'Élisabeth. — Le Covenant. — L'invincible Armada. — Elle est dispersée et en partie détruite par les Anglais et par une double tempête. — Ruine du commerce espagnol. — Tentative des Anglais sur le Portugal. — Guerre de famine. — Expédition de Cadix.

A la nouvelle de cette exécution, Élisabeth se lamenta, s'emporta, chassa les ministres de sa présence : odieuse et vaine hypocrisie qui n'a pas plus trompé son siècle que la postérité.

Jacques VI témoigna d'abord une violente indignation

qui s'exhala en plaintes, en menaces; la nation et surtout la noblesse partageaient son ressentiment. Le jour où la cour prit le deuil, le *comte d'Argyle* parut armé de pied en cap devant le roi : *Sire*, dit-il, *voilà le véritable deuil de la reine.* Mais la politique l'emporta sur la tendresse filiale, et, les yeux fixés sur la couronne d'Angleterre qui devait être si fatale à sa famille, Jacques VI conserva les dehors de la bonne intelligence avec la cour de Londres. Marie Stuart n'eut pour vengeur impuissant que Philippe II.

Le roi d'Espagne avait déjà de grands sujets de plaintes contre Élisabeth. Elle avait conclu, dix-huit mois auparavant (10 août 1585), avec les États des Pays-Bas, une ligue défensive et leur avait envoyé six mille hommes sous la conduite de Leicester. Flessingue, Briel et Ramekens devaient servir de nantissement à ses avances. Le favori prit le titre et le rang de gouverneur-général. Ces distinctions, contre lesquelles s'élevèrent *Maurice*, prince d'Orange, et *Jean d'Olden-Barneveld* (Barnevelt), avocat de Hollande, ne tournèrent qu'à la honte de Leicester. Presque toujours battu par *Farnèse*, prince de Parme, ou par son fils, il ne fut redoutable qu'à ses alliés qu'il accablait du poids de son faste et de sa tyrannie. Prenant l'intrigue pour la politique, l'astuce pour la prudence, il remplaçait les talents qui lui manquaient par la trahison. Enfin la découverte d'un complot, qu'il avait tramé à Leyde, le força de quitter les Provinces-Unies pour n'y plus revenir (6 décembre 1587), tandis que le fameux amiral *Drake*, plus heureux et plus digne de l'être, promenait de mer en mer le pavillon anglais qu'il rendait la terreur des Espagnols en Europe et en Amérique.

La conduite hostile d'Élisabeth affecta d'autant plus Philippe II qu'elle lui devait la liberté et même la vie(1). Pour venger son injure et celle de la reine d'Écosse, il ne médita rien moins que de lui ravir la couronne. La conquête de l'Angleterre livrée aux nouvelles hérésies était

(1) Voy. plus haut, p. 262.

à ses yeux une entreprise aussi méritoire qu'une croisade en Terre-Sainte. Le pape *Sixte-Quint* lui fit donation de ce royaume, et les préparatifs de l'expédition se firent en secret dans tous les ports de la Péninsule. Avant qu'ils fussent achevés, Drake, à la tête d'une forte escadre, brûla un grand nombre de vaisseaux espagnols, à la vue de Cadix et de Lisbonne, intercepta des galions qui revenaient des Indes, et rapporta en Angleterre un butin immense. Philippe II n'en fut que plus animé dans son entreprise. Élisabeth, voyant que la guerre était inévitable, ordonna de réunir deux armées, l'une de trente-six mille hommes pour la défense de sa personne, et l'autre de trente mille pour la protection de sa capitale. Mais son avarice retarda tellement ces mesures, que la première armée n'exista jamais que sur le papier, et que la seconde atteignit à peine la moitié du nombre spécifié. Bien plus, elle n'avait que vingt-huit vaisseaux bien inférieurs à ceux de l'Espagne. Pour exciter le zèle de ses sujets, elle fit montrer aux portes des églises les instruments de torture que les inquisiteurs, disait-elle, apportaient sur la flotte espagnole. La noblesse et les villes lui fournirent cent soixante-deux bâtiments de différentes grandeurs. Le gros de la flotte se réunit à Plymouth, sous les ordres de lord *Howard-d'Effingham*, amiral d'Angleterre, et des plus illustres marins de l'époque, *Drake*, *Winter*, *Hawkins* et *Forbisher*. La flotte hollandaise eut ordre d'agir de concert avec celle d'Élisabeth. Enfin Jacques VI leva des troupes pour défendre le bourreau de sa mère, et les Écossais formèrent une association par laquelle ils s'engageaient à maintenir la foi protestante contre toute agression, soit étrangère, soit domestique, association qui, sous le nom de *Covenant*, devint si fatale au fils de leur monarque (1588).

Mais rien n'était comparable à la flotte de Philippe II. Le 3 juin 1588, sortit de l'embouchure du Tage le plus formidable armement qui jamais eût effrayé la chrétienté : cent cinquante vaisseaux d'une grandeur jusque-là inouïe, huit mille matelots, dix-neuf mille soldats, deux

mille six cent cinquante gros canons, la fleur de la noblesse espagnole, et le fameux poëte *Lope de Véga* sur la flotte pour chanter la victoire. Les Espagnols, ivres de ce spectacle, décorèrent cette flotte du nom d'*Invincible Armada*. Elle devait rejoindre aux Pays-Bas le prince de Parme et protéger le passage de trente-deux mille vieux soldats qu'il avait rassemblés dans le voisinage de Dunkerque et de Niewport. La forêt de Voës, en Flandre, s'était changée en bâtiments de transport. Après la jonction, les Espagnols devaient cingler vers la Tamise, s'emparer de Londres par surprise ou par assaut, et, avec le secours des catholiques mécontents, soumettre l'Angleterre à l'Espagne.

La *flotte invincible* était prête à partir, lorsqu'elle fut arrêtée par la mort de l'amiral *Santa-Cruz*, marin plus expérimenté que son successeur, le duc de *Médina-Sidonia*. A peine eut-elle doublé le cap Finistère, qu'elle fut assaillie d'une furieuse tempête qui submergea plusieurs petits navires, et força les autres à se réfugier à la Corogne pour se réparer. Le 30 juillet, l'Armada entra dans la Manche ; mais au lieu d'attaquer les Anglais stationnés devant Plymouth, elle poursuivit sa route pour aller dégager Farnèse, prince de Parme, bloqué dans Niewport par les Hollandais. Les petits vaisseaux anglais la harcelèrent sans relâche ; ils la troublèrent par leurs brûlots ; le prince de Parme ne put sortir de Niewport. Enfin le duc de Médina songeait à retourner en Espagne par le nord des Iles Britanniques, lorsqu'une nouvelle tempête s'éleva. Les Anglais trouvèrent un asile dans leurs ports; mais la flotte espagnole, sans refuge, dispersée par les vents, fut poussée contre les écueils du Danemark et de la Norwége, de l'Écosse et de l'Irlande. De retour en Espagne, elle avait perdu trente vaisseaux de premier rang et dix mille hommes.

L'insuccès de l'Armada fut fatal à l'Espagne. Les corsaires anglais parurent sans crainte dans toutes les mers où les Espagnols avaient dominé jusque-là, pillèrent leurs convois et ruinèrent leur commerce. *Édouard Norvais* ou

Norris et l'amiral Drake essayèrent même, en 1589, avec une flotte considérable, de ramener en Portugal *don Antoine*, prieur de Crato, qui s'était porté prétendant au trône portugais contre Philippe II (1). Cette tentative échoua, parce que personne ne s'y déclara pour le prieur; mais elle coûta la vie à douze mille Anglais, et fournit le premier exemple de cette guerre odieuse de famine qui depuis a été établie ou tolérée par le droit des gens. La flotte anglaise enleva soixante bâtiments hanséatiques qui conduisaient à Lisbonne des objets de première nécessité, et la reine déclara qu'elle voulait réduire l'Espagne *par la famine.*

Philippe II parut, quelques années après, reprendre son projet de conquérir l'Angleterre. Élisabeth équipa, pour le prévenir, une flotte de cent cinquante voiles, portant quatorze mille soldats, sous les ordres de lord Howard d'Effingham. Le 20 juin 1593, les Anglais forcèrent l'entrée du port de Cadix. Le *comte d'Essex,* beau-fils de Leicester, et comme lui favori de la reine, y sauta le premier à terre. La ville capitula le 28, et les habitants, pour avoir la vie sauve, abandonnèrent leurs demeures et leurs propriétés. D'Essex offrit de rester dans l'île de Léon avec trois mille hommes; mais d'après l'avis du conseil de guerre, Cadix fut réduit en cendres. La flotte revint en Angleterre, chargée d'un immense butin, et plusieurs vaisseaux allèrent fortifier l'escadre des Provinces-Unies.

IX. Triomphe d'Élisabeth. — Sa vanité. — Flatteries qu'on lui prodigue. — Walter Raleigh et le comte d'Essex. — État de l'Irlande sous Marie et sous Élisabeth. — Les Chieftains. — Revers des Anglais en Irlande. — Le comte d'Essex et le comte de Tyrone. — Procès du comte d'Essex. — Sa révolte. — Son exécution. — Douleur d'Élisabeth. — Les *Irlandais sauvages*. — Mort de la reine.

Le reste de la vie d'Élisabeth ne fut plus qu'un triomphe: elle poursuivit sa victoire sur toutes les mers. L'enthousiasme de l'Europe, exalté par de tels succès, prit la forme la plus flatteuse pour une femme et surtout pour Élisabeth (2), celle d'une ingénieuse galanterie. On oublia l'âge

(1) V. mon *Hist. d'Espagne et de Portugal*, t. II, règne de Philippe II.

(2) Rien n'égalait sa vanité. Deux de ses favoris, d'Essex et sir *Charles*

de la reine (55 ans). Shakspeare la proclamait *la belle vestale assise sur le trône d'Occident.* Mais aucun hommage ne la toucha plus que ceux du spirituel *Walter Raleigh* et du jeune et brillant comte d'Essex : le premier avait commencé sa fortune en jetant son manteau, le plus précieux qu'il possédait alors, sous les pieds de la reine qui traversait un endroit fangeux ; d'Essex l'avait charmée par son héroïsme : il s'était sauvé de la cour, malgré ses ordres, pour prendre part aux expéditions de Lisbonne et de Cadix (1589-1593) ; il décida sa maîtresse à continuer les hostilités contre Philippe II qui venait de conclure avec *Henri IV* la paix de Vervins (2 mai 1598), et de là naquit la guerre d'Irlande.

La catholique Irlande paraissait, sous l'orthodoxe Marie Tudor, réconciliée définitivement avec la domination anglaise, lorsque la révolution religieuse opérée par Élisabeth ralluma toutes les haines prêtes à s'éteindre. Le *comte de Sussex* avait convoqué, sous le dernier règne, un parlement pour maintenir le catholicisme ; en 1560, il en convoqua un autre pour l'abolir. Le parlement obéit dans les deux cas ; mais ses actes anticatholiques ne purent être exécutés que dans les comtés véritablement soumis à l'Angleterre (1). Les *Chieftains* ou chefs des cantons qui par suite formèrent vingt-deux autres comtés, ne reconnaissaient pas plus l'autorité spirituelle de la reine que son autorité séculière. Là régnait encore l'ancienne simplicité de mœurs : pas de ville qui méritât ce nom ; des habitants, plutôt pasteurs qu'agriculteurs, sans industrie, vivant par tribus, sous un régime patriarcal, à la tête duquel se trouvait un Chieftain. Les Chieftains avaient une garde armée

Blount, jaloux l'un de l'autre, se battirent en duel. Essex est blessé. Élisabeth, loin de s'en affliger, en est flattée, parce que *sa beauté a été la cause de leur querelle.* Elle avait cinquante-cinq ans. Mais voici le trait le plus extraordinaire : en 1565, elle fit savoir à son peuple, par proclamation, qu'aucun des portraits qu'on avait faits d'elle jusque-là, ne rendait justice à l'original, et défendit d'en peindre ou d'en graver de nouveaux sans permission, ou d'exposer les anciens en public, jusqu'à ce qu'ils eussent été refaits d'après une copie que son conseil allait faire paraître.

(1) Savoir : Dublin, Meath, Ouest-Meath, Louth-Kildare, Catherlone, Kilkenny, Waterford, Tipperary et Wexford.

de haches à longs bâtons et vêtue de toile teinte en safran.

Élisabeth avait résolu de coloniser les terres confisquées sur quelques chefs, par des paysans anglais qu'on transplanterait en Irlande, et qui défendraient leurs propriétés contre toute attaque. Le père du comte d'Essex entra dans ce plan avec ardeur; mais les indigènes regardèrent avec horreur un homme envoyé pour consommer leur ruine. *Hugues O'Nial,* issu d'une des plus anciennes et des plus illustres familles d'Irlande, s'était laissé nommer par Élisabeth *comte de Tyrone*, pour préparer une insurrection générale avec le secours de Philippe II. A un jour marqué, les Irlandais prirent les armes et taillèrent en pièces l'armée anglaise (14 août 1598). Le favori sollicita l'honneur d'être envoyé contre eux, et l'obtint avec vingt-deux mille hommes et un pouvoir presque illimité. D'Essex partit avec la confiance du succès (avril 1599); mais, au lieu de marcher droit contre O'Nial, il perdit son temps et son monde à s'emparer de quelques châteaux, de sorte qu'il fut bientôt obligé de conclure avec le comte de Tyrone un armistice ignominieux.

A cette nouvelle, Élisabeth entra dans une violente colère, que ne put apaiser la présence même de son favori. Cité devant dix commissaires, il fut condamné à perdre toutes ses charges et à rester en prison tant qu'il plairait à la reine. La sentence ne fut point exécutée à la rigueur, et peu de temps après il obtint de se retirer dans ses terres.

L'opinion publique, qui, d'ordinaire, applaudit à la chute des favoris, désapprouva celle du comte d'Essex; c'est que le favori de la reine était devenu celui de la populace. Depuis son retour de Cadix, l'homme le plus dissolu de la cour s'était montré dévot, assidu aux temples, recueilli aux interminables sermons des fanatiques puritains, affectueux et prodigue à tout le peuple. Les prédicateurs plaignaient la disgrâce d'un seigneur *si vertueux*, et faisaient des prières publiques pour que Dieu daignât ouvrir les yeux de la reine sur son innocence; en même temps les libelles pleuvaient par milliers contre les ministres d'Élisabeth, en faveur de

ce nouveau *Publicola*. Une légère circonstance acheva de le perdre.

D'Essex jouissait du monopole des vins doux. A l'expiration de ce privilége lucratif (septembre 1600), il en demanda le renouvellement. Élisabeth le lui refusa en disant qu'*il était prudent de diminuer la ration des chevaux trop fougueux*. D'Essex, doublement piqué, n'y tint pas. Il ouvrit sa maison à tous les mécontents; il entama des négociations avec le roi d'Écosse, il voulut s'imposer de nouveau à la reine. Élisabeth fut instruite de ses menées. D'Essex, se voyant découvert, n'écouta que son désespoir, et, à la tête de deux ou trois cents hommes, il se mit à courir les rues de Londres, appelant le peuple aux armes : personne ne bougea. Il fut pris, jugé et convaincu de haute trahison. Élisabeth hésita longtemps à signer l'arrêt de sa mort : on croyait même qu'elle lui pardonnerait; mais il arriva au comte, dans un moment d'humeur, de la traiter de *vieille femme aussi disgraciée d'esprit que de corps*. Élisabeth ne pouvait oublier cet outrage; elle laissa exécuter la sentence (25 février 1601); mais elle tomba dans les plus noirs regrets pour un vil favori, elle qui n'en avait pas eu un seul pour une noble reine.

Cependant lord *Mountjoy*, successeur du comte d'Essex en Irlande, avait recouvré les provinces du nord et envahi celles de l'ouest, qui avaient résisté jusque-là (1602). Tout ce territoire fut divisé en comtés comme l'Angleterre et administré par des Anglais, qui, voulant, comme ils le disaient, civiliser les *Irlandais sauvages*, les firent périr, par milliers, de faim et de misère. Les succès de Mountjoy ne purent distraire Élisabeth de sa douleur. Une mélancolie profonde la rendait incapable de toute occupation sérieuse; ses forces dépérissaient à vue d'œil; enfin, dégoûtée de la vie, et cependant effrayée de la mort, elle expira le 24 mars 1603, à l'âge de soixante-dix ans. C'est d'elle qu'un poëte a dit que

> L'Europe la comptait au rang des plus grands hommes.
> (*Henriade*).

Sans doute, elle fit beaucoup pour la gloire et la puis-

sance de son pays; mais elle fit plus encore contre sa propre renommée.

X. Découvertes et colonies maritimes des Anglais. — Sébastien Cabot, Willougby et Chancellor. — Forbisher et Dawis, Hudson et Baffin. — La traite des noirs. — François Drake fait le tour du globe. — La Virginie. — Raleigh et l'Eldorado.

Élisabeth contribua, comme ses deux prédécesseurs immédiats, aux découvertes maritimes des Anglais.

Sous le règne d'Édouard VI, en exécution d'un plan rédigé par *Sébastien Cabot* (1), il s'était formé à Londres une société d'actionnaires qui, l'an 1552, envoya trois vaisseaux à la recherche d'un passage aux Indes par le nord-est. *Hugues Willougby*, chef de l'expédition, arriva au 72e degré de latitude septentrionale; mais, surpris par l'hiver, il se réfugia avec deux vaisseaux dans un port inconnu de la Laponie, où il construisit des cabanes. Ce fut là que l'été suivant quelques pêcheurs russes le trouvèrent gelé avec tout son monde. Il était assis dans sa cabane, ayant à côté de lui son journal et d'autres papiers. *Richard Chancellor*, avec le troisième vaisseau, arriva dans la grande baie qu'on appelle mer Blanche, où jamais navire européen n'avait été vu. Il aborda près du fort d'Arkhangel, d'où il se rendit près d'*Iwan IV Wasiliewitsch*, tzar de Russie; il en obtint pour les Anglais des priviléges qui, sous le règne de Marie Tudor, furent étendus à tout le commerce des États russes. Ces avantages ne firent point perdre de vue le but primitif de l'entreprise; mais toutes les tentatives furent infructueuses. On ne fut pas plus heureux au nord-ouest. *Forbisher* découvrit l'un des détroits qui mènent à la baie d'Hudson (1567-77); en 1585, *Jean Dawis* trouva l'entrée du golfe de Baffin. *Hudson* et *Baffin*, dans les premières années du XVIIe siècle, parcoururent la baie et le golfe qui portent leurs noms; mais ils restèrent convaincus qu'on chercherait en vain de ce côté le passage si désiré. Dès lors les Anglais s'employèrent à fonder des colonies dans le continent de l'Amérique septentrionale.

(1) Voy. plus haut, p. 224.

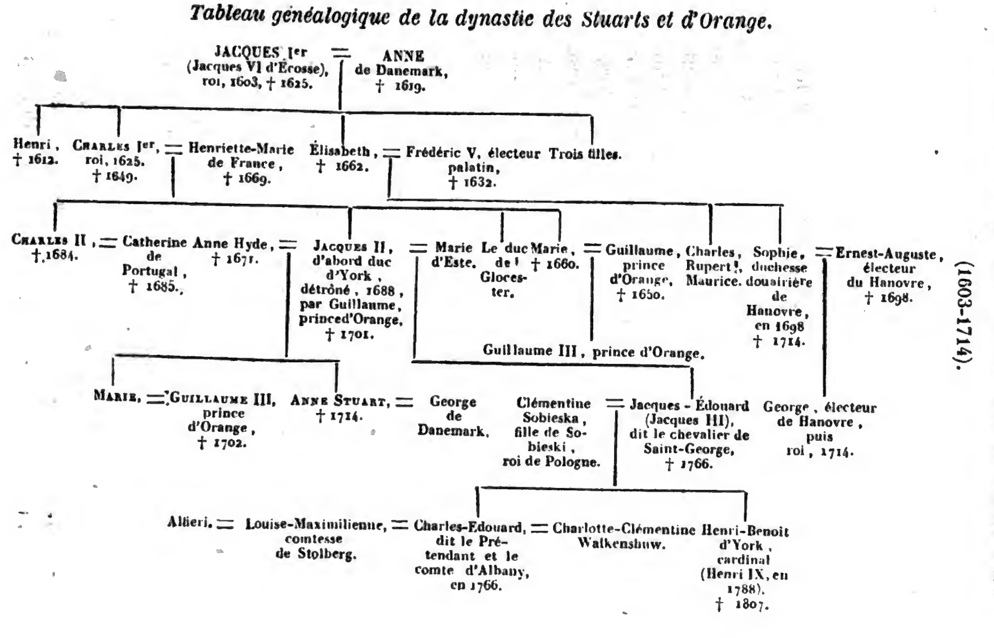
Sur ces entrefaites, *John Hawkins* leur ouvrit une nouvelle branche de commerce que le Portugal, l'Espagne et Gênes s'étaient jusqu'alors réservée, la *traite des noirs.* En récompense de ce service, Élisabeth, qui prit part à cet odieux trafic, lui permit d'orner le cimier de ses armoiries d'un Maure à mi-corps, lié d'une corde. *François Drake* porta le pavillon anglais sur l'océan Pacifique, et fit le tour du globe (1578–1580). *Thomas Cavendish* marcha sur ses traces. En 1584, sir *Walter Raleigh* tenta de fonder une colonie dans le pays fertile de Vingandacoa, qu'il nomma *Virginie*, en l'honneur de la *vierge* Élisabeth; tentative infructueuse qui valut du moins à l'Europe le tabac et la pomme de terre. Douze ans après, Raleigh s'embarqua pour aller à la découverte de l'Eldorado, pays imaginaire de l'or, au dire d'*Orellana*, compagnon des *Pizarre* dans la conquête du Pérou (1); il remonta l'Orénoque à quelques centaines de milles; mais la crue subite du fleuve le ramena violemment à son embouchure. Il n'en publia pas moins à son retour une relation mensongère, qui perpétua la croyance des peuples à l'existence du pays de l'or, et c'est ce qui le perdit par la suite (2).

(1) Voy. mon *Histoire moderne*, t. I[er], p. 220.
(2) Voy. plus loin, p. 307.

CHAPITRE VII.

DYNASTIE DES STUARTS ET D'ORANGE.

(1603-1714).



§ 1er. — JACQUES Ier (1603-1625).

I. Avénement de Jacques Ier. — Son caractère. — Création de 23 chevaliers. — Traité d'Hampton-Court. — Colloque d'Hampton-Court. — État des esprits. —Jacques Ier déplaît aux Puritains et aux Catholiques.—*Conspirations des poudres.*

Jacques VI, roi d'Écosse, fils de *Marie Stuart*, succéda sans opposition, sous le nom de JACQUES Ier, au bourreau de sa mère. Le long règne d'*Élisabeth* avait fatigué l'enthousiasme et l'obéissance de la nation. Le caractère du nouveau prince n'était pas propre à changer les dispositions hostiles des Anglais. Jaloux de son autorité, Jacques Ier se laissait cependant dominer par ses favoris et ses ministres. Juste et bienfaisant par nature, il tolérait leurs injustices ou leurs exactions. Il cherchait à soutenir sa dignité ; mais il la dégradait souvent par une familiarité triviale qu'il prenait pour de l'affabilité. S'il voulait se montrer magnifique et généreux, il n'était alors que prodigue sans discernement ; un mandat sur son trésorier ne lui coûtait rien. Profondément instruit, il ignorait surtout ce qui convient au *métier de roi*. Il était bel-esprit, mais pédant ; savant, mais aimant la conversation des gens sans lettres et sans éducation ; du reste, timide et pâlissant devant une épée : de là vient que *Henri IV* l'appelait *maître Jacques, capitaine ès arts et clerc aux armes*, et que *Sully* le nommait *le plus sage fou de la chrétienté*.

Le début de Jacques Ier déplut aux Anglais. En six semaines, il créa deux cent trente-sept chevaliers, en partie Écossais. D'autre part, il abandonna le rôle protestant d'Élisabeth, refusant d'entrer dans la ligue qui se formait à cette époque, par les soins de Henri IV, contre la maison d'Espagne-Autriche. Tout ce que le marquis de Rosny (Sully) put obtenir, ce fut le *traité d'Hampton-Court*, en faveur des Provinces-Unies (25 juillet 1603). Par ce traité, les rois de France et d'Angleterre s'obligeaient à secourir les États par des avances secrètes en argent ; et si *Philippe III*, successeur de Philippe II,

s'en plaignait, à commencer ouvertement les hostilités contre lui.

Hampton-Court fut plus célèbre à un autre titre. Les puritains, réprimés par les lois sévères d'Élisabeth, avaient espéré quelque adoucissement de la part d'un prince élevé dans les principes d'un sévère puritanisme; mais Jacques Ier, choqué de leur tendance républicaine, déclara sa prédilection pour l'Église anglicane, dont la doctrine lui paraissait plus conforme aux intérêts de la prérogative royale. Toutefois, soit espoir de ramener les deux cultes à l'unité, soit plutôt désir de faire briller sa science théologique, il tint, en 1604, le colloque d'Hampton-Court entre les puritains et les anglicans. Les docteurs des deux religions controversèrent longtemps sans résultat; Jacques Ier réfuta lui-même les presbytériens, et s'il ne les convainquit pas, il les réduisit au silence par cette maxime favorite qu'il répétait souvent : *Point d'évêques, point de roi.*

Ce mot semble indiquer qu'il comprenait sa position. La prérogative royale, tendue à l'excès par le despotisme des Tudors, commençait à devenir l'objet d'attaques publiques. Les puritains, qui dominaient dans les Communes, tournèrent leur mécontentement religieux sur les priviléges de la couronne; et comme tous les factieux, en condamnant des abus notoires, ils refusèrent d'y suppléer par des taxes légales qui pussent mettre le trône au niveau de ses besoins. Les Communes rejetèrent aussi, par une fausse jalousie nationale, la réunion sagement politique de l'Angleterre et de l'Écosse, que Jacques Ier sollicitait avec constance, et qui ne fut consommée qu'un siècle après.

D'un autre côté, Jacques Ier déplaisait aux catholiques, qui, loin de trouver en lui ce qu'ils pouvaient espérer du fils de Marie Stuart, voyaient continuer contre eux le règne persécuteur d'Élisabeth. Le roi crut les calmer en signant la paix avec l'Espagne (18 août 1605); il se trompait. *Robert Katesby*, l'une des victimes de la persécution, forma le projet de vengeance le plus atroce qui

jamais ait été conçu : c'était de faire sauter en l'air, par l'effet de la poudre, le roi, les pairs et les communes. *Thomas Percy*, parent des Northumberland, et qui servait dans la garde noble de Jacques Ier, entra dans le complot ; il fit louer par un agent une cave de Westminster, immédiatement placée sous la chambre où devait se tenir la séance royale. Les conspirateurs y transportèrent nuitamment trente-six petits barils de poudre. L'assemblée du parlement avait été fixée au 5 novembre 1605. Sur ces entrefaites, lord *Mounteagle* reçut un avis anonyme, qui le suppliait de ne pas assister à la séance d'ouverture, *parce que le parlement devait recevoir un coup sans savoir de qui il viendrait, et que le danger serait passé aussi vite qu'on brûlerait cette lettre.* Jacques Ier en devina le sens, et donna l'ordre de visiter les caves de Westminster. L'agent de Percy y fut arrêté. Interrogé par le conseil en présence de Jacques Ier, il répondit avec fermeté et même avec ironie. Un seigneur d'Écosse lui demanda pourquoi il avait réuni tant de poudre : *Pour engager*, répondit-il, *les gueux écossais à s'envoler dans les montagnes de leur pays.* Il ne fit aucune révélation que lorsque ses complices se furent trahis eux-mêmes ; ils étaient allés s'enfermer au château d'Holbeach. La plupart s'y firent tuer ; d'autres furent pris au nombre de huit. On traîna leur procès pendant deux mois, parce qu'on voulut y impliquer les jésuites. *Garnet*, leur provincial, fut, avec les pères *Gérard* et *Greenway*, déclaré, sans preuves, fauteur du complot. Les deux derniers se sauvèrent sur le continent. Garnet fut saisi, jugé et condamné à mort sur de simples apparences. Telle fut la fameuse *conspiration des poudres.*

II. Persécution des catholiques. — Prorogation du parlement. — Querelle de Jacques avec l'Arminien Vorstius. — Civilisation des *Irlandais sauvages.* — Indocilité du nouveau parlement. — Les favoris du roi. — Robert Carr. — George Villiers, duc de Buckingham. — Expédition de Raleigh à l'Eldorado. — Sa mort.

Le parlement de 1606 sévit avec une nouvelle rigueur contre les catholiques. On leur défendit, entre autres choses, de pratiquer la médecine et la chirurgie ; toutes

les fonctions de judicature leur furent fermées; on punit les époux qui ne recevaient pas la bénédiction nuptiale d'un ministre protestant. La prérogative royale ne fut guère plus ménagée. Jacques Ier en fut tellement offensé, qu'il prorogea le parlement jusqu'à l'année 1610. L'assemblée se montra peu complaisante et ne vota que de légers subsides. Jacques Ier ignorait le secret des États représentatifs, où la corruption est le grand mobile du gouvernement. Fidèle à ses idées de droit divin, qu'on ne pouvait, disait-il, nier sans blasphème, ni même soumettre à la discussion, il prétendait tout obtenir de ce principe; il eût rougi d'acheter les voix de ces consciences vénales toujours si nombreuses dans les assemblées délibérantes.

De cette querelle il tomba dans une querelle religieuse avec *Conrad Vorstius*, élève d'*Arminius*, qui naguère avait enseigné dans les Pays-Bas une doctrine contraire à celle de *Calvin* sur la prédestination. L'*Arminien*, qui professait à Leyde, venait de publier un traité de Dieu, qui renfermait des idées hétérodoxes sur la Trinité. Jacques Ier le réfuta, le traita d'athée, d'hérétique, digne du bûcher. Il défendit à la jeunesse de ses royaumes de fréquenter l'université corrompue de Leyde, et les États-Généraux furent obligés de bannir Vorstius (1611).

Jacques Ier s'occupa ensuite de l'Irlande, et poursuivit sur cette île, ou plutôt contre elle, la civilisation des *Irlandais sauvages*, en s'emparant d'un grand nombre de chefs, et en les faisant juger à Londres pour crime de rébellion présente ou passée. Selon la vieille loi anglo-normande, ils furent condamnés à perdre leurs domaines, comme félons envers leur seigneur lige; et l'on eut soin de comprendre sous ce nom de domaines toute l'étendue de pays occupée par les clans qu'ils régissaient, attendu qu'en Angleterre les tenanciers de chaque seigneurie n'étaient que les fermiers du lord, à des termes plus ou moins longs. Au moyen de cette assimilation forcée de deux ordres de choses entièrement différents, Jacques confisqua en Irlande des cantons entiers, qu'il vendit par lots à des *entrepreneurs de colonisation*, appelés en an-

glais *adventurers*. Les clans dépossédés se réfugièrent dans les forêts et les montagnes, et en sortirent bientôt pour attaquer, à main armée, les nouvelles colonies anglaises; mais ils furent repoussés par des forces supérieures, et alors la province d'Ulster, qui avait été le principal théâtre de la guerre, fut déclarée forfaite (1612), et tout titre de propriété annulé pour ses anciens habitants. On ne leur permit pas même d'emporter avec eux leurs meubles, et une compagnie de capitalistes s'établit à Londres pour exécuter sur un plan uniforme la colonisation de ce pays. Ils engagèrent un grand nombre de laboureurs et d'artisans écossais, qu'ils établirent aux environs de Dery, qui devint, sous le nom de Londondery, une ville manufacturière. D'autres émigrés de la même nation passèrent successivement au nord de l'Irlande, et y formèrent une population nouvelle et un nouveau parti religieux; car ils étaient zélés presbytériens, et, sous le rapport de la croyance, également ennemis des anglicans et des catholiques. Tel est ce que Jacques appelait *son plus beau titre de gloire*. Il crut avoir civilisé l'Irlande; il ne fit qu'en perpétuer les malheurs.

Depuis la dissolution du parlement, la couronne, pour subvenir à ses besoins, s'était jetée dans les expédients. La chambre étoilée prononçait des amendes excessives; on vendait des monopoles, des titres de noblesse; les dignités de baron, de vicomte, de comte, eurent leur tarif particulier pour l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande. Ces ressources précaires ne suffisant pas, Jacques Ier en revint au parlement (1614); il le trouva de plus en plus indocile. Quelques députés furent emprisonnés; mais ce n'était le moyen ni d'obtenir de l'argent, ni de calmer l'irritation des esprits.

Cette irritation s'accroissait en raison de tout ce qu'il prodiguait à ses favoris. En 1607, un jeune Écossais de vingt ans, nommé *Robert Carr*, lui plut par ses manières agréables. Jacques Ier en fit son élève pour la grammaire latine, et s'attacha tellement à ce fils adoptif, qu'il le préférait à ses enfants mêmes. Il le combla de richesses, le créa

vicomte de Rochester et *comte de Somerset*, lui conféra l'ordre de la Jarretière, et lui confia la suprême direction des affaires. Mais ce parvenu perdit tout à coup sa gaîté, et avec elle la faveur du monarque. A la vue de ce changement, les ennemis de Somerset firent paraître devant Jacques Ier un jeune gentilhomme, nommé *George Villiers de Brookesby*, que le roi, sur sa bonne mine, nomma d'abord son échanson. Villiers ne tarda pas à tout attirer à soi (1615). En peu d'années, il passa par tous les grades de la noblesse. Créé *duc de Buckingham*, il cumula les places de grand-écuyer, grand-maître des forêts, gouverneur des cinq ports, président du tribunal appelé banc-du-roi, Stuart de Westminster, inspecteur de Windsor et grand-amiral. Il ruina Jacques Ier et sa réputation; il lui fit céder, pour 200,000 livres sterling, les trois places de Briel, Flessingue et Ramekens, que les insurgés des Pays-Bas avaient engagées en 1584 aux Anglais, comme caution de 800,000 livres d'avances.

Le nouveau favori rendit encore à *Walter Raleigh* un service qui devint funeste à l'illustre navigateur. Emprisonné comme conspirateur au commencement de ce règne (1603), Raleigh, après avoir consolé sa captivité par sa célèbre *Histoire du monde pragmatique* (1), obtint, en 1616, sa liberté, par l'intercession de Buckingham, sans que l'ancienne sentence de condamnation cessât de planer sur sa tête. L'Eldorado (2) devint alors le rêve favori de Raleigh; il en parla à Jacques, et le roi, toujours pressé d'argent, partagea son espoir et lui confia quatorze vaisseaux avec la clause expresse qu'il payerait de sa vie toute entreprise contre les Espagnols (1617). Arrivé sur les côtes de la Guiane, il attaqua la ville espagnole de Saint-Thomas, qui fut livrée aux flammes. On n'y avait trouvé que peu de butin. Les aventuriers de l'expédition demandaient à grands cris l'Eldorado. Raleigh différant, sous divers prétextes, de leur faire connaître ce pays ima-

(1) Destinée à l'instruction des hommes d'État.
(2) Voy. plus haut, p. 300.

ginaire, ils se saisirent de sa personne et le ramenèrent en Europe. Le droit des gens avait été violé. L'ambassadeur d'Espagne en demanda vengeance. Raleigh fut condamné, par de nouveaux juges, à subir la sentence antérieurement prononcée contre lui. Pour échapper à la condamnation, il avait d'abord simulé la folie; il fut tout autre dès qu'il eut été condamné. Prêt à recevoir le coup fatal, il toucha du doigt la hache du bourreau : *Ce remède est aigu*, dit-il, *mais certain pour tous les maux*. Il mit sa tête sur le billot et donna le signal : le bourreau n'y répondant pas : *Pourquoi donc ne frappes-tu point?* s'écria-t-il; *frappe, homme !* et du second coup la tête fut séparée du corps (octobre 1618).

III. Guerre de Trente-Ans. — Parlement de 1621. — Procès et condamnation du chancelier Bacon. — Jacques Ier casse le parlement. — Démarche romanesque du prince de Galles avec Buckingham, en Espagne. — Secours envoyés aux protestants d'Allemagne. — Union projetée du prince de Galles et de Henriette de France. — Mort de Jacques Ier. — Son *Basilicon Doron*.

Cependant Buckingham faisait négocier à la cour de Madrid le mariage du prince de Galles, *Charles*, avec une infante d'Espagne. Au milieu de ces négociations, Jacques Ier apprit que l'électeur palatin, *Frédéric V*, son gendre, après avoir perdu la couronne de Bohême, qu'il avait acceptée des Bohémiens révoltés, avait été dépouillé même de son patrimoine par l'empereur *Ferdinand II*. C'était la première période de la fameuse guerre de Trente-Ans. Les Anglais devaient secourir en Frédéric V les protestants, et Jacques Ier, son beau-fils; mais il ne pouvait rompre avec l'Autriche, sans rompre aussi avec l'Espagne, qu'il s'attachait alors à ménager. D'ailleurs, il était sans argent, et ses principes politiques condamnaient tout ce qu'il ferait en faveur de la révolte. Il ne lui restait donc que la voie des négociations et des secours secrets. Ces secours, quels qu'ils fussent, le forcèrent à faire des emprunts, et, pour les rembourser, il fallait en venir à ce qui lui répugnait le plus; c'était de convoquer un parlement pour l'année 1621.

Ce parlement lui accorda deux subsides, et obtint le

redressement de quelques abus. Ce fut cette assemblée qui, le 3 mai 1621, condamna, comme coupable de concussion et de vénalité, le chancelier *François Bacon*, lord Verulam et vicomte de Saint-Alban, l'un des plus beaux génies modernes, mais d'un caractère peu recommandable. Puni d'une amende et de la prison, lorsqu'il en eut obtenu la remise à force de prières, il se dégrada par de basses flatteries pour être rappelé à la cour, au parlement et aux emplois dont il avait été déclaré indigne. Il n'en retira que de froids mépris, et mourut cinq ans après sa disgrâce, dans les regrets d'une ambition aveugle et trompée (1626).

Les Communes, dans la session de 1622, après avoir soumis les droits de la couronne au contrôle le plus minutieux, osèrent s'immiscer dans les affaires d'État. Une adresse y fut rédigée pour prier le roi de prendre une part vigoureuse à la guerre de Trente-Ans, de marier son fils Charles à une princesse protestante, de comprimer les papistes, d'enlever les enfants à leurs parents catholiques, pour les faire élever dans la religion anglicane, etc. Jacques Ier, justement indigné de ces insolites prétentions, cassa l'audacieux parlement, lui défendant de discourir désormais sur les matières publiques.

Cependant la détresse du palatin et des protestants croissait chaque jour, malgré les négociations de Jacques Ier. Le roi voyait dans l'union de son fils Charles avec l'infante d'Espagne le seul moyen de sauver son gendre; mais il naissait à cette union obstacle sur obstacle. C'est alors que le téméraire Buckingham engagea le prince de Galles à faire le voyage d'Espagne, avec un seul écuyer, comme au temps des chevaliers errants, pour conquérir lui-même le cœur de la princesse, et pour aplanir, par sa présence, toutes les difficultés qui retardaient son mariage et la restauration de son beau-frère. Jacques Ier approuva ce projet, plus digne d'un héros de roman que d'un prince et d'un homme d'État. Mais l'étourderie de Buckingham, son arrogance, ses saillies indiscrètes et le scandale de ses mœurs, le rendirent odieux

aux Espagnols, et le mariage ne put se conclure (1623).

La guerre avec l'Espagne était inévitable. Les Anglais la désiraient, et Buckingham y détermina son maître. Jacques Ier convoqua le parlement pour lui demander les subsides nécessaires (1624); il les obtint, et six mille hommes furent envoyés au prince *Maurice de Nassau*, qui s'était déclaré pour l'électeur. Jacques Ier, engagé dans la lutte, rechercha l'alliance française, et la main de la princesse *Henriette-Marie*, sœur de *Louis XIII*, lui fut accordée pour le prince de Galles, avec 800,000 écus de dot, sous la condition que tous les catholiques emprisonnés pour cause de religion, depuis l'ouverture du parlement, seraient mis en liberté; que toutes les amendes levées sur eux seraient restituées, et qu'ils jouiraient désormais paisiblement de l'exercice privé de leur culte. Jacques Ier ne vit pas cette union; il mourut le 27 mars 1625, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Jacques Ier était auteur, et auteur non sans mérite. Son *Basilicon Doron* (royal présent) servit de modèle à l'*Ikon Basiliké* (1) de Charles Ier, son fils.

§ 2. — CHARLES Ier (1625-1649).

I. Avénement de Charles Ier; état des esprits. — Le premier parlement. — Les deux partis dont il se compose. — Les *Saints*. — Les griefs de la nation. — Le tonnage et le pondage. — Les *bienveillances*. — La cour barbare. — Renvoi de la suite d'Henriette. — Guerre contre la France. — Revers de Buckingham. — *Pétition des droits*. — Prorogation du parlement. — Assassinat de Buckingham. — Le parlement de 1629. — Il est dissous.

Les Tudors avaient régné d'une manière absolue. Il était naturel que les Stuarts, succédant à leurs droits, se crussent légitimement investis du même pouvoir : *Jacques Ier*, d'ailleurs, par ses méditations, avait conçu la royauté comme un gouvernement sans autre limite que la justice. Toute démarche du parlement, fondée sur une autre théorie, lui paraissait abusive, illégale et pernicieuse. CHARLES Ier, son fils, parvint à la puissance suprême, tenant des traditions paternelles que les priviléges de la

(1) C'est-à-dire *Portrait royal*, ouvrage attribué à Charles Ier, et où il se serait peint lui-même. (V. plus loin.)

couronne sont inaliénables, que le roi régnant n'en est que l'usufruitier, et qu'il doit la transmettre intacte à ses successeurs, Telle n'était pas la doctrine que la réforme et la philosophie répandaient depuis un demi-siècle en Angleterre. Adversaires des trônes, elles oubliaient les droits du souverain pour ne parler que de ceux du peuple, et la prérogative royale n'était à leurs yeux qu'un ensemble d'empiétements sur la liberté de la nation. Autant dire qu'on ne voulait plus de rois.

Charles Ier venait d'épouser *Henriette de France*, lorsqu'il ouvrit son premier parlement (15 juin 1625), et dès lors commença cette querelle qui, quelquefois interrompue, quoique toujours subsistante, finit au bout de vingt-quatre ans par une épouvantable catastrophe. L'assemblée se divisait en deux partis, réunis alors par intérêt, mais s'apprêtant de loin à se combattre. Le premier comprenait tous ceux qui voyaient un abus dans chaque acte de la prérogative royale, un devoir dans toute résistance à l'autorité monarchique; trouvant d'ailleurs une tolérance admirable à se contenter du bannissement pour les prêtres catholiques, d'amendes pour les ennemis du peuple, etc. L'autre parti se composait de gens qui, modestement, se nommaient *les Saints*. Chez eux, point de demi-mesures dans les réformes, point de papisme ni d'épiscopat, ni de rangs distincts. Égalité parfaite, uniformité de culte, tel était leur système; *niveler pour régner*, telle était leur secrète maxime.

La guerre continuait contre l'Espagne. Le parlement, après s'être répandu contre le *duc de Buckingham* (George Villiers) en plaintes amères, n'accorda qu'un subside insuffisant. Il fut dissous par le conseil du favori; mais il fallut bientôt le rappeler (1626). Avant de songer aux besoins de l'État, les factieux, et ce fut leur marche constante pendant ce règne, examinèrent ce qu'ils appelaient les *griefs de la nation*. Au lieu de s'occuper du bill des subsides, ils rédigèrent des plaintes contre la tolérance accordée aux catholiques, contre la faveur de Buckingham, contre la levée de certains droits, tels que ceux

du *tonnage* et du *pondage*, en vertu desquels le roi pouvait percevoir le sou pour livre à l'entrée et à la sortie des marchandises, etc.

Charles Ier, alarmé d'une opposition systématique qui tendait à le soumettre au joug des communes par la ruine de sa prérogative, cassa ce second parlement. Il composa avec les catholiques pour les dispenser des lois pénales; il exigea des *bienveillances*, des prêts forcés, etc.

Cependant quelques nuages s'étaient levés sur le couple royal. Élevée dans une cour où l'on passe tout aux femmes, dans un pays où l'humeur est mobile et légère, Henriette fut d'abord un enfant capricieux qui prétendit faire dominer à la fois sa volonté et son caractère. De leur côté, les femmes et les gentilshommes qu'elle avait amenés avec elle voulaient étaler leurs modes et se moquer des usages d'une *cour barbare*. Charles Ier, accablé de toutes ces querelles, renvoya en France la suite de sa femme : sur ces entrefaites, le fat Buckingham, qui, dans son ambassade en France, avait osé jeter les yeux sur la reine *Anne d'Autriche*, s'était fait charger d'une mission diplomatique pour revoir l'objet de sa folle passion. Le *cardinal de Richelieu*, premier ministre de Louis XIII, mécontent du renvoi des Français, lui fit défendre l'entrée du royaume. Le favori, piqué, détermina son maître à déclarer la guerre à la France, sous prétexte de secourir les Rochellois assiégés par le cardinal. Cette guerre, entreprise en faveur des protestants, pouvait plaire aux Anglais : Charles Ier l'espérait du moins ; mais il fallait obtenir des succès et surtout éloigner Buckingham. Au contraire, le favori commanda l'expédition et n'éprouva que des disgrâces. Charles Ier avait armé une flotte de cent voiles, portant sept mille hommes de débarquement avec lesquels Buckingham alla descendre dans l'île de Ré, pour s'en laisser bientôt chasser par *Thoiras* (juillet-octobre 1627).

Charles Ier convoqua, l'an 1628, un nouveau parlement : l'assemblée promit cinq subsides, et rédigea, sous le nom de *pétition des droits*, un acte par lequel elle de-

mandait : 1° que personne ne pût être contraint à aucun don, prêt ou bienveillance, sans le consentement des chambres ; 2° que le peuple fût épargné pour le logement des matelots et des soldats ; 3° qu'aucun citoyen ne pût être arbitrairement emprisonné ; 4° que la loi martiale fût abolie ; 5° que nul ne fût jugé que d'après les formes et les lois du royaume. Le troisième article ôtant au roi le pouvoir de faire arrêter un citoyen pour quelque motif que ce fût, l'exposait sans défense aux tentatives de la rébellion. Les pairs proposèrent en vain de modifier cet article ; il fallut céder, et le roi sanctionna le bill. Les communes furent rendues intraitables par leur victoire, et après des scènes violentes où quelques députés en vinrent aux mains, le roi se vit forcé de proroger ce dangereux parlement jusqu'au 30 janvier 1629.

Cependant Buckingham avait été désigné par les factieux comme la cause et l'auteur de tous les maux publics. Cette accusation porta son fruit : il périt le 28 août 1628, assassiné de la main du lieutenant *Felton*, puritain obscur et sans complices, qui crut mériter le ciel par un coup de poignard.

Au 30 janvier 1629, le parlement se réunit. Les communes, poursuivant avec passion leur système d'hostilités contre la couronne, entreprirent d'arracher au roi le droit de *tonnage* et de *pondage*, portion la plus considérable de ses revenus. Ce droit n'était dans l'origine qu'une concession passagère du parlement ; mais, depuis Henri IV, tous les rois en avaient joui sans interruption : ils avaient levé provisoirement le tonnage et le pondage dès leur avénement au trône, et leur premier parlement le leur avait accordé pour la vie. Charles Ier, qui n'avait cessé de le percevoir depuis le commencement de son règne, quoiqu'il ne l'eût obtenu que pour un an, pressa les communes de le traiter comme ses prédécesseurs. L'assemblée promit d'abord un bill à ce sujet, le différa ensuite, et finit par déclarer *ennemi public* quiconque exigerait cette taxe, et *traître à la patrie* quiconque la payerait. Ce parlement, où *Valentine*, *Elliot*, *Hollis* et d'autres se dis-

tinguèrent par leur violence, fut dissous, et les factieux frémirent de colère, en attendant qu'ils pussent se venger.

II. Charles Ier gouverne sans parlement. — Strafford et Laud. — Le *ship-money*. — Pym, Hampden et Olivier Cromwell. — Procès d'Hampden. — Troubles d'Écosse. — Le *Covenant*. — Quatrième parlement. — Invasion des Écossais. — Incertitude de Charles Ier. — Armistice.

Charles Ier acquit alors la triste conviction qu'il existait, dans le sein même des chambres, une conspiration contre la monarchie. Pour la déjouer, il conclut la paix avec ses ennemis extérieurs, la France et l'Espagne, et résolut dès lors de gouverner sans parlement, avec la seule assistance de ses ministres.

Deux surtout jouissaient de sa confiance. L'un était sir *Thomas Wentworth*, qui, promoteur de la fameuse *pétition des droits*, avait embrassé le parti royal dès qu'il avait vu le parti populaire s'attaquer au trône lui-même; créé successivement *comte de Strafford*, président du conseil et vice-roi d'Irlande, il fut toute sa vie fidèle serviteur et ministre habile. L'autre était *George Laud*, archevêque de Cantorbéry, savant théologien, vigoureux polémiste, de mœurs irréprochables, d'un inébranlable courage, enfin d'une *vertu immense*, comme le dit Clarendon. Lord *Holland*, autre ministre flatteur de Charles Ier dans la prospérité, l'abandonna dans l'infortune: lâcheté vulgaire, commune à tant d'âmes vulgaires; il devint un des boute-feux du parlement. Le reste du conseil n'avait rien de remarquable.

Charles Ier, appuyé de ce conseil, régna l'espace de douze ans avec un pouvoir absolu. Il continua de percevoir le droit de tonnage et de pondage; il établit même quelques taxes nouvelles, entre autres le *ship-money* de vingt shellings pour l'entretien de la marine (1634). Tous ces impôts d'ailleurs étaient légers, équitablement répartis et appliqués aux meilleurs usages; mais les factieux n'en tinrent compte: ils excitèrent des résistances; ils engagèrent une foule d'Anglais à passer à la Nouvelle-Angleterre. L'émigration en devint au point qu'on l'interdit par une proclamation du conseil. Trois hommes d'une célébrité fa-

tale, *Pym*, *Hampden* et son cousin *Olivier Cromwell*, étaient déjà à bord d'un vaisseau sur la Tamise, lorsque la proclamation les contraignit de débarquer. Au lieu d'aller s'ensevelir dans les déserts de l'Amérique, les trois factieux, encore inconnus, furent retenus en Angleterre par les ordres de Charles Ier. Il n'y a pas, dans les annales de l'homme, un exemple aussi frappant de la fatalité.

Hampden, qui rêvait déjà la république quand on ne songeait encore qu'aux priviléges parlementaires, donna la première impulsion. Il refusa de payer la taxe du *ship-money:* son procès remua vivement les esprits; sa condamnation les rendit furieux (1636). Pendant qu'il expiait sa révolte dans les prisons publiques, une commotion religieuse ébranlait l'Écosse. Laud, ennemi déclaré du presbytérianisme, voulait à tout prix réunir les trois royaumes sous l'uniformité de l'épiscopat. Dès 1633, lorsque Charles Ier alla se faire couronner dans la capitale de l'Écosse, une commission d'évêques avait été chargée de préparer une liturgie qui rapprochât l'Église écossaise de l'anglicane. La commission n'eut achevé son travail qu'au bout de quatre années. Cette lenteur, sans doute calculée, permit aux Puritains de préparer les esprits à la résistance, et de persuader au peuple ignorant que le roi pensait à rétablir le *papisme* et l'*idolâtrie*.

Enfin, l'ordre est donné de lire les nouvelles prières dans toutes les églises d'Écosse. Au jour fixé (23 juillet 1637), le doyen d'Édimbourg, en surplis, parut dans la cathédrale de cette ville pour officier suivant la nouvelle liturgie. *C'est le pape! c'est l'Antechrist!* s'écria une femme du peuple, apostée à cet effet. *C'est le pape! c'est l'Antechrist!* répète la foule furieuse, *qu'on le lapide!* et les livres, les bancs, une grêle de pierres volent à la tête du doyen. L'évêque monte en chaire, il est traité de même. Les magistrats apaisent le tumulte; mais, au mois d'octobre, il recommence plus terrible. Bientôt l'insurrection devient générale. Soixante mille paysans, soulevés par les agents des factieux, se rassemblent dans la capitale, criant : *Le presbytérianisme ou la mort!* tandis que leurs

prédicateurs les comparaient à l'ânesse de Balaam, dont le Seigneur avait délié la langue (1). Enfin, quatre comités ou *tables* (2), comme on disait, se forment pour diriger le mouvement, s'emparent de tout le pouvoir et commandent en maîtres à tout le royaume.

C'est alors que fut rédigé le fameux *Covenant*, acte fanatique, mystique, inintelligible, exprimant dans un jargon barbare les idées les plus rétrécies. Les signataires s'engageaient, au nom du Seigneur, *à défendre la vraie religion, à combattre toute erreur contraire, à repousser toute corruption, à se réunir pour la défense du roi, de sa personne et de son autorité, mais en même temps pour la garantie du culte, des libertés et des lois nationales.* Tout le peuple abusé signa cet acte (1638), le croyant semblable à la confession de foi de 1580. Des messagers, qui se relevaient de village en village, le portèrent dans les lieux les plus reculés du pays, comme la *croix de feu* était portée dans les montagnes pour appeler à la guerre les vassaux du même seigneur.

Au lieu de résister, Charles Ier fit lui-même un *Covenant*, comme Henri III en France avait fait une Ligue. Les covenantaires écossais traitèrent de *fanatique* le Covenant du roi. Après d'inutiles concessions, Charles Ier réunit des troupes; lord Wentworth lui fournit de l'argent et pouvait lui amener une seconde armée : il ne s'agissait que d'avancer; Charles recula par affection pour les Écossais, et conclut à Berwick une trêve, lorsqu'il était assuré d'une victoire (17 juin 1639).

Bientôt les Écossais reprirent les armes au nom de *Jésus covenantaire*; horrible profanation dont ils cherchaient à couvrir leur mauvaise foi. *Lesley* ou *Leslie*, depuis *comte de Leven*, les commandait. Strafford voulait qu'on portât la guerre dans le cœur du royaume rebelle, et qu'on assemblât un parlement anglais. Charles Ier ne suivit que la moitié de ce conseil.

(1) Hume et Lingard.

(2) Ce mot vient de ce que la grande et la petite noblesse, le clergé presbytérien et les habitants des bourgs choisirent séparément une *table* ou bureau de pétitionnaires.

Le parlement s'assembla (13 avril 1640); c'était le quatrième. Les trois partis dont se composaient les Communes, royalistes, constitutionnels et puritains, ménagés habilement par Strafford, furent au moment de se réunir pour voter des subsides. La trahison du secrétaire d'État, sir *Henri Vane*, perdit tout. Le roi et le parlement, également trompés par ce ministre, se crurent brouillés, lorsqu'ils s'entendaient. Charles Ier, s'imaginant qu'on allait lui refuser les subsides, cassa, le 5 mai 1640, le quatrième parlement, qui devait être suivi du parlement régicide.

A l'instigation des Puritains anglais, Lesley passa la Tweed à la tête des covenantaires, surprit les troupes royales à Newbury, en chassa devant lui les restes, et s'empara de plusieurs places. Strafford rallia les royalistes et pressa Charles Ier de livrer bataille. Tout à coup les perfides Écossais proposèrent de négocier; le roi y consentit, malgré l'avis de son ministre. On convint d'un armistice; on laissa aux Écossais leurs conquêtes, on leur donna même de l'argent, et l'on remit à Londres la conclusion du traité définitif.

III. Cinquième parlement ou *long parlement*. — Arrestation de Strafford. — Bedford, Say et Essex. — Henri Vane. — Procès et condamnation de Strafford. — Courage de l'évêque Juxon. — Mort de Strafford.

Charles avait, pour ces négociations, mandé un grand conseil de pairs. Accablé de demandes, il lui déclara tout à coup que la reine désirait la réunion d'un cinquième parlement, et, le 3 novembre, s'ouvrit cette assemblée si fameuse dans l'histoire sous le nom de *long parlement*.

Désespérant d'être utile à son roi, Strafford voulut se retirer du ministère. Charles Ier retint le conseiller fidèle, qui, ne le pouvant plus servir, se dévoua.

Un dessein tout à fait digne du caractère déterminé de Strafford avait été conçu. Le ministre voulait dénoncer au parlement même les membres de ce parlement qui avaient appelé l'armée écossaise en Angleterre. Les preuves de l'appel existaient; mais ceux que Strafford prétendait accabler le devancèrent. Pym présenta, au nom des Communes, à la barre de la Chambre des pairs, une accu-

sation de haute trahison contre Strafford, qui fut immédiatement saisi et envoyé à la Tour (11 novembre).

Alors Charles Ier, croyant adoucir les Communes, consentit à tout ce qu'elles voulurent entreprendre contre l'autorité. Les factieux, en parlant de la limiter, avaient pour but secret de l'anéantir. Ils décrétèrent le retour triennal des parlements, et ravirent au roi le pouvoir de les proroger ou de les dissoudre. En renonçant à ce droit, Charles Ier se priva du moyen le plus sûr de sauver son ami.

Les chefs du parti étaient, dans la Chambre des lords, le *duc de Bedford*, aussi riche qu'ingrat; lord *Say*, violent puritain, d'une ambition démesurée, d'un esprit fin, d'un caractère réservé; le *comte d'Essex*, dupe des intrigants qui flattaient sa vanité.

Dans la Chambre des communes, Pym était chargé de toutes les dispositions de lois; il n'avait d'autre talent que l'audace : Hampden soutenait les débats, les embrouillant ou les éclaircissant tour à tour selon le besoin. Sombre, vindicatif, implacable, *Saint-John* formait avec Hampden et Pym le triumvirat qui dominait la nation. Ces trois hommes se servaient encore du fanatisme de Fiennes et des talents de sir Henri Vane. Celui-ci joignait à une dissimulation profonde un esprit prompt et une parole mordante. Libertin à Londres, puritain à Genève, séditieux à Boston, Vane excitait partout des troubles; il enflammait les esprits par les principes dont il se jouait. Après avoir traîné une vie d'aventures sur tous les rivages, il revint dans son pays, où la révolution semblait demander son fatal génie.

Strafford ayant été mis en accusation, le parlement crut qu'il était temps de recourir aux grandes mesures populaires. On fit sortir des prisons et promener en triomphe trois écrivains condamnés pour des libelles. Des pétitions furent colportées de maison en maison et revêtues de la signature d'honnêtes citoyens dont la bonne foi était surprise. Quiconque, à la Chambre basse, se montrait modéré, perdait son siége pour vice prétendu d'élection, et quiconque entrait violemment dans les idées

des factieux restait député, sa nomination fût-elle entachée de tous les vices. Le pouvoir passé entièrement aux Communes, il fut aisé de prévoir le sort de Strafford: c'était le plus grand des *délinquants*, ou, selon l'expression écossaise, des *incendiaires*. On appelait ainsi tout homme qui avait obéi aux ordres de son souverain.

Après trois mois d'enquêtes irrégulières, de recherches inquisitoriales (on était allé chercher des preuves jusque dans les opinions qu'il avait proférées au conseil), les Communes produisirent, par l'organe de Pym, un acte d'accusation en vingt-huit chefs contre Strafford. L'accusateur avouait qu'aucun des vingt-huit chefs allégués n'était à lui seul un crime de haute trahison; mais il soutenait que tous, ramassés ensemble, formaient, par accumulation, *une trahison constructive,* en décelant *une intention arrêtée de renverser les lois fondamentales du royaume.* Amené devant les pairs, Strafford, sans assistance, sans préparation, se défendit avec tant de présence d'esprit, que ses juges n'osèrent d'abord prononcer la sentence. Toutes les paroles de l'illustre infortuné furent calmes, dignes, pathétiques et modestes. La conclusion de ce discours arracha des larmes à ses ennemis:

Milords, j'ai retenu ici vos seigneuries beaucoup plus longtemps que je ne l'aurais dû; je serais inexcusable si je n'avais parlé pour l'intérêt de ces gages, qu'une sainte, maintenant dans le ciel, m'a laissés. (*Il montrait ses enfants, et ses pleurs l'interrompirent.*) Ce que je perds moi-même n'est rien; mais, je l'avoue, ce que vont perdre mes enfants m'affecte profondément; je vous prie de me pardonner cette faiblesse. J'aurais voulu dire quelque chose de plus; mais j'en suis incapable à présent; ainsi je me tairai...

Et maintenant, milords, je remercie Dieu de m'avoir instruit, par sa grâce, de l'extrême vanité des biens de la terre, comparés à l'importance de notre salut éternel. En toute humilité et en toute paix d'esprit, je me soumets, milords, à votre sentence. Que cet équitable jugement soit pour la vie ou la mort, je me reposerai, plein de gratitude et d'amour, dans les bras du grand auteur de mon existence.

Les Communes, furieuses de voir que leur victime allait leur échapper, recoururent alors à ce moyen imaginé sous Henri VIII, et qui, sous le nom de *bill d'attainder,* condamnait un accusé sans preuve, et par simple mesure de

haute police. Ce ne fut qu'à force de menaces que l'on parvint à faire condamner Strafford dans la Chambre des pairs. Malgré ces violences, qui la privèrent de quarante-cinq membres, dix-neuf voix, sur les quarante-cinq autres, osèrent voter contre le bill de mort : preuve évidente que l'accusé eût été absous si les suffrages eussent été libres.

Il ne restait plus qu'à arracher le consentement du roi. Une populace frénétique, armée de piques, de torches, de poignards, se rassembla autour du palais, criant *justice!* et proclamant qu'elle était *résolue à l'obtenir*. Le conseil, les magistrats, les évêques, consultés par le roi désespéré, lui conseillaient de céder à la violence ; la reine, se jetant à ses pieds, lui montrait ses enfants, lui demandait s'il voulait les laisser périr avec leur mère. Au milieu de ses cruelles angoisses, Charles I[er] reçut une lettre du magnanime Strafford qui dégageait la conscience du roi et lui donnait la permission de le faire mourir :

Ma vie, lui mandait-il, ne vaut pas la peine que Votre Majesté prend pour me la conserver. Je vous la donne avec empressement en échange des bontés dont vous m'avez comblé, et comme un gage de réconciliation entre vous et votre peuple. Jetez seulement un regard de compassion sur mon fils et sur ses trois sœurs.

De tous les conseillers de la couronne, *Juxon*, évêque de Londres, eut seul le courage de dire au roi qu'il ne devait pas souscrire à la condamnation, s'il ne trouvait pas Strafford coupable. Exemple frappant de la justice divine ! ce fut ce même Juxon, cet équitable et courageux prélat, qui assista Charles I[er] à l'échafaud. Charles I[er] n'apaisa point les esprits en laissant verser le sang de son ministre : une lâcheté n'a jamais sauvé personne. Au surplus, l'infortuné Stuart ne cessa de se reprocher sa faiblesse. Condamné à son tour, il déclara que sa mort était un juste talion de celle de Strafford.

Strafford se prépara au supplice avec le plus grand calme. Le 22 mai 1640 au matin, on le conduisit au lieu de l'exécution. En passant au pied de la Tour, où l'archevêque Laud, accusé comme lui, était renfermé, il éleva la voix et pria le prélat de le bénir. Le vieillard

parut à la fenêtre: ses cheveux étaient blancs; ses larmes baignaient son visage; deux ecclésiastiques le soutenaient. Strafford se mit à genoux; Laud passa ses mains à travers les barreaux: il essaya de donner une bénédiction que l'âge, l'infortune et la douleur ne lui permirent pas d'achever: il défaillit dans les bras de ses deux assistants.

Strafford se releva, et prit la route de l'échafaud, où le vieil évêque devait le suivre un jour. Le ministre de Charles Ier marcha au supplice d'un air serein, au milieu des insultes de la populace. Avant de poser le front sur le billot, il prononça ces paroles: *Je crains bien qu'une révolution qui commence par verser le sang ne finisse par les plus grandes calamités, et ne rende malheureux ceux qui l'entreprennent.* Il livra sa tête et passa à l'éternité.

IV. Les *frères*. — Troubles d'Irlande. — *Cavaliers* et *Têtes-Rondes*. — Commencement de la guerre civile.

Le parlement, convoqué pour chasser les Écossais, les appela du nom de *frères*, força le roi de rétracter celui de *rebelles* qu'il leur avait donné, prolongea pendant un an leur séjour en Angleterre pour en disposer au besoin contre le monarque; et lorsque enfin les prétextes manquèrent pour les retenir, les congédia avec un présent de 300,000 livres sterling, en louant leur entreprise comme tendant *à l'honneur et à l'avantage de Sa Majesté.*

Cependant Charles Ier conservait encore quelque ombre d'autorité. Une catastrophe inattendue fournit aux Communes l'occasion d'achever sa ruine.

Strafford, gouverneur de l'Irlande pendant huit ans, avait continué l'ouvrage de Jacques Ier: la navigation, le commerce et l'industrie s'y étaient développés avec la colonisation; mais le joug anglais lui pesait trop, et, d'ailleurs, les hommes ne pardonnent jamais à ceux qui les ont dépouillés. A la faveur des troubles de l'Écosse et de l'Angleterre, des Irlandais projetèrent, sous les auspices de *George Moor*, de *Phelim O'Connor* et de *Phe-*

lim O'Nial, de chasser les Anglais, leurs oppresseurs et les détenteurs de leurs terres. Les colons presbytériens de l'Ulster et les Anglicans des provinces occidentales furent attaqués dans leurs maisons aux cris de Vive Erin! *Erin-go-Bragh!* Dans le conflit de l'attaque et de la défense, il y eut beaucoup de victimes de part et d'autre. Tel est ce que les historiens anglais ont appelé jusqu'à nos jours le *grand massacre des Protestants* (1).

A cette nouvelle, Charles Ier se hâta de demander au parlement les moyens de châtier les rebelles. Quoique la victoire obtenue par les hommes de race irlandaise fût un grand coup porté à la puissance du roi, les Communes, au lieu de rendre hommage à son zèle généreux de vengeance, firent circuler des bruits affreux qui le représentaient comme complice des insurgés. Une circonstance fatale donna du poids à cette calomnie. Phelim O'Nial avait trouvé dans les papiers d'un colon une patente de Charles Ier scellée du grand sceau; il l'adapte à une commission qu'il suppose émanée du trône, et publie qu'il a pris les armes par les ordres du roi et de la reine pour défendre les prérogatives de la couronne. Charles Ier croit se justifier assez en insistant sur la punition des Irlandais. Le parlement lui répond par une injurieuse et satirique *remontrance sur l'état du royaume*. Charles Ier n'y oppose qu'une apologie digne et modérée. La fermentation s'accroît de jour en jour. La populace armée parcourait les rues pour protéger, disait-on, le parlement, qui ne courait aucun danger; des officiers et des gentilshommes se rassemblaient près du palais pour garantir la famille royale menacée. On leur criait: *Point d'évêques! point de lords papistes!* C'est alors que prirent naissance les noms de *Cavaliers*, ou royalistes, et de *Têtes-Rondes* (round-heads), ou révolutionnaires; la populace portait les cheveux coupés très-courts. On entendait aussi par *Têtes-Rondes* les parlementaires.

(1) Lingard a prouvé par les dépêches officielles des lords grands-juges qu'il ne fut jamais question d'un dessein prémédité de tuer les protestants, ni d'un massacre que Hume porte à quarante mille personnes, et le fanatique Milton à plus de deux cent mille!

La Chambre s'était attribué la conduite de la guerre d'Irlande. Elle donna d'avance les terres des rebelles à ceux qui fournirent de l'argent pour les frais de l'expédition. L'armée anglaise ne fit quartier à aucun Irlandais. On ne voulut pas même accepter la soumission de ceux qui offraient de poser les armes; et le désespoir excité par ces représailles donna de nouvelles forces à l'enthousiasme religieux des indigènes. Quoique avec des moyens militaires beaucoup moindres, ils résistèrent aux Anglais et reconquirent même sur eux la province de l'Ulster, dont ils chassèrent beaucoup de familles de race écossaise. Redevenus ainsi maîtres de la plus grande partie de l'Irlande, ils formèrent un conseil d'administration nationale, composé d'évêques, d'anciens chefs de tribus, de seigneurs féodaux d'origine anglo-normande, et de députés choisis dans chaque province par la population indigène.

Cependant la Chambre poursuivait le cours de ses usurpations : elle emprisonnait les évêques, demandait des gardes pour elle-même, faisait renvoyer ceux du roi. Irrité de tant d'affronts, Charles Ier va lui-même accuser devant les Communes lord *Kimbolton*, *Hollis*, *Haslerig*, *Pym*, *Hampden* et *Stroud*, les membres les plus influents de la faction puritaine (janvier 1642). Ceux-ci, prévenus de cette démarche par une indiscrétion de la reine, se réfugient dans la Cité. Une insurrection éclate; les bruits les plus absurdes se répandent : tantôt c'est la rivière que les *Cavaliers* doivent faire sauter en l'air par l'explosion d'une mine ; tantôt ce sont ces mêmes Cavaliers qui viennent mettre le feu à la demeure des *Têtes-Rondes*. Menacée d'un décret d'accusation, la reine force le roi à donner sa sanction à la loi qui privait les évêques du droit de voter. Henriette sollicita un asile en France. *Faut répondre à la reine d'Angleterre*, écrivit le cardinal de Richelieu au résident de France, *qu'en pareille occasion, qui quitte la place la perd*. Henriette se retira en Hollande, sous prétexte de conduire sa fille *Marie* à son époux *Guillaume*, prince d'Orange, et Charles Ier gagna York.

Il ne lui restait plus d'autre parti que la guerre. Les Communes avaient demandé pour elles la milice du royaume, les places fortes; c'était inviter Charles Ier à descendre du trône. Refusées, elles se passèrent de son adhésion, et nommèrent pour les provinces des gouverneurs auxquels fut attribué le commandement de la milice, des garnisons, des forteresses, avec l'injonction d'obéir aux ordres de Sa Majesté, *signifiés par les deux Chambres*. Charles Ier ne pouvait hésiter plus longtemps : il arbora l'étendard royal à Nottingham, le 25 août 1642, et appela aux armes ses sujets fidèles.

V. État des deux partis. — Première bataille de Newbury. — Impôts de l'*accise* et du *jeûne forcé*. — Bataille de Marston-Moor. — Montross. — Deuxième bataille de Newbury.

Le parti du parlement avait l'avantage du nombre et de l'enthousiasme que donne la rébellion; il avait la capitale, les grandes villes, les ports, la flotte : le roi avait la plus grande partie de la noblesse, plus exercée aux armes que les troupes parlementaires. Dans les comtés du nord et de l'ouest, les royalistes dominaient; les parlementaires, dans ceux de l'est, du centre et du sud-est, les plus peuplés et les plus riches. Ces derniers comtés, contigus les uns aux autres, formaient comme une ceinture autour de Londres.

La fortune se déclara d'abord pour le roi : le prince palatin *Rupert* ou *Robert*, neveu de Charles Ier, battit le *comte d'Essex* à Edgehill ou Edgecoat (23 octobre 1642); *Ruthen*, général suédois au service du monarque, chassa les parlementaires de Brentford. Les factieux, se voyant en péril, entamèrent des négociations pour gagner du temps et recruter des soldats. Charles Ier ne négligeait pas non plus d'armer des partisans, et la reine lui faisait passer de Hollande des secours de toute espèce : enfin, le 16 février 1643, elle quitta la Haye, échappa à la vigilance de *Batten*, amiral parlementaire, et débarqua en sûreté au port de Burlington, dans l'Yorkshire. L'amiral, furieux, entra la nuit suivante dans la rade, et tira plus de cent coups de canon sur les maisons du quai où Henriette était logée.

Effrayée, elle quitta son lit, et jusqu'au jour alla chercher un abri derrière la colline la plus prochaine. Cette indigne attaque contre une femme sans défense, et la femme du souverain, fut considérée comme l'action la plus odieuse de toute cette guerre. Le *marquis de Newcastle,* après l'avoir amenée dans la ville d'York, remporta divers avantages sur le lord *Fairfax*; Henriette, incapable de rester oisive, conduisit de nouvelles troupes à son époux, et de là résultèrent d'autres succès que suivit la prise de Bristol. Mais l'indécision de Charles Ier permit aux rebelles de se refaire; le parlement ordonna la *presse* des soldats, et d'Essex gagna, près de Newbury (20 septembre), une bataille sanglante qui ne décida rien. Charles Ier continua de tenir la campagne.

L'Écosse, révoltée sans être en guerre, ne dépendait plus ni du roi ni du parlement anglais : les Communes lui promirent l'abolition de l'épiscopat, à condition qu'elle enverrait vingt mille hommes à la solde de l'Angleterre. Un *Covenant* réunit les deux nations rivales, sous le nom de *Ligue des secours fraternels* (novembre 1643). De son côté, Charles Ier s'accommoda avec les Irlandais. Par un traité, signé à Glamorgan, ils s'engagèrent à lui fournir dix mille hommes indigènes; mais cet accord ne tint pas. Néanmoins le parlement fit publier et prêcher partout qu'un grand nombre de *papistes* irlandais étaient mêlés aux troupes anglaises rappelées d'Irlande par le roi; que des femmes même, armées de longs couteaux, sous un accoutrement sauvage, avaient été vues dans leurs rangs; que tous les Protestants devaient être égorgés; aussi ne voulut-il rien entendre aux propositions conciliantes de Charles Ier, qui venait d'instituer le parlement royaliste d'Oxford, et la guerre se poursuivit avec vigueur.

L'argent manquait aux deux partis : le parlement de Londres imagina deux impôts jusqu'alors inconnus : l'*accise* ou l'*excise* (droits indirects), établie sur toute espèce de boissons spiritueuses, sur l'huile, le sucre, les raisins, le poivre, le sel, la soie, le tabac, le savon, les liqueurs, la viande; et le *jeûne forcé*, qui consistait à se priver d'un

repas par semaine pour en verser la valeur dans le trésor. Les royalistes adoptèrent seulement l'accise. La principale ressource de Charles I[er] était dans le dévouement de sa généreuse noblesse.

Les troupes d'Irlande eurent d'abord des succès rapides sous les ordres de *Jean Byron*, l'un des aïeux du poëte de nos jours; mais le chevalier *Fairfax*, fils du lord de ce nom, les surprit et les dissipa près de Nantwich (15 janvier 1644). Parmi les prisonniers se trouva le colonel *Monk*, qui joua depuis un rôle si brillant, d'abord au service de la république, ensuite comme restaurateur du trône. Bientôt après Fairfax se joignit à Leven (Lesley), et courut assiéger avec lui Newcastle, dans la ville d'York; le *comte de Manchester* vint accroître leurs forces. Le prince Robert s'avança pour secourir la ville à la tête de vingt mille hommes : à son approche, les trois généraux levèrent le siége pour aller se poster près de Marston-Moor. Malgré les avis de Newcastle, Robert engagea la bataille (2 juillet 1644); la lutte fut acharnée, mais la valeur des royalistes céda à l'invincible obstination des *saints* de l'armée parlementaire. Le roi perdit York, et ses affaires parurent entièrement ruinées dans le nord : Charles I[er] lui-même, redoutant de plus grands malheurs, pressa la reine de quitter encore l'Angleterre : cette princesse courageuse se sépara à regret des dangers de son époux; mais dans l'espoir de lui trouver des alliés et des vengeurs, elle se retira en France.

Ce désastre sembla un instant réparé. Le roi avait fait capituler dans le comté de Cornouailles le comte d'Essex. Des Irlandais avaient débarqué en Écosse : *Jacques Graham*, comte, puis *marquis de Montross* ou *Montrose*, l'un des plus vaillants *Cavaliers*, ayant paru tout à coup dans leur camp, en costume de montagnard, avait gagné deux batailles, soulevé les clans du nord, et semé l'effroi jusqu'aux portes d'Édimbourg (1645). Déjà le roi marchait sur Londres; le peuple fermait les boutiques, priait et jeûnait, lorsqu'on apprit qu'il avait été défait à Newbury (pour la seconde fois). Les parlementaires avaient fait des prodiges; à la vue des canons qu'ils avaient perdus naguère

dans le comté de Cornouailles, ils se précipitèrent sur les batteries royales, ressaisirent leurs pièces, et les ramenèrent en les embrassant avec transport.

VI. Naissance de Cromwell. — Le lord des Marais. — Son apparition sur la scène. — Les *Côtes-de-fer*. — Les *Indépendants*. — Bill du *renoncement à soi-même*.

Tous ces revers tinrent à un homme, Cromwell. Charles Ier, le prince Robert, les partisans du roi, remportaient-ils quelque avantage, cet avantage devenait inutile par la présence de Cromwell. Moins les talents de cet homme étaient éclatants, plus il paraissait surnaturel; bouffon et trivial dans ses jeux, lourd et ténébreux dans son esprit, embarrassé dans son langage, ses actions avaient la vitesse et l'effet de la foudre.

Natif de Huntingdon, *Olivier Cromwell*, encore jeune, avait été, par ses excès, la terreur de sa ville natale. A vingt et un ans, il parut changer subitement de mœurs, entra dans la secte puritaine et joua dès lors l'enthousiasme religieux qu'il conserva toute sa vie. Membre du parlement (1628), il ne s'y fit remarquer que par ses déclamations contre les évêques : sa voix était aigre et passionnée, ses manières rustiques, ses vêtements sales et négligés; il avait les épaules larges, la tête grosse et le visage enflammé.

On a vu qu'il voulait en 1640 s'embarquer pour l'Amérique. Cromwell, résolu d'aller à son but par un long chemin, au lieu de s'attaquer au roi, s'attaqua d'abord aux nobles : il s'opposa au desséchement très-utile des marais de Cambridge et d'autres villes, desséchement entrepris par des familles puissantes. On lui donna le surnom dérisoire de *lord des Marais*; mais le parti populaire et puritain, à cause même de cette attaque contre de nobles hommes, choisit Cromwell membre des Communes pour Cambridge au parlement du 5 mai 1640. L'obscur député reparut ensuite dans ce long parlement qui devait faire sa puissance et qu'il devait détruire.

La révolution qui commençait sa marche ne se trompait pas sur son chef, bien que ce chef fût encore le membre le plus ignoré de ces fameuses Communes. Au premier cri de la

guerre civile, le génie de Cromwell s'éveilla. Volontaire d'abord, et puis colonel parlementaire, Cromwell leva un régiment de fanatiques qu'il soumit à une discipline à la fois religieuse et militaire, opposant ainsi le fanatisme des *Têtes-Rondes* au point d'honneur des *Cavaliers*. Il fit de ses soldats des espèces de moines et de missionnaires qui croyaient combattre pour la foi et pour la cause de Dieu. Au combat de Marston-Moor, ils reçurent sur le champ de bataille le surnom de *Côtes-de-fer;* ils auraient pu envoyer au parlement plus de cent drapeaux ennemis, si, dans leur enthousiasme, ils ne les avaient pas mis en pièces pour en orner leurs bonnets et leurs bras.

Cromwell s'éleva surtout en adoptant un parti : il se plaça à la tête des *Indépendants*, secte sortie des Puritains, et dont l'exagération fit la force. C'était un mélange d'enthousiastes, de philosophes, et de libertins. Dans leur système, l'Eglise devait exister sans prêtres, sans symbole, sans discipline, sans cérémonies; le culte se réduisait à la communication de l'Esprit-Saint, que chacun pouvait obtenir également par la prière. Mêmes principes pour l'État : point de roi, point de pairs, nulle distinction de rang, égalité entière et parfaite. Ces fanatiques ressemblaient aux patriotes français de 1793, à un seul point près. Le républicanisme du XVIIIe siècle affectait une impiété complète qui passait pour une preuve d'érudition; celui du XVIIe siècle, au contraire, rapportait tout à Dieu : c'était en son honneur qu'il commettait tous ses crimes; chaque excès trouvait dans la Bible un nom qui le sanctifiait.

Olivier Cromwell, voyant l'armée entre les mains des Presbytériens, résolut de la leur enlever par ruse; il fit ordonner au parlement un jeûne solennel pour implorer l'assistance divine. Le même jour, les prédicateurs des Indépendants déplorèrent dans toutes les chaires les maux de la guerre, déclarant que les puissants la prolongeaient à dessein pour s'enrichir aux dépens du peuple, et conjurant le Seigneur de susciter des hommes plus dignes d'être les instruments de sa providence. Le lendemain, Henri Vane représenta ces discours aux Communes comme une inspi-

ration manifeste du Saint-Esprit; puis il invita tous les membres à se dépouiller de tout intérêt personnel, de tout emploi lucratif. La Chambre, entraînée par le désintéressement, ou plutôt par la crainte de perdre sa popularité, décréta par le bill étrange du *renoncement à soi-même*, que les parlementaires n'exerceraient plus aucune charge civile et militaire (1644-1645).

Tandis que le chevalier Fairfax et *Skippon*, désignés par Cromwell au choix des Communes, étaient chargés de réorganiser l'armée, Olivier trouva le moyen, par de nouveaux succès, de se faire exempter de la règle commune. Il remplit l'armée de généraux et d'officiers *indépendants*, établit auprès de chaque corps des commissaires qui contrecarraient les mesures des capitaines modérés, et exalta l'esprit des troupes jusqu'au plus haut degré du fanatisme.

VII. Mort de Laud.—Bataille de Naseby.—Charles Ier se livre aux Écossais.—Les Saints et les *Justes*.—Charles Ier livré aux Anglais.—Les *Agitateurs*.—Cromwell, maître du roi. — Hypocrisie de Cromwell au parlement.

En vain Charles Ier, auquel il restait une ombre de puissance, voulait traiter à Uxbridge (30 janvier 1645); la négociation fut rompue et la guerre renouvelée. Tandis qu'on s'égorgeait dans les champs de l'Angleterre, les membres des Communes abattaient les têtes à Londres sans exposer les leurs. L'archevêque Laud, prisonnier depuis plus de trois ans, fut tiré de son cachot par la vengeance de Pym, pour aller au supplice, en vertu d'un bill d'*attainder* (10 janvier 1645).

Peu de temps après, la bataille de Naseby, gagnée par Cromwell, décida la chute de Charles Ier (10 juin 1645). Les papiers du roi tombèrent au pouvoir des ennemis. Le parlement fit imprimer un choix de ces pièces qui, prises isolément, pouvaient jeter quelque doute sur la bonne foi du monarque. En même temps, Montross, abandonné par les montagnards qui allaient enfouir chez eux leur butin, avait été surpris et défait. Le prince Robert, jusque-là connu par son courage impétueux, avait rendu Bristol à la première sommation. Le roi erra longtemps de ville en ville, de château en château, changeant sans cesse de

déguisement. Il s'arrêta sur les hauteurs de Harrow, hésitant s'il ne rentrerait pas dans sa capitale qu'il apercevait de loin. Enfin, lorsqu'il eut appris l'heureuse évasion du prince de Galles (depuis Charles II), croyant trouver un asile parmi ses véritables compatriotes, il alla d'Oxford à l'armée écossaise avec les chefs de laquelle il avait secrètement traité. On le conduisit à Newcastle, où s'ouvrirent de nouvelles négociations. Des commissaires du parlement arrivèrent; tout le monde pressait Charles Ier d'accepter les conditions proposées, les Écossais ou les *Saints*, les *Presbytériens* effrayés des *Indépendants*, l'ambassadeur de France, *Bellièvre*, la reine même absente, mais se faisant entendre par l'intermédiaire de *Montreuil*. Charles Ier refusa l'arrangement parce qu'il blessait les principes de sa croyance, et bientôt il s'aperçut qu'il était prisonnier. Ses hôtes ne lui épargnèrent pas les outrages. Un ministre écossais, prêchant devant lui à Newcastle, désigna aux chants de l'assemblée le psaume cinquième, qui commence par ces mots : *Tyran, pourquoi te glorifies-tu dans ta milice, et te vantes-tu de tes iniquités?* Le roi, se levant tout à coup, entonna, au lieu de ce verset : *Aie pitié de moi, mon Dieu; car mes ennemis m'ont foulé aux pieds tout le jour, et il y en a beaucoup qui me font la guerre;* et d'un commun élan, le peuple attendri continua le cantique avec le souverain tombé : l'un et l'autre ne s'entendaient plus qu'à travers la religion.

Ces marques de pitié s'évanouirent : les *Saints* d'Écosse en vinrent à un marché avec les *Justes* d'Angleterre, et l'armée covenantaire livra Charles Ier au parlement anglais pour la somme de 800,000 livres sterling. « Les gardes » fidèles de nos rois, dit Bossuet, trahirent le leur. » Lorsque Charles Ier fut instruit de la convention, il dit ces belles et dédaigneuses paroles : *J'aime mieux être au pouvoir de ceux qui m'ont acheté chèrement que de ceux qui m'ont lâchement vendu.*

Le malheureux prince ne fut plus qu'un instrument que se disputèrent les Indépendants et les Presbytériens jusqu'à ce qu'ils le brisassent. Conduit au château de Holmby,

près de Northampton (9 février 1647), il reçut partout des témoignages de respect. La foule accourait sur son passage; on lui amenait des malades, afin qu'il les touchât pour les rendre à la santé. Ce n'était pas sa main, c'était son sang qui devait guérir cette maladie de liberté dont l'Angleterre était travaillée.

Les Presbytériens, libres de crainte du côté du roi, essayèrent de licencier l'armée où dominaient les Indépendants. Les Indépendants se mutinèrent. Cromwell, envoyé pour rétablir l'ordre, ne fit qu'animer les séditieux. Ils formèrent dans leurs camps, sous ses ordres, une espèce de parlement militaire. Les principaux officiers composaient la Chambre haute; deux sous-officiers ou deux soldats de chaque compagnie, sous le nom d'*Agitateurs*, représentaient la Chambre basse : ce fut le comble de la mésintelligence entre l'armée et la Chambre. Le cornette *Joyce*, qui, jadis tailleur, avait quitté l'aiguille pour l'épée, enleva le roi du château où le gardaient les commissaires du parlement, et, sans prendre l'ordre du général en chef Fairfax, Cromwell le fit amener à l'armée.

Cromwell, solennellement accusé dans la Chambre des communes, tomba à genoux, fondant en larmes, avec une véhémence de paroles, de sanglots et de gestes, qui saisit d'émotion ou de surprise tous les assistants : il se répandit en pieuses invocations, en ferventes prières, appelant sur sa tête, si quelque homme dans tout le royaume était plus que lui fidèle à la Chambre, toutes les condamnations du Seigneur. Puis, se relevant, il parla plus de deux heures du parlement, du roi, de l'armée, de ses amis, de ses ennemis, de lui-même, abordant et mêlant toutes choses, humble et audacieux, verbeux et passionné, répétant surtout à la Chambre qu'on l'inquiétait à tort; qu'on le compromettait sans motif; que, sauf quelques hommes dont les regards se tournaient vers la terre d'Egypte, officiers et soldats, tous lui étaient dévoués et faciles à retenir sous la loi. Tel fut enfin son succès, que lorsqu'il se rassit, l'ascendant avait passé à ses amis, et que, « s'ils l'eussent voulu, disait « trente ans après *Grimstone* lui-même, la Chambre nous

« eût envoyés à la Tour, mes officiers et moi, comme ca-
« lomniateurs. »

VIII. Spoliations. — Réaction en faveur du roi. — Conférences des officiers. — Charles Ier à l'île de Wight. — Les *Niveleurs*. — Remords tardifs des Écossais. — Le *Rump*.

Près d'une moitié de la propriété anglaise avait été séquestrée par le parlement, sous le prétexte de l'attachement que les propriétaires conservaient aux opinions royalistes. Le clergé anglican était errant dans les bois; des victimes entassées dans les pontons, sur la Tamise, périssaient de maladie et quelquefois de faim. On avait établi des comités investis du droit de vie et de mort, et qui sans forme de procès dépouillaient les citoyens. Les comités exerçaient des vengeances, vendaient la justice et protégeaient le crime.

Il y eut alors une réaction en faveur du roi. Des bandes de bourgeois et d'apprentis, d'officiers réformés, de mariniers, forcèrent les portes de Westminster, et contraignirent la Chambre à voter le retour du roi; mais soixante membres se réfugièrent à l'armée, qui marcha sur Londres. Son entrée dans la capitale fut le triomphe des Indépendants (6 août 1647). Cromwell, voyant les Presbytériens éclipsés, feignit un instant d'hésiter s'il ne travaillerait point au rétablissement du roi. Bientôt il commença à viser plus haut. Il provoqua une conférence entre quelques meneurs politiques, la plupart officiers généraux comme lui, et les républicains. Il fallait bien, dit-il, qu'ils cherchassent de concert quel gouvernement convenait le mieux à l'Angleterre, puisque c'était à eux de le régler; mais au fond, il voulait surtout savoir lesquels, parmi eux, seraient intraitables, et ce qu'il en devait attendre et redouter. *Ludlow*, *Vane*, *Hutchinson*, *Sidney*, *Haslerig* se déclarèrent hautement, repoussant toute idée de monarchie, comme condamnée par la Bible, la raison et l'expérience. Les généraux furent plus réservés : à leur avis, la république était désirable, mais d'un succès douteux; il valait mieux ne se point engager, consulter l'état des affaires, le besoin des temps, obéir chaque jour aux directions de la Providence. Les ré-

publicains insistèrent pour qu'on s'expliquât sans détour: la discussion s'échauffait; Ludlow, entre autres, pressait vivement Cromwell de se prononcer; car ils voulaient, dit-il, connaître leurs amis. Cromwell éludait, ricanait, et poussé de plus en plus, se tirant enfin d'embarras par une bouffonnerie, il gagna la porte de la chambre et sortit brusquement en jetant à la tête de Ludlow un coussin que celui-ci renvoya sur-le-champ avec plus d'humeur. Ludlow comprit plus tard, en voyant agir Cromwell, que, dès l'époque de cette conversation, il méditait la tyrannie et qu'*il avait cherché à lui tâter le pouls.*

Charles Ier était à Hampton-Court, où les Presbytériens négociaient sécrètement avec lui. Cromwell songea à soustraire le roi à l'armée, comme il l'avait enlevé au parlement. Il alarma le monarque par des avis menaçants, et lui fit conseiller de quitter sa prison pour se retirer dans l'île de Wight. Les gardes du roi facilitèrent son évasion, et le malheureux prince se crut libre. Après avoir marché toute la nuit, accompagné seulement d'un valet de chambre et de deux gentilshommes, *Berkeley* et *Jacques Ashburnham*, il arriva sur la côte; il ne vit qu'une mer déserte, sans une seule barque de pêcheur; il prit donc le parti de s'adresser au gouverneur de l'île de Wight, le colonel *Hammond*. Créature de Cromwell, Hammond, prévenu par les deux gentilshommes, refusa de promettre sa protection à Charles Ier et demanda à être conduit vers lui. Le roi, apprenant l'arrivée inattendue du gouverneur, se crut trahi: *Jacques*, s'écria-t-il à l'un des gentilshommes, *tu m'as perdu.* Jacques Ashburnham, fondant en larmes, proposa à Charles Ier de poignarder Hammond qui attendait à la porte. Le roi refusa de consentir à cet assassinat qui l'eût peut-être sauvé.

Charles Ier devint une seconde fois prisonnier de la faction militaire au château de Carisbrook. Cromwell, qui, par ses tergiversations, était devenu suspect même aux soldats, assembla les officiers, et là, dans un conseil secret, il fut résolu que, quand l'armée se serait rendue maîtresse de tous les pouvoirs, elle mettrait le roi en ju-

gement *pour crime de tyrannie*. Ce fut aussi le *crime* de Louis XVI.

Cependant il était sorti de la secte *indépendante* d'autres fanatiques qui poussaient les principes républicains à leurs dernières conséquences ; on les appelait *Niveleurs*. Ils ne demandaient rien de moins que l'égalité de pouvoirs et de biens entre tous les membres de la *Société chrétienne*, et le rejet de toute distinction entre les soldats et les chefs, comme entre les *Élus du Seigueur*. Cromwell en conçut des craintes sérieuses. Il se présenta tout à coup à l'un de leurs rassemblements avec le *Régiment rouge* qu'il commandait et dont les soldats étaient surnommés *Côtes-de-Fer*. Il tua deux démagogues de sa main, en fit pendre quelques autres et dissipa le reste. Que disaient les lois de ces homicides arbitraires, dans ces temps de prétendue liberté ? Rien.

Les Écossais, honteux d'avoir livré leur maître, coururent aux armes : Cromwell les battit en deux rencontres (juillet 1648), et fit prisonnier leur général, le *duc d'Hamilton*. Des royalistes, obligés de capituler dans la ville de Colchester, furent exposés au marché comme un troupeau de Nègres, et embarqués pour la Nouvelle-Angleterre. On ne fusilla, par les ordres de Fairfax, que deux braves officiers, sir *George Lisle* et sir *Charles Lucas*. Ce dernier, ouvrant son pourpoint, s'écria : *Feu*, *rebelles !* et tomba au même moment. Lisle courut à son cadavre, l'embrassa, et s'adressant aux soldats, leur cria de s'avancer plus près : *N'ayez pas peur*, lui dit l'un deux, *nous vous atteindrons*. — *Mes amis*, répondit-il, *j'ai été plus près de vous*, *et vous m'avez manqué*.

L'armée victorieuse demanda, d'abord en termes couverts, et ensuite patemment, le jugement du roi. Diverses garnisons du royaume appuyèrent cette demande. Épouvanté de tant de démarches audacieuses, le parlement pressa les négociations qu'il avait entamées avec l'auguste captif. Pour toute réponse, Cromwell marcha sur Londres. En même temps il expédia l'ordre au colonel Hammond d'aller rejoindre le général Fairfax à Windsor

(25 novembre), et de remettre la garde de la personne du roi au colonel *Ewers* (Eure).

Le parlement défendit à Hammond d'obéir : il ne tint compte de cette défense et partit pour le camp, où on l'arrêta. Le roi fut saisi et conduit dans l'île de Wight au château de Hurst. Charles Ier avait envoyé son *ultimatum* aux Communes, et promis à Hammond d'attendre vingt jours dans l'île de Wight la réponse définitive du parlement ; il repoussa donc loyalement les moyens d'évasion que ses serviteurs fidèles lui avaient préparés : sa fidélité à sa parole le conduisit à l'échafaud.

Les Indépendants avaient précédemment expulsé de la Chambre élective les Presbytériens les plus probes ; ils allaient en être chassés à leur tour. Ce fut la seule circonstance où ces fameuses Communes montrèrent quelque courage : à la face de l'armée qui assiégeait les portes de Westminster, elles déclarèrent que les conditions venues de l'île de Wight étaient suffisantes et qu'on pouvait conclure un traité avec le roi. Le lendemain de cette résolution, le colonel *Pride*, charretier par état, la liste des membres proscrits à la main, arrêta quarante-sept membres des Communes, lorsqu'ils se présentèrent aux portes de Westminster. Le jour suivant, l'entrée de la chambre fut refusée à quatre-vingt-dix-huit autres. Après diverses éliminations ou par des retraites volontaires, le parlement *purifié* se trouva réduit à cinquante-trois membres : la poignée de séditieux conservée par la dérision des soldats garda le nom de parlement ; le mépris populaire y ajouta le surnom *Rump* (croupion), qui lui est resté dans l'histoire.

IX. Fanatisme des Indépendants. — Hypocrisie de Cromwell. — Procès et condamnation de Charles Ier. — Horrible bouffonnerie de Cromwell. — Entrevue du roi et du duc de Glocester. — Mort sublime de Charles Ier. — Cromwell fait ouvrir son tombeau.

Dès lors le parti des Indépendants fut le maître ; le fanatisme monta au comble. *Hughs Peters*, chapelain de Fairfax, disait aux généraux, en prêchant devant les débris des deux Chambres : *Comme Moïse, vous êtes desti-*

nés à tirer le peuple de la servitude de l'Égypte; comment s'accomplira ce dessein? C'est ce qui ne m'a pas encore été révélé. Il mit sa tête dans ses mains, se baissa sur un coussin placé devant lui, et se relevant tout à coup: *Voici, voici maintenant la révélation! je vais vous en faire part: Cette armée extirpera la monarchie, non-seulement ici, mais en France et dans tous les autres royaumes qui nous entourent; c'est par là qu'elle vous tirera d'Égypte.*

Le Rump, après avoir rejeté tout projet d'accommodement avec Charles Ier, entama l'affaire de son jugement. Aussitôt Cromwell se leva et dit que *si quelqu'un avait fait une telle proposition de dessein prémédité, il le regarderait comme un traître; mais que puisque la Providence les avait elle-même conduits jusque-là, il priait Dieu de bénir leurs conseils. — Dernièrement,* ajouta-t-il, *comme je me disposais à présenter une demande pour le rétablissement du roi, j'ai senti ma langue se coller à ma bouche, et j'ai cru voir, dans cette impression surnaturelle, une réponse que le Ciel, qui a rejeté le roi, envoyait à mes prières.* Le bill pour ériger une cour de justice fut proposé et voté dans la Chambre des communes. La Chambre haute, qui ne comptait plus que seize membres dans son sein, le rejeta à l'unanimité. Le *Rump* rendit aussitôt cet arrêt: *Attendu que les membres des Communes sont les véritables représentants du peuple, de qui après Dieu émane tout pouvoir, la loi naît des Communes, et n'a besoin pour être obligatoire ni du concours des pairs ni de celui du roi.* Un acte fut passé autorisant cent quarante-cinq juges nommés dans cet acte, ou trente seulement parmi eux, à se former en haute cour, afin de faire le procès à Charles Stuart, roi d'Angleterre. *Coke* fut l'avocat-général, et *Bradshaw*, cousin du poëte Milton, eut la présidence de cette cour dont Cromwell et son gendre *Ireton* faisaient partie. Lorsqu'on annonça l'arrivée du roi, Cromwell se précipita à une fenêtre pour le voir, et se retira tout aussi vite pâle comme la mort. Charles Ier entra d'un pas ferme, le cha-

peau sur la tête, une canne à la main; il s'assit d'abord, puis se leva et promena sur ses juges un regard assuré. C'était le 20 janvier 1649. Au moment où Coke prononça le nom de « Charles Stuart, amené pour répondre à « une accusation de trahison et autres grands crimes pré- « sentée contre lui au nom du peuple d'Angleterre...» *Non pas un dixième du peuple,* s'écria une voix: *où est le peuple, où est son consentement? Olivier Cromwell est un traître.* L'assemblée entière tressaillit, tous les regards se tournèrent vers la galerie: *A bas les femmes!* s'écria le colonel Axtell; *soldats, feu sur elles!* On reconnut *lady Fairfax* et l'interruption n'eut point de suite[1].

Charles Ier déclina, avec une dignité et un courage que les revers n'avaient pu abattre, la compétence de la cour, et refusa de lui répondre, ou plutôt il lui fit, par ces seuls mots, la réponse la plus légale et la plus victorieuse: *Je ne vois pas ici de Chambre de pairs, et d'ailleurs je fais moi-même partie du parlement.*

Les juges, comme s'ils se reconnaissaient pour des bourreaux, avaient déposé une épée sur la table à laquelle étaient assis les deux secrétaires du tribunal. Charles Ier, passant devant cette table, toucha le glaive du bout de la canne qu'il tenait à la main et dit: *Il ne me fait pas peur.* Il disait vrai. Après sa troisième comparution, il fut jugé par contumace, et condamné à mort comme *traître, tyran* et *meurtrier.* Il comparut une quatrième fois devant ses assassins pour entendre prononcer son arrêt. Il l'écouta sans donner d'autre signe d'émotion qu'une contraction dédaigneuse des lèvres. Avant comme après la sentence, on lui refusa la parole, on l'entraîna au milieu des cris: *Justice! exécution!* Charles Ier sourit de pitié. Au sortir de la salle de Westminster, des soldats apostés l'accablèrent d'outrages: *Pauvres gens*, dit-il, *ils sont excités à ces insultes par leurs chefs qu'ils traiteraient de la même manière pour un peu d'argent.* Un de ces misérables ayant

(1) Le premier jour, quand le nom de Fairfax fut appelé comme l'un des commissaires, une voix de femme s'écria de la galerie: *Il a trop d'esprit pour être ici.* C'était encore lady Fairfax.

osé lui cracher au visage, il se contenta de dire avec douceur, que *le Sauveur du monde avait souffert un pareil outrage*. Cette comparaison élevait son âme au-dessus de ses maux. Il ne s'attendrit qu'en entendant le peuple s'écrier derrière les gardes : *Que Dieu préserve Votre Majesté !* Ce ne sont pas les outrages, ce sont les marques de bonté qui brisent le cœur des malheureux.

Quand il fallut signer l'ordre du supplice, on eut grand' peine à rassembler les commissaires. Cromwell, presque seul, gai, bruyant, hardi, se livrait aux plus grossiers excès de sa bouffonnerie accoutumée ; après avoir signé le troisième, il barbouilla d'encre le visage de *Henri Martyn*, qui signait après lui ; le régicide Martyn rendit jeu pour jeu à son camarade de forfait ; cette encre était du sang ; elle leur laissa la marque qu'on voyait au front de Caïn. Le colonel *Ingolsby*, cousin d'Olivier, nommé commissaire à la haute cour où il ne siégea pas, entra par hasard dans la salle : *Pour cette fois*, s'écria Cromwell, *il ne nous échappera pas ;* et, s'emparant aussitôt d'Ingolsby avec de grands éclats de rire, aidé de quelques membres qui se trouvaient là, il lui mit la plume entre les doigts, et, lui conduisant la main, le contraignit de signer. On recueillit enfin cinquante-neuf signatures, plusieurs noms tellement griffonnés, soit par trouble, soit à dessein, qu'il était presque impossible de les distinguer. L'original de cet ordre existe.

Trois jours s'écoulèrent entre le jugement et l'exécution. Dans cet intervalle, les lords *Richmond*, *Lindsay*, *Southampton*, *Herfort*, jadis ministres de Charles Ier, demandèrent à subir la mort pour leur maître, comme seuls responsables des actes de la couronne. Ce généreux dévouement ne fut point écouté. L'Écosse menaça ; la France, l'Espagne et la Hollande firent de vives instances ; tout fut vain.

Des trois fils de Charles, le prince de Galles, *Charles II*, et le duc d'York, *Jacques II*, étaient passés sur le continent. Le *duc de Glocester* resta près de son père avec sa sœur *Élisabeth*. Avant de marcher au supplice, Charles Ier

prit le jeune prince sur ses genoux et lui dit : *Mon fils, ils vont me couper la tête, et ensuite peut-être ils voudront te proclamer roi. Mais la couronne n'appartient qu'à Charles, ton frère. Promets-moi devant Dieu de te laisser tuer, s'il le faut, plutôt que d'accepter un héritage qui ne t'appartiendrait pas.* Glocester, en faisant cette promesse, montra une énergie au-dessus de son âge, et le cœur du père en fut à la fois déchiré et consolé.

Charles Ier, résigné à son sort, conserva dans ces affreux instants cette tranquillité d'âme que donnent l'innocence et la religion. L'échafaud avait été dressé devant le palais de White-Hall et élevé au niveau de la salle des banquets. Le roi, après avoir béni les deux enfants restés auprès de lui, marcha la tête haute, le pas ferme, dépassant les soldats qui le conduisaient. Comme Marie Stuart, son aïeule, il mourut avec joie, en pardonnant à ses assassins (30 janvier 1649). Les deux bourreaux avaient été masqués, comme pour avouer qu'un meurtre avait été accompli sur une tête qu'aucune créature n'avait le droit de toucher. Beaucoup de gens trempèrent leurs mouchoirs dans son sang. C'est le premier meurtre juridique d'un roi que nous présentent les annales du monde.

Pour arriver à la fatale exécution, Cromwell avait eu besoin de ces ris et de ces larmes qui, se contrariant en lui, déjouaient leur mutuelle hypocrisie : il redevint franc après le coup ; il se fit ouvrir le cercueil, considéra attentivement le cadavre, et soulevant de ses mains la tête, comme pour s'assurer qu'elle était bien séparée du tronc : *C'était là un corps bien constitué,* dit-il, *et qui promettait une longue vie.*

CHAPITRE VIII.

INTERRÈGNE.

(1649-1660).

§ 1er. — RÉPUBLIQUE (1649-1653).

I. L'*Eikon basilikè*. — Les Millénaires, les Antinomiens et les Quakers. — Différentes espèces de Niveleurs. — L'Angleterre transformée en république. — La date du crime. — Victimes royalistes.

L'exécution de *Charles Ier* produisit deux effets en Angleterre.

D'une part, les hommes de bien furent consternés : il y eut des douleurs profondes, des morts subites, des remords ; l'*Eikôn basilikè*, portrait du roi Charles Ier dans ses malheurs et sa solitude, en fit vivement regretter l'auteur présumé (1), et ne laissa pas de contribuer au rétablissement de sa famille.

D'une autre part, la confusion se répandit dans les trois royaumes. Chacun avait un plan de république et de religion. Les *Millénaires*, ou les hommes de la cinquième monarchie (2), demandaient la loi agraire et l'abolition de toute forme de gouvernement, afin d'attendre le gouvernement prochain du Christ. Les *Antinomiens* (3)

(1) On a cru longtemps que c'était Charles lui-même ; mais on sait avec certitude par Clarendon que cet ouvrage est du docteur *Gauden*, qui fut par la suite évêque de Worcester.

(2) Ces sectaires croyaient qu'après le jugement universel, les élus demeureraient *mille* ans sur la terre pour y jouir de toutes sortes de plaisirs.

(3) Les Antinomiens (*anti*, contre, *nomos*, loi), c'est-à-dire, adversaires de la loi, soutenaient que la loi de Moïse est inutile pour être sauvé. Cette secte dut sa naissance à *Jean Agricola* d'Eisleben (1492-1566), l'un des principaux collaborateurs de Luther.

prétendaient que la loi morale était détruite; que chacun se devait conduire désormais par ses propres principes; ils réclamaient la liberté de tout faire : la fornication, l'ivrognerie, le blasphème sont, disaient-ils, selon les voies du Seigneur, puisque c'est le Seigneur qui parle en nous. Ils n'étaient pas loin de devenir Turks, et se plaisaient à la lecture du Koran nouvellement traduit. Les *Quakers* (1) et surtout les *Quakeresses* passaient aussi pour une secte mahométane. Des *Politiques*, s'élevant contre toute espèce de culte, voulaient que le pouvoir ne reconnût aucune religion particulière; d'autres prétendaient refondre les lois civiles et effacer complétement le passé. Dépouillés de leurs biens et de leurs honneurs, les *Épiscopaux* gémissaient dans l'oppression, et les *Presbytériens* voyaient les fruits d'une révolution qu'ils avaient semée, recueillis par les *Indépendants*, les *Agitateurs* et les *Niveleurs*.

Ces Niveleurs étaient de plusieurs sortes : les *Fouilleurs* et *Déracineurs* s'emparaient des bruyères et des champs en friche; les autres, les *Guerriers* et les *Turbulents*, soulevaient les soldats ou devenaient voleurs de grands chemins. Tous demandaient la dissolution du *long parlement* et la convocation d'un parlement nouveau. La désorganisation était complète.

Il y avait cependant à Londres deux principes de gouvernement, le *Rump* et le conseil des officiers qui l'avaient déjà subjugué. Ce conseil fit abolir la Chambre des pairs, comme inutile et dangereuse. La monarchie eut le même sort : l'Angleterre fut transformée en république (2). On

(1) L'origine du nom de *Quaker* (trembleur) est incertaine. On dit qu'un juge, à qui *George Fox*, fils d'un tisserand et fondateur de cette secte, adressa la parole en ces mots : *Tremblez devant la parole de Dieu!* lui donna, ainsi qu'à ses partisans, le sobriquet de *Trembleurs*. Le principe fondamental du quakérisme est que Dieu, par un effet immédiat et interne sur l'âme, se manifeste à tout chrétien qui attend la venue du Saint-Esprit. Les Quakers réprouvent tout serment, toute guerre, le payement de la dîme, la contribution aux frais du culte, toute démonstration extérieure qui se fonde sur la différence des rangs dans la société, comme d'ôter son chapeau pour quelqu'un, de ne pas tutoyer, etc.

(2) Le maire de Londres refusa de proclamer l'acte d'abolition de la royauté.

grava un nouveau grand-sceau, représentant d'un côté la Chambre des communes, avec cette inscription : *Le grand-sceau de la république d'Angleterre ;* sur le revers, on voyait une croix et une harpe, armes de l'Angleterre et de l'Irlande, avec ces mots : *Dieu avec nous ;* et dans l'exergue, on lisait : *L'an 1er de la liberté restaurée par la bénédiction divine*, 1649. C'est, dit M. de Chateaubriand, une mauvaise date pour la liberté que celle d'un crime.

Cinq membres des Communes furent chargés de composer un conseil des *Quarante*, auxquels serait confié le pouvoir exécutif. Il était convenable d'immoler des victimes en l'honneur des funérailles du prince ; le *duc d'Hamilton*, pair écossais, le *comte de Holland* et *lord Capel*, prisonniers, furent décapités : le premier contre le droit des gens, les deux derniers contre le droit de la guerre. Lord Capel livra sa tête après avoir déclaré qu'il mourait pour Charles Ier, pour son fils Charles II, pour les héritiers légitimes de la couronne (9 mars 1649).

II. Détresse des commandants parlementaires en Irlande. — Arrivée de Cromwell. — Guerre d'extermination. — La jambe de bois. — Expropriation entière des Irlandais. — Entrepreneurs de colonies.

L'Irlande et l'Écosse appelèrent alors l'attention des régicides.

Les Anglicans et les Presbytériens d'Irlande avaient proclamé la royauté de Charles II, sous les ordres du *duc d'Ormond*. Les commandants parlementaires, *Jones* à Dublin, *Monk* à Belfast, et *Coote* à Londondery, étaient presque confinés dans les limites de leurs garnisons respectives. Les royalistes gagnaient chaque jour du terrain ; bientôt Monk capitula dans Dundalk. Les républicains, alarmés, nommèrent gouverneur militaire et civil d'Irlande, leur plus grand homme de guerre, *Olivier Cromwell*. Il partit accompagné d'*Ireton*, son gendre, après avoir *cherché le Seigneur* avec *Harrison* et expliqué avec lui les Écritures. Il aborda à l'île dévouée avec dix-sept mille vétérans et une garde particulière

de quatre-vingts hommes, tous officiers. Drogheda (Tredagh) fut emportée d'assaut; Cromwell monta lui-même à la brèche, et massacra tous les habitants, hors trente qu'il envoya comme forçats dans les îles. Le commandant, sir *Arthur Asthon*, fut tué : ce vieux militaire avait une jambe artificielle; elle passait pour être d'or; les républicains se disputèrent cette jambe royaliste, qui n'était que le trésor de bois de l'honneur et de la fidélité. Vexford fut saccagée, Goran rendue par les soldats; les officiers furent fusillés. Cromwell porta à l'Irlande, comme il l'avait annoncé, l'extermination et l'enfer. Après avoir distribué à ses troupes, qui manquaient de solde, des terres enlevées aux insurgés, il renouvela sur un plan plus vaste la grande expropriation exécutée par Jacques Ier. Au lieu d'expulser les Irlandais, maison par maison et village par village, ce qui leur donnait le moyen de se rassembler dans les forêts voisines, on assigna pour unique habitation à tous les indigènes et aux Anglo-Irlandais catholiques la province occidentale de Connaught. Tous reçurent l'ordre de s'y rendre dans un délai fixé, avec leurs familles et leurs meubles; et quand ils y furent réunis, on forma autour d'eux un cordon de troupes et de poteaux, et l'on décréta la peine de mort contre quiconque le traverserait (1659). L'immense étendue de terrain qui resta vacante (1) fut vendue par le gouvernement à une société de riches capitalistes, qui la revendirent par lots à de nouveaux colons ou à des entrepreneurs de colonies.

III. Proclamation de Charles II à Édimbourg. — Adhésion de ce prince au Covenant. — Exploits de Montross : son exécution. — Arrivée de Charles II à Édimbourg. — Démission du général Fairfax. — Bataille de Dunbar. — Invasion de Charles II en Angleterre. — Bataille de Worcester. — Fuite merveilleuse de Charles II.

La lutte de l'Écosse fut plus longue.

La mort de Charles Ier avait mis fin à l'alliance des

(1) Ces biens ont été estimés à 3,900 milliers d'arpents de terre. Cette injustice, qui n'a jamais été réparée, est punie sur les descendants des usurpateurs, par la haine invétérée des Irlandais, héritiers des vrais propriétaires.

Anglais avec les Écossais. Ces derniers se crurent indignement trompés par leurs anciens amis, et joignant à ce dépit une secrète affection nationale pour les Stuarts, leurs compatriotes, ils se rapprochèrent de cette famille, aussitôt que les Anglais eurent rompu violemment avec elle. Pendant qu'à Londres on renversait toutes les effigies royales, et qu'on inscrivait sur leurs piédestaux : *Le dernier des rois a passé* (1), Charles II fut proclamé roi dans la capitale de l'Écosse.

Toutefois, cette proclamation n'était point, de la part des Écossais, un signe de renoncement à la Réforme, cause première de l'immense malheur. Lorsque les commissaires envoyés d'Écosse vinrent trouver à Breda Charles II, qui avait déjà pris, de droit et de son propre mouvement, le titre de roi de la Grande-Bretagne, ils lui signifièrent les conditions rigoureuses sous lesquelles le parlement d'Édimbourg consentait à ratifier ce titre : c'était l'adhésion du roi au premier *Covenant* signé contre son père, et l'abolition perpétuelle de l'épiscopat. Charles II ne fit d'abord que des réponses évasives, pour gagner du temps et essayer un coup de main, qui devait, selon son espérance, le faire devenir roi sans conditions. Ce fut *Jacques Graham*, plus connu sous le nom de *comte de Montross* ou *Montrose*, qui se chargea de cette entreprise. Il débarqua au nord de l'Écosse avec une poignée d'hommes rassemblés sur le continent, et, s'adressant comme en 1645 aux chefs des Clans des montagnes et des îles, il leur proposa une guerre à la fois nationale et religieuse contre les Presbytériens des basses-terres (Lawlands). Les Highlanders ou montagnards montrèrent peu d'ardeur pour une nouvelle attaque; quelques bandes mal organisées descendirent seules dans la plaine, autour d'un drapeau sur lequel était peint le corps de Charles Ier décapité. Vaincu dans un combat inégal contre les Presbytériens, Montross fut livré par un traître qui lui avait donné asile : le parlement d'Édim-

(1) Exiit tyrannus, regum ultimus.

bourg le condamna à être pendu à une potence haute de 10 mètres ; la sentence portait que ses membres seraient attachés aux portes des principales villes d'Écosse (1). *Ah !* s'écria Montross, *puisse-t-on me déchirer en un assez grand nombre de morceaux pour rappeler à chaque village du royaume la fidélité qu'un sujet doit à son roi !* Au moment de l'exécution, on crut lui faire un outrage en suspendant à son cou un livre contenant le récit de sa première expédition en Écosse ; il répondit en souriant que *cette décoration lui allait mieux que celle de la Jarretière*, et après une fervente prière, il alla rejoindre le père de son roi (21 mai 1650). Charles II, privé de ressources, se rendit à Édimbourg, et pour y reprendre le sceptre de Marie Stuart, il se soumit à tout ce qu'exigeait le Covenant.

Tout en reconnaissant les droits de Charles II, les Écossais ne se proposaient point de l'aider à reconquérir la royauté en Angleterre. Ils séparaient leurs affaires nationales de celles de leurs voisins, et ne songeaient à garantir au fils de Charles Ier que le seul titre de roi d'Ecosse. Mais le parti qui, en Angleterre, s'était emparé de la révolution, s'alarma de voir l'héritier de celui qu'il appelait le *dernier des rois*, établi sur une portion de la Grande-Bretagne. Craignant de sa part une tentative hostile, les Indépendants résolurent de le prévenir. Le général *Fairfax*, presbytérien rigide, fut chargé de commander l'armée qu'on leva pour envahir l'Écosse ; mais refusant de servir contre une nation *qui*, dit-il, *avait coopéré à la bonne œuvre pour laquelle il avait naguère tiré l'épée*, il envoya sa démission à la Chambre des communes. Les soldats eux-mêmes montraient de la répugnance à se battre contre des hommes qu'ils avaient si longtemps appelés leurs *frères d'Écosse*.

(1) Un de ses bras fut exposé sur un gibet à Aberdeen ; les habitants l'enlevèrent secrètement et le cachèrent. Après la Restauration, ils le mirent dans une cassette, couverte de velours cramoisi brodé d'or, et le portèrent en triomphe dans toute leur ville.

Olivier Cromwell, homme d'une rare activité politique et militaire, qui venait de remplacer le général Fairfax, surmonta ces hésitations par la persuasion ou la violence, marcha contre les Écossais à la tête de seize mille hommes, et les défit à Dunbar (3 septembre 1650). Le fanatisme presbytérien n'avait point permis à Charles II de les guider au combat, ni même de les encourager par sa présence. Édimbourg ouvrit ses portes au vainqueur. Cromwell somma le peuple d'Écosse de renoncer à Charles II; mais les Écossais refusèrent d'abandonner dans le péril celui qu'ils y avaient attiré, et souffrirent patiemment les vexations qu'exerçait partout l'armée anglaise.

Charles II ne s'était soumis qu'à regret au Covenant. Se détachant peu à peu des Presbytériens, il s'entoura d'anciens partisans de l'épiscopat, de chefs des montagnards qui donnaient le nom de Saxons, *Sassenachs*, à leurs voisins de religion différente, et de jeunes nobles débauchés qui disaient que la religion des *Têtes-Rondes* n'était pas digne d'un gentilhomme. Avec le secours de ces alliés, il tenta sur l'Angleterre une invasion par l'ouest, pendant que l'armée anglaise occupait l'est de l'Écosse. Il y avait encore dans les provinces de Cumberland et de Lancaster un assez grand nombre de familles catholiques, qui, à son passage, prirent les armes pour lui. Il espérait soulever le pays de Galles et faire tourner au profit de sa cause l'inimitié nationale des Cambriens contre les Anglais; mais ses troupes furent atteintes par Cromwell à Worcester. Le génie si fatal au père ne le fut pas moins au fils : ce combat se livra le 3 septembre 1651, jour anniversaire de la bataille de Dunbar; le même succès couronna les armes du régicide. Les fugitifs se rallièrent dans Friarstreet, et Charles, à cheval au milieu d'eux, cherchait à les encourager du geste et de la voix; au lieu de répondre, ils baissèrent la tête ou jetèrent leurs armes. *Tuez-moi donc*, s'écria le prince désespéré, *plutôt que de me laisser vivre pour voir les suites funestes de cette journée.* Mais son désespoir fut impuissant, et il ne lui resta plus d'autre parti que la fuite; elle fut merveilleuse : sa tête avait été

mise à prix, et jamais on ne put découvrir aucune trace de son passage ou de son séjour. Enfin, lorsque ses amis et ses ennemis commençaient à écrire que les paysans, ne connaissant ni sa personne ni son rang, l'avaient mis à mort, on apprit que le 17 octobre, quarante-quatre jours après la bataille, il avait débarqué sain et sauf à Fécamp, sur la côte de Normandie.

Ce prince nous a laissé lui-même le récit de ses aventures. Il marcha quelque temps au milieu de la cavalerie écossaise pendant la nuit qui suivit la bataille, s'en sépara avant le jour avec soixante chevaux, et, sur l'indication du *comte de Derby*, alla se réfugier dans la maison de *Boscobel. Charles Giffard*, avec son serviteur *Yates*, entreprit de le conduire à Whiteladies, maison appartenant à sa famille et distante de 25 milles (4 sept.). Là, le roi se prépara au rôle qu'il était convenu de prendre. On lui coupa les cheveux au ras de la tête; on lui teignit les mains et le visage; il changea ses vêtements contre ceux d'un ouvrier, et ses mains s'armèrent d'une pesante cognée. Au lever du soleil, ses compagnons se séparèrent de lui. Une heure s'était à peine écoulée qu'une troupe de cavaliers parvint à Whiteladies; mais Charles en était déjà parti. Après une perquisition rigoureuse, ils se remirent en toute hâte sur les traces du fugitif.

Charles se trouvait alors à la merci des six frères *Penderell*, laboureurs, et d'Yates, son premier guide, leur beau-frère. Mais c'étaient d'honnêtes hommes, royalistes, catholiques, et longtemps employés à dérober des prêtres et des *Cavaliers* aux recherches des magistrats civils et militaires. L'un d'eux, surnommé le *fidèle Richard*, le conduisit dans la partie la plus épaisse d'un bois voisin, tandis que les autres se placèrent dans des postes convenables pour observer et annoncer l'approche de l'ennemi. Le jour était humide et orageux : voyant que le roi était accablé de fatigue, Richard étendit une couverture sous un des plus grands arbres, et chargea la femme d'Yates d'apporter les meilleurs rafraîchissements que sa maison pût fournir. Charles II s'effraya de cette visite inattendue, puis se rassurant : *Bonne femme*, dit-il, *voulez-vous être fidèle à un malheureux Cavalier?—Oui, monsieur*, répondit-elle, *et je mourrai plutôt que de vous trahir.*

Vers les neuf heures du soir, Charles et Richard quittèrent le bois pour gagner la maison de *Wolf*, réfractaire catholique, à Madeley, non loin de la Severn : ils y arrivèrent à minuit. On éveilla Wolf, et les étrangers furent admis; mais leur hôte éprouvait de vives craintes pour eux. Deux compagnies de milice occupaient le village, et les cachettes de sa maison avaient été récemment découvertes (5 septembre). Wolf cacha les fugitifs derrière le foin dans une grange voisine, et dépêcha des messagers pour examiner les passages de la rivière. Ils rapportèrent que tous les ponts étaient gardés, qu'on s'était assuré de

tous les bateaux ; et forcé d'abandonner son projet, le prince dirigea ses pas du côté de sa première retraite, la maison de Boscobel.

Il y trouva le colonel *Careless*, un de ces royalistes dévoués qui, pour favoriser sa fuite de Worcester, avaient attaqué l'ennemi à la porte opposée. D'après son conseil, Charles II consentit à passer la journée avec lui (6 sept.), au milieu des branches touffues d'un vieux chêne. Cet arbre, célèbre sous le nom de *royal oak*, qui fut ensuite abattu par l'enthousiasme des *Cavaliers*, et dont ils se partagèrent les débris, s'élevait près du chemin commun, dans une prairie qui se trouvait au centre des.bois. Invisibles eux-mêmes, Charles et Careless aperçurent plusieurs fois des *habits rouges* passant parmi les arbres, et quelquefois ils les virent tourner leurs regards du côté de la Clairière. La nuit les délivra de leur incommode prison.

Charles II passa le jour suivant dans la maison ou dans les jardins. Il reçut, dans l'après-midi, par *John Penderell*, un message du fidèle lord *Wilmot* qui l'engageait à se réunir à lui le soir même, dans la maison de *Whitgrave*, réfractaire à Moseley. Le roi s'y rendit, et l'on y soumit à son approbation un nouveau plan de fuite. La fille du colonel *Lane de Betley* avait obtenu du gouverneur de Stafford un passeport pour visiter mistriss *Norton*, sa parente, qui demeurait près de Bristol. Charles II consentit à jouer auprès d'elle le rôle de domestique, et Wilmot partit la nuit suivante afin de faire des préparatifs pour les recevoir. Cependant le danger d'être découvert augmentait à chaque heure. Comme Charles II et Whitgrave se tenaient près de la fenêtre, ils virent un voisin entrer précipitamment dans sa maison, et un moment après ils entendirent crier : *Les soldats ! les soldats !* Le roi fut caché à l'instant ; toutes les autres portes furent ouvertes, et Whitgrave, étant descendu, reçut la troupe devant la maison. Ils l'arrêtèrent d'abord comme *Cavalier* fugitif de Worcester ; mais il les convainquit par le témoignage de ses voisins que, depuis plusieurs semaines, il n'avait pas quitté Moseley, et obtint d'eux avec beaucoup de peine qu'ils partissent sans visiter sa maison.

Cette nuit, Charles II se rendit à Bentley ; il fallut peu de temps pour le métamorphoser en valet de chambre. Il partit avec sa maîtresse supposée, qui accompagnait son cousin, *Lassells* ; et après un voyage de trois jours, il atteignit sans danger la maison de *Norton* (14 sept.). Wilmot s'arrêta dans le voisinage chez sir *John Winter*.

Le roi, à son arrivée, obtint la faveur d'une chambre particulière, sous prétexte d'indisposition ; mais le lendemain (15 sept.) il se trouva dans la compagnie de deux personnes, dont l'une avait servi dans son régiment des gardes à Worcester ; l'autre, domestique dans le palais de Richmond, que Charles avait habité : le premier ne le reconnut pas ; l'autre, lorsque le roi se découvrit, se rappela les traits du prince et communiqua ses soupçons à Lassells. Charles II crut prudent de l'envoyer chercher, se fit connaître à cet homme, et lui demanda son assistance. Celui-ci, se trouvant honoré d'une telle confiance, voulut le reconnaître par ses services. Il éloigna d'abord de ce prince deux

individus de la maison connus par leurs principes républicains, et chercha, mais en vain, dans Bristol, un vaisseau pour le conduire sur le continent. A minuit, il introduisit lord Wilmot dans la chambre (17 sept.), et ils décidèrent que le roi se rendrait le lendemain à Trent, près de Scherburn, chez le colonel *Windham*, *Cavalier* de sa connaissance; qu'un émissaire serait envoyé par avance à ce dernier pour le prévenir; enfin que, pour motiver le départ précipité de miss Lane, chargée de cette mission, on lui remettrait une lettre supposée, annonçant que son père était à l'article de la mort. Ce projet réussit, et deux jours après, le prince arriva au lieu de sa destination. Le 19, miss Lane partit de Trent et retourna à Bentley avec Lassells.

Charles II commençait à se livrer à l'espoir d'être bientôt hors de danger. On avait retenu à Lyme un vaisseau pour transporter sur les côtes de France un seigneur et son domestique (Wilmot et le roi). On avait fixé l'heure et le lieu de l'embarquement; une veuve qui tenait une petite auberge à Charmouth consentit à donner pour quelque temps asile à un gentilhomme déguisé et à une jeune personne qui s'était soustraite à la vigilance d'un tuteur dur et intraitable. Le 23, Charles II parut sous les habits d'un domestique avec *Juliana Coningsby*, montée en croupe derrière lui, et accompagnée de Wilmot et de Windham. Ils furent bien reçus par l'hôtesse; mais la nuit se passa sans qu'aucune barque entrât dans la baie ni qu'on découvrît au large aucun navire. Ce contre-temps fit naître mille craintes et mille soupçons; au point du jour (24 sept.) on se sépara. Wilmot alla à Lyme pour s'enquérir du maître du vaisseau. Charles II se rendit à Bridport avec ses compagnons de voyage pour y attendre le retour de Wilmot. Il y trouva quinze cents soldats prêts à s'embarquer pour une expédition contre l'île de Jersey : ne voulant pas se créer un danger réel pour en éviter un imaginaire, il marcha hardiment jusqu'à l'auberge, poussant ses chevaux au travers de la foule avec une brusquerie qui excita des plaintes. Mais un nouveau péril l'attendait à l'écurie. Le valet de l'hôte le traita en vieille connaissance, prétendant l'avoir connu au service de *Potter*, à Exeter, et effectivement pendant la guerre civile, Charles II avait logé chez ce gentilhomme. Il eut assez de présence d'esprit pour tirer parti de la demi-méprise du palefrenier: *En effet*, dit-il, *j'ai été au service de M. Potter; mais maintenant je n'ai pas un moment à perdre. A mon retour de Londres, nous renouvellerons connaissance devant un pot de bière.*

Après dîner, le prince et sa suite rejoignirent Wilmot hors de la ville. Le maître du vaisseau avait été retenu par les frayeurs et les remontrances de sa femme, et nulle promesse n'avait pu le décider à renouveler son engagement. Charles II, consterné, reprit le chemin de Trent (25 sept.); on forma de nouveaux plans; de nouveaux contretemps les firent échouer. Un second vaisseau, dont le colonel *Philips* s'était assuré à Southampton, fut saisi pour transporter des troupes à Jersey (8 octobre); et les bruits qui circulaient dans le voisinage rendaient périlleux un plus long séjour du roi chez le colonel Windham.

Il trouva, à Heale, près de Salisbury, une retraite plus sûre chez la veuve *Hyde*, où il demeura cinq jours, pendant lesquels le colonel *Gunter*, par l'entremise de *Mansel*, négociant royaliste, retint (14 oct.) un bâtiment charbonnier qui se trouvait à New-Schorcham. Charles II se rendit le 15 à Brigthon, où il soupa avec Gunter, Mansel et *Tattershall*, le patron du bateau. A table, Tattershall tint longtemps les yeux fixés sur le roi : après le souper, il prit Mansel à part et se plaignit d'avoir été trompé. Il dit que la personne vêtue de gris était le roi, et qu'il le connaissait bien. L'avis en fut donné sur-le-champ à Charles II, qui n'en parla pas à Tattershall, mais qui, pour s'assurer de cet homme, sut le retenir à boire et à fumer autour de la table pendant le reste de la nuit.

Avant son départ, et tandis qu'il était seul dans la chambre, l'hôte entra, et, passant derrière lui, lui baisa la main qu'il tenait appuyée sur le dos d'une chaise, en disant : *Je ne doute pas, si je vis, que je ne devienne un lord, et ma femme une lady*. Charles II se mit à rire pour lui faire voir qu'il le comprenait, et rejoignit aussitôt la compagnie dans un autre appartement. A quatre heures du matin (16 oct.), ils se dirigèrent tous vers Schorcham. Sa suite prit congé de lui sur le rivage, excepté Wilmot qui l'accompagna dans la barque. Là, Tattershall, fléchissant le genou, lui promit solennellement de le conduire dans un port de France, quelles qu'en pussent être les conséquences. Aidé de la marée, le bâtiment se dirigea sans peine vers l'île de Wight, comme s'il allait à Deal, lieu de sa destination ; mais à cinq heures de l'après-midi, Charles II, ainsi qu'il en était convenu avec Tattershall, s'adressant aux gens de l'équipage, leur dit que lui et son compagnon étaient des négociants ruinés qui fuyaient leurs créanciers ; qu'ils les priaient de s'unir à eux pour déterminer le patron à les jeter sur les côtes de France, et recourant à un argument plus persuasif, il leur donna 20 schellings pour boire. Tattershall fit beaucoup d'objections ; mais à la fin il prit le gouvernail avec une répugnance apparente et se dirigea vers la France. Au point du jour (17 oct.), ils aperçurent devant eux la petite ville de Fécamp. La marée descendante les força de jeter l'ancre ; mais la chaloupe fut immédiatement détachée, et les deux fugitifs arrivèrent sains et saufs dans le port.

IV. Retour de Cromwell à Londres. — Monk en Écosse. — Prise de Stirling. — Réunion de l'Écosse à l'Angleterre. — Malheurs de l'Écosse. — Puissance de la république anglaise. — Acte de navigation. — Guerre entre la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies. — La *victoire couronnante*. — Dissolution du long parlement. — Chambre à louer, non meublée.

Sur ces entrefaites, Cromwell était revenu triompher à Londres. Le parlement envoya une députation au-devant de lui. Le général fit présent à chaque commissaire d'un cheval et de deux prisonniers. Monk, laissé par Cromwell en Écosse avec huit mille hommes, acheva la conquête

du royaume par la prise de Stirling (14 août 1651). Cette place vierge, qui n'avait jamais été souillée par la présence d'un vainqueur, se soumit par capitulation aux *sectaires* anglais, et, circonstance bien plus mortifiante encore pour l'orgueil national, les vêtements royaux, les insignes de la royauté, les archives de la nation furent envoyés à Londres, comme des trophées de la victoire, et le royaume de Marie Stuart fut réuni, par acte du Rump, à l'Angleterre (21 janvier 1652), ce que n'avaient pu faire les plus puissants monarques de la Grande-Bretagne.

Les malheurs de l'Écosse furent immenses comme ceux de l'Irlande : regardée avec défiance comme un lieu de descente et de campement pour les ennemis de la révolution, l'Écosse se vit traitée en province conquise. A la moindre apparence de révolte ou d'opposition, on emprisonnait ou l'on condamnait à mort les principaux habitants, et les trente membres écossais appelés à siéger dans le grand conseil de la république d'Angleterre, loin d'offrir à leurs concitoyens un secours et un appui, ne furent guère que les instruments de la tyrannie étrangère.

Toutes les puissances de l'Europe avaient reconnu la république. L'Écosse était soumise, l'Irlande domptée ; une flotte, commandée par le célèbre *Robert Blake*, gardait les mers autour des Iles-Britanniques ; une autre, sous le pavillon d'*Édouard Popham*, croisait sur les côtes du Portugal pour donner la chasse à l'escadre du palatin, et forcer le roi *Jean de Bragance* à faire quitter au prince les eaux du Tage. Les Indes occidentales, les Barbades et la Virginie, d'abord soulevées, furent réduites à l'obéissance : la Hollande seule persistait noblement à reconnaître les Stuarts, en cela d'accord avec *Guillaume II*, prince d'Orange et gendre de Charles Ier, beau-frère de Charles II, et père de ce *Guillaume III* qui, dans la suite, monta sur le trône d'Angleterre. C'est alors que Cromwell fit passer au parlement le fameux *acte de navigation*, en vertu duquel aucune marchandise d'Europe ou de quelque autre partie du monde ne peut être introduite

dans les ports d'Angleterre, à moins que le vaisseau qui la porte n'ait été construit dans des ports anglais, n'appartienne à des sujets anglais, et ne soit monté par des Anglais, au moins pour les trois quarts de son équipage: l'acte n'exceptait que les productions directes du territoire ou de l'industrie. Les Hollandais, jusqu'alors courtiers de l'Europe, sentirent vivement le coup: une guerre éclata bientôt entre les Provinces-Unies et la Grande-Bretagne (1652). *Blake*, *Aiskew*, *Monk* et *Dean* soutinrent en onze combats, depuis le 27 mai 1652 jusqu'au 22 août 1653, l'honneur du pavillon anglais contre *Tromp*, *Ruyter*, *Van-Galen* et *de Witt*, les premiers marins de l'époque.

Cependant Cromwell s'apercevait que le Rump, d'abord soumis et humilié, commençait à s'alarmer de ses projets. Cromwell les dissimulait à peine, depuis la bataille de Worcester, qu'il avait appelée la *Victoire couronnante*. Il voulait en effet la couronne; mais il fallait pour cela dissoudre le Rump. Maître de l'armée, Cromwell lui fit adresser par les officiers une pétition dans laquelle, après avoir réclamé l'arriéré de leur solde, ils invitaient les membres du parlement à céder la place à de plus dignes: le Rump, emporté par son ressentiment, déclara que quiconque présenterait à l'avenir de semblables pétitions serait déclaré coupable de haute trahison. On vint apporter cette résolution à Cromwell, qui s'y attendait. Animé d'une feinte colère: *Je me vois forcé*, s'écria-t-il, *de faire une chose qui me fait dresser les cheveux sur la tête*. Il prend trois cents soldats: arrivé à Westminster, il les laisse en dehors et pénètre seul dans la chambre: il était député; il écoute un moment en silence la délibération, puis appelant son collègue Harrison: *Il est temps*, lui dit-il à l'oreille, *de dissoudre le parlement; il le faut*. — *C'est une dangereuse affaire*, répondit Harrison; *songez-y bien*. Cromwell attend encore; puis, se levant tout à coup, il accable les Communes d'outrages, les accuse de servitude, de cruauté, d'injustice: *Cédez la place*, s'écrie-t-il avec fureur; *le Seigneur en a fini avec vous: il a choisi d'autres instruments de ses œuvres*. Puis il frappe du pied:

les portes s'ouvrent, et deux files de mousquetaires entrent dans la chambre, conduits par le colonel *Worseley*. Vane veut élever la voix : *O sir Henri Vane! sir Henri Vane! que le Seigneur me délivre de vous.* Il s'adresse ensuite à *Whitelock*, sur lequel il répand un torrent d'injures. A mesure que les membres sortaient, il disait: *Toi, tu es un ivrogne* (c'était *Challoner*); *tous deux, vous êtes des débauchés* (c'étaient *Wentworth* et *Martyn*, ce régicide dont il avait barbouillé le visage d'encre); *toi un adultère*, *toi un voleur* (ce qui était vrai). Le troupeau épouvanté sort pêle-mêle; tous ces hommes s'enfuient sans oser tirer l'épée que la plupart portaient au côté. *Vous m'avez forcé à cela*, disait Cromwell; *j'avais prié le Seigneur nuit et jour de me faire mourir plutôt que de me charger de cette commission.* Lorsque tous furent partis, fixant les yeux sur la masse d'armes: *Que ferons-nous de ce hochet? allons, ôtez-le*, dit-il aux soldats. Il sortit le dernier, fit fermer les portes, mit les clefs dans sa poche, et se retira à White-Hall; dénoûment burlesque d'une sanglante tragédie (20 avril 1653). Le lendemain, on trouva suspendu à la porte des Communes un écriteau ainsi conçu : *Chambre à louer, non meublée.* Ainsi fut chassé de Westminster le rump-parlement; la tache du sang royal y resta.

Bonaparte fit ainsi sauter par les fenêtres de Saint-Cloud le conseil des Cinq-Cents.

§ 2. — PROTECTORAT D'OLIVIER CROMWELL (1653-1658).

I. Nouveau parlement, appelé *damné Barebone* ou *le damné décharné*. — Séance des *Saints*. — Leur expulsion. — *Instrument de gouvernement*. — Cromwell protecteur. — L'Altesse, le grand ollvier et les deux petits.

OLIVIER CROMWELL pouvait convoquer un parlement libre, il ne le voulut pas; il cherchait le pouvoir, et non la liberté. Le conseil des officiers pétitionnaires s'arrogea le droit d'élection; il choisit (toujours à la suggestion de Cromwell) dans le parti militaire les cent quarante-quatre hommes les plus obscurs, les plus ignorants, les plus fanatiques. Dans ce club législatif de *Saints* (c'est le titre

qu'ils se donnaient), il fallait de longs noms et tirés de l'Écriture, comme dans nos clubs on s'appelait *Scévola* et *Brutus*. Des deux frères *Barebone*, l'un, le corroyeur, s'appelait *Loue-Dieu* (Praisegod-Barebone); l'autre: *Si Christ n'était pas mort, vous seriez damné, Barebone.* Ce Barebone, dont le nom signifie en français *décharné*, donna son nom aux cent quarante-quatre: au parlement *Croupion* succéda le parlement *damné Barebone* ou le *damné décharné*.

Lorsque les *Saints* entraient en séance à Westminster, ils récitaient des prières, cherchaient le Seigneur des journées entières et expliquaient l'Écriture; cela fait, ils s'occupaient des affaires dont ils se croyaient saisis. Cinq mois s'étaient à peine écoulés, lorsque les cent quarante-quatre *saints*, ne pouvant plus gouverner au milieu de la risée publique qui les poursuivait, remirent l'autorité entre les mains de celui qui les en avait revêtus. Cromwell avait prévu ou plutôt préparé le coup; il accepta *en gémissant* le poids de l'autorité souveraine. Quelques pauvres d'esprit, qui n'étaient pas de la faction militaire (c'étaient vingt-sept Anabaptistes), s'obstinèrent à siéger. Le capitaine *White* entra dans la chambre, et demanda à ces *Saints* entêtés ce qu'ils faisaient là (12 décembre 1653): *Nous cherchons le Seigneur*, répondirent-ils. — *Vous ferez bien*, répliqua White, *de le chercher ailleurs qu'ici; car je ne crois pas que de plusieurs années il ait été ici.* Et il les fit chasser par ses sbires.

Le conseil des officiers fut convoqué; le major-général *Lambert* lut un écrit intitulé *Instrument de gouvernement*; c'était une constitution qui plaçait la puissance législative dans un parlement et dans un *protecteur*. Il y était statué que les quatre cent cinquante membres de ce parlement (1) seraient choisis par le peuple; qu'ils siégeraient tous les cinq mois, selon le bon plaisir du *protecteur*; que le *protecteur* aurait le *veto* suspensif; qu'il nommerait à tous les emplois civils et militaires; que,

(1) Quatre cents pour l'Angleterre, trente pour l'Écosse et vingt pour l'Irlande.

dans l'intervalle des sessions, la nation serait gouvernée par le *protecteur* et par un conseil de vingt et une personnes pieuses et discrètes, au plus, et de treize au moins. On supplia Cromwell d'accepter le *protectorat ;* le lord-général se rendit gracieusement au vœu de ses peuples : le maire et les aldermans ou magistrats municipaux de Londres furent requis de se trouver à une parade d'installation à la salle de Westminster : le Protecteur prêta serment à l'*Instrument de gouvernement* qui était son œuvre. Lambert, un genou en terre, lui présenta une épée dans le fourreau : les commissaires lui remirent les sceaux ; le maire de Londres lui donna une épée nue, et le sujet des Stuarts alla, monarque absolu des trois royaumes, coucher dans le palais du roi qu'il avait assassiné.

Olivier Cromwell, devenu protecteur, prit le titre d'*Altesse.* Des médailles furent frappées en son honneur : l'une d'elles offre un grand olivier, à l'ombre duquel s'élèvent deux petits oliviers, symbole du Protecteur et de ses deux fils. Lorsque les officiers vinrent le complimenter sur sa modestie à n'avoir accepté que le titre de *protecteur,* il porta la main à son épée : *Elle m'a élevé,* leur dit-il ; *si je veux monter plus haut, elle me maintiendra au rang qu'il me plaira d'occuper.*

II. Les deux parlements. — Les majors-généraux. — La *taxe de décimation.* — On propose à Cromwell le titre de roi. — Résistances qu'il trouve dans sa famille et dans l'armée. — Charles II à Paris. — Lucie Walters ou Barlow. — Charles à Cologne, à Bruxelles et à Breda. — Le duc d'York. — Administration glorieuse de Cromwell. — Monk et la lettre de Cromwell — Guerre de France. — L'*épouvante-roi.* — Malheur du régicide. — Le *Memento* et le *Killing-no-murder.* — Inquiétudes et mort de Cromwell. — Parallèle entre Bonaparte et Cromwell.

Le premier parlement convoqué par Cromwell pour le jour anniversaire de sa *Victoire couronnante* (3 septembre 1654), ne répondit pas à son attente ; il ne put en obtenir l'hérédité du protectorat. Il se répandit contre lui en outrages pendant trois heures, traita les députés de *conspirateurs,* de *parricides,* pour lui avoir contesté son autorité, à lui régicide, et les renvoya avant que les cinq

mois de la session fussent écoulés. Il en convoqua un autre (17 septembre 1656), pour lever, disait-il, l'argent nécessaire au service de l'armée et de la flotte, pour confirmer l'*Instrument de gouvernement*, et enfin pour légaliser l'autorité des quatorze *majors-généraux* qu'il avait créés. Ces majors étaient des commissaires militaires, chargés de lever sur les biens des royalistes, à cause de quelques mouvements insurrectionnels conduits par sir *Joseph Wagstaff* et lord *Wilmot*, comte de Rochester, une contribution arbitraire d'un dixième de la valeur de ces biens et connue sous le nom de *taxe de décimation*. Cromwell corrompit, autant qu'il le put, les élections, et cassa celles qui lui étaient le moins favorables. De tout cela sortit enfin un parlement qui, sous le nom d'*humble pétition et avis,* invitait le Protecteur à prendre le titre de roi et à former une *autre Chambre*, c'est-à-dire une espèce de Chambre des Pairs, composée de soixante-dix membres à la nomination de Cromwell.

Cromwell trouva de la résistance dans sa propre famille. Toutes ses filles témoignèrent de l'horreur pour le dessein de leur père, les unes par républicanisme, les autres par attachement à la cause des Stuarts. Les officiers aussi se montrèrent mécontents. Enfin, le Protecteur, convaincu qu'il ne réussirait pas, appela le parlement à son palais (8 mai 1657), et dans un discours tellement embrouillé qu'il en devint ridicule, déclara que *sa conscience* ne lui permettait pas d'accepter la royauté. Le nouveau parlement ne put donc que lui conférer une seconde fois le protectorat, avec la faculté de nommer son successeur.

L'héritier légitime du trône, Charles II, se trouvait alors à Paris, sans crédit, sans argent, avec des serviteurs fidèles réduits à la dernière indigence. Sa mère *Henriette*, bien peu riche elle-même, l'avait reçu dans sa maison; Louis XIV lui faisait une pension mensuelle de 6,000 fr., sans compter les secours éventuels de ses partisans d'Angleterre et sa part dans les prises faites sous son pavillon. Toutefois, malgré toutes ses ressources, il

pouvait à peine satisfaire à ses créanciers les plus pressants, et donner de temps en temps quelques secours aux exilés qui venaient briguer les emplois de sa petite cour.

Parmi ces compétiteurs désintéressés, deux obtinrent et conservèrent longtemps la confiance royale, le *marquis d'Ormond* et sir *Édouard Hyde*; l'un à cause de ses services, et l'autre à cause de ses talents. Ce qui les affligeait surtout, c'était de voir leur maître s'oublier au sein des plaisirs. Il s'était laissé captiver par les artifices de *Lucie Walters* ou *Barlow*, mère d'un enfant qui fut depuis le célèbre *duc de Monmouth*. Hyde et d'Ormond travaillèrent à rompre cette liaison honteuse, et ils y réussirent en partie; les débauches de cette courtisane achevèrent de lui faire perdre la faveur de Charles II, et son fils, retiré de ses mains, fut confié aux Oratoriens de Paris. Le roi quitta peu de temps après Paris pour Cologne, et Cologne pour Bruxelles et Breda, d'où il épia le moment de ressaisir sa couronne, tandis que son frère le jeune duc d'York, nommé *Jacques*, se distinguait dans plusieurs campagnes sous le maréchal de *Turenne*, pour opposer un jour sa gloire à celle de Cromwell.

Il faut le dire, en effet, l'usurpation de Cromwell fut glorieuse. Au dedans, il fit régner l'ordre. Le fanatique, le régicide Cromwell, parvenu au pouvoir, fut tolérant en religion et en politique. Il fit passer le bill de la liberté des cultes; il employa des royalistes avoués, tels que le magistrat *Hale* et le général *George Monk* (1). Au dehors, Cromwell acheva d'humilier la Hollande et de faire reconnaître la supériorité du pavillon anglais. Les nations étrangères recherchèrent l'alliance du Protecteur. Dunkerque et Mardyck lui furent livrés par le cardinal *Mazarin*, ministre de Louis XIV, après la bataille des Dunes, gagnée par Turenne et six mille vieux soldats

(1) Cromwell écrivait à Monk, qu'il avait laissé en Écosse: « On dit « qu'il y a en Écosse un rusé qui conspire, nommé George Monk, qui y « attend l'occasion de rendre service à Charles Stuart; usez, je vous prie, « de diligence pour le faire saisir et me l'envoyer. »

de Cromwell, sur les Espagnols que commandaient don *Juan d'Autriche*, *Condé* et le *duc d'York* (14 juin 1658); *Blake* leur prit la Jamaïque; l'Espagne fut contrainte d'offrir de grandes réparations. En 1657, il envoya son portrait à la reine *Christine* de Suède, avec un distique qui disait que le front de Cromwell *n'était pas toujours l'épouvante-roi.*

Pourtant Cromwell ne fut pas heureux. Le régicide ne se pardonne ni ici, ni là-haut : il ne se pardonne pas à lui-même. Les brochures publiques, un libelle intitulé le *Memento*, et surtout le fameux écrit *Killing-no-murder* (tuer, n'est pas assassiner) (1), achevèrent de troubler le repos de Cromwell. Enfin, sa famille était pour lui un autre sujet d'angoisse. *Richard*, son fils aîné, n'était pas éloigné d'être royaliste; ardente royaliste était *Élisabeth*, sa seconde fille et sa fille chérie. Pour se distraire, il avait quatre fous; mais tous les bouffons de la terre n'auraient pu dérider son cœur depuis la publication du *Killing*. Il soupçonnait jusqu'à ses gardes, qu'il faisait relever trois et quatre fois par jour, et dont lui-même, déguisé, épiait les propos. Il passait sa vie à entendre les rapports de ses nombreux espions; il n'osait plus se montrer en public que revêtu d'une cuirasse cachée sous ses habits; il portait un stylet et des pistolets chargés dans ses poches. Quand il voyageait, c'était avec une rapidité extrême. Dans ce palais de Withe-Hall, témoin de la grande immolation, il errait la nuit comme un spectre poursuivi par un autre spectre : il ne couchait presque jamais deux fois de suite dans la même chambre. Enfin, le 6 août 1658, Élisabeth, à laquelle il avait refusé la grâce d'un royaliste impliqué dans une conspiration, expira de chagrin, en accablant son père de reproches et en l'appelant pour ainsi dire après elle. Cet appel l'effraya, lui donna la fièvre, et, par une fatalité singulière, il mourut le 3 septembre 1658, anniversaire de ses deux grandes victoires. Il avait 58 ans.

(1) *Voy.* mon *Histoire des littératures du Nord*, p. 438.

Jusqu'au commencement du XIX[e] siècle, où l'on a vu s'élever cet homme étonnant, qui, par la splendeur de ses victoires et l'étendue de son empire, éclipsa tous les aventuriers qui l'avaient précédé, le nom de Cromwell n'avait point d'égal dans l'histoire de l'Europe civilisée. On admirait qu'un homme sans naissance, sans richesses, sans alliés puissants, eût réussi à s'emparer du gouvernement de trois grands royaumes, et à asservir ceux-là mêmes qui avaient combattu à ses côtés pour se soustraire à l'autorité moins arbitraire de leur souverain légitime. On est d'abord tenté de croire que ce ne peut être là que l'œuvre d'un homme extraordinaire; et cependant en examinant Cromwell de près, on ne découvre pas dans son caractère ces traits sublimes, éblouissants, qu'on remarque dans Bonaparte. Cromwell n'était point le météore qui frappe d'étonnement et de stupeur par l'éclat et la rapidité de son cours. Froid, prudent, calculateur, il s'avançait mystérieusement d'un pas lent et mesuré, s'efforçant en même temps de faire croire qu'il était poussé malgré lui, par une force extérieure et irrésistible, par la marche des événements, par les besoins de l'État, par la volonté de l'armée, et surtout par les décrets du Tout-Puissant. Il regardait la dissimulation comme la perfection de la sagesse humaine; aussi toute sa conduite ne fut-elle qu'artifice et déception. Il dissimula jusqu'à son dernier soupir, jusqu'à ce moment terrible où il devait tomber entre les mains de celui à qui rien n'est caché.

§ 3. PROTECTORAT DE RICHARD CROMWELL (1658-1659).

I. Richard Cromwell reconnu protecteur. — Dissolution du parlement. — Rappel du *Rump*. — Abdication de Richard. — Ses deux malles. — La *bonne vieille cause*. — Triomphe de la faction militaire.

RICHARD CROMWELL, fils aîné du régicide Olivier Cromwell, fut reconnu protecteur de la république d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, *par le choix de Cromwell, au nom du conseil d'État, du lord-maire, des citoyens de Londres et des officiers de l'armée.* C'était

un homme commun, indolent et doux, simple dans ses mœurs. Étranger aux affaires, il ne sut que faire de la gloire et des crimes de son père. L'oncle de Richard, *Desborough*, son beau-frère *Fletwood*, se mirent avec *Lambert* à la tête des officiers, forcèrent le faible successeur d'Olivier à dissoudre le parlement qui seul le soutenait, et rappelèrent le *Rump* (6 mai 1659). Chaque jour amena un nouvel embarras. Richard, qui détestait le joug militaire et qui n'avait pas la force de le rompre, qui laissait les gardes lui dérober son dîner, et l'Angleterre aller toute seule, abdiqua le protectorat (28 août). Son frère *Henri Cromwell*, lord-lieutenant d'Irlande, projeta de remettre cette île entre les mains du roi; mais quoique plus franc et plus habile que Richard, il céda au torrent qui emportait sa famille, et tomba presque aussi obscurément que son frère. Celui-ci n'emporta que deux grandes malles remplies des *adresses* et des *congratulations* qu'on lui avait présentées pendant son petit règne.

Le conseil des officiers, demeuré maître, rappela le *Rump*-parlement, et dans le jargon du parti, les principes du Rump se nommèrent la *bonne vieille cause*. A peine ressuscité, il attaqua l'autorité militaire qui lui avait donné la vie. Le général Lambert lui fit présenter une de ces pétitions gonflées de menaces dont la révolution avait introduit l'usage. Le Rump s'emporta, destitua Lambert et Desborough, et abolit le généralat (22 oct.). Lambert, selon la coutume de la *bonne vieille cause*, bloqua si étroitement Westminster avec ses satellites, qu'un seul député, *Pierre Wentworth*, y put pénétrer. Ainsi s'éleva de nouveau la faction militaire. Fletwood fut nommé commandant en chef des armées britanniques, et Lambert, qui le dominait, major-général. On chargea provisoirement de l'autorité civile un comité de vingt-trois membres.

II. Projet de Monk. — Son caractère. — Arrivée de Monk à Londres. — Réinstallation du Rump. — Il prononce lui-même sa dissolution. — Singulier feu de joie. — Déclaration royale de Charles II. — Son retour.

Cependant *George Monk*, qui commandait en Écosse depuis la bataille de Worcester, méditait le rétablissement de la monarchie. Habile à s'envelopper d'un voile impénétrable, il ne s'était ouvert à personne de ce projet. Quand il apprit l'exclusion des députés, il résolut de se déclarer hautement le protecteur du parti vaincu, sous le titre équivoque de *défenseur des anciennes lois et libertés du pays*. En conséquence, après s'être assuré d'Édimbourg, de Leith et de Berwick, il envahit l'Angleterre avec douze mille vieux soldats. Lord *Fairfax*, devenu royaliste, se rallia à Monk, sans toutefois connaître sa pensée intime.

Le comité des officiers s'adresse à Monk ; le parlement, qui ne siégeait plus, le sollicite. Monk se déclare républicain et l'ennemi de Stuart en venant le couronner. Arrivé à Londres, il prend parti contre les officiers pour la cause constitutionnelle, il réinstalle le *Rump* ; mais en même temps il y fait rentrer les membres presbytériens, exclus par violence avant la mort de Charles Ier : de ce seul fait, résultait le triomphe certain des royalistes. Le *long parlement*, après avoir nommé Monk généralissime de l'armée, décrété des élections générales, aboli le serment de renonciation aux Stuarts, prononça lui-même sa dissolution (17 mars 1660). Le peuple, en réjouissance, brûla sur les places publiques des monceaux de croupions de divers animaux.

Le nouveau parlement, divisé, selon l'ancienne forme, en deux chambres, s'assembla le 25 avril. Un commissaire de Charles II, *Greenville*, s'était entendu avec Monk le 18 mars. De retour des Pays-Bas, il apporta la déclaration royale de Charles. Le roi offrait une amnistie dont seraient seulement exclues les personnes indiquées par le parlement lui-même, une pleine liberté de conscience, l'arriéré de la solde due à l'armée de Monk, la conservation de leur grade à tous ses officiers. Des

commissaires du parlement allèrent déposer, aux pieds du souverain, à Breda, les vœux et les présents du peuple des trois royaumes. Charles II monta sur un vaisseau de la flotte anglaise à la Haye, et débarqua à Douvres, le 26 mai 1660 ; il embrassa Monk qui l'attendait sur le rivage, et voyant une foule immense ivre de joie, il dit gracieusement : *Où sont donc mes ennemis ?* Il fit son entrée dans Londres le 29 mai, jour anniversaire de sa naissance. A la vue de l'enthousiasme du peuple : *Je crois en vérité*, dit-il, *que c'est notre faute, si nous ne sommes pas revenus plus tôt.*

CHAPITRE IX.

RESTAURATION DES STUARTS.

DYNASTIE DES STUARTS ET D'ORANGE.

(1660-1714).

---

§ Ier. — CHARLES II (1660-1685).

I. Avénement de Charles II. — Récompenses accordées à ses partisans. — Amnistie générale. — Punition des régicides impénitents. — Rétablissement de l'épiscopat. — L'*acte d'uniformité*. — La *Saint-Barthélemy des Presbytériens*. — Troubles d'Écosse. — Prodigalités de Charles II. — Vente de Dunkerque et de Mardyck. — Caractère immoral de cette époque. — La duchesse de Cléveland. — Peste et incendie de Londres. — Renouvellement de l'acte de navigation. — Guerre entre l'Angleterre et la Hollande. — Paix de 1667. — Bannissement de Clarendon.

Charles II, fils de *Charles Ier*, accomplissait sa trentième année lorsqu'il monta sur le trône ensanglanté des Stuarts : il était spirituel, affable, insinuant; il était roi, il avait été malheureux, on l'adora. Charles II n'oublia pas ce qu'il devait à ses amis. *George Monk*, principal auteur de sa restauration, fut créé chevalier de la Jarretière, *duc d'Albemarle*, et généralissime d'Angleterre; le vertueux chancelier *Hyde*, nommé *comte de Clarendon*, reçut les sceaux, et d'autres hommes respectables, presbytériens ou royalistes, entrèrent dans le conseil.

Une amnistie générale fut publiée. Les deux Chambres, chargées d'en régler les exceptions, en demandant un trop grand nombre, Charles II modéra ce zèle de vengeance. Toutefois, les cadavres de *Cromwell*, d'*Ireton* et de *Bradshaw* furent exhumés, traînés à la place des exécutions, suspendus à la potence et enterrés sous le gibet. *Richard Cromwell* émigra au continent, fuyant moins de-

vant son roi que devant ses créanciers. Il alla se faire insulter par le *prince de Conti*, qui, ne le connaissant pas, lui demanda ce qu'était devenu *ce sot et poltron de Richard*. Une commission de trente-quatre membres s'assembla le 9 octobre 1660 pour commencer le procès des régicides. De quatre-vingts qui restaient en Angleterre au moment de la restauration, cinquante et un se présentèrent à la proclamation du roi, se reconnurent coupables et jouirent de l'amnistie; vingt-neuf furent mis en jugement; dix, savoir : *Harrison*, *Scott*, *Carew*, *Clément*, *Jones* et *Scroop*, signataires de l'arrêt fatal, *Coke*, l'avocat général, *Hughs Peters*, *Axtell* et *Hacker*, soutinrent leur affreux rôle jusqu'au bout, et de la justice humaine ils tombèrent entre les bras de la justice divine. Une fête annuelle d'expiation fut ordonnée pour le 30 janvier, et cette fête dure encore, malgré le changement de dynastie : c'est que les Anglais ont acquis le sentiment profond de la dignité royale; c'est qu'ils considèrent le monarque comme le pouvoir même conservateur de la société.

Quelque temps après, Charles II rétablit l'épiscopat, avec restriction; bientôt un nouveau parlement, où les Presbytériens ne comptaient plus que cinquante-six membres, après avoir condamné au feu le *Covenant* et autres actes républicains, passa l'*acte d'Uniformité* (19 mai 1662), portant que tout ministre devait recevoir l'ordination épiscopale, approuver sans réserve le livre des prières communes, prêter le serment d'obéissance canonique, etc. De concert et le même jour, le 24 août, d'où cette journée fut nommée *la Saint-Barthélemy des Presbytériens*, deux mille ministres *non-conformistes* renoncèrent à leurs bénéfices plutôt que de reconnaître le bill des Stuarts.

La restauration et l'acte d'Uniformité ne remuèrent que légèrement l'Irlande. En revenant à l'épiscopat, cette île revint à la forme de gouvernement ecclésiastique, seule reconnue par ses anciennes lois. D'un autre côté, Charles II, évitant avec soin tout ce qui pouvait ranimer les partis, résista généralement aux demandes que faisaient

les indigènes et les catholiques pour rentrer dans leurs biens occupés par les soldats ou les nouveaux colons.

En Écosse, la joie causée par le retour de Charles II avait été aussi vive qu'universelle. C'était pour les Écossais une espèce de restauration personnelle. Ils avaient espéré que le *Covenant* serait la règle de son gouvernement; mais cette association ne pouvait s'allier avec le rétablissement de l'autorité légitime. Le *Covenant* fut lacéré à Édimbourg, sur la place du marché, et des évêques envoyés d'Angleterre furent promenés en triomphe, à travers les rues, par les officiers royaux. Ils exigèrent de tous les ministres du culte le serment d'obéissance à leurs ordres, l'abjuration du *Covenant* et l'aveu de la suprématie. Les Presbytériens s'assemblèrent dans plusieurs comtés, pour faire des remontrances, à l'instigation du *marquis d'Argyle*, meurtrier de Montross et promoteur ardent de l'association. Le *comte de Middleton*, lord-commissaire d'Écosse, lui fit faire son procès, et sa tête fut coupée par la *vierge* (1) (27 mai 1662).

Le parlement de 1662, aussi zélé pour la couronne que pour l'épiscopat, avait accordé au roi des subsides considérables. Au lieu d'en régler l'usage avec une prudente économie, Charles II, plus ami du plaisir que des affaires, les dissipa follement, et dans son indigence, il vendit à la France Dunkerque et Mardyck pour 5 millions de livres tournois. Il avait épousé précédemment l'infante de Portugal, *Catherine de Bragance*, avec une dot de 350,000 livres sterling. Tout cet argent passait en festins, en réjouissances, et, pour la forme, en quelques armements maritimes.

C'est un caractère de cette époque. Sous le gouvernement des *Saints*, le vice avait été contraint à se cacher sous les dehors de la vertu; mais dès que la contrainte eut cessé, il reparut sans déguisement et fut partout bien accueilli. Les *Cavaliers*, pour célébrer leur triomphe, se livrèrent à la débauche, et les *Têtes-rondes* converties,

(1) Machine nouvellement inventée et semblable à la guillotine.

pour prouver la sincérité de leur conversion, s'efforcèrent de surpasser leurs anciens ennemis en licence. Charles II donna lui-même l'exemple de l'immoralité : il retint à sa cour et combla d'honneurs *Barbara Villiers*, fille du vicomte *Grandison*, et épouse de *Palmer*, gentilhomme irlandais. Il la créa d'abord *comtesse de Castlemain*, puis *duchesse de Cléveland*, nom sous lequel elle est si tristement célèbre. Cette femme le domina longtemps; ses enfants, *Charles* et *George Fitzroy*, reçurent de brillants apanages. La peste de Londres qui fit périr cent mille personnes (1665), et l'incendie qui consuma les deux tiers de la capitale (1666), vinrent troubler la vie voluptueuse de ce prince, en même temps que ses finances s'épuisaient dans une guerre désastreuse contre la Hollande.

Charles II avait, pour divers motifs, renouvelé le fameux *acte de navigation;* c'était renouveler la guerre contre les Provinces-Unies. *Jean de Witt*, grand-pensionnaire de Hollande, auteur principal de l'abolition du stadhoudérat, se ménagea l'alliance de *Louis XIV* par le traité de Paris (27 avril 1662). De part et d'autre, des agressions réciproques entre les colonies anglaises et hollandaises, en Afrique, en Asie et en Amérique, précédèrent la déclaration de guerre qui ne fut publiée que le 4 mai 1665. Le 13 juin de la même année, la flotte anglaise, forte de cent deux voiles et commandée par le frère du roi, *Jacques,* duc d'York, livra bataille à la flotte hollandaise de cent treize voiles, que commandait l'amiral *Wassenaer*. C'était à la hauteur de Lestoff, sur la côte de Suffolk : les Hollandais, vaincus, perdirent vingt-deux vaisseaux et Wassenaer ; les Anglais n'en perdirent qu'un seul; mais le prince, qui avait montré beaucoup de courage dans l'action, ne sut pas profiter de la victoire.

La flotte hollandaise fut promptement réparée par l'activité du grand-pensionnaire ; *Ruyter* en reçut le commandement. En même temps Jean de Witt réclama le secours de la France, en vertu du traité de 1662. Louis XIV déclara la guerre à Charles II (26 janvier 1666). Mais les Hollandais profitèrent peu de cette déclaration ; la ma-

rine française, encore naissante et faible, ne parut ni dans la bataille de quatre jours que Monk et le prince palatin *Robert* livrèrent près de Dunkerque, à Ruyter et à *Tromp* (1er juin 1666), ni dans celle de North-Foreland que se donnèrent les mêmes amiraux le 25 et le 26 juillet de la même année. Cependant les deux partis étaient fatigués d'une guerre sans objet; des conférences provoquées par Charles II s'ouvrirent à Breda sous la médiation de la Suède; on eut de la peine à s'entendre : une hardiesse de Ruyter mit fin aux débats. Avec soixante et un vaisseaux, il pénétra, l'an 1667, dans la Tamise, s'avança jusqu'à Chatam, brûla les vaisseaux qui s'y trouvaient à la rade et jeta l'épouvante jusque dans Londres. La paix en fut le prix; elle fut signée le 31 juillet 1667. Les Anglais conservèrent en Afrique le cap Corse, en Amérique les Nouveaux-Pays-Bas, qui furent depuis appelés New-York et New-Jersey. En revanche, Surinam resta aux Hollandais, et l'acte de navigation fut modifié en leur faveur. Il fut convenu qu'ils pourraient introduire en Angleterre non-seulement les produits de leur sol et de leur industrie, mais aussi les productions et les marchandises de l'Allemagne.

Cette paix n'avait rien de déshonorant pour l'Angleterre; mais les calamités contemporaines de la guerre et l'affront de Chatam avaient aigri l'esprit du peuple. On rejeta tous les torts, tous les malheurs du roi sur Clarendon. L'austérité de ses mœurs était un reproche continuel pour une cour dissolue. Son économie lui avait attiré la haine de la duchesse de Cléveland, et son attachement à l'Église anglicane, celle des Presbytériens et des Catholiques. Charles II, dont il gênait les plaisirs, lui ôta les sceaux (31 août 1667), et, banni par le parlement, l'illustre exilé passa en France, où il écrivit ses *Mémoires*, legs précieux fait aux âges suivants et monument éternel de sa probité. Il était le beau-père du duc d'York.

II. Disgrâce des *Cavaliers* et faveur des *Têtes-Rondes*. — Dissolution de la cour. — La *triple alliance*. — La duchesse de Portsmouth. — La *cabale*. — Effronterie de Shaftesbury. — Intrigues de la Cabale. — Bill du *test*. — Serments d'allégeance et de suprématie. — Disgrâce du duc d'York. — Résolution de Charles II. — Mariage de Guillaume III et de Marie, fille du duc d'York. — Traité de Nimègue.

Les malheureux *Cavaliers*, ces royalistes qui avaient tout sacrifié à la cause des Stuarts, oubliés ou proscrits, languissaient dans la misère; les *Têtes-Rondes* jouissaient des biens et des honneurs qu'ils avaient acquis en s'armant contre la famille légitime. *Edmond Waller*, conspirateur poltron sous le long parlement, poëte adulateur de l'usurpation heureuse (1), faisait les délices de la légitimité restaurée, tandis que mourait de faim le fidèle et courageux *Butler*, auteur d'*Hudibras*, satire pleine de verve contre les personnages de la révolution. Charles II savait pourtant par cœur et se plaisait à répéter les vers d'Hudibras qui charmaient une cour où brillaient la débauche de *Rochester* (lord Wilmot) et la grâce de *Grammont*.

Pour regagner l'affection presque perdue du peuple, Charles II conclut en 1668, avec la Suède et la Hollande, la fameuse *triple alliance* de La Haye, dont le but était de mettre des bornes aux conquêtes de Louis XIV; mais il n'en continua pas moins ses liaisons secrètes avec ce monarque, et lorsque son besoin fut irrésistible, il se fit, par le traité de Douvres (1670), pensionnaire de la France. On promit à la nation quelques-unes des îles hollandaises, et au roi de l'argent pour les fêtes de sa cour.

Il fallait, pour suivre ce système d'intrigues, un ministère composé de membres dissimulés, discrets, intrépides, indifférents à la morale; on jeta les yeux sur cinq hommes que, d'après les lettres initiales de leurs noms, on a stimagtisés du sobriquet de *cabal* (cabale); c'étaient *Clifford*, *Arlington*, *Buckingham*, *Ashley* et *Lauder-*

(1) Il avait loué Cromwell, il loua Charles II; mais les vers du second panégyrique étaient loin de valoir ceux du premier. Le roi lui en fit des reproches : *Nous autres poëtes*, dit Waller, *nous réussissons mieux en fictions qu'en vérités*. Ce mot spirituel fit sa fortune.

dale. Le plus habile à la fois et le plus audacieux de ces ministres corrompus était *Ashley Cooper*, qui devint, en 1678, lord grand-chancelier d'Angleterre et *comte de Shaftesbury.* Un mot peindra son effronterie. *Shaftesbury*, lui dit un jour Charles II, *vous êtes le plus mauvais sujet du royaume.—Oui, sire,* répondit-il, *de tous les* SUJETS. Ashley Cooper était digne de toutes les grandeurs par son génie, s'il y a de véritable génie sans la vertu.

Charles II était soupçonné d'une inclination secrète pour la religion catholique que son frère, le duc d'York, protégeait et pratiqua même bientôt ouvertement. Le parlement, craignant pour l'Église anglicane, revint aux anciennes traditions de résistance et d'économie. La *Cabale* résolut de le briser : à cette fin, il fallait se procurer une force militaire et les moyens de l'entretenir. Le ministère feignit d'être alarmé des préparatifs que faisait Louis XIV, et par cette ruse obtint du parlement un subside pour armer cinquante-deux vaisseaux de ligne; mais lorsque le roi de France eut déclaré la guerre à la Hollande, la flotte anglaise, sous un prétexte futile, agit avec la flotte française contre celle de la république (1672). Obligé par le besoin d'argent, malgré les secours de Louis XIV, de rassembler le parlement prorogé depuis deux ans et peu favorable à cette alliance, Charles II n'en put obtenir d'insuffisants subsides qu'en se pliant aux exigences de cette assemblée, qui, entre autres conditions, lui imposa le fameux bill du *test* ou d'*épreuve,* par lequel tout officier public devait, outre les serments d'*allégeance* et de *suprématie,* jurer qu'il ne croyait pas à la transsubstantiation. Par là tous les catholiques furent exclus des emplois; le duc d'York lui-même fut obligé de céder la place d'amiral au prince palatin Robert, et Charles II, de faire la paix avec les États-Généraux des Provinces-Unies (19 février 1674). Il y futsurtout déterminé par une parole du chevalier *Temple,* son ambassadeur à La Haye : *Un roi d'Angleterre,* lui dit Temple, *qui veut être l'homme de son peuple, peut être le plus grand roi du monde.—Eh bien!*

lui dit Charles en lui serrant la main, *je veux être l'homme de mon peuple.*

Cette résolution s'évanouit devant les plaisirs de la cour et les promesses de Louis XIV. Le parlement se montra mutin; Charles II le prorogea jusqu'en 1677. Convoquées de nouveau, les Communes lui promirent tout s'il voulait se déclarer contre la France. Charles II parut se rendre à leur vœu : il accorda d'abord au prince d'Orange, *Guillaume III*, devenu stathouder, la main de *Marie*, fille aînée du duc d'York, puis il commença des préparatifs contre Louis XIV; mais tandis qu'il les traînait en longueur, l'Angleterre apprit que par le traité de Nimègue (1678) le roi de France venait de dicter la paix à toute l'Europe.

III. Les *conventicules* d'Écosse. — Bataille de Pentland-Hills. — Mesure atroce contre l'Écosse. — Assassinat du primat Sharp. — Défaite de Claverhouse. — Bataille de Bothwell-Bridge. — Réduction des rebelles.

Depuis le bill d'Uniformité, les *Saints* d'Écosse se rendaient, chaque dimanche, dans les lieux déserts et les montagnes qui servaient de refuge aux ministres non-conformistes; une loi sévère avait été portée contre ces réunions ou *conventicules;* on avait cantonné des troupes dans les villages où le peuple ne fréquentait plus l'église, et l'on avait emprisonné, dans les provinces du sud-ouest, plusieurs personnes suspectes ou convaincues de rébellion. Alors les Presbytériens commencèrent à se rendre en armes à leurs assemblées secrètes. Le *duc de Lauderdale*, lord-commissaire d'Écosse, accrut la sévérité des mesures répressives; mais de là naquit une insurrection déclarée, où figurèrent, comme chefs, beaucoup d'hommes riches et considérés du pays. L'armée presbytérienne fut battue à Pentland-Hills par des troupes régulières qui avaient ordre de tuer les prisonniers et de poursuivre les fuyards avec d'énormes chiens de chasse. Après la victoire, on exigea de chaque famille, dans les provinces d'Ayr et de Galloway, le serment de ne pas se rendre aux assemblées de religion, et de ne donner ni gîte, ni pain, ni refuge à un ministre errant ou à un presbytérien réfractaire. Sur le

refus d'un grand nombre de personnes, on déclara tous les habitants, en masse, rebelles et ennemis du roi, et l'on distribua des pardons en blanc pour tous les meurtres commis sur eux.

Ces rigueurs furent enfin couronnées par une mesure atroce. On autorisa les clans des montagnes du nord à descendre dans la plaine et à y commettre tous les ravages auxquels les exciterait leur vieil instinct de haine nationale contre les habitants. Durant plusieurs mois, huit mille montagnards parcoururent dans tous les sens la province d'Ayr et les provinces voisines, pillant et tuant en liberté. Un corps de dragons fut envoyé d'Édimbourg, sous les ordres du fameux *Graham de Claverhouse*, pour les assister et les protéger dans leur expédition. Quand on jugea qu'elle avait produit son effet, un ordre, scellé du grand sceau, les renvoya (18 février 1679) à leurs montagnes, et les dragons restèrent seuls pour assurer l'entière soumission du pays. Mais le mal qu'on venait de faire aux Puritains avait accru leur fanatisme en les réduisant au désespoir : neuf des plus exaspérés, parmi lesquels on distinguait *Rathillet*, *Russel* et *Balfour*, ayant surpris en voyage l'évêque *Sharp* que Charles II avait nommé primat d'Écosse (archevêque de Saint-André), le tirèrent hors de sa voiture et le tuèrent entre les bras de sa fille (mai 1679).

Ce crime, dont on ne put saisir les auteurs, fut vengé sur tout le pays par un redoublement de sévérité. Il s'ensuivit un second soulèvement plus général et d'un caractère plus redoutable que le premier. L'armée presbytérienne, commandée cette fois par d'anciens militaires, dont plusieurs étaient d'origine noble, avait quelques corps de cavalerie formés par les propriétaires et les riches fermiers; mais l'artillerie et les munitions lui manquaient. Chaque corps avait un drapeau bleu, couleur favorite des covenantaires. De nombreuses troupes de femmes et d'enfants, suivant l'armée jusque sur le champ de bataille, excitaient par leurs cris les hommes à bien combattre. Cette armée mit en fuite à Drumclog (1er juin) le régiment des gardes, la meilleure cavalerie de toute l'Écosse com-

mandée par Claverhouse, s'empara de Glascow et força un corps de dix mille hommes à se replier sur Édimbourg. L'alarme qu'elle inspira au gouvernement fut telle, qu'on envoya de Londres, en toute hâte, des forces considérables sous les ordres du *duc de Monmouth,* fils naturel de Charles II, homme d'un naturel doux et disposé à la modération, mais auquel on adjoignit Claverhouse et *Thomas Dalzel.* Ces deux lieutenants, rendant inutiles toutes les dispositions conciliantes de Monmouth, l'obligèrent à livrer bataille aux insurgés à Bothwell-Bridge (pont de pierre sur la Clyde). La déroute des rebelles fut complète (22 juin 1679). Le parti presbytérien ne put s'en relever, et la masse des Écossais, renonçant au *Covenant*, se soumit à une sorte d'épiscopat mitigé, et reconnut la *suprématie* du roi.

IV. Titus Oates. — Le prétendu complot papiste. — L'arrestation de quelques personnes. — Vrai but de Shaftesbury. — Bill d'*exclusion* et d'exil projeté contre le duc d'York. — Fermeté des pairs et de Charles II. — Le bill d'*habeas corpus*. — Les *Whigs* et les *Tories*. — Le complot protestant. — Le duc d'York en Écosse. — Complot dirigé par le duc de Monmouth. — Le fameux Jefferies. — Arrêté de l'Université d'Oxford. — Mort de Charles II.

L'Angleterre était alors vivement agitée par la découverte d'une prétendue conspiration, connue sous le nom de *complot papiste.*

Un certain *Titus Oates,* homme décrié, presque mendiant, successivement anabaptiste, anglican, catholique, et tour à tour apostat de toutes ces religions, nourri quelque temps par la charité des Jésuites de Saint-Omer, et chassé de leur collége pour inconduite, alla, par l'instigation du traître Shaftesbury, dénoncer au parlement un complot ridicule, semblable à celui dont parle une gazette burlesque, qu'un roi d'Éthiopie avait fait pendre son cordonnier, parce qu'il avait découvert qu'il l'avait voulu faire périr par une mine pratiquée dans le talon de son soulier. Selon Oates, le pape *Clément X* avait donné l'Irlande à la société des Jésuites : le Père *Oliva*, leur général, avait déjà disposé des dignités et des emplois ; on devait tuer le roi, s'il ne se faisait catholique, substituer le despotisme à la constitution, le papisme à l'épiscopat ; *Wake-*

man, médecin de la reine, devait l'empoisonner ; vingt mille catholiques à Londres, huit mille en Écosse, attendaient le signal convenu pour prendre les armes ; tous les protestants d'Irlande devaient être massacrés, et la couronne offerte au duc d'York, à condition qu'il l'accepterait comme un don du Saint-Siége, et qu'il promettrait d'extirper entièrement la religion protestante.

On crut l'incroyable complot, que n'appuyait aucune preuve, aucun témoignage : Oates tenait lieu de tout. Les deux Chambres, aveuglées par leurs préventions et trompées par les artifices de Shaftesbury, déclarèrent que les *papistes récusants* ourdissaient une trame infernale contre le roi, le gouvernement et la religion. Le délateur fut logé dans le palais de White-Hall, et pensionné de 1200 liv. sterl. Le parlement, après avoir adjoint au *test* le serment d'abhorrer le papisme comme une idolâtrie, fit poursuivre avec acharnement le procès commencé sur les dépositions d'Oates et d'un voleur connu de tout Londres, *Guillaume Bedloe*. On arrêta *Coleman*, secrétaire de *Marie d'Este*, duchesse d'York, et quoique les papiers saisis à son domicile ne donnassent aucun indice de conspiration, on ne l'envoya pas moins au supplice avec plusieurs Jésuites, aussi peu coupables que lui (24 janvier 1679).

Le vrai but de Shaftesbury n'était que de perdre le duc d'York et de lui substituer le duc de Monmouth dans la succession royale. Le parlement de 1661, d'abord docile, puis rebelle, enfin hostile à la cour, avait été cassé par Charles II en 1678 ; celui de 1679 poussa plus loin encore l'animosité contre le roi. Malgré la modération de Charles II, qui proposait de fixer d'avance des garanties solennelles, dans le cas où la couronne passerait sur la tête d'un prince catholique, les Communes dressèrent contre le duc d'York un *bill d'exclusion* et d'exil ; la Chambre des pairs le repoussa, malgré les efforts de Monmouth et de ses partisans ; les Communes s'indignèrent. Charles II cassa le parlement, et en convoqua un autre à Oxford (mars 1681). Celui-ci, plus séditieux que l'autre, représenta le bill rejeté. Charles II, conseillé par lord *Halifax*, brisa de nouveau le

parlement, dépouilla Londres et quelques villes municipales de leurs chartes, et régna jusqu'à sa mort en maître, se contentant de son revenu particulier et d'une pension de 100,000 liv. sterl., qu'il recevait de Louis XIV.

Les débats du parlement et de la cour donnèrent naissance au fameux bill d'*habeas corpus*, l'une des lois fondamentales du royaume (1679) : ce bill statue des peines sévères contre tout juge qui refuse à un prisonnier un acte d'*habeas corpus*, c'est-à-dire un ordre au geôlier de conduire le prisonnier devant le juge et de produire son écrou : si l'écrou ne renferme pas le motif de l'arrestation, le prisonnier doit être mis sur-le-champ en liberté ; si le motif est exprimé, le prisonnier doit être amené devant les juges dans les vingt-quatre heures ou à la première audience, et interrogé à l'audience suivante ; enfin, si le délit dont il est accusé n'est pas capital, il est admis à fournir caution pour se présenter au terme.

C'est à cette époque aussi que les factions commencèrent à se désigner par les noms de *Whigs* et de *Tories*. Originairement, on appelait *Tories* (1) les insurgés ou bandits irlandais. Sous le second parlement, il y eut un jour un attroupement aux portes de Westminster ; les gardes ayant dispersé la foule, celle-ci traita les soldats d'Irlandais barbares ou de Tories, et le parti factieux s'applaudit d'avoir trouvé un nom pour jeter du ridicule ou de l'odieux sur les royalistes : ceux-ci prirent leur revanche en appelant leurs adversaires des *Whigs* (2). On nommait ainsi les brigands puritains d'Écosse, d'un cri par lequel les paysans écossais stimulent leurs chevaux. Ces noms sont restés aux deux partis politiques qui divisent encore l'Angleterre : l'un désigne les réformateurs ou Whigs, et l'autre les conservateurs ou Tories.

Dans les situations critiques, les mesures les plus hardies sont toujours les plus heureuses : on croit fort celui qui montre du courage. Par la dissolution du parlement, qui voulait violenter en lui les sentiments de la nature,

(1) De *Tornighim*, poursuivre pour piller.
(2) *Whiggamore*, et par abréviation *Whig*.

Charles II convainquit ses partisans qu'on pouvait compter sur son énergie, et cette persuasion doubla la force du parti royaliste. Il en advint un *complot protestant*, pendant du complot papiste, et où fut impliqué Shaftesbury (1681). On lui fit son procès, et quoiqu'on eût trouvé dans ses papiers, et, comme disent quelques auteurs, dans un *tonneau de farine*, un projet d'association pour obtenir par force l'expulsion du duc d'York, le jury, composé d'hommes populaires, acquitta le perfide ministre.

Tandis que le duc d'York pacifiait l'Écosse agitée par les Caméroniens ou disciples du fanatique *Caméron* qui reniait l'autorité de Charles Stuart, un complot plus redoutable se tramait en Angleterre sous les auspices du duc de Monmouth. Il avait pour principaux complices les lords *Shaftesbury, Essex*, *Grey* et *Russel*, le chevalier *Algernon Sidney* et *John Hampden*, petit-fils du fameux parlementaire. Tous étaient d'accord dans leur haine contre le duc d'York; mais ils différaient tous de vues, de motifs et d'objets: Hampden et Russel voulaient maintenir la monarchie, tout en résistant à l'autorité monarchique; Sidney, ce type si vanté du républicanisme désintéressé, qui recevait de l'argent de Louis XIV, voulait vivre à l'aise pour le despotisme et mourir noblement pour la liberté; le duc de Monmouth aspirait au trône. Trahis par un agent subalterne, ils furent arrêtés, à l'exception de Shaftesbury qui alla mourir en Hollande (21 janvier 1683). Sir *George Jefferies* (Jeffreys), qui de simple avocat était devenu lord-chef de justice ou grand-juge, dirigea leur procès. Essex se coupa la gorge en prison; Russel et Sidney périrent sur l'échafaud; Hampden fut condamné à une amende de 40,000 liv. sterl.; quant à Monmouth, il obtint sa grâce, qu'il avait sollicitée vivement auprès de son père et du duc d'York. Ce fut alors que l'Université d'Oxford publia son fameux arrêté qui condamne comme impies, comme réprouvées par les saintes Écritures, comme antisociales, la doctrine de la souveraineté du peuple, celle d'un contrat positif ou tacite

entre le monarque et la nation; enfin celle de la légalité d'un changement dans l'ordre de succession au trône (21 juillet 1683); mais que font souvent les bons principes contre les passions mauvaises des hommes!

Depuis lors, tout plia sous l'autorité de Charles II et de son frère, qui, rétabli dans sa charge de grand-amiral, exerça sur le pays une influence toute-puissante : toutefois l'inquiétude toujours croissante du règne futur, les prétentions de Marie, fille du duc d'York, et la profonde et froide ambition de son époux Guillaume III, autour duquel les mécontents de tous les partis commençaient à se rallier, empoisonnèrent les derniers jours d'une cour frivole. Charles II mourut le 16 février 1685 d'un coup d'apoplexie. Grâce aux soins de son frère, il reçut la communion des mains d'un prêtre catholique. Il avait cinquante-quatre ans. Sa mort prématurée fut le fruit de ses débauches, et non du poison, comme l'ont prétendu quelques historiens protestants.

§ 2. — JACQUES II (1685-1688).

I. Famille de Jacques II. — Son avénement tranquille au trône. — Complot des ducs d'Argyle et de Monmouth. — Leur supplice. — Jacques II conçoit le projet de rétablir le catholicisme. — Déclaration de tolérance absolue. — État de l'Écosse et de l'Irlande.

Le duc d'York avait cinquante-deux ans, lorsqu'il succéda, sous le nom de JACQUES II, à *Charles II,* son frère, mort sans postérité légitime. De son premier mariage avec *Anne Hyde*, fille de *Clarendon*, il lui restait deux princesses, *Marie*, femme de *Guillaume III*, prince d'Orange, et *Anne*, épouse de *George*, fils cadet de *Frédéric III*, roi de Danemark : toutes deux étaient protestantes. Marié en secondes noces à *Marie d'Este*, fille d'*Alphonse IV*, duc de Modène, il en eut d'abord plusieurs filles, et le 10 juin 1688, un fils qui devint si célèbre par la suite sous le nom de *chevalier de Saint-George* (Jacques III).

Malgré les bills d'exclusion présentés contre le duc d'York, malgré les obstacles que le serment du *test* sem-

blait devoir lui susciter, Jacques II monta tranquillement sur le trône. Le supplice des conjurés avait effrayé les mécontents. Le commerce anglais avait, dans les dernières années de Charles II, pris un accroissement extraordinaire et répandu ses bienfaits sur toutes les classes de la population. Une longue jouissance de la paix avait appris à connaître les avantages d'un gouvernement régulier; la nation craignait de les perdre dans de nouveaux troubles, et d'ailleurs elle voyait en Jacques II un prince sévère, il est vrai, mais habile, probe, courageux, sensible à l'honneur national, et qui paraissait contraire à l'influence française.

Le parlement, convoqué après une interruption de quatre ans, se montra plein de confiance dans les dispositions du monarque, et lui accorda le même revenu qu'à Charles II. Sur ces entrefaites, les *ducs d'Argyle* et *de Monmouth*, tous deux bannis sous le règne précédent, après avoir préparé chez Guillaume III une expédition contre Jacques II, firent une descente, l'un en Écosse, l'autre en Angleterre. D'Argyle appela aux armes ses vassaux : deux mille accoururent à sa voix avec quelques Caméroniens; mais lord *Dunbarton* les dispersa près de la Clyde, et leur chef, fait prisonnier, paya sa révolte de sa tête (20 juin 1685). Monmouth, précédé d'un manifeste qui, qualifiant Jacques II de tyran, l'annonçait lui-même comme libérateur de la patrie, se porta sur Londres et prit le titre de roi. La première rencontre lui fut favorable; moins heureux à la seconde, près de Sedgemoor (14 juillet), il s'enfuit lâchement lorsque ses troupes combattaient encore. Découvert après le combat par le vainqueur, lord *Feversham*, dans des broussailles, conduit à Londres et présenté à Jacques II, il ne put sauver sa coupable vie par la bassesse de sa soumission. La certitude de la mort lui rendit le courage : il se montra brave et léger comme Charles II son père; il avait toutes les grâces de la courtisane sa mère; il joua avec la hache dont il fallut cinq coups pour abattre sa belle tête (25 juillet). Le grand-juge fit exécuter, dans une tournée surnommée

campagne de Jefferies, plus de deux cent cinquante complices de Monmouth, et reçut la pairie pour récompense.

Jacques II, attaché de cœur à la religion catholique, voulait, sinon la substituer à l'Église anglicane, du moins la faire marcher de pair avec l'usurpatrice. Missionnaire dans sa propre cour, il avait converti son ministre *Sunderland*, qui n'était pas plus fidèle à son nouveau culte qu'il ne l'était à son roi. Il confia des emplois aux catholiques, des colléges aux Jésuites; des moines parurent à la cour en habits de leur ordre; le nonce du pape fit une entrée publique à Windsor en habits pontificaux. On murmura de tous côtés. Jacques II, ne pouvant parvenir directement à son but, voulut y atteindre par une voie oblique; il se fit le protecteur des Quakers, dont l'un devint lord maire de Londres, et demanda la liberté de conscience pour tous ses sujets. N'ayant pu, sur ce point, obtenir une majorité dans le parlement, il publia de sa propre autorité (4 avril 1687) une *déclaration de tolérance absolue*. Sept évêques refusèrent de la lire dans leurs églises : conduits à la Tour, puis acquittés par un jugement, leur captivité et leur élargissement devinrent un triomphe populaire. Jacques II avait formé un camp qu'il exerçait à quelques milles de Londres; il ne trouva pas les soldats plus disposés à la liberté de conscience que les évêques. Ainsi ce fut par un acte conforme aux principes primitifs des réformateurs anglais que Jacques II acheva de mécontenter l'Angleterre.

L'Écosse se montra moins récalcitrante. Jacques II l'avait bien traitée avant comme après son avénement, et les Presbytériens lui pardonnaient son amour pour le catholicisme en faveur de l'inimitié qu'il montrait contre les Épiscopaux, leurs derniers persécuteurs. L'Irlande lui fut encore plus favorable. Tous les emplois civils et militaires y avaient été donnés à des catholiques; leur parti y prit donc un grand ascendant, et le roi, qui doutait de l'issue de la lutte qu'il soutenait en Angleterre contre le protestantisme, organisa chez les Irlandais une force capable de l'appuyer.

II. Intrigues de Guillaume III et de Marie. — Avertissements de Louis XIV à Jacques II. — Débarquement de Guillaume en Angleterre. — Jacques abandonné de tout le monde. — Sa fermeté pour la religion. — Le *Lilli Ballero* et les passe-ports.—Le sceau de l'État jeté dans la Tamise.—Fuite de Jacques II en France. — *Convention*. — Déclaration des droits. — Le dernier acte et le dénoûment du régicide. — Le nommé Clark.

Mais le plus grand eunemi de Jacques II était sur le continent. Depuis longtemps la Hollande était le foyer des intrigues de divers partis anglais : les émissaires de ces partis s'y rassemblaient sous la protection de Guillaume III et de Marie. Souvent averti par *Louis XIV*, Jacques II ne voulait rien croire. Il lui fallut pourtant se rendre à l'évidence : une dépêche du *marquis d'Abbeville*, ambassadeur de la Grande-Bretagne à La Haye, déroula à ses yeux tout le plan de l'invasion (août 1688). Une flotte de soixante-dix vaisseaux de ligne, portant seize mille hommes de débarquement, était équipée au Texel contre la France, disait le stathouder; mais elle devait agir contre l'Angleterre, où le gendre de Jacques II se disait appelé par la noblesse et le clergé.

Louis XIV, à l'approche de la catastrophe, fit des offres magnanimes, et il les aurait tenues : mais, au lieu d'attaquer les Pays-Bas, ce qui eût arrêté le stathouder, il porta ses premiers coups sur l'Allemagne, réunie contre lui par la Ligue d'Augsbourg. Cette fausse démarche, au lieu d'arrêter la révolution d'Angleterre, ne fit que l'accélérer. La flotte hollandaise mit à la voile et débarqua le 5 novembre à Torbay. A son grand étonnement, Guillaume II ne trouva personne; il attendit dix jours en vain. Que fit Jacques II pendant ces dix jours? Rien. Il avait une armée de vingt mille hommes qui se fût battue d'abord, et il ne prit aucune résolution. Sunderland, son ministre, le vendait; le prince George de Danemark, son gendre, et Anne, sa fille favorite, l'abandonnaient, comme son autre fille et son autre gendre venaient le dépouiller.

Jacques II ne montra de fermeté dans ce moment critique que pour la religion. Il rappela, il est vrai, les mesures favorables aux catholiques; mais, toutefois, bravant l'animadversion publique, il fit baptiser dans la commu-

nion romaine le prince de Galles, *Jacques Édouard,* dont Guillaume III contestait la naissance légitime, et le pape fut déclaré parrain de ce jeune roi qui ne devait point porter la couronne.

Le prince d'Orange avançait lentement vers Londres, où la seule présence de Jacques II combattait l'usurpateur. Peu à peu la défection se mit dans l'armée anglaise. Le *Lilli Ballero*, espèce d'hymne révolutionnaire, fut chanté parmi les déserteurs. *Qu'on leur donne des passeports en mon nom,* dit Jacques II, *pour aller trouver le prince d'Orange; je leur épargnerai la peine de me trahir.*

Cependant le roi prenait la plus fatale des résolutions, celle de quitter Londres; il fit partir d'abord la reine et son jeune fils, qu'accompagnait le *duc de Lauzun.* Jacques II lui-même s'embarqua sur la Tamise, y jeta le sceau de l'État ou plutôt la couronne que le flot ne lui rapporta jamais. Arrêté par hasard à Feversham, il revint à Londres, où le peuple le salua des plus vives acclamations : cette inconstance populaire pensa renverser l'œuvre de la patiente et coupable ambition du prince d'Orange. Guillaume III fit ordonner à Jacques II de se retirer au château de Ham ; le monarque, au lieu de s'indigner de cet ordre, sollicita humblement la permission de se rendre à Rochester. Le prince d'Orange devina aisément que son beau-père, en se rapprochant de la mer, avait l'intention de s'échapper du royaume; c'était tout ce que désirait l'usurpateur : il s'empressa d'accorder la permission. Jacques II gagna furtivement le rivage, monta sur un vaisseau qui l'attendait et que personne ne voulait prendre, et accompagné du *duc de Berwick*, fils de la sœur du *duc de Marlborough*, il aborda en France le 2 janvier 1689. Louis XIV lui donna pour demeure le château de Saint-Germain, et lui fit payer 150,000 livres par mois, dont le royal exilé ne voulut accepter que la moitié.

Une assemblée nationale, convoquée à Westminster sous le nom de *Convention*, déclara, le 23 février 1689,

que Jacques, second du nom, en quittant l'Angleterre, avait abdiqué ; que son fils, le prince de Galles, était un enfant supposé (impudent mensonge), et que par conséquent Marie, fille de Jacques II, princesse d'Orange, était de droit l'héritière d'un trône vacant. Ainsi l'usurpation s'établit sur une fiction de légitimité.

Le prince d'Orange et sa femme Marie acceptèrent la succession royale non vacante, à des conditions qui, sous le nom de *déclaration des droits* (1), devinrent la constitution écrite de la Grande-Bretagne : tel fut le dernier acte et le dénoûment du régicide. Il ne restait, dans les deux partis, à la révolution de 1688, que quelques témoins de la catastrophe de 1649 : Jacques II lui-même qui allait mourir dans l'exil, et le vieux régicide *Ludlow* qui revint de l'exil pour jouir du plaisir de voir chasser un roi dont il avait condamné le père. Un autre personnage assista encore à l'avénement de Guillaume III. Le nommé *Clark*, du comté d'Herford, avait eu un procès avec ses filles. Après la mort de son fils unique, il vint plaider à Londres ; il lui prit envie d'assister à une séance de la Chambre haute. Un homme lui demanda s'il avait jamais

(1) En voici les articles :

1° Le prétendu pouvoir que le roi s'est attribué de suspendre arbitrairement l'exécution des lois, sans le concours du parlement, est radicalement nul ; 2° il en est de même du prétendu pouvoir de dispenser un individu de l'obligation de se conformer aux lois ; 3° l'érection de toute commission pour la connaissance des affaires ecclésiastiques et de toutes autres commissions est nulle de plein droit ; 4° toute levée d'impôts pour l'usage de la couronne, en vertu de la prérogative royale et sans l'autorisation du parlement, est illégale ; 5° tout Anglais a le droit de pétition au roi ; il ne peut être poursuivi ni emprisonné pour l'avoir exercé ; 6° le roi ne peut, sans le consentement du parlement, avoir une armée en temps de paix ; 7° tout Anglais protestant a le droit d'avoir des armes pour sa défense ; 8° les élections des membres du parlement doivent être libres ; 9° aucun membre du parlement ne peut être ni accusé, ni poursuivi, ni jugé par aucune cour du royaume pour les discours qu'il a prononcés ou les votes qu'il a émis ; 10° on ne pourra ni exiger des cautions excessives, ni de trop fortes amendes, ni infliger des peines cruelles et non autorisées par l'usage ; 11° les jurés doivent être nommés légalement, et dans les cas de haute trahison, ils doivent être possesseurs de francs-fiefs ; 12° toutes concessions d'amendes ou de biens confisqués, avant la conviction de l'accusé, sont nulles de plein droit ; 13° le parlement devra être souvent convoqué, pour pouvoir veiller à l'exécution dés lois.

rien vu de semblable : *Non pas*, répondit Clark, *depuis que j'ai cessé de m'asseoir dans ce fauteuil.* Il montrait le trône : c'était *Richard Cromwell.*

§ 3. — MARIE ET GUILLAUME III (1689-1702).

I. Proclamation de Marie et de Guillaume III. — Nouveau ministère. — Les *Jacobites* et les *non-jureurs*. — Couronnement de Marie et de Guillaume III. — Adhésion de l'Écosse. — Bataille de Killikrankie. — Louis XIV envoie Jacques II en Irlande. — Siége de Londonderry. — Prétentions des Irlandais. — Bataille navale de Dieppe. — Bataille de la Boyne. — Capitulation de Limerick. — Nouvelle colonie anglaise en Irlande et les *Orangistes*.

L'usurpateur fut proclamé avec MARIE, sa femme, sous le nom de GUILLAUME III. Il commença par former un nouveau ministère, où l'on remarquait le *marquis d'Halifax*, garde du sceau privé; *Danby*, président du conseil; *Bentinck*, comte de Portland; *Sidney*, comte de Romney; le *comte de Nottingham*, etc. Ils appartenaient tous au parti des Whigs, dont les rivaux prirent le nom de *Jacobites* (partisans de Jacques) ou de *non-jureurs*, parce qu'ils refusèrent de prêter le serment d'usage. Pour en diminuer le nombre, Guillaume III s'efforça de faire passer un bill en faveur des dissidents ou des non-conformistes (Presbytériens, Indépendants, Anabaptistes, Quakers); mais il n'obtint pour eux qu'un bill de tolérance limitée.

Guillaume III et Marie furent couronnés le 21 avril 1689, et le même jour proclamés en Écosse; mais le peuple écossais montra peu d'enthousiasme pour cette révolution qu'on appelait *glorieuse* (1) de l'autre côté de la Tweed; il hésita même à s'y joindre, et son adhésion fut plutôt l'œuvre des membres du gouvernement assemblés à Édimbourg, qu'un acte véritable d'assentiment national. Aussi les auteurs de la révolution firent-ils à l'Écosse, en matière religieuse, des concessions qu'ils n'avaient point faites à l'Angleterre. Malgré ces concessions, le pays conserva pour la famille des Stuarts une sorte de sympathie que *Claverhouse*, vicomte de Dundee, mit à profit pour relever le parti jacobite. Avec une poignée de monta-

(1) Thierry, *Histoire de la conquête d'Angleterre*, t. 4, p. 253.

gnards, il battit à Killikrankie le général anglais *Mackay* (10 juillet); mais au moment où il donnait un dernier ordre pour achever la victoire, il tomba frappé d'une balle perdue. Ce fut un coup fatal pour le parti légitime.

Sur ces entrefaites, une flotte s'armait en France pour conduire *Jacques II* dans la catholique Irlande. *Louis XIV*, en lui faisant ses adieux, lui donna sa cuirasse et lui dit: *Le meilleur souhait que je puisse vous faire, c'est de ne jamais vous revoir.* En peu de temps, le prince détrôné fut reconnu par tout le pays, que gouvernait *Tyrconnel*, zélé partisan de Jacques II. Au lieu de passer sur-le-champ en Écosse, où les montagnards du nord s'étaient soulevés en sa faveur, il perdit un temps précieux au siége de Londondery, ville protestante, dont il ne put s'emparer. Cependant il réunissait à Dublin un parlement composé de catholiques et d'Irlandais indigènes. Ces derniers lui demandèrent, préalablement à toute autre discussion, de reconnaître l'entière indépendance de l'Irlande; le roi s'y refusa, ne voulant abandonner aucune de ses anciennes prérogatives, et il offrit, comme moyen d'accommodement, de ne tolérer à l'avenir d'autre culte que le catholicisme; mais les Irlandais, inébranlables dans leurs vues d'affranchissement politique, répondirent par un message que, puisqu'il se séparait de leur cause nationale, ils feraient leurs affaires sans lui. Au milieu de ces dissensions fâcheuses, sept mille hommes lui furent amenés (12 mai 1689) par le comte de *Château-Renaud*, qui battit l'amiral *Herbert* dans la baie de Bantry. Bientôt après, un autre secours partit encore de Brest, de Toulon et de Rochefort. Enfin, le 10 juillet 1690, *Tourville* gagna sur *Torrington*, amiral de l'escadre anglaise, la victoire navale de Dieppe. Cet avantage fut inutile au malheureux Jacques II, parce qu'il ne cessa de faire des fautes. En 1690, Guillaume III était passé lui-même en Irlande. Les deux armées se trouvèrent en présence, le 10 juillet, à Drogheda sur la Boyne, au nord de Dublin. Malgré les conseils de ses généraux, Jacques II s'obstina à livrer la bataille. Le premier boulet qu'on tira la veille du combat,

effleura l'usurpateur à l'épaule droite : *Il n'aurait pas fallu que ce boulet s'écartât tant soit peu de sa route*, dit-il froidement pendant qu'on pansait sa blessure. Le désordre que cet accident causa dans sa suite fit croire qu'il était tué, et les Jacobites poussèrent des cris de triomphe. Le lendemain, les troupes anglaises, portant des rameaux verts à leurs chapeaux, passèrent la Boyne. Le duc de *Schomberg*, réfugié français qui les commandait, tomba mort au commencement de l'action ; mais les habiles dispositions de Guillaume III leur assurèrent une victoire complète, et Jacques II, désespérant de sa cause, s'embarqua pour la France, laissant son rival s'affermir sur le trône par de nouveaux succès. En effet, la victoire des Anglais sur Tyrconnel, près d'Antrim (13 juillet 1691), et la capitulation de Limerick (3 octobre), consommèrent la réduction de l'Irlande. Cette conquête fut suivie de confiscations et d'exportations qui implantèrent encore dans l'île une nouvelle colonie anglaise, autour de laquelle se rallièrent les protestants zélés et les amis de la révolution, qu'on appelait *Orangistes* (Orange-men) (1). Toute l'administration des affaires publiques passa entre leurs mains, et les Catholiques n'exercèrent plus le moindre emploi ; mais les Protestants qui les opprimaient furent opprimés eux-mêmes par le gouvernement d'Angleterre, comme l'avaient toujours été, depuis cinq siècles, les Anglais établis en Irlande. On gêna leur industrie et leur commerce par des prohibitions, et l'on ne permit que très-rarement au parlement irlandais de s'assembler.

Guillaume III, maître enfin des trois royaumes britanniques, put entrer activement dans la guerre européenne contre la France.

(1) Ce nom de mépris fut donné pour la première fois en 1689 aux protestants d'Irlande qui reconnaissaient l'usurpation de Guillaume. Cette dénomination est restée depuis aux protestants, dans le cours des luttes qui ont affligé l'Irlande jusqu'à la proclamation du *bill d'émancipation catholique* en 1829. Aujourd'hui le parti orangiste, à la tête duquel était le duc de Cumberland (depuis roi de Hanovre), et qui a trouvé un puissant adversaire dans le célèbre *O'Connell*, s'est confondu avec le parti tory. Il s'oppose dans le parlement à toute concession de droits ou de priviléges en faveur du parti catholique d'Irlande.

II. Guerre du continent. — Caractère de Guillaume III. — Ligue d'Augsbourg. — Bataille de Fleurus. — Siége de Liége. — Combat de Leuze. — Prise de Namur. — Batailles de Steinkerque et de Nerwinde. — Le *petit bossu*. — Bataille de la Hogue. — Défaite de l'amiral Rooke. — Les chefs de l'escadre française. — La *machine infernale*. — Prise de Namur. — Traité de Ryswick. — Magnanimité de Jacques II. — Sa mort. — La *grande alliance*. — Mort de Guillaume III. — Ère nouvelle marquée par son règne.

Guillaume III, qui, jeune encore (1672), avait entrepris pour son coup d'essai de faire tête au plus grand roi de la terre, avait, dans un corps faible et comme mourant, la froide et dure obstination de son aïeul *Guillaume lè Taciturne*, l'adversaire de *Philippe II*. C'était un homme de bronze, étranger à tout sentiment de nature et d'humanité. Élevé par les *de Witt*, il fit leur ruine; Stuart par sa mère, il avait renversé les Stuarts; gendre de Jacques II, il l'avait détrôné, et cette Angleterre qu'il avait prise aux siens, il la laissa à ceux qu'il haïssait, aux princes de la maison de Hanovre, à des Stuarts. Il n'eut qu'une passion, mais atroce, la haine de la France.

Il avait tout remué contre elle, ciel et terre. La ligue d'Augsbourg, organisée par ses soins, ne comprenait pas moins que l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, le duc de Savoie, le Danemark et presque tous les princes d'Allemagne (1689).

Le commencement des hostilités fut heureux pour les confédérés; mais en 1690, le *prince de Waldeck*, général des Cercles, perdit la bataille de Fleurus, contre le *duc de Luxembourg*, qui commandait l'armée française. Louis XIV vint en personne assiéger Mons, qui se rendit le 9 avril 1691, malgré Guillaume III. Celui-ci eut plus de succès devant Liége, dont il repoussa le maréchal de Boufflers. Après ces exploits réciproques, les deux rois quittèrent leurs armées, et la campagne se termina par le combat de Leuze (18 septembre), à l'avantage de Luxembourg.

A l'ouverture de la campagne de 1692, les Français s'emparèrent de Namur. Guillaume III, que Luxembourg avait empêché de secourir cette place, et qui brûlait d'effacer cet affront par quelque action d'éclat, attaqua le gé-

néral français près de Steinkerque (3 août); il se flattait de le surprendre, parce qu'il avait forcé l'un de ses espions, arrêté par les alliés, d'écrire de faux avis à son maître. Sur ces avis, Luxembourg prit des mesures qui devaient le faire battre. Son armée endormie fut attaquée à la pointe du jour; il était lui-même indisposé. Il fallait des prodiges, il en fit. L'ardeur des Français répondit aux dangers qu'ils couraient, et l'armée anglo-hollandaise laissa six mille hommes sur le champ de bataille. Luxembourg surprit à son tour Guillaume III à Nerwinde; mais le roi d'Angleterre ne sut pas imiter le vainqueur de Steinkerque. Il perdit vingt mille hommes, son camp et ses canons (29 juillet 1693). Luxembourg, ce général si brillant, était disgracié de la nature. Guillaume disait toujours : *Ne pourrai-je donc battre ce petit bossu?*

Au milieu de ces désastres, l'Angleterre avait conquis l'empire de la mer. Vingt mille hommes réunis sur les côtes de Bretagne allaient tenter pour Jacques II une descente en Angleterre. *Tourville* et *d'Estrées* devaient les escorter avec soixante-quinze vaisseaux. Le vent arrêta d'Estrées, et Tourville se trouva avec quarante-quatre vaisseaux contre quatre-vingt-dix, commandés par l'amiral *Russel*. Il demanda des ordres à sa cour. Louis XIV crut à sa fortune, et ordonna de forcer le passage. Cette terrible bataille de la Hogue ne coûta à la France que dix-sept vaisseaux; mais l'assurance et la fierté de sa marine y périt (29 mai 1692). L'espoir de Jacques périt aussi; il écrivit à Louis XIV : *Ma mauvaise étoile a fait sentir son influence sur les armes de Votre Majesté, toujours victorieuses jusqu'à ce qu'elles aient combattu pour moi; je vous supplie donc de ne plus prendre aucun intérêt à un prince aussi malheureux.*

Louis XIV sentit la valeur de ces paroles, et son intérêt redoubla pour son auguste client. Tourville prit, l'année suivante, sa revanche sur le vice-amiral *George Rooke*, qui perdit, entre Lagos et Cadix, quatre vaisseaux de guerre et quatre-vingts vaisseaux marchands qu'il escortait (27 juin 1693). D'autres chefs d'escadre, non moins

braves ni moins heureux, tels que *Jean-Bart, Duguay-Trouin*, *Pointis* et *Nesmond*, ruinèrent le commerce des Anglais qui, pour se venger, amenèrent contre Saint-Malo (19 novembre) leur terrible *machine infernale*, inventée par un réfugié français. La machine manqua son but; mais quoique éloignée, son explosion cassa toutes les vitres de la ville, renversa beaucoup de toits et ébranla la terre à treize kilomètres de distance.

Tandis que la France s'épuisait par ses victoires mêmes, les alliés se recrutaient incessamment. Luxembourg venait de mourir : Guillaume III, tant de fois défait, reprit Namur à la vue d'une armée française, sur le maréchal de Boufflers qui fit une capitulation honorable (1695). Le roi d'Angleterre viola la capitulation, fit arrêter Boufflers, et ne lui rendit la liberté que lorsqu'on eut relâché les garnisons de Dixmude et de Deinse, retenues par les Français.

L'année suivante, Louis XIV arma encore au soutient du parti jacobite; mais le projet d'invasion s'évanouit avant de recevoir un commencement d'exécution. Des partisans de Jacques II lui offrirent alors d'assassiner Guillaume III; mais le roi détrôné s'y refusa : il ne voulut pas non plus monter sur le trône de Pologne, que Louis XIV se chargeait de lui faire obtenir. Cependant *Catinat* venait de s'ouvrir, par la prise d'Ath, le chemin de Bruxelles, et *Vendôme*, de prendre Barcelone sur l'armée anglo-espagnole (1697). Ces succès firent comprendre aux alliés qu'il était temps de traiter. Un congrès s'ouvrit au château de Ryswick en Hollande, et la paix y fut signée, le 20 septembre 1697, entre l'Angleterre, la France, les États-Généraux et l'Espagne. Louis XIV, forcé de reconnaître l'usurpateur pour roi d'Angleterre, lui proposa de reconnaître à son tour le jeune fils de Jacques II pour son héritier. Le prince d'Orange, veuf depuis 1695 et sans enfants, y consentit. Jacques II s'y refusa : *Je me résigne à l'usurpation du prince d'Orange*, dit-il; *mais mon fils ne peut tenir la couronne que de moi : l'usurpation ne saurait lui donner aucun titre légitime*. Il y a dans tout cela de la grandeur et une sorte

de politique magnanime. Jacques II, détrôné et n'étant plus qu'un simple chrétien, cessait d'être un homme vulgaire.

Jacques II passa le reste de son exil à écrire les *Mémoires* de sa vie; la piété lui tenait lieu de puissance. Retiré dans sa conscience, empire dont il ne pouvait être chassé, ses souvenirs le faisaient vivre dans le passé, et sa religion, dans l'avenir. Il avait écrit de sa propre main cette courte prière: *Je vous remercie, ô mon Dieu, de m'avoir ôté trois royaumes, si c'était pour me rendre meilleur.* Il mourut à Saint-Germain le 16 septembre 1701.

Ce même mois et cette même année, Guillaume III avait commencé la *grande alliance* contre Louis XIV, dont le petit-fils, *Philippe d'Anjou*, venait d'être appelé par le testament du roi *Charles II* à la succession d'Espagne. Cette alliance, qui comprenait d'abord l'Angleterre, les États-Généraux, l'Empire et le Danemark, s'augmenta successivement de la Prusse, des Cercles, du Portugal, de la Suède et de la Savoie (1701-1703). L'auteur de la ligue n'eut pas le plaisir d'en voir le succès : il mourut le 19 mars 1702 sans postérité. Le *duc de Glocester*, seul enfant qui restât de la princesse Anne, étant mort en 1700, le parlement, pour fixer la succession dans la ligne protestante, avait déclaré, le 14 mai 1701, que la princesse *Sophie*, duchesse douairière de Hanovre, était la plus proche héritière du trône, après les descendants respectifs du roi Guillaume et de sa belle-sœur Anne.

Le règne de Guillaume III forme une époque remarquable dans l'histoire d'Angleterre, en ce qu'il détermina la place de cette puissance dans le système continental, tant comme arbitre et médiatrice que comme ennemie et rivale de la France. La révolution de 1688 amena définitivement la suprématie de la religion protestante, et la *Déclaration des droits,* celle du parlement. Dès ce moment les ministères n'eurent d'existence possible que par la majorité parlementaire qui devait leur être acquise. Au dehors l'Angleterre acquit la domination des mers et le monopole du commerce maritime.

§ 4. — ANNE STUART (1702-1714).

I. Avénement d'Anne Stuart. — Sara Jenning, duchesse de Marlborough. — Ministère de la reine Anne. — Son accession à la *grande alliance*. — Le *bel Anglais*. — Succès de Marlborough en Flandre. — Batailles de Friedlingen et d'Hochstædt. — Victoire d'Eugène et de Marlborough à Hochstædt. — Convention d'Ilbersheim. — Bataille de Ramillies. — Incorporation du parlement écossais au parlement anglais. — Prise de Gibraltar par les Anglais. — Victoire de Berwick à Almanza. — Eugène et Marlborough prennent Lille. — Traité de Methuen. — Conquête de l'île Minorque et de la Sardaigne. — Louis XIV demande en vain la paix. — Bataille de Malplaquet. — Victoire de Villa-Viciosa. — Mort de l'empereur Joseph Ier.

Anne Stuart, fille cadette de *Jacques II*, princesse de Danemark, fut proclamée après la mort de *Guillaume III* (1702), son beau-frère, reine d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Jeune encore, elle avait eu pour compagne de ses jeux miss *Sara Jenning*, qui devint plus tard *lady Churchill*, puis *duchesse de Marlborough*. Lorsqu'elle épousa le prince *George de Danemark* en 1683, Sara devint sa dame d'honneur, et la suivante domina sa maîtresse pendant presque tout son règne.

Dévouée aux Tories, comme Épiscopaux, Anne choisit pour ministres, le docteur *Jean Sharpe*, archevêque d'York ; le *comte de Rochester*, le *marquis de Normanby*, le *comte de Nottingham*, sir *Charles Hedges*, le lord *Godolphin*, le *duc de Marlborough*, etc. George de Danemark fut créé lord-grand-amiral. Le nouveau ministère ne changea ni de dispositions ni de politique à l'égard de la France, et la reine Anne se jeta dans la *grande alliance* cimentée par Guillaume.

Anne Stuart donna toute sa confiance à Marlborough, le *bel Anglais*, comme on l'appelait, esprit froid et fin qui avait étudié sous Turenne et qui nous rendit nos propres leçons. Marlborough se porta sur la Flandre, où le *duc de Bourgogne*, avec le maréchal de *Boufflers*, avait battu, près de Nimègue, un corps de cavaliers anglais (10 juin 1702). *Marlborough* s'avança toujours sans hasarder de bataille et s'empara successivement de Venloo, de Ruremonde et de Liége. Les Français étaient plus heureux sur le Rhin, où le *comte de Tallard* prit Trèves et le château

de Trarbach. L'*électeur de Bavière*, allié de Louis XIV; urprit Ulm (25 septembre), et le maréchal de *Villars* battit les Impériaux d'abord à Friedlingen (12 octobre 1702), puis à Hochstædt 20 septembre 1703). Déjà l'électeur était maître de Passau : trente mille Français, sous le maréchal de *Marsin*, inondaient les pays au delà du Danube : des partis couraient dans l'Autriche. Vienne était menacée d'un côté par les Français et les Bavarois, de l'autre par les Hongrois révoltés. Soudain *Eugène*, général de l'empereur *Léopold*, et Marlborough, accourent, l'un d'Italie, l'autre de Flandre, et se réunissent dans le même temps que Marsin fait sa jonction avec Tallard et l'électeur. Le 13 août 1704, les deux armées se trouvent en présence, non loin d'Hochstædt et de Blenheim. Les Français sont battus complétement; Tallard est pris; onze mille fantassins et plus de trois mille dragons, laissés dans l'inaction au village de Blenheim, se voient obligés de se rendre sans combat, et vingt-six mille hommes restent sur le champ de bataille. Les vainqueurs eurent quatre mille morts et sept mille blessés.

Cette déroute fut d'abord fatale à l'électeur, dont la femme, mise à la tête de ses États, fut réduite à la convention d'Ilbersheim (7 novembre). La Bavière devint la proie des Autrichiens. Les alliés envahirent ensuite l'Alsace; le *prince de Bade* et *Joseph*, roi des Romains, investirent Landau, qui ne se rendit qu'après un siége de soixante-sept jours (23 novembre). Marlborough s'emparait en même temps de Trèves.

Villars reparut alors sur le théâtre de la guerre. Marlborough, qui projetait d'envahir la Champagne, n'osa l'attaquer. Le général anglais se tourna vers les Pays-Bas, força l'électeur et *Villeroi* dans leurs lignes d'Hillesheim, et prit Lewes, Tirlemont et d'autres places. Les Français se maintinrent derrière la Dyle. Au printemps de 1706, Villeroi la franchit, à la tête de quatre-vingt mille hommes, pour aller se poster à Ramillies dans le Brabant. Marlborough lui présenta la bataille le 13 mai. Les Français perdirent vingt mille hommes, leurs canons, leurs bagages

et la Flandre espagnole jusqu'à Lille. On rappela d'Italie *Vendôme*, pour l'opposer à Marlborough : il sauva Douai, Tournai, Valenciennes ; mais son départ de la Péninsule y ruina les affaires de Louis XIV.

Cette année fut célèbre pour l'Angleterre à un autre titre. Moitié corruption, moitié violence, le parlement écossais fut amené, le 2 août 1706, à conclure un traité portant que les deux royaumes n'en feraient qu'un sous le nom de *Grande-Bretagne;* que la succession passerait à la princesse *Sophie*, duchesse douairière de Hanovre, et à ses héritiers, conformément à la déclaration de 1701 ; que tous les sujets de la Grande-Bretagne jouiraient des mêmes priviléges et seraient assujettis aux mêmes lois ; que le royaume serait représenté par un seul et même parlement, dans lequel seraient admis seize pairs écossais et quarante-cinq membres des communes ; que toutefois l'Écosse conserverait la cour de session et ses autres cours, indépendantes des tribunaux anglais, etc.

La France n'avait pas été plus heureuse en Espagne qu'en Flandre. La flotte des alliés avait conduit (1704) en Portugal l'archiduc *Charles*, compétiteur de *Philippe V*. L'amiral *Rooke* s'empara, pour les Anglais, de Gibraltar, qu'on n'a jamais pu leur reprendre (4 août). L'année suivante, le *marquis de Las-Minas* et le *comte de Galloway* conquirent Albuquerque, Alcantara, Salvatierra ; mais en 1707, le maréchal de *Berwick*, fils naturel de Jacques II, remporta sur eux la brillante victoire d'Almanza, près des frontières de Valence (25 avril). Cette action, où les alliés perdirent plus de douze mille hommes, affermit la couronne espagnole sur la tête de Philippe V, et bientôt l'archiduc ne conserva plus qu'une partie de la Catalogne.

Louis XIV n'espérait pas moins de la campagne de Flandre. Le duc de Bourgogne, son petit-fils, y commandait une armée de cent mille hommes. Ypres et Gand tombèrent en son pouvoir ; mais les conseillers du jeune prince ne s'entendirent point avec Vendôme, tandis qu'Eugène et Marlborough, toujours unis, se trouvaient toujours prêts à profiter des fautes de la mésintelligence. La déroute d'Oude-

narde (11 juillet) leur permit d'aller prendre Lille, malgré la belle défense de Boufflers.

Au milieu de ces hostilités, *Paul Methuen*, ambassadeur de la reine Anne auprès de *Pierre II*, roi de Portugal, acquérait aux Anglais tout le commerce de ce pays, par le traité appelé de son nom *traité de Methuen* (1708). Ce traité stipulait que le Portugal admettrait toujours les draps et les autres productions des fabriques anglaises, et la Grande-Bretagne, les vins de Portugal, qui payeraient à leur entrée un tiers de moins en droits que les vins de France.

Les Anglais, presque chassés d'Espagne, mais maîtres de la mer, s'emparèrent de Minorque et de la Sardaigne. A tant de pertes se joignirent, en 1709, les fléaux de la nature. Un affreux hiver ne laissa aucune espérance de récolte. Louis XIV demanda la paix ; mais le *marquis de Torcy*, son plénipotentiaire à la Haye, essuya les hauteurs insultantes du grand-pensionnaire *Heinsius*, uni à Eugène et à Marlborough dans le dessein d'accabler la France. Leurs propositions révoltaient. Ils exigeaient que Louis XIV renonçât à la souveraineté de l'Alsace, qu'il cédât dix villes de Flandre aux Hollandais; enfin qu'il se joignît aux alliés pour détrôner son petit-fils. Le magnanime monarque répondit que *puisqu'il fallait faire la guerre, il aimait mieux la faire à ses ennemis qu'à ses enfants*. La guerre n'en devint que plus nationale. Les alliés devaient attaquer à la fois tous les points. La victoire du *comte du Bourg* à Rumersheim (26 août) sauva l'Alsace. Dans les Pays-Bas, Eugène et Marlborough, forts de cent dix mille hommes, prirent Tournai (5 septembre) et vinrent assiéger Mons. Villars, qui commandait une armée de soixante-dix mille hommes, s'avança pour secourir la place. Les deux généraux ennemis l'attaquèrent près du village de Malplaquet (11 septembre). Le soldat français, qui avait manqué de vivres un jour entier, les jeta pour combattre. Les alliés laissèrent plus de vingt mille hommes sur la place; Villars n'en perdit que huit mille et se retira en bon ordre : il était grièvement blessé.

Eugène et Marlborough s'emparèrent de Mons.

Louis XIV demanda de nouveau la paix dans les conférences de Gertruydemberg (1710). On exigeait pour préliminaire qu'il s'engageât à détrôner, seul, son petit-fils, dans l'espace de deux mois. Cette barbarie ne paraissait pas d'une exécution difficile. Philippe V venait d'être battu près d'Almenara par le *prince de Stahremberg* (27 juillet 1710) et forcé de transférer à Valladolid le siége du gouvernement. L'archiduc Charles entra à Madrid le 28 septembre. Mais Vendôme arrive : l'archiduc sort de la capitale, Vendôme y reconduit Philippe V, court aux ennemis étonnés, prend dans Brihuega le général anglais *Stanhope* et ses cinq mille soldats, et le lendemain défait Stahremberg à Villa-Viciosa (10 décembre). Cette victoire affermit pour toujours le sceptre d'Espagne dans la main de Philippe V.

Quelque temps après (17 avril 1711) mourut l'empereur Joseph Ier, successeur de Léopold. L'archiduc Charles, son frère, hérita de tous les États de la maison d'Autriche, auxquels il joignit, six mois après, le titre d'empereur, sous le nom de *Charles VI*. Cet événement devait faciliter la paix.

II. Puissance de Marlborough en Angleterre. — Mistress Marsham. — Ligue des Tories et des Whigs. — Affaire de Sacheverel. — Disgrâce de la duchesse de Marlborough et de son mari. — Il est rappelé de l'armée. — Anne se retire de la grande alliance. — Congrès d'Utrecht. — Victoire de Denain. — Traités de paix.

La paix se préparait en Angleterre depuis quelque temps. Des intrigues de cour y servirent l'humanité. Il y avait toujours entre les Whigs et les Tories une opposition d'autant plus vive que la religion se joignait à la politique pour les diviser. Marlborough s'étant déclaré pour les Whigs, cette faction dominait, persécutait même. Ennemie de la paix, elle entrait dans toutes les vues du général, qui fondait sur la guerre son crédit et son immense fortune. La soif de l'or ne contribuait pas moins que celle des honneurs à le rendre irréconciliable ennemi des Bourbons. Sa femme gouvernait la reine Anne; le grand-trésorier, Godolphin, était son ami et beau-père d'une de ses filles; le comte de Sunderland, secrétaire d'État, son gen-

dre, ne lui était pas moins dévoué. Ainsi il pouvait disposer de tout, tant que la cour ne changerait pas.

Mais la duchesse de Marlborough, fière jusqu'à l'insolence, oublia que l'on doit ménager la faveur avec adresse pour se mettre à l'abri des disgrâces. Elle fit trop sentir à la reine l'empire qu'elle exerçait sur son âme : elle lui donna tant de dégoût, qu'en 1708, une autre favorite, mistress *Marsham*, sa parente et sa créature, était déjà une rivale prête à la supplanter. Dès lors on forma des cabales contre le duc. Les Tories se ranimèrent : *Harley*, depuis *comte d'Oxford*, secrétaire d'État, et le fameux sir *John*, depuis *comte de Bolingbroke*, formèrent le plan d'une révolution.

A leur instigation, *Sacheverel*, recteur de Saint-Sauveur à Southwark, enthousiaste ardent des Tories, prêcha, imprima des discours contre les principes et le gouvernement des Whigs (1709). La Chambre des communes l'accusa (1710). Son procès échauffa les têtes : le clergé, le peuple se déclarèrent ses partisans avec tant de chaleur, qu'on craignit une sédition. La reine assista aux séances comme spectatrice; on n'ignorait pas qu'elle approuvait une doctrine favorable à la royauté. Plusieurs des principaux Tories soutinrent qu'il n'y avait pas matière à accusation; Sacheverel fut jugé coupable, seulement à la majorité de dix-sept voix. Le parlement fit brûler ses sermons et lui interdit la chaire pour trois ans. On s'attendait à une sentence plus rigoureuse; les Tories se crurent triomphants et intriguèrent davantage.

Tel était le faible de la reine pour la duchesse de Marlborough, que celle-ci, en modérant son humeur altière, aurait pu se soutenir encore longtemps. Elle se rendit enfin insupportable par sa hauteur, par ses vivacités. La nouvelle favorite, qu'elle insulta, saisit les occasions de vengeance. Anne, blessée au vif, rompit ses liens. Bientôt Godolphin, Sunderland et les autres chefs du parti whig furent congédiés de la cour; le ministère changea de face avec Harley, sir John, le *comte de Rochester*, le *duc de Buckingham*, *Boyle*, *Harcourt*, le *duc d'Ormond*, etc.,

(1710). Il fallait changer aussi le parlement : on fit reparaître sur la scène le docteur Sacheverel, on lui donna un bénéfice : le clergé et le peuple se livrèrent à une sorte d'enthousiasme, qui dirigea presque toutes les élections sur les Tories. Marlborough, après avoir pris Bouchain, fut rappelé du théâtre de ses exploits et privé de toutes ses charges. Des préliminaires de paix furent signés à Londres le 8 octobre 1711, et le 17 juillet 1712 les troupes anglaises se séparèrent des alliés.

Un congrès pour la paix générale s'était ouvert à Utrecht le 9 janvier. Ce congrès ne répondit pas d'abord aux espérances de Louis XIV. Charles VI et les États-Généraux s'en référaient aux conférences de Gertruydemberg. Les autres puissances ne demandaient comme une condition essentielle que la double renonciation de la branche espagnole à la couronne de France, et de la branche française à la couronne d'Espagne. La reine Anne exigeait que la parole royale fût garantie par les deux nations. Philippe V fit ratifier sa renonciation dans l'assemblée des cortès (novembre 1712), en présence du lord *Lexington*, ambassadeur d'Angleterre, et l'on se contenta, pour la renonciation du *duc de Berri,* frère puîné de Philippe V, d'un enregistrement au parlement de Paris.

Cependant la Hollande, quoique abandonnée des Anglais, avait redoublé ses efforts pour une nouvelle campagne; mais la victoire de Denain, gagnée par Villars, et la prise de Marchiennes qu'Eugène appelait le *grand chemin de Paris*, redonnèrent la supériorité aux Français. Alors la paix fut signée le 11 avril 1713 à Utrecht. L'Angleterre, outre Gibraltar et l'île Minorque, obtint l'île de Terre-Neuve, la baie d'Hudson, Saint-Christophe et l'Acadie (Nouvelle-Écosse). Le duc de Savoie eut la Sicile avec le titre de roi. L'Espagne et les Indes occidentales furent conservées à Philippe V. Louis XIV se désista d'une partie de ses conquêtes et promit de combler le port de Dunkerque. Plusieurs villes de la Flandre espagnole furent livrées à la Hollande pour lui servir de *barrière*. Charles VI ne fit sa paix que l'année suivante à Radstadt (6 mars 1714),

et n'eut de la monarchie espagnole que ce que lui proposait le congrès d'Utrecht, c'est-à-dire le royaume de Naples, le Mantouan, la Sardaigne et les Pays-Bas.

III. Fin du règne d'Anne. — Sa conduite ambiguë envers la famille exilée. — *Acte de sécurité*. — Expédition de Jacques III en 1706. — Fidélité à sa religion. — Le chevalier de Saint-George à Bar-le-Duc. — Mort de la reine Anne. — Littérature contemporaine. — Force de la marine anglaise.

Après le traité d'Utrecht, si glorieux pour la reine Anne, le reste de sa vie, qui se termina le 1er août 1714, fut surtout occupé par les intrigues des deux partis rivaux, comme par les espérances diverses de la maison de Stuart et de celle de Hanovre.

Anne Stuart avait eu l'art de faire croire à sa famille exilée qu'elle préparait secrètement les voies de retour de son frère. Anne était-elle de bonne foi, ou voulait-elle gagner du temps et empêcher les Jacobites d'agir en les amusant par de fausses promesses ? Les avis des historiens sont partagés là-dessus. Telle était du reste l'influence des Jacobites en Écosse, que ce furent eux qui firent échouer la première tentative sérieuse de l'union des deux royaumes (1702) et adopter l'*acte de sécurité* qui excluait la maison de Hanovre du trône d'Écosse. L'hostilité des deux peuples se réveilla alors, et si *Jacques III* s'était présenté comme le champion de l'indépendance nationale, les chances étaient favorables pour lui. Mais ce prince, comptant sans doute sur les promesses secrètes de sa sœur, ne profita pas même des chances plus sûres encore que lui promettait l'exaspération des esprits en 1706, lorsque l'union fut consommée par une adroite distribution de l'or de l'Angleterre. En 1708, une expédition, commandée par le *comte de Forbin*, menaça les côtes d'Écosse. Le prince aurait voulu être débarqué ; mais on fut obligé de se retirer devant des forces supérieures et de différer toute espèce d'invasion.

Jacques III alla recevoir les premières leçons de la guerre sous le duc de Bourgogne en Flandre, et à Malplaquet il se distingua sous Villars : on le nommait alors le *chevalier de Saint-George*.

Cependant l'intrigue semblait combattre en sa faveur à la cour de la reine Anne. Marlborough, homme à double face et qui, tendant une main à l'électeur, tendait l'autre au chevalier de Saint-George, pressait Jacques III de faire une tentative d'invasion; mais tout se brouillait quand il était question de garanties. La religion du prince était le plus grand obstacle à la restauration des Stuarts, et Jacques III n'était pas plus disposé que son père à changer de foi pour une couronne.

Anne dissimula jusqu'à la fin, soit envers son frère, soit envers les Whigs. Ce parti dominait dans le parlement de 1713. Une des conditions imposées à Louis XIV par le traité d'Utrecht fut la reconnaissance de la succession dans la ligne protestante. Le grand monarque se vit même forcé de ne plus accorder d'asile au chevalier de Saint-George, qui se retira à Bar-le-Duc, et ne revint à Paris que secrètement. Sa tête fut mise à prix au mois de juin 1714, six semaines avant la mort de sa sœur. On a prétendu que les dernières paroles d'Anne furent une exclamation de douleur sur son frère : n'était-ce pas seulement une exclamation de remords ? Privée tour à tour de ses neuf enfants, elle n'avait pu s'empêcher de penser quelquefois que le Ciel punissait en elle la fille rebelle et la sœur dénaturée.

Le règne d'Anne Stuart fut heureux et florissant. La littérature s'y développa par *John Dryden*, *Pope*, *Prior*, *Gay*, *Joseph Addison*, *Richard Steele* et *Jonathan Swift*. Le commerce prit une extension immense : la marine parvint au plus haut degré de force; en 1714 elle comptait deux cent trente-deux vaisseaux de guerre de toute grandeur, portant neuf mille neuf cent cinquante-quatre canons et quarante-neuf mille huit cent soixante hommes.

§ 5. — DES COLONIES ANGLAISES PENDANT LA SECONDE MOITIÉ DU XVIIe SIÈCLE.

Il est temps de jeter un coup d'œil et de dire un mot sur les colonies anglaises pendant la seconde moitié du XVIIe siècle.

Tandis que la république des Provinces-Unies redoublait d'efforts et d'activité pour s'emparer de l'empire de la mer, l'Angleterre poursuivait aussi ses entreprises et donnait carrière à la même ambition. La rivalité qui s'éleva entre ces deux nations occasionna les guerres qui eurent lieu sous *Cromwell* et sous *Charles II;* mais les intérêts de la politique y mirent fin : les guerres des Compagnies marchandes n'étaient pas encore des querelles d'État.

Le commerce des Indes orientales demeura, toutefois avec quelques variations, entre les mains de la Compagnie anglaise. Chassée par les Hollandais de toutes les îles qui produisaient les épices, elle ne conserva que quelques factoreries sur les côtes de Malabar et de Coromandel. Dans le principe, l'acquisition de Madras ne lui fut d'aucune utilité (1652); mais les fonds que lui fournit Cromwell en 1653 lui donnèrent des nouvelles forces, et la guerre contre la Hollande favorisa cette impulsion.

Le fort Saint-George, près de Madras, fut construit en 1620, de l'aveu du roi de Golconde. Les Anglais furent massacrés à Amboine en 1623; mais à la paix de 1651, ils obtinrent, en forme de compensation, l'île de Poleron, fertile en épiceries, où ils ne purent se maintenir. Ils occupèrent l'île Sainte-Hélène en 1651.

Des particuliers commencèrent par fonder des comptoirs dans les Petites Antilles qui ne fournissaient que de mauvais tabac et un peu de coton. On y fit d'abord peu d'attention; mais lorsque la culture de la canne à sucre, transportée du Brésil dans l'île de Barbade (1641), eut réussi au delà de toute attente, on reconnut l'importance que pouvaient acquérir ces îles, et la conquête de la Jamaïque posa les premiers fondements des richesses que l'Angleterre devait exploiter plus tard dans cette partie du monde.

L'occupation de la Barbade et d'une portion de l'île de Saint-Christophe eut lieu en 1625; celle de Bermude et de Nevis, en 1628; de Monserat et d'Antigoa, en 1632. La conquête de la Jamaïque date de 1655; la culture de la canne à sucre y commença en 1660. Dès l'an-

née 1640, les Anglais s'étaient emparés des îles Bahama, alors inhabitées, et de l'île de la Providence, qui peut être considérée comme la clef du commerce des Indes occidentales.

Dans les colonies du nord de l'Amérique, les progrès de la civilisation purent faire pressentir dès ce moment l'importance politique à laquelle ces provinces parviendraient un jour. Les troubles qui agitaient l'Angleterre à cette époque en firent sortir un nombre considérable d'habitants, qui traversèrent les mers et vinrent se réfugier sur cette terre fertile. Le pays qui fut d'abord compris sous le nom de Virginie et de Nouvelle-Angleterre, fut divisé en plusieurs provinces. La Compagnie de Londres et la Société de Plymouth ayant été dissoutes (1625-1637), ces provinces reçurent chacune une organisation régulière; les constitutions qui leur furent données eurent pour objet principal de les mettre sous la dépendance de la métropole, avec des formes de gouvernement républicain, qui servirent alors à les réunir en corps de nation.

La fondation de l'État de Massachussetts remonte à l'an 1621, et celle de la ville de Boston, à l'an 1627, par des colons anglais, fanatiques en religion comme en politique. Ceux qui furent chassés du Massachussetts s'établirent en 1630 dans Rhode-Island. — Lord *Baltimore* créa la province de Maryland, et des catholiques anglais bâtirent la ville de même nom en 1632. La Virginie ne fut pas encore partagée; mais elle s'accrut considérablement par les progrès et l'extension de la culture du tabac.

La politique de Charles II et de *Jacques II* était favorable aux colonies, et, sous ce rapport, elle servit beaucoup à l'agrandissement du commerce et à l'accroissement de la richesse publique : les traités de paix et d'alliance qui unissaient l'Angleterre et l'Espagne favorisèrent les établissements anglais en Amérique, et leurs succès dans la Jamaïque furent le premier indice de leur prospérité future.

Dès le principe, les colonies reçurent une organisation constitutionnelle : un gouverneur, assisté d'un conseil, les administrait en chef, et réunissait de plus auprès de lui une assemblée qui se composait des députés des paroisses. La

vente des Nègres fut seule réservée pour les Compagnies privilégiées.

L'Angleterre s'allia avec l'Espagne en 1670 ; celle-ci reconnut expressément toutes les possessions britanniques, et conclut un traité de commerce. En 1674, on fonda une Compagnie d'Afrique; elle eut le sort de celles qui l'avaient précédée, et ne put maintenir son monopole. Les Anglais firent construire, vers le même temps, les forts de Saint-James et de Sierra-Leone sur la côte d'Afrique.

Dans l'Amérique septentrionale, les établissements acquirent encore plus de prospérité, grâce aux migrations européennes. Les colons prirent peu à peu possession de toutes les côtes depuis le Canada jusqu'en Géorgie ; on vit naître successivement les provinces de New-York, de New-Jersey, la Pensylvanie, la Caroline, etc.

Les changements politiques qui survinrent dans les provinces du nord furent dus surtout à l'invasion que firent, en 1664, les Hollandais partis des rives de la Delaware, où se trouvaient les provinces de la Nouvelle-Belgique et des Nouveaux-Pays-Bas : celles-ci furent cédées à l'Angleterre par la paix de Breda, et c'est ainsi que se formèrent, en 1665, les États de New-York et de New-Jersey, avec celui de New-Hampshire, qui fut séparé du Massachussetts en 1691. En 1663, Charles II accorda à huit lords anglais la propriété des pays qui formèrent depuis la Caroline, séparée dès lors de la Virginie ; cette province fut divisée, en 1729, en Caroline-Sud et en Caroline-Nord ; ce fut le philosophe Locke qui en rédigea la constitution, et elle ne valait pas mieux que ses autres ouvrages. En 1682, *Guillaume Penn*, fils de l'amiral de ce nom, ayant reçu donation en toute propriété du pays situé entre le 40ᵉ et 42ᵉ degré nord, en compensation d'une créance dont il poursuivait le remboursement, s'établit sur cette portion de la côte, et y fonda la province de *Pensylvanie*. Les nouveaux colons conclurent divers traités avec les Indiens; la liberté des opinions religieuses fut reconnue, sans restriction, sur tous les points de ce vaste territoire. Les villes de Philadelphie et de Germantown furent fondées vers le même temps.

Au nord de ces colonies, la pêche de Terre-Neuve continua de faire une branche importante de commerce pour les Anglais, et ils s'emparèrent en outre de tout le pays situé vers la baie d'Hudson : une nouvelle compagnie

reçut en 1669 le privilége d'y faire le commerce de la pelleterie.

Le commerce des Indes orientales continua d'être exploité par la Compagnie qui en avait reçu le privilége; ses possessions s'agrandirent plus que son commerce, et les Hollandais demeurèrent ses concurrents les plus redoutables. Dès l'an 1670, elle importa en Angleterre une grande quantité de mousselines et de soieries de l'Inde, et c'est surtout à cette opération qu'il faut attribuer l'inimitié du peuple anglais pour la Compagnie.

Charles II renouvela son privilége en 1661. L'année suivante, le mariage du roi avec une princesse portugaise valut à l'Angleterre l'acquisition de Bombay, que la nouvelle reine apporta en dot à son époux, et que ce prince céda à la Compagnie en 1668. Après avoir perdu Bantam (1680), elle fit, en 1683, un établissement à Bencoulen, où elle exploita le commerce du poivre; elle fonda aussi des comptoirs à Hougly et à Calcutta. Les brigandages commis dans l'Hindostan par *John Child,* gouverneur de Bombay, attirèrent contre cette colonie, en 1689, les armes du Grand-Mogol *Aureng-Zeb.* Battus par les Indiens et réduits à s'enfermer dans une forteresse, les Anglais implorèrent lâchement leur grâce, et l'empereur mogol, moyennant de justes réparations, consentit à leur pardonner. Après cette guerre, qui causa une dépense de 10 millions, la perte d'un grand nombre de vaisseaux et la mort de plusieurs milliers de marins et de soldats, la Compagnie éprouva encore de plus grands dommages au milieu de la lutte sanglante que la révolution de 1688 amena entre la France et l'Angleterre, et dans laquelle les armateurs français enlevèrent à la Grande-Bretagne quatre mille deux cents bâtiments marchands, qui furent évalués à 675 millions de livres. Ces pertes furent suivies d'une disposition économique, véritablement ruineuse pour la Compagnie. Afin d'encourager la culture du lin et du chanvre, introduite en Écosse et en Irlande par les réfugiés français, on crut devoir proscrire, à quelques exceptions près, l'usage des toiles de l'Inde. Dans le temps où la Compagnie recevait presque le coup mortel par ces prohibitions, sa décadence enhardissait les ennemis de son privilége exclusif à dénoncer ses abus au parlement, qui donna gain de cause aux accusateurs, et leur permit de faire ensemble ou séparément le commerce de l'Inde (1694). Ils s'associèrent et formèrent une nouvelle Compagnie. L'ancienne obtint la permission de continuer ses armements jusqu'à l'expiration très-prochaine de sa charte. Ces deux Sociétés, d'abord animées d'une ardente haine l'une pour l'autre, et réciproquement acharnées à se détruire, se rapprochèrent enfin, et réunirent leurs fonds comme on le verra par la suite (1).

(1) Dynastie de Hanovre, § 3.

DYNASTIE DE HANOVRE.

(1714-1837).

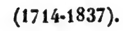


Tableau généalogique de la dynastie de Hanovre.

GEORGE Ier, roi, 1714, † 1727. = Sophie de Zell-Brunswick, † 1726.

George II, roi, 1727, † 1760. = Caroline de Brandebourg-Anspach, † 1737.
Sophie-Dorothée, † 1705. = Frédéric II ou le Grand, roi de Prusse.

Frédéric-Louis, prince de Galles, † 1751. = Augusta de Saxe-Gotha.
Guillaume, duc de Cumberland, † 1765.
Plusieurs filles.

George III, roi, 1760, † 1820. = Charlotte-Sophie de Meck-lembourg, † 1818.
Augusta, † 1813. = Charles-Guillaume, duc de Brunswick, † 1806.
Duc d'York, † 1767.
Duc de Glocester, † 1805. = Marie Walpole.
Duc de Cumberland, † 1790.
Mathilde, † 1775. = Christian VII, roi de Danemark.

George IV, régent, 1811, roi, 1820, † 1830. = Caroline de Brunswick, † 1821.
Duc d'York, † 1826. = Frédérique de Prusse, † 1800.
Guillaume IV, d'abord duc de Clarence, roi, 1830, † 1837. = Amélie-Adélaïde de Saxe-Meinengen.
Duc de Kent, † 1820. = Marie-Louise de Saxe-Cobourg, sœur de Léopold.
Élisabeth. = Frédéric de Hesse-Hombourg.
Ernest, duc de Cumberland.
Duc de Sussex.
Duc de Cambridge. = Willelhmine de Hesse-Cassel.
Marie. = Guillaume, duc de Glocester.
Sophie.

Caroline-Charlotte, † 1817. = Léopold de Saxe-Cobourg, roi de Belgique, en 1830.
Victoria, Alexandrine-Victoire, reine, 1837.
George-Frédéric-Alexandre.
George-Frédéric-Guillaume.

§ 1er. — GEORGE Ier (1714-1727).

I. Proclamation de George Ier. — Robert Walpole et Townshend. — Procès de l'ancien ministère. — Incertitude de l'histoire sur lord Bolingbroke. — Insurrection du comte de Mar en faveur de Jacques III. — Batailles de Dumblain ou de Sheriffmoor et de Preston. — Expédition inutile de Jacques III. — Oppression de l'Irlande. — Naissance du parti des *Patriotes*.

Anne Stuart était descendue dans la tombe avec douleur, certaine que sa mort consoliderait l'exclusion de sa famille, exclusion dont elle se reprochait d'avoir profité. Dès qu'elle eut expiré, les *lords-justices*, c'est-à-dire, les grands-officiers de la couronne auxquels le bill de la régence avait transmis le pouvoir exécutif, firent proclamer roi de la Grande-Bretagne GEORGE Ier, électeur de Hanovre, arrière-petit-fils de *Jacques Ier* par *Sophie* sa mère et *Élisabeth* son aïeule.

La maison protestante de Hanovre devait sa haute fortune aux Whigs. Les Tories furent écartés de toutes les places, et sir *Robert Walpole*, l'un des plus zélés promoteurs de la succession hanovrienne, devint, avec son associé le *vicomte de Townshend*, le conseiller le plus influent de la couronne.

Le nouveau ministère fit faire le procès à l'ancien. A la suite du rapport présenté par Walpole, *Oxford*, *Ormond* et *Bolingbroke* furent accusés de haute trahison. Le premier se tira d'affaire ; les deux autres se sauvèrent sur le continent. La cour de Saint-Germain vit alors arriver les deux ministres frappés d'un bill d'*attainder*. Outré de sa disgrâce, Bolingbroke vint offrir ses services à *Jacques III*, dit le *chevalier de Saint-George*. Cette ambition ardente ne s'effrayait pas d'avoir à rétablir un trône pour retrouver son autorité de ministre. L'exécution de ses plans lui semblait valoir la peine d'une révolution : il ne fut pas mieux compris de Jacques III que de George Ier, il ne l'a peut-être pas été de son siècle qui l'a déclaré contradictoirement un homme passionné et artificieux. Les mêmes intrigues qui avaient renversé Bolingbroke à Londres le renversèrent à Saint-Germain ; et il se vit ac-

cuser de trahison en même temps par le roi légitime et par le roi de fait.

Louis XIV avait reçu froidement le lord *Stair*, ambassadeur de George Ier. Le chevalier de Saint-George se sentit alors plus hardi à réclamer les droits de sa naissance, ces droits qui sont antérieurs aux lois changeantes de la politique. Le *comte de Mar*, d'abord adhérent de la maison hanovrienne et jeté par le dépit seul de la disgrâce dans le parti des Jacobites, publia un manifeste au nom du roi légitime, et réunit quinze mille hommes avec lesquels il occupa Perth, Aberdeen et d'autres places. Manquant à la fois de talents militaires, de conviction et de courage, il eut pour adversaire le duc d'Argyle, *John Campbell*, élève de Marlborough, qui s'était distingué à Oudenarde et à Malplaquet. Le duc attaqua les Highlanders entre Dumblain et Sheriffmoor, et ne remporta qu'une victoire douteuse, c'est-à-dire, partielle (13 novembre 1715); mais elle suffit pour décourager les montagnards, à qui l'avantage du nombre semblait moins essentiel que d'avoir pour chef un autre Montrose, un autre Claverhouse. Le jour même de cette bataille, les Jacobites du nord de l'Angleterre, réunis à une armée d'Écossais du bas pays et de montagnards qui les avaient joints, étaient forcés de déposer les armes à Preston dans le comté de Lancastre.

L'année suivante, le chevalier de Saint-George vint joindre le comte de Mar; mais il n'avait aucune des qualités qui distinguèrent par la suite son fils, *Charles-Édouard*. Abordé le 2 janvier 1716 à Petershead, avec six compagnons, il ne s'occupa que faiblement de réunir une nouvelle armée. Son retour en Écosse fut comme une vaine parade de royauté; il préparait son couronnement à Scone, lorsqu'il apprit que le duc d'Argyle marchait contre lui avec six mille soldats étrangers et plusieurs régiments anglais. Il se rembarqua le 12 janvier. La sévérité du gouvernement alla jusqu'à la cruauté contre les prisonniers de cette guerre; mais personnellement Argyle se montra clément envers les vaincus, et non moins habile

politique que brave général, il parvint à étouffer les restes d'une insurrection si mal conduite.

L'Irlande, en grande partie jacobite, n'avait point remué; mais la nouvelle dynastie ne l'en traita pas mieux. Le parlement irlandais fut privé du peu de droits qui lui restaient; et comme pour atténuer ce tort aux yeux des Anglicans et les étourdir sur leur intérêt propre en flattant leur animosité religieuse, on persécuta individuellement les Catholiques. Il leur fut défendu d'acquérir des terres ou des fermages à long terme, et même d'élever leurs enfants chez eux. Mais la communauté de souffrance, quoique à un degré fort inégal, réunit dans une même opposition les Protestants et les Catholiques, qui formèrent un nouveau parti entièrement politique, sous le nom de parti des *Patriotes*. Ils s'accordaient tous sur un point, la nécessité de rendre l'Irlande indépendante de l'Angleterre; indépendance qu'ils ne purent jamais réaliser, comme on le verra par la suite.

II. Système politique de George Ier. — Alliance de l'Angleterre et de la France. — Dubois vendu aux Anglais. — La *triple* et la *quadruple alliance*. — Jacques III forcé de se retirer à Rome. — Son mariage avec la petite-fille de Sobieski. — Naissance de Charles-Édouard. — La septennalité des Communes.

Le maintien du système politique établi par la paix d'Utrecht occupa tout le règne de George Ier. Ce système reposait sur une base quadruple : 1° la succession protestante en Angleterre, succession déloyale et injuste; 2° l'établissement d'une *barrière* de fait entre la France et la république des Pays-Bas, barrière qui ne pouvait exister qu'aux dépens de la maison d'Autriche; 3° la séparation perpétuelle des couronnes de France et d'Espagne; 4° le partage de la monarchie espagnole entre les maisons d'Autriche et de Bourbon. Le système anglais n'avait, outre George Ier et les Hollandais, qu'un seul partisan en Europe, c'était le *duc d'Orléans*, régent de France pendant la minorité de *Louis XV*, intéressé comme eux à son maintien. Ce rapport d'intérêts produisit d'abord une révolution extraordinaire en Europe, l'intime liaison de deux puissances éternellement ennemies, et par suite tous

les malheurs que l'anglomanie déchaîna sur la France. Tel fut le motif de toutes les transactions politiques et des guerres particulières qui remplirent cette époque.

Le régent de France était alors gouverné par *Dubois*, dont la politique égoïste ou toute dirigée à l'*utile* fut bientôt vendue au roi George Ier pour une pension annuelle de 40,000 livres sterling. Dubois d'ailleurs redoutait l'ambition du roi ou plutôt de la reine d'Espagne, et le génie de son rival *Albéroni*. Il n'était pas homme à sacrifier aucun intérêt positif à un principe de générosité chevaleresque, ni à reconnaître aucun droit au malheur. Jacques III fut invité à se retirer à Avignon; là encore l'Angleterre le trouva trop près de l'Espagne, où Albéroni manifestait l'intention de reconnaître et de défendre la légitimité. La *triple alliance* de la France, de l'Angleterre et de la Hollande (4 janvier 1717), qui, par l'accession de l'Empire (2 août 1718), devint la *quadruple alliance*, ne laissa plus aux Stuarts d'autre asile que Rome, où le pape *Clément XI* eut le noble courage de les accueillir en princes. A Rome fut négocié le mariage de Jacques III avec une petite-fille du grand Sobieski, la princesse *Marie-Casimire-Clémentine Sobieska*, autre débris d'une dynastie sans couronne, et dont l'aïeul avait été le libérateur de son pays et un roi chevalier comme le Bruce de l'antique Écosse.

Le roi George Ier, informé de ce projet de mariage, qui devait unir au fils de Jacques II une des plus riches princesses d'Europe, fit agir ses ministres auprès de l'empereur Charles VI pour y mettre obstacle. Le père de la princesse, *Jacques Sobieski*, naguère compétiteur malheureux du trône de Pologne, se trouvait sous la dépendance de l'empereur. Il fallut que la future épouse de Jacques III s'enfuît avec sa mère pour aller joindre le prince à Bologne. Surveillée par les espions anglais, elle fut arrêtée à Inspruck et enfermée dans un couvent de cette ville. Mais elle parvint à s'en échapper, et le souverain pontife bénit son union avec Jacques III Stuart en 1720. Sur la fin de cette même année naquit *Charles-Édouard*, dont la naissance

fut notifiée à tous les cabinets de l'Europe, y compris celui de Saint-James, et, l'an 1725, *Henri-Benoît Stuart* fut le second fruit de ce mariage plus illustre que fortuné.

Ce fut dans cet intervalle que George Ier fit établir la septennalité de la Chambre des communes (1716). Par là, les membres qui siégeaient prolongèrent de quatre ans les pouvoirs que leurs commettants ne leur avaient accordés que pour trois ans, et comme ils étaient dévoués à la ligne protestante, cette mesure consolida son avénement.

III. Le prince de Galles, *gardien* du royaume. — La *junte hanovrienne*. — Disgrâce de Walpole. — Le *sunking-fund*. — Projet d'Albéroni. — Bataille navale de Passaro. — Expédition des Espagnols en Écosse. — Bataille de Glenshiel. — Rentrée de Walpole au ministère. — Le *grand-prêtre et le missionnaire de la corruption*. — Alliance de Hanovre. — Le *Craftsman* de Bolingbroke. — Mort de George Ier. — Sa famille.

Prêt à faire un voyage dans ses États d'Allemagne, George Ier nomma le prince de Galles, son fils, *George*, âgé de trente-trois ans, *gardien* du royaume, au lieu de régent, contre l'usage de ses prédécesseurs. Ce prince, par l'activité de son zèle et la popularité de ses manières, gagna l'affection des Anglais au point d'exciter la jalousie de son père et de fournir à la *junte hanovrienne* des armes pour perdre le ministère. On appelait ainsi ses trois conseillers privés, le *baron de Bothmar*, le *comte de Bernstorff* et *Robethon*, réfugié français, et ses deux favorites, la *princesse d'Éberstein* et la *baronne de Kilemansegge*, qu'il créa l'une *duchesse de Kendal* et l'autre *comtesse d'Arlington*. Les membres de la *junte*, peu contents de traiter l'Angleterre comme une proie livrée à leur cupidité, voulurent encore des titres et des honneurs. Bothmar et Bernstorff prétendirent à la pairie; mais la constitution opposait à leurs vœux une prohibition formelle. Townshend et Robert Walpole, appuyés sur son texte, résistèrent à la demande, et la junte résolut de les perdre. Elle n'eut pas de peine, grâce aux deux favorites, et *Stanhope* remplaça Walpole dans la confiance du monarque avec *Addison* et *Sunderland*. Robert Walpole, avant de quitter son portefeuille, avait exécuté la plus belle mesure financière des

temps modernes. La dette de l'État se montait alors à 53,681,000 livres sterling, dont la nation payait l'intérêt à raison de six à huit pour cent. Robert Walpole emprunta 600,000 livres sterling à quatre, pour les employer au remboursement des créanciers qui ne voulaient pas consentir à la diminution de l'intérêt. Telle fut l'origine du *sunking-fund*, ou fonds d'amortissement (1717).

Cependant Albéroni, pour s'opposer à la *triple* et *quadruple alliance*, cherchait à louer la meilleure épée du temps, à prendre à sa solde le roi de Suède *Charles XII*, comme Richelieu avait pris Gustave-Adolphe ; mais Charles XII fut tué à contre-temps (1718). Cette année même, les Espagnols perdirent une bataille navale, près du cap Passaro, contre l'amiral anglais *Byng* qui leur prit vingt-trois vaisseaux. Albéroni ne se découragea pas. En 1719, il décida Philippe V à faire un effort pour replacer les Stuarts sur leur trône héréditaire. Dix vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, ayant à bord plus de six mille hommes et le *duc d'Ormond*, mirent à la voile de Cadix pour les côtes de la Grande-Bretagne, précédés par deux navires, partis de Saint-Sébastien, et qui débarquèrent à l'île de Lewis trois cents soldats espagnols avec des armes, des munitions et de l'argent. Sous les ordres de milord *Maréchal*, quelques Highlanders se joignirent à eux ; malheureusement la tempête, qui jadis avait combattu pour Élisabeth contre l'*Armada* de Philippe II, dispersa la flotte espagnole de Philippe V près du cap Finistère. Le corps de Lewis se porta sur le continent d'Écosse ; mais les Jacobites furent contenus par une armée de Hollandais, de troupes impériales et de régiments anglais, qui, attaquant les insurgés et les auxiliaires à Glenshiel, forcèrent les Espagnols à mettre bas les armes, et les Highlanders à se disperser dans les montagnes. Enfin les revers que Philippe V éprouva dans son propre royaume le contraignirent d'accéder à la *quadruple alliance*.

Une rivalité d'hommes avait écarté Walpole du ministère, une rivalité d'associations l'y ramena. La Banque d'Angleterre et la Compagnie du Sud avaient offert, à

des conditions diverses, de racheter les dettes de l'État. Le projet de la Compagnie, rédigé par sir *John Blunt*, anicen clerc de notaire et qui bouleversa les fortunes, comme celui de *Law* en France dans le même temps (1720), fut agréé, malgré les efforts de Robert Walpole. L'habile homme d'État en arrêta du moins les désastres, et, à la mort de Stanhope, Robert Walpole et Townshend furent rappelés aux affaires. C'est alors que Robert Walpole, dans la session de 1722, mit en œuvre l'art de corrompre qu'il a porté si loin, et qui le fit appeler par Bolingbroke, *le grand-prêtre et le missionnaire de la corruption*. On le vit d'abord dans l'affaire d'*Atterbury*, évêque tory de Rochester, qu'on accusa d'un complot en faveur du Prétendant. Robert Walpole fit des Whigs à foison, et l'évêque fut banni à perpétuité; punition trop légère s'il eût été vraiment coupable de haute trahison. Une mesure non moins injuste frappa les Catholiques d'une contribution de 100,000 livres sterling (1723).

Horace Walpole servait à Paris les vues de Robert, son frère. Après avoir captivé Dubois par de l'argent, il captiva le *duc de Bourbon*, premier ministre de Louis XV, par l'amour-propre, et le détermina à signer la fameuse *alliance de Hanovre* qui enchaîna pour quelque temps les destinées de la France à celles de l'Angleterre (3 septembre 1725). La Prusse en faisait partie; la Suède et le Danemark y accédèrent deux ans après. Elle avait pour but de s'opposer aux résultats que pouvait avoir le traité de Vienne, conclu par Philippe V avec Charles VI.

Cependant Bolingbroke ne cessait de négocier sa restauration; après avoir épousé la veuve du *marquis de la Villette*, nièce de *madame de Maintenon*, il acheta la protection de la duchesse de Kendal, qui le réconcilia avec George Ier. Un acte du parlement le réhabilita, par les soins de Robert Walpole; mais dès que Bolingbroke eut repris son rang en Angleterre, il se déclara l'ennemi de Robert, et comme il ne pouvait l'attaquer dans la Chambre des pairs, il publia contre lui, sous le titre de *Crafts-*

man (1), une suite de pamphlets, tous écrits avec esprit, mais remplis de calomnies.

George Ier mourut le 14 juin 1727 d'une indigestion de melon. Ce fut un mauvais père, un mauvais mari. L'innocente et malheureuse *Sophie de Zell*, son épouse, fut en butte aux plus odieux traitements d'une jalousie mal fondée ; il ne traita pas mieux les enfants qu'il avait eus d'elle, le prince de Galles et la célèbre *Sophie-Dorothée*, mère du roi de Prusse *Frédéric II*, plus connu sous le nom du *grand Frédéric*.

§ 2. — GEORGE II (1727-1760).

I. Avénement de George II. — Son portrait. — La reine Caroline. — L'*anglomanie* en France. — Changement de la politique anglaise ; traité de Vienne. — Le *Craftsman* et l'*accise*. — Médiation de George II dans la guerre de Pologne. — — Le prince de Galles à la tête de l'opposition. — Défense faite aux journaux de rendre compte des débats parlementaires. — Guerre contre l'Espagne. — Démission de Walpole.

Le prince de Galles, fils de *George Ier*, monta sur le trône à l'âge de quarante-deux ans, sous le nom de GEORGE II. Quoique froid et flegmatique comme son père, il était véhément, irascible, lent à se décider, mais inflexible dans ses résolutions ; d'ailleurs économe, méthodique dans toutes ses actions, observateur scrupuleux de l'étiquette, grand amateur de parades militaires, et sans aucun goût pour les arts ni pour les sciences. Au lieu d'accorder, comme George Ier, une influence politique à ses favorites, il se fia pleinement au sens droit de son épouse, *Caroline*, princesse de Brandebourg-Anspach, qui l'avait rendu père de deux fils, l'un *Frédéric-Louis*, déclaré prince de Galles en 1727, et l'autre *Guillaume*, qui porta le titre de duc de Cumberland. Caroline, élève de *Sophie-Charlotte*, première reine de Prusse, était digne à tous égards de l'estime générale. Belle, spirituelle, instruite, affable, elle aimait la société des hommes de lettres, et correspondait avec *Leibnitz* et le docteur *Samuel Clarke*, cet illustre défenseur de l'existence de Dieu et de la religion.

(1) Ce mot signifie un ouvrier, un artiste habile en son métier ou en sa profession.

La France était à cette époque avec l'Angleterre dans une union inégale où les Anglais avaient tout l'avantage. C'était l'époque de l'*anglomanie*. Les Français allaient étudier auprès des philosophes de la Grande-Bretagne. *Voltaire* y allait chercher la tragédie de *Brutus* (1730), et le président de *Montesquieu*, devenu plus circonspect après le brillant scandale des *Lettres persanes* (publiées en 1721), prenait en Angleterre le type de gouvernement qu'il devait proposer à l'imitation de tous les peuples.

L'anglomanie française n'empêcha point qu'après la retraite du ministre *Townshend* (1730), il ne se fît, dans la politique anglaise, un changement notable. Le cabinet britannique, de français devint autrichien, et le *traité de Vienne* (16 mars 1731), entre l'empereur, la Grande-Bretagne, les États-Généraux et l'Espagne, éleva le ministère de Walpole au plus haut point de la faveur populaire.

D'un autre côté, ce fut l'époque où l'opposition, dirigée par *Guillaume Pulteney*, attaqua le plus violemment *Robert Walpole*. Pulteney se joignit à *Bolingbroke* pour la rédaction du *Craftsman*, auquel le poëte *Pope* prêta sa plume sous le pseudonyme de *Sporus*. Robert Walpole, pour se concilier les esprits avec les suffrages, détourna le fonds d'amortissement de sa destination primitive. L'affaire de l'*accise* lui donna de nouveaux embarras; mais il sut s'en tirer par son habileté.

George II ne prit aucune part à la guerre européenne qu'alluma la mort d'*Auguste II*, roi de Pologne (1733); seulement, en 1734, il interposa sa médiation entre les puissances belligérantes; et ce fut entre les agents de Walpole et de *Fleury*, premier ministre de *Louis XV*, que furent ébauchées les conditions de la paix future de Vienne (1735).

Deux ans après, George II perdit la reine Caroline et l'affection de son fils aîné dont il avait contrarié les penchants. La maison du prince de Galles devint le rendez-vous de l'opposition, à laquelle appartenaient les esprits les plus distingués, dont il appréciait le mérite autant que

son père les dédaignait. On vit à sa cour, outre les ennemis politiques de Robert Walpole, les écrivains *Swift*, *Pope*, *Thompson*, *Chesterfield*, et plusieurs jeunes gens qui se rendirent célèbres par la suite, *William* ou *Guillaume Pitt*, *Lyttleton*, les *Grenville*. Ces démarches engagèrent George II à bannir, par un ordre du 27 février 1738, de sa présence et de tous ses palais, quiconque faisait la cour au prince et à la princesse de Galles (1).

L'année suivante, un acte du parlement interdit aux journaux de rendre compte de ses débats, fausse mesure qui doubla le mal qu'elle devait prévenir. Les journalistes prirent des voies détournées de publication : le *Gentlemens magazine* et le *London magazine* continuèrent à publier les discussions parlementaires, l'un comme ayant eu lieu au sénat de Lilliput, l'autre comme les travaux d'un club politique tenu par des personnages à noms romains.

Dans la même session, la clameur de l'opinion publique, égarée par l'opposition, força Robert Walpole de déclarer la guerre à l'Espagne. Le peuple se plaignait des infractions au traité d'Utrecht ; on ne parlait que d'oreilles coupées à des Anglais par les visiteurs espagnols. Le prince de Galles oublia son rang au point que le jour de la déclaration il se joignit à la procession de la populace, s'arrêta devant les tavernes, et but avec la canaille. Les derniers accents de Pope et les premiers de *Johnson* demandèrent la guerre, *Glover* la chanta. L'amiral *Haddock* fit voile vers l'Espagne, et l'amiral *Vernon* vers les Antilles, avec une escadre imposante ; une troisième expédition, dirigée par le commodore *Anson*, se dirigea vers le Pérou. Toutes les possessions espagnoles se trouvèrent attaquées à la fois. Il n'en résulta toutefois que des dommages partiels, et cette guerre, si chaudement entreprise, tomba tout à coup dans la défaveur de l'opposition. Pour perdre Robert Walpole, elle changea de batteries ; elle obtint une enquête sur l'état de la nation. Le ministre, n'ayant qu'une majorité de trois voix en sa fa-

(1) C'était Augusta, fille de Frédéric II, duc de Saxe-Gotha.

veur, donna sa démission (1742) et reçut le titre de comte d'Oxford.

II. Pragmatique sanction de l'empereur Charles VI. — Prétendants à la succession d'Autriche. — Ministère Pelham. — Bataille de Dettingen. — Le ministère de *Broad-Bottom*. — Bataille de Fontenoy, gagnée sur le duc de Cumberland.

La guerre de la succession d'Autriche était vivement engagée depuis la mort de *Charles VI* (octobre 1740), quoique toute l'Europe eût reconnu sa *pragmatique* ou règlement de succession en faveur de *Marie-Thérèse*, sa fille. La succession entière d'Autriche était disputée par Marie-Thérèse et son époux *François*, duc de Lorraine, par les électeurs de Bavière et de Saxe, *Charles-Albert* et *Auguste III;* d'un autre côté, *Philippe V*, roi d'Espagne, réclamait la Bohême et la Hongrie; *Charles-Emmanuel*, roi de Sardaigne, revendiquait le Milanais, et *Frédéric II*, roi de Prusse, prétendait à la Silésie. Louis XV, issu de la branche aînée d'Autriche, ne demandait rien, sinon l'Empire même, pour l'électeur de Bavière, client des rois de France depuis un demi-siècle.

L'Angleterre ne prit une part active à cette guerre qu'en 1743, sous le ministère whig de *Henri Pelham*, frère du *duc de Newcastle*. Son collègue Carteret, plus connu sous le nom de lord *Grenville*, détermina George II à se déclarer le champion de Marie-Thérèse contre la France, en se mettant à la tête d'une armée qui fut nommée *Pragmatique* à cause de sa destination. La bataille de Dettingen, que le roi gagna sur le maréchal de *Noailles* (27 mai 1743), lui fit beaucoup d'honneur; mais il ne sut pas tirer parti de la victoire. Cet avantage ne put soutenir le ministère Pelham, qui fit place, en 1744, au ministère de conciliation, connu sous le nom de *Broad-Bottom* (large base), parce que les Whigs et les Tories y furent admis en proportions à peu près égales.

Louis XV, jaloux de venger l'affront de Dettingen, déclara la guerre à l'Angleterre, se porta sur la Flandre avec le *maréchal de Saxe*, et mit le siége devant Tournai. Le duc de Cumberland, second fils de George II, voulant

délivrer cette place, s'avançait à la tête de cinquante mille hommes; les Français, quoique inférieurs en nombre, ne craignirent pas de marcher à sa rencontre. Les deux armées se trouvèrent en présence le 10 mai 1745. La bataille s'engagea le lendemain, près du village de Fontenoy. L'intrépidité des Anglais mit la France en péril. Le duc de Cumberland s'avança dans un terrain étroit, essuyant un feu terrible, ses troupes serrées en une colonne inébranlable. Cette colonne perça peu à peu au travers d'obstacles sans nombre. Les Français, n'attaquant point de concert, furent repoussés partout. On croyait la bataille perdue. Enfin, l'Irlandais *Lally,* inspiré par sa haine contre les Anglais, proposa de pointer contre la colonne quatre pièces de canon, et de faire tomber sur elle la maison militaire de Louis XV, tandis qu'elle serait entamée par l'artillerie. Ce moyen décida la victoire. L'Irlandais entra le premier dans la colonne anglaise, l'épée à la main. En sept ou huit minutes cette phalange fut ouverte de toutes parts, et chassée du champ de bataille avec une perte de neuf mille morts et de six mille mourants. Après cette défaite sanglante, l'Angleterre ne parut plus dans la lutte pendant deux ans que comme médiatrice : elle avait à ses portes un ennemi redoutable.

III. Caractère de Charles-Édouard. — Ses partisans en Écosse. — Son arrivée à Paris. — Premier armement contremandé. — Suspension de l'*habeas corpus*. — Les Jacobites d'Angleterre. — Mécontentement public contre les Hanovriens. — M. Walsh. — Charles-Édouard aborde en Écosse. — Proclamation de Jacques III. — Bataille de Preston-Pans ou de Gladsmuir. — Prise de Carlisle. — Frayeur à Londres. — Arrivée de Charles-Édouard à Derby. — Retraite de l'armée écossaise. — Prise de Stirling. — Bataille de Falkirk. — Départ du duc de Cumberland pour l'Écosse; son caractère. — Anniversaire de sa naissance. — Bataille de Culloden. — Le *boucher* des Écossais. — Fuite merveilleuse de Charles-Édouard.

C'était *Charles-Édouard*, fils aîné de Jacques III et si connu sous le nom de *Prétendant*. Le chevalier *de Ramsay*, le disciple et l'ami de Fénelon, avait été quelque temps son gouverneur. Il eut pour remplaçant *George Murray*, comte de Dunbar, appartenant à la religion anglicane. La vivacité, le précoce courage du jeune prince charmaient tous ceux qui l'approchaient. Il parlait avec

une égale facilité l'anglais, l'italien et le français. Mais sur le sol classique de l'Italie, c'était surtout la Grande-Bretagne qui l'occupait. Partout on l'y saluait comme prince de Galles; à cette époque, c'était du cabinet de Versailles que dépendait son avenir, et ce ne fut qu'à la guerre de la succession d'Autriche qu'il entrevit la possibilité d'obtenir les secours que les Jacobites écossais exigeaient avant de se déclarer.

Dès les premiers mois de 1740, les plus ardents d'entre eux avaient formé une association signée par sept chefs de clan : le *duc de Perth*, lord *Lovat*, lord *Linton*, sir *James Campbell*, *Cameron de Lochiel*, *John Stuart* et lord *Drummond*. Ils s'engageaient à tout risquer pour le retour des Stuarts et à lever vingt mille hommes, pourvu que le roi de France leur prêtât le secours d'un corps de troupes, d'armes et de munitions. Le pacifique Fleury, qui ne s'était jeté dans la guerre d'Autriche qu'à contre-cœur, promit, mais ne tint sa promesse qu'en 1744. Charles-Édouard arriva vers la fin de janvier à Paris. Il y trouva le maréchal de Saxe et les officiers qui devaient servir sous ses ordres. Tous furent charmés du jeune prince et de ses discours.

Les ministres anglais, instruits de sa présence à Paris, adressèrent de vaines réclamations à Louis XV. Déjà l'armée d'invasion s'assemblait à Lille, à Saint-Omer et d'autres places, prête à se porter sur Dunkerque. Une flotte de quinze vaisseaux de ligne et de cinq frégates se montra dans le détroit. L'alarme fut grande à Londres et dans les ports de la Grande-Bretagne. Il ne se trouvait à Spithead que six vaisseaux propres à tenir la mer. Le vent, qui a si souvent combattu pour la marine britannique, détourna la flotte française, et donna le temps à l'amiral *John Norris* de réunir vingt et un vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, qui vinrent dans les dunes surveiller les mouvements des transports de Dunkerque.

Cependant Charles-Édouard pressait l'embarquement des troupes; mais une tempête, qui dispersa les deux flottes, surprit aussi les navires de transport, en submergea

plusieurs, et fit périr un grand nombre de braves soldats. L'expédition fut contremandée. Telle avait été la terreur du gouvernement anglais, que l'acte d'*habeas corpus* fut suspendu; plusieurs personnes furent arrêtées, et le parlement supplia le roi d'augmenter ses forces de terre et de mer.

Le triomphe de l'opposition sur Robert Walpole, en 1742, devait amener le licenciement des troupes allemandes, lorsque, dans le conseil et le parlement, une voix qui semblait s'être à jamais condamnée au silence, celle de Robert, s'éleva de nouveau et représenta ce licenciement comme une trahison qui livrait la Grande-Bretagne aux Stuarts et à la France prête à les soutenir. Robert Walpole était bien instruit; mais les Whigs eux-mêmes oubliaient un peu leur haine contre les Stuarts dans leur mécontentement contre George II, à qui l'on ne cessait de reprocher sa prédilection pour les troupes de son électorat, comme jadis on avait fait un crime à Guillaume III de son attachement à ses troupes hollandaises. Cette partialité du roi régnant s'étendait sur tous les intérêts de l'Allemagne au préjudice des vrais intérêts de l'Angleterre; aussi l'opinion s'aigrit tellement, que *Coxe,* le panégyriste de Robert Walpole, avoue que l'épithète d'*Hanovrien* était devenue un opprobre. Dans les clubs, dans les dîners de corporations, on ne craignait pas de porter ce toast: *Point de roi de Hanovre*. D'un autre côté, les opinions des gentilshommes provinciaux et l'influence parlementaire de leurs représentants à la Chambre des communes avaient plus d'une fois forcé les divers ministres de George II à faire des concessions aux Tories. Mais ceux-ci n'acceptèrent jamais les caresses et les faveurs de Pelham ou de Carteret qu'avec la persuasion qu'ils ne les devaient qu'à la crainte, et en réservant tout leur dévouement aux Stuarts, si jamais cette dynastie reparaissait en Angleterre.

Tel était l'état des choses lorsque, le 20 juin 1745, Charles-Édouard, partit de Saint-Nazaire avec deux vaisseaux, la *Doutelle* et l'*Élisabeth,* frétés par un armateur

de Nantes, nommé *Walsh*, issu d'une noble famille irlandaise, qui toujours avait suivi la fortune de ses rois légitimes (Charles II, Jacques II, Jacques III), et dont les descendants ne manquent point à cette héréditaire fidélité. Le 22 juin l'*Élisabeth* rencontra le *Lion*, navire anglais de cinquante-huit canons, qu'elle combattit sans désavantage; mais elle fut forcée, comme son adversaire, de regagner un port voisin. La *Doutelle*, qui portait le prince, continua sa route, et le 27 juillet Charles-Édouard mit le pied sur le sol d'Écosse. Bientôt il se trouva à la tête des clans *Cameron* et *Macdonald*, que formaient quinze cents montagnards écossais. Il déploya son étendard à Glenfinnin, et, se portant sur Perth, il fit, le 19 septembre, proclamer son père roi d'Écosse et d'Irlande. Lord *George Murray* et le *marquis de Tullibardine*, son frère, furent nommés lieutenants-généraux. L'armée grossissait chaque jour par l'arrivée de nouveaux clans; le 29, elle entra dans Édimbourg, sans éprouver de résistance, parce que sir *John Cope*, commandant des forces écossaises, cherchait le prince du côté d'Aberdeen, au nord de la capitale. La jeunesse de Charles-Édouard, sa taille avantageuse, ses cheveux blonds et bouclés, son visage d'un ovale parfait, la pose élégante de sa tête, ses yeux bleus et intelligents, les souvenirs des malheurs de sa famille, qu'il venait venger avec courage, tout cela produisit un enthousiasme difficile à décrire, et qui promettait les plus heureux succès à la cause légitime.

Ces événements causèrent la plus grande consternation en Angleterre. Le roi, qui était à Hanovre, revint à la hâte, et réclama, de la Hollande, le secours de six mille hommes qui lui était dû d'après les traités. En attendant, sir John Cope, revenu d'Aberdeen avec quatre régiments de fantassins et deux de cavaliers, attaqua, le 2 octobre, le prince à Gladsmuir ou Preston-Pans, entre Édimbourg et Haddington. Charles-Édouard n'avait ni cavalerie ni canon : toutes ses forces se composaient de deux mille cinq cents montagnards, qui, animés au combat par le son des cornemuses, s'élancèrent sur l'ennemi avec la ra-

pidité de l'éclair, sans garder de rang. Après avoir tiré leur coup à vingt pas, ils jetèrent leurs fusils, et tenant chacun d'une main un petit bouclier au-dessus de la tête, et la claymore ou la dague (*dirk*) de l'autre, ils se précipitèrent sur la cavalerie anglaise, égorgeant hommes et chevaux. Ce combat d'un nouveau genre effraya les Anglais, qui se mirent à fuir, laissant sur le champ de bataille ou dans la retraite cinq cents morts et plus de mille prisonniers, avec leurs tentes, leurs bagages, leurs canons et presque tous leurs drapeaux. Charles-Édouard se montra généreux après la victoire, et les blessés ennemis reçurent tous les soins de l'humanité.

La victoire de Preston rendit le prince maître de toute l'Écosse, où il ne resta aux Anglais que les garnisons d'Édimbourg et de Stirling. Le vainqueur ne profita pas de la terreur que cette journée avait répandue en Angleterre. Pendant qu'il attendait les renforts qu'on lui promettait de France, le parlement d'Angleterre avait accordé à George II un subside de 1,300,000 liv. sterl. pour porter les troupes régulières à cinquante mille hommes; on suspendit pour six mois l'acte d'*habeas corpus*, et l'on prit d'autres mesures pour la sûreté du royaume.

Vers le 15 novembre, Charles-Édouard, après avoir reçu de France quelques faibles secours et publié un manifeste chevaleresque, que ses ennemis mêmes admirèrent, se mit en marche en trois colonnes qui se réunirent près de Carlisle. Ces troupes formaient un corps de sept à huit mille hommes. La place fut prise, le 26 novembre, par l'habileté de l'ingénieur Lally, qui avait décidé la victoire de Fontenoy. Le maréchal *Wade*, à la tête de vingt mille Anglais, se tenait tranquille à Newcastle. A Carlisle, le chef des clans écossais supplia plusieurs fois le prince de ne pas entrer plus loin en Angleterre; mais Charles-Édouard, comptant sur les intelligences qu'il avait dans ce royaume, résolut de pousser sa pointe, et d'aller reconquérir avec ses montagnards la pierre mystérieuse de Scone, transportée par Édouard Ier à Westminster.

Les succès de la *perfide et dénaturée rébellion* (unna-

tural rebellion), comme on l'appelait à Londres, effrayèrent George II. Il ne se rassura qu'au retour du duc de Cumberland, l'homme d'action de la dynastie. Lorsque son fils alla prendre le commandement des troupes confiées au général *Ligonier*, George II annonça qu'il se proposait de se mettre à la tête de sa troisième armée. En attendant, les gazetiers, les poëtes à gages, les prédicateurs continuaient à encourager la levée des milices de Londres et des comtés circonvoisins; les corporations se réunirent en armes; les tisserands de Spithfield formèrent une association anti-jacobite; les directeurs des théâtres privilégiés offrirent même d'enrégimenter les *comédiens de Sa Majesté*, les musiciens et tous les employés de leur département. Pour rassurer ou satisfaire le peuple, on emprisonna quelques prêtres catholiques inoffensifs.

Lorsqu'on apprit l'arrivée du Prétendant à Derby, située à 180 kilomètres de Londres, la frayeur redoubla dans la capitale. George II fit tenir prêts ses yachts au quai de la Tour, y fit cacher ses trésors, et tout était disposé pour qu'à la première nouvelle il pût mettre à la voile pour la Hollande. On s'attendait à la contre-partie du triomphe de Guillaume III, lorsque Charles-Édouard apprit que lord *John Drummond* venait d'arriver de France avec le Royal-Écossais et des troupes montant à trois mille hommes. Après une vive discussion, les chefs des clans exigèrent qu'il retournât sur ses pas pour se joindre à ce renfort. Le jeune héros versa des pleurs comme en auraient versé Wallace ou Bruce réduits à déposer les armes la veille d'une victoire. La retraite commença le 6 décembre; elle se dirigea par Manchester, Preston, Lancastre, Kendal et Carlisle. Le duc de Cumberland, à la tête des troupes rappelées de Flandre, suivit son adversaire, fit sa jonction avec l'armée de Wade, reprit Carlisle et cessa de continuer la poursuite du prince, regardant la rébellion d'Écosse comme désormais éteinte.

Charles-Édouard ne s'était pas trompé lorsque, dans la discussion précédente, il avait dit qu'un mouvement rétrograde serait regardé comme un aveu de défaite. Ceux

qui avaient admiré son courage, et surtout ceux que ce courage avait le plus fait trembler, se récriaient sur sa témérité, ignorant qu'il avait persisté presque seul à marcher sur Londres. Le peuple, pour qui une retraite ressemble toujours à une fuite, ne vit plus en lui qu'un aventurier, et les historiens prévenus l'ont traité comme le peuple.

Le Prétendant arriva le 25 décembre à Glascow, ville ennemie des Stuarts depuis les grandes guerres civiles. Il faillit y périr sous le poignard d'un Whig fanatique, dont il ne tira d'autre vengeance que le pardon. A Bannockburn, où jadis Bruce avait assuré l'indépendance écossaise, Charles-Édouard fut rejoint par lord Drummond. Son armée fut ainsi portée à neuf mille hommes. La ville de Stirling lui ouvrit ses portes le 7 janvier; mais la citadelle, placée sur un roc inaccessible, ne se rendit pas.

Cependant un corps de treize mille hommes, détaché par le duc de Cumberland et le maréchal Wade, sous les ordres du général *Hawley*, entra en Écosse, occupa Édimbourg, et vint prendre poste à Falkirk. Le prince l'y attaqua à l'improviste le 17, à deux heures de relevée, et le mit en déroute. Le camp anglais fournit un riche butin aux vainqueurs; mais le mauvais temps qui les avait favorisés pendant l'action, parce que le vent poussait la pluie contre leurs ennemis, ne leur permit pas de poursuivre les fuyards. La journée de Falkirk répandit la consternation parmi les Anglais, et l'on s'attendait à voir le prince se tourner contre Édimbourg, lorsqu'il résolut le siége du château de Stirling, dont la possession n'était d'aucune importance pour lui.

Aussitôt qu'on reçut à Londres la nouvelle de la bataille de Falkirk, le duc de Cumberland partit pour Édimbourg, où il arriva le 30 janvier. Le *héros* de la dynastie n'avait guère en sa faveur que l'art de se faire aimer de ses soldats, pour qui il était ce qu'ils appelaient un *bon compagnon*, comme le témoigne son surnom de *Blaff-Bill* (Jovial-Guillaume). Il possédait peu de ces qualités de prince qui ennoblissaient son jeune rival dans la mau-

vaise comme dans la bonne fortune : il n'avait ni sa courtoisie, ni sa générosité, ni son humanité surtout, vertus qui légitimeraient presque l'usurpation, si l'usurpation pouvait se légitimer. Vaincu jusqu'alors dans presque toutes les batailles où il s'était trouvé, le duc Guillaume pouvait encore être un général estimable. Un succès l'attendait enfin en Écosse; mais il venait y acquérir le surnom de *Boucher* par ses cruautés, et mériter d'expier un jour son unique victoire par la honteuse capitulation de Closter-Seven.

Le duc de Cumberland se mit aussitôt à la tête de l'armée, qu'on avait de nouveau portée à quatorze mille hommes. Charles-Édouard renonça au siége de Stirling, se retira sur Inverness, força le gouverneur de la citadelle à se rendre, et fit sauter ce fort construit par les Anglais, du temps d'Olivier Cromwell, pour maintenir les Écossais dans l'obéissance. Le duc marcha donc contre son rival, établi près de Culloden, à cinq milles d'Inverness ; il plaça son camp à Naïrn. Le 15 avril, anniversaire de la naissance de Cumberland, Charles-Édouard, présumant que ce jour-là les Anglais se livreraient aux excès de la boisson, résolut de les surprendre pendant la nuit. Ce dessein manqua, soit par les difficultés que les Écossais rencontrèrent sur la route, et qui retardèrent leur marche, soit par la désobéissance de quelques chefs, et le jour ayant commencé à poindre, ils se retirèrent en désordre. Aussitôt Cumberland, qui venait d'échapper à un danger dont il ne se doutait seulement pas, donna l'ordre d'attaquer le prince.

Cette journée, le 16 avril 1746, est célèbre sous le nom de *bataille de Culloden*. L'armée écossaise, épuisée de fatigues, fut mise en déroute, malgré la valeur désespérée de Charles-Édouard. On fut obligé de l'entraîner, il voulait vaincre ou mourir. Après la victoire, le duc de Cumberland se promena parmi les morts et les mourants avec la joie de Vitellius (1), et donna lui-même le signal du

(1) Voy. mon *Histoire romaine*, Empire, règne de Vitellius.

massacre. On mutila les cadavres, on acheva les blessés, on fusilla tout ce qu'on put prendre, on fit la *chasse aux rebelles;* on encombra les prisons de *suspects;* on les exporta par centaines aux colonies; le pays entier fut couvert de sang, de ruines et de désolation. De retour à Londres, le *boucher* des Écossais, craignant d'être poursuivi pour sa barbarie, se fit donner un acte d'*indemnité* par le parlement.

La bataille de Culloden et les *boucheries* de Cumberland terminèrent la guerre intestine. Charles-Édouard, sur la tête duquel le parlement avait mis un prix de 30,000 liv. sterl. (750,000 fr.), erra pendant plus de cinq mois dans les montagnes de l'Ecosse et dans les mers qui l'entourent; fuyant d'île en île, de caverne en caverne, continuellement poursuivi par des gens avides de gagner le salaire du meurtre. Il essuya tout ce que la fatigue, la faim, la nudité et l'affreuse misère ont de plus horrible, toutes les angoisses de la mort qui se présentait à tout moment sous une nouvelle forme; mais il éprouva par compensation les plus sublimes effets de la loyauté, de la charité chrétienne. De plus de cinquante personnes qui connaissaient son secret, pas une seule ne fut tentée de gagner le prix de la trahison. Une fois il fut obligé de confier le *fils du roi* à un homme qu'il savait être partisan de la maison de Hanovre: *Alexandre Donald*, c'est le nom de cet individu, ne trahit pas l'hospitalité. Enfin un capitaine français tira le prince de cette longue agonie, et le jeta le 20 septembre sur la côte de Bretagne, à Roscoff, près de Morlaix. Depuis lors, son rôle glorieux cessa, et sa vie s'éteignit obscurément dans les brouilleries d'un mauvais ménage (1).

(1) Charles-Édouard fut obligé de quitter la France. Il avait épousé *Clémentine Walkenshaw*, nièce du chevalier écossais *Paterson*, qui mit au monde, en 1753, une fille nommée *Charlotte*. A la mort de son père (1766), Édouard prit le titre de *comte d'Albany*, et résida, tantôt à Florence, tantôt à Rome. Il épousa alors la princesse *Louise-Maximilienne de Stolberg-Gredern*. Cette union fut peu heureuse. Charles-Édouard mourut en 1788, et sa veuve épousa, quelques années après, le célèbre poëte *Alfieri*. Son frère *Henri-Benoît Stuart*, nommé cardinal, mourut en 1807, à Rome, et avec lui s'éteignit la race des Stuarts.

IV. Traité entre l'Angleterre et la Russie. — Prise de Berg-op-Zoom. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — *Parti de Leicester-House.* — Parallèle de Pitt et de Fox.

L'Angleterre, irritée de cette entreprise, en était plus ardente à continuer la guerre d'Autriche. Elle conclut avec *Élisabeth,* tsarine de Russie, un traité par lequel une armée de cinquante mille Russes devait marcher jusque dans les Pays-Bas, pour la somme de 100,000 liv. sterl. Pendant qu'elle soulevait ainsi contre la France les extrémités de la terre, le maréchal de Saxe battait les alliés à Lawfeld, et le *comte de Lowendal* prenait l'imprenable Berg-op-Zoom (1747). Enfin le vainqueur de Lawfeld était sur le point de s'emparer de Maëstricht, malgré les quatre-vingt mille hommes commandés par le vainqueur de Culloden, lorsque la paix se conclut à Aix-la-Chapelle (30 avril et 17 octobre 1748). Vers cette époque, on vit se former une nouvelle opposition qu'on nommait le *parti de Leicester-House,* nom du palais où résidait son chef, le prince de Galles. Cette opposition commençait à prendre une certaine consistance, lorsque la mort de Frédéric-Louis l'anéantit (1751). Le roi, devenu plus libre, donna la présidence du conseil à Grenville. William Pitt avait été, dès l'année 1746, appelé aux affaires; mais il n'y joua que plus tard le premier rôle. Ce fut en 1754 que commença sa fameuse rivalité parlementaire avec *Étienne Fox,* fils de lord *Holland.*

Ces deux rivaux de gloire et de talents étaient à peu près du même âge : tous deux étaient également instruits dans la littérature classique; tous deux avaient eu une jeunesse orageuse; tous deux aimaient les plaisirs de la table, où brillaient leur esprit et leur amabilité. Ambitieux tous les deux, Fox aimait l'argent, Pitt n'en connaissait pas la valeur. Comme orateur, Fox n'avait rien de brillant; mais ses discours étaient forts de jugement et de logique. L'éloquence de Pitt était hardie, sentencieuse, pleine de métaphores et d'allusions classiques. Ses discours, ordinairement simples, étaient animés par des traits

éloquents et spirituels qu'on a comparés à la lueur des éclairs. Terrible dans ses attaques, il foudroyait ses adversaires; les armes leur tombaient des mains, dit lord Chesterfield, et l'ascendant de ce génie sublime les terrassait.

Membre du parlement, Fox fut sans cesse l'ami, le soutien, l'admirateur de Robert Walpole; Pitt appartenait avec les Grenville, ses beaux-frères, et son ami Lyttleton, à l'opposition de Leicester-House. Pendant le Broad-Bottom, les deux rivaux soutinrent la même cause. Après la mort de Henri Pelham (1754), ils ambitionnèrent tous les deux la place de secrétaire d'État : l'un et l'autre furent éconduits par le duc de Newcastle. Fox entra l'an 1756 au ministère; mais Pitt, ne voulant pas jouer un rôle subordonné sous Fox, donna sa démission, et, d'accord avec les Grenville, s'unit intimement aux Tories et devint le chef de l'opposition.

V. Guerre de Sept Ans. — Hostilités des Anglais dans le Canada. — Projet de descente en Angleterre. — Prise de Port-Mahon. — Défaite de Cumberland à Hastenbeck. — Convention de Closter-Seven. — La guerre s'étend dans les colonies. — Combat de Saint-Charles; héroïsme du général Wolf. — Mort de George II; sa famille. — Adoption du calendrier grégorien et fondation de la Bibliothèque royale. — Dette nationale.

William Pitt dirigea si fortement l'opposition, qu'on ne put gouverner sans lui. La guerre de Sept Ans était engagée. Pitt, nommé ministre (1757), devint l'âme du conseil, vainquit l'antipathie de George II et gagna même son affection, apaisa la jalousie de Newcastle, anima la nation d'un nouvel esprit, et triompha des forces réunies de la maison de Bourbon.

Les négociateurs d'Aix-la-Chapelle avaient décidé que *toutes choses seraient remises sur le pied où elles étaient* OU DEVAIENT ÊTRE *avant la guerre présente*. C'était donner matière à toutes les interprétations, fournir le prétexte de nouvelles hostilités, en un mot ne rien terminer. Aussi, l'an 1749, les Anglais, toujours avides d'agrandir leur commerce aux dépens des autres nations, ne firent pas difficulté d'envahir une partie du Canada, possession

française, sous prétexte qu'elle leur appartenait. *De Contrecœur*, commandant du pays, leur députa *Jumonville* avec une lettre, pour les inviter à ne point troubler la paix; l'envoyé fut assassiné (24 mai 1754), et l'année suivante, sans aucune déclaration de guerre, ils attaquèrent les vaisseaux marchands français qui naviguaient en toute assurance sous la garantie sacrée de la paix, et dont plus de trois cents devinrent la proie d'une odieuse rapacité.

A cette époque, Marie-Thérèse, à qui la Silésie tenait au cœur, cherchait à soulever les rois contre Frédéric II, les reines surtout : elle entraîna celle de Pologne et l'impératrice de Russie; elle fit la cour à *madame de Pompadour*, favorite de Louis XV. L'Angleterre seule aida Frédéric II, lui donna des subsides. Tels furent les éléments de la guerre célèbre connue sous le nom de *guerre de Sept Ans* à cause de sa durée (1756-1763).

Une descente en Angleterre fut préparée sur les côtes de Normandie; dans le même temps on réunit à Brest une flotte qui devait favoriser l'expédition. On arma, dans le port de Toulon, une autre flotte dont la destination n'était pas connue; quelques autres vaisseaux étaient restés ou furent envoyés en Amérique. Les Anglais furent battus dans le Canada. Bientôt, une escadre commandée par *la Galissonnière* alla débarquer douze mille hommes, sous les ordres du maréchal *de Richelieu*, dans l'île Minorque, d'où les Anglais dominaient toute la Méditerranée. L'escadre française mit l'amiral *Byng* en fuite, et le maréchal emporta, par un coup de main, la place presque inattaquable de Port-Mahon (28 juin 1756).

Frédéric II obtenait en Allemagne de brillants succès; mais son cousin, le duc de Cumberland, ne sut pas suivre son exemple. Louis XV avait envoyé contre lui le maréchal *d'Estrées*. Ce général pénétra dans l'électorat de Hanovre et battit le duc près d'Hastenbeck sur l'Elbe (13 juillet 1757). A peine fut-il maître de la capitale, qu'il se vit remplacé par Richelieu. Le vainqueur de Port-Mahon pressa tellement le prince anglais, qu'il le contraignit de se placer dans une position désastreuse et d'implorer hum-

blement la cessation des hostilités. C'est alors que fut conclue, sous la médiation du roi de Danemark, la célèbre *capitulation de Closter-Seven* (8 septembre 1757); l'armée hanovrienne fut dissoute, et l'électorat mis sous la garde de la France.

Les Anglais ne furent pas longtemps fidèles aux clauses de la convention. En effet, six mois après, ils reprirent les armes et firent successivement plusieurs descentes à la baie de Cancale, près de Saint-Malo, à Cherbourg, à Saint-Brieuc. Dans cette dernière affaire, le *duc d'Aiguillon* les poursuivit jusqu'à Saint-Cast et leur fit perdre le quart de leurs troupes. La guerre se faisait en même temps aux Indes, sous *Dupleix*, et dans le Canada, sous le *marquis de Montcalm*. Chandernagor, Pondichéry, Mahé en Asie, le fort Louis du Sénégal et l'île de Gorée en Afrique, le cap Breton, la Guadeloupe, la Martinique, la Dominique et Quebec en Amérique tombèrent entre les mains des Anglais. C'est au combat de Saint-Charles, qui précéda de quelques jours la prise de Quebec (septembre 1759), que périt *Wolf*, surnommé le *héros du Canada*. Il avait reçu trois blessures, à la tête, au ventre, à la poitrine. Quand on lui apprit que l'ennemi était dans une déroute complète: *Je suis donc satisfait*, dit-il, et il expira. Le marquis de Montcalm, digne rival de Wolf, lui survécut peu d'instants et seulement assez pour voir la défaite de ses troupes qu'il s'était vainement efforcé de rallier.

George II ne vit pas la fin de cette guerre. Il mourut au mois d'octobre 1760, neuf ans après son fils aîné, le prince de Galles. Celui-ci laissait cinq fils : entre autres le successeur au trône, *George III*, les *ducs d'York* (+ 1767), de *Glocester* (+ 1800) et de *Cumberland* (+ 1790), et quatre princesses, entre autres *Augusta* (+ 1813), mariée à *Charles-Guillaume*, duc de Brunswick, et *Mathilde* (+ 1775), qui fut l'épouse de *Christian VII*, roi de Danemark.

Ce fut en 1751 que le calendrier grégorien fut adopté par l'Angleterre; la même année, George II autorisa par une charte la Société des antiquaires de Londres. Quatre

ans après fut fondée la Bibliothèque royale, comprenant celle du roi, le musée de sir *Hans Sloane*, la collection *Harleïenne* et la *Cottonienne*, riches en manuscrits relatifs à l'histoire de l'Angleterre.

La dette nationale s'accrut de moitié sous le règne de George II. En 1736, elle était de 47,938,000 liv. sterl.; en 1758, elle montait à 82,775,000.

VI. Des colonies anglaises de 1700 à 1760.

Les conventions stipulées par le traité d'Utrecht (1713) avaient, sous plusieurs rapports, assuré à l'Angleterre la prépondérance dans le commerce maritime; le *traité de l'Assiento*, conclu la même année par cette puissance avec l'Espagne, qui lui cédait pour trente ans le privilége d'approvisionner l'Amérique espagnole et le marché de Porto-Bello, offrit de plus aux Anglais tous les moyens d'établir dans ces vastes contrées un commerce extrêmement lucratif de contrebande.

La Compagnie de la mer du Sud fut fondée le 1er août 1711, et reçut un privilége exclusif pour le commerce côtier à l'est, depuis le fleuve Orénoque à l'ouest, sur toute la longueur des côtes.

Vers l'an 1732, les colons anglais introduisirent dans leurs possessions la culture du café, qui resta toutefois fort inférieure à celle du sucre.

En 1733, les sucres étrangers furent chargés d'un impôt à leur entrée dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord; mais en 1739, le parlement leva les difficultés qui gênaient l'extraction du sucre des colonies et son transport en Europe, et ne laissa d'autre charge que celle de faire ce commerce sur bâtiments anglais.

Ce furent surtout les provinces situées sur la côte méridionale qui profitèrent de tous les avantages de leur situation. La culture du riz, importée en 1702 de Madagascar, fut pour les deux Carolines une grande source de richesses, et les émigrations allemandes formèrent par degrés la province de Georgie.

La Georgie se sépara de la Caroline-Sud, dont le commerce fut donné en 1732 à une compagnie particulière : l'Angleterre eut à cette occasion une longue discussion avec l'Espagne, qui voulait considérer la Georgie comme une enclave des Florides. Les émigrations furent nombreuses et la colonie languissante, tant qu'elle préféra le commerce de la pelleterie à la culture des terres. En 1752, les négociants renoncèrent à leur privilége.

La Nouvelle-Écosse, cédée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht, n'était encore à cette époque qu'un vaste désert. Elle acquit beaucoup d'importance par la pêche de la morue, et comme la France avait aussi droit à cette pêche, elle devint pour les deux puissances une cause de jalousie et de querelles.

Les possessions anglaises aux Indes orientales ne comprenaient encore que Bombay, Madras, le fort William dans le Bengale et Bencoulen à Sumatra, sans compter tous les accroissements que lui valut la guerre de Sept Ans. A la suite de longues discussions, les deux Compagnies privilégiées se réunirent, le 22 juillet 1702, et formèrent ainsi celle qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours sous le nom de *Compagnie unie des négociants anglais faisant le commerce dans les Indes occidentales.* Depuis cette époque, le commerce anglais dans les grandes Indes s'accrut considérablement, surtout par la fabrication des étoffes de coton; elles trouvèrent un grand débit en Europe, et cette industrie devint si puissante, que, sur les réclamations des fabricants anglais, l'acte de 1721 prohiba ces marchandises.

Insensiblement, et surtout depuis l'avénement de la maison de Hanovre, le gouvernement anglais renonça à son système d'exclusion pour adopter des mesures plus favorables au commerce. Les priviléges de monopoles, autres que ceux de la Compagnie des Indes, furent successivement abolis; et si l'Angleterre fut la première puissance en Europe qui donna l'exemple d'une politique plus large en ce qui touche les intérêts du commerce, elle fut aussi la première à en recueillir les fruits, et l'accroissement rapide de la richesse publique la porta bientôt au plus haut point de gloire et de prospérité.

§ 3. — GEORGE III (1760-1820).

1. Avénement et caractère de George III. — Guerre de Sept Ans. — Affaire du journaliste Wilkes; *lettres de Junius*. — Mort de Pitt. — *Ministère de coalition*. — Le bill indien. — Premier ministère de Guillaume Pitt.

George III, petit-fils de *George II*, monta sur le trône à la grande joie de la nation, non qu'elle connût les bonnes qualités de ce prince, qu'on avait toujours écarté des affaires, mais parce qu'elle le regardait comme le premier souverain national de la nouvelle dynastie. Né et élevé en Angleterre, il avait eu pour gouverneur *Jean Stuart*, comte de Bute, qui lui donna l'amour des beaux-arts en même temps qu'il recevait de sa mère, *Augusta* de Saxe-Gotha, les leçons d'une piété solide et d'une sévère morale. Il n'aimait pas naturellement la guerre; mais la lutte de Sept Ans était devenue si populaire à Londres, que, loin d'y mettre obstacle, il renouvela le traité d'alliance conclu par George II avec le roi de Prusse *Frédéric II*.

Frédéric II et les deux *Ferdinand de Brunswick*, dont l'argent anglais nourrissait les troupes, s'étaient couverts de gloire à Rosbach, Lissa, Crevelt, Minden, etc., contre divers généraux français. Dans l'état de détresse où se trouva la France, le *duc de Choiseul* conclut le *Pacte de famille* (1761), par lequel les diverses branches de la maison de Bourbon (France, Espagne, Naples et Parme) s'unirent pour la défense mutuelle de leurs couronnes. Ce pacte n'échappa point à la pénétration de *William Pitt*, et comme le ministère ne voulut point adopter son plan pour prévenir l'effet de cette union, il donna sa démission et le *duc de Newcastle* suivit cet exemple. Du reste, le *Pacte de famille* ne fut pour les Anglais qu'une nouvelle matière de triomphes. Ils tombèrent sur les colonies espagnoles, s'emparèrent de Cuba, des Philippines; ils enlevèrent de la Havane et de Manille un immense butin.

Tel était l'état des choses, lorsque la mort de la tsarine

Élisabeth (1762) changea la face des affaires. *Pierre III*, qui lui succéda, secret ami de Frédéric II, fit la paix avec lui dès qu'il fut sur le trône, et devint son allié contre *Marie-Thérèse*, dont Élisabeth avait été l'amie la plus constante. *Catherine II*, sa femme, qui ceignit la couronne russe la même année, rappela ses troupes, il est vrai, mais elle se déclara neutre. Frédéric II conclut alors la *paix de Hambourg* avec la Suède. Les hostilités finirent, malgré l'opposition de William Pitt, pour l'Angleterre, la France, l'Espagne et le Portugal, par la *paix de Paris* (10 février 1763). Les Français, dépouillés de leurs établissements des Indes, exclus du Sénégal, chassés du Canada, n'obtinrent que le droit de pêcher la morue sur les côtes de Terre-Neuve, sans compter qu'il leur fallut encore démolir, sous les yeux d'un commissaire anglais, les fortifications du port de Dunkerque. Enfin la *paix d'Hubertsbourg* réconcilia Frédéric II et Marie-Thérèse (1763).

Deux ans après, George III éprouva le premier accès de cette maladie qui par la suite devint si sérieuse (1765). L'année suivante, William Pitt, nommé *comte de Chatam*, revint au ministère; mais, tourmenté par la goutte, il perdit de ses forces et de son influence. Une affaire de presse le ramena dans la lutte.

Un journaliste appelé *Jean Wilkes*, membre du parlement, avait publié d'infâmes libelles; et, cité devant la Chambre, sur son refus de comparaître, il avait perdu son siége et s'était retiré sur le continent (1764). Mais il avait d'abord été saisi par l'ordre de lord *Halifax*, secrétaire d'État. Cette arrestation, contraire à l'acte d'*habeas corpus* comme aux priviléges parlementaires, indigna Pitt, et, tout en témoignant de l'horreur pour les écrits du folliculaire, il fit condamner lord Halifax à 4,000 liv. sterling d'indemnité. Revenu de France en 1768, Wilkes fut élu dans le comté de Middlesex. Avant l'ouverture de la session, il se présenta pour purger sa contumace et fut arrêté. La fermentation fut grande à Londres: on cria d'abord contre l'illégalité de la mesure, puis on oublia Wilkes,

et les mécontents déclamèrent alors sur la misère, sur l'oppression où gémissait le peuple. Parmi les innombrables libelles de cette époque, il en est un dont le souvenir s'est conservé jusqu'à nos jours, monument extraordinaire de talent et de perversité. C'est une série de lettres publiées par un inconnu, à certains intervalles, depuis 1769 jusqu'en 1772, dans le journal *Public Advertiser,* sous le titre de *Lettres de Junius.* On y trouve la critique la plus sévère et souvent la plus juste de la conduite ministérielle; elles sont écrites avec clarté, force, éloquence, brillantes d'images et pétillantes d'esprit; une satire personnelle, piquante, déchirante, les pénètre. L'auteur connaît la loi, l'histoire, les coutumes de son pays : il connaît tout ce qui se passe dans l'intérieur des cabinets; il connaît tous les secrets ou les devine avec une sagacité rare; il les dévoile avec toute la haine du libelliste, et cet homme assez important pour être instruit de tout ce que savait le prétendu Junius, personne n'a pu le connaître (1).

William Pitt reparut bientôt sur la scène; la *misère* du peuple ne lui permettait pas de rester plus longtemps dans sa retraite. Il se mit à la tête de l'opposition, se déclara le champion de Wilkes, le champion de la commune démagogique de Londres, et Wilkes fut élu lord-maire en 1775.

La guerre d'Amérique et celle des Indes (2) firent de nouveau briller les talents et la rivalité de Pitt et de Fox. En 1778, plusieurs pairs proposèrent à la Chambre haute une adresse dans laquelle ils insinuaient la nécessité de reconnaître l'indépendance américaine. Lord Chatam, faible et presque mourant, se fit porter à la Chambre, et là, dans un discours énergique, il témoigna l'indignation que lui inspirait l'idée seule d'un démembrement de l'empire. Ce fut son dernier effort, et quelque temps après il mourut.

(1) On a nommé *Burke*, lord *Sakville, Hamilton, Ch. Lloyd, Philip Francis, Hugh Boyd, Glover,* lord *Temple,* lord *Grenville* et le libraire *Almon.* On croit aujourd'hui que l'auteur est sir Philip Francis, membre du parlement, mort en 1818.

(2) Nous renvoyons aux numéros suivants l'histoire de ces deux guerres, pour les présenter sans interruption comme deux épisodes.

On lui fit des funérailles publiques. Cinq ans après, lorsque les préliminaires de la paix d'Amérique furent communiqués au parlement, il s'éleva contre les ministres un violent orage. Plusieurs d'entre eux donnèrent leur démission, et c'est alors que se forma le *ministère de coalition*, si fameux dans l'histoire de ce règne. On y comptait *North*, *Fox*, *Cavendish*, *Keppel*, *Burke*, etc., hommes de principes différents, mais qui ne changèrent rien aux clauses connues de la paix (1783).

Les affaires de l'Inde détruisirent le ministère de *coalition*. La Compagnie avait besoin d'une réforme; Fox voulut en avoir l'honneur, et au mois de novembre 1783 il présenta le célèbre *bill indien* qui, pour mettre un frein aux désordres, renfermait des dispositions contraires à la prérogative royale. Lord *Thurlow* disait que s'il passait, le roi n'avait qu'à ôter le diadème de son front et le placer sur celui de Fox. Les débats furent soutenus par les plus habiles orateurs de la Chambre : North, Fox, Burke, *Shéridan*, etc., pour le bill ; *Guillaume* et *Thomas Pitt*, le fils de lord *Clive*, etc., contre le bill. Les séances duraient jusqu'à cinq heures du matin; les pamphlets, les caricatures, les pétitions pleuvaient par centaines. Le bill passa à la Chambre basse; mais, contre l'attente de Fox, il fut rejeté par la Chambre haute (17 décembre). Dans la soirée même, George III lui redemanda le sceau de sa charge; le lendemain, le ministère de coalition fut dissous et remplacé par le ministère de *Guillaume Pitt*, jeune homme de vingt-quatre ans, qui eut la gloire de réformer l'Inde.

Guillaume Pitt signala son administration par d'autres grandes mesures. Il fit restituer les biens confisqués en Écosse après la tentative du prétendant *Charles-Édouard* (1784); il rétablit l'amortissement sur des bases fixes (1786); il forma la *triple alliance* entre la Grande-Bretagne, la Hollande et la Prusse; il fit les premiers pas pour l'abolition de la Traite des noirs en 1789, et la même année, sur sa proposition, on décréta des indemnités aux *loya-*

listes (1) américains pour ce qu'ils avaient souffert dans la guerre.

Les entreprises et les travaux de toute espèce que faisaient les Européens depuis près de trois siècles au delà de l'Océan, commençaient à fructifier; déjà l'exploitation de toutes les colonies semblait parvenue à son plus grand développement, lorsqu'on vit éclater, sur les points les plus importants, des symptômes de dissolution qui furent méprisés trop longtemps pour n'avoir pas été assez promptement observés.

L'Angleterre était alors redevable à sa puissance maritime de l'immense avantage d'occuper aussi le premier rang parmi les États européens qui exploitaient des colonies. Ses nombreux vaisseaux lui permettaient d'entretenir des relations au delà des mers, même au milieu de la guerre, tandis que ses ennemis se voyaient contraints d'y renoncer. De tels succès et une si grande force excitaient sans cesse le zèle général, et les affaires des colonies étaient promptement devenues l'intérêt de toute la nation.

Les possessions anglaises dans l'Amérique septentrionale s'étendaient depuis le Mississipi jusqu'au fleuve Saint-Laurent, et dans l'intérieur jusqu'aux monts Alleghanys; le traité de Paris (1763) y ayant encore ajouté le Canada et les Florides, il était permis de croire que la puissance de l'Angleterre se trouverait établie pour de longues années dans ce vaste continent. Mais il est de la nature des colonies agricoles de tendre incessamment à l'indépendance, parce qu'au milieu d'elles se forme et s'élève rapidement une population riche du sol qui l'environne. De plus, les constitutions de la plupart des colonies américaines contenaient en elles des principes de démocratie qui ne laissaient pas d'exercer sur les esprits une puissante influence, et qui chaque jour affaiblissaient les liens par lesquels ce pays se rattachait encore à la métropole. L'accroissement de la population répandait partout le senti-

(1) On appelait ainsi les Américains restés fidèles à la mère-patrie.

ment de la force nationale, et la plus légère occasion suffisait dès lors pour provoquer une résistance et une lutte.

Cependant, dès le principe, ce ne fut pas pour se défendre d'une oppression dangereuse que l'Amérique engagea la querelle qui finit par assurer son indépendance : on commença par examiner de quel droit le parlement anglais prélevait des impôts sur le pays, puisque le peuple américain n'avait aucune part à la représentation nationale. On disputa, on en vint bientôt à refuser, et l'on insista avec beaucoup de persévérance.

Ces discussions commencèrent à l'occasion du *stamp-act* (l'acte du timbre), publié par le ministère de lord *Grenville* (22 mars 1765). Cet acte, qui imposait l'obligation du papier timbré pour toutes les transactions publiques, excita une grande fermentation dans les provinces, surtout en Virginie et dans le Massachussetts, et au mois d'octobre de la même année, un congrès réuni à New-York publia une *déclaration des droits du peuple*. Lord Grenville ayant été remplacé par le *duc de Rockingham*, l'acte du timbre fut rapporté le 18 mars 1766, et l'on y substitua le *bill déclaratoire*, qui avait pour objet de maintenir le principe de la suprématie du parlement.

Dès ce moment, on vit dans les colonies américaines une opposition régulièrement organisée, à la tête de laquelle se trouvèrent bientôt placés les hommes les plus illustres du pays, entre autres le célèbre *Benjamin Franklin;* et cependant, à cette époque, on connaissait si peu en Angleterre le véritable état de l'Amérique, qu'après le renouvellement du ministère, lord *Charles Townshend* crut pouvoir sans inconvénient substituer au système adopté pour le prélèvement des impôts, le régime des contributions indirectes.

Le *revenue-act* (acte de revenu), publié en juin 1767, établit des impôts sur le thé, le papier, le verre, etc.

La résistance ne tarda pas à se renouveler, et surtout dans l'État de Massachussetts, où la ville de Boston devint le foyer de l'opposition. On convint unanimement de ne plus se servir des marchandises anglaises, et cette résolu-

tion fut de la plus haute importance. Enfin, lorsqu'en 1770, lord *North* parvint à la tête du ministère, les demi-concessions qu'il voulut faire se trouvèrent même insuffisantes pour arrêter les progrès de la rébellion.

Tous les impôts indirects furent supprimés, excepté celui du thé, par acte de février 1770; mais cet acte exprime formellement encore les droits absolus du parlement sur les colonies.

Cet acte ne servit qu'à exciter de plus en plus la méfiance des Américains. Les journaux, les écrits de circonstance se multipliaient chaque jour et répandaient partout les mêmes opinions de mécontentement et d'indépendance. De son côté, le ministère anglais ne voulut jamais consentir à rapporter pleinement les mesures qu'il avait prises, et lorsqu'il en eut confié l'exécution aux agents de la Compagnie des Indes, on vit bientôt éclater à Boston les violences qui amenèrent le commencement des hostilités.

On refusa d'abord d'acheter le thé au prix où le portaient les impôts. Vainement le ministère essaya de vaincre la mauvaise volonté publique en supprimant diverses taxes sur l'exportation des marchandises destinées pour l'Angleterre. Les Américains se mirent en mesure d'opposer une résistance plus active à l'introduction du thé dans leurs ports, et le 26 septembre 1773, un navire qui en était chargé et qui venait de débarquer à Boston, fut pillé par le peuple et coulé à fond.

L'insurrection de Boston détermina des moyens plus rigoureux. Le port de cette ville fut fermé, et les lettres de franchise dont jouissait l'État de Massachussetts lui furent retirées. Cette dernière disposition provoqua le soulèvement général des provinces.

Le *Boston-Port-Bill* (bill sur le port de Boston) fut publié le 25 mars 1774, et le 20 mai suivant on institua un tribunal de justice spécial pour l'État de Massachussetts. La ville de Boston ne tarda pas à être occupée par les troupes anglaises.

Toutes les provinces furent promptement d'accord sur la résistance qu'il fallait opposer, et prirent leurs mesures pour la convocation d'un congrès général. Le congrès fut

ouvert à Philadelphie le 5 septembre 1774, et l'on y arrêta la suspension de tous les échanges commerciaux avec l'Angleterre.

Ainsi la métropole se trouva forcée d'abandonner toutes ses prétentions et tous ses droits, ou d'entreprendre la guerre civile. Plusieurs grands hommes élevèrent la voix pour demander des mesures conciliatrices; mais l'éloquence de lord *Chatam* et de *Burke* échoua contre le système des ministres, et les habitants des provinces américaines furent déclarés rebelles.

Le parlement publia le 9 février 1775 une *adresse* contre les rebelles de l'Amérique, et lord North proposa le 20 février suivant un *bill de transaction* suivant lequel les Américains devaient avoir le droit de s'imposer eux-mêmes, mais toujours sous la suprématie du parlement. Cet acte ne produisit aucun résultat. Lord Chatam et Burke proposèrent de reconnaître et de confirmer tous les anciens droits des colonies; mais leur avis fut rejeté dans les deux chambres. Les hostilités commencèrent par le combat de Lexington, 19 avril 1775. Au mois de mai, de nouvelles troupes furent expédiées d'Angleterre; on crut, dans le principe, qu'il suffirait de quelques régiments pour surmonter la résistance et rétablir l'autorité du parlement.

Les Américains commencèrent par une tentative hardie contre le Canada; elle fut sans effet, et la force des choses, la nécessité de leur position, les ramenèrent bientôt à faire uniquement une guerre défensive. Mais *George Washington*, généralissime de l'armée rebelle, ne tarda pas à se montrer, dans ce genre de campagne, l'émule des plus grands capitaines dont l'histoire ait conservé le souvenir.

L'expédition contre le Canada, entreprise par *Arnold* et *Montgomery* (octobre 1775), fut repoussée par le général anglais *Carleton*, qui fit lever le siége de Quebec en mai 1776. Le 17 mai précédent, *Howe* s'était vu forcé d'évacuer Boston, et la ville de New-York devint peu après le principal théâtre des hostilités.

Cependant les journalistes et les hommes d'État s'occupaient à répandre dans la nation le projet d'une séparation totale de la métropole, et la guerre augmentant l'animosité générale, cette idée prenait chaque jour plus de con-

sistance et de faveur. Enfin, le 4 juillet 1776, l'*Indépendance des treize États-Unis* fut solennellement déclarée.

Les Anglais, sous la conduite du général *Burgoyne*, traversèrent le Canada et essayèrent d'attaquer les troupes américaines sur leurs derrières. Le général *Cates* marcha à leur rencontre, accru de quelques troupes du Brunswick, et les força de capituler à Saratoga le 16 octobre 1777.

Peu de temps après, et par suite des négociations que Franklin avait entreprises, le cabinet de Versailles, pour son malheur, reconnut l'indépendance de l'Amérique, et la guerre fut déclarée entre la France et l'Angleterre. Chaque jour, il devenait plus évident que cette grande querelle allait engager une guerre maritime générale : bientôt l'Espagne se vit forcée d'y prendre part, et chercha vainement à déguiser son intervention sous le prétexte futile de fournir des secours à la France; la Hollande ne tarda pas à se déclarer, et de toutes parts on saisit l'occasion de porter un coup à la puissance navale des Anglais.

Un traité d'alliance et de commerce fut conclu le 6 février 1778, entre la France et l'Amérique. Le 24 mars suivant l'Angleterre déclara la guerre à la France. Après le combat naval d'Ouessant, livré le 27 juillet, l'amiral *d'Estaing* commença la guerre maritime sur les côtes d'Amérique. Les Français s'emparèrent de la Dominique le 7 septembre, du Sénégal, le 30 janvier 1779, de Saint-Vincent le 6 juin, de la Grenade le 4 juillet. En revanche ils perdirent l'île Sainte-Lucie (14 décembre 1778). Les hostilités éclatèrent en même temps aux Indes orientales, entre l'amiral *Suffren* et l'amiral *Hughes*.—Au mois de juin, l'Espagne se déclara, et sa flotte se réunit à celle de la France. Les Espagnols s'emparèrent de l'île Minorque le 5 février 1782, et continuèrent inutilement le siége de Gibraltar, qui fut défendu avec vigueur par *Elliot* depuis 1779 jusqu'au mois d'octobre 1782.

L'Angleterre, faisant face à tous ses ennemis, déclara la guerre à la Hollande, tandis que celle-ci négociait avec l'Amérique et se préparait à entrer dans la *neutralité armée* (1), 20 décembre 1780. Le 5 août

(1) La *neutralité armée* fut d'abord déclarée par la Russie (février 1780); elle contenait les clauses : 1° que les vaisseaux neutres naviguent librement d'un port à un autre et sur les côtes des puissances belligérantes ; 2° que les propriétés des nations ennemies sont garanties sur les vaisseaux neutres, sauf toutefois celles de contrebande. Sur l'invitation de la Russie, le Danemark et la Suède accédèrent à cette déclaration (9 juillet), ainsi que

1781, il se livra un combat indécis à Doggersbank dans la mer du Nord; mais les Hollandais perdirent successivement Negapatam, Trinquemale et Saint-Eustache (1781-1782).

Ainsi l'Angleterre balançait à cette époque toutes les forces maritimes de l'Europe occidentale liguée contre elle, et lorsque l'amiral *Rodney* eut fait un si brillant essai de sa nouvelle tactique dans le fameux combat naval de la Guadeloupe contre l'amiral *de Grasse* (12 avril 1782), on peut dire qu'elle reprit enfin la prépondérance.

Mais c'était plutôt sur le continent que sur la mer que le sort de l'Amérique devait enfin se décider. Quelque part qu'eussent à ses victoires la France et les jeunes guerriers, *la Fayette*, *Rochambeau*, etc., qu'elle avait envoyés à son secours, il était réservé à Washington de gagner lui-même la bataille qui devait mettre un terme à la guerre. Après la défaite de *Cornwallis*, l'Angleterre se vit contrainte de renoncer à l'envoi de nouvelles troupes.

Les Anglais tentèrent une expédition sur les provinces du Sud et occupèrent Charleston; mais Cornwallis fut enfermé dans Yorktown et forcé de capituler le 19 octobre 1781.

La retraite de lord North ayant déterminé le renouvellement du ministère anglais, il ne fut plus possible d'éviter la conclusion d'une paix dont toute l'Angleterre reconnaissait enfin l'absolue nécessité. Indépendamment des États-Unis, la France, l'Espagne et la Hollande durent être comprises dans le traité.

Rockingham avait succédé le 20 mars 1782 à lord North; il mourut le 1er juillet suivant; après lui, *Shelburne* et *Fox* demeurèrent chefs du gouvernement. Fox s'étant retiré, le ministère Shelburne dura jusqu'au 14 mars 1783. La paix ayant été conclue, Shelburne se vit obligé de se retirer : la *coalition* de lord North et de Fox ne subsista que que jusqu'au 18 décembre, et le 23, *Guillaume Pitt* parvint à la tête du nouveau ministère qu'il dirigea avec tant d'éclat jusqu'au 9 février 1801.

Les négociations pour la paix d'Amérique s'ouvrirent

le Portugal (13 juillet) et la Prusse (8 mai 1780). L'Angleterre, en déclarant la guerre aux Hollandais, prévint leur accession à ce traité. Le ministère anglais, sollicité à cette occasion, ne voulut pas s'expliquer : l'Espagne reconnut le traité le 18 et la France le 25 avril 1781.

à Versailles, et les préliminaires en furent signés, pour l'Amérique, le 30 novembre 1782; pour la France et l'Espagne, le 20 janvier 1783; le traité définitif ne fut conclu que le 3 septembre suivant.

Traité entre l'Angleterre et les États-Unis. — L'indépendance des treize États-Unis est reconnue; la délimitation des frontières laisse aux Américains le vaste pays connu sous le nom de *territoire de l'Ouest*. Les pêcheries de Terre-Neuve et la navigation du Mississipi sont déclarées en jouissance commune.

Traité entre l'Angleterre et la France. — En Amérique, on restitue toutes les places prises et l'on cède l'île de Tabago à la France. — En Afrique, la France acquiert le Sénégal et garantit à l'Angleterre Gambie et le fort Saint-James. — Aux Indes orientales, on se restitue réciproquement toutes les places prises; les alliés de la France, entre autres *Hyder-Ali*, sont invités à souscrire au traité. — La France est réduite aux pêcheries de Terre-Neuve et acquiert les deux petites îles de Saint-Pierre et de Miquelon.

Traité entre l'Angleterre et l'Espagne. — Celle-ci reste en possession de Minorque et des Florides; restitution réciproque des autres prises.

Traité entre l'Angleterre et la Hollande. — Les préliminaires furent signés à Paris, sous la médiation de la France, le 2 septembre 1783, et la paix définitive le 20 mai 1784. Negapatam fut cédé aux Anglais, de même que la libre navigation sur toutes les mers des Indes.

III. Conquête de l'Inde par les Anglais.

Sous le règne de *George II* et de *George III*, l'Angleterre obtint, dans les Indes orientales, des succès nombreux et d'une haute importance: les négociants devinrent conquérants, et y fondèrent un royaume dont l'étendue et la population surpassaient de beaucoup celles de la métropole; par là l'Angleterre acquit à la fois et le monopole de toutes les productions des grandes Indes et l'entrepôt de toutes leurs richesses.

Cette mémorable révolution avait été préparée par la chute de l'empire du Grand-Mogol. Tant qu'il conserva sa puissance, les Européens ne purent se montrer sur le continent que comme de simples négociants; après la mort du fameux *Aureng-Zeb* (1707), ce vaste royaume ne

cessa d'être déchiré par les factions; les gouverneurs des provinces se rendirent indépendants de la couronne, et les peuples soumis à cet empire secouèrent successivement son joug.

Parmi les gouverneurs les plus puissants étaient alors le soubab de Decan, de qui relevaient le nabab d'Arcot ou Carnatic, le nabab de Bengale et de Bénarès, et celui d'Aoudh. On distinguait parmi les peuplades diverses, d'abord les Patanes, et plus tard, les Mahrattes et les Seïkhs (1).

Les Français et les Anglais ne manquèrent pas d'employer tous leurs efforts pour profiter de ces circonstances. Si *la Bourdonnaie* et *Dupleix* eussent pu s'entendre, nul autre peuple n'eût osé tenter de leur disputer la victoire; mais une fatale mésintelligence leur fit perdre un temps précieux, et le cabinet de Versailles ne prit aucune des mesures nécessaires pour employer utilement les talents de ces deux illustres chefs.

La prise de Madras par la Bourdonnaie (21 septembre 1746) fut la première occasion de la rupture qui éclata entre ce général et Dupleix, gouverneur de Pondichéry. Peu de temps après, la Bourdonnaie fut rappelé. En 1748, les Anglais mirent le siége devant Pondichéry et furent bientôt obligés de le lever. Le traité d'Aix-la-Chapelle leur rendit Madras (18 octobre 1748).

Le projet qu'avait conçu Dupleix de suppléer par des conquêtes territoriales à l'insuffisance du commerce français dans les Indes, ranima la rivalité des deux nations. Les querelles des gouverneurs provinciaux et la faiblesse des princes mogols semblaient garantir le succès de cette entreprise, et le général français, doué de talents dignes d'un meilleur prix, maintint sa supériorité tant qu'il lui fut permis de commander.

Au milieu des dissensions qui déchiraient ce pays, Dupleix soutenait les prétentions de *Mazzefar-Iung* sur la province de Decan, et celles de *Chanda-Saheb* sur l'Arcot. Les Anglais, au contraire, s'étaient déclarés pour *Mohamed-Ali*, qui établit enfin son autorité dans le Carnatic, en 1756. Après le départ de Dupleix et l'arrivée aux Indes de l'in-

(1) Suivre ces détails dans ma *Géographie moderne* et sur l'*Atlas Monin*.

fortuné *Lally*, les armées anglaises, commandées d'abord par l'illustre *Laurence* et plus tard par le redoutable *Clive*, reprirent successivement leurs avantages et finirent par triompher de leurs ennemis.

Ce fut pendant la guerre de Sept Ans que la Compagnie anglaise parvint à établir sa prépondérance aux Indes. La prise de Pondichéry et la destruction de ses forts acheva d'assurer son empire sur toute la côte de Coromandel, et dès ce moment, cette ville, si longtemps disputée, put être restituée à la France par le traité de Paris, sans aucun dommage pour la puissance britannique.

Après l'arrivée du général Lally, les hostilités recommencèrent en 1758 dans tout le Coromandel, et principalement sur les côtes. Les Anglais eurent constamment l'avantage; ils s'emparèrent en 1760 de Masulipatnam, et de Pondichéry le 16 janvier 1761.

La domination territoriale à laquelle aspirait la Compagnie ne pouvait se consolider entre ses mains que par l'occupation des riches provinces situées sur les bords du Gange, et surtout du Bengale, où la fertilité du sol garantissait d'immenses revenus. Le nabab de cette province semblait lui-même faciliter ces projets d'envahissement, et lord Clive y établit sa puissance plus aisément qu'il n'avait osé l'espérer.

Depuis 1690, les Anglais avaient un comptoir à Calcutta, et en 1696, ils avaient profité d'une occasion favorable pour fortifier le fort William. Au mois de juin 1756, le nabab *Scraja-Dowla* s'empara et du fort et de la ville. L'année suivante, lord Clive marcha sur Madras, reprit Calcutta et gagna, le 20 juin, la bataille de Plassey par la trahison de *Mir-Jaffier*, qui devint nabab du Bengale à la place de son beau-frère. En 1760, lord Clive lui retira sa protection et le remplaça par son gendre *Mir-Cossir*; mais celui-ci, incapable de supporter la tyrannie, prit les armes, et Mir-Jaffier redevint nabab le 10 juillet 1763. Dès ce moment, le gouverneur anglais connut le secret de régner sous des noms étrangers, et après la victoire qu'il remporta l'an 1765 près de Calpy sur le soubab d'Aoudh, son empire dans le Bengale se trouva suffisamment affermi.

Le Grand-Mogol ne tarda pas à céder à la Compagnie le droit de lever des impôts dans le Bengale, et le nabab

reçut une pension. Ainsi, après s'être assuré de l'exploitation exclusive du commerce, le gouverneur, s'étant aussi saisi de l'administration du pays, se trouva par le fait souverain absolu, quoique les anciens possesseurs conservassent encore le fantôme de l'autorité (1765).

Toutefois une domination arrachée violemment et exercée de même ne pouvait manquer d'être exposée à de fréquentes attaques. *Hyder-Ali*, sultan de Mysore, se montra bientôt l'un de ses plus redoutables adversaires. Dans l'impossibilité de faire venir d'Europe un nombre suffisant de troupes pour résister aux agressions de ses ennemis, la Compagnie se vit forcée de chercher des auxiliaires parmi les indigènes mêmes, et à sa voix, des milliers d'esclaves s'enrôlèrent sous ses drapeaux.

Hyder-Ali avait usurpé le trône de Mysore en 1760. En 1767, il se ligua avec le soubab de Decan, fit la guerre à la Compagnie, et perdit une bataille importante (29 février 1768); peu de temps après, il tenta avec succès une invasion dans le Carnatic et conclut un traité de paix devant les portes de Madras (8 avril 1769). Par ce traité, les deux parties contractantes se rendirent réciproquement toutes leurs prises, et s'accordèrent mutuellement la liberté du commerce.

Les directeurs de la Compagnie étaient les chefs sous lesquels se trouvaient placés, indépendamment les uns des autres, les gouverneurs des quatre grandes présidences établies aux Indes. Chacun d'eux traitait pour lui seul. Il parut donc nécessaire de donner une nouvelle organisation à la Compagnie, soit pour procurer plus d'unité à l'administration, soit pour la rendre plus dépendante du gouvernement anglais.

Le gouverneur du Bengale, par l'*acte de régularisation* (1773), reçut le titre et les fonctions de gouverneur-général de toutes les possessions britanniques dans les grandes Indes, et à côté de lui on plaça un conseil suprême avec des pouvoirs coercitifs. *Warren-Hastings* fut le premier *gouverneur-général* (1774-1784).

Ce fut un bien pour la Compagnie, mais non pour les habitants. Hastings introduisit de l'ordre et de la régularité dans l'exercice d'un pouvoir tyrannique; mais tous

ses efforts ne purent maintenir la paix dans un pays tourmenté par l'avidité d'un si grand nombre d'agents. L'oppression faisait naître les résistances, et les résistances, la guerre. Chacune de ces expéditions amenait des dépenses considérables qu'il fallait racheter par de nouvelles exactions, et bientôt, pour se maintenir dans son indépendance, la Compagnie fut obligée d'entretenir des armées permanentes, et d'entreprendre sans cesse de nouvelles conquêtes.

La première guerre des Mahrattes éclata en 1774 et finit deux ans après, pour recommencer l'année suivante. Une marche forcée que fit le général *Goddard* depuis Calcutta jusqu'à Surate, intimida les princes mahrattes et les força pendant quelque temps à l'inaction. En 1779, ils formèrent alliance avec Hyder-Ali, au moment même où la guerre se déclarait entre la France et l'Angleterre au sujet de l'Amérique. Hyder-Ali pénétra dans le Carnatic en 1780, et s'y maintint pendant deux ans. Bientôt les hostilités éclatèrent sur presque tous les points. Ne pouvant suffire à tant de besoins, dénué de ressources, le gouverneur-général vit éclater de nouvelles insurrections dans les provinces de Bénarès et d'Aoudh ; enfin, la mésintelligence qui s'établit entre les alliés vint au secours de la Compagnie, et elle parvint à conclure un traité de paix avec les Mahrattes, le 17 mai 1782. Toutes les conquêtes furent réciproquement restituées, et la Compagnie conserva son monopole. Hyder-Ali resta seul pour soutenir la guerre. Elle fut continuée par son successeur *Tippo-Saëb* jusqu'au traité de Mangalore, conclu le 11 mars 1784.

Quoique la Compagnie fût sortie victorieuse de cette longue lutte, malgré l'extension donnée à ses possessions territoriales et la conquête importante de Negapatam, il devenait plus évident chaque jour qu'un tel état de choses ne pouvait durer. D'une part, l'inobservation de ses engagements ; de l'autre, la grandeur de sa puissance, firent sentir la nécessité de la mettre sous la dépendance immédiate des gouverneurs, et tous les partis se réunirent dans cette opinion.

En 1784, *Guillaume Pitt* fit sanctionner dans les chambres un bill qui maintenait la direction, telle qu'elle existait alors, mais qui la plaçait sous la surveillance et sous les ordres immédiats d'une commission du gouvernement, en ce qui concernait les affaires politiques et militaires des Indes. Les trois présidents de province furent complétement

subordonnés au gouvernement de Calcutta, qui lui-même ne put plus entreprendre aucune guerre sans l'autorisation royale. *Cornwallis* fut le premier gouverneur-général envoyé par le roi.

Cet acte important fit rentrer dans les mains du ministère la direction des plus grands intérêts de la Compagnie; celle-ci n'eût pu se maintenir longtemps si les relations qu'elle établit à cette époque avec la Chine ne lui eussent ouvert une nouvelle source d'industrie. Bientôt même l'activité de la contrebande l'eût encore menacée d'une ruine inévitable, si le ministère anglais ne fût venu promptement à son secours par le fameux *acte de commutation*.

La consommation du thé s'élevait alors en Europe à plus de vingt millions de livres pesant, dont les deux tiers ne tardèrent pas à être introduits en fraude. L'*acte de commutation* (juillet 1784) changea l'impôt sur le thé en une taxe sur les maisons, et détruisit ainsi le bénéfice qu'exploitait la contrebande.

A mesure que les possessions coloniales de l'Angleterre acquéraient plus d'étendue et d'importance, la marine anglaise suivait la même marche, et bientôt ses vaisseaux, répandus sur toutes les mers, atteignirent de tous côtés aux limites du monde. Les trois voyages entrepris et exécutés par le capitaine *Cook*, depuis 1768 jusqu'en 1780, ranimèrent le goût des découvertes et des expéditions hasardeuses. Les îles de la mer du Sud furent explorées avec ardeur : on y trouva la riche canne à sucre d'Otaïti et le lin précieux de la Nouvelle-Zélande; c'est encore à cette époque qu'on forma le projet d'établissements agricoles sur ce vaste continent, désigné depuis sous le nom de *Terres australes*, et dont quelques géographes ont fait une cinquième partie du globe. La colonie de Sidney-Cove fut fondée en 1788 dans la Nouvelle-Galles.

IV. Le *parti patriote* en Irlande. — La société des *Enfants-Blancs*. — Les *Cœurs-de-Chêne*. — Les *Cœurs-d'Acier*. — Les *Enfants-du-Droit*. — Contre-association de *volontaires*. — Reconnaissance du parlement irlandais. — L'*habeas corpus* en Irlande. — Les *Enfants-du-Point-du-Jour* et les *Défenseurs*.

Revenons maintenant aux affaires d'Europe.

Le *parti patriote* s'était fortifié par degrés en Irlande, et plusieurs fois il en était venu aux mains avec le parti

anglais, sur le bruit, fondé ou non, qu'on projetait la suppression définitive du parlement irlandais. Vers le même temps, les grands propriétaires des comtés du sud et de l'est commencèrent à convertir en prairies leurs terres labourables et à enclore les pâturages communs pour augmenter leur revenu par l'éducation des bestiaux. Ce changement agricole occasionna l'expulsion d'un grand nombre de petits fermiers, la ruine de beaucoup de familles pauvres, et une grande cessation de travail pour les journaliers, la plupart Irlandais de race et Catholiques (1750-1762). Les laboureurs congédiés ou demeurés sans ouvrage, et ceux qui croyaient avoir autant de droit que le seigneur lui-même sur les terrains où de temps immémorial ils avaient fait paître leurs moutons, se rassemblèrent en troupes et s'organisèrent. Armés de fusils, de sabres, de pistolets, et précédés de cornemuses, ils parcouraient le pays, brisant les clôtures, mettant à contribution les Protestants et enrôlant les Catholiques dans leur association, qu'ils appelaient société des *Enfants-Blancs* (White-Boys), à cause d'une souquenille blanche qu'ils portaient tous, comme signe de ralliement.

Dans les comtés du nord, une autre association se forma sous le nom de *Cœurs-de-Chêne* (Hearts-of-Oak); ceux qui en étaient membres portaient, pour se reconnaître, une branche de chêne à leurs drapeaux. Des fermiers, évincés à l'expiration de leurs baux, s'unirent et s'armèrent aussi sous le nom de *Cœurs-d'Acier* (Hearts-of-Steel), et enfin une société plus étroitement liée parut dans les provinces du sud, sous le nom d'*Enfants-du-Droit* (Right-Boys). Tous ceux qui s'y affiliaient juraient de ne payer la dîme à aucun prêtre, même catholique, et de n'obéir aux ordres de personne, excepté à ceux d'un chef mystérieux, appelé le *Capitaine-Droit* (Capitan-Right). Ce serment était si bien observé, que dans beaucoup de lieux, les officiers du gouvernement ne purent trouver, à aucun prix, des hommes pour exécuter les jugements rendus contre les *Enfants-du-Droit*.

Pendant que la lutte de ces diverses associations con-

tre l'autorité civile et militaire occasionnait dans le pays une foule de désordres et de brigandages, quelques propriétaires et des jeunes gens de familles riches et protestantes imaginèrent de former, sous le nom de *Volontaires* (Volunteers), une contre-association dans le seul but de maintenir la paix publique : ils s'équipèrent, à leurs frais, d'armes et de chevaux, et firent des patrouilles de nuit et de jour dans les lieux où il y avait du trouble. A l'époque de la guerre d'Amérique, toutes les troupes employées en Irlande furent rappelées, et ce pays resta exposé aux agressions de la France, de l'Espagne et de la Hollande. Les grands propriétaires anglo-irlandais firent à sujet de vives réclamations auprès du ministère, qui leur répondit : *Si vous voulez être en sûreté, armez-vous et défendez-vous vous-mêmes* (1779).

La classe riche profita avec beaucoup de zèle de cette autorisation. Les compagnies de Volontaires qui s'étaient précédemment formées servirent de modèle et de noyau pour l'organisation d'un corps de milice nationale qui, sous le même nom, s'éleva bientôt au nombre de quarante mille hommes. Comme il était composé presque entièrement d'Anglo-Irlandais protestants, le gouvernement en eut peu de défiance et lui fit présent d'une grande quantité d'armes et de munitions de guerre, qu'ils partagèrent avec les Catholiques, malgré la loi qui les en privait. Alors, dans chaque province, les Volontaires tinrent des conciliabules politiques, qui s'accordèrent tous à envoyer quelques députés pour former une assemblée centrale, avec plein pouvoir d'agir comme représentant la nation irlandaise (1780). Cette assemblée, réunie à Dublin, prit différentes résolutions, toutes fondées sur le principe que le parlement anglais n'avait aucun droit de faire des lois pour l'Irlande, et que ce droit résidait tout entier dans le parlement irlandais. Le gouvernement, tout occupé de la guerre américaine, et n'ayant aucune force disponible pour contre-balancer en Irlande l'organisation des Volontaires, reconnut, par un bill passé en 1783, l'intégrité des droits législatifs des deux Chambres irlandaises. *L'ha-*

beas corpus fut même, pour la première fois, introduit en Irlande. Mais ces concessions forcées étaient loin d'être faites de bonne foi, et dès que la paix eut été conclue (1783-1784), les agents du ministère commencèrent à parler aux Volontaires de se dissoudre comme inutiles, et à ordonner, suivant la loi, le désarmement des Catholiques. Plusieurs régiments déclarèrent qu'ils ne quitteraient les armes qu'avec la vie, et les Protestants, souscrivant à cette déclaration, firent publier que les sous-officiers et leurs propres armes seraient à la disposition de tout Irlandais qui voudrait s'exercer aux manœuvres militaires.

Le ministère anglais, alarmé de cette résistance, employa toute sa politique à détruire l'union des partis, et à réveiller les anciennes haines de religion et de race. Il y réussit jusqu'à un certain point, en mettant obstacle à la réunion des assemblées politiques et des clubs de Volontaires, et en effrayant ou en séduisant beaucoup de membres de cette société (1785). Privée de ses anciens chefs, l'association tomba dans une sorte d'anarchie, et l'influence des hommes peu éclairés s'y fit sentir par l'oubli graduel du grand principe de nationalité qui, un moment, avait effacé toutes les distinctions de parti. A la suite de quelques rixes individuelles, les fanatiques d'entre les Protestants commencèrent, dans certains cantons, à désarmer de force les Papistes. Ils se formèrent, pour cet objet, en société sous le nom d'*Enfants-du-Point-du-Jour* (Peep-of-day-Boys), parce que c'était en général à cette heure qu'ils faisaient leurs descentes dans les maisons des Catholiques.

Ceux-ci, pour se garantir de leurs violences, formèrent, sous le titre de *Défenseurs* (Defenders), une contre-association. Elle se recruta graduellement de tous les Catholiques qui se retiraient de la société des Volontaires, dont la dissolution devint complète dans toutes les provinces, excepté à Dublin où elle se conserva comme institution de police municipale. Soit souvenir d'une ancienne alliance, soit conformité de caractère et de mœurs, les Irlandais de race avaient pour les Français plus de penchant que

pour aucune autre nation; et les chefs des *Défenseurs*, qui pour la plupart étaient prêtres ou moines, entretinrent des intelligences avec le cabinet de Versailles, dans les années qui précédèrent la révolution de 1789.

V. Première régence du prince de Galles. — Le comité catholique de Dublin et le club presbytérien de Belfast. — Association des *Irlandais-Unis*. — Effet produit en Irlande par la révolution française. — Concessions du ministère. — Pacification momentanée de l'Irlande.

Sur ces entrefaites, George III fut attaqué (novembre 1788) d'une maladie mentale qui causa le plus grand trouble dans sa famille, et dans le gouvernement une espèce d'interruption. Il fallut s'occuper d'une régence; après de longues discussions où *Guillaume Pitt* et *Fox* se combattirent, elle fut accordée au prince de Galles, depuis *George IV* (27 janvier 1789); mais le roi recouvra le 10 mars l'esprit et l'autorité royale.

Les Irlandais avaient demandé pour gouverneur le prince de Galles pendant la maladie de son père. Après le rétablissement du monarque, et lorsque la révolution française éclata par le serment du Jeu-de-Paume (juin 1789), ils profitèrent de la commotion produite par ce grand événement pour se soustraire au joug de l'Angleterre.

Il y avait alors à Dublin un comité catholique, formé de personnes riches et de prêtres de cette religion qui se chargeaient de transmettre au gouvernement les plaintes et les réclamations de leurs coreligionnaires. Jusque-là, ils s'étaient bornés à d'humbles suppliques; mais tout à coup, changeant de langage, la majorité du comité catholique décida qu'il était urgent de revendiquer, comme un droit naturel, l'abolition des lois contre le catholicisme, et d'inviter tous les Catholiques a s'armer pour l'obtenir. Dans le même temps, il se forma à Belfast, dans le pays d'Antrim, pays habité par les colons écossais introduits en Irlande sous Jacques Ier, un club presbytérien, dont l'objet spécial était de s'occuper de l'état politique de l'Irlande et des moyens de le réformer. Le comité de Dublin

ne tarda pas à proposer à ce club une alliance fondée sur la communauté d'intérêts et d'opinion, et les présidents de ces deux assemblées, dont l'un était prêtre catholique et l'autre ministre calviniste, entretinrent une correspondance politique. Ces relations amicales devinrent le fondement d'une nouvelle association, celle des *Irlandais-Unis*, dont l'objet était de rallier une seconde fois, dans un même parti, tous les habitants de l'île.

Ainsi le grand ressort de la domination anglaise en Irlande était brisé par la réconciliation de toutes les classes d'habitants. Le gouvernement prit alors des mesures vigoureuses pour comprimer cet élan. L'*habeas corpus* fut suspendu; mais l'association des *Irlandais-Unis* ne continua pas moins de se recruter dans toutes les provinces, et d'entretenir des relations amicales avec la nation qui invitait toutes les autres à se rendre libres comme elle. La fête de la Fédération française fut célébrée à Dublin comme à Paris, le 14 juillet 1790, et dans le cours de 1791 beaucoup d'adresses furent envoyées de toutes les parties de l'Irlande à l'Assemblée constituante. Lorsque les rois coalisés à Pilnitz eurent déclaré la guerre à la France, les *Irlandais-Unis* de Belfast votèrent des secours d'argent pour les armées françaises, et la même société provoqua dans plusieurs villes des réjouissances publiques au moment où l'on apprit la retraite du *duc de Brunswick*. En général les patriotes irlandais s'étudiaient à suivre et à imiter le mouvement de la révolution française. Ils établirent une garde nationale à l'instar de celle de France; et les soldats de ce corps, habillés et armés par souscription, prirent l'habitude de se saluer entre eux par le nom de *citoyen*.

Mais lorsque la Convention eut assassiné le vertueux *Louis XVI* (janvier 1793), les Irlandais-Unis de la croyance catholique commencèrent à mettre en doute la bonté de leurs principes. Le ministère anglais saisit l'instant où se manifestait cet ébranlement de l'opinion pour faire aux Catholiques une concession qu'il avait refusée jusqu'alors. Il leur rendit la faculté d'élever leurs enfants

et l'exercice d'une partie de leurs droits politiques. Par là le calme fut ramené, du moins pour quelque temps, dans la malheureuse Irlande.

VI. Guerre entre l'Angleterre et la Convention. — Succès des Français. — Le Directoire. — Le traité de Campo-Formio. — Arthur O'Connor en Irlande. — Le Directoire envoie des secours aux Irlandais. — Vexation contre les Irlandais. — Ils s'insurgent. — Le *Directoire exécutif de la république irlandaise*. — Dispersion des Irlandais. — Insurrection des Presbytériens de race écossaise.— Combat de Ballinamuch. — Fin de l'insurrection et de la nationalité irlandaise.

Cependant, à la nouvelle du régicide, l'ambassadeur français avait reçu l'ordre de quitter la Grande-Bretagne. Aussitôt la Convention déclara la guerre au roi d'Angleterre et au stathouder de Hollande; ceux-ci, de leur côté, accédèrent à la coalition de Pilnitz. Les troupes anglaises commencèrent les hostilités par la prise de quelques villes de Flandre; le *duc d'York*, second fils de George III, qui les commandait, ne put s'emparer de Dunkerque. Bientôt après, les flottes réunies d'Espagne et d'Angleterre s'emparèrent de Toulon et prirent plusieurs navires qui se trouvaient alors en rade; mais les Français, guidés par *Dugommier* et *Bonaparte*, alors simple officier d'artillerie, ne tardèrent pas à les attaquer; et les alliés, forcés à la retraite, se retirèrent sur leur flotte après avoir incendié les chantiers, les magasins et tous les vaisseaux tombés en leur pouvoir (décembre 1793).

Cependant les Français avaient repris l'offensive sur les frontières. *Jourdan* vainquit le *prince de Cobourg* à Fleurus, où un régiment anglais fut massacré sur le champ de bataille (26 juillet 1794). Cette victoire décida du sort de la Belgique, qui fut incorporée à la république française, ainsi que la Hollande, conquise par *Pichegru* dans le cœur de l'hiver (janvier et février 1795). Guillaume Pitt ne réussit pas mieux à secourir les Vendéens insurgés, et les sept ou huit cents gentilshommes émigrés qu'une escadre anglaise débarqua sur la presqu'île de Quiberon, furent immolés par le général *Hoche* avec le jeune *de Sombreuil* qui les commandait (juillet 1795).

A la Convention avait succédé le Directoire, composé

de cinq membres. Bonaparte, chargé du commandement d'une armée, fut envoyé dans l'Italie, dont il fit la conquête avec une prodigieuse rapidité. Pour arrêter la marche victorieuse du jeune et brillant général qui menaçait Vienne, l'empereur *François II* envoya l'*archiduc Charles* à Léoben pour y négocier une suspension d'armes. On y conclut un armistice de quelques mois (avril 1797), qui fut suivi du traité de Campo-Formio (octobre). L'Angleterre avait aussi manifesté le désir de faire la paix, et le lord *Malmesbury* s'était rendu pour cet objet à Paris; mais on ne put s'entendre et les hostilités continuèrent entre la Grande-Bretagne et la France.

La plus grande fermentation continuait de régner en Irlande. L'association patente des Irlandais-Unis s'était changée en une affiliation secrète, fondée sur le serment et sur l'obéissance passive à des chefs dont les noms n'étaient connus que d'un petit nombre des associés. Parmi ces chefs on distinguait *Arthur O'Connor* qui passait dans l'opinion publique pour descendre du dernier roi de toute l'Irlande. Le Directoire fit partir à son secours quinze cents hommes sous la conduite du général Hoche (1796). Les alliés des Irlandais arrivèrent dans la baie de Bantry; mais une tempête, qui dispersa leurs vaisseaux, empêcha le débarquement.

Cet incident imprévu et la lenteur du Directoire à préparer une seconde expédition donnèrent au gouvernement anglais le loisir de travailler à la ruine de l'union irlandaise. On fit, plus fréquemment que jamais, des visites de jour et de nuit chez les personnes suspectes. On employa tous les genres de tortures pour trouver les coupables. Les Irlandais, poussés à bout par ces cruautés, commencèrent l'insurrection sans attendre l'arrivée des Français. Le premier combat qu'ils soutinrent contre les troupes royales eut lieu sur la colline de Tarron, où s'était tenue dans les anciens temps l'assemblée générale du peuple irlandais. Les bataillons des Irlandais-Unis avaient des drapeaux verts sur lesquels était peinte une harpe surmontée, au lieu d'une couronne, d'un bonnet de liberté, avec

ces mots anglais : *Liberty or death* (liberté ou la mort); ou la devise irlandaise : *Erin-go-bragh.*

Cependant l'insurrection s'était étendue jusqu'à Wexford. On y installa, comme en France, un gouvernement provisoire, sous le nom de *Directoire exécutif de la république irlandaise.* On arbora le drapeau vert sur les arsenaux et les édifices publics, et quelques petits bâtiments furent armés en course sous le pavillon des insurgés. Leurs chefs, pensant que la prise de la capitale déterminerait toutes les villes encore incertaines, tentèrent sur Dublin une attaque hardie (mai 1798); elle échoua complétement, et ce premier revers en amena d'autres. Bientôt une bataille perdue près de Wiklow fit retomber cette ville aux mains des troupes royales : le découragement et la division se mirent dans les rangs des insurgés; ils accusaient leurs chefs et refusaient d'obéir, pendant qu'une armée anglaise s'avançait à marches forcées contre leur camp retranché de Vinegar-Hill, près de Wexford. A l'aide de son artillerie, elle débusqua les rebelles dont la plupart n'étaient armés que de piques, et, les poursuivant dans la direction de Wexford, elle les obligea d'évacuer cette ville, où la nouvelle république périt après un mois d'existence. Les Irlandais firent une sorte de retraite régulière, de colline en colline; le manque de vivres les força bientôt à se débander. On tortura les prisonniers pour les forcer à déclarer les noms de leurs chefs; mais on ne put leur faire dénoncer que ceux qui étaient déjà morts ou prisonniers. Ainsi finit l'insurrection de l'est et du sud.

Tandis que cette insurrection expirait, il en éclatait une autre parmi les Presbytériens de race écossaise, au comté de Down. Les insurgés, après avoir battu les troupes royales, établirent, près de Ballinahinck, un camp à l'instar de celui de Vinegar-Hill. Là fut livrée une bataille décisive où les Irlandais furent défaits. Les soldats royaux reprirent Ballinahinck, châtièrent cette ville en la brûlant, et les principaux chefs de la révolte, malgré l'amnistie qu'on proclama, furent mis en jugement et condamnés à mort.

Cependant, à la nouvelle de la dernière insurrection, le Directoire exécutif de France, cédant aux instances des agents irlandais, envoya quelques troupes qui débarquèrent dans l'ouest, un mois après que tout était fini au nord, à l'est et au sud. C'étaient quinze cents hommes des armées du Rhin et d'Italie, commandés par le général *Humber*. Ils entrèrent à Killala, dans le comté de Mayo, et après avoir fait prisonniers tous les Anglais de la garnison, ils y arborèrent le drapeau vert des Irlandais-Unis. Ballina tomba ensuite en leur pouvoir, et les troupes royales furent complétement défaites à Castlebar; mais les Français d'Humber et le peu d'Irlandais qu'il avait recrutés se virent bientôt enveloppés par trente mille hommes de troupes anglaises sous les ordres de lord *Cornwallis*. Forcé de livrer à Ballinamuch un combat décisif, Humber capitula pour lui et pour sa troupe, sans rien obtenir en faveur des insurgés, qui firent seuls leur retraite sur Killala. La ville fut prise et pillée par les Anglais; un grand nombre d'Irlandais furent massacrés, et les autres se dispersèrent dans les montagnes ou les forêts voisines. La plupart des prisonniers furent pendus ou fusillés. Ainsi finit l'insurrection, et avec elle la nationalité irlandaise. L'ancien parlement irlandais fut aboli pour unir l'Irlande à l'Angleterre sous une seule législature, comme il avait été fait pour l'Écosse, et l'on décida que l'Irlande serait représentée au parlement britannique par trente-deux pairs et par cent membres des communes (1802).

VII. Guerre d'Égypte. — Les Anglais achèvent de conquérir l'Inde. — Paix de Luneville. — La *Neutralité armée*. — Paix d'Amiens.

Sur ces entrefaites, Bonaparte avait décidé le Directoire à l'expédition d'Égypte. La colonie qu'il projetait d'établir dans ce pays devait assurer à la France l'empire de la Méditerranée, lui ouvrir une route directe aux Indes, et ravir aux Anglais le commerce de l'Asie. Bonaparte partit de Toulon, le 19 mai 1798, avec une flotte, et s'empara, sur sa route, de l'île de Malte. L'amiral anglais *Nelson* se mit à sa poursuite; mais quand

il atteignit l'Égypte, la flotte française avait déjà débarqué les troupes, et jeté l'ancre dans la rade d'Aboukir. Nelson l'y attaqua, et, par une manœuvre hardie, il parvint à la couper. Un combat terrible s'engagea, et presque tous les vaisseaux français furent pris ou détruits (2 août).

Malgré cet échec qui le privait de toute communication avec la France, Bonaparte s'avançait en Égypte. Après avoir remporté sur les Mameluks plusieurs victoires, il pénétra dans la Syrie et vint mettre le siége devant Saint-Jean-d'Acre. Sir *Sidney Smith*, commodore anglais, s'était jeté dans cette ville. Après de prodigieux efforts, Bonaparte, craignant de se voir attaquer en même temps par les Anglais et les Turks, leva le siége, revint au Caire, échappa aux croisières anglaises, et, de retour en France, remplaça le Directoire par le consulat (9 novembre 1799). La même année, l'Inde, qu'on pensait ravir aux Anglais, leur fut à jamais soumise. *Tippo-Saëb* avait armé de toutes parts pour affranchir son pays de la domination britannique. Après des efforts héroïques mêlés de crimes atroces, il céda à la tactique et à la valeur anglaise; et repoussant des propositions ignominieuses, il préféra tomber percé de coups sur les ruines de sa forteresse de Seringapatam (4 mai 1799). Le colonel *Arthur Wellesley*, depuis si célèbre sous le nom de *Wellington*, fut chargé d'y commander les troupes de la garnison.

Bonaparte, devenu premier consul, écrivit au roi de la Grande-Bretagne pour l'engager à terminer la guerre; mais ces ouvertures ne furent point accueillies et les hostilités continuèrent. La fameuse bataille de Marengo, qu'il gagna en personne (14 juin 1800), lui ouvrit les portes de l'Italie qu'il conquit une seconde fois. De son côté, le général *Moreau* pénétra jusqu'au cœur de l'Allemagne, à 88 kilomètres de Vienne, et le 9 février 1802, on signa la paix de Lunéville.

L'empereur de Russie, *Paul Ier*, se détachant alors de l'Angleterre, renouvela la *neutralité armée* (1), à laquelle

(1) Voy. plus haut, p. 437.

accédèrent la Prusse, la Suède et le Danemark. Le ministère anglais fit face à tout; il envoya dans la Baltique une flotte qui parvint à forcer le passage du Sund, malgré la vigoureuse résistance des Danois dont la capitale fut incendiée par Nelson (2 avril 1801). Cette victoire rendit les Anglais maîtres de la Baltique, et força le Danemark à souscrire aux conditions imposées par le vainqueur.

Soudain l'assassinat de Paul Ier changea la face des affaires. *Alexandre Ier*, son fils et son successeur, renonça le 17 juin à la neutralité armée, et la guerre maritime, qui paraissait prête à embraser le nord de l'Europe, fut apaisée.

Cependant la lutte continuait toujours en Égypte. Le général *Kléber*, successeur de Bonaparte au commandement de l'armée, avait consenti par un traité à l'évacuation du pays; mais des difficultés étant survenues sur l'exécution de quelques articles, par la mauvaise foi de l'amiral anglais *Keith*, Kléber attaqua l'armée turque, la défit entièrement, et reprit ses positions dans l'Égypte; il fut assassiné peu de temps après par un jeune fanatique, instrument, dit-on, des Anglais (1800). Le général *Menou*, qui lui succéda, eut bientôt à combattre une armée anglaise qui lui livra bataille à quelque distance d'Alexandrie. Le général anglais, sir *Ralph Abercromby*, y reçut une blessure mortelle (21 mars 1801); mais les Français, sans espoir de recevoir des renforts, s'affaiblissant par leurs victoires mêmes, consentirent sous des conditions honorables à quitter l'Egypte : l'armée fut transportée en France sur des vaisseaux anglais. Les consuls avaient donné l'ordre de réunir des troupes à Boulogne pour faire une descente en Angleterre; mais cette expédition n'eut pas lieu, parce qu'elle fut prévenue par la paix d'Amiens entre la Grande-Bretagne et la France (26 mai 1802). Par ce traité, la première s'engageait à rendre à la seconde et à ses alliés toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par elle, à l'exception de la Trinité et de Ceylan qui furent reconnues lui appartenir en toute

propriété. Il fut aussi convenu que l'île de Malte serait rendue à l'Ordre de Jérusalem, et l'Égypte, restituée au Grand-Seigneur.

VIII. Reprise des hostilités entre la France et l'Angleterre. — Paix de Presbourg. — Bataille navale de Trafalgar. — Mort de Pitt et de Fox. — Victoires de Napoléon. — Traité de Tilsitt ou le blocus continental. — Ministère Grenville. — Abolition de la Traite des noirs. — Bombardement de Copenhague. — Invasion du Portugal et de l'Espagne par les Français. — Convention de Cintra. — Siége de Saragosse. — Wellesley (Wellington) en Portugal et en Espagne. — Retraite du maréchal Soult. — Bataille de Talavera. — Affaire de Walcheren. — Seconde régence du prince de Galles. — Succès de Wellington en Espagne. — Guerre de Russie. — Capitulation de Paris. — Première rentrée des Bourbons. — Les Cent-Jours. — Bataille de Waterloo. — Napoléon à Sainte-Hélène.

La paix ne dura pas longtemps. Les Anglais refusèrent d'évacuer l'île de Malte, et l'on arma de part et d'autre avec une nouvelle fureur. Guillaume Pitt souleva de nouveau toute l'Europe contre Bonaparte, qui s'était fait proclamer empereur sous le nom de *Napoléon* (18 mai 1804). Dès le 22 mai 1803, la Grande-Bretagne avait commencé les hostilités. Les Français battirent, dans le Hanovre, une armée d'Anglais commandée par le *duc de Cumberland*. Alors, pour la seconde fois, Napoléon médita une descente en Angleterre; il réunit une flotte immense dans ses ports et cent mille soldats au camp de Boulogne. Mais, à la nouvelle qu'une armée d'Autrichiens s'acheminait vers le Rhin par la Bavière, Napoléon vola en Allemagne, s'empara d'Ulm, prit Vienne (13 novembre 1805), et, par la brillante victoire d'Austerlitz, força l'empereur d'Autriche à la paix de Presbourg (26 décembre).

La fortune souriait moins à Napoléon dans sa lutte avec l'Angleterre. Le 22 juillet 1805, les flottes combinées de France et d'Espagne furent battues au cap Finistère, et détruites, le 21 octobre suivant, au cap Trafalgar. L'amiral anglais Nelson périt, comme Épaminondas, au sein de la victoire; l'amiral français *Villeneuve* fut fait prisonnier, et l'amiral espagnol *Gravina* ne survécut pas long temps à ses blessures.

Guillaume Pitt mourut quelque temps après (23 janvier 1806); Fox, qui lui succéda, voulait la paix, et des négociations s'entamèrent; mais sa mort y mit fin (13 septem-

bre.) La Prusse, que l'Angleterre avait attachée par son or à ses intérêts, ne tarda pas à succomber. La seule bataille d'Iéna ravit au roi *Guillaume II* son armée, sa capitale et presque tous ses États (12 octobre 1806). Les Russes volèrent à son secours; mais les batailles d'Eylau (8 février 1807) et de Friedland (14 juin 1807), que suivit le *traité de Tilsitt* (8 juillet), laissèrent l'Angleterre à ses seules et propres forces. Alors fut signé le fameux décret, représailles du blocus continental déclaré par l'Angleterre. Toutes les marchandises anglaises furent interdites, saisies, et brûlées partout où s'étendait le bras impérial.

La mort de Fox avait amené lord *Grenville* à la tête du ministère : sa courte administration fut signalée par l'abolition de la Traite des noirs, grande mesure à laquelle il voulut donner pour couronnement l'émancipation des Catholiques; mais ce grand acte de réparation, impatiemment attendu de l'orthodoxe Irlande, échoua devant l'aveugle obstination du monarque, et lord Grenville fit place au *duc de Portland*. Le duc eut pour collègues *Perceval, Canning, Camden*, et les lords *Castlereag*, *Eldon*, *Mulgrave* et *Hawkesbury*.

Le nouveau ministère poussa, dans une lutte inégale contre la France, le roi de Suède, *Gustave IV*, qui ne tarda pas à succomber, et dont la défaite valut à Napoléon la Poméranie, Stralsund, et plusieurs îles de la Baltique (décembre 1807). Le Danemark et sa marine tentèrent le vainqueur; il allait s'en emparer lorsqu'il fut prévenu par une flotte anglaise. Celle-ci, sur le refus que fit le prince régent de livrer ses vaisseaux, bombarda Copenhague, et saisit tous les navires de son port, au mépris du droit des gens, de la morale et de la paix. Un cri d'indignation s'éleva dans toute l'Europe, et l'histoire le répète encore avec elle.

Cependant Napoléon poursuivait avec constance son projet de blocus continental. Il avait déjà fermé à l'Angleterre les ports d'Espagne, d'Italie, de Hollande, de Prusse et de Russie; elle s'était fermé elle-même ceux de Dane-

mark. Le port de Lisbonne lui restait encore; Napoléon voulut l'en priver, et bientôt une armée française, sous les ordres de *Junot*, eut envahi le Portugal, dont la famille royale s'échappa sur un navire anglais pour se rendre au Brésil.

L'invasion de l'Espagne et l'intronisation perfide de *Joseph Bonaparte* eurent bien d'autres suites. Tandis que Napoléon retenait prisonnier en France le souverain légitime, *Ferdinand VII*, les Espagnols, indignés, prirent partout les armes; l'Angleterre leur envoya troupes et généraux. *Blake* et *Cuesta* se firent battre à Rio-Seco par *Bessières*; mais *Dupont* capitula à Baylen, ville andalouse, et cette capitulation coûta aux Français seize mille hommes (juillet 1808). D'un autre côté, sir Arthur Wellesley (duc de Wellington), après la victoire de Vimeiro, força Junot, par la convention de Cintra, d'évacuer le Portugal. La lutte s'étendait alors sur toute l'Espagne. Sir *John Moore*, obligé de céder devant les forces supérieures du maréchal *Soult*, se retira vers la Corogne, et mourut au milieu d'une défaite glorieuse (janvier 1809). Le corps qu'il commandait se rembarqua. Les Espagnols semblèrent se décourager ; mais la constance britannique vint à leur aide. Saragosse se défendit contre les Français pendant deux mois, sous les ordres de *Palafox*, et ne se rendit au général *Lannes* qu'après avoir perdu cinquante-quatre mille hommes par le fer ou par la peste (21 février 1809).

Cependant le vainqueur de la Corogne s'était jeté sur le Portugal. Sir Arthur Wellesley reparut dans ce pays, et le maréchal Soult battit en retraite. Le général anglais entra en Espagne, et le roi Joseph fut défait en personne aux sanglantes batailles de Talavera (27-28 juillet). Ce succès devait conduire les Anglais à Madrid, si la mésintelligence ne les eût séparés des Espagnols. Sir Arthur, en considération de sa double victoire, fut créé vicomte de Wellington.

Une expédition contre *Joachim Murat*, beau-frère de Napoléon, qui l'avait fait roi de Naples, n'aboutit qu'à la

prise de quelques îles. Dans le même temps, une flotte anglaise, comprenant trente-neuf vaisseaux de ligne, trente-six frégates, plusieurs centaines de bombardes, et portant cent mille hommes, tout en opérant une diversion favorable à l'empereur d'Autriche, alors accablé par les victoires d'Eckmühl, d'Essling, de Raab et de Wagram, devait ruiner les préparatifs maritimes de Napoléon sur l'Escaut ; mais cette flotte, conduite par l'inhabile frère de Guillaume Pitt, lord *Chatam*, borna ses succès à la conquête de l'île de Walcheren, et si les éléments ne la détruisirent pas, une fièvre endémique moissonna la moitié des hommes qui la montaient. Ce projet avait été conçu, cette flotte réunie par lord *Castlereagh*; ses collègues voulurent l'éloigner ; il défia *Canning* en combat singulier. Les deux champions résignèrent les sceaux de leurs charges, et l'on vit arriver aux affaires lord *Liverpool* et le *marquis de Wellesley*, frère de sir Arthur.

L'opposition attaqua les ministres démissionnaires, elle attaqua leurs successeurs ; mais la majorité resta au nouveau cabinet. Alors sir *Francis Burdett* réclama vivement la réforme du parlement ; il n'obtint qu'une enquête à huis-clos sur l'affaire de Walcheren. Son dépit s'exhala d'abord en récriminations insultantes, et puis dans un écrit si virulent, que la Chambre, se trouvant offensée, confina le baronnet, l'*ami du peuple*, à la Tour pour le reste de la session.

Cette année fut marquée par l'établissement d'une régence. Les dissensions survenues entre le prince de Galles, George IV, et la princesse *Caroline* de Brunswick, qu'il avait épousée par contrainte ; les succès inouïs de Napoléon, qui semblait se jouer de tous les efforts du cabinet britannique ; une tentative d'assassinat sur le *duc de Cumberland,* cinquième fils de George III (21 mai 1810), et surtout la maladie d'*Amélie*, sa fille de prédilection (20 novembre), achevèrent de troubler sa raison depuis longtemps chancelante, et le prince de Galles fut déclaré régent du royaume, comme il l'avait été en 1788. Cette fois ce fut pour le reste de la vie de son père.

A cette époque, les forces que la paix de Vienne entre les deux empereurs, Napoléon et *François II* (octobre 1810), permit aux Français de porter en Espagne, leur redonnèrent une espèce de supériorité. Les généraux de Joseph reprirent Grenade, Cordoue, Séville; mais ils échouèrent devant Cadix, et cette ville devint le siége de la *junte* (assemblée), qui dirigeait les affaires durant la captivité du roi légitime. Les Français, malgré leurs avantages, n'étaient réellement maîtres que de la terre qu'ils occupaient, que du sol même qu'ils foulaient sous leurs pieds. Des nuées de *guérillas* (troupes légères) les tenaient sans cesse en haleine, sans cesse en échec. C'était une guerre nationale, à la fois politique et religieuse, où tous s'employaient, enfants, femmes, vieillards et prêtres. Un tel peuple devait vaincre.

Wellington se trouvait en Portugal lorsque *Masséna* fondit, avec quatre-vingt mille soldats, sur ce royaume, dont Napoléon voulait, à tout prix, fermer les portes aux Anglais; mais, grâce aux habiles dispositions de Wellington, cette armée s'épuisa d'elle-même dans un pays hostile. Celle du maréchal *Suchet*, plus heureuse, s'empara de Tarragone (1811). Cependant Wellington s'avançait en Espagne. Il emporta d'assaut Badajoz, défit le général *Marmont*, qui couvrait Salamanque, et se rendit maître de cette ville, puis de Valladolid, enfin de Madrid (1812).

En même temps, l'assassinat de l'habile Perceval par un homme obscur promut lord *Liverpool* à la tête du ministère. A peine y fut-il installé qu'une guerre éclata, pour certaines prohibitions du blocus, entre l'Angleterre et les États-Unis. Ainsi le système napoléonien armait les deux mondes; il poussa son auteur aux extrémités de l'Europe. Sur de prétendues infractions faites par le tsar Alexandre au traité de Tilsitt, Napoléon alla perdre dans les glaces de la Russie sa grande armée, sa gloire et le prestige d'*invincibilité* jusqu'alors attaché à son nom (1812). Cependant l'Espagne achevait d'échapper à son frère. Wellington, à la tête des troupes anglaises, espagnoles et portugaises, força Joseph et Jourdan d'en venir

aux mains près de Vittoria. La victoire resta aux trois peuples ligués (juin 1813), et quelques mois après (11 décembre) Ferdinand VII était remonté sur le trône.

Les victoires de Lutzen, de Bautzen et de Wurtschen (mai 1813), avaient un instant redonné la prépondérance à Napoléon ; mais la funeste déroute de Leipsick (16 octobre) acheva de ruiner ses affaires. Alors on vit d'étranges choses, le conquérant de l'Europe attaqué dans ses propres États par tous les peuples qu'il avait conquis. Tandis que Wellington, poussant devant lui le maréchal Soult, envahissait la France par le sud, les alliés, Autrichiens, Russes, Prussiens, Bavarois, Wurtembergeois, Saxons, etc., l'envahissaient par la Belgique, par l'Alsace, la Lorraine et la Suisse. Napoléon marcha contre eux (25 janvier 1814). Il ne désespérait pas encore de son triomphe. Avec une étonnante opiniâtreté, il lutta contre sa mauvaise fortune et frappa de grands coups à Brienne, à Champaubert, à Montmirail, à Vauchamp, à Nangis, à Montereau : gigantesques mais vains efforts contre la masse d'ennemis qui l'enveloppaient et s'avançaient vers Paris.

Cette capitale, attaquée par deux cent mille hommes, se rendit le 30 mars par capitulation. Les vainqueurs y firent leur entrée dès le lendemain, et le 3 avril le sénat prononça la déchéance de Napoléon. A Fontainebleau, cependant, Napoléon, soit désespoir, soit illusion, proposait de marcher sur Paris; mais, de l'avis unanime de ses généraux, il abdiqua le 20 avril, et le maître du monde alla régner sur l'île d'Elbe, tandis que la France recouvrait avec *Louis XVIII* la descendance de ses anciens rois.

Restait encore le maréchal Soult avec une puissante armée dans le midi de la France. Wellington, général d'un génie lent, mais sûr, l'attaqua près de Toulouse (avril 1814), et peu de jours après, le général français fit sa soumission au *duc d'Angoulême*. Wellington reçut du régent le titre de duc, du parlement une gratification de 400,000 livres, et de la nation tout entière un accueil qui tenait de l'enthousiasme.

Bientôt la carrière de la gloire se rouvrit de nouveau pour le duc de Wellington. Tandis que le congrès de Vienne cherchait à rétablir l'équilibre européen rompu par l'épée de Napoléon, celui-ci, que l'armée regrettait, sortit de son île le 26 février 1815, débarqua le 1er mars à Cannes, et le 20 de ce mois, il remplaca aux Tuileries Louis XVIII, qui se retira à Gand. C'est ce qu'on appelle l'époque des *Cent-Jours*.

Le congrès de Vienne le mit au ban de l'Europe, et les armées européennes se réunirent une seconde fois contre celui qui les avait tant de fois vaincues. Bientôt Wellington et *Blücher* arrivèrent sur les frontières de la Belgique à la tête des Anglais et des Prussiens. Napoléon atteignit Blücher à Fleurus et le battit (16 juin). Sa marche fut encore victorieuse le 17. Le 18, il tourna contre Wellington, qui l'attendait dans une forte position à Waterloo. La bataille commença vers midi. Les Anglais soutinrent le terrible choc des Français; vers cinq heures du soir, Blücher parut avec quinze mille Prussiens d'élite, qui, tombant sur l'aile droite de l'armée française, y portèrent le trouble inséparable d'une surprise. Les Anglais augmentèrent le désordre par une charge générale, et la bataille fut perdue pour les Français. Napoléon revint à Paris, où le parti républicain le força de renoncer au titre d'empereur. De son côté, Wellington entra brusquement en France à la suite des débris de l'armée fugitive, et bientôt il parut à la vue de Paris. La résistance fut vive; mais il fallut céder, et Louis XVIII remonta sur le trône de ses pères. Cependant Napoléon s'était dirigé sur Rochefort, résolu de passer aux États-Unis. Surpris avant de pouvoir exécuter ce dessein, il se livra lui-même aux Anglais, qui le reléguèrent au rocher de Sainte-Hélène, dans l'océan Atlantique, loin de toute terre habitable, sous la garde de sir *Hudson Lowe*. Il y mourut le 5 mai 1821, à l'âge de cinquante-deux ans.

IX. La princesse de Galles. — L'esprit démagogique en Angleterre. — Henri Hunt et les Watson. — Divers clubs. — Soulèvements des Réformistes radicaux. — Massacre de Manchester. — Les *six Actes*. — Mort de George III.

Ainsi finit la grande lutte. L'Angleterre en sortit victorieuse, mais épuisée par ses victoires. Aussi la joie du triomphe ne lui dura-t-elle point longtemps, et sa situation lui fit horreur. Un roi en démence, un régent sans mœurs, la princesse de Galles, sa femme (Caroline de Brunswick), errante à l'étranger comme une espèce d'aventurière, l'Irlande toujours prête à se soulever contre ses oppresseurs, le commerce et le peuple en souffrance, les principes démagogiques en circulation, tel était en 1816 l'état de l'Angleterre. Dès cette époque, les assemblées populaires, dirigées par *Henri Hunt* et les *Watson*, firent couler le sang en plusieurs lieux, en plusieurs occasions. Une expédition assez brillante de lord *Exmouth* contre Alger ne fit qu'une courte diversion aux maux domestiques (août 1816). Peu de temps après, le régent fut insulté, dans sa voiture, par les vociférations et les pierres d'une populace affamée. Vainement fit-il l'abandon de 50,000 livres de ses revenus, et les ministres du dixième de leurs appointements. Ce sacrifice ne trouva point d'imitateurs, et d'ailleurs le peuple n'en eût point été soulagé, parce que la diminution des impôts ne profite qu'aux riches. Ce qu'il lui fallait, c'était du travail, et souvent il en manquait. On vit alors se former à Londres, et dans toutes les villes manufacturières, des sociétés révolutionnaires, les *clubs de Hampden*, les *Philanthropes*, les *Amis de la Réforme parlementaire*, etc. Hunt les dirigeait sous main avec adresse. Ils ne se proposaient rien moins que le renversement de l'État, le pillage des maisons et le partage des terres. On arrêta plusieurs conspirateurs : on suspendit l'*habeas corpus*. L'écrivain démagogue *Cobbett* s'enfuit en Amérique, et Watson échappa par un verdict du jury. Alors le mal monta plus haut, et l'on vit les Réformistes se dessiner hautement à la Chambre des communes. L'opposition régulière et, comme on dit, constitutionnelle, était

dirigée par *Tierney;* le parti de la Réforme, par *Brougham,* et au-dessus de lui par lord *Cochrane,* chef d'une faction d'exaltés qui demandaient le suffrage universel et le renouvellement annuel du parlement (1817).

Ils s'appelaient, au dehors, *Réformistes radicaux*. Ils voulaient prendre le mal à sa *racine* (1) et promener partout leur faux réformatrice. A leur tête se trouvait ce Henri Hunt qu'on avait déjà vu figurer dans les troubles antérieurs : c'était un homme dépourvu d'éloquence et d'instruction, mais audacieux, adroit, connaissant l'art d'entraîner la populace, cachant au surplus ses vues ambitieuses sous un air de modération et d'honnêteté qui le rendait cher à ses partisans. D'innombrables rassemblements eurent lieu dans plusieurs villes, à Manchester, Glascow, Leeds, Stokport, etc. Les Radicaux de Birmingham nommèrent un *procureur législatif* pour les représenter à la Chambre des communes, et partout on allait suivre cet exemple, lorsque le ministère résolut de recourir à la force.

Sir *Charles Wolseley*, qui l'intitulait *représentant législatif* de Birmingham, fut arrêté dans le Cheshire; à Londres on mit la main sur *Harrison,* prêcheur ambulant, dans l'assemblée qui se tenait à Smithfield, sous la direction de Hunt. Hunt se trouvait encore le 16 août (1819) au rassemblement de Manchester. Ici la scène fut plus grave. Il y périt trois à quatre cents personnes; Hunt et quelques autres meneurs furent saisis et condamnés à plusieurs années de prison.

Le ministère approuva ce que l'opposition appelait le *massacre* de Manchester; mais les Radicaux prirent le deuil pour les *martyrs* du 16 août. Il arriva de toutes parts au régent des adresses énergiques, souvent séditieuses; il les rejeta toutes par cette phrase : « Quand les lois sont violées par ceux-là même dont le devoir est de concourir à leur exécution, c'est aux tribunaux du pays à juger la question, et les pétitionnaires la préjugent sans la connaître. »

(1) En anglais *radical*.

Le parlement s'ouvrit sous l'impression de ces événements et de cette réponse. Malgré la vive opposition de Tierney, du *comte Grey*, de tout le parti whig, le ministère se tira de ce mauvais pas. Il obtint six bills, connus sous le nom collectif des *six actes*, contre la licence de la presse, contre la tenue illégale d'assemblées, contre le port du costume militaire, etc. Trompée dans son espoir, l'opposition demanda des représentants pour les villes considérables et populeuses qui n'en avaient pas ; mais la mort du roi, qui arriva le 29 janvier 1820, fit ajourner cette grande question, qui ne fut résolue que sous son successeur.

§ 4. — GEORGE IV (1820-1830).

Le prince de Galles, fils aîné de *George III*, qui depuis 1810 gouvernait en Angleterre sous le titre de régent, lui succéda sous le nom de Georges IV.

L'avénement du nouveau roi fut signalé par une conspiration et des émeutes. *Arthur Thistlewood*, ancien complice de Watson, avait formé le complot, avec d'autres conjurés, de massacrer les ministres, d'attaquer la Banque et d'incendier ensuite la ville. Un espion de police les trahit, et des coupables, les uns furent déportés, les autres subirent le dernier supplice. Thistlewood, en montant sur l'échafaud, se glorifia de mourir *pour la liberté*, et le peuple lui donna des larmes comme à un *martyr*. A cette conjuration succédèrent des soulèvements qui devinrent sérieux, surtout en Écosse; le sang coula en plusieurs lieux, et le pays parut se calmer un instant devant une nouvelle question qui s'agitait.

La reine *Caroline de Brunswick*, qui depuis 1814 s'était retirée en Italie, sous l'influence d'un courrier italien nommé *Bergami*, débarqua inopinément en Angleterre et se rendit à Londres, où elle reçut les ovations de la populace. Le ministère essaya d'abord la voie des négociations pour l'éloigner et de son époux et de son royaume; elle résista, et le *comte de Liverpool* demanda, le 6 juillet

(1820), que le parlement la déclarât coupable de commerce adultère, déchue de son rang, et, par suite, de ses droits d'épouse. Ce procès scandaleux dura plusieurs mois, et la reine fût condamnée, malgré les efforts et l'éloquence de *Brougham* (6 novembre). Toutefois George IV n'obtint pas le divorce, et tant que vécut encore Caroline, elle eut à souffrir les mépris de son époux, et lui, l'humiliation de sa présence. Enfin la mort de cette princesse mit fin à la guerre acharnée qu'ils se faisaient depuis vingt-cinq ans (25 juillet 1821).

A cette époque, l'esprit démocratique s'agitait violemment en divers pays. Comprimé dans le Nord par la Sainte Alliance (1), il s'était réfugié dans le Midi; mais là, il se développait sans contrainte, et l'Italie, l'Espagne, le Portugal offraient de toutes parts des scènes de désordre et d'anarchie. Le cabinet britannique était trop occupé chez lui pour prendre part à la répression des soulèvements étrangers. L'émeute grondait à ses portes : les Radicaux demandaient à grands cris la réforme parlementaire; l'Irlande, toujours opprimée, devenait le théâtre des plus horribles vengeances. La famine et les maladies eurent bientôt épuisé ce malheureux pays, dévasté par la sédition. Le parlement s'occupa d'apporter quelques remèdes à tant de maux : on reproduisit un bill en faveur des Catholiques, et une imposante minorité les soutint; mais le fanatisme et l'influence du *duc d'York*, frère puîné du roi, fit rejeter, à la Chambre des pairs, une mesure qui seule pouvait raviver l'Irlande expirante.

Lord *Castlereagh* avait terminé sa vie par un suicide (1822), et *Canning* depuis deux ans occupait sa place dans le ministère, lorsque l'Irlande fit un dernier effort pour échapper à sa ruine inévitable. On vit s'y former une *association catholique* dont personne ne soupçonnait alors toute la future influence. *Daniel O'Connell*, avocat distingué du pays, la dirigea bientôt et lui persuada qu'elle

(1) Traité conclu à Paris, le 25 septembre 1815, entre l'empereur de Russie, celui d'Autriche et le roi de Prusse, pour le maintien de la paix, de la légitimité et de la religion.

devait obtenir, par son union et par sa force, ce qu'on refusait à ses justes remontrances. Toutes les paroisses catholiques du royaume entrèrent dans l'association. Le ministère s'effraya. *Goulburn*, un de ses séides, proposa aux Communes un bill tendant à *amender les actes relatifs aux associations illégales d'Irlande*. Malgré les efforts de l'opposition, le bill passa dans les deux Chambres (1825), et l'association irlandaise fut obligée de se dissoudre; mais ce fut pour reparaître immédiatement sous une autre forme et sous le nom d'*association de charité*. Peu de temps après, sir *Francis Burdett* demanda la révocation de toutes les incapacités qui pesaient sur les Catholiques : cette motion triompha aux Communes; mais la fatale influence du duc d'York la fit encore rejeter à la Chambre haute, et l'Irlande retomba dans son ilotisme.

Le prince ne jouit pas longtemps de ce triste succès; il mourut au commencement de 1827. Son administration corrompue, comme commandant en chef de l'armée, avait fait la matière d'une accusation, d'une enquête parlementaire et d'une déclaration équivoque d'innocence. Il fut remplacé dans ce haut rang par le duc de Wellington, qui ne le garda que peu de mois.

La retraite de lord Liverpool amena Canning à la tête du cabinet. Il eut pour collègues *Huskisson*, *Sturges Bourne*, *C. Wynne* et les lords *Goderich* (Robinson), *Bexley*, *Lyndhurst*, *Harrowby*, *Dudley* et *Palmerston*. Le duc de Clarence, depuis *Guillaume IV*, accepta la charge de grand-amiral.

Le nouveau ministère eut à repousser de vives attaques à la Chambre haute, contre le comte de Grey, chef des Whigs; à la Chambre basse, contre sir *Robert Peel*, chef de l'opposition dite constitutionnelle. Au bout de deux mois, Canning tomba malade, et mourut le 8 août (1827), épuisé de veilles et d'efforts. Il ne vit pas triompher un peuple auquel il avait préparé le triomphe : les Grecs étaient soulevés depuis six ans contre les Turks, et ce fut la bataille de Navarin, gagnée sur le vice-roi d'Égypte (20 octobre) par les flottes combinées d'Angleterre, de

France et de Russie, qui délivra la Grèce de l'oppression ottomane.

Toutefois, cette victoire, utile surtout à la Russie, fut regardée, par les Anglais, comme un *événement fâcheux*, et le ministère changea de nouveau. On y vit figurer Peel, Wellington, les lords *Ellenborough* et *Bathurst*, le *comte d'Aberdeen*, etc. Au parlement de 1828, il fut d'abord question de rapporter le *test-act* et le bill des corporations ; c'était un acheminement vers la solution de la question catholique. Une motion de lord *John Russel*, relative à ces deux objets, passa dans les deux Chambres. Alors vint l'affaire de l'émancipation, et l'éloquent O'Connell reparut sur la scène.

Aux élections du comté de Clare, il se présenta comme candidat, quoique Catholique. Il fut élu, et il promit de demander son siége à la prochaine session. L'association irlandaise se réorganisa sous d'autres titres ; on prit diverses résolutions, et l'on s'engagea à ne nommer aucun député qui ne promettrait pas de voter contre le cabinet actuel et de demander la réforme parlementaire. Les Protestants, de leur côté, s'assemblèrent, s'armèrent, rouvrirent leurs loges orangistes. La guerre civile était imminente, parce que l'émancipation était aussi nécessaire que redoutée. Le ministère céda, quoique d'assez mauvaise grâce, et le bill *d'émancipation catholique*, après des débats animés, fut adopté le 30 mars 1829, avec une foule de restrictions. Ainsi les Catholiques ne pouvaient occuper les charges de lord-chancelier, de garde du grand sceau, de lord-lieutenant d'Irlande ; ils ne pouvaient porter les marques de leurs fonctions ou de leur grade dans les églises catholiques ; leurs évêques ne pouvaient prendre les mêmes titres que ceux de l'Église anglicane, etc. Les Anglicans se montrèrent en quelque sorte moins méticuleux à l'égard des esclaves coloniaux, et ces mêmes hommes qui déclamaient avec violence contre l'esclavage des noirs, n'étaient pas loin d'approuver celui des blancs, celui de leurs compatriotes irlandais.

A cette époque, les assemblées *radicales* commencèrent

à demander à haute voix la réforme du système électoral. Les villes et les gros bourgs qui, dès l'origine, avaient envoyé des députés, étaient la plupart devenus des villages, tandis que des hameaux étaient devenus des villes populeuses. Ces villes n'étaient pas alors représentées, par la raison qu'elles ne l'avaient pas été autrefois. Des comtés l'étaient à peine; de petits bourgs, entre les mains d'un seul propriétaire, lui conféraient le droit d'envoyer plusieurs députés au parlement ou de se nommer lui-même: c'étaient les *bourgs pourris*. Cette grande question fut agitée en Angleterre jusqu'en 1830. La révolution de juillet donna gain de cause aux *radicaux*; mais George IV n'en vit pas la fin : il était mort le 25 juin 1830 (1).

George IV eut pour successeur le duc de Clarence, son frère, qui régna jusqu'au 20 juin 1837, sous le nom de GUILLAUME IV.

Après lui VICTORIA, fille du duc de Kent, monta sur le trône, et le royaume de Hanovre, réuni depuis plus d'un siècle à l'Angleterre, s'en détacha par l'avénement de cette princesse, en faveur d'*Ernest*, duc de Cumberland, cinquième fils de George III.

(1) Nous terminons ici l'histoire d'Angleterre, parce qu'à partir de 1830 les événements sont trop contemporains pour que l'histoire ait déjà pu asseoir sur eux son jugement.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

Introduction.

CHAPITRE PREMIER.

DYNASTIE DES ROIS SAXONS.

Première période (800-1017).

§ 1er. — EGBERT (800-836).

§ 2. — ÉTHELWULF (836-858).

§ 3. — ÉTHELBALD (858-860).

§ 4. — ÉTHELBERT (860-866).

§ 5. — ÉTHELRED Ier (866-872).

§ 6. — ALFRED LE GRAND (872-900).

§ 7. — ÉDOUARD I[er] L'ANCIEN (900 ou 901-925).

§ 8. — ATHELSTAN OU ÉTHELSTAN (925-940).

§ 9. — EDMOND I[er] (940-946).

§ 10. — ÉDRED (946-955).

§ 11. — EDWY (955-959).

§ 12. — EDGAR LE PACIFIQUE (959-975).

§ 13. — ÉDOUARD II LE MARTYR (975-978).

§ 14. — ÉTHELRED II (978-1016).

§ 15. — EDMOND II CÔTE DE FER (1016-1017).

CHAPITRE II.

DYNASTIE DES ROIS DANOIS.

(1013, 1017-1041).

§ 1er. — CANUT Ier LE GRAND (1017-1035).

§ 2. — HAROLD Ier, DIT PIED DE LIÈVRE (1035-1040).

§ 3. — HARDICANUT OU CANUT II (1040-1041).

CHAPITRE III.

DYNASTIE DES ROIS SAXONS.

Seconde période (1041-1065).

§ 1er. — ÉDOUARD III LE CONFESSEUR (1041-1065).

DEUXIÈME SECTION DE LA DYNASTIE NORMANDE.

Branche de Champagne.

ÉTIENNE DE BLOIS (1135–1154).

CHAPITRE V.

DYNASTIE DES ROIS PLANTAGENETS

OU DE LA MAISON D'ANJOU (1154-1485).

PRÉMIÈRE SECTION DE LA DYNASTIE ANGEVINE.

Plantagenets proprement dits.

§ 1er. — HENRI II (1154-1189).

§ 2. — RICHARD Ier CŒUR DE LION (1189-1199).

§ 3. — JEAN SANS TERRE OU LACKLAND (1199-1216).

§ 4. — HENRI III (1216-1272).

§ 5. — ÉDOUARD Ier, DIT LONGUES JAMBES (1272-1307).

§ 6. — ÉDOUARD II (1307-1327).

§ 7. — ÉDOUARD III (1327-1377).

§ 8. — RICHARD II (1377-1399).

DEUXIÈME SECTION DE LA DYNASTIE ANGEVINE.

Branche de Lancastre (1399-1461).

§ 1er. — HENRI IV (1399-1413).

§ 2. — HENRI V (1413-1422).

§ 3. — HENRI VI (1422-1461).

TROISIÈME SECTION DE LA DYNASTIE ANGEVINE.

Branche d'York (1461-1485).

§ 1er. — ÉDOUARD IV (1461-1483).

§ 2. — ÉDOUARD V (1483).

§ 3. — RICHARD III (1483-1485).

CHAPITRE VI.

DYNASTIE DES TUDORS.

(1485-1603).

§ 1er. — HENRI VII TUDOR (1485-1509).

§ 2. — HENRI VIII (1509-1547).

I. Henri VIII avant son divorce.

II. Affaire du divorce de Henri VIII.

III. Suite du divorce de Henri VIII. — Établissement de la réforme.

IV. Des autres événements du règne de Henri VIII, depuis 1536 jusqu'à sa mort (1547).

§ 3. — ÉDOUARD VI (1547-1553).

§ 4. — MARIE TUDOR (1553-1558).

§ 5. — ÉLISABETH (1558-1603).

CHAPITRE VII.

DYNASTIE DES STUARTS ET D'ORANGE.

(1603-1714.)

§ 1er. — JACQUES Ier (1603-1625).

§ 2. — CHARLES Ier (1625-1649).

CHAPITRE VIII.

INTERRÈGNE.

(1649-1660).

§ 1er. — RÉPUBLIQUE (1649-1653).

§ 2. — PROTECTORAT D'OLIVIER CROMWELL (1653-1658).

§ 3. PROTECTORAT DE RICHARD CROMWELL (1658-1659).

CHAPITRE IX.

RESTAURATION DES STUARTS.

DYNASTIE DES STUARTS ET D'ORANGE.

(1660-1714.)

§ Ier. — CHARLES II (1660-1685).

§ 2 — JACQUES II (1685-1688).

§ 3. — MARIE ET GUILLAUME III (1689-1702).

§ 2. — GEORGE II (1727-1760).

§ 3. — GEORGE III (1760-1820).

FIN DE LA TABLE.



